

Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114709181>











CA20N  
XB  
-B56



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 69

**An Act to amend the Members'  
Integrity Act, 1994 and to enact the  
Lobbyists Registration Act, 1998**

**The Hon. C. Hodgson**  
Chair of the Management Board of Cabinet

### Government Bill

1st Reading     October 6, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

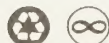
## Projet de loi 69

**Loi modifiant la Loi de 1994 sur  
l'intégrité des députés et édictant la  
Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes**

**L'honorable C. Hodgson**  
Président du Conseil de gestion du gouvernement

### Projet de loi du gouvernement

1<sup>re</sup> lecture     6 octobre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale





## EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Members' Integrity Act, 1994* and enacts a new Act, the *Lobbyists Registration Act, 1998*.

### *Members' Integrity Act, 1994*

Amendments to the *Members' Integrity Act, 1994* address the powers and duties of the Integrity Commissioner. The Commissioner currently exercises powers and performs duties under that Act. The Bill provides that the Commissioner may agree to undertake such other activities as the Management Board of Cabinet may request.

Related changes are made to the provisions of the Act concerning the personal liability of the Commissioner and the employees in his or her office and concerning their compellability as witnesses in certain civil proceedings. A related change is also made to the provision concerning the Commissioner's annual report.

### *Lobbyists Registration Act, 1998*

The Bill creates a new Act, the *Lobbyists Registration Act, 1998*. The new Act is set out in the Schedule to the Bill.

The new Act will make it necessary for paid lobbyists to report their lobbying of public office holders by filing a return with a registrar. A registry of returns will be available for public inspection.

The new Act defines three categories of lobbyists: consultant lobbyists, in-house lobbyists for persons (including corporations) and partnerships, and in-house lobbyists for organizations. An officer who is compensated for the performance of his or her duties or an employee will be considered to be an in-house lobbyist if a significant part of their duties is to lobby public office holders.

The new Act sets out the activities that are considered to be lobbying and who is considered to be a "public office holder". Certain types of individuals are exempted from the application of the proposed Act but the proposed Act binds the Crown. Certain activities, which are set out in the new Act, are not considered to be lobbying.

The registrar is allowed to issue non-binding advisory opinions and interpretation bulletins.

It will be an offence to contravene the Act or the regulations, to make false or misleading statements in a return or other document or to knowingly place a public office holder in a position of a real or potential conflict of interest. All offences are subject to a maximum fine of \$25,000.

Regulations may be made, among other things, exempting persons from the definition of "public office holder", respecting when an officer's or employee's duties to lobby constitute a significant part of their duties, requiring fees for filing returns and respecting the submission of returns and other documents, including electronic submission.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et édicte une nouvelle loi, la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.

### *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*

Les modifications apportées à la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* traitent des pouvoirs et des fonctions du commissaire à l'intégrité. Actuellement, le commissaire exerce les pouvoirs et les fonctions que lui attribue cette loi. Le projet de loi prévoit qu'il peut accepter d'entreprendre d'autres activités à la demande du Conseil de gestion du gouvernement.

Des modifications connexes sont apportées aux dispositions de la Loi qui portent sur l'immunité du commissaire et des employés de son bureau et sur leur contraignabilité dans certaines instances civiles. Une modification connexe est également apportée à la disposition portant sur le rapport annuel du commissaire.

### *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

Le projet de loi crée une nouvelle loi, la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, qui figure à l'annexe.

La nouvelle loi oblige les lobbyistes rémunérés à déclarer les pressions qu'ils exercent auprès des titulaires de charges publiques en déposant une déclaration auprès d'un registraire. Le registre des déclarations sera mis à la disposition du public aux fins de consultation.

La nouvelle loi définit trois catégories de lobbyistes : les lobbyistes-conseils, les lobbyistes salariés au service de personnes (y compris les personnes morales) et de sociétés en nom collectif ou en commandite, et les lobbyistes salariés au service d'organisations. Les dirigeants qui sont rémunérés pour leurs fonctions ou les employés sont considérés comme des lobbyistes salariés si une partie importante de leurs fonctions consiste à exercer des pressions auprès des titulaires de charges publiques.

La nouvelle loi précise quelles activités sont considérées comme consistant à exercer des pressions et ce que l'on entend par «titulaire d'une charge publique». Certains particuliers sont soustraits à l'application de la nouvelle loi, mais celle-ci lie la Couronne. Certaines activités, qui sont précisées dans la nouvelle loi, ne sont pas considérées comme consistant à exercer des pressions.

Le registraire peut fournir des avis et publier des bulletins d'interprétation non contraignants.

Constitue une infraction le fait de contrevenir à la Loi ou aux règlements, de faire des affirmations fausses ou trompeuses dans une déclaration ou un autre document, ou de placer sciemment le titulaire d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts réel ou possible. Toutes les infractions peuvent donner lieu à une amende maximale de 25 000 \$.

Il peut être pris des règlements pour, entre autres, soustraire des personnes à l'application de la définition de «titulaire d'une charge publique», traiter des cas où les fonctions d'un dirigeant ou d'un employé qui consistent à exercer des pressions constituent une partie importante de ses fonctions, exiger des droits pour le dépôt des déclarations et traiter de la remise des déclarations et autres documents, notamment sous forme électronique.



**An Act to amend the Members' Integrity Act, 1994 and to enact the Lobbyists Registration Act, 1998**

**Loi modifiant la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés et édictant la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**MEMBERS' INTEGRITY ACT, 1994**

1. (1) The *Members' Integrity Act, 1994* is amended by adding the following section:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**LOI DE 1994 SUR L'INTÉGRITÉ DES DÉPUTÉS**

1. (1) La *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Powers and duties

23.1 (1) The Commissioner may exercise the powers and shall perform the duties assigned to him or her under this Act.

23.1 (1) Le commissaire peut exercer les pouvoirs et doit exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

Pouvoirs et fonctions

Same

(2) The Commissioner may agree to undertake such other activities as the Management Board of Cabinet may request.

(2) Le commissaire peut accepter d'entreprendre d'autres activités à la demande du Conseil de gestion du gouvernement.

Idem

(2) Subsection 24 (2) of the Act is amended by adding at the end "and shall not include information about the activities referred to in subsection 23.1 (2)".

(2) Le paragraphe 24 (2) de la Loi est modifié par adjonction de « et il ne doit pas comprendre de renseignements au sujet des activités visées au paragraphe 23.1 (2) ».

(3) Section 25 of the Act is amended by adding at the end "or with respect to an activity undertaken by the Commissioner under subsection 23.1 (2)".

(3) L'article 25 de la Loi est modifié par adjonction de « ou à l'égard d'une activité que le commissaire entreprend en vertu du paragraphe 23.1 (2) ».

(4) Section 26 of the Act is amended by adding at the end "or in connection with an activity undertaken by the Commissioner under subsection 23.1 (2)".

(4) L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction de « ou une activité que le commissaire entreprend en vertu du paragraphe 23.1 (2) ».

**LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998**

**LOI DE 1998 SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES**

2. The *Lobbyists Registration Act, 1998*, as set out in the Schedule to this Act, is hereby enacted.

2. Est édictée par le présent article la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, telle qu'elle figure à l'annexe de la présente loi.

**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

**ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Commencement

3. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

(2) The Act set out in the Schedule comes into force as provided in section 19 of the Schedule.

(2) La loi qui figure à l'annexe entre en vigueur comme le prévoit l'article 19 de l'annexe.

Short title

4. The short title of this Act is the *Integrity Commissioner and Lobbyists Statute Law Amendment Act, 1998*.

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 concernant le commissaire à l'intégrité et les lobbyistes*.

Titre abrégé



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes***SCHEDULE  
LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998****ANNEXE  
LOI DE 1998 SUR  
L'ENREGISTREMENT DES  
LOBBYISTES****CONTENTS****SOMMAIRE****INTERPRETATION****INTERPRÉTATION**

## 1. Definitions

## 1. Définitions

**APPLICATION****CHAMP D'APPLICATION**

2. Crown bound
3. Restriction on application

2. Obligation de la Couronne
3. Restriction

**REGISTRATION OF LOBBYISTS****ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES****CONSULTANT LOBBYISTS****LOBBYISTES-CONSEILS**

## 4. Duty to file return

## 4. Déclaration obligatoire

**IN-HOUSE LOBBYISTS (PERSONS AND  
PARTNERSHIPS)****NOM COLLECTIF OU EN COMMANDITE)**

## 5. Duty to file return

## 5. Déclaration obligatoire

**IN-HOUSE LOBBYISTS (ORGANIZATIONS)****LOBBYISTES SALARIÉS (ORGANISATIONS)**

## 6. Duty to file return

## 6. Déclaration obligatoire

**CERTIFICATION, SUBMISSION AND STORAGE OF  
RETURNS AND OTHER DOCUMENTS****ATTESTATION, REMISE ET MISE EN MÉMOIRE DES  
DÉCLARATIONS ET AUTRES DOCUMENTS**

7. Certification
8. Submission of returns and other documents
9. Storage

7. Attestation
8. Remise des déclarations et autres documents
9. Mise en mémoire

**REGISTRAR AND REGISTRY****REGISTRATEUR ET REGISTRE**

10. Registrar
11. Registry
12. Verification of information
13. Refusal to accept return or other document
14. Advisory opinions and interpretation  
bulletins
15. Annual report
16. Recovery of fees

10. Registrateur
11. Registre
12. Vérification des renseignements
13. Refus d'accepter une déclaration ou un  
autre document
14. Avis et bulletins d'interprétation
15. Rapport annuel
16. Recouvrement des droits

**OFFENCES AND PUNISHMENT****INFRACTIONS ET PEINES**

17. Contravention of Act or regulations

17. Contravention à la Loi ou aux règlements

**REGULATIONS****RÈGLEMENTS**

18. Regulations

18. Règlements

**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE****ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

19. Commencement
20. Short title

19. Entrée en vigueur
20. Titre abrégé



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

## INTERPRETATION

## INTERPRÉTATION

## Definitions

## 1. (1) In this Act,

“Crown” means Her Majesty in right of Ontario; (“Couronne”)

“grass-roots communication” means appeals to members of the public through the mass media or by direct communication that seek to persuade members of the public to communicate directly with a public office holder in an attempt to place pressure on the public office holder to endorse a particular opinion; (“appel au grand public”)

“lobby” means,

- (a) in relation to a consultant lobbyist referred to in section 4 and an in-house lobbyist referred to in section 5 or 6, to communicate with a public office holder in an attempt to influence,
  - (i) the development of any legislative proposal by the Government of Ontario or by a member of the Legislative Assembly,
  - (ii) the introduction of any bill or resolution in the Legislative Assembly or the passage, defeat or amendment of any bill or resolution that is before the Legislative Assembly,
  - (iii) the making or amendment of any regulation as defined in section 1 of the *Regulations Act*,
  - (iv) the development or amendment of any policy or program of the Government of Ontario or the termination of any program of the Government of Ontario,
  - (v) a decision by the Executive Council to transfer from the Crown for consideration all or part of, or any interest in or asset of, any business, enterprise or institution that provides goods or services to the Crown or to the public,
  - (vi) a decision by the Executive Council, a committee of the Executive Council or a minister of the Crown to have the private sector instead of the Crown provide goods or services to the Crown,
  - (vii) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of the Crown, and
- (b) in relation to a consultant lobbyist referred to in section 4 only,

## Définitions

## 1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«appel au grand public» Appel au grand public effectué directement ou au moyen d'un média à grande diffusion pour qu'il communique directement avec le titulaire d'une charge publique en vue de faire pression sur lui pour qu'il adhère à une opinion donnée. («grass-roots communication»)

«Couronne» Sa Majesté du chef de l'Ontario. («Crown»)

«exercer des pressions» S'entend de ce qui suit :

- a) en rapport avec un lobbyiste-conseil visé à l'article 4 et un lobbyiste salarié visé à l'article 5 ou 6, communiquer avec le titulaire d'une charge publique afin de tenter d'influencer, selon le cas :
  - (i) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement de l'Ontario ou par un député à l'Assemblée législative,
  - (ii) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant l'Assemblée législative, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci,
  - (iii) la prise ou la modification de tout règlement au sens de l'article 1 de la *Loi sur les règlements*,
  - (iv) l'élaboration ou la modification d'une politique ou d'un programme du gouvernement de l'Ontario, ou la cessation d'un de ses programmes,
  - (v) toute décision du Conseil exécutif voulant que la Couronne transfère, moyennant contrepartie, soit tout ou partie d'entreprises, d'activités ou d'établissements qui fournissent des biens ou des services à la Couronne ou au public, soit un intérêt s'y rattachant, soit des éléments de leur actif,
  - (vi) toute décision du Conseil exécutif, d'un de ses comités ou d'un ministre de la Couronne de charger le secteur privé plutôt que la Couronne de la fourniture de biens ou de services à celle-ci,
  - (vii) l'octroi de subventions, de contributions ou d'autres avantages financiers par la Couronne ou pour son compte;
- b) en rapport avec un lobbyiste-conseil visé à l'article 4 uniquement :

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

- (i) to communicate with a public office holder in an attempt to influence the awarding of any contract by or on behalf of the Crown, or

- (ii) to arrange a meeting between a public office holder and any other person; (“exercer des pressions”)

“Minister” means the member of the Executive Council to whom the administration of this Act is assigned by the Lieutenant Governor in Council; (“ministre”)

“organization” means,

- (a) a business, trade, industry, professional or voluntary organization,
- (b) a trade union or labour organization,
- (c) a chamber of commerce or board of trade,
- (d) an association, a charitable organization, a coalition or an interest group,
- (e) a government, other than the Government of Ontario, and
- (f) a corporation without share capital incorporated to pursue, without financial gain to its members, objects of a national, provincial, territorial, patriotic, religious, philanthropic, charitable, educational, agricultural, scientific, artistic, social, professional, fraternal, sporting or athletic character or other similar objects; (“organisation”)

“prescribed” means prescribed by the regulations made under this Act; (“prescrit”)

“public office holder” means,

- (a) any officer or employee of the Crown not otherwise referred to in clauses (c) to (e),
- (b) a member of the Legislative Assembly and any person on his or her staff,
- (c) unless exempted by the regulations, a person who is appointed to any office or body by or with the approval of the Lieutenant Governor in Council or a minister of the Crown, other than a judge or a justice of the peace or a person appointed by or with the approval of the Lieutenant Governor in Council on the address of the Legislative Assembly,
- (d) unless exempted by the regulations, an officer, director or employee of any agency, board or commission of the Crown, and
- (e) a member of the Ontario Provincial Police Force; (“titulaire d’une charge publique”)

- (i) soit communiquer avec le titulaire d’une charge publique afin de tenter d’influencer l’octroi d’un contrat par la Couronne ou pour son compte,

- (ii) soit organiser pour un tiers une entrevue avec le titulaire d’une charge publique. («lobby»)

«ministre» Le membre du Conseil exécutif que le lieutenant-gouverneur en conseil charge de l’application de la présente loi. («Minister»)

«organisation» S’entend de ce qui suit :

- a) une organisation commerciale, industrielle, professionnelle ou bénévole;
- b) une organisation syndicale;
- c) une chambre de commerce;
- d) une association, un organisme de bienfaisance, une coalition ou un groupe d’intérêt;
- e) un gouvernement autre que celui de l’Ontario;
- f) une personne morale sans capital-actions constituée en vue de poursuivre, sans gain pécuniaire pour ses membres, des objets d’un caractère national, provincial, territorial, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, éducatif, agricole, scientifique, artistique, social, professionnel, fraternel, sportif ou athlétique ou des objets analogues. («organization»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«registrar» Le registraire désigné en vertu de l’article 10. («registrar»)

«règlements» Sauf indication contraire, s’entend des règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«titulaire d’une charge publique» S’entend des personnes suivantes :

- a) les fonctionnaires et employés de la Couronne qui ne sont pas visés aux alinéas c) à e);
- b) les députés à l’Assemblée législative et les membres de leur personnel;
- c) sauf si les règlements les soustraient à l’application du présent alinéa, les personnes nommées à des charges ou à des organismes par le lieutenant-gouverneur en conseil ou un ministre de la Couronne, ou avec son approbation, à l’exclusion des juges, des juges de paix et des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou avec son



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

“registrar” means the registrar designated under section 10; (“registrateur”)

“regulations” means the regulations made under this Act unless otherwise specified. (“règlements”)

approbation, sur adresse de l'Assemblée législative;

d) sauf si les règlements les soustraient à l'application du présent alinéa, les dirigeants, administrateurs et employés de tout organisme, conseil ou commission de la Couronne;

e) les membres de la Police provinciale de l'Ontario. («public office holder»)

Subsidiary corporation

(2) For the purposes of this Act, a corporation is a subsidiary of another corporation if,

- (a) securities of the corporation, to which are attached more than 50 per cent of the votes that may be cast to elect directors of the corporation, are held, otherwise than by way of security only, directly or indirectly, whether through one or more subsidiaries or otherwise, by or for the benefit of the other corporation; and
- (b) the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the corporation.

(2) Pour l'application de la présente loi, une personne morale est la filiale d'une autre si les conditions suivantes sont réunies :

- a) ses valeurs mobilières auxquelles sont rattachées plus de 50 pour cent des voix pouvant être exprimées lors de l'élection de ses administrateurs sont détenues, autrement qu'à titre de sûreté seulement, directement ou indirectement, que ce soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales ou autrement, par l'autre personne morale ou à son profit;
- b) le nombre de voix rattachées à ces valeurs mobilières est suffisant pour élire la majorité de ses administrateurs.

Filiale

## APPLICATION

## CHAMP D'APPLICATION

Crown bound

2. This Act binds the Crown.

2. La présente loi lie la Couronne.

Obligation de la Couronne

Restriction on application

3. (1) This Act does not apply to any of the following persons when acting in their official capacity:

1. Members of the Senate or House of Commons of Canada, the legislative assembly of another province, the council or legislative assembly of a territory, or persons on the staff of these members.
2. Employees of the Government of Canada or of the government of another province or of a territory.
3. Members of a council or other statutory body charged with the administration of the civil or municipal affairs of a municipality as defined in the *Municipal Act* and members of a local board as defined in the *Municipal Affairs Act*, persons on the staff of these members or officers or employees of a municipality or local board.
4. Members of the council of a band as defined in subsection 2 (1) of the *Indian Act* (Canada) or of the council of an Indian band established by an Act of the Parliament of Canada, persons on the staff of these members or employees of the council.

3. (1) La présente loi ne s'applique pas aux personnes suivantes lorsqu'elles agissent dans le cadre de leurs attributions :

1. Les sénateurs, les députés fédéraux, les députés d'une autre province, les conseillers ou les députés territoriaux, ainsi que leur personnel.
2. Les employés du gouvernement du Canada ou de celui d'une autre province ou d'un territoire.
3. Les membres d'un conseil ou autre organisme créé par une loi et chargé de la conduite des affaires municipales d'une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités* et les membres d'un conseil local au sens de la *Loi sur les affaires municipales*, leur personnel et les fonctionnaires et les employés d'une municipalité ou d'un conseil local.
4. Les membres du conseil d'une bande, au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi sur les Indiens* (Canada), ou du conseil d'une bande indienne constituée aux termes d'une loi fédérale, leur personnel et les employés du conseil.

Restriction

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

5. Diplomatic agents, consular officers or official representatives in Canada of a foreign government.
6. Officials of a specialized agency of the United Nations in Canada or officials of any other international organization to whom there are granted, by or under any Act of the Parliament of Canada, privileges and immunities.

5. Les agents diplomatiques, fonctionnaires consulaires et représentants officiels au Canada d'un gouvernement étranger.
6. Les fonctionnaires d'une agence spécialisée des Nations Unies au Canada ou d'une autre organisation internationale à qui des privilèges et immunités sont accordés sous le régime d'une loi fédérale.

Same

(2) This Act does not apply in respect of,

(2) La présente loi ne s'applique pas à l'égard de ce qui suit : Idem

(a) any oral or written submission made in proceedings that are a matter of public record to a committee of the Legislative Assembly or to any body or person having jurisdiction or powers conferred by or under an Act;

a) la présentation d'observations orales ou écrites, dans le cadre de procédures dont l'existence peut être connue du public, soit à un comité de l'Assemblée législative, soit à une personne ou à un organisme dont la compétence ou les pouvoirs sont conférés sous le régime d'une loi;

(b) any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of a person, partnership or organization, with respect to,

b) la présentation d'observations orales ou écrites par un particulier pour le compte d'une personne, d'une société en nom collectif ou en commandite ou d'une organisation au titulaire d'une charge publique à l'égard de ce qui suit :

(i) the enforcement, interpretation or application of any Act or regulation made under any Act by that public office holder and with respect to that person, partnership or organization, or

(i) soit l'exécution, l'interprétation ou l'application, par le titulaire de la charge publique, d'une loi ou d'un de ses règlements d'application dans le cas de la personne, de la société ou de l'organisation,

(ii) the implementation or administration of any policy, program, directive or guideline by that public office holder and with respect to that person, partnership or organization;

(ii) soit la mise en œuvre ou l'application, par le titulaire de la charge publique, d'une politique, d'un programme, d'une directive ou d'une ligne directrice dans le cas de la personne, de la société ou de l'organisation;

(c) any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of a person, partnership or organization, in direct response to a written request from a public office holder for advice or comment in respect of any matter referred to in clause (a) or subclause (b) (i) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1); or

c) la présentation d'observations orales ou écrites par un particulier pour le compte d'une personne, d'une société en nom collectif ou en commandite ou d'une organisation au titulaire d'une charge publique, en réponse directe à sa demande écrite d'avis ou d'observations à l'égard d'une question visée à l'alinéa a) ou au sous-alinéa b) (i) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1);

(d) any oral or written submission made to a member of the Legislative Assembly by an individual on behalf of a constituent of the member with respect to any personal matter of that constituent unless the submission is made in respect of a matter referred to in subclause (a) (i) or (ii) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1) concerning

d) la présentation d'observations orales ou écrites par un particulier à un député à l'Assemblée législative pour le compte d'un électeur de sa circonscription à l'égard d'une question personnelle touchant ce dernier, sauf si la présentation porte sur une question visée au sous-alinéa a) (i) ou (ii) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

a private bill for the special benefit of that constituent.

1 (1) et concernant un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet de procurer un avantage particulier à cet électeur.

Same

(3) Nothing in this Act shall be construed as requiring the disclosure of the name or identity of any individual if that disclosure could reasonably be expected to threaten the safety of that individual.

(3) La présente loi n'a pas pour effet d'exiger la divulgation du nom ou de l'identité d'un particulier s'il est raisonnable de s'attendre à ce que cela nuise à sa sécurité.

Idem

## REGISTRATION OF LOBBYISTS

## ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

## CONSULTANT LOBBYISTS

## LOBBYISTES-CONSEILS

Duty to file return

4. (1) A consultant lobbyist shall file a return with the registrar in the prescribed form and manner not later than 10 days after commencing performance of an undertaking.

4. (1) Au plus tard 10 jours après avoir commencé à exécuter son engagement, le lobbyiste-conseil dépose une déclaration auprès du registraire selon la formule et de la manière prescrites.

Déclaration obligatoire

Where one return sufficient

(2) A consultant lobbyist who undertakes to lobby is required to file only one return under subsection (1) even though he or she may, in connection with that undertaking, communicate with one or more public office holders on one or more occasions or arrange one or more meetings between a public office holder and any other person.

(2) Le lobbyiste-conseil qui s'engage à exercer des pressions n'est tenu de déposer qu'une seule déclaration aux termes du paragraphe (1), même si, dans le cadre de cet engagement, il communique avec un ou plusieurs titulaires d'une charge publique à une ou plusieurs reprises ou organise pour un tiers une ou plusieurs entrevues avec le titulaire d'une charge publique.

Cas où une seule déclaration suffit

Transitional

(3) If, on the coming into force of this section, a consultant lobbyist is performing an undertaking, the consultant lobbyist shall file a return with the registrar in the prescribed form and manner not later than 10 days after this section comes into force.

(3) Dans les 10 jours de l'entrée en vigueur du présent article, le lobbyiste-conseil qui exécute un engagement à ce moment-là dépose une déclaration auprès du registraire selon la formule et de la manière prescrites.

Disposition transitoire

Contents of return

(4) A consultant lobbyist shall set out in the return the following information with respect to the undertaking:

(4) Le lobbyiste-conseil donne, dans la déclaration, les renseignements suivants à l'égard de l'engagement :

Contenu de la déclaration

1. The name and business address of the consultant lobbyist and, if applicable, the name and business address of the firm where the consultant lobbyist is engaged in business.
2. The name and business address of the client and the name and business address of any person, partnership or organization that, to the knowledge of the consultant lobbyist, controls or directs the activities of the client and has a direct interest in the outcome of the consultant lobbyist's activities on behalf of the client.
3. If the client is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the consultant lobbyist, has a direct interest in the outcome of the consultant lobbyist's activities on behalf of the client.
4. If the client is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the

1. Son nom et l'adresse de son établissement ainsi que, le cas échéant, le nom du cabinet où il exerce ses activités et l'adresse de son établissement.
2. Le nom et l'adresse de l'établissement de son client ainsi que le nom et l'adresse de l'établissement de toute personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation qui, à sa connaissance, contrôle ou dirige les activités de ce client et que le résultat de ses activités pour le compte de celui-ci intéresse directement.
3. Dans le cas où son client est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales que, à sa connaissance, le résultat de ses activités pour le compte de celui-ci intéresse directement.
4. Dans le cas où son client est une personne morale filiale d'une autre per-

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

- |  |   |
|--|---|
| <p>name and business address of that other corporation.</p> <p>5. If the client is a coalition, the name and business address of each partnership, corporation or organization that is a member of the coalition.</p> <p>6. If the client is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the client from that government or government agency.</p> <p>7. The subject-matter in respect of which the consultant lobbyist has undertaken to lobby and any other prescribed information respecting the subject-matter.</p> <p>8. If applicable, whether the payment to the consultant lobbyist is, in whole or in part, contingent on the consultant lobbyist's degree of success in lobbying as described in clause (a) or subclause (b) (i) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1).</p> <p>9. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution, financial benefit or contract.</p> <p>10. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom the consultant lobbyist has lobbied or expects to lobby.</p> <p>11. Whether the consultant lobbyist has lobbied or expects to lobby a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly.</p> <p>12. If the consultant lobbyist has undertaken to lobby as described in clause (a) or subclause (b) (i) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1), the techniques of communication, including grass-roots communication, that the consultant lobbyist has used or expects to use to lobby.</p> <p>13. Any other prescribed information relating to the identity of the consultant lobbyist, the client, any person, partnership or organization referred to in paragraph 2, any subsidiary referred to in</p> | <p>sonne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de celle-ci.</p> <p>5. Dans le cas où son client est une coalition, le nom et l'adresse de l'établissement des sociétés en nom collectif ou en commandite, personnes morales ou organisations qui la composent.</p> <p>6. Dans le cas où le financement de son client provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants en cause.</p> <p>7. L'objet des pressions qu'il s'est engagé à exercer et tout renseignement prescrit à ce sujet.</p> <p>8. Le fait, le cas échéant, que le paiement qu'il reçoit est en tout ou en partie subordonné au degré de succès qu'il obtient lorsqu'il exerce des pressions au sens de l'alinéa a) ou du sous-alinéa b) (i) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1).</p> <p>9. Les renseignements utiles à la détermination de la proposition législative, du projet de loi, de la résolution, du règlement, de la politique, du programme, de la décision, de la subvention, de la contribution, de l'avantage financier ou du contrat en cause.</p> <p>10. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique auprès duquel il a exercé des pressions ou compte en exercer.</p> <p>11. Le fait qu'il a exercé ou compte exercer des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député.</p> <p>12. Dans le cas où son engagement est d'exercer des pressions au sens de l'alinéa a) ou du sous-alinéa b) (i) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1), les moyens de communication qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour exercer des pressions, y compris les appels au grand public.</p> <p>13. Les autres renseignements prescrits utiles à son identification et à celle de son client, de toute personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation visée à la disposition 2, de</p> |
|--|---|



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

paragraph 3, the other corporation referred to in paragraph 4, any member of a coalition referred to in paragraph 5 or any ministry, agency, board or commission referred to in paragraph 10.

toute filiale visée à la disposition 3, de l'autre personne morale visée à la disposition 4, de tout membre d'une coalition visée à la disposition 5 ou de tout ministère, organisme, conseil ou commission visé à la disposition 10.

Changes to return and new information

(5) A consultant lobbyist shall provide the registrar in the prescribed form and manner with any change to the information in his or her return and any information required to be provided under subsection (4), the knowledge of which the consultant lobbyist acquired only after the return was filed, not later than 30 days after the change occurs or the knowledge is acquired.

(5) Le lobbyiste-conseil fournit au registraire, dans les 30 jours, selon la formule et de la manière prescrites, tout changement des renseignements que contient sa déclaration ainsi que tout renseignement qu'il est tenu de fournir aux termes du paragraphe (4) et qui n'a été porté à sa connaissance qu'après le dépôt de celle-ci.

Modification de la déclaration et nouveaux renseignements

Confirmation of return

(6) A consultant lobbyist shall provide the registrar in the prescribed form and manner with confirmation of the information contained in his or her return within two months after the expiration of the first and each subsequent year from the date of filing the return.

(6) Dans les deux mois de la fin de chaque année qui suit la date de dépôt de sa déclaration, le lobbyiste-conseil confirme au registraire les renseignements qu'elle contient, selon la formule et de la manière prescrites.

Confirmation de la déclaration

Completion or termination of undertaking

(7) A consultant lobbyist shall advise the registrar in the prescribed form and manner that he or she has completed an undertaking in respect of which he or she has filed a return or that the undertaking has been terminated not later than 30 days after the completion or termination of the undertaking.

(7) Le lobbyiste-conseil informe le registraire dans les 30 jours, selon la formule et de la manière prescrites, de la fin d'un engagement pour lequel il a déposé une déclaration.

Fin de l'engagement

Information requested by registrar

(8) A consultant lobbyist shall provide the registrar in the prescribed form and manner with any information that the registrar may request to clarify any information that the consultant lobbyist has provided to the registrar under this section not later than 30 days after the registrar makes the request.

(8) Dans les 30 jours de la demande, le lobbyiste-conseil fournit au registraire, selon la formule et de la manière prescrites, les renseignements que celui-ci lui demande pour apporter des précisions à ceux qu'il a fournis aux termes du présent article.

Renseignements demandés par le registraire

Restriction on application

(9) This section does not apply in respect of anything that an employee undertakes to do on the sole behalf of his or her employer or, if his or her employer is a corporation, in respect of anything that the employee, at the direction of the employer, undertakes to do on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary.

(9) Le présent article ne s'applique pas à l'égard de l'engagement qu'un employé exécute uniquement pour le compte de son employeur ni, dans le cas où l'employeur est une personne morale et où l'employé agit à sa demande, de l'engagement qu'il exécute pour le compte d'une filiale de l'employeur ou d'une personne morale dont celui-ci est une filiale.

Restriction

Definitions

(10) In this section,

“client” means a person, partnership or organization on whose behalf a consultant lobbyist undertakes to lobby; (“client”)

“consultant lobbyist” means an individual who, for payment, undertakes to lobby on behalf of a client; (“lobbyiste-conseil”)

“payment” means money or anything of value and a contract, promise or agreement to pay money or anything of value; (“paiement”)

“undertaking” means an undertaking by a consultant lobbyist to lobby on behalf of a client. (“engagement”)

(10) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

«client» Personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation pour le compte de laquelle le lobbyiste-conseil s'engage à exercer des pressions. («client»)

«engagement» Engagement pris par le lobbyiste-conseil d'exercer des pressions pour le compte d'un client. («undertaking»)

«lobbyiste-conseil» Particulier qui, moyennant paiement, s'engage à exercer des pressions pour le compte d'un client. («consultant lobbyist»)

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

## IN-HOUSE LOBBYISTS (PERSONS AND PARTNERSHIPS)

Duty to file  
return

5. (1) An in-house lobbyist employed by a person or a partnership shall file a return with the registrar in the prescribed form and manner,

- (a) within two months after the day on which he or she becomes an in-house lobbyist; and
- (b) within two months after the end of each financial year of the employer or, if the employer does not have a financial year, within two months after the end of each calendar year, beginning with the financial year or calendar year, as the case may be, in which the in-house lobbyist is required to file a return.

Transitional

(2) If, on the coming into force of this section, an individual is an in-house lobbyist employed by a person or partnership, he or she shall file a return with the registrar in the prescribed form and manner within two months after the day on which this section comes into force and after that in accordance with clause (1) (b).

Contents of  
return

(3) An in-house lobbyist shall set out in the return the following information:

- 1. The name and business address of the in-house lobbyist.
- 2. The name and business address of the employer.
- 3. If the employer is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the in-house lobbyist, has a direct interest in the outcome of the in-house lobbyist's activities on behalf of the employer.
- 4. If the employer is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation.
- 5. If applicable, the financial year of the employer.
- 6. A description in summary form of the employer's business or activities and any other prescribed information to identify the employer's business or activities.

LOBBYISTES SALARIÉS (PERSONNES ET SOCIÉTÉS  
EN NOM COLLECTIF OU EN COMMANDITE)

5. (1) Le lobbyiste salarié qui est employé par une personne ou une société en nom collectif ou en commandite dépose une déclaration auprès du registrateur selon la formule et de la manière prescrites :

- a) d'une part, dans les deux mois du jour où il devient lobbyiste salarié;
- b) d'autre part, dans les deux mois de la fin de chaque exercice de son employeur ou, à défaut, de chaque année civile, à partir de l'exercice ou de l'année civile, selon le cas, où il est tenu de déposer une déclaration.

Déclaration  
obligatoire

(2) Dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent article et par la suite conformément à l'alinéa (1) b), le lobbyiste salarié qui est employé par une personne ou une société en nom collectif ou en commandite à ce moment-là dépose une déclaration auprès du registrateur selon la formule et de la manière prescrites.

Disposition  
transitoire

(3) Le lobbyiste salarié donne les renseignements suivants dans la déclaration :

Contenu de  
la déclara-  
tion

- 1. Son nom et l'adresse de son établissement.
- 2. Le nom et l'adresse de l'établissement de son employeur.
- 3. Dans le cas où son employeur est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales que, à sa connaissance, le résultat de ses activités pour le compte de son employeur intéresse directement.
- 4. Dans le cas où son employeur est une personne morale qui est la filiale d'une autre personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de celle-ci.
- 5. Le cas échéant, les dates indiquant le début et la fin de l'exercice de son employeur.
- 6. Un résumé des activités commerciales ou autres de son employeur et tout renseignement prescrit utile à la détermination de la nature de ces activités.



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

- 
- |   |  |
|---|--|
| <p>7. If the employer is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the employer from that government or government agency.</p> <p>8. If the in-house lobbyist is lobbying at the time the return is filed, the subject-matter in respect of which he or she is lobbying and any other prescribed information respecting the subject-matter.</p> <p>9. The subject-matters in respect of which the in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed, and any other prescribed information respecting those subject-matters.</p> <p>10. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution or financial benefit.</p> <p>11. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom the in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed.</p> <p>12. Whether the in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed.</p> <p>13. The techniques of communication, including grass-roots communication, that the in-house lobbyist has used or expects to use to lobby during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed.</p> <p>14. Any other prescribed information relating to the identity of the in-house</p> | <p>7. Dans le cas où le financement de son employeur provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants en cause.</p> <p>8. Dans le cas où il exerce des pressions au moment du dépôt de sa déclaration, l'objet de ces pressions et tout renseignement prescrit à ce sujet.</p> <p>9. L'objet des pressions qu'il a exercées ou qu'il compte exercer au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration, et tout renseignement prescrit à ce sujet.</p> <p>10. Les renseignements utiles à la détermination de la proposition législative, du projet de loi, de la résolution, du règlement, de la politique, du programme, de la décision, de la subvention, de la contribution ou de l'avantage financier en cause.</p> <p>11. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique auprès duquel il a exercé des pressions ou compte en exercer au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration.</p> <p>12. Le fait qu'il a exercé ou compte exercer des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration.</p> <p>13. Les moyens de communication, y compris les appels au grand public, qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour exercer des pressions au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration.</p> <p>14. Les autres renseignements prescrits utiles à son identification et à celle de</p> |
|---|--|

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

lobbyist, the employer, any subsidiary referred to in paragraph 3, the other corporation referred to in paragraph 4 or any ministry, agency, board or commission referred to in paragraph 11.

son employeur, de toute filiale visée à la disposition 3, de l'autre personne morale visée à la disposition 4 ou de tout ministère, organisme, conseil ou commission visé à la disposition 11.

Changes to return and new information

(4) An in-house lobbyist shall provide the registrar in the prescribed form and manner with any change to the information in his or her return and any information required to be provided under subsection (3), the knowledge of which the in-house lobbyist acquired only after the return was filed, not later than 30 days after the change occurs or the knowledge is acquired.

(4) Le lobbyiste salarié fournit au registra-  
teur, dans les 30 jours, selon la formule et de la manière prescrites, tout changement des renseignements que contient sa déclaration ainsi que tout renseignement qu'il est tenu de fournir aux termes du paragraphe (3) et qui n'a été porté à sa connaissance qu'après le dépôt de celle-ci.

Modification de la déclaration et nouveaux renseignements

Ceasing duties or employment

(5) An in-house lobbyist who ceases to be an in-house lobbyist or to be employed by his or her employer shall advise the registrar of that in the prescribed form and manner not later than 30 days after it occurs.

(5) Le lobbyiste salarié qui cesse d'exercer les fonctions de lobbyiste salarié ou d'être employé par son employeur en informe le registra-  
teur dans les 30 jours, selon la formule et de la manière prescrites.

Cessation des fonctions ou de l'emploi

Information requested by registrar

(6) An in-house lobbyist shall provide the registrar in the prescribed form and manner with any information that the registrar may request to clarify any information that the in-house lobbyist has provided to the registrar under this section not later than 30 days after the registrar makes the request.

(6) Dans les 30 jours de la demande, le lobbyiste salarié fournit au registra-  
teur, selon la formule et de la manière prescrites, les renseignements que celui-ci lui demande pour apporter des précisions à ceux qu'il a fournis aux termes du présent article.

Renseignements demandés par le registra-  
teur

Definitions

(7) In this section,

(7) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

“employee” includes an officer who is compensated for the performance of his or her duties; (“employé”)

«employé» S'entend en outre d'un dirigeant rémunéré pour ses fonctions. («employee»)

“in-house lobbyist” means an individual who is employed by a person or partnership, a significant part of whose duties as an employee, as determined in accordance with the regulations, is to lobby on behalf of the employer or, if the employer is a corporation, on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary; (“lobbyiste salarié”)

«lobbyiste salarié» Particulier qui est employé par une personne ou une société en nom collectif ou en commandite et dont une partie importante des fonctions à ce titre, telle qu'elle est déterminée conformément aux règlements, consiste à exercer des pressions pour le compte de son employeur ou, dans le cas où celui-ci est une personne morale, pour le compte d'une de ses filiales ou d'une personne morale dont il est la filiale. («in-house lobbyist»)

“person” does not include a corporation referred to in clause (f) of the definition of “organization” in subsection 1 (1). (“personne”)

«personne» Est exclue de la présente définition une personne morale visée à l'alinéa f) de la définition de «organisation» au paragraphe 1 (1). («person»)

#### IN-HOUSE LOBBYISTS (ORGANIZATIONS)

#### LOBBYISTES SALARIÉS (ORGANISATIONS)

Duty to file return

6. (1) The senior officer of an organization that employs an in-house lobbyist shall file a return with the registrar in the prescribed form and manner,

6. (1) Le premier dirigeant d'une organisation qui emploie un lobbyiste salarié dépose une déclaration auprès du registra-  
teur selon la formule et de la manière prescrites :

Déclaration obligatoire

(a) within two months after the day on which that person becomes an in-house lobbyist; and

a) d'une part, dans les deux mois du jour de l'affectation du lobbyiste salarié à ses fonctions;

(b) within 30 days after the expiration of each six-month period after the date of filing the previous return.

b) d'autre part, dans les 30 jours de l'expiration de la période de six mois qui suit la date de dépôt de la déclaration antérieure.



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

Transitional

(2) If, on the coming into force of this section, the organization employs an in-house lobbyist, the senior officer of the organization shall file a return with the registrar in the prescribed form and manner within two months after the day on which this section comes into force and after that in accordance with clause (1) (b).

(2) Dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent article et par la suite conformément à l'alinéa (1) b), le premier dirigeant de l'organisation qui emploie un lobbyiste salarié à ce moment-là dépose une déclaration auprès du registraire selon la formule et de la manière prescrites.

Disposition transitoire

Contents of return

(3) The senior officer of an organization shall set out in the return the following information:

(3) Le premier dirigeant de l'organisation donne les renseignements suivants dans la déclaration :

Contenu de la déclaration

1. The name and business address of the senior officer.
2. The name and business address of the organization.
3. A description in summary form of the organization's business or activities and any other prescribed information to identify its business or activities.
4. A description of the organization's membership and any other prescribed information to identify its membership.
5. If the organization is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the organization from that government or government agency.
6. The name of each in-house lobbyist employed by the organization.
7. If any in-house lobbyist is lobbying at the time the return is filed, the subject-matter in respect of which he or she is lobbying and any other prescribed information respecting the subject-matter.
8. The subject-matters, and any other prescribed information respecting those subject-matters, in respect of which any in-house lobbyist,
  - i. has lobbied during the period for which the return is filed, and
  - ii. expects to lobby during the next following six-month period.
9. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution or financial benefit.

1. Son nom et l'adresse de son établissement.
2. Le nom et l'adresse de l'établissement de l'organisation.
3. Un résumé des activités commerciales ou autres de l'organisation et tout renseignement prescrit utile à la détermination de la nature de ces activités.
4. La composition de l'organisation et tout renseignement prescrit utile à l'identification de ses membres.
5. Dans le cas où le financement de l'organisation provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants en cause.
6. Le nom de chaque lobbyiste salarié qu'emploie l'organisation.
7. Dans le cas où un lobbyiste salarié exerce des pressions au moment du dépôt de la déclaration, l'objet de ces pressions et tout renseignement prescrit à ce sujet.
8. L'objet des pressions, ainsi que tout renseignement prescrit à ce sujet :
  - i. qu'un lobbyiste salarié a exercées au cours de la période visée par la déclaration,
  - ii. qu'un lobbyiste salarié compte exercer au cours des six mois suivants.
9. Les renseignements utiles à la détermination de la proposition législative, du projet de loi, de la résolution, du règlement, de la politique, du programme, de la décision, de la subvention, de la contribution ou de l'avantage financier en cause.

10. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or

10. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du con-

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom any in-house lobbyist,

- i. has lobbied during the period for which the return is filed, and
- ii. expects to lobby during the next following six-month period.

11. Whether any in-house lobbyist,

- i. has lobbied a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly during the period for which the return is filed, and
- ii. expects to lobby a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly during the next following six-month period.

12. The techniques of communication, including grass-roots communication, that any in-house lobbyist,

- i. has used to lobby during the period for which the return is filed, and
- ii. expects to use to lobby during the next following six-month period.

13. Any other prescribed information relating to the identity of the senior officer, the organization, any in-house lobbyist or any ministry, agency, board or commission referred to in paragraph 10.

14. The name of any in-house lobbyist who has been identified in the last return filed and has ceased to be an in-house lobbyist or to be employed by the organization.

Information  
requested by  
registrar

(4) The senior officer shall provide the registrar in the prescribed form and manner with any information that the registrar may request to clarify any information that the senior officer has provided in his or her return not later than 30 days after the registrar makes the request.

Definitions

(5) In this section,

seil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique :

- i. auprès duquel un lobbyiste salarié a exercé des pressions au cours de la période visée par la déclaration,
- ii. auprès duquel un lobbyiste salarié compte exercer des pressions au cours des six mois suivants.

11. Les faits suivants :

- i. le fait qu'un lobbyiste salarié a exercé des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député au cours de la période visée par la déclaration,
- ii. le fait qu'un lobbyiste salarié compte exercer des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député au cours des six mois suivants.

12. Les moyens de communication, y compris les appels au grand public :

- i. qu'un lobbyiste salarié a utilisés pour exercer des pressions au cours de la période visée par la déclaration,
- ii. qu'un lobbyiste salarié compte utiliser pour exercer des pressions au cours des six mois suivants.

13. Les autres renseignements prescrits utiles à l'identification du premier dirigeant, de l'organisation, de ses lobbyistes salariés ou de tout ministère, organisme, conseil ou commission visé à la disposition 10.

14. Le nom des lobbyistes salariés qui étaient identifiés comme tels dans la déclaration déposée le plus récemment et qui ont cessé d'exercer les fonctions de lobbyiste salarié ou d'être employés par l'organisation.

(4) Dans les 30 jours de la demande, le premier dirigeant fournit au registrateur, selon la formule et de la manière prescrites, les renseignements que celui-ci lui demande pour apporter des précisions à ceux qu'il a fournis dans sa déclaration.

Renseignements  
demandés par  
le registra-  
teur

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

“employee” includes an officer who is compensated for the performance of his or her duties; (“employee”)

“in-house lobbyist” means an individual who is employed by an organization,

(a) a significant part of whose duties as an employee, as determined in accordance with the regulations, is to lobby on behalf of the organization, or

(b) a part of whose duties as an employee is to lobby on behalf of the organization if his or her duties to lobby together with the duties of other employees to lobby would constitute a significant part of the duties of one employee, as determined in accordance with the regulations, were those duties to lobby to be performed by only one employee; (“lobbyiste salarié”)

“senior officer” means the most senior officer of an organization who is compensated for the performance of his or her duties. (“premier dirigeant”)

#### CERTIFICATION, SUBMISSION AND STORAGE OF RETURNS AND OTHER DOCUMENTS

Certification

7. Every individual who submits a return or other document to the registrar under this Act shall certify that the information contained in it is true to the best of his or her knowledge and belief on the return or other document or, if it is submitted in electronic or other form in accordance with subsection 8 (1), in the manner that is specified by the registrar.

Submission of returns and other documents

8. (1) Subject to the regulations, any return or other document that is required to be submitted to the registrar under this Act may be submitted in electronic or other form by the means and in the manner that is specified by the registrar.

Time of receipt

(2) For the purposes of this Act, any return or other document that is submitted in accordance with subsection (1) shall be deemed to be received by the registrar at the time provided for in the regulations.

Storage

9. (1) Subject to the regulations, any return or other document that is received by the registrar may be entered or recorded by any information storage device, including any system of mechanical or electronic data processing, that is capable of reproducing the stored return or other document in intelligible form within a reasonable time.

Evidence

(2) In any prosecution for an offence under this Act, a copy of a return or other document that is reproduced from an information storage device referred to in subsection (1) and certified under the registrar's signature as a true

«employé» S'entend en outre d'un dirigeant rémunéré pour ses fonctions. («employee»)

«lobbyiste salarié» Particulier qui est employé par une organisation et dont, selon le cas :

a) une partie importante des fonctions à titre d'employé, telle qu'elle est déterminée conformément aux règlements, consiste à exercer des pressions pour le compte de l'organisation;

b) une partie des fonctions à titre d'employé consiste à exercer des pressions pour le compte de l'organisation, dans le cas où ces fonctions et celles exercées à ce titre par les autres employés constitueraient au total une partie importante des fonctions d'un seul employé, telle qu'elle est déterminée conformément aux règlements. («in-house lobbyist»)

«premier dirigeant» Le dirigeant rémunéré pour ses fonctions qui occupe le rang le plus élevé au sein d'une organisation. («senior officer»)

#### ATTESTATION, REMISE ET MISE EN MÉMOIRE DES DÉCLARATIONS ET AUTRES DOCUMENTS

Attestation

7. Quiconque remet une déclaration ou un autre document au registrateur aux termes de la présente loi atteste que les renseignements qui y figurent sont véridiques au mieux de sa connaissance et de ce qu'il tient pour tel, soit sur la déclaration ou le document même, soit, dans le cas où ils sont remis sous forme électronique ou autre conformément au paragraphe 8 (1), de la manière que précise le registrateur.

Remise des déclarations et autres documents

8. (1) Sous réserve des règlements, toute déclaration ou tout autre document qui doit être remis au registrateur aux termes de la présente loi peut l'être sous forme électronique ou autre, selon le moyen et de la manière qu'il précise.

Date de réception

(2) Pour l'application de la présente loi, le registrateur est réputé avoir reçu au moment prévu par les règlements toute déclaration ou tout autre document qui lui est remis conformément au paragraphe (1).

Mise en mémoire

9. (1) Sous réserve des règlements, les déclarations et les autres documents que reçoit le registrateur peuvent être saisis ou enregistrés à l'aide d'un système de mise en mémoire de l'information, notamment un procédé mécanique ou électronique de traitement des données, qui peut les restituer sous une forme compréhensible dans un délai raisonnable.

Preuve

(2) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la copie d'une déclaration ou d'un autre document restituée à partir d'un système de mise en mémoire de l'information visé au paragraphe (1) et certifiée conforme

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

copy is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the copy and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

par le registrateur sous sa signature est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou la qualité officielle de la personne qui paraît être le signataire et, en l'absence de preuve contraire, a la même valeur probante que l'original aurait si la preuve en était faite de la façon habituelle.

## REGISTRAR AND REGISTRY

## REGISTRATEUR ET REGISTRE

Registrar	<b>10.</b> The Minister may designate in writing any person to be the registrar for the purposes of this Act.	<b>10.</b> Le ministre peut désigner par écrit un registrateur pour l'application de la présente loi.	Registrateur
Registry	<b>11.</b> (1) The registrar shall establish and maintain a registry in which shall be kept all returns filed under this Act as revised by other documents submitted to the registrar under this Act.	<b>11.</b> (1) Le registrateur crée et tient un registre auquel sont versées toutes les déclarations déposées aux termes de la présente loi, telles qu'elles sont modifiées par les autres documents qui lui sont remis aux termes de la présente loi.	Registre
Form of registry	(2) The registry shall be organized in the manner and kept in the form that the registrar may determine.	(2) Le registre est tenu en la forme et selon les modalités que fixe le registrateur.	Forme du registre
Access to registry	(3) The registry shall be available for public inspection in the manner and during the time that the registrar may determine.	(3) Le registre est mis à la disposition du public aux fins de consultation de la manière et aux heures que fixe le registrateur.	Accès au registre
Verification of information	<b>12.</b> The registrar may verify the information contained in any return or other document submitted to the registrar under this Act.	<b>12.</b> Le registrateur peut vérifier les renseignements que contiennent les déclarations et les autres documents qui lui sont remis aux termes de la présente loi.	Vérification des renseignements
Refusal to accept return or other document	<b>13.</b> (1) The registrar may refuse to accept any return or other document submitted to the registrar under this Act that does not comply with the requirements of this Act or the regulations or that contains information or statements not requested in the return or other document.	<b>13.</b> (1) Le registrateur peut refuser d'accepter les déclarations ou les autres documents qui lui sont remis aux termes de la présente loi et qui ne sont pas conformes aux exigences de celle-ci ou des règlements ou qui contiennent des renseignements ou des affirmations qui ne sont pas demandés.	Refus d'accepter une déclaration ou un autre document
Duty to inform	(2) If the registrar refuses to accept a return or other document under subsection (1), the registrar shall inform the individual who submitted it of the refusal and the reason for the refusal in the manner that the registrar determines.	(2) S'il refuse d'accepter une déclaration ou un autre document en vertu du paragraphe (1), le registrateur informe le particulier qui l'a remis de son refus et de ses motifs de la manière qu'il fixe.	Obligation d'informer
Extension of time	(3) Despite the provisions of this Act respecting times for filing a return or submitting another document, if a return or other document is refused by the registrar under subsection (1) and the individual cannot reasonably submit another by the time set out in this Act for filing or submitting it, the registrar shall provide the individual with a reasonable extension of time to file another return or submit another document.	(3) Malgré les dispositions de la présente loi qui traitent du délai de dépôt des déclarations ou de remise des autres documents, si un particulier dont le registrateur n'accepte pas la déclaration ou un autre document en vertu du paragraphe (1) ne peut raisonnablement déposer une autre déclaration ou remettre un autre document dans le délai de dépôt ou de remise prévu par la présente loi, le registrateur lui accorde une prorogation raisonnable pour ce faire.	Prorogation du délai
Deeming provision	(4) If the registrar accepts another return or document within the extension of time referred to in subsection (3), the return shall be deemed to have been filed or other document shall be deemed to have been submitted on the day on which the return or other docu-	(4) Si le registrateur accepte une autre déclaration ou un autre document dans le nouveau délai visé au paragraphe (3), la déclaration est réputée avoir été déposée ou l'autre document réputé avoir été remis le jour où le registrateur a reçu la déclaration ou le document refusé.	Dépôt ou remise réputé



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

ment that was refused was received by the registrar.

Advisory  
opinions and  
interpretation  
bulletins

**14.** (1) The registrar may issue advisory opinions and interpretation bulletins with respect to the enforcement, interpretation or application of this Act.

Effect

(2) Advisory opinions and interpretation bulletins issued under subsection (1) are not binding.

Annual  
report

**15.** The registrar, after the close of each year, shall prepare and submit to the Minister an annual report on the administration of this Act and the Minister shall then lay the report before the Legislative Assembly if it is in session or, if not, at the next session.

Recovery of  
fees

**16.** Any fee required by the regulations to be paid may be recovered in any court of competent jurisdiction as a debt due to the Crown.

## OFFENCES AND PUNISHMENT

Contraven-  
tion of Act or  
regulations

**17.** (1) Every individual who contravenes this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

False or mis-  
leading state-  
ments

(2) Every individual who knowingly makes a false or misleading statement in any return or other document submitted to the registrar under this Act, whether in electronic or other form, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Conflict of  
interest

(3) Every consultant lobbyist referred to in section 4 and in-house lobbyist referred to in section 5 or 6 who, in the course of lobbying a public office holder, knowingly places the public office holder in a position of a real or potential conflict of interest is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Limitation

(4) No proceeding in respect of an offence under this section shall be commenced more than two years after the time when the subject-matter of the proceeding arose.

## REGULATIONS

Regulations

**18.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) exempting any person who is appointed to any office or body by or with the approval of the Lieutenant Governor in Council or a minister of the Crown from clause (c) of the definition of "public office holder" in subsection 1 (1);

**14.** (1) Le registrateur peut publier des bulletins d'interprétation et fournir des avis portant sur l'exécution, l'interprétation ou l'application de la présente loi.

Avis et bulle-  
tins d'inter-  
prétation

(2) Les avis fournis et les bulletins d'interprétation publiés en vertu du paragraphe (1) ne sont pas contraignants.

Effet

**15.** Après la fin de chaque année, le registrateur prépare et présente au ministre un rapport annuel sur l'application de la présente loi. Le ministre dépose ensuite le rapport devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante.

Rapport  
annuel

**16.** Les droits qui doivent être acquittés aux termes des règlements peuvent être recouvrés devant un tribunal compétent à titre de créance de la Couronne.

Recouvre-  
ment des  
droits

## INFRACTIONS ET PEINES

**17.** (1) Tout particulier qui contrevient à la présente loi ou aux règlements est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.

Contraven-  
tion à la Loi  
ou aux  
règlements

(2) Tout particulier qui fait sciemment une affirmation fausse ou trompeuse dans une déclaration ou un autre document remis au registrateur aux termes de la présente loi sous forme électronique ou autre est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.

Affirmations  
fausses ou  
trompeuses

(3) Le lobbyiste-conseil visé à l'article 4 ou le lobbyiste salarié visé à l'article 5 ou 6 qui, pendant qu'il exerce des pressions auprès du titulaire d'une charge publique, place sciemment celui-ci en situation de conflit d'intérêts réel ou possible est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 25 000 \$.

Conflit  
d'intérêts

(4) Est irrecevable l'instance pour une infraction prévue par le présent article qui est introduite plus de deux ans après la date à laquelle est né l'objet de l'instance.

Prescription

## RÈGLEMENTS

**18.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) soustraire quiconque est nommé à une charge ou à un organisme par le lieutenant-gouverneur en conseil ou un ministre de la Couronne, ou avec son approbation, à l'application de l'alinéa c) de la définition de «titulaire d'une charge publique» au paragraphe 1 (1);

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

- |   |  |
|---|--|
| <p>(b) exempting any officer, director or employee of any agency, board or commission of the Crown from clause (d) of the definition of “public office holder” in subsection 1 (1);</p> <p>(c) respecting the determination of when the duties of an employee to lobby on behalf of an employer constitute a significant part of his or her duties as an employee for the purpose of the definition of “in-house lobbyist” in subsections 5 (7) and 6 (5);</p> <p>(d) requiring a fee to be paid on the filing of a return or a return of a class of returns under section 4, 5 or 6, or for any service performed or the use of any facility provided by the registrar;</p> <p>(e) prescribing the fee referred to in clause (d) or the manner of determining it, and providing for a difference in or the waiver of the fee for filing a return based on the manner in which the return is submitted to the registrar;</p> <p>(f) respecting the submission of returns or other documents to the registrar under this Act, including those that may be submitted in an electronic or other form under section 8, the persons or classes of persons by whom they may be submitted in that form and the time at which they shall be deemed to be received by the registrar;</p> <p>(g) respecting the entering or recording of any return or other document under subsection 9 (1);</p> <p>(h) prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed;</p> <p>(i) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.</p> | <p>b) soustraire un dirigeant, administrateur ou employé de tout organisme, conseil ou commission de la Couronne à l'application de l'alinéa d) de la définition de «titulaire d'une charge publique» au paragraphe 1 (1);</p> <p>c) traiter de la détermination des cas où les fonctions d'un employé qui consistent à exercer des pressions pour le compte d'un employeur constituent une partie importante de ses fonctions à titre d'employé pour l'application de la définition de «lobbyiste salarié» aux paragraphes 5 (7) et 6 (5);</p> <p>d) exiger le versement de droits pour le dépôt, aux termes de l'article 4, 5 ou 6, d'une déclaration ou d'une déclaration faisant partie d'une catégorie déterminée, ou pour la prestation de services ou la mise à disposition d'installations par le registrateur;</p> <p>e) prescrire les droits visés à l'alinéa d) ou leur mode de calcul, et prévoir des droits différents pour le dépôt des déclarations ou une dispense de leur versement en fonction de la manière dont elles sont remises au registrateur;</p> <p>f) traiter de la remise des déclarations ou autres documents au registrateur aux termes de la présente loi, notamment de ceux qui peuvent être remis sous forme électronique ou autre en vertu de l'article 8, des personnes ou des catégories de personnes qui peuvent les remettre sous cette forme et du moment où le registrateur est réputé les avoir reçus;</p> <p>g) traiter de la saisie ou de l'enregistrement des déclarations ou autres documents en vertu du paragraphe 9 (1);</p> <p>h) prescrire tout ce que la présente loi oblige ou autorise à prescrire;</p> <p>i) prendre toute mesure d'application de la présente loi.</p> |
|---|--|

**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE****ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**Commence-  
ment

**19. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.**

Short title

**20. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Lobbyists Registration Act, 1998*.**

**19. La loi qui figure à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.**

Entrée en  
vigueur

**20. Le titre abrégé de la loi qui figure à la présente annexe est *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.**

Titre abrégé



CAD 011  
83  
-356



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 69

**An Act to amend the Members'  
Integrity Act, 1994 and to enact the  
Lobbyists Registration Act, 1998**

**The Hon. C. Hodgson**  
Chair of the Management Board of Cabinet

### Government Bill

1st Reading	October 6, 1998
2nd Reading	October 19, 1998
3rd Reading	
Royal Assent	

*(Reprinted as amended by the Legislative Assembly  
Committee and as reported to the Legislative Assembly  
November 26, 1998)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after  
3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly  
of Ontario

## Projet de loi 69

**Loi modifiant la Loi de 1994 sur  
l'intégrité des députés et édictant la  
Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes**

**L'honorable C. Hodgson**  
Président du Conseil de gestion du gouvernement

### Projet de loi du gouvernement

1 <sup>re</sup> lecture	6 octobre 1998
2 <sup>e</sup> lecture	19 octobre 1998
3 <sup>e</sup> lecture	
Sanction royale	

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité  
de l'Assemblée législative et rapporté à  
l'Assemblée législative le 26 novembre 1998)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront  
renumérotées après la 3<sup>e</sup> lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative  
de l'Ontario



The Bill amends the *Members' Integrity Act, 1994* and enacts a new Act, the *Lobbyists Registration Act, 1998*.

#### *Members' Integrity Act, 1994*

Amendments to the *Members' Integrity Act, 1994* address the powers and duties of the Integrity Commissioner. The Commissioner currently exercises powers and performs duties under that Act. The amendments refer to the Commissioner's powers and duties "under any other Act", and are required because the Commissioner will have powers and duties under the *Lobbyists Registration Act, 1998*.

Related changes are made to the provisions of the Act concerning the personal liability of the Commissioner and the employees in his or her office and concerning their compellability as witnesses in certain civil proceedings.

#### *Lobbyists Registration Act, 1998*

The Bill creates a new Act, the *Lobbyists Registration Act, 1998*. The new Act is set out in the Schedule to the Bill.

The new Act will make it necessary for paid lobbyists to report their lobbying of public office holders by filing a return with a registrar. A registry of returns will be available for public inspection.

The new Act defines three categories of lobbyists: consultant lobbyists, in-house lobbyists for persons (including corporations) and partnerships, and in-house lobbyists for organizations. An officer who is compensated for the performance of his or her duties or an employee will be considered to be an in-house lobbyist if a significant part of their duties is to lobby public office holders.

The new Act sets out the activities that are considered to be lobbying and who is considered to be a "public office holder". Certain types of individuals are exempted from the application of the proposed Act but the proposed Act binds the Crown. Certain activities, which are set out in the new Act, are not considered to be lobbying.

The Integrity Commissioner is appointed as registrar.

The registrar is allowed to issue non-binding advisory opinions and interpretation bulletins.

It will be an offence to contravene specified provisions of the Act, to make false or misleading statements in a return or other document or to knowingly place a public office holder in a position of a real or potential conflict of interest. All offences are subject to a maximum fine of \$25,000.

Regulations may be made respecting when an officer's or employee's duties to lobby constitute a significant part of their duties and requiring fees for filing returns.

Le projet de loi modifie la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et édicte une nouvelle loi, la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.

#### *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*

Les modifications apportées à la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* traitent des pouvoirs et des fonctions du commissaire à l'intégrité. Actuellement, le commissaire exerce les pouvoirs et les fonctions que lui attribue cette loi. Les modifications ajoutent les pouvoirs et les fonctions que lui attribue «toute autre loi», puisque le commissaire exercera des pouvoirs et des fonctions sous le régime de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.

Des modifications connexes sont apportées aux dispositions de la Loi qui portent sur l'immunité du commissaire et des employés de son bureau et sur leur contraignabilité dans certaines instances civiles.

#### *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

Le projet de loi crée une nouvelle loi, la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, qui figure à l'annexe.

La nouvelle loi oblige les lobbyistes rémunérés à déclarer les pressions qu'ils exercent auprès des titulaires de charges publiques en déposant une déclaration auprès d'un registraire. Le registre des déclarations sera mis à la disposition du public aux fins de consultation.

La nouvelle loi définit trois catégories de lobbyistes : les lobbyistes-conseils, les lobbyistes salariés au service de personnes (y compris les personnes morales) et de sociétés en nom collectif ou en commandite, et les lobbyistes salariés au service d'organisations. Les dirigeants qui sont rémunérés pour leurs fonctions ou les employés sont considérés comme des lobbyistes salariés si une partie importante de leurs fonctions consiste à exercer des pressions auprès des titulaires de charges publiques.

La nouvelle loi précise quelles activités sont considérées comme consistant à exercer des pressions et ce que l'on entend par «titulaire d'une charge publique». Certains particuliers sont soustraits à l'application de la nouvelle loi, mais celle-ci lie la Couronne. Certaines activités, qui sont précisées dans la nouvelle loi, ne sont pas considérées comme consistant à exercer des pressions.

Le commissaire à l'intégrité est nommé registraire.

Le registraire peut fournir des avis et publier des bulletins d'interprétation non contraignants.

Constitue une infraction le fait de contrevenir à des dispositions précisées de la Loi, de faire des affirmations fausses ou trompeuses dans une déclaration ou un autre document, ou de placer sciemment le titulaire d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts réel ou possible. Toutes les infractions peuvent donner lieu à une amende maximale de 25 000 \$.

Il peut être pris des règlements pour traiter des cas où les fonctions d'un dirigeant ou d'un employé qui consistent à exercer des pressions constituent une partie importante de ses fonctions et exiger des droits pour le dépôt des déclarations.



**An Act to amend the Members' Integrity Act, 1994 and to enact the Lobbyists Registration Act, 1998**

**Loi modifiant la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés et édictant la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**MEMBERS' INTEGRITY ACT, 1994**

**LOI DE 1994 SUR L'INTÉGRITÉ DES DÉPUTÉS**

1. (1) The *Members' Integrity Act, 1994* is amended by adding the following section:

1. (1) La *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Powers and duties

23.1 The Commissioner may exercise the powers and shall perform the duties assigned to him or her under this Act and any other Act.

23.1 Le commissaire peut exercer les pouvoirs et doit exercer les fonctions que lui attribuent la présente loi et toute autre loi.

Pouvoirs et fonctions

(2) Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

(2) L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Immunity

25. No proceeding shall be commenced against the Commissioner or an employee in his or her office for any act done or omitted in good faith in the execution or intended execution of the Commissioner's or employee's duties under this Act or any other Act.

25. Sont irrecevables les instances introduites contre le commissaire ou un employé de son bureau pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions aux termes de la présente loi ou d'une autre loi.

Immunité

(3) Section 26 of the Act is amended by striking out "this Act" in the fifth line and substituting "under this Act or any other Act".

(3) L'article 26 de la Loi est modifié par substitution de «la présente loi ou d'une autre loi» à «la présente loi» aux cinquième et sixième lignes.

**LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998**

**LOI DE 1998 SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES**

2. The *Lobbyists Registration Act, 1998*, as set out in the Schedule to this Act, is hereby enacted.

2. Est édictée par le présent article la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, telle qu'elle figure à l'annexe de la présente loi.

**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

**ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

Commencement

3. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

(2) The Act set out in the Schedule comes into force as provided in section 19 of the Schedule.

(2) La loi qui figure à l'annexe entre en vigueur comme le prévoit l'article 19 de l'annexe.

Short title

4. The short title of this Act is the *Integrity Commissioner and Lobbyists Statute Law Amendment Act, 1998*.

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 concernant le commissaire à l'intégrité et les lobbyistes*.

Titre abrégé

**SCHEDULE****LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998****CONTENTS**

## INTERPRETATION

## 1. Definitions

## APPLICATION

## 2. Crown bound

## 3. Restriction on application

## REGISTRATION OF LOBBYISTS

## CONSULTANT LOBBYISTS

## 4. Duty to file return

IN-HOUSE LOBBYISTS (PERSONS AND  
PARTNERSHIPS)

## 5. Duty to file return

## IN-HOUSE LOBBYISTS (ORGANIZATIONS)

## 6. Duty to file return

CERTIFICATION, SUBMISSION AND STORAGE OF  
RETURNS AND OTHER DOCUMENTS

## 7. Certification

8. Forms of returns, etc.

## 9. Storage

## REGISTRAR AND REGISTRY

## 10. Registrar

## 11. Registry

## 12. Verification of information

13. Refusal to accept return or other  
document13.1 Removal from registry14. Advisory opinions and interpretation  
bulletins15. Delegation of powers

## 16. Recovery of fees

## OFFENCES AND PUNISHMENT

17. Offence re returns, consultant lobbyists

## REGULATIONS

## 18. Regulations

## COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

## 19. Commencement

## 20. Short title

**ANNEXE****LOI DE 1998 SUR  
L'ENREGISTREMENT DES  
LOBBYISTES****SOMMAIRE**

## INTERPRÉTATION

## 1. Définitions

## CHAMP D'APPLICATION

## 2. Obligation de la Couronne

## 3. Restriction

## ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

## LOBBYISTES-CONSEILS

## 4. Déclaration obligatoire

LOBBYISTES SALARIÉS (PERSONNES ET SOCIÉTÉS EN  
NOM COLLECTIF OU EN COMMANDITE)

## 5. Déclaration obligatoire

## LOBBYISTES SALARIÉS (ORGANISATIONS)

## 6. Déclaration obligatoire

ATTESTATION, REMISE ET MISE EN MÉMOIRE DES  
DÉCLARATIONS ET AUTRES DOCUMENTS

## 7. Attestation

8. Forme des déclarations et autres

## 9. Mise en mémoire

## REGISTRATEUR ET REGISTRE

## 10. Registrateur

## 11. Registre

## 12. Vérification des renseignements

13. Refus d'accepter une déclaration ou un  
autre document13.1 Enlèvement du registre

## 14. Avis et bulletins d'interprétation

15. Délégation de pouvoirs

## 16. Recouvrement des droits

## INFRACTIONS ET PEINES

17. Infractions relatives aux déclarations :  
lobbyiste-conseil

## RÈGLEMENTS

## 18. Règlements

## ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

## 19. Entrée en vigueur

## 20. Titre abrégé



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

## INTERPRETATION

## INTERPRÉTATION

## Definitions

## 1. (1) In this Act,

“Crown” means Her Majesty in right of Ontario; (“Couronne”)

“grass-roots communication” means appeals to members of the public through the mass media or by direct communication that seek to persuade members of the public to communicate directly with a public office holder in an attempt to place pressure on the public office holder to endorse a particular opinion; (“appel au grand public”)

“lobby” means,

- (a) in relation to a consultant lobbyist referred to in section 4 and an in-house lobbyist referred to in section 5 or 6, to communicate with a public office holder in an attempt to influence,
  - (i) the development of any legislative proposal by the Government of Ontario or by a member of the Legislative Assembly,
  - (ii) the introduction of any bill or resolution in the Legislative Assembly or the passage, defeat or amendment of any bill or resolution that is before the Legislative Assembly,
  - (iii) the making or amendment of any regulation as defined in section 1 of the *Regulations Act*,
  - (iv) the development or amendment of any policy or program of the Government of Ontario or the termination of any program of the Government of Ontario,
  - (v) a decision by the Executive Council to transfer from the Crown for consideration all or part of, or any interest in or asset of, any business, enterprise or institution that provides goods or services to the Crown or to the public,
  - (vi) a decision by the Executive Council, a committee of the Executive Council or a minister of the Crown to have the private sector instead of the Crown provide goods or services to the Crown,
  - (vii) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of the Crown, and
- (b) in relation to a consultant lobbyist referred to in section 4 only,

## 1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«appel au grand public» Appel au grand public effectué directement ou au moyen d'un média à grande diffusion pour qu'il communique directement avec le titulaire d'une charge publique en vue de faire pression sur lui pour qu'il adhère à une opinion donnée. («grass-roots communication»)

«Couronne» Sa Majesté du chef de l'Ontario. («Crown»)

«exercer des pressions» S'entend de ce qui suit :

- a) en rapport avec un lobbyiste-conseil visé à l'article 4 et un lobbyiste salarié visé à l'article 5 ou 6, communiquer avec le titulaire d'une charge publique afin de tenter d'influencer, selon le cas :
  - (i) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement de l'Ontario ou par un député à l'Assemblée législative,
  - (ii) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant l'Assemblée législative, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci,
  - (iii) la prise ou la modification de tout règlement au sens de l'article 1 de la *Loi sur les règlements*,
  - (iv) l'élaboration ou la modification d'une politique ou d'un programme du gouvernement de l'Ontario, ou la cessation d'un de ses programmes,
  - (v) toute décision du Conseil exécutif voulant que la Couronne transfère, moyennant contrepartie, soit tout ou partie d'entreprises, d'activités ou d'établissements qui fournissent des biens ou des services à la Couronne ou au public, soit un intérêt s'y rattachant, soit des éléments de leur actif,
  - (vi) toute décision du Conseil exécutif, d'un de ses comités ou d'un ministre de la Couronne de charger le secteur privé plutôt que la Couronne de la fourniture de biens ou de services à celle-ci,
  - (vii) l'octroi de subventions, de contributions ou d'autres avantages financiers par la Couronne ou pour son compte;
- b) en rapport avec un lobbyiste-conseil visé à l'article 4 uniquement :
  - (i) soit communiquer avec le titulaire d'une charge publique afin de tenter

## Définitions

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

- (i) to communicate with a public office holder in an attempt to influence the awarding of any contract by or on behalf of the Crown, or
- (ii) to arrange a meeting between a public office holder and any other person; ("exercer des pressions")

- d'influencer l'octroi d'un contrat par la Couronne ou pour son compte,
- (ii) soit organiser pour un tiers une entrevue avec le titulaire d'une charge publique. («lobby»)



"organization" means,

- (a) a business, trade, industry, professional or voluntary organization,
- (b) a trade union or labour organization,
- (c) a chamber of commerce or board of trade,
- (d) an association, a charitable organization, a coalition or an interest group,
- (e) a government, other than the Government of Ontario, and
- (f) a corporation without share capital incorporated to pursue, without financial gain to its members, objects of a national, provincial, territorial, patriotic, religious, philanthropic, charitable, educational, agricultural, scientific, artistic, social, professional, fraternal, sporting or athletic character or other similar objects; ("organisation")

"prescribed" means prescribed by the regulations made under this Act; ("prescrit")

"public office holder" means,

- (a) any officer or employee of the Crown not otherwise referred to in clauses (c) to (e),
- (b) a member of the Legislative Assembly and any person on his or her staff,
- (c) a person who is appointed to any office or body by or with the approval of the Lieutenant Governor in Council or a minister of the Crown, other than a judge or a justice of the peace or a person appointed by or with the approval of the Lieutenant Governor in Council on the address of the Legislative Assembly,
- (d) an officer, director or employee of any agency, board or commission of the Crown, and
- (e) a member of the Ontario Provincial Police Force; ("titulaire d'une charge publique")

"registrar" means the registrar appointed by section 10; ("registreur")

"regulations" means the regulations made under this Act unless otherwise specified. ("règlements")

«organisation» S'entend de ce qui suit :

- a) une organisation commerciale, industrielle, professionnelle ou bénévole;
- b) une organisation syndicale;
- c) une chambre de commerce;
- d) une association, un organisme de bienfaisance, une coalition ou un groupe d'intérêt;
- e) un gouvernement autre que celui de l'Ontario;
- f) une personne morale sans capital-actions constituée en vue de poursuivre, sans gain pécuniaire pour ses membres, des objets d'un caractère national, provincial, territorial, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, éducatif, agricole, scientifique, artistique, social, professionnel, fraternel, sportif ou athlétique ou des objets analogues. («organization»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«registreur» Le registreur nommé par l'article 10. («registrar»)

«règlements» Sauf indication contraire, s'entend des règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«titulaire d'une charge publique» S'entend des personnes suivantes :

- a) les fonctionnaires et employés de la Couronne qui ne sont pas visés aux alinéas c) à e);
- b) les députés à l'Assemblée législative et les membres de leur personnel;
- c) les personnes nommées à des charges ou à des organismes par le lieutenant-gouverneur en conseil ou un ministre de la Couronne, ou avec son approbation, à l'exclusion des juges, des juges de paix et des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou avec son approbation, sur adresse de l'Assemblée législative;
- d) les dirigeants, administrateurs et employés de tout organisme, conseil ou commission de la Couronne;



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*Subsidiary  
corporation

(2) For the purposes of this Act, a corporation is a subsidiary of another corporation if,

- (a) securities of the corporation, to which are attached more than 50 per cent of the votes that may be cast to elect directors of the corporation, are held, otherwise than by way of security only, directly or indirectly, whether through one or more subsidiaries or otherwise, by or for the benefit of the other corporation; and
- (b) the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the corporation.

## APPLICATION

Crown  
bound

2. This Act binds the Crown.

Restriction  
on applica-  
tion

3. (1) This Act does not apply to any of the following persons when acting in their official capacity:

- 1. Members of the Senate or House of Commons of Canada, the legislative assembly of another province, the council or legislative assembly of a territory, or persons on the staff of these members.
- 2. Employees of the Government of Canada or of the government of another province or of a territory.
- 3. Members of a council or other statutory body charged with the administration of the civil or municipal affairs of a municipality as defined in the *Municipal Act* and members of a local board as defined in the *Municipal Affairs Act*, persons on the staff of these members or officers or employees of a municipality or local board.
- 4. Members of the council of a band as defined in subsection 2 (1) of the *Indian Act* (Canada) or of the council of an Indian band established by an Act of the Parliament of Canada, persons on the staff of these members or employees of the council.
- 5. Diplomatic agents, consular officers or official representatives in Canada of a foreign government.

e) les membres de la Police provinciale de l'Ontario. («public office holder»)

(2) Pour l'application de la présente loi, une personne morale est la filiale d'une autre si les conditions suivantes sont réunies :

Filiale

- a) ses valeurs mobilières auxquelles sont rattachées plus de 50 pour cent des voix pouvant être exprimées lors de l'élection de ses administrateurs sont détenues, autrement qu'à titre de sûreté seulement, directement ou indirectement, que ce soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales ou autrement, par l'autre personne morale ou à son profit;
- b) le nombre de voix rattachées à ces valeurs mobilières est suffisant pour élire la majorité de ses administrateurs.

## CHAMP D'APPLICATION

2. La présente loi lie la Couronne.

Obligation  
de la  
Couronne

3. (1) La présente loi ne s'applique pas aux personnes suivantes lorsqu'elles agissent dans le cadre de leurs attributions :

Restriction

- 1. Les sénateurs, les députés fédéraux, les députés d'une autre province, les conseillers ou les députés territoriaux, ainsi que leur personnel.
- 2. Les employés du gouvernement du Canada ou de celui d'une autre province ou d'un territoire.
- 3. Les membres d'un conseil ou autre organisme créé par une loi et chargé de la conduite des affaires municipales d'une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités* et les membres d'un conseil local au sens de la *Loi sur les affaires municipales*, leur personnel et les fonctionnaires et les employés d'une municipalité ou d'un conseil local.
- 4. Les membres du conseil d'une bande, au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi sur les Indiens* (Canada), ou du conseil d'une bande indienne constituée aux termes d'une loi fédérale, leur personnel et les employés du conseil.
- 5. Les agents diplomatiques, fonctionnaires consulaires et représentants officiels au Canada d'un gouvernement étranger.

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

6. Officials of a specialized agency of the United Nations in Canada or officials of any other international organization to whom there are granted, by or under any Act of the Parliament of Canada, privileges and immunities.

6. Les fonctionnaires d'une agence spécialisée des Nations Unies au Canada ou d'une autre organisation internationale à qui des privilèges et immunités sont accordés sous le régime d'une loi fédérale.

Same

- (2) This Act does not apply in respect of,

- (2) La présente loi ne s'applique pas à l'égard de ce qui suit : Idem

- (a) any oral or written submission made in proceedings that are a matter of public record to a committee of the Legislative Assembly or to any body or person having jurisdiction or powers conferred by or under an Act;

- a) la présentation d'observations orales ou écrites, dans le cadre de procédures dont l'existence peut être connue du public, soit à un comité de l'Assemblée législative, soit à une personne ou à un organisme dont la compétence ou les pouvoirs sont conférés sous le régime d'une loi;

- (b) any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of a person, partnership or organization, with respect to,

- b) la présentation d'observations orales ou écrites par un particulier pour le compte d'une personne, d'une société en nom collectif ou en commandite ou d'une organisation au titulaire d'une charge publique à l'égard de ce qui suit :

- (i) the enforcement, interpretation or application of any Act or regulation made under any Act by that public office holder and with respect to that person, partnership or organization, or

- (i) soit l'exécution, l'interprétation ou l'application, par le titulaire de la charge publique, d'une loi ou d'un de ses règlements d'application dans le cas de la personne, de la société ou de l'organisation,

- (ii) the implementation or administration of any policy, program, directive or guideline by that public office holder and with respect to that person, partnership or organization;

- (ii) soit la mise en œuvre ou l'application, par le titulaire de la charge publique, d'une politique, d'un programme, d'une directive ou d'une ligne directrice dans le cas de la personne, de la société ou de l'organisation;

- (c) any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of a person, partnership or organization, in direct response to a written request from a public office holder for advice or comment in respect of any matter referred to in clause (a) or subclause (b) (i) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1); or

- c) la présentation d'observations orales ou écrites par un particulier pour le compte d'une personne, d'une société en nom collectif ou en commandite ou d'une organisation au titulaire d'une charge publique, en réponse directe à sa demande écrite d'avis ou d'observations à l'égard d'une question visée à l'alinéa a) ou au sous-alinéa b) (i) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1);

- (d) any oral or written submission made to a member of the Legislative Assembly by an individual on behalf of a constituent of the member with respect to any personal matter of that constituent unless the submission is made in respect of a matter referred to in subclause (a) (i) or (ii) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1) concerning a private bill for the special benefit of that constituent.

- d) la présentation d'observations orales ou écrites par un particulier à un député à l'Assemblée législative pour le compte d'un électeur de sa circonscription à l'égard d'une question personnelle touchant ce dernier, sauf si la présentation porte sur une question visée au sous-alinéa a) (i) ou (ii) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1) et concernant un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet de



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

procurer un avantage particulier à cet électeur.

Same

(3) Nothing in this Act shall be construed as requiring the disclosure of the name or identity of any individual if that disclosure could reasonably be expected to threaten the safety of that individual.

(3) La présente loi n'a pas pour effet d'exiger la divulgation du nom ou de l'identité d'un particulier s'il est raisonnable de s'attendre à ce que cela nuise à sa sécurité.

Idem

## REGISTRATION OF LOBBYISTS

## ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

## CONSULTANT LOBBYISTS

## LOBBYISTES-CONSEILS

Duty to file return

4. (1) A consultant lobbyist shall file a return with the registrar not later than 10 days after commencing performance of an undertaking.

4. (1) Au plus tard 10 jours après avoir commencé à exécuter son engagement, le lobbyiste-conseil dépose une déclaration auprès du registrateur.

Déclaration obligatoire

Where one return sufficient

(2) A consultant lobbyist who undertakes to lobby is required to file only one return under subsection (1) even though he or she may, in connection with that undertaking, communicate with one or more public office holders on one or more occasions or arrange one or more meetings between a public office holder and any other person.

(2) Le lobbyiste-conseil qui s'engage à exercer des pressions n'est tenu de déposer qu'une seule déclaration aux termes du paragraphe (1), même si, dans le cadre de cet engagement, il communique avec un ou plusieurs titulaires d'une charge publique à une ou plusieurs reprises ou organise pour un tiers une ou plusieurs entrevues avec le titulaire d'une charge publique.

Cas où une seule déclaration suffit

Transitional

(3) If, on the coming into force of this section, a consultant lobbyist is performing an undertaking, the consultant lobbyist shall file a return with the registrar not later than 10 days after this section comes into force.

(3) Dans les 10 jours de l'entrée en vigueur du présent article, le lobbyiste-conseil qui exécute un engagement à ce moment-là dépose une déclaration auprès du registrateur.

Disposition transitoire

Contents of return

(4) A consultant lobbyist shall set out in the return the following information with respect to the undertaking:

(4) Le lobbyiste-conseil donne, dans la déclaration, les renseignements suivants à l'égard de l'engagement :

Contenu de la déclaration

1. The name and business address of the consultant lobbyist and, if applicable, the name and business address of the firm where the consultant lobbyist is engaged in business.
2. The name and business address of the client and the name and business address of any person, partnership or organization that, to the knowledge of the consultant lobbyist, controls or directs the activities of the client and has a direct interest in the outcome of the consultant lobbyist's activities on behalf of the client.
3. If the client is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the consultant lobbyist, has a direct interest in the outcome of the consultant lobbyist's activities on behalf of the client.
4. If the client is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation.

1. Son nom et l'adresse de son établissement ainsi que, le cas échéant, le nom du cabinet où il exerce ses activités et l'adresse de son établissement.
2. Le nom et l'adresse de l'établissement de son client ainsi que le nom et l'adresse de l'établissement de toute personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation qui, à sa connaissance, contrôle ou dirige les activités de ce client et que le résultat de ses activités pour le compte de celui-ci intéresse directement.
3. Dans le cas où son client est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales que, à sa connaissance, le résultat de ses activités pour le compte de celui-ci intéresse directement.
4. Dans le cas où son client est une personne morale filiale d'une autre personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de celle-ci.

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

- |  |  |
|--|--|
| <p>5. If the client is a coalition, the name and business address of each partnership, corporation or organization that is a member of the coalition.</p> <p>6. If the client is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the client from that government or government agency.</p> <p>↓</p> <p>6.1 The name and business address of any entity or organization that, to the knowledge of the consultant lobbyist, contributed (during the entity's or organization's fiscal year that precedes the filing of the return) \$750 or more toward the consultant lobbyist's activities on behalf of the client. However, this paragraph does not apply with respect to contributions made by a government.</p> <p>6.2 The name and business address of any individual who, to the knowledge of the consultant lobbyist, made a contribution described in paragraph 6.1 on behalf of an entity or organization described in that paragraph. ▲</p> <p>7. The subject-matter in respect of which the consultant lobbyist has undertaken to lobby and any other prescribed information respecting the subject-matter.</p> <p>8. If applicable, whether the payment to the consultant lobbyist is, in whole or in part, contingent on the consultant lobbyist's degree of success in lobbying as described in clause (a) or subclause (b) (i) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1).</p> <p>9. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution, financial benefit or contract.</p> <p>10. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom the consultant lobbyist has lobbied or expects to lobby.</p> | <p>5. Dans le cas où son client est une coalition, le nom et l'adresse de l'établissement des sociétés en nom collectif ou en commandite, personnes morales ou organisations qui la composent.</p> <p>6. Dans le cas où le financement de son client provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants en cause.</p> <p>↓</p> <p>6.1 Le nom et l'adresse de l'établissement de toute entité ou organisation qui, à sa connaissance, a contribué (pendant l'exercice de l'entité ou de l'organisation qui précède le dépôt de la déclaration) pour 750 \$ ou plus à ses activités pour le compte de son client. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas à l'égard des contributions versées par un gouvernement.</p> <p>6.2 Le nom et l'adresse de l'établissement de tout particulier qui, à sa connaissance, a versé une contribution visée à la disposition 6.1 pour le compte d'une entité ou d'une organisation visée à cette disposition. ▲</p> <p>7. L'objet des pressions qu'il s'est engagé à exercer et tout renseignement prescrit à ce sujet.</p> <p>8. Le fait, le cas échéant, que le paiement qu'il reçoit est en tout ou en partie subordonné au degré de succès qu'il obtient lorsqu'il exerce des pressions au sens de l'alinéa a) ou du sous-alinéa b) (i) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1).</p> <p>9. Les renseignements utiles à la détermination de la proposition législative, du projet de loi, de la résolution, du règlement, de la politique, du programme, de la décision, de la subvention, de la contribution, de l'avantage financier ou du contrat en cause.</p> <p>10. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique auprès duquel il a exercé des pressions ou compte en exercer.</p> |
|--|--|



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

11. Whether the consultant lobbyist has lobbied or expects to lobby a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly.

12. If the consultant lobbyist has undertaken to lobby as described in clause (a) or subclause (b) (i) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1), the techniques of communication, including grass-roots communication, that the consultant lobbyist has used or expects to use to lobby.



13. Such additional information as may be prescribed with respect to the identity of a person or entity described in this section. However, the regulations cannot require the consultant lobbyist to set out on the return the names of individuals or other information that might identify individuals, if their names are not otherwise required by this subsection. ▲

Changes to return and new information

(5) A consultant lobbyist shall provide the registrar with any change to the information in his or her return and any information required to be provided under subsection (4), the knowledge of which the consultant lobbyist acquired only after the return was filed, not later than 30 days after the change occurs or the knowledge is acquired.

Confirmation of return

(6) A consultant lobbyist shall provide the registrar with confirmation of the information contained in his or her return within two months after the expiration of the first and each subsequent year from the date of filing the return.

Completion or termination of undertaking

(7) A consultant lobbyist shall advise the registrar that he or she has completed an undertaking in respect of which he or she has filed a return or that the undertaking has been terminated not later than 30 days after the completion or termination of the undertaking.

Information requested by registrar

(8) A consultant lobbyist shall provide the registrar with any information that the registrar may request to clarify any information that the consultant lobbyist has provided to the registrar under this section not later than 30 days after the registrar makes the request.

Restriction on application

(9) This section does not apply in respect of anything that an employee undertakes to do on the sole behalf of his or her employer or, if his or her employer is a corporation, in respect of anything that the employee, at the direction of

11. Le fait qu'il a exercé ou compte exercer des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député.

12. Dans le cas où son engagement est d'exercer des pressions au sens de l'alinéa a) ou du sous-alinéa b) (i) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1), les moyens de communication qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour exercer des pressions, y compris les appels au grand public.



13. Les renseignements supplémentaires prescrits utiles à l'identification d'une personne ou entité visée au présent article. Toutefois, les règlements ne peuvent pas exiger du lobbyiste-conseil qu'il donne dans la déclaration le nom de particuliers ou d'autres renseignements susceptibles de révéler leur identité, si leur nom n'est pas exigé par ailleurs par le présent paragraphe. ▲

(5) Le lobbyiste-conseil fournit au registraire, dans les 30 jours, tout changement des renseignements que contient sa déclaration ainsi que tout renseignement qu'il est tenu de fournir aux termes du paragraphe (4) et qui n'a été porté à sa connaissance qu'après le dépôt de celle-ci.

Modification de la déclaration et nouveaux renseignements

(6) Dans les deux mois de la fin de chaque année qui suit la date de dépôt de sa déclaration, le lobbyiste-conseil confirme au registraire les renseignements qu'elle contient.

Confirmation de la déclaration

(7) Le lobbyiste-conseil informe le registraire, dans les 30 jours de la fin d'un engagement pour lequel il a déposé une déclaration.

Fin de l'engagement

(8) Dans les 30 jours de la demande, le lobbyiste-conseil fournit au registraire les renseignements que celui-ci lui demande pour apporter des précisions à ceux qu'il a fournis aux termes du présent article.

Renseignements demandés par le registraire

(9) Le présent article ne s'applique pas à l'égard de l'engagement qu'un employé exécute uniquement pour le compte de son employeur ni, dans le cas où l'employeur est une personne morale et où l'employé agit à sa

Restriction

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

the employer, undertakes to do on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary.

demande, de l'engagement qu'il exécute pour le compte d'une filiale de l'employeur ou d'une personne morale dont celui-ci est une filiale.

## Definitions

(10) In this section,

(10) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

## Définitions

“client” means a person, partnership or organization on whose behalf a consultant lobbyist undertakes to lobby; (“client”)

«client» Personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation pour le compte de laquelle le lobbyiste-conseil s'engage à exercer des pressions. («client»)

“consultant lobbyist” means an individual who, for payment, undertakes to lobby on behalf of a client; (“lobbyiste-conseil”)

«engagement» Engagement pris par le lobbyiste-conseil d'exercer des pressions pour le compte d'un client. («undertaking»)

“payment” means money or anything of value and a contract, promise or agreement to pay money or anything of value; (“paiement”)


«lobbyiste-conseil» Particulier qui, moyennant paiement, s'engage à exercer des pressions pour le compte d'un client. («consultant lobbyist»)


“undertaking” means an undertaking by a consultant lobbyist to lobby on behalf of a client. (“engagement”)

«paiement» S'entend d'une somme d'argent ou de toute autre chose de valeur et d'un contrat, d'une promesse ou d'une entente portant paiement d'une somme d'argent ou de toute autre chose de valeur. («payment»)

## IN-HOUSE LOBBYISTS (PERSONS AND PARTNERSHIPS)

LOBBYISTES SALARIÉS (PERSONNES ET SOCIÉTÉS  
EN NOM COLLECTIF OU EN COMMANDITE)Duty to file  
return

5. (1) An in-house lobbyist who is employed by a person that is not an organization or by a partnership shall file a return with the registrar, 

5. (1) Le lobbyiste salarié qui est employé par une personne qui n'est pas une organisation ou par une société en nom collectif ou en commandite dépose une déclaration auprès du registrateur : 

Déclaration  
obligatoire

(a) within two months after the day on which he or she becomes an in-house lobbyist; and

a) d'une part, dans les deux mois du jour où il devient lobbyiste salarié;

(b) within two months after the end of each financial year of the employer or, if the employer does not have a financial year, within two months after the end of each calendar year, beginning with the financial year or calendar year, as the case may be, in which the in-house lobbyist is required to file a return.

b) d'autre part, dans les deux mois de la fin de chaque exercice de son employeur ou, à défaut, de chaque année civile, à partir de l'exercice ou de l'année civile, selon le cas, où il est tenu de déposer une déclaration.

## Transitional

(2) If, on the coming into force of this section, an individual is an in-house lobbyist employed by a person or partnership, he or she shall file a return with the registrar within two months after the day on which this section comes into force and after that in accordance with clause (1) (b).

(2) Dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent article et par la suite conformément à l'alinéa (1) b), le lobbyiste salarié qui est employé par une personne ou une société en nom collectif ou en commandite à ce moment-là dépose une déclaration auprès du registrateur.

Disposition  
transitoireContents of  
return

(3) An in-house lobbyist shall set out in the return the following information:

(3) Le lobbyiste salarié donne les renseignements suivants dans la déclaration :

Contenu  
de la  
déclaration

1. The name and business address of the in-house lobbyist.

1. Son nom et l'adresse de son établissement.



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

- |  |  |
|--|--|
| <p>2. The name and business address of the employer.</p> <p>3. If the employer is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the in-house lobbyist, has a direct interest in the outcome of the in-house lobbyist's activities on behalf of the employer.</p> <p>4. If the employer is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation.</p> <p>5. If applicable, the financial year of the employer.</p> <p>6. A description in summary form of the employer's business or activities and any other prescribed information to identify the employer's business or activities.</p> <p>7. If the employer is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the employer from that government or government agency.</p> <p>➡</p> <p>7.1 The name and business address of any entity or organization that, to the knowledge of the in-house lobbyist, contributed (during the entity's or organization's fiscal year that precedes the filing of the return) \$750 or more toward the in-house lobbyist's activities on behalf of the employer. However, this paragraph does not apply with respect to contributions made by a government.</p> <p>7.2 The name and business address of any individual who, to the knowledge of the in-house lobbyist, made a contribution described in paragraph 7.1 on behalf of an entity or organization described in that paragraph. ▲</p> <p>8. If the in-house lobbyist is lobbying at the time the return is filed, the subject-matter in respect of which he or she is lobbying and any other prescribed information respecting the subject-matter.</p> <p>9. The subject-matters in respect of which the in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar</p> | <p>2. Le nom et l'adresse de l'établissement de son employeur.</p> <p>3. Dans le cas où son employeur est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales que, à sa connaissance, le résultat de ses activités pour le compte de son employeur intéresse directement.</p> <p>4. Dans le cas où son employeur est une personne morale qui est la filiale d'une autre personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de celle-ci.</p> <p>5. Le cas échéant, les dates indiquant le début et la fin de l'exercice de son employeur.</p> <p>6. Un résumé des activités commerciales ou autres de son employeur et tout renseignement prescrit utile à la détermination de la nature de ces activités.</p> <p>7. Dans le cas où le financement de son employeur provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants en cause.</p> <p>➡</p> <p>7.1 Le nom et l'adresse de l'établissement de toute entité ou organisation qui, à sa connaissance, a contribué (pendant l'exercice de l'entité ou de l'organisation qui précède le dépôt de la déclaration) pour 750 \$ ou plus à ses activités pour le compte de son employeur. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas à l'égard des contributions versées par un gouvernement.</p> <p>7.2 Le nom et l'adresse de l'établissement de tout particulier qui, à sa connaissance, a versé une contribution visée à la disposition 7.1 pour le compte d'une entité ou d'une organisation visée à cette disposition. ▲</p> <p>8. Dans le cas où il exerce des pressions au moment du dépôt de sa déclaration, l'objet de ces pressions et tout renseignement prescrit à ce sujet.</p> <p>9. L'objet des pressions qu'il a exercées ou qu'il compte exercer au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration, et tout renseignement prescrit à ce sujet.</p> |
|--|--|

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

year in which the return is filed, and any other prescribed information respecting those subject-matters.

10. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution or financial benefit.
11. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom the in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed.
12. Whether the in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed.
13. The techniques of communication, including grass-roots communication, that the in-house lobbyist has used or expects to use to lobby during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed.



14. Such additional information as may be prescribed with respect to the identity of a person or entity described in this section. However, the regulations cannot require the in-house lobbyist to set out on the return the names of individuals or other information that might identify individuals, if their names are not otherwise required by this subsection. ▲

Changes to  
return  
and new  
information

(4) An in-house lobbyist shall provide the registrar with any change to the information in his or her return and any information required to be provided under subsection (3), the knowledge of which the in-house lobbyist acquired only after the return was filed, not

10. Les renseignements utiles à la détermination de la proposition législative, du projet de loi, de la résolution, du règlement, de la politique, du programme, de la décision, de la subvention, de la contribution ou de l'avantage financier en cause.

11. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique auprès duquel il a exercé des pressions ou compte en exercer au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration.

12. Le fait qu'il a exercé ou compte exercer des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration.

13. Les moyens de communication, y compris les appels au grand public, qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour exercer des pressions au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration.



14. Les renseignements supplémentaires prescrits utiles à l'identification d'une personne ou entité visée au présent article. Toutefois, les règlements ne peuvent pas exiger du lobbyiste salarié qu'il donne dans la déclaration le nom de particuliers ou d'autres renseignements susceptibles de révéler leur identité, si leur nom n'est pas exigé par ailleurs par le présent paragraphe. ▲

(4) Le lobbyiste salarié fournit au registraire, dans les 30 jours, tout changement des renseignements que contient sa déclaration ainsi que tout renseignement qu'il est tenu de fournir aux termes du paragraphe (3) et qui n'a été porté à sa connaissance qu'après le dépôt de celle-ci.

Modification  
de la déclara-  
tion et nou-  
veaux rensei-  
gnements

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

later than 30 days after the change occurs or the knowledge is acquired.

Ceasing  
duties or  
employment

(5) An in-house lobbyist who ceases to be an in-house lobbyist or to be employed by his or her employer shall advise the registrar of that not later than 30 days after it occurs.

Information  
requested by  
registrar

(6) An in-house lobbyist shall provide the registrar with any information that the registrar may request to clarify any information that the in-house lobbyist has provided to the registrar under this section not later than 30 days after the registrar makes the request.

Definitions

(7) In this section,

“employee” includes an officer who is compensated for the performance of his or her duties; (“employé”)

“in-house lobbyist” means an individual (other than one described in subsection (8)) who is employed by a person or partnership, a significant part of whose duties as an employee, as determined in accordance with the regulations, is to lobby on behalf of the employer or, if the employer is a corporation, on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary; (“lobbyiste salarié”)

“person” does not include a corporation referred to in clause (f) of the definition of “organization” in subsection 1 (1). (“personne”)

Exclusions,  
in-house  
lobbyist

(8) The following individuals are not in-house lobbyists:

1. Officers of the Assembly who are appointed on the address of the Assembly and the individuals employed in the office of such officers.
2. Public servants within the meaning of the *Public Service Act*.
3. Such other classes of employees of Crown agencies as may be prescribed.

#### IN-HOUSE LOBBYISTS (ORGANIZATIONS)

Duty to file  
return

6. (1) The senior officer of an organization that employs an in-house lobbyist shall file a return with the registrar,

- (a) within two months after the day on which that person becomes an in-house lobbyist; and
- (b) within 30 days after the expiration of each six-month period after the date of filing the previous return.

paragraphe (3) et qui n'a été porté à sa connaissance qu'après le dépôt de celle-ci.

(5) Le lobbyiste salarié qui cesse d'exercer les fonctions de lobbyiste salarié ou d'être employé par son employeur en informe le registrateur dans les 30 jours.

(6) Dans les 30 jours de la demande, le lobbyiste salarié fournit au registrateur les renseignements que celui-ci lui demande pour apporter des précisions à ceux qu'il a fournis aux termes du présent article.

(7) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«employé» S'entend en outre d'un dirigeant rémunéré pour ses fonctions. («employee»)

«lobbyiste salarié» Particulier, à l'exclusion d'un particulier visé au paragraphe (8), qui est employé par une personne ou une société en nom collectif ou en commandite et dont une partie importante des fonctions à ce titre, telle qu'elle est déterminée conformément aux règlements, consiste à exercer des pressions pour le compte de son employeur ou, dans le cas où celui-ci est une personne morale, pour le compte d'une de ses filiales ou d'une personne morale dont il est la filiale. («in-house lobbyist»)

«personne» Est exclue de la présente définition une personne morale visée à l'alinéa f) de la définition de «organisation» au paragraphe 1 (1). («person»)

(8) Les particuliers suivants ne sont pas des lobbyistes salariés :

1. Les fonctionnaires de l'Assemblée qui sont nommés sur adresse de celle-ci et les particuliers qui sont employés à leur bureau.
2. Les fonctionnaires au sens de la *Loi sur la fonction publique*.
3. Les autres catégories prescrites d'employés d'organismes de la Couronne.

#### LOBBYISTES SALARIÉS (ORGANISATIONS)

6. (1) Le premier dirigeant d'une organisation qui emploie un lobbyiste salarié dépose une déclaration auprès du registrateur :

- a) d'une part, dans les deux mois du jour de l'affectation du lobbyiste salarié à ses fonctions;
- b) d'autre part, dans les 30 jours de l'expiration de la période de six mois

Cessation  
des fonctions  
ou de  
l'emploi

Renseigne-  
ments  
demandés  
par le  
registrateur

Définitions

Exclusions  
lobbyistes  
salariés

Déclaration  
obligatoire



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

Transitional

(2) If, on the coming into force of this section, the organization employs an in-house lobbyist, the senior officer of the organization shall file a return with the registrar within two months after the day on which this section comes into force and after that in accordance with clause (1) (b).

qui suit la date de dépôt de la déclaration antérieure.

Disposition  
transitoireContents of  
return

(3) The senior officer of an organization shall set out in the return the following information:

1. The name and business address of the senior officer.
2. The name and business address of the organization.
3. A description in summary form of the organization's business or activities and any other prescribed information to identify its business or activities.

(2) Dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent article et par la suite conformément à l'alinéa (1) b), le premier dirigeant de l'organisation qui emploie un lobbyiste salarié à ce moment-là dépose une déclaration auprès du registraire.

(3) Le premier dirigeant de l'organisation donne les renseignements suivants dans la déclaration :

Contenu  
de la  
déclaration

1. Son nom et l'adresse de son établissement.
2. Le nom et l'adresse de l'établissement de l'organisation.
3. Un résumé des activités commerciales ou autres de l'organisation et tout renseignement prescrit utile à la détermination de la nature de ces activités.

4. A description of the membership of the organization and such other information as may be prescribed with respect to the membership, including the names of officers or directors of the organization. However, a regulation cannot require the senior officer to set out on the return the names of other individuals who are members or to set out other information that might identify such other individuals.

4. La composition de l'organisation et les autres renseignements prescrits à cet égard, y compris le nom de ses dirigeants ou administrateurs. Toutefois, les règlements ne peuvent pas exiger du premier dirigeant qu'il donne dans la déclaration le nom d'autres particuliers qui sont membres de l'organisation ou d'autres renseignements susceptibles de révéler leur identité.

5. If the organization is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the organization from that government or government agency.

5. Dans le cas où le financement de l'organisation provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants en cause.

5.1 The name and business address of any entity or other organization that, to the knowledge of the senior officer, contributed (during the entity's or organization's fiscal year that precedes the filing of the return) \$750 or more toward the lobbying activities of the organization's in-house lobbyists. However, this paragraph does not apply with respect to contributions made by a government.

5.1 Le nom et l'adresse de l'établissement de toute entité ou de toute autre organisation qui, à sa connaissance, a contribué (pendant l'exercice de l'entité ou de l'organisation qui précède le dépôt de la déclaration) pour 750 \$ ou plus aux activités des lobbyistes salariés de son organisation. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas à l'égard des contributions versées par un gouvernement.

5.2 The name and business address of any individual who, to the knowledge of the senior officer, made a contribution described in paragraph 5.1 on behalf of

5.2 Le nom et l'adresse de l'établissement de tout particulier qui, à sa connaissance, a versé une contribution visée à la disposition 5.1 pour le compte

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

- |  |   |
|--|---|
| <p>an entity or organization described in that paragraph. ▲</p> <p>6. The name of each in-house lobbyist employed by the organization.</p> <p>7. If any in-house lobbyist is lobbying at the time the return is filed, the subject-matter in respect of which he or she is lobbying and any other prescribed information respecting the subject-matter.</p> <p>8. The subject-matters, and any other prescribed information respecting those subject-matters, in respect of which any in-house lobbyist,</p> <p style="margin-left: 40px;">i. has lobbied during the period for which the return is filed, and</p> <p style="margin-left: 40px;">ii. expects to lobby during the next following six-month period.</p> <p>9. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution or financial benefit.</p> <p>10. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom any in-house lobbyist,</p> <p style="margin-left: 40px;">i. has lobbied during the period for which the return is filed, and</p> <p style="margin-left: 40px;">ii. expects to lobby during the next following six-month period.</p> <p>11. Whether any in-house lobbyist,</p> <p style="margin-left: 40px;">i. has lobbied a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly during the period for which the return is filed, and</p> <p style="margin-left: 40px;">ii. expects to lobby a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly during the next following six-month period.</p> | <p>d'une entité ou d'une organisation visée à cette disposition. ▲</p> <p>6. Le nom de chaque lobbyiste salarié qu'emploie l'organisation.</p> <p>7. Dans le cas où un lobbyiste salarié exerce des pressions au moment du dépôt de la déclaration, l'objet de ces pressions et tout renseignement prescrit à ce sujet.</p> <p>8. L'objet des pressions, ainsi que tout renseignement prescrit à ce sujet :</p> <p style="margin-left: 40px;">i. qu'un lobbyiste salarié a exercées au cours de la période visée par la déclaration,</p> <p style="margin-left: 40px;">ii. qu'un lobbyiste salarié compte exercer au cours des six mois suivants.</p> <p>9. Les renseignements utiles à la détermination de la proposition législative, du projet de loi, de la résolution, du règlement, de la politique, du programme, de la décision, de la subvention, de la contribution ou de l'avantage financier en cause.</p> <p>10. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique :</p> <p style="margin-left: 40px;">i. auprès duquel un lobbyiste salarié a exercé des pressions au cours de la période visée par la déclaration,</p> <p style="margin-left: 40px;">ii. auprès duquel un lobbyiste salarié compte exercer des pressions au cours des six mois suivants.</p> <p>11. Les faits suivants :</p> <p style="margin-left: 40px;">i. le fait qu'un lobbyiste salarié a exercé des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député au cours de la période visée par la déclaration,</p> <p style="margin-left: 40px;">ii. le fait qu'un lobbyiste salarié compte exercer des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député au cours des six mois suivants.</p> |
|--|---|

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

12. The techniques of communication, including grass-roots communication, that any in-house lobbyist,

i. has used to lobby during the period for which the return is filed, and

ii. expects to use to lobby during the next following six-month period.

13. Any other prescribed information relating to the identity of the senior officer, the organization, any in-house lobbyist or any ministry, agency, board or commission referred to in paragraph 10.

14. The name of any in-house lobbyist who has been identified in the last return filed and has ceased to be an in-house lobbyist or to be employed by the organization.

Information  
requested by  
registrar

(4) The senior officer shall provide the registrar with any information that the registrar may request to clarify any information that the senior officer has provided in his or her return not later than 30 days after the registrar makes the request.

Definitions

(5) In this section,

“employee” includes an officer who is compensated for the performance of his or her duties; (“employé”)

“in-house lobbyist” means an individual who is employed by an organization,

(a) a significant part of whose duties as an employee, as determined in accordance with the regulations, is to lobby on behalf of the organization, or

(b) a part of whose duties as an employee is to lobby on behalf of the organization if his or her duties to lobby together with the duties of other employees to lobby would constitute a significant part of the duties of one employee, as determined in accordance with the regulations, were those duties to lobby to be performed by only one employee; (“lobbyiste salarié”)

“senior officer” means the most senior officer of an organization who is compensated for the performance of his or her duties. (“premier dirigeant”)

12. Les moyens de communication, y compris les appels au grand public :

i. qu’un lobbyiste salarié a utilisés pour exercer des pressions au cours de la période visée par la déclaration,

ii. qu’un lobbyiste salarié compte utiliser pour exercer des pressions au cours des six mois suivants.

13. Les autres renseignements prescrits utiles à l’identification du premier dirigeant, de l’organisation, de ses lobbyistes salariés ou de tout ministère, organisme, conseil ou commission visé à la disposition 10.

14. Le nom des lobbyistes salariés qui étaient identifiés comme tels dans la déclaration déposée le plus récemment et qui ont cessé d’exercer les fonctions de lobbyiste salarié ou d’être employés par l’organisation.

(4) Dans les 30 jours de la demande, le premier dirigeant fournit au registrateur les renseignements que celui-ci lui demande pour apporter des précisions à ceux qu’il a fournis dans sa déclaration.

Renseignements  
demandés  
par le  
registrateur

(5) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

Définitions

«employé» S’entend en outre d’un dirigeant rémunéré pour ses fonctions. («employee»)

«lobbyiste salarié» Particulier qui est employé par une organisation et dont, selon le cas :

a) une partie importante des fonctions à titre d’employé, telle qu’elle est déterminée conformément aux règlements, consiste à exercer des pressions pour le compte de l’organisation;

b) une partie des fonctions à titre d’employé consiste à exercer des pressions pour le compte de l’organisation, dans le cas où ces fonctions et celles exercées à ce titre par les autres employés constitueraient au total une partie importante des fonctions d’un seul employé, telle qu’elle est déterminée conformément aux règlements. («in-house lobbyist»)

«premier dirigeant» Le dirigeant rémunéré pour ses fonctions qui occupe le rang le plus élevé au sein d’une organisation. («senior officer»)



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

## CERTIFICATION, SUBMISSION AND STORAGE OF RETURNS AND OTHER DOCUMENTS

## ATTESTATION, REMISE ET MISE EN MÉMOIRE DES DÉCLARATIONS ET AUTRES DOCUMENTS

Certification	<p>7. Every individual who submits a return or other document to the registrar under this Act shall certify that the information contained in it is true to the best of his or her knowledge and belief on the return or other document or, if it is submitted in electronic or other form in accordance with subsection 8 (1), in the manner that is specified by the registrar.</p>	Attestation
Form of returns, etc.	<p>8. (1) Returns to be filed with the registrar and information and other documents to be given to the registrar under this Act must be in a form approved by the registrar.</p>	Forme des déclarations et autres
Manner of filing, etc.	<p>(2) Returns, information and other documents must be submitted to the registrar in a manner permitted by the registrar.</p>	Mode de remise
Date of filing	<p>(3) Subject to subsection (5), the date on which the registrar receives a return is the date on which the return is considered to have been filed for the purposes of this Act.</p>	Date du dépôt
Date on which information, etc., provided	<p>(4) Subject to subsection (5), the date on which the registrar receives information or a document other than a return is the date on which the information or document is considered to have been provided to the registrar for the purposes of this Act.</p>	Date de communication de renseignements
Deemed receipt	<p>(5) In the prescribed circumstances, a return, information or another document shall be deemed to have been received by the registrar on the date determined in accordance with the prescribed rules.</p>	Date de réception
Storage	<p>9. (1) Subject to the regulations, any return or other document that is received by the registrar may be entered or recorded by any information storage device, including any system of mechanical or electronic data processing, that is capable of reproducing the stored return or other document in intelligible form within a reasonable time.</p>	Mise en mémoire
Evidence	<p>(2) In any prosecution for an offence under this Act, a copy of a return or other document that is reproduced from an information storage device referred to in subsection (1) and certified under the registrar's signature as a true copy is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the copy and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original</p>	Preuve

7. Quiconque remet une déclaration ou un autre document au registrateur aux termes de la présente loi atteste que les renseignements qui y figurent sont véridiques au mieux de sa connaissance et de ce qu'il tient pour tel, soit sur la déclaration ou le document même, soit, dans le cas où ils sont remis sous forme électronique ou autre conformément au paragraphe 8 (1), de la manière que précise le registrateur.

8. (1) Les déclarations qui doivent être déposées auprès du registrateur et les renseignements et autres documents qui doivent lui être remis aux termes de la présente loi le sont sous la forme qu'il approuve.

(2) Les déclarations, renseignements et autres documents sont remis au registrateur de la manière qu'il permet.

(3) Sous réserve du paragraphe (5), la date à laquelle le registrateur reçoit une déclaration est celle à laquelle la déclaration est considérée comme ayant été déposée pour l'application de la présente loi.

(4) Sous réserve du paragraphe (5), la date à laquelle le registrateur reçoit des renseignements ou un document, à l'exclusion d'une déclaration, est celle à laquelle les renseignements ou le document sont considérés comme ayant été fournis au registrateur pour l'application de la présente loi.

(5) Dans les circonstances prescrites, le registrateur est réputé avoir reçu une déclaration, des renseignements ou un autre document à la date établie conformément aux règles prescrites.

9. (1) Sous réserve des règlements, les déclarations et les autres documents que reçoit le registrateur peuvent être saisis ou enregistrés à l'aide d'un système de mise en mémoire de l'information, notamment un procédé mécanique ou électronique de traitement des données, qui peut les restituer sous une forme compréhensible dans un délai raisonnable.

(2) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la copie d'une déclaration ou d'un autre document restituée à partir d'un système de mise en mémoire de l'information visé au paragraphe (1) et certifiée conforme par le registrateur sous sa signature est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou la qualité officielle de la personne qui paraît être le signataire et, en l'absence de preuve contraire, a la même valeur probante

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

would have if it were proved in the ordinary way.

## REGISTRAR AND REGISTRY



Registrar

**10.** The Integrity Commissioner is hereby appointed as registrar.



Registry

**11.** (1) The registrar shall establish and maintain a registry in which shall be kept all returns filed under this Act as revised by other documents submitted to the registrar under this Act.

Form of registry

(2) The registry shall be organized in the manner and kept in the form that the registrar may determine.

Access to registry

(3) The registry shall be available for public inspection in the manner and during the time that the registrar may determine.

Verification of information

**12.** The registrar may verify the information contained in any return or other document submitted to the registrar under this Act.

Refusal to accept return or other document

**13.** (1) The registrar may refuse to accept any return or other document submitted to the registrar under this Act that does not comply with the requirements of this Act or the regulations or that contains information or statements not requested in the return or other document.

Duty to inform

(2) If the registrar refuses to accept a return or other document under subsection (1), the registrar shall inform the individual who submitted it of the refusal and the reason for the refusal in the manner that the registrar determines.

Extension of time

(3) Despite the provisions of this Act respecting times for filing a return or submitting another document, if a return or other document is refused by the registrar under subsection (1) and the individual cannot reasonably submit another by the time set out in this Act for filing or submitting it, the registrar shall provide the individual with a reasonable extension of time to file another return or submit another document.

Deeming provision

(4) If the registrar accepts another return or document within the extension of time referred to in subsection (3), the return shall be deemed to have been filed or other document shall be deemed to have been submitted on the day on which the return or other document that was refused was received by the registrar.

que l'original aurait si la preuve en était faite de la façon habituelle.

## REGISTRATEUR ET REGISTRE



**10.** Le commissaire à l'intégrité est nommé registrateur par le présent article.



Registrateur

Registre

**11.** (1) Le registrateur crée et tient un registre auquel sont versées toutes les déclarations déposées aux termes de la présente loi, telles qu'elles sont modifiées par les autres documents qui lui sont remis aux termes de la présente loi.

(2) Le registre est tenu en la forme et selon les modalités que fixe le registrateur.

Forme du registre

(3) Le registre est mis à la disposition du public aux fins de consultation de la manière et aux heures que fixe le registrateur.

Accès au registre

**12.** Le registrateur peut vérifier les renseignements que contiennent les déclarations et les autres documents qui lui sont remis aux termes de la présente loi.

Vérification des renseignements

**13.** (1) Le registrateur peut refuser d'accepter les déclarations ou les autres documents qui lui sont remis aux termes de la présente loi et qui ne sont pas conformes aux exigences de celle-ci ou des règlements ou qui contiennent des renseignements ou des affirmations qui ne sont pas demandés.

Refus d'accepter une déclaration ou un autre document

(2) S'il refuse d'accepter une déclaration ou un autre document en vertu du paragraphe (1), le registrateur informe le particulier qui l'a remis de son refus et de ses motifs de la manière qu'il fixe.

Obligation d'informer

(3) Malgré les dispositions de la présente loi qui traitent du délai de dépôt des déclarations ou de remise des autres documents, si un particulier dont le registrateur n'accepte pas la déclaration ou un autre document en vertu du paragraphe (1) ne peut raisonnablement déposer une autre déclaration ou remettre un autre document dans le délai de dépôt ou de remise prévu par la présente loi, le registrateur lui accorde une prorogation raisonnable pour ce faire.

Prorogation du délai

(4) Si le registrateur accepte une autre déclaration ou un autre document dans le nouveau délai visé au paragraphe (3), la déclaration est réputée avoir été déposée ou l'autre document réputé avoir été remis le jour où le registrateur a reçu la déclaration ou le document refusé.

Dépôt ou remise réputé

*Lobbyists Registration Act, 1998*

*Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

Removal  
from registry

13.1 (1) The registrar may remove a return from the registry if the individual who filed the return,

- (a) fails to confirm the information contained in it within the period required by subsection 4 (6);
- (b) fails to advise the registrar of the matters required by subsection 4 (7) or 5 (5) within the period required by the subsection; or
- (c) fails to give the registrar any requested information relating to the return within the period specified by this Act.

Same

(2) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply with respect to the registrar's decision to remove a return from the registry, and the registrar may remove the return without giving notice to the individual who filed the return and without holding a hearing.

Effect of  
removal

(3) When a return is removed from the registry, the individual who filed it shall be deemed, for the purposes of his or her existing and future obligations under this Act, not to have filed the return.

Advisory  
opinions and  
interpretation  
bulletins

14. (1) The registrar may issue advisory opinions and interpretation bulletins with respect to the enforcement, interpretation or application of this Act.

Effect

(2) Advisory opinions and interpretation bulletins issued under subsection (1) are not binding.

Delegation  
of powers

15. (1) The registrar may delegate in writing any of his or her powers or duties under this Act to a person employed in the registrar's office and may authorize him or her to delegate any of those powers or duties to another person employed in that office.

Temporary  
delegation

(2) The registrar may make a delegation that expires on or before June 30, 1999 to any person and may authorize him or her to delegate any of those powers or duties to another person.

Conditions,  
etc.

(3) A delegation may be made subject to such conditions and restrictions as the person making the delegation considers appropriate.

Recovery of  
fees

16. Any fee required by the regulations to be paid may be recovered in any court of competent jurisdiction as a debt due to the Crown.

13.1 (1) Le registrateur peut enlever une déclaration du registre si le particulier qui l'a déposée :

- a) soit ne confirme pas les renseignements qu'elle contient dans le délai exigé par le paragraphe 4 (6);
- b) soit ne l'informe pas des faits visés au paragraphe 4 (7) ou 5 (5) dans le délai exigé par ce paragraphe;
- c) soit ne lui donne pas des renseignements demandés à l'égard de la déclaration dans le délai précisé par la présente loi.

Enlèvement  
du registre

(2) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas à l'égard de la décision que prend le registrateur d'enlever une déclaration du registre. Le registrateur peut enlever la déclaration sans en aviser le particulier qui l'a déposée et sans tenir d'audience.

Idem

(3) Le particulier qui a déposé une déclaration qui est enlevée du registre est réputé, aux fins de ses obligations actuelles et futures dans le cadre de la présente loi, ne pas l'avoir déposée.

Effet de  
l'enlèvement

14. (1) Le registrateur peut publier des bulletins d'interprétation et fournir des avis portant sur l'exécution, l'interprétation ou l'application de la présente loi.

Avis et  
bulletins  
d'interpré-  
tation

(2) Les avis fournis et les bulletins d'interprétation publiés en vertu du paragraphe (1) ne sont pas contraignants.

Effet

15. (1) Le registrateur peut déléguer par écrit à une personne employée à son bureau les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi et peut autoriser cette personne à déléguer à son tour ces pouvoirs ou fonctions à une autre personne employée à ce bureau.

Délégation  
de pouvoirs

(2) Le registrateur peut faire à l'intention de quiconque une délégation qui expire au plus tard le 30 juin 1999 et peut autoriser cette personne à déléguer à son tour à une autre personne les pouvoirs ou fonctions qui lui sont délégués.

Délégation  
provisoire

(3) La délégation peut être assujettie aux conditions et restrictions que son auteur estime appropriées.

Conditions

16. Les droits qui doivent être acquittés aux termes des règlements peuvent être recouvrés devant un tribunal compétent à titre de créance de la Couronne.

Recouvre-  
ment des  
droits



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

## OFFENCES AND PUNISHMENT

## INFRACTIONS ET PEINES

Offence re  
returns,  
consultant  
lobbyists

17. (1) Every individual who fails to comply with subsection 4 (1), (3), (4), (5) or (8) is guilty of an offence.

17. (1) Tout particulier qui ne se conforme pas au paragraphe 4 (1), (3), (4), (5) ou (8) est coupable d'une infraction.

Infractions  
relatives aux  
déclarations :  
lobbyiste-  
conseil

Same,  
in-house  
lobbyists

(1.1) Every individual who fails to comply with subsection 5 (1), (2), (3), (4) or (6) is guilty of an offence.

(1.1) Tout particulier qui ne se conforme pas au paragraphe 5 (1), (2), (3), (4) ou (6) est coupable d'une infraction.

Idem :  
lobbyiste  
salarié

Same, senior  
officers

(1.2) Every individual who fails to comply with subsection 6 (1), (2), (3) or (4) is guilty of an offence.

(1.2) Tout particulier qui ne se conforme pas au paragraphe 6 (1), (2), (3) ou (4) est coupable d'une infraction.

Idem :  
premier  
dirigeant

False or  
misleading  
statements

(2) Every individual who knowingly makes a false or misleading statement in a return or other document submitted to the registrar under this Act is guilty of an offence.

(2) Tout particulier qui fait sciemment une affirmation fausse ou trompeuse dans une déclaration ou un autre document remis au registraire aux termes de la présente loi est coupable d'une infraction.

Affirmations  
fausses ou  
trompeuses

Conflict of  
interest,  
consultant  
lobbyist

(3) Every consultant lobbyist (within the meaning of subsection 4 (10)) is guilty of an offence if, in the course of lobbying a public office holder, the consultant lobbyist knowingly places the public office holder in a position of real or potential conflict of interest as described in subsection (3.2).

(3) Est coupable d'une infraction le lobbyiste-conseil au sens du paragraphe 4 (10) qui, pendant qu'il exerce des pressions auprès du titulaire d'une charge publique, place sciemment celui-ci dans une situation de conflit d'intérêts réel ou possible visée au paragraphe (3.2).

Conflit  
d'intérêts :  
lobbyiste-  
conseil

Same,  
in-house  
lobbyist

(3.1) Every in-house lobbyist (within the meaning of subsection 5 (7) or 6 (5)) is guilty of an offence if, in the course of lobbying a public office holder, the in-house lobbyist knowingly places the public office holder in a position of real or potential conflict of interest as described in subsection (3.2).

(3.1) Est coupable d'une infraction le lobbyiste salarié au sens du paragraphe 5 (7) ou 6 (5) qui, pendant qu'il exerce des pressions auprès du titulaire d'une charge publique, place sciemment celui-ci dans une situation de conflit d'intérêts réel ou possible visée au paragraphe (3.2).

Idem :  
lobbyiste  
salarié

Conflict of  
interest

(3.2) A public office holder is in a position of conflict of interest if he or she engages in an activity that is prohibited by section 2, 3 or 4 or subsection 6 (1) of the *Members' Integrity Act, 1994*, or that would be so prohibited if the public office holder were a member of the Legislative Assembly.

(3.2) Le titulaire d'une charge publique est en situation de conflit d'intérêts s'il exerce une activité qui est interdite par l'article 2, 3 ou 4 ou le paragraphe 6 (1) de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* ou qui serait ainsi interdite s'il était député à l'Assemblée législative.

Conflit  
d'intérêts

Penalty

(3.3) Upon conviction of an offence under this section, an individual is liable to a fine of not more than \$25,000.

(3.3) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction visée au présent article est passible d'une amende maximale de 25 000 \$.

Peine

Limitation

(4) No proceeding in respect of an offence under this section shall be commenced more than two years after the time when the subject-matter of the proceeding arose.

(4) Est irrecevable l'instance pour une infraction prévue par le présent article qui est introduite plus de deux ans après la date à laquelle est né l'objet de l'instance.

Prescription

## REGULATIONS

## RÈGLEMENTS

Regulations

18. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

18. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

(c) respecting the determination of when the duties of an employee to lobby on behalf of an employer constitute a significant part of his or her duties as an employee for the purpose of the

c) traiter de la détermination des cas où les fonctions d'un employé qui consistent à exercer des pressions pour le compte d'un employeur constituent une partie importante de ses fonctions à titre

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

definition of "in-house lobbyist" in subsections 5 (7) and 6 (5);

- (d) requiring a fee to be paid on the filing of a return or a return of a class of returns under section 4, 5 or 6, or for any service performed or the use of any facility provided by the registrar;
- (e) prescribing the fee referred to in clause (d) or the manner of determining it, and providing for a difference in or the waiver of the fee for filing a return based on the manner in which the return is submitted to the registrar;



- (g) respecting the entering or recording of any return or other document under subsection 9 (1);
- (h) prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed;
- (i) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commencement

**19. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.**

Short title

**20. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Lobbyists Registration Act, 1998*.**

d'employé pour l'application de la définition de «lobbyiste salarié» aux paragraphes 5 (7) et 6 (5);

- d) exiger le versement de droits pour le dépôt, aux termes de l'article 4, 5 ou 6, d'une déclaration ou d'une déclaration faisant partie d'une catégorie déterminée, ou pour la prestation de services ou la mise à disposition d'installations par le registraire;
- e) prescrire les droits visés à l'alinéa d) ou leur mode de calcul, et prévoir des droits différents pour le dépôt des déclarations ou une dispense de leur versement en fonction de la manière dont elles sont remises au registraire;



- g) traiter de la saisie ou de l'enregistrement des déclarations ou autres documents en vertu du paragraphe 9 (1);
- h) prescrire tout ce que la présente loi oblige ou autorise à prescrire;
- i) prendre toute mesure d'application de la présente loi.

**ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

**19. La loi qui figure à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.**

**20. Le titre abrégé de la loi qui figure à la présente annexe est *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.**

Entrée en vigueur

Titre abrégé







2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 69

*(Chapter 27  
Statutes of Ontario, 1998)*

**An Act to amend the Members'  
Integrity Act, 1994 and to enact the  
Lobbyists Registration Act, 1998**

**The Hon. C. Hodgson**  
Chair of the Management Board of Cabinet

1st Reading	October 6, 1998
2nd Reading	October 19, 1998
3rd Reading	December 16, 1998
Royal Assent	December 18, 1998

## Projet de loi 69

*(Chapitre 27  
Lois de l'Ontario de 1998)*

**Loi modifiant la Loi de 1994 sur  
l'intégrité des députés et édictant la  
Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes**

**L'honorable C. Hodgson**  
Président du Conseil de gestion du gouvernement

1 <sup>re</sup> lecture	6 octobre 1998
2 <sup>e</sup> lecture	19 octobre 1998
3 <sup>e</sup> lecture	16 décembre 1998
Sanction royale	18 décembre 1998





**An Act to amend the Members' Integrity Act, 1994 and to enact the Lobbyists Registration Act, 1998**

**Loi modifiant la Loi de 1994 sur l'intégrité des députés et édictant la Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**MEMBERS' INTEGRITY ACT, 1994**

1. (1) The *Members' Integrity Act, 1994* is amended by adding the following section:

Powers and duties

**23.1** The Commissioner may exercise the powers and shall perform the duties assigned to him or her under this Act and any other Act.

(2) Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

Immunity

**25.** No proceeding shall be commenced against the Commissioner or an employee in his or her office for any act done or omitted in good faith in the execution or intended execution of the Commissioner's or employee's duties under this Act or any other Act.

(3) Section 26 of the Act is amended by striking out "this Act" in the fifth line and substituting "under this Act or any other Act".

**LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998**

2. The *Lobbyists Registration Act, 1998*, as set out in the Schedule to this Act, is hereby enacted.

**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commencement

3. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) The Act set out in the Schedule comes into force as provided in section 20 of the Schedule.

Short title

4. The short title of this Act is the *Integrity Commissioner and Lobbyists Statute Law Amendment Act, 1998*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**LOI DE 1994 SUR L'INTÉGRITÉ DES DÉPUTÉS**

1. (1) La *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

**23.1** Le commissaire peut exercer les pouvoirs et doit exercer les fonctions que lui attribuent la présente loi et toute autre loi.

Pouvoirs et fonctions

(2) L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**25.** Sont irrecevables les instances introduites contre le commissaire ou un employé de son bureau pour un acte accompli ou omis de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions aux termes de la présente loi ou d'une autre loi.

Immunité

(3) L'article 26 de la Loi est modifié par substitution de «la présente loi ou d'une autre loi» à «la présente loi» aux cinquième et sixième lignes.

**LOI DE 1998 SUR L'ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES**

2. Est édictée par le présent article la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*, telle qu'elle figure à l'annexe de la présente loi.

**ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

(2) La loi qui figure à l'annexe entre en vigueur comme le prévoit l'article 20 de l'annexe.

Idem

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 concernant le commissaire à l'intégrité et les lobbyistes*.

Titre abrégé



**SCHEDULE****LOBBYISTS REGISTRATION ACT, 1998****CONTENTS****INTERPRETATION**

1. Definitions

**APPLICATION**

2. Crown bound
3. Restriction on application

**REGISTRATION OF LOBBYISTS****CONSULTANT LOBBYISTS**

4. Duty to file return

**IN-HOUSE LOBBYISTS (PERSONS AND  
PARTNERSHIPS)**

5. Duty to file return

**IN-HOUSE LOBBYISTS (ORGANIZATIONS)**

6. Duty to file return

**CERTIFICATION, SUBMISSION AND STORAGE OF  
RETURNS AND OTHER DOCUMENTS**

7. Certification
8. Forms of returns, etc.
9. Storage

**REGISTRAR AND REGISTRY**

10. Registrar
11. Registry
12. Verification of information
13. Refusal to accept return or other document
14. Removal from registry
15. Advisory opinions and interpretation bulletins
16. Delegation of powers
17. Recovery of fees

**OFFENCES AND PUNISHMENT**

18. Offence re returns, consultant lobbyists

**REGULATIONS**

19. Regulations

**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

20. Commencement
21. Short title

**ANNEXE****LOI DE 1998 SUR  
L'ENREGISTREMENT DES  
LOBBYISTES****SOMMAIRE****INTERPRÉTATION**

1. Définitions

**CHAMP D'APPLICATION**

2. Obligation de la Couronne
3. Restriction

**ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES****LOBBYISTES-CONSEILS**

4. Déclaration obligatoire

**LOBBYISTES SALARIÉS (PERSONNES ET SOCIÉTÉS EN  
NOM COLLECTIF OU EN COMMANDITE)**

5. Déclaration obligatoire

**LOBBYISTES SALARIÉS (ORGANISATIONS)**

6. Déclaration obligatoire

**ATTESTATION, REMISE ET MISE EN MÉMOIRE DES  
DÉCLARATIONS ET AUTRES DOCUMENTS**

7. Attestation
8. Forme des déclarations et autres
9. Mise en mémoire

**REGISTRATEUR ET REGISTRE**

10. Registrateur
11. Registre
12. Vérification des renseignements
13. Refus d'accepter une déclaration ou un autre document
14. Enlèvement du registre
15. Avis et bulletins d'interprétation
16. Délégation de pouvoirs
17. Recouvrement des droits

**INFRACTIONS ET PEINES**

18. Infractions relatives aux déclarations :  
lobbyiste-conseil

**RÈGLEMENTS**

19. Règlements

**ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

20. Entrée en vigueur
21. Titre abrégé

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

## INTERPRETATION

## INTERPRÉTATION

## Definitions

## 1. (1) In this Act,

“Crown” means Her Majesty in right of Ontario; (“Couronne”)

“grass-roots communication” means appeals to members of the public through the mass media or by direct communication that seek to persuade members of the public to communicate directly with a public office holder in an attempt to place pressure on the public office holder to endorse a particular opinion; (“appel au grand public”)

“lobby” means,

(a) in relation to a consultant lobbyist referred to in section 4 and an in-house lobbyist referred to in section 5 or 6, to communicate with a public office holder in an attempt to influence,

(i) the development of any legislative proposal by the Government of Ontario or by a member of the Legislative Assembly,

(ii) the introduction of any bill or resolution in the Legislative Assembly or the passage, defeat or amendment of any bill or resolution that is before the Legislative Assembly,

(iii) the making or amendment of any regulation as defined in section 1 of the *Regulations Act*,

(iv) the development or amendment of any policy or program of the Government of Ontario or the termination of any program of the Government of Ontario,

(v) a decision by the Executive Council to transfer from the Crown for consideration all or part of, or any interest in or asset of, any business, enterprise or institution that provides goods or services to the Crown or to the public,

(vi) a decision by the Executive Council, a committee of the Executive Council or a minister of the Crown to have the private sector instead of the Crown provide goods or services to the Crown,

(vii) the awarding of any grant, contribution or other financial benefit by or on behalf of the Crown, and

(b) in relation to a consultant lobbyist referred to in section 4 only,

## 1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

## Définitions

«appel au grand public» Appel au grand public effectué directement ou au moyen d'un média à grande diffusion pour qu'il communique directement avec le titulaire d'une charge publique en vue de faire pression sur lui pour qu'il adhère à une opinion donnée. («grass-roots communication»)

«Couronne» Sa Majesté du chef de l'Ontario. («Crown»)

«exercer des pressions» S'entend de ce qui suit :

a) en rapport avec un lobbyiste-conseil visé à l'article 4 et un lobbyiste salarié visé à l'article 5 ou 6, communiquer avec le titulaire d'une charge publique afin de tenter d'influencer, selon le cas :

(i) l'élaboration de propositions législatives par le gouvernement de l'Ontario ou par un député à l'Assemblée législative,

(ii) le dépôt d'un projet de loi ou d'une résolution devant l'Assemblée législative, ou sa modification, son adoption ou son rejet par celle-ci,

(iii) la prise ou la modification de tout règlement au sens de l'article 1 de la *Loi sur les règlements*,

(iv) l'élaboration ou la modification d'une politique ou d'un programme du gouvernement de l'Ontario, ou la cessation d'un de ses programmes,

(v) toute décision du Conseil exécutif voulant que la Couronne transfère, moyennant contrepartie, soit tout ou partie d'entreprises, d'activités ou d'établissements qui fournissent des biens ou des services à la Couronne ou au public, soit un intérêt s'y rattachant, soit des éléments de leur actif,

(vi) toute décision du Conseil exécutif, d'un de ses comités ou d'un ministre de la Couronne de charger le secteur privé plutôt que la Couronne de la fourniture de biens ou de services à celle-ci,

(vii) l'octroi de subventions, de contributions ou d'autres avantages financiers par la Couronne ou pour son compte;

b) en rapport avec un lobbyiste-conseil visé à l'article 4 uniquement :

(i) soit communiquer avec le titulaire d'une charge publique afin de tenter

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

(i) to communicate with a public office holder in an attempt to influence the awarding of any contract by or on behalf of the Crown, or

(ii) to arrange a meeting between a public office holder and any other person; ("exercer des pressions")

"organization" means,

- (a) a business, trade, industry, professional or voluntary organization,
- (b) a trade union or labour organization,
- (c) a chamber of commerce or board of trade,
- (d) an association, a charitable organization, a coalition or an interest group,
- (e) a government, other than the Government of Ontario, and
- (f) a corporation without share capital incorporated to pursue, without financial gain to its members, objects of a national, provincial, territorial, patriotic, religious, philanthropic, charitable, educational, agricultural, scientific, artistic, social, professional, fraternal, sporting or athletic character or other similar objects; ("organisation")

"prescribed" means prescribed by the regulations made under this Act; ("prescrit")

"public office holder" means,

- (a) any officer or employee of the Crown not otherwise referred to in clauses (c) to (e),
- (b) a member of the Legislative Assembly and any person on his or her staff,
- (c) a person who is appointed to any office or body by or with the approval of the Lieutenant Governor in Council or a minister of the Crown, other than a judge or a justice of the peace or a person appointed by or with the approval of the Lieutenant Governor in Council on the address of the Legislative Assembly,
- (d) an officer, director or employee of any agency, board or commission of the Crown, and
- (e) a member of the Ontario Provincial Police Force; ("titulaire d'une charge publique")

"registrar" means the registrar appointed by section 10; ("registrateur")

"regulations" means the regulations made under this Act unless otherwise specified. ("règlements")

d'influencer l'octroi d'un contrat par la Couronne ou pour son compte,

(ii) soit organiser pour un tiers une entrevue avec le titulaire d'une charge publique. («lobby»)

«organisation» S'entend de ce qui suit :

- a) une organisation commerciale, industrielle, professionnelle ou bénévole;
- b) une organisation syndicale;
- c) une chambre de commerce;
- d) une association, un organisme de bienfaisance, une coalition ou un groupe d'intérêt;
- e) un gouvernement autre que celui de l'Ontario;
- f) une personne morale sans capital-actions constituée en vue de poursuivre, sans gain pécuniaire pour ses membres, des objets d'un caractère national, provincial, territorial, patriotique, religieux, philanthropique, charitable, éducatif, agricole, scientifique, artistique, social, professionnel, fraternel, sportif ou athlétique ou des objets analogues. («organization»)

«prescrit» Prescrit par les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«registrateur» Le registrateur nommé par l'article 10. («registrar»)

«règlements» Sauf indication contraire, s'entend des règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«titulaire d'une charge publique» S'entend des personnes suivantes :

- a) les fonctionnaires et employés de la Couronne qui ne sont pas visés aux alinéas c) à e);
- b) les députés à l'Assemblée législative et les membres de leur personnel;
- c) les personnes nommées à des charges ou à des organismes par le lieutenant-gouverneur en conseil ou un ministre de la Couronne, ou avec son approbation, à l'exclusion des juges, des juges de paix et des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou avec son approbation, sur adresse de l'Assemblée législative;
- d) les dirigeants, administrateurs et employés de tout organisme, conseil ou commission de la Couronne;



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*Subsidiary  
corporation

(2) For the purposes of this Act, a corporation is a subsidiary of another corporation if,

- (a) securities of the corporation, to which are attached more than 50 per cent of the votes that may be cast to elect directors of the corporation, are held, otherwise than by way of security only, directly or indirectly, whether through one or more subsidiaries or otherwise, by or for the benefit of the other corporation; and
- (b) the votes attached to those securities are sufficient, if exercised, to elect a majority of the directors of the corporation.

## APPLICATION

Crown  
bound

2. This Act binds the Crown.

Restriction  
on applica-  
tion

3. (1) This Act does not apply to any of the following persons when acting in their official capacity:

- 1. Members of the Senate or House of Commons of Canada, the legislative assembly of another province, the council or legislative assembly of a territory, or persons on the staff of these members.
- 2. Employees of the Government of Canada or of the government of another province or of a territory.
- 3. Members of a council or other statutory body charged with the administration of the civil or municipal affairs of a municipality as defined in the *Municipal Act* and members of a local board as defined in the *Municipal Affairs Act*, persons on the staff of these members or officers or employees of a municipality or local board.
- 4. Members of the council of a band as defined in subsection 2 (1) of the *Indian Act* (Canada) or of the council of an Indian band established by an Act of the Parliament of Canada, persons on the staff of these members or employees of the council.
- 5. Diplomatic agents, consular officers or official representatives in Canada of a foreign government.

e) les membres de la Police provinciale de l'Ontario. («public office holder»)

(2) Pour l'application de la présente loi, une personne morale est la filiale d'une autre si les conditions suivantes sont réunies :

Filiale

- a) ses valeurs mobilières auxquelles sont rattachées plus de 50 pour cent des voix pouvant être exprimées lors de l'élection de ses administrateurs sont détenues, autrement qu'à titre de sûreté seulement, directement ou indirectement, que ce soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs filiales ou autrement, par l'autre personne morale ou à son profit;
- b) le nombre de voix rattachées à ces valeurs mobilières est suffisant pour élire la majorité de ses administrateurs.

## CHAMP D'APPLICATION

2. La présente loi lie la Couronne.

Obligation  
de la  
Couronne

3. (1) La présente loi ne s'applique pas aux personnes suivantes lorsqu'elles agissent dans le cadre de leurs attributions :

Restriction

- 1. Les sénateurs, les députés fédéraux, les députés d'une autre province, les conseillers ou les députés territoriaux, ainsi que leur personnel.
- 2. Les employés du gouvernement du Canada ou de celui d'une autre province ou d'un territoire.
- 3. Les membres d'un conseil ou autre organisme créé par une loi et chargé de la conduite des affaires municipales d'une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités* et les membres d'un conseil local au sens de la *Loi sur les affaires municipales*, leur personnel et les fonctionnaires et les employés d'une municipalité ou d'un conseil local.
- 4. Les membres du conseil d'une bande, au sens du paragraphe 2 (1) de la *Loi sur les Indiens* (Canada), ou du conseil d'une bande indienne constituée aux termes d'une loi fédérale, leur personnel et les employés du conseil.
- 5. Les agents diplomatiques, fonctionnaires consulaires et représentants officiels au Canada d'un gouvernement étranger.

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

6. Officials of a specialized agency of the United Nations in Canada or officials of any other international organization to whom there are granted, by or under any Act of the Parliament of Canada, privileges and immunities.

6. Les fonctionnaires d'une agence spécialisée des Nations Unies au Canada ou d'une autre organisation internationale à qui des privilèges et immunités sont accordés sous le régime d'une loi fédérale.

Same

(2) This Act does not apply in respect of,

(2) La présente loi ne s'applique pas à l'égard de ce qui suit : Idem

(a) any oral or written submission made in proceedings that are a matter of public record to a committee of the Legislative Assembly or to any body or person having jurisdiction or powers conferred by or under an Act;

a) la présentation d'observations orales ou écrites, dans le cadre de procédures dont l'existence peut être connue du public, soit à un comité de l'Assemblée législative, soit à une personne ou à un organisme dont la compétence ou les pouvoirs sont conférés sous le régime d'une loi;

(b) any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of a person, partnership or organization, with respect to,

b) la présentation d'observations orales ou écrites par un particulier pour le compte d'une personne, d'une société en nom collectif ou en commandite ou d'une organisation au titulaire d'une charge publique à l'égard de ce qui suit :

(i) the enforcement, interpretation or application of any Act or regulation made under any Act by that public office holder and with respect to that person, partnership or organization, or

(i) soit l'exécution, l'interprétation ou l'application, par le titulaire de la charge publique, d'une loi ou d'un de ses règlements d'application dans le cas de la personne, de la société ou de l'organisation,

(ii) the implementation or administration of any policy, program, directive or guideline by that public office holder and with respect to that person, partnership or organization;

(ii) soit la mise en œuvre ou l'application, par le titulaire de la charge publique, d'une politique, d'un programme, d'une directive ou d'une ligne directrice dans le cas de la personne, de la société ou de l'organisation;

(c) any oral or written submission made to a public office holder by an individual on behalf of a person, partnership or organization, in direct response to a written request from a public office holder for advice or comment in respect of any matter referred to in clause (a) or subclause (b) (i) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1); or

c) la présentation d'observations orales ou écrites par un particulier pour le compte d'une personne, d'une société en nom collectif ou en commandite ou d'une organisation au titulaire d'une charge publique, en réponse directe à sa demande écrite d'avis ou d'observations à l'égard d'une question visée à l'alinéa a) ou au sous-alinéa b) (i) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1);

(d) any oral or written submission made to a member of the Legislative Assembly by an individual on behalf of a constituent of the member with respect to any personal matter of that constituent unless the submission is made in respect of a matter referred to in subclause (a) (i) or (ii) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1) concerning a private bill for the special benefit of that constituent.

d) la présentation d'observations orales ou écrites par un particulier à un député à l'Assemblée législative pour le compte d'un électeur de sa circonscription à l'égard d'une question personnelle touchant ce dernier, sauf si la présentation porte sur une question visée au sous-alinéa a) (i) ou (ii) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1) et concernant un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet de

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

procurer un avantage particulier à cet électeur.

Same

(3) Nothing in this Act shall be construed as requiring the disclosure of the name or identity of any individual if that disclosure could reasonably be expected to threaten the safety of that individual.

(3) La présente loi n'a pas pour effet d'exiger la divulgation du nom ou de l'identité d'un particulier s'il est raisonnable de s'attendre à ce que cela nuise à sa sécurité.

Idem

## REGISTRATION OF LOBBYISTS

## ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

## CONSULTANT LOBBYISTS

## LOBBYISTES-CONSEILS

Duty to file return

4. (1) A consultant lobbyist shall file a return with the registrar not later than 10 days after commencing performance of an undertaking.

4. (1) Au plus tard 10 jours après avoir commencé à exécuter son engagement, le lobbyiste-conseil dépose une déclaration auprès du registrateur.

Déclaration obligatoire

Where one return sufficient

(2) A consultant lobbyist who undertakes to lobby is required to file only one return under subsection (1) even though he or she may, in connection with that undertaking, communicate with one or more public office holders on one or more occasions or arrange one or more meetings between a public office holder and any other person.

(2) Le lobbyiste-conseil qui s'engage à exercer des pressions n'est tenu de déposer qu'une seule déclaration aux termes du paragraphe (1), même si, dans le cadre de cet engagement, il communique avec un ou plusieurs titulaires d'une charge publique à une ou plusieurs reprises ou organise pour un tiers une ou plusieurs entrevues avec le titulaire d'une charge publique.

Cas où une seule déclaration suffit

Transitional

(3) If, on the coming into force of this section, a consultant lobbyist is performing an undertaking, the consultant lobbyist shall file a return with the registrar not later than 10 days after this section comes into force.

(3) Dans les 10 jours de l'entrée en vigueur du présent article, le lobbyiste-conseil qui exécute un engagement à ce moment-là dépose une déclaration auprès du registrateur.

Disposition transitoire

Contents of return

(4) A consultant lobbyist shall set out in the return the following information with respect to the undertaking:

(4) Le lobbyiste-conseil donne, dans la déclaration, les renseignements suivants à l'égard de l'engagement :

Contenu de la déclaration

1. The name and business address of the consultant lobbyist and, if applicable, the name and business address of the firm where the consultant lobbyist is engaged in business.
2. The name and business address of the client and the name and business address of any person, partnership or organization that, to the knowledge of the consultant lobbyist, controls or directs the activities of the client and has a direct interest in the outcome of the consultant lobbyist's activities on behalf of the client.
3. If the client is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the consultant lobbyist, has a direct interest in the outcome of the consultant lobbyist's activities on behalf of the client.
4. If the client is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation.

1. Son nom et l'adresse de son établissement ainsi que, le cas échéant, le nom du cabinet où il exerce ses activités et l'adresse de son établissement.
2. Le nom et l'adresse de l'établissement de son client ainsi que le nom et l'adresse de l'établissement de toute personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation qui, à sa connaissance, contrôle ou dirige les activités de ce client et que le résultat de ses activités pour le compte de celui-ci intéresse directement.
3. Dans le cas où son client est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales que, à sa connaissance, le résultat de ses activités pour le compte de celui-ci intéresse directement.
4. Dans le cas où son client est une personne morale filiale d'une autre personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de celle-ci.



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

5. If the client is a coalition, the name and business address of each partnership, corporation or organization that is a member of the coalition.
6. If the client is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the client from that government or government agency.
7. The name and business address of any entity or organization that, to the knowledge of the consultant lobbyist, contributed (during the entity's or organization's fiscal year that precedes the filing of the return) \$750 or more toward the consultant lobbyist's activities on behalf of the client. However, this paragraph does not apply with respect to contributions made by a government.
8. The name and business address of any individual who, to the knowledge of the consultant lobbyist, made a contribution described in paragraph 7 on behalf of an entity or organization described in that paragraph.
9. The subject-matter in respect of which the consultant lobbyist has undertaken to lobby and any other prescribed information respecting the subject-matter.
10. If applicable, whether the payment to the consultant lobbyist is, in whole or in part, contingent on the consultant lobbyist's degree of success in lobbying as described in clause (a) or subclause (b) (i) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1).
11. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution, financial benefit or contract.
12. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom the consultant lobbyist has lobbied or expects to lobby.
5. Dans le cas où son client est une coalition, le nom et l'adresse de l'établissement des sociétés en nom collectif ou en commandite, personnes morales ou organisations qui la composent.
6. Dans le cas où le financement de son client provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants en cause.
7. Le nom et l'adresse de l'établissement de toute entité ou organisation qui, à sa connaissance, a contribué (pendant l'exercice de l'entité ou de l'organisation qui précède le dépôt de la déclaration) pour 750 \$ ou plus à ses activités pour le compte de son client. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas à l'égard des contributions versées par un gouvernement.
8. Le nom et l'adresse de l'établissement de tout particulier qui, à sa connaissance, a versé une contribution visée à la disposition 7 pour le compte d'une entité ou d'une organisation visée à cette disposition.
9. L'objet des pressions qu'il s'est engagé à exercer et tout renseignement prescrit à ce sujet.
10. Le fait, le cas échéant, que le paiement qu'il reçoit est en tout ou en partie subordonné au degré de succès qu'il obtient lorsqu'il exerce des pressions au sens de l'alinéa a) ou du sous-alinéa b) (i) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1).
11. Les renseignements utiles à la détermination de la proposition législative, du projet de loi, de la résolution, du règlement, de la politique, du programme, de la décision, de la subvention, de la contribution, de l'avantage financier ou du contrat en cause.
12. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique auprès duquel il a exercé des pressions ou compte en exercer.

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

13. Whether the consultant lobbyist has lobbied or expects to lobby a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly.
14. If the consultant lobbyist has undertaken to lobby as described in clause (a) or subclause (b) (i) of the definition of "lobby" in subsection 1 (1), the techniques of communication, including grass-roots communication, that the consultant lobbyist has used or expects to use to lobby.
15. Such additional information as may be prescribed with respect to the identity of a person or entity described in this section. However, the regulations cannot require the consultant lobbyist to set out on the return the names of individuals or other information that might identify individuals, if their names are not otherwise required by this subsection.

Changes to return and new information

(5) A consultant lobbyist shall provide the registrar with any change to the information in his or her return and any information required to be provided under subsection (4), the knowledge of which the consultant lobbyist acquired only after the return was filed, not later than 30 days after the change occurs or the knowledge is acquired.

Confirmation of return

(6) A consultant lobbyist shall provide the registrar with confirmation of the information contained in his or her return within two months after the expiration of the first and each subsequent year from the date of filing the return.

Completion or termination of undertaking

(7) A consultant lobbyist shall advise the registrar that he or she has completed an undertaking in respect of which he or she has filed a return or that the undertaking has been terminated not later than 30 days after the completion or termination of the undertaking.

Information requested by registrar

(8) A consultant lobbyist shall provide the registrar with any information that the registrar may request to clarify any information that the consultant lobbyist has provided to the registrar under this section not later than 30 days after the registrar makes the request.

Restriction on application

(9) This section does not apply in respect of anything that an employee undertakes to do on the sole behalf of his or her employer or, if his or her employer is a corporation, in respect of anything that the employee, at the direction of

13. Le fait qu'il a exercé ou compte exercer des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député.

14. Dans le cas où son engagement est d'exercer des pressions au sens de l'alinéa a) ou du sous-alinéa b) (i) de la définition de «exercer des pressions» au paragraphe 1 (1), les moyens de communication qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour exercer des pressions, y compris les appels au grand public.

15. Les renseignements supplémentaires prescrits utiles à l'identification d'une personne ou entité visée au présent article. Toutefois, les règlements ne peuvent pas exiger du lobbyiste-conseil qu'il donne dans la déclaration le nom de particuliers ou d'autres renseignements susceptibles de révéler leur identité, si leur nom n'est pas exigé par ailleurs par le présent paragraphe.

(5) Le lobbyiste-conseil fournit au registraire, dans les 30 jours, tout changement des renseignements que contient sa déclaration ainsi que tout renseignement qu'il est tenu de fournir aux termes du paragraphe (4) et qui n'a été porté à sa connaissance qu'après le dépôt de celle-ci.

Modification de la déclaration et nouveaux renseignements

(6) Dans les deux mois de la fin de chaque année qui suit la date de dépôt de sa déclaration, le lobbyiste-conseil confirme au registraire les renseignements qu'elle contient.

Confirmation de la déclaration

(7) Le lobbyiste-conseil informe le registraire, dans les 30 jours de la fin d'un engagement pour lequel il a déposé une déclaration.

Fin de l'engagement

(8) Dans les 30 jours de la demande, le lobbyiste-conseil fournit au registraire les renseignements que celui-ci lui demande pour apporter des précisions à ceux qu'il a fournis aux termes du présent article.

Renseignements demandés par le registraire

(9) Le présent article ne s'applique pas à l'égard de l'engagement qu'un employé exécute uniquement pour le compte de son employeur ni, dans le cas où l'employeur est une personne morale et où l'employé agit à sa

Restriction

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

the employer, undertakes to do on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary.

demande, de l'engagement qu'il exécute pour le compte d'une filiale de l'employeur ou d'une personne morale dont celui-ci est une filiale.

## Definitions

(10) In this section,

(10) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. Définitions

"client" means a person, partnership or organization on whose behalf a consultant lobbyist undertakes to lobby; ("client")

«client» Personne, société en nom collectif ou en commandite ou organisation pour le compte de laquelle le lobbyiste-conseil s'engage à exercer des pressions. («client»)

"consultant lobbyist" means an individual who, for payment, undertakes to lobby on behalf of a client; ("lobbyiste-conseil")

«engagement» Engagement pris par le lobbyiste-conseil d'exercer des pressions pour le compte d'un client. («undertaking»)

"payment" means money or anything of value and a contract, promise or agreement to pay money or anything of value; ("paiement")

«lobbyiste-conseil» Particulier qui, moyennant paiement, s'engage à exercer des pressions pour le compte d'un client. («consultant lobbyist»)

"undertaking" means an undertaking by a consultant lobbyist to lobby on behalf of a client. ("engagement")

«paiement» S'entend d'une somme d'argent ou de toute autre chose de valeur et d'un contrat, d'une promesse ou d'une entente portant paiement d'une somme d'argent ou de toute autre chose de valeur. («payment»)

## IN-HOUSE LOBBYISTS (PERSONS AND PARTNERSHIPS)

LOBBYISTES SALARIÉS (PERSONNES ET SOCIÉTÉS  
EN NOM COLLECTIF OU EN COMMANDITE)Duty to file  
return

5. (1) An in-house lobbyist who is employed by a person that is not an organization or by a partnership shall file a return with the registrar,

5. (1) Le lobbyiste salarié qui est employé par une personne qui n'est pas une organisation ou par une société en nom collectif ou en commandite dépose une déclaration auprès du registrateur : Déclaration obligatoire

(a) within two months after the day on which he or she becomes an in-house lobbyist; and

a) d'une part, dans les deux mois du jour où il devient lobbyiste salarié;

(b) within two months after the end of each financial year of the employer or, if the employer does not have a financial year, within two months after the end of each calendar year, beginning with the financial year or calendar year, as the case may be, in which the in-house lobbyist is required to file a return.

b) d'autre part, dans les deux mois de la fin de chaque exercice de son employeur ou, à défaut, de chaque année civile, à partir de l'exercice ou de l'année civile, selon le cas, où il est tenu de déposer une déclaration.

## Transitional

(2) If, on the coming into force of this section, an individual is an in-house lobbyist employed by a person or partnership, he or she shall file a return with the registrar within two months after the day on which this section comes into force and after that in accordance with clause (1) (b).

(2) Dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent article et par la suite conformément à l'alinéa (1) b), le lobbyiste salarié qui est employé par une personne ou une société en nom collectif ou en commandite à ce moment-là dépose une déclaration auprès du registrateur.

Disposition  
transitoireContents of  
return

(3) An in-house lobbyist shall set out in the return the following information:

(3) Le lobbyiste salarié donne les renseignements suivants dans la déclaration :

Contenu  
de la  
déclaration

1. The name and business address of the in-house lobbyist.

1. Son nom et l'adresse de son établissement.



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

- 
- |   |   |
|---|---|
| <p>2. The name and business address of the employer.</p> <p>3. If the employer is a corporation, the name and business address of each subsidiary of the corporation that, to the knowledge of the in-house lobbyist, has a direct interest in the outcome of the in-house lobbyist's activities on behalf of the employer.</p> <p>4. If the employer is a corporation that is a subsidiary of any other corporation, the name and business address of that other corporation.</p> <p>5. If applicable, the financial year of the employer.</p> <p>6. A description in summary form of the employer's business or activities and any other prescribed information to identify the employer's business or activities.</p> <p>7. If the employer is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the employer from that government or government agency.</p> <p>8. The name and business address of any entity or organization that, to the knowledge of the in-house lobbyist, contributed (during the entity's or organization's fiscal year that precedes the filing of the return) \$750 or more toward the in-house lobbyist's activities on behalf of the employer. However, this paragraph does not apply with respect to contributions made by a government.</p> <p>9. The name and business address of any individual who, to the knowledge of the in-house lobbyist, made a contribution described in paragraph 8 on behalf of an entity or organization described in that paragraph.</p> <p>10. If the in-house lobbyist is lobbying at the time the return is filed, the subject-matter in respect of which he or she is lobbying and any other prescribed information respecting the subject-matter.</p> <p>11. The subject-matters in respect of which the in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar</p> | <p>2. Le nom et l'adresse de l'établissement de son employeur.</p> <p>3. Dans le cas où son employeur est une personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de chacune de ses filiales que, à sa connaissance, le résultat de ses activités pour le compte de son employeur intéresse directement.</p> <p>4. Dans le cas où son employeur est une personne morale qui est la filiale d'une autre personne morale, le nom et l'adresse de l'établissement de celle-ci.</p> <p>5. Le cas échéant, les dates indiquant le début et la fin de l'exercice de son employeur.</p> <p>6. Un résumé des activités commerciales ou autres de son employeur et tout renseignement prescrit utile à la détermination de la nature de ces activités.</p> <p>7. Dans le cas où le financement de son employeur provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants en cause.</p> <p>8. Le nom et l'adresse de l'établissement de toute entité ou organisation qui, à sa connaissance, a contribué (pendant l'exercice de l'entité ou de l'organisation qui précède le dépôt de la déclaration) pour 750 \$ ou plus à ses activités pour le compte de son employeur. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas à l'égard des contributions versées par un gouvernement.</p> <p>9. Le nom et l'adresse de l'établissement de tout particulier qui, à sa connaissance, a versé une contribution visée à la disposition 8 pour le compte d'une entité ou d'une organisation visée à cette disposition.</p> <p>10. Dans le cas où il exerce des pressions au moment du dépôt de sa déclaration, l'objet de ces pressions et tout renseignement prescrit à ce sujet.</p> <p>11. L'objet des pressions qu'il a exercées ou qu'il compte exercer au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration, et tout renseignement prescrit à ce sujet.</p> |
|---|---|

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

year in which the return is filed, and any other prescribed information respecting those subject-matters.

12. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution or financial benefit.
13. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom the in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed.
14. Whether the in-house lobbyist has lobbied or expects to lobby a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed.
15. The techniques of communication, including grass-roots communication, that the in-house lobbyist has used or expects to use to lobby during the financial year of the employer in which the return is filed or, if the employer does not have a financial year, during the calendar year in which the return is filed.
16. Such additional information as may be prescribed with respect to the identity of a person or entity described in this section. However, the regulations cannot require the in-house lobbyist to set out on the return the names of individuals or other information that might identify individuals, if their names are not otherwise required by this subsection.

12. Les renseignements utiles à la détermination de la proposition législative, du projet de loi, de la résolution, du règlement, de la politique, du programme, de la décision, de la subvention, de la contribution ou de l'avantage financier en cause.
13. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique auprès duquel il a exercé des pressions ou compte en exercer au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration.
14. Le fait qu'il a exercé ou compte exercer des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration.
15. Les moyens de communication, y compris les appels au grand public, qu'il a utilisés ou qu'il compte utiliser pour exercer des pressions au cours de l'exercice de son employeur ou, à défaut, de l'année civile où il dépose sa déclaration.
16. Les renseignements supplémentaires prescrits utiles à l'identification d'une personne ou entité visée au présent article. Toutefois, les règlements ne peuvent pas exiger du lobbyiste salarié qu'il donne dans la déclaration le nom de particuliers ou d'autres renseignements susceptibles de révéler leur identité, si leur nom n'est pas exigé par ailleurs par le présent paragraphe.

(4) An in-house lobbyist shall provide the registrar with any change to the information in his or her return and any information required to be provided under subsection (3), the knowledge of which the in-house lobbyist acquired only after the return was filed, not

(4) Le lobbyiste salarié fournit au registra-  
teur, dans les 30 jours, tout changement des renseignements que contient sa déclaration ainsi que tout renseignement qu'il est tenu de fournir aux termes du paragraphe (3) et qui n'a été porté à sa connaissance qu'après le dépôt de celle-ci.

Changes to  
return  
and new  
information

Modification  
de la déclara-  
tion et nou-  
veaux rensei-  
gnements

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

later than 30 days after the change occurs or the knowledge is acquired.

Ceasing  
duties or  
employment

(5) An in-house lobbyist who ceases to be an in-house lobbyist or to be employed by his or her employer shall advise the registrar of that not later than 30 days after it occurs.

Information  
requested by  
registrar

(6) An in-house lobbyist shall provide the registrar with any information that the registrar may request to clarify any information that the in-house lobbyist has provided to the registrar under this section not later than 30 days after the registrar makes the request.

Definitions

(7) In this section,

“employee” includes an officer who is compensated for the performance of his or her duties; (“employé”)

“in-house lobbyist” means an individual (other than one described in subsection (8)) who is employed by a person or partnership, a significant part of whose duties as an employee, as determined in accordance with the regulations, is to lobby on behalf of the employer or, if the employer is a corporation, on behalf of any subsidiary of the employer or any corporation of which the employer is a subsidiary; (“lobbyiste salarié”)

“person” does not include a corporation referred to in clause (f) of the definition of “organization” in subsection 1 (1). (“personne”)

Exclusions,  
in-house  
lobbyist

(8) The following individuals are not in-house lobbyists:

1. Officers of the Assembly who are appointed on the address of the Assembly and the individuals employed in the office of such officers.
2. Public servants within the meaning of the *Public Service Act*.
3. Such other classes of employees of Crown agencies as may be prescribed.

#### IN-HOUSE LOBBYISTS (ORGANIZATIONS)

Duty to file  
return

6. (1) The senior officer of an organization that employs an in-house lobbyist shall file a return with the registrar,

- (a) within two months after the day on which that person becomes an in-house lobbyist; and
- (b) within 30 days after the expiration of each six-month period after the date of filing the previous return.

paragraphe (3) et qui n'a été porté à sa connaissance qu'après le dépôt de celle-ci.

(5) Le lobbyiste salarié qui cesse d'exercer les fonctions de lobbyiste salarié ou d'être employé par son employeur en informe le registrateur dans les 30 jours.

(6) Dans les 30 jours de la demande, le lobbyiste salarié fournit au registrateur les renseignements que celui-ci lui demande pour apporter des précisions à ceux qu'il a fournis aux termes du présent article.

(7) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«employé» S'entend en outre d'un dirigeant rémunéré pour ses fonctions. («employee»)

«lobbyiste salarié» Particulier, à l'exclusion d'un particulier visé au paragraphe (8), qui est employé par une personne ou une société en nom collectif ou en commandite et dont une partie importante des fonctions à ce titre, telle qu'elle est déterminée conformément aux règlements, consiste à exercer des pressions pour le compte de son employeur ou, dans le cas où celui-ci est une personne morale, pour le compte d'une de ses filiales ou d'une personne morale dont il est la filiale. («in-house lobbyist»)

«personne» Est exclue de la présente définition une personne morale visée à l'alinéa f) de la définition de «organisation» au paragraphe 1 (1). («person»)

(8) Les particuliers suivants ne sont pas des lobbyistes salariés :

1. Les fonctionnaires de l'Assemblée qui sont nommés sur adresse de celle-ci et les particuliers qui sont employés à leur bureau.
2. Les fonctionnaires au sens de la *Loi sur la fonction publique*.
3. Les autres catégories prescrites d'employés d'organismes de la Couronne.

#### LOBBYISTES SALARIÉS (ORGANISATIONS)

6. (1) Le premier dirigeant d'une organisation qui emploie un lobbyiste salarié dépose une déclaration auprès du registrateur :

- a) d'une part, dans les deux mois du jour de l'affectation du lobbyiste salarié à ses fonctions;
- b) d'autre part, dans les 30 jours de l'expiration de la période de six mois

Cessation  
des fonctions  
ou de  
l'emploi

Renseigne-  
ments  
demandés  
par le  
registrateur

Définitions

Exclusions :  
lobbyistes  
salariés

Déclaration  
obligatoire



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

qui suit la date de dépôt de la déclaration antérieure.

Transitional

(2) If, on the coming into force of this section, the organization employs an in-house lobbyist, the senior officer of the organization shall file a return with the registrar within two months after the day on which this section comes into force and after that in accordance with clause (1) (b).

(2) Dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent article et par la suite conformément à l'alinéa (1) b), le premier dirigeant de l'organisation qui emploie un lobbyiste salarié à ce moment-là dépose une déclaration auprès du registrateur.

Disposition  
transitoireContents of  
return

(3) The senior officer of an organization shall set out in the return the following information:

(3) Le premier dirigeant de l'organisation donne les renseignements suivants dans la déclaration :

Contenu  
de la  
déclaration

1. The name and business address of the senior officer.
2. The name and business address of the organization.
3. A description in summary form of the organization's business or activities and any other prescribed information to identify its business or activities.
4. A description of the membership of the organization and such other information as may be prescribed with respect to the membership, including the names of officers or directors of the organization. However, a regulation cannot require the senior officer to set out on the return the names of other individuals who are members or to set out other information that might identify such other individuals.
5. If the organization is funded, in whole or in part, by a government, the name of the government or government agency, as the case may be, and the amount of funding received by the organization from that government or government agency.
6. The name and business address of any entity or other organization that, to the knowledge of the senior officer, contributed (during the entity's or organization's fiscal year that precedes the filing of the return) \$750 or more toward the lobbying activities of the organization's in-house lobbyists. However, this paragraph does not apply with respect to contributions made by a government.
7. The name and business address of any individual who, to the knowledge of the senior officer, made a contribution described in paragraph 6 on behalf of

1. Son nom et l'adresse de son établissement.
2. Le nom et l'adresse de l'établissement de l'organisation.
3. Un résumé des activités commerciales ou autres de l'organisation et tout renseignement prescrit utile à la détermination de la nature de ces activités.
4. La composition de l'organisation et les autres renseignements prescrits à cet égard, y compris le nom de ses dirigeants ou administrateurs. Toutefois, les règlements ne peuvent pas exiger du premier dirigeant qu'il donne dans la déclaration le nom d'autres particuliers qui sont membres de l'organisation ou d'autres renseignements susceptibles de révéler leur identité.
5. Dans le cas où le financement de l'organisation provient en tout ou en partie d'un gouvernement, le nom du gouvernement ou de l'organisme gouvernemental, selon le cas, et les montants en cause.
6. Le nom et l'adresse de l'établissement de toute entité ou de toute autre organisation qui, à sa connaissance, a contribué (pendant l'exercice de l'entité ou de l'organisation qui précède le dépôt de la déclaration) pour 750 \$ ou plus aux activités des lobbyistes salariés de son organisation. Toutefois, la présente disposition ne s'applique pas à l'égard des contributions versées par un gouvernement.
7. Le nom et l'adresse de l'établissement de tout particulier qui, à sa connaissance, a versé une contribution visée à la disposition 6 pour le compte

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

- an entity or organization described in that paragraph.
8. The name of each in-house lobbyist employed by the organization.
9. If any in-house lobbyist is lobbying at the time the return is filed, the subject-matter in respect of which he or she is lobbying and any other prescribed information respecting the subject-matter.
10. The subject-matters, and any other prescribed information respecting those subject-matters, in respect of which any in-house lobbyist,
- i. has lobbied during the period for which the return is filed, and
  - ii. expects to lobby during the next following six-month period.
11. Particulars to identify any relevant legislative proposal, bill, resolution, regulation, policy, program, decision, grant, contribution or financial benefit.
12. The name of any ministry of the Government of Ontario or agency, board or commission of the Crown in which any public office holder is employed or serves whom any in-house lobbyist,
- i. has lobbied during the period for which the return is filed, and
  - ii. expects to lobby during the next following six-month period.
13. Whether any in-house lobbyist,
- i. has lobbied a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly during the period for which the return is filed, and
  - ii. expects to lobby a member of the Legislative Assembly in his or her capacity as a member or a person on the staff of a member of the Legislative Assembly during the next following six-month period.
- d'une entité ou d'une organisation visée à cette disposition.
8. Le nom de chaque lobbyiste salarié qu'emploie l'organisation.
9. Dans le cas où un lobbyiste salarié exerce des pressions au moment du dépôt de la déclaration, l'objet de ces pressions et tout renseignement prescrit à ce sujet.
10. L'objet des pressions, ainsi que tout renseignement prescrit à ce sujet :
- i. qu'un lobbyiste salarié a exercées au cours de la période visée par la déclaration,
  - ii. qu'un lobbyiste salarié compte exercer au cours des six mois suivants.
11. Les renseignements utiles à la détermination de la proposition législative, du projet de loi, de la résolution, du règlement, de la politique, du programme, de la décision, de la subvention, de la contribution ou de l'avantage financier en cause.
12. Le nom du ministère du gouvernement de l'Ontario ou de l'organisme, du conseil ou de la commission de la Couronne où est employé ou exerce ses fonctions le titulaire d'une charge publique :
- i. auprès duquel un lobbyiste salarié a exercé des pressions au cours de la période visée par la déclaration,
  - ii. auprès duquel un lobbyiste salarié compte exercer des pressions au cours des six mois suivants.
13. Les faits suivants :
- i. le fait qu'un lobbyiste salarié a exercé des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député au cours de la période visée par la déclaration,
  - ii. le fait qu'un lobbyiste salarié compte exercer des pressions auprès d'un député à l'Assemblée législative, en cette qualité, ou auprès d'un membre du personnel d'un tel député au cours des six mois suivants.

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

14. The techniques of communication, including grass-roots communication, that any in-house lobbyist,

i. has used to lobby during the period for which the return is filed, and

ii. expects to use to lobby during the next following six-month period.

15. Any other prescribed information relating to the identity of the senior officer, the organization, any in-house lobbyist or any ministry, agency, board or commission referred to in paragraph 12.

16. The name of any in-house lobbyist who has been identified in the last return filed and has ceased to be an in-house lobbyist or to be employed by the organization.

Information  
requested by  
registrar

(4) The senior officer shall provide the registrar with any information that the registrar may request to clarify any information that the senior officer has provided in his or her return not later than 30 days after the registrar makes the request.

Definitions

(5) In this section,

“employee” includes an officer who is compensated for the performance of his or her duties; (“employé”)

“in-house lobbyist” means an individual who is employed by an organization,

(a) a significant part of whose duties as an employee, as determined in accordance with the regulations, is to lobby on behalf of the organization, or

(b) a part of whose duties as an employee is to lobby on behalf of the organization if his or her duties to lobby together with the duties of other employees to lobby would constitute a significant part of the duties of one employee, as determined in accordance with the regulations, were those duties to lobby to be performed by only one employee; (“lobbyiste salarié”)

“senior officer” means the most senior officer of an organization who is compensated for the performance of his or her duties. (“premier dirigeant”)

14. Les moyens de communication, y compris les appels au grand public :

i. qu'un lobbyiste salarié a utilisés pour exercer des pressions au cours de la période visée par la déclaration,

ii. qu'un lobbyiste salarié compte utiliser pour exercer des pressions au cours des six mois suivants.

15. Les autres renseignements prescrits utiles à l'identification du premier dirigeant, de l'organisation, de ses lobbyistes salariés ou de tout ministère, organisme, conseil ou commission visé à la disposition 12.

16. Le nom des lobbyistes salariés qui étaient identifiés comme tels dans la déclaration déposée le plus récemment et qui ont cessé d'exercer les fonctions de lobbyiste salarié ou d'être employés par l'organisation.

(4) Dans les 30 jours de la demande, le premier dirigeant fournit au registrateur les renseignements que celui-ci lui demande pour apporter des précisions à ceux qu'il a fournis dans sa déclaration.

Renseignements  
demandés  
par le  
registrateur

(5) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

«employé» S'entend en outre d'un dirigeant rémunéré pour ses fonctions. («employee»)

«lobbyiste salarié» Particulier qui est employé par une organisation et dont, selon le cas :

a) une partie importante des fonctions à titre d'employé, telle qu'elle est déterminée conformément aux règlements, consiste à exercer des pressions pour le compte de l'organisation;

b) une partie des fonctions à titre d'employé consiste à exercer des pressions pour le compte de l'organisation, dans le cas où ces fonctions et celles exercées à ce titre par les autres employés constitueraient au total une partie importante des fonctions d'un seul employé, telle qu'elle est déterminée conformément aux règlements. («in-house lobbyist»)

«premier dirigeant» Le dirigeant rémunéré pour ses fonctions qui occupe le rang le plus élevé au sein d'une organisation. («senior officer»)



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*CERTIFICATION, SUBMISSION AND STORAGE OF  
RETURNS AND OTHER DOCUMENTSATTESTATION, REMISE ET MISE EN MÉMOIRE DES  
DÉCLARATIONS ET AUTRES DOCUMENTS

Certification	7. Every individual who submits a return or other document to the registrar under this Act shall certify that the information contained in it is true to the best of his or her knowledge and belief on the return or other document or, if it is submitted in electronic or other form in accordance with subsection 8 (1), in the manner that is specified by the registrar.	7. Quiconque remet une déclaration ou un autre document au registrateur aux termes de la présente loi atteste que les renseignements qui y figurent sont véridiques au mieux de sa connaissance et de ce qu'il tient pour tel, soit sur la déclaration ou le document même, soit, dans le cas où ils sont remis sous forme électronique ou autre conformément au paragraphe 8 (1), de la manière que précise le registrateur.	Attestation
Form of returns, etc.	8. (1) Returns to be filed with the registrar and information and other documents to be given to the registrar under this Act must be in a form approved by the registrar.	8. (1) Les déclarations qui doivent être déposées auprès du registrateur et les renseignements et autres documents qui doivent lui être remis aux termes de la présente loi le sont sous la forme qu'il approuve.	Forme des déclarations et autres
Manner of filing, etc.	(2) Returns, information and other documents must be submitted to the registrar in a manner permitted by the registrar.	(2) Les déclarations, renseignements et autres documents sont remis au registrateur de la manière qu'il permet.	Mode de remise
Date of filing	(3) Subject to subsection (5), the date on which the registrar receives a return is the date on which the return is considered to have been filed for the purposes of this Act.	(3) Sous réserve du paragraphe (5), la date à laquelle le registrateur reçoit une déclaration est celle à laquelle la déclaration est considérée comme ayant été déposée pour l'application de la présente loi.	Date du dépôt
Date on which information, etc., provided	(4) Subject to subsection (5), the date on which the registrar receives information or a document other than a return is the date on which the information or document is considered to have been provided to the registrar for the purposes of this Act.	(4) Sous réserve du paragraphe (5), la date à laquelle le registrateur reçoit des renseignements ou un document, à l'exclusion d'une déclaration, est celle à laquelle les renseignements ou le document sont considérés comme ayant été fournis au registrateur pour l'application de la présente loi.	Date de communication de renseignements
Deemed receipt	(5) In the prescribed circumstances, a return, information or another document shall be deemed to have been received by the registrar on the date determined in accordance with the prescribed rules.	(5) Dans les circonstances prescrites, le registrateur est réputé avoir reçu une déclaration, des renseignements ou un autre document à la date établie conformément aux règles prescrites.	Date de réception
Storage	9. (1) Subject to the regulations, any return or other document that is received by the registrar may be entered or recorded by any information storage device, including any system of mechanical or electronic data processing, that is capable of reproducing the stored return or other document in intelligible form within a reasonable time.	9. (1) Sous réserve des règlements, les déclarations et les autres documents que reçoit le registrateur peuvent être saisis ou enregistrés à l'aide d'un système de mise en mémoire de l'information, notamment un procédé mécanique ou électronique de traitement des données, qui peut les restituer sous une forme compréhensible dans un délai raisonnable.	Mise en mémoire
Evidence	(2) In any prosecution for an offence under this Act, a copy of a return or other document that is reproduced from an information storage device referred to in subsection (1) and certified under the registrar's signature as a true copy is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the copy and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original	(2) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la copie d'une déclaration ou d'un autre document restituée à partir d'un système de mise en mémoire de l'information visé au paragraphe (1) et certifiée conforme par le registrateur sous sa signature est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou la qualité officielle de la personne qui paraît être le signataire et, en l'absence de preuve contraire, a la même valeur probante	Preuve

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

would have if it were proved in the ordinary way.

## REGISTRAR AND REGISTRY

**Registrar**      **10.** The Integrity Commissioner is hereby appointed as registrar.

**Registry**      **11.** (1) The registrar shall establish and maintain a registry in which shall be kept all returns filed under this Act as revised by other documents submitted to the registrar under this Act.

**Form of registry**      (2) The registry shall be organized in the manner and kept in the form that the registrar may determine.

**Access to registry**      (3) The registry shall be available for public inspection in the manner and during the time that the registrar may determine.

**Verification of information**      **12.** The registrar may verify the information contained in any return or other document submitted to the registrar under this Act.

**Refusal to accept return or other document**      **13.** (1) The registrar may refuse to accept any return or other document submitted to the registrar under this Act that does not comply with the requirements of this Act or the regulations or that contains information or statements not requested in the return or other document.

**Duty to inform**      (2) If the registrar refuses to accept a return or other document under subsection (1), the registrar shall inform the individual who submitted it of the refusal and the reason for the refusal in the manner that the registrar determines.

**Extension of time**      (3) Despite the provisions of this Act respecting times for filing a return or submitting another document, if a return or other document is refused by the registrar under subsection (1) and the individual cannot reasonably submit another by the time set out in this Act for filing or submitting it, the registrar shall provide the individual with a reasonable extension of time to file another return or submit another document.

**Deeming provision**      (4) If the registrar accepts another return or document within the extension of time referred to in subsection (3), the return shall be deemed to have been filed or other document shall be deemed to have been submitted on the day on which the return or other document that was refused was received by the registrar.

que l'original aurait si la preuve en était faite de la façon habituelle.

## REGISTRATEUR ET REGISTRE

**10.** Le commissaire à l'intégrité est nommé **Registreur**   
registrateur par le présent article.

**11.** (1) Le registrateur crée et tient un registre auquel sont versées toutes les déclarations déposées aux termes de la présente loi, telles qu'elles sont modifiées par les autres documents qui lui sont remis aux termes de la présente loi. **Registre**

(2) Le registre est tenu en la forme et selon les modalités que fixe le registrateur. **Forme du registre**

(3) Le registre est mis à la disposition du public aux fins de consultation de la manière et aux heures que fixe le registrateur. **Accès au registre**

**12.** Le registrateur peut vérifier les renseignements que contiennent les déclarations et les autres documents qui lui sont remis aux termes de la présente loi. **Vérification des renseignements**

**13.** (1) Le registrateur peut refuser d'accepter les déclarations ou les autres documents qui lui sont remis aux termes de la présente loi et qui ne sont pas conformes aux exigences de celle-ci ou des règlements ou qui contiennent des renseignements ou des affirmations qui ne sont pas demandés. **Refus d'accepter une déclaration ou un autre document**

(2) S'il refuse d'accepter une déclaration ou un autre document en vertu du paragraphe (1), le registrateur informe le particulier qui l'a remis de son refus et de ses motifs de la manière qu'il fixe. **Obligation d'informer**

(3) Malgré les dispositions de la présente loi qui traitent du délai de dépôt des déclarations ou de remise des autres documents, si un particulier dont le registrateur n'accepte pas la déclaration ou un autre document en vertu du paragraphe (1) ne peut raisonnablement déposer une autre déclaration ou remettre un autre document dans le délai de dépôt ou de remise prévu par la présente loi, le registrateur lui accorde une prorogation raisonnable pour ce faire. **Prorogation du délai**

(4) Si le registrateur accepte une autre déclaration ou un autre document dans le nouveau délai visé au paragraphe (3), la déclaration est réputée avoir été déposée ou l'autre document réputé avoir été remis le jour où le registrateur a reçu la déclaration ou le document refusé. **Dépôt ou remise réputé**

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

Removal from registry	<p><b>14.</b> (1) The registrar may remove a return from the registry if the individual who filed the return,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) fails to confirm the information contained in it within the period required by subsection 4 (6);</li> <li>(b) fails to advise the registrar of the matters required by subsection 4 (7) or 5 (5) within the period required by the subsection; or</li> <li>(c) fails to give the registrar any requested information relating to the return within the period specified by this Act.</li> </ul>	<p><b>14.</b> (1) Le registrateur peut enlever une déclaration du registre si le particulier qui l'a déposée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) soit ne confirme pas les renseignements qu'elle contient dans le délai exigé par le paragraphe 4 (6);</li> <li>b) soit ne l'informe pas des faits visés au paragraphe 4 (7) ou 5 (5) dans le délai exigé par ce paragraphe;</li> <li>c) soit ne lui donne pas des renseignements demandés à l'égard de la déclaration dans le délai précisé par la présente loi.</li> </ul>	Enlèvement du registre
Same	<p>(2) The <i>Statutory Powers Procedure Act</i> does not apply with respect to the registrar's decision to remove a return from the registry, and the registrar may remove the return without giving notice to the individual who filed the return and without holding a hearing.</p>	<p>(2) La <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> ne s'applique pas à l'égard de la décision que prend le registrateur d'enlever une déclaration du registre. Le registrateur peut enlever la déclaration sans en aviser le particulier qui l'a déposée et sans tenir d'audience.</p>	Idem
Effect of removal	<p>(3) When a return is removed from the registry, the individual who filed it shall be deemed, for the purposes of his or her existing and future obligations under this Act, not to have filed the return.</p>	<p>(3) Le particulier qui a déposé une déclaration qui est enlevée du registre est réputé, aux fins de ses obligations actuelles et futures dans le cadre de la présente loi, ne pas l'avoir déposée.</p>	Effet de l'enlèvement
Advisory opinions and interpretation bulletins	<p><b>15.</b> (1) The registrar may issue advisory opinions and interpretation bulletins with respect to the enforcement, interpretation or application of this Act.</p>	<p><b>15.</b> (1) Le registrateur peut publier des bulletins d'interprétation et fournir des avis portant sur l'exécution, l'interprétation ou l'application de la présente loi.</p>	Avis et bulletins d'interprétation
Effect	<p>(2) Advisory opinions and interpretation bulletins issued under subsection (1) are not binding.</p>	<p>(2) Les avis fournis et les bulletins d'interprétation publiés en vertu du paragraphe (1) ne sont pas contraignants.</p>	Effet
Delegation of powers	<p><b>16.</b> (1) The registrar may delegate in writing any of his or her powers or duties under this Act to a person employed in the registrar's office and may authorize him or her to delegate any of those powers or duties to another person employed in that office.</p>	<p><b>16.</b> (1) Le registrateur peut déléguer par écrit à une personne employée à son bureau les pouvoirs ou fonctions que lui attribue la présente loi et peut autoriser cette personne à déléguer à son tour ces pouvoirs ou fonctions à une autre personne employée à ce bureau.</p>	Délégation de pouvoirs
Temporary delegation	<p>(2) The registrar may make a delegation that expires on or before June 30, 1999 to any person and may authorize him or her to delegate any of those powers or duties to another person.</p>	<p>(2) Le registrateur peut faire à l'intention de quiconque une délégation qui expire au plus tard le 30 juin 1999 et peut autoriser cette personne à déléguer à son tour à une autre personne les pouvoirs ou fonctions qui lui sont délégués.</p>	Délégation provisoire
Conditions, etc.	<p>(3) A delegation may be made subject to such conditions and restrictions as the person making the delegation considers appropriate.</p>	<p>(3) La délégation peut être assujettie aux conditions et restrictions que son auteur estime appropriées.</p>	Conditions
Recovery of fees	<p><b>17.</b> Any fee required by the regulations to be paid may be recovered in any court of competent jurisdiction as a debt due to the Crown.</p>	<p><b>17.</b> Les droits qui doivent être acquittés aux termes des règlements peuvent être recouvrés devant un tribunal compétent à titre de créance de la Couronne.</p>	Recouvrement des droits



*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des  
lobbyistes*

## OFFENCES AND PUNISHMENT

Offence re returns, consultant lobbyists	18. (1) Every individual who fails to comply with subsection 4 (1), (3), (4), (5) or (8) is guilty of an offence.
Same, in-house lobbyists	(2) Every individual who fails to comply with subsection 5 (1), (2), (3), (4) or (6) is guilty of an offence.
Same, senior officers	(3) Every individual who fails to comply with subsection 6 (1), (2), (3) or (4) is guilty of an offence.
False or misleading statements	(4) Every individual who knowingly makes a false or misleading statement in a return or other document submitted to the registrar under this Act is guilty of an offence.
Conflict of interest, consultant lobbyist	(5) Every consultant lobbyist (within the meaning of subsection 4 (10)) is guilty of an offence if, in the course of lobbying a public office holder, the consultant lobbyist knowingly places the public office holder in a position of real or potential conflict of interest as described in subsection (7).
Same, in-house lobbyist	(6) Every in-house lobbyist (within the meaning of subsection 5 (7) or 6 (5)) is guilty of an offence if, in the course of lobbying a public office holder, the in-house lobbyist knowingly places the public office holder in a position of real or potential conflict of interest as described in subsection (7).
Conflict of interest	(7) A public office holder is in a position of conflict of interest if he or she engages in an activity that is prohibited by section 2, 3 or 4 or subsection 6 (1) of the <i>Members' Integrity Act, 1994</i> , or that would be so prohibited if the public office holder were a member of the Legislative Assembly.
Penalty	(8) Upon conviction of an offence under this section, an individual is liable to a fine of not more than \$25,000.
Limitation	(9) No proceeding in respect of an offence under this section shall be commenced more than two years after the time when the subject-matter of the proceeding arose.

## REGULATIONS

Regulations	19. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,
	(a) respecting the determination of when the duties of an employee to lobby on behalf of an employer constitute a significant part of his or her duties as an employee for the purpose of the

## INFRACTIONS ET PEINES

18. (1) Tout particulier qui ne se conforme pas au paragraphe 4 (1), (3), (4), (5) ou (8) est coupable d'une infraction.	Infractions relatives aux déclarations : lobbyiste-conseil
(2) Tout particulier qui ne se conforme pas au paragraphe 5 (1), (2), (3), (4) ou (6) est coupable d'une infraction.	Idem : lobbyiste salarié
(3) Tout particulier qui ne se conforme pas au paragraphe 6 (1), (2), (3) ou (4) est coupable d'une infraction.	Idem : premier dirigeant
(4) Tout particulier qui fait sciemment une affirmation fausse ou trompeuse dans une déclaration ou un autre document remis au registraire aux termes de la présente loi est coupable d'une infraction.	Affirmations fausses ou trompeuses
(5) Est coupable d'une infraction le lobbyiste-conseil au sens du paragraphe 4 (10) qui, pendant qu'il exerce des pressions auprès du titulaire d'une charge publique, place sciemment celui-ci dans une situation de conflit d'intérêts réel ou possible visée au paragraphe (7).	Conflit d'intérêts : lobbyiste-conseil
(6) Est coupable d'une infraction le lobbyiste salarié au sens du paragraphe 5 (7) ou 6 (5) qui, pendant qu'il exerce des pressions auprès du titulaire d'une charge publique, place sciemment celui-ci dans une situation de conflit d'intérêts réel ou possible visée au paragraphe (7).	Idem : lobbyiste salarié
(7) Le titulaire d'une charge publique est en situation de conflit d'intérêts s'il exerce une activité qui est interdite par l'article 2, 3 ou 4 ou le paragraphe 6 (1) de la <i>Loi de 1994 sur l'intégrité des députés</i> ou qui serait ainsi interdite s'il était député à l'Assemblée législative.	Conflit d'intérêts
(8) Le particulier qui est déclaré coupable d'une infraction visée au présent article est passible d'une amende maximale de 25 000 \$.	Peine
(9) Est irrecevable l'instance pour une infraction prévue par le présent article qui est introduite plus de deux ans après la date à laquelle est né l'objet de l'instance.	Prescription

## RÈGLEMENTS

19. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :	Règlements
a) traiter de la détermination des cas où les fonctions d'un employé qui consistent à exercer des pressions pour le compte d'un employeur constituent une partie importante de ses fonctions à titre	

*Lobbyists Registration Act, 1998**Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*

definition of "in-house lobbyist" in subsections 5 (7) and 6 (5);

- (b) requiring a fee to be paid on the filing of a return or a return of a class of returns under section 4, 5 or 6, or for any service performed or the use of any facility provided by the registrar;
- (c) prescribing the fee referred to in clause (b) or the manner of determining it, and providing for a difference in or the waiver of the fee for filing a return based on the manner in which the return is submitted to the registrar;
- (d) respecting the entering or recording of any return or other document under subsection 9 (1);
- (e) prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed;
- (f) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**Commence-  
ment

**20. The Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.**

Short title

**21. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Lobbyists Registration Act, 1998*.**

d'employé pour l'application de la définition de «lobbyiste salarié» aux paragraphes 5 (7) et 6 (5);

- b) exiger le versement de droits pour le dépôt, aux termes de l'article 4, 5 ou 6, d'une déclaration ou d'une déclaration faisant partie d'une catégorie déterminée, ou pour la prestation de services ou la mise à disposition d'installations par le registrateur;
- c) prescrire les droits visés à l'alinéa b) ou leur mode de calcul, et prévoir des droits différents pour le dépôt des déclarations ou une dispense de leur versement en fonction de la manière dont elles sont remises au registrateur;
- d) traiter de la saisie ou de l'enregistrement des déclarations ou autres documents en vertu du paragraphe 9 (1);
- e) prescrire tout ce que la présente loi oblige ou autorise à prescrire;
- f) prendre toute mesure d'application de la présente loi.

**ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

**20. La loi qui figure à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.**

Entrée en  
vigueur

**21. Le titre abrégé de la loi qui figure à la présente annexe est *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.**

Titre abrégé





CASON  
86  
-B56



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 70

## Projet de loi 70

**An Act to engage the private sector in  
improving transportation  
infrastructure, reducing traffic  
congestion, creating jobs, and  
stimulating economic activity through  
the sale of Highway 407**

**Loi visant à intéresser le secteur privé  
à améliorer l'infrastructure des  
transports, réduire la circulation  
engorgée, créer des emplois et stimuler  
l'activité économique par la vente de  
l'autoroute 407**

**The Hon. R. Sampson**  
Minister without Portfolio (Privatization)

**L'honorable R. Sampson**  
Ministre sans portefeuille (ministre  
responsable de la Privatisation)

### Government Bill

### Projet de loi du gouvernement

1st Reading      October 19, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

1<sup>re</sup> lecture      19 octobre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale



## EXPLANATORY NOTE

The Bill allows the Minister responsible for Privatization to transfer the Crown's interest in Highway 407 to a private party.

The new owner may collect tolls from persons using Highway 407. Rules are set out for the collection of tolls, and for disputes by persons who do not believe that they owe a toll.

Rules are provided for the operation of Highway 407, including requirements that the same safety standards that normally apply to controlled access highways will apply to Highway 407.

Provision is made for how a number of other Acts will apply to Highway 407 under the new system.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi permet au ministre responsable de la Privatisation de transférer à un tiers l'intérêt que possède la Couronne sur l'autoroute 407.

Le nouveau propriétaire peut percevoir des péages des utilisateurs de l'autoroute. Des règles sont énoncées en ce qui a trait à la perception des péages et aux contestations des gens qui croient ne pas devoir de péage.

Des règles sont prévues pour l'exploitation de l'autoroute, y compris des exigences portant que les mêmes normes de sécurité qui s'appliquent habituellement aux routes à accès limité s'appliquent à l'autoroute.

Il est prévu une façon d'appliquer un certain nombre d'autres lois à l'autoroute sous le nouveau système.

**An Act to engage the private sector in improving transportation infrastructure, reducing traffic congestion, creating jobs, and stimulating economic activity through the sale of Highway 407**

**Loi visant à intéresser le secteur privé à améliorer l'infrastructure des transports, réduire la circulation engorgée, créer des emplois et stimuler l'activité économique par la vente de l'autoroute 407**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

DEFINITIONS

Definitions

1. (1) In this Act,

“expand” includes the building of additional lanes, the adding or expanding of interchanges, the construction of tunnels and bridges and other structures, and the making of other improvements, and “expansion” has a corresponding meaning; (“élargir”, “élargissement”)

“extend” means the construction of linear additions, and “extension” has a corresponding meaning; (“prolonger”, “prolongement”)

“Highway 407” means the highway that as of October 19, 1998 was that part of the King’s Highway known as number 407 located on the Highway 407 lands, and includes the highway as it may be extended on the Highway 407 lands and includes improvements and fixtures; (“autoroute 407”)

“holder” has the same meaning as in section 6 of the *Highway Traffic Act*; (“titulaire”)

“management” includes development, planning, design, construction, operation, maintenance and rehabilitation, and “manage” has a corresponding meaning; (“gestion”, “gérer”)

“Minister for Privatization” means the Minister without Portfolio with Responsibility for Privatization or such other member of the Executive Council designated by the Lieutenant Governor in Council to exercise the duties and powers of the Minister for Privatization under this Act; (“ministre responsable de la Privatisation”)

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

DÉFINITIONS

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

Définitions

«appareil à péage» Appareil à péage prescrit en vertu de l’alinéa 191.4 a) du *Code de la route*. («toll device»)

«autoroute 407» S’entend de la voie publique qui, le 19 octobre 1998, faisait partie de la route principale connue sous le numéro 407 et située sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407. S’entend en outre de la voie publique telle qu’elle peut être prolongée sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407, y compris les améliorations et les accessoires fixes. («Highway 407»)

«certificat d’immatriculation de véhicule» S’entend au sens du terme «certificat d’immatriculation» à l’article 6 du *Code de la route*. («vehicle permit»)

«élargir» S’entend notamment de la construction de voies additionnelles, l’adjonction ou l’élargissement d’échangeurs, la construction de tunnels et de ponts et d’autres structures et l’apport d’autres améliorations. Le terme «élargissement» a un sens correspondant. («expand», «expansion»)

«gestion» S’entend notamment de la mise en valeur, de la planification, de la conception, de la construction, de l’exploitation, de l’entretien et de la réhabilitation. Le terme «gérer» a un sens correspondant. («management», «manage»)

«ministère» S’entend notamment d’un ministère du gouvernement de l’Ontario ainsi que d’un conseil, d’une commission, d’un office, d’une personne morale ou de tout autre organisme du gouvernement de l’Ontario. («ministry»)



“ministry” includes a ministry of the Government of Ontario and any board, commission, authority, corporation or other agency of the Government of Ontario; (“ministère”)

“ministry safety standards” means safety standards, specifications, special provisions, directives, codes, policies, procedures, manuals, guidelines or processes of the Ministry of Transportation that apply to the management of highways designated as controlled access highways under section 36 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*, as they may be amended or replaced from time to time; (“normes de sécurité ministérielles”)

“owner” means the person from time to time who is a tenant under a ground lease of the Highway 407 lands and who is an owner of assets comprising or relating to Highway 407; (“propriétaire”)

“prescribed” means prescribed in the regulations made under this Act; (“prescrit”)

“toll device” means a toll device prescribed under clause 191.4 (a) of the *Highway Traffic Act*; (“appareil à péage”)

“transfer” includes convey, sell, grant, transfer, lease, license, charge, mortgage, encumber, grant an easement, assign and in any other way deal with or dispose of all or part of a minister of the Crown’s or ministry’s interest in assets comprising or relating to Highway 407; (“transférer”)

“validate” has the same meaning as in section 6 of the *Highway Traffic Act*; (“valider”)

“vehicle permit” means a permit as defined in section 6 of the *Highway Traffic Act*. (“certificat d’immatriculation de véhicule”)

«ministre responsable de la Privatisation» Le ministre sans portefeuille qui est responsable de la Privatisation ou tout autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil pour exercer les fonctions et pouvoirs que la présente loi confère au ministre responsable de la Privatisation. («Minister for Privatization»)

«normes de sécurité ministérielles» Normes de sécurité, devis, dispositions spéciales, directives, codes, politiques, modalités, manuels, lignes directrices ou processus du ministère des Transports qui s’appliquent à la gestion des voies publiques désignées comme routes à accès limité en vertu de l’article 36 de la *Loi sur l’aménagement des voies publiques et des transports en commun*, tels qu’ils sont modifiés ou remplacés à l’occasion. («ministry safety standards»)

«prescrit» Prescrit dans les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«prolonger» S’entend de la construction d’adjonctions linéaires. Le terme «prolongement» a un sens correspondant. («extend», «extension»)

«propriétaire» La personne qui, à l’occasion, est locataire des biens-fonds réservés à l’autoroute 407 aux termes d’un bail foncier et qui est propriétaire des éléments d’actif qui renferment l’autoroute 407 ou s’y rapportent. («owner»)

«titulaire» S’entend au sens de l’article 6 du *Code de la route*. («holder»)

«transférer» S’entend notamment du fait de disposer de la totalité ou d’une partie de l’intérêt d’un ministre de la Couronne ou d’un ministère sur les éléments d’actif qui renferment l’autoroute 407 ou s’y rapportent ou de faire quelque autre opération que ce soit à son égard, y compris en la transportant, en la vendant, en la concédant, en la transférant, en la donnant à bail, en concédant une permission à son égard, en la grevant d’une charge, d’une hypothèque ou autre, en concédant une servitude à son égard ou en la cédant. («transfer»)

«valider» S’entend au sens de l’article 6 du *Code de la route*. («validate»)

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir les biens-fonds réservés à l’autoroute 407 pour l’application de la présente loi, mais ceux-ci doivent satisfaire aux exigences suivantes :

1. Les biens-fonds ne dépassent pas une largeur suffisante pour y aménager 10 voies, un terre-plein central et les autres biens-fonds nécessaires à l’infrastructure

Highway 407  
lands

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations defining the Highway 407 lands for the purposes of this Act, but the lands described must meet the following requirements:

1. The lands must not exceed a width sufficient to accommodate 10 highway lanes, a median, and the additional lands required for infrastructure that is

Biens-fonds  
réservés à  
l’autoroute  
407

essential to the design, construction, use and safety of the highway constructed along the following route,

- (a) the route that was, on October 19, 1998, exempt or approved under the *Environmental Assessment Act* between,

(i) the intersection of Highway 407 and the Queen Elizabeth Way in the City of Burlington, and

(ii) Highway 7 east of Brock Road in the Town of Pickering, and

- (b) the route which may be approved under federal and provincial statutes after October 19, 1998 between the easterly end of the route described in clause (a) and Highway 35/115 and any approved highway connections with Highway 401.

#### TRANSFER AND AGREEMENTS

Transfer of  
assets

2. Despite any other Act or regulation, the Lieutenant Governor in Council may direct the Minister for Privatization, on behalf of the Crown in right of Ontario as represented by any minister of the Crown or any ministry, to transfer, directly or indirectly, all or any part of the Highway 407 lands and other assets comprising or relating to Highway 407, whether tangible or intangible, or any interest in those assets, on such terms and conditions as the Minister for Privatization may determine.

Ontario  
Transporta-  
tion Capital  
Corporation

3. (1) In this section, "corporation" means the Ontario Transportation Capital Corporation after its continuance pursuant to subsection (2).

Continuance  
of  
corporation

(2) The Lieutenant Governor in Council may direct the Minister for Privatization to continue the Ontario Transportation Capital Corporation as a corporation with share capital under the *Business Corporations Act* by filing articles of continuance with the Director appointed under the *Business Corporations Act*, and the Director shall endorse those articles.

Effect of  
continuance

(3) Despite any provision of the *Business Corporations Act*, immediately upon the endorsement of the certificate of continuance by the Director:

1. The corporation shall be a corporation to which the *Business Corporations Act* applies as if it had been incorporated under that Act.

ture qui est essentielle à la conception, à la construction, à l'utilisation et à la sécurité de la voie publique construite le long du parcours suivant :

- a) le parcours qui, au 19 octobre 1998, faisait l'objet d'une exemption ou d'une approbation aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales* et qui est situé entre :

(i) le croisement de l'autoroute 407 et de l'autoroute Queen Elizabeth dans la cité de Burlington,

(ii) l'autoroute 7 à l'est du chemin Brock dans la ville de Pickering;

- b) le parcours qui peut être approuvé aux termes de lois fédérales et provinciales après le 19 octobre 1998 entre l'extrémité la plus à l'est du parcours décrit à l'alinéa a) et l'autoroute 35/115 et tous raccordements approuvés de la voie publique avec l'autoroute 401.

#### TRANSFERT ET ACCORDS

2. Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut enjoindre au ministre responsable de la Privatisation, au nom de la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par tout ministre de la Couronne ou ministère, de transférer directement ou indirectement la totalité ou une partie des biens-fonds réservés à l'autoroute 407 et des autres éléments d'actif qui renferment l'autoroute 407 ou s'y rapportent, qu'il s'agisse d'éléments d'actif matériels ou immatériels, ou d'un intérêt sur ces éléments, aux conditions que précise le ministre responsable de la Privatisation.

Transfert  
d'éléments  
d'actif

3. (1) Dans le présent article, «société» s'entend de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario, après son maintien conformément au paragraphe (2).

Société d'in-  
vestissement  
dans les  
transports de  
l'Ontario

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut enjoindre au ministre responsable de la Privatisation de maintenir la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario à titre de personne morale avec capital-actions aux termes de la *Loi sur les sociétés par actions* en déposant des statuts de maintien auprès du directeur nommé en vertu de cette loi, qui y appose un certificat de maintien.

Maintien de  
la société

(3) Malgré toute disposition de la *Loi sur les sociétés par actions*, dès l'apposition du certificat de maintien par le directeur :

Effet du  
maintien

1. La *Loi sur les sociétés par actions* s'applique à la société comme si celle-ci avait été constituée en vertu de cette loi.

2. The *Capital Investment Plan Act, 1993* shall not apply to the corporation.
3. The articles of continuance shall be deemed to be the articles of incorporation of the corporation.
4. Except for the purposes of subsection 117 (1) of the *Business Corporations Act*, the certificate of continuance shall be deemed to be the certificate of incorporation of the corporation.
5. The corporation shall possess all the property, rights, privileges and franchises and be subject to all the liabilities of the Ontario Transportation Capital Corporation.

Ownership of shares

(4) The shares of the corporation shall be legally and beneficially owned by the Crown in right of Ontario as represented by the Minister for Privatization until transferred by the Minister for Privatization, and the corporation shall be deemed to be an agent of the Crown in right of Ontario until the shares have been transferred by the Minister.

Disposal of shares

(5) Despite any other Act or regulation, the Lieutenant Governor in Council may direct the Minister for Privatization, on behalf of the Crown in right of Ontario, to transfer, directly or indirectly, the shares of the corporation on such terms and conditions as the Minister for Privatization may determine, including the consideration to be paid for the shares of the corporation, and to carry out the actions authorized under subsection (6).

Minister may act

(6) At any time before the transfer of the shares of the corporation pursuant to subsection (5), despite any other Act or regulation, the Minister for Privatization may,

- (a) on behalf of the Ontario Transportation Capital Corporation, transfer any or all assets owned by Ontario Transportation Capital Corporation or in which the Ontario Transportation Capital Corporation has an interest to the Crown in right of Ontario as represented by a minister of the Crown, or any ministry, on such terms and conditions as the Minister for Privatization may determine;
- (b) remove the directors of the Ontario Transportation Capital Corporation;
- (c) appoint directors of the Ontario Transportation Capital Corporation;
- (d) determine the classes of shares of the corporation and their attributes; and

2. La *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* ne s'applique pas à la société.
3. Les statuts de maintien sont réputés être les statuts constitutifs de la société.
4. Sauf pour l'application du paragraphe 117 (1) de la *Loi sur les sociétés par actions*, le certificat de maintien est réputé être le certificat de constitution de la société.
5. Les biens, droits, privilèges et concessions de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario passent à la société, qui assume toutes ses responsabilités.

(4) La Couronne du chef de l'Ontario, telle qu'elle est représentée par le ministre responsable de la Privatisation, est propriétaire en common law et bénéficiaire des actions de la société jusqu'à ce que le ministre les transfère. La société est réputée un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario jusqu'à ce que les actions soient transférées par le ministre.

Droit de propriété sur les actions

(5) Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut enjoindre au ministre responsable de la Privatisation, au nom de la Couronne du chef de l'Ontario, de transférer directement ou indirectement les actions de la société aux conditions que précise le ministre responsable de la Privatisation, y compris la contrepartie à verser à leur égard, et de prendre les mesures autorisées en vertu du paragraphe (6).

Disposition des actions

(6) En tout temps avant que les actions de la société ne soient transférées conformément au paragraphe (5), le ministre responsable de la Privatisation peut, malgré toute autre loi ou tout autre règlement :

Pouvoirs du ministre

- a) au nom de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario, transférer à la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par un ministre de la Couronne ou à tout ministère, aux conditions que précise le ministre responsable de la Privatisation, la totalité ou une partie des éléments d'actif qui appartiennent à la Société ou sur lesquels celle-ci a un intérêt;
- b) destituer les administrateurs de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario;
- c) nommer des administrateurs à la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario;
- d) établir les catégories d'actions de la société et leurs attributs;



	(e) issue shares of the corporation, which upon their issuance shall be fully-paid shares of the corporation.	e) émettre des actions de la société, lesquelles sont des actions entièrement libérées de la société dès leur émission.	
Necessary authority	4. The Minister for Privatization shall be deemed to have all necessary authorizations and consents from any minister of the Crown and any ministry to carry out the powers described in sections 2 or 3, and the execution by the Minister for Privatization of any document on behalf of any minister of the Crown or any ministry shall be conclusive evidence that the minister or ministry has consented to and is bound by the document.	4. Le ministre responsable de la Privatisation est réputé avoir obtenu de tout ministre de la Couronne et de tout ministère toutes les autorisations et tous les consentements nécessaires pour exercer les pouvoirs visés à l'article 2 ou 3. La passation par le ministre responsable de la Privatisation de tout document au nom d'un ministre de la Couronne ou d'un ministère constitue la preuve concluante que le ministre ou ministère a consenti au document et est lié par celui-ci.	Autorité nécessaire
Minister to determine	5. Without limiting his or her powers under sections 2 or 3, the Minister for Privatization may, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) determine the assets to be transferred;</li> <li>(b) determine the consideration to be paid for the assets;</li> <li>(c) establish terms and conditions relating to the management of Highway 407; and</li> <li>(d) at the direction of the Lieutenant Governor in Council, incorporate or cause to be incorporated a corporation with share capital, transfer the assets mentioned in section 2 to the corporation, and transfer the shares of the corporation.</li> </ul>	5. Sans porter atteinte aux pouvoirs que lui confère l'article 2 ou 3, le ministre responsable de la Privatisation peut : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) déterminer les éléments d'actif qui doivent être transférés;</li> <li>b) déterminer la contrepartie à verser pour les éléments d'actifs;</li> <li>c) établir des conditions relativement à la gestion de l'autoroute 407;</li> <li>d) sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, constituer ou faire constituer une personne morale avec capital-actions, transférer les éléments d'actif visés à l'article 2 à la personne morale et transférer les actions de celle-ci.</li> </ul>	Pouvoirs du ministre
Agreements	6. The Minister for Privatization may enter into any agreement that he or she considers necessary or expedient for carrying out the purposes of this Act.	6. Le ministre responsable de la Privatisation peut conclure tout accord qu'il estime nécessaire ou opportun à la réalisation des objets de la présente loi.	Accords
Fee simple	7. Despite any other provision of this Act, the Minister for Privatization may not convey title in fee simple to the Highway 407 lands or the shares of a corporation that owns title in fee simple to the Highway 407 lands under this Act, except to the Crown in right of Ontario as represented by a minister of the Crown or to a ministry.	7. Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre délégué à la privatisation ne peut transporter le titre en fief simple sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 ni les actions d'une personne morale à qui appartient ce titre en fief simple aux termes de la présente loi, si ce n'est à la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par un ministre de la Couronne ou à un ministère.	Fief simple
Non-application	8. Sections 41 and 42 of the <i>Expropriations Act</i> do not apply to a transfer of assets under the authority of this Act.	8. Les articles 41 et 42 de la <i>Loi sur l'expropriation</i> ne s'appliquent pas au transfert d'éléments d'actif sous le régime de la présente loi.	Non-application
Delegation	9. (1) Any power or duty conferred or imposed on the Minister for Privatization under this Act may be delegated by the Minister for Privatization to an employee or officer of a ministry and, when purporting to exercise a delegated power or duty, the employee or officer shall be presumed conclusively to act in accordance with the delegation.	9. (1) Le ministre responsable de la Privatisation peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui confère la présente loi à un employé ou dirigeant d'un ministère qui, lorsqu'il prétend exercer un pouvoir ou une fonction qui lui est délégué, est réputé, incontestablement, agir conformément à l'acte de délégation.	Délégation

Delegation by owner	(2) The owner may delegate the powers given to the owner in this Act, and any person to whom a power is delegated shall be presumed conclusively to act in accordance with the delegation.	(2) Le propriétaire peut déléguer les pouvoirs que lui confère la présente loi et toute personne à qui un pouvoir est délégué est réputée, incontestablement, agir conformément à l'acte de délégation.	Délégation par le propriétaire
Conditions of delegation	(3) A delegation under this section shall be in writing and may be subject to such limitations, conditions and requirements as are set out in it.	(3) La délégation visée au présent article est effectuée par écrit et peut être assortie des restrictions, des conditions et des exigences énoncées dans l'acte de délégation.	Conditions de la délégation
Evidence	10. Any document under this Act purporting to be signed by the Minister for Privatization, or any certified copy thereof, is admissible in evidence in any action, prosecution or other proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the Minister without proof of the office or signature of the Minister.	10. Un document prévu par la présente loi qui se présente comme portant la signature du ministre responsable de la Privatisation, ou une copie certifiée conforme, est admissible en preuve dans toute action, poursuite ou autre instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, que le document est signé par le ministre, sans qu'il soit nécessaire d'établir la qualité du signataire ou l'authenticité de la signature.	Preuve
Crown as owner	11. In the event that the ground lease of the Highway 407 lands is terminated, the Crown has all the powers, rights, duties and obligations given to the owner for the purposes of this Act, until a further transfer of the Highway 407 lands authorized under this Act.	11. En cas de résiliation du bail foncier sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407, la Couronne exerce tous les pouvoirs, droits et fonctions et assume toutes les obligations qui sont conférés au propriétaire pour l'application de la présente loi, et ce jusqu'à ce qu'un autre transfert des biens-fonds ne soit autorisé en vertu de celle-ci.	La Couronne en tant que propriétaire
DESIGNATION OF HIGHWAY 407		DÉSIGNATION DE L'AUTOROUTE 407	
Private toll highway	12. (1) Highway 407 is designated as a private toll highway that is a controlled-access highway.	12. (1) L'autoroute 407 est désignée comme voie privée à péage à titre de route à accès limité.	Voie privée à péage
Not King's Highway	(2) Despite any designation under section 36 of the <i>Public Transportation and Highway Improvement Act</i> , Highway 407 is not part of the King's Highway.	(2) Malgré toute désignation effectuée en vertu de l'article 36 de la <i>Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun</i> , l'autoroute 407 ne fait pas partie de la route principale.	Non une route principale
Highway under Highway Traffic Act	(3) For the purposes of the <i>Highway Traffic Act</i> , Highway 407 is a highway, and shall be deemed to have been designated as a Class A Highway in regulations made under that Act, and shall be treated as a controlled-access highway as described in the Schedules under that Act.	(3) Pour l'application du <i>Code de la route</i> , l'autoroute 407 est une voie publique, et est réputée avoir été désignée comme route de catégorie A dans les règlements pris en application de ce code, et est traitée comme route à accès limité telle que décrite dans les annexes aux termes de ce code.	Voie publique visée au <i>Code de la route</i>
Regulations	(4) Regulations made under the <i>Highway Traffic Act</i> that applied to Highway 407 before the coming into force of this section continue to apply to Highway 407, unless repealed, or amended to provide otherwise.	(4) Les règlements pris en application du <i>Code de la route</i> qui s'appliquaient à l'autoroute 407 avant l'entrée en vigueur du présent article continuent de s'y appliquer, à moins qu'ils ne soient abrogés ou modifiés.	Règlements
Public access	(5) Subject to subsection (3), the owner shall provide access to Highway 407 to the public.	(5) Sous réserve du paragraphe (3), le propriétaire donne au public accès à l'autoroute 407.	Accès public
Order in council to be registered	(6) An order in council confirming the designation of Highway 407 as a private toll highway may be registered in the proper land registry offices.	(6) Le décret confirmant la désignation de l'autoroute 407 comme voie privée à péage peut être enregistré aux bureaux d'enregistrement immobilier compétents.	Enregistrement du décret

Designation not a regulation	(7) The order in council made under subsection (6) is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(7) Le décret pris en vertu du paragraphe (6) n'est pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Non un règlement
	TOLL HIGHWAY	VOIE À PÉAGE	
Must pay tolls	<b>13.</b> (1) The holder of a vehicle permit for a vehicle is responsible to the owner for the payment of all tolls, fees and interest authorized by this Act for the use of Highway 407.	<b>13.</b> (1) Le titulaire d'un certificat d'immatriculation de véhicule délivré pour un véhicule est redevable au propriétaire du paiement de tous les péages, frais, droits et intérêts autorisés par la présente loi pour l'utilisation de l'autoroute 407.	Péage obligatoire
Interpretation	(2) A vehicle in respect of which a toll, a fee or interest is owed under this Act is, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the vehicle that was being operated on Highway 407 when the toll was charged; or</li> <li>(b) if a toll device was affixed to the vehicle that was being operated on Highway 407 when the toll was charged, the vehicle to which the toll device is registered.</li> </ul>	(2) Un véhicule à l'égard duquel un péage, des frais, droits ou intérêts sont dus aux termes de la présente loi est : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le véhicule qui était conduit sur l'autoroute 407 quand le péage a été imposé;</li> <li>b) si un appareil à péage était fixé au véhicule qui était conduit sur l'autoroute 407 quand le péage a été imposé, le véhicule pour lequel l'appareil à péage est immatriculé.</li> </ul>	Interprétation
Powers of owner	<b>14.</b> (1) Subject to subsection (2) the owner may, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) establish, collect and enforce payment of tolls with respect to the operation of any vehicle or class of vehicles on Highway 407;</li> <li>(b) establish, collect and enforce administration fees based on such criteria as the owner considers appropriate, and fees to commence or appeal any dispute proceedings;</li> <li>(c) establish interest rates to be charged on unpaid tolls and fees, and collect interest charged at those rates;</li> <li>(d) exempt any vehicle or class of vehicles from the application of section 13;</li> <li>(e) establish terms and conditions for the registration, distribution and validation of toll devices;</li> <li>(f) require security for the provision of any toll devices; and</li> <li>(g) determine the methods of payment of tolls, fees and interest.</li> </ul>	<b>14.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), le propriétaire peut : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) fixer, percevoir et recouvrer le paiement des péages à l'égard de la conduite de tout véhicule ou catégorie de véhicules sur l'autoroute 407;</li> <li>b) fixer, percevoir et recouvrer des frais d'administration en fonction des critères que le propriétaire estime appropriés, ainsi que des droits pour présenter une contestation ou interjeter appel de celle-ci;</li> <li>c) fixer les taux d'intérêt à imposer à l'égard des péages, frais et droits impayés, et percevoir les intérêts imposés à ces taux;</li> <li>d) dispenser tout véhicule ou catégorie de véhicules de l'application de l'article 13;</li> <li>e) établir des conditions pour l'enregistrement, la répartition et la validation des appareils à péage;</li> <li>f) exiger une garantie pour la fourniture d'appareils à péage;</li> <li>g) établir les méthodes de paiement des péages, frais, droits et intérêts.</li> </ul>	Pouvoirs du propriétaire
Subject to agreement	(2) The owner's powers set out in subsection (1) shall only be exercised in accordance with the terms and conditions set forth in an agreement to be entered into between the Minister for Privatization and the owner.	(2) Les pouvoirs du propriétaire énoncés au paragraphe (1) ne doivent être exercés que conformément aux conditions énoncées dans un accord devant être conclu entre le ministre responsable de la Privatisation et le propriétaire.	Accord



Property in tolls	(3) Tolls, fees and interest collected by or on behalf of the owner are the property of the owner.	(3) Les péages, frais, droits et intérêts perçus par le propriétaire ou pour son compte appartiennent à celui-ci.	Droit de propriété sur les péages
Transitional	(4) A toll device that was validated under the <i>Capital Investment Plan Act, 1993</i> for use on Highway 407 before the coming into force of this subsection shall be deemed to have been validated under this Act, and is subject to any powers of the owner under subsections (1) and (2).	(4) L'appareil à péage qui a été validé en vertu de la <i>Loi de 1993 sur le plan d'investissement</i> aux fins d'utilisation sur l'autoroute 407 avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputé avoir été validé en vertu de la présente loi, et est assujéti aux pouvoirs que les paragraphes (1) et (2) confèrent au propriétaire.	Disposition transitoire
Payment of tolls	<b>15.</b> (1) A toll or fee becomes payable when an invoice for it is mailed to the holder, and interest on a toll or fee begins to accrue 35 days after the invoice is mailed.	<b>15.</b> (1) Les péages, frais ou droits sont payables dès qu'une facture est envoyée par la poste au titulaire, et les intérêts imposés à leur égard commencent à s'accumuler 35 jours après la mise à la poste de la facture.	Paiement des péages
Cause of action	(2) A toll or fee and any applicable interest is a debt owing to the owner and the owner has a cause of action enforceable in any court of competent jurisdiction for the payment of that debt but the debt may not be enforced while the holder is disputing the obligation to pay a toll or fee under section 16.	(2) Les péages, frais ou droits ainsi que les intérêts applicables constituent une créance du propriétaire et celui-ci a une cause d'action, exécutoire devant tout tribunal compétent, en recouvrement du paiement de cette dette. Celle-ci ne peut toutefois pas être recouvrée lorsque le titulaire conteste l'obligation de payer un péage, des frais ou des droits en vertu de l'article 16.	Cause d'action
Payment of tolls, enforcement	<b>16.</b> (1) If the toll charged for operating a vehicle on Highway 407 is not paid within 35 days after the invoice is mailed, the owner may serve on the holder of the vehicle permit or, if a toll device was affixed to the vehicle, on the holder to whom the toll device is registered, a notice of failure to pay a toll setting out the amount of the toll, applicable administrative fees and the interest rate that is being charged on unpaid tolls and fees.	<b>16.</b> (1) Si le péage imposé pour conduire un véhicule sur l'autoroute 407 n'est pas payé dans les 35 jours qui suivent la mise à la poste de la facture, le propriétaire peut signifier au titulaire du certificat d'immatriculation de véhicule ou, si un appareil à péage était fixé au véhicule, au titulaire au nom duquel l'appareil à péage est immatriculé, un avis de défaut de paiement d'un péage indiquant le montant du péage, les frais d'administration applicables et le taux d'intérêt qui est imposé sur les péages, les frais et les droits impayés.	Paiement des péages, recouvrement
Content of notice	(2) The notice shall state, (a) that the holder named in the notice may dispute the matter on the ground that, (i) the toll was paid in full; (ii) the vehicle, the numbered plates or the toll device registered to the holder was lost or stolen at the time the toll was incurred; (iii) the holder named in the notice is not the holder of the vehicle permit for the vehicle involved; or (iv) the holder named in the notice is not the registered holder of the toll device that was affixed to the vehicle involved; (b) that the onus of proving the ground on which the matter is disputed is on the holder; and	(2) L'avis indique ce qui suit : a) le titulaire qui y est nommé peut contester la question pour l'un ou l'autre des motifs suivants : (i) le péage a été payé intégralement, (ii) le véhicule, les plaques d'immatriculation ou l'appareil à péage immatriculé au nom du titulaire étaient perdus ou volés au moment où le péage a été engagé, (iii) il n'est pas le titulaire du certificat d'immatriculation de véhicule délivré pour le véhicule en cause, (iv) il n'est pas le titulaire enregistré de l'appareil à péage qui était fixé au véhicule en cause; b) il incombe au titulaire de prouver le motif sur lequel la contestation est fondée;	Contenu de l'avis

	(c) that if the holder disputes the notice and sends a written explanation to the owner under subsection (8) and the owner fails to notify the holder of its decision within 35 days of receiving the written explanation, then the tolls, fees and interest set out in the notice shall be deemed to be paid in full.	c) si le titulaire conteste l'avis et envoie une explication écrite au propriétaire en vertu du paragraphe (8) et que celui-ci n'avise pas le titulaire de sa décision dans les 35 jours de la réception de l'explication écrite, les péages, les frais, les droits et les intérêts indiqués dans l'avis sont alors réputés avoir été payés intégralement.	
Same	(3) The notice shall also state that if a toll, fee or any interest charged on the toll or fee is not paid within 90 days of the date on which the notice is deemed by subsection (21) to be received, the Registrar of Motor Vehicles may refuse to validate the vehicle permit or may refuse to issue a vehicle permit for the vehicle in respect of which the toll, fee or interest is owed.	(3) L'avis indique également que si un péage, des frais, des droits ou des intérêts imposés sur ceux-ci ne sont pas payés dans les 90 jours de la date à laquelle l'avis est réputé, aux termes du paragraphe (21), avoir été reçu, le registrateur des véhicules automobiles peut refuser de valider le certificat d'immatriculation de véhicule pour le véhicule à l'égard duquel le péage, les frais, les droits ou les intérêts sont dus ou refuser de délivrer un certificat d'immatriculation de véhicule pour ce véhicule.	Idem
Interest on unpaid tolls and fees	(4) Interest on unpaid tolls and fees continues to accrue even if the holder disputes or appeals the obligation to pay a toll.	(4) Les intérêts imposés sur des péages, des frais et des droits impayés continue de s'accumuler même si le titulaire conteste l'obligation de payer un péage ou interjette appel à cet égard.	Intérêts sur les péages, frais et droits impayés
Registrar notified	(5) If a toll, fee or interest is not paid within the 90-day period set out in the notice, the owner may in writing notify the Registrar of Motor Vehicles of the failure to pay and, if the holder pays the toll, fee and interest after the Registrar has been notified of the failure to pay, the owner shall immediately notify the Registrar in writing of the payment.	(5) Si un péage, des frais, des droits ou des intérêts ne sont pas payés dans le délai de 90 jours énoncé dans l'avis, le propriétaire peut en aviser par écrit le registrateur des véhicules automobiles et, si le titulaire paie le péage, les frais, les droits et les intérêts après que le registrateur a été avisé du défaut de paiement, le propriétaire en avise immédiatement par écrit le registrateur.	Avis au registrateur
Notification	(6) The owner shall give notice to the holder of any notice given to the Registrar of Motor Vehicles under subsection (5).	(6) Le propriétaire avise le titulaire de tout avis donné au registrateur des véhicules automobiles aux termes du paragraphe (5).	Avis
Registrar's action	(7) Upon receipt of a notice of failure to pay under subsection (5), the Registrar of Motor Vehicles shall refuse to validate the vehicle permit for the vehicle in respect of which a toll, fee or interest is owed or to issue a vehicle permit to the holder of that vehicle until the Registrar is notified by the owner that the holder has paid the toll, fee and interest or is notified by the owner or dispute arbitrator that the holder did not owe the toll, fee or interest.	(7) Dès qu'il reçoit l'avis de défaut de paiement prévu au paragraphe (5), le registrateur des véhicules automobiles refuse de valider le certificat d'immatriculation de véhicule pour le véhicule à l'égard duquel un péage, des frais, des droits ou des intérêts sont dus ou de délivrer un certificat d'immatriculation de véhicule au titulaire de ce véhicule jusqu'à ce que le propriétaire avise le registrateur que le titulaire a payé le péage, les frais, les droits et les intérêts ou que le propriétaire ou l'arbitre des différends l'avise que le titulaire ne devait pas le péage, les frais, les droits ou les intérêts.	Mesures prises par le registrateur
Dispute	(8) A holder who wishes to dispute a notice of failure to pay a toll on the grounds mentioned in subsection (2) shall send a written explanation to the owner within 30 days of the date on which the notice is deemed by subsection (21) to be received.	(8) Le titulaire qui désire contester un avis de défaut de paiement d'un péage pour les motifs mentionnés au paragraphe (2) envoie une explication écrite au propriétaire dans les 30 jours de la date à laquelle l'avis est réputé, aux termes du paragraphe (21), avoir été reçu.	Contestation
Dispute does not affect refusal to validate	(9) A dispute of the obligation to pay tolls, fees or interest does not prevent the Registrar	(9) La contestation de l'obligation de payer des péages, des frais, des droits ou des intérêts	Contestation sans effet sur le refus de valider

of Motor Vehicles from refusing to validate or issue a vehicle permit under subsection (7) unless the holder pays the tolls, fees or interest in dispute.

n'a pas pour effet d'empêcher le registrateur des véhicules automobiles de refuser de valider ou de délivrer un certificat d'immatriculation de véhicule en vertu du paragraphe (7) à moins que le titulaire ne paie les péages, les frais, les droits ou les intérêts visés par la contestation.

Payment without prejudice

(10) The payment of the tolls, fees and interest by the holder does not prejudice the right of the holder to dispute the notice of failure to pay a toll.

(10) Le paiement des péages, des frais, des droits et des intérêts par le titulaire ne porte pas atteinte au droit de celui-ci de contester l'avis de défaut de paiement d'un péage.

Réserve

Onus

(11) The onus is on the holder to prove the ground on which the holder disputes the obligation to pay the toll.

(11) Il incombe au titulaire de prouver le motif pour lequel il conteste l'obligation de payer le péage.

Fardeau

Initial decision

(12) Within 30 days of receipt of the written explanation under subsection (8) the owner shall decide whether or not the holder owes tolls, fees or interest as set out in the notice on the basis of the written explanation and shall send its written decision, with or without reasons, to the holder.

(12) Dans les 30 jours de la réception de l'explication écrite prévue au paragraphe (8), le propriétaire décide, sur la foi de cette explication, si le titulaire est débiteur ou non des péages, des frais, des droits ou des intérêts indiqués dans l'avis et transmet sa décision écrite, motivée ou non, au titulaire.

Décision initiale

Dispute arbitrator

(13) The Lieutenant Governor in Council may appoint a dispute arbitrator for the purposes of this section, whose fees and expenses shall be paid by the owner.

(13) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour l'application du présent article, nommer un arbitre des différends dont les honoraires et les dépenses sont à la charge du propriétaire.

Arbitre des différends

Appeal

(14) A holder who wishes to appeal the decision of the owner on a ground set out in subsection (2) shall send a written explanation to the dispute arbitrator and to the owner within 30 days of the date on which the owner's decision is deemed by subsection (21) to be received.

(14) Le titulaire qui souhaite interjeter appel de la décision du propriétaire pour un motif mentionné au paragraphe (2) envoie une explication écrite à l'arbitre des différends et au propriétaire dans les 30 jours de la date à laquelle la décision est réputée, aux termes du paragraphe (21), avoir été reçue.

Appel

If failure to decide

(15) If the owner fails to notify the holder of its decision within 35 days of receiving the holder's written explanation, then the tolls, fees and interest set out in the notice shall be deemed to be paid in full.

(15) Si le propriétaire n'avise pas le titulaire de sa décision dans les 35 jours de la date à laquelle l'explication écrite de ce dernier, les péages, les frais, les droits et les intérêts indiqués dans l'avis sont alors réputés avoir été payés intégralement.

Absence de décision

Dispute arbitrator's review

(16) Upon receipt of a notice under subsection (14) the dispute arbitrator shall review the written explanation and may,

(16) Sur réception d'un avis prévu au paragraphe (14), l'arbitre des différends examine l'explication écrite et peut, selon le cas :

Examen de l'arbitre des différends

- (a) decide the matter on the basis of the written explanation;
- (b) if he or she thinks appropriate, hold a hearing into the matter; or
- (c) use any available mediation or alternate dispute resolution method that he or she considers appropriate.

- a) prendre une décision sur la foi de cette explication;
- b) tenir une audience sur la question s'il l'estime approprié;
- c) avoir recours à toute méthode de médiation ou méthode de règlement extrajudiciaire des différends qu'il estime appropriée.

Dispute arbitrator's decision

(17) The dispute arbitrator,

(17) L'arbitre des différends prend les décisions suivantes et sa décision est définitive et lie les parties :

Décision de l'arbitre des différends

- (a) shall decide whether or not the holder owes a toll, fee or interest based solely on the grounds of dispute mentioned in subsection (2); and

- a) il décide si le titulaire est ou non débiteur du péage, des frais, des droits ou des intérêts en se fondant uniquement



- (b) if he or she decides that the holder does not owe the toll, fee or interest, may order the owner to pay the holder the amount of the holder's reasonable out of pocket expenses,

and the decision of the dispute arbitrator is final and binding on the parties and is not subject to appeal.

Notice of decision

(18) The dispute arbitrator shall give the holder, the owner and the Registrar of Motor Vehicles his or her decision in writing.

Payment of toll

(19) If the owner or the dispute arbitrator decides that the holder does not owe the tolls, fees or interest as set out in the notice or decision, or if the tolls, fees and interest are deemed to be paid in full under subsection (15), the owner shall repay to the holder with interest any toll, fee or interest paid to the owner and subsequently determined not to be owed.

Statutory Powers Procedure Act

(20) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to the owner's or a dispute arbitrator's powers of decision under this section.

Documents deemed received

(21) Any document required or permitted to be sent, given or served under this section shall be sent by registered mail or delivered by a bonded courier, or sent by any other prescribed method, and shall be deemed to have been received,

- (a) on the fifth business day after the day it was sent by registered mail;
- (b) on the day it was delivered by courier; or
- (c) in the case of a prescribed method, on a prescribed day.

Evidence

(22) Photographic or electronic evidence of the use of Highway 407 is proof in the absence of evidence to the contrary of the obligation to pay a toll.

Other remedies

(23) Actions taken under this section are in addition to any other methods of enforcement and collection available at law.

Assignment of agreements

17. The Minister of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation may, to the extent that they are assignable, assign to the owner any rights the Minister or the Corporation has pursuant to any agreement with a government of another jurisdiction or with a person or agency in another jurisdiction relating to the collection or enforcement of tolls.

#### MANAGEMENT OF HIGHWAY

Interpretation

18. For the purposes of sections 19 to 33, "highway" has the same meaning as in the

sur les motifs de contestation mentionnés au paragraphe (2);

- b) s'il décide que le titulaire n'est pas débiteur du péage, des frais, des droits ou des intérêts, il peut ordonner au propriétaire de rembourser au titulaire le montant de ses débours raisonnables.

(18) L'arbitre des différends donne sa décision par écrit au titulaire, au propriétaire et au registraire des véhicules automobiles.

Avis de décision

(19) Si le propriétaire ou l'arbitre des différends décide que le titulaire n'est pas débiteur des péages, des frais, des droits ou des intérêts indiqués dans l'avis ou la décision, ou que ceux-ci sont réputés avoir été payés intégralement aux termes du paragraphe (15), le propriétaire rembourse au titulaire, avec intérêts, les péages, les frais, les droits ou les intérêts qu'il lui a payés et dont, selon la décision, il n'était pas redevable.

Remboursement

(20) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas aux pouvoirs décisionnels que le présent article confère au propriétaire ou à l'arbitre des différends.

Loi sur l'exercice des compétences légales

(21) Les documents qui doivent ou peuvent être envoyés, donnés ou signifiés aux termes du présent article sont envoyés par courrier recommandé ou livrés par messagerie assurée, ou sont envoyés par toute autre méthode prescrite, et sont réputés avoir été reçus :

Documents réputés reçus

- a) soit le cinquième jour ouvrable après leur envoi par courrier recommandé;
- b) soit le jour de leur livraison par messagerie;
- c) soit le jour prescrit dans le cas d'une méthode prescrite.

(22) Une preuve photographique ou électronique de l'utilisation de l'autoroute 407 constitue, en l'absence de preuve contraire, la preuve de l'obligation de payer un péage.

Preuve

(23) Les mesures prises en vertu du présent article s'ajoutent aux autres méthodes de recouvrement et de perception existant en droit.

Autres recours

17. Le ministre des Transports ou la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario peut, dans la mesure où ils sont cessibles, céder au propriétaire les droits que possède le ministre ou la Société conformément à tout accord conclu avec un gouvernement ou avec une personne ou un organisme d'une autre autorité législative relativement à la perception ou au recouvrement des péages.

Cession des accords

#### GESTION DE L'AUTOROUTE

18. Pour l'application des articles 19 à 33, «voie publique» s'entend au sens de la *Loi sur*

Interprétation

*Public Transportation and Highway Improvement Act.*

*l'amélioration des voies publiques et des transports en commun.*

Intersecting  
highways

19. (1) Where Highway 407 intersects any highway that is not part of the King's Highway, the continuation of Highway 407 to its full width across the highway so intersected shall be deemed to be Highway 407 and to be under the jurisdiction and control of the owner.

19. (1) Si l'autoroute 407 croise une voie publique qui ne fait pas partie de la route principale, la continuation de l'autoroute 407 à travers la voie publique, sur toute sa largeur, est réputée être l'autoroute 407 et relever de la compétence du propriétaire.

Intersection

Crossing  
highways

(2) Despite subsection (1), where a highway is carried over or under Highway 407 by a bridge or other structure, the surface of the highway shall be deemed to be under the jurisdiction and control of the authority that has jurisdiction and control over the remainder of the highway.

(2) Malgré le paragraphe (1), si une voie publique passe au-dessus ou au-dessous de l'autoroute 407 au moyen d'un pont ou d'une autre construction, la surface de la voie publique est réputée relever de la compétence de l'autorité qui a compétence sur le reste de la voie publique.

Croisement

Same

(3) Where a highway is carried over or under Highway 407 by a bridge or other structure, responsibility for the management of the highway and Highway 407 shall be governed by the same directives used by the Ministry of Transportation where the King's Highway intersects a highway that is not the King's Highway and,

(3) Si une voie publique passe au-dessus ou au-dessous de l'autoroute 407 au moyen d'un pont ou d'une autre construction, la responsabilité relativement à la gestion de la voie publique et de l'autoroute 407 est régie par les mêmes directives que celles en vigueur au ministère des Transports lorsque la route principale croise une voie publique qui n'est pas la route principale et :

Idem

- (a) the owner shall abide by the directives as if it were the Ministry of Transportation; and
- (b) the authority that has jurisdiction and control over the remainder of the highway shall abide by the directives as if Highway 407 were a part of the King's Highway.

- a) d'une part, le propriétaire se conforme aux directives comme s'il était le ministère des Transports;
- b) d'autre part, l'autorité qui a compétence sur le reste de la voie publique se conforme aux directives comme si l'autoroute 407 faisait partie de la route principale.

Intersecting  
King's  
Highways

20. (1) Where Highway 407 intersects any part of the King's Highway, the continuation of the King's Highway to its full width across Highway 407 shall be under the jurisdiction and control of the Minister of Transportation.

20. (1) Si l'autoroute 407 croise une section de la route principale, la continuation de cette dernière à travers l'autoroute 407, sur toute sa largeur, relève de la compétence du ministre des Transports.

Croisement  
de la route  
principale

Bridge

(2) Where a King's Highway is carried over or under Highway 407 by a bridge or other structure, the bridge or other structure is part of Highway 407.

(2) Si une route principale passe au-dessus ou au-dessous de l'autoroute 407 au moyen d'un pont ou d'une autre construction, ceux-ci font partie de l'autoroute 407.

Pont

Directives

(3) The responsibility for the maintenance, repair and rehabilitation of the King's Highway and Highway 407 shall be governed by the directives referred to in subsection 19 (3), and,

(3) La responsabilité relativement à l'entretien, à la réparation et à la réhabilitation de la route principale et de l'autoroute 407 est régie par les directives visées au paragraphe 19 (3) et :

Directives

- (a) Highway 407 shall be treated as if it were a part of the King's Highway and the owner shall conduct itself as if it were the Ministry of Transportation; and
- (b) the intersecting part of the King's Highway shall be treated as if it were a highway that is not the King's Highway and the Ministry of Transportation shall

- a) d'une part, l'autoroute 407 est considérée comme si elle faisait partie de la route principale et le propriétaire agit comme s'il était le ministère des Transports;
- b) d'autre part, la section qui croise la route principale est considérée comme s'il s'agissait d'une voie publique qui ne fait pas partie de la route principale

conduct itself as if it were an authority with jurisdiction and control over a highway that is not the King's Highway.

et le ministère des Transports agit comme s'il était l'autorité qui a compétence sur une voie publique qui ne fait pas partie de la route principale.

Relocation of road

21. (1) The owner may refer the matter to the Minister of Transportation where the owner is unable to obtain the consent of the authority or person having jurisdiction and control over a road to relocate, alter or divert any public or private road that is not the King's Highway entering or touching upon or giving access to Highway 407.

21. (1) Le propriétaire peut renvoyer la question au ministre des Transports lorsqu'il lui est impossible d'obtenir le consentement de l'autorité ou de la personne qui a compétence sur une route pour déplacer, modifier ou détourner une route publique ou privée, autre que la route principale, qui communique avec l'autoroute 407, y est contiguë ou y donne accès.

Nouvel emplacement d'une route

Authorization

(2) Where the Minister of Transportation is satisfied that the relocation, alteration or diversion proposed by the owner under subsection (1) is necessary for the management of Highway 407, the Minister of Transportation may authorize the owner to undertake the proposed action.

(2) Si le ministre des Transports est convaincu que le déplacement, la modification ou le détournement que projette le propriétaire aux termes du paragraphe (1) est nécessaire à la gestion de l'autoroute 407, il peut autoriser le propriétaire à entreprendre les travaux envisagés.

Autorisation

Payment of costs

(3) The owner shall negotiate the payment of reasonable costs of the relocation, alteration or diversion of the road with the authority or person having control over the road, and if the parties cannot agree on the reasonable costs to be paid, the matter shall be referred to binding arbitration under the *Arbitration Act, 1991* or such other method of arbitration as the parties may agree.

(3) Le propriétaire négocie le paiement des coûts raisonnables du déplacement, de la modification ou du détournement de la route avec l'autorité ou la personne qui a compétence sur celle-ci. Si les parties n'arrivent pas à s'entendre sur les coûts raisonnables exigibles, la question est renvoyée à l'arbitrage exécutoire aux termes de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ou à toute autre méthode d'arbitrage dont conviennent les parties.

Paiement des coûts

During repair road deemed to be highway

(4) During the period when the changes are being made, that portion of the road being relocated, altered or diverted shall be deemed to be part of Highway 407 for purposes of section 34.

(4) Pendant la période où des changements sont apportés, la section de la route qui fait l'objet du déplacement, de la modification ou du détournement est réputée faire partie de l'autoroute 407 pour l'application de l'article 34.

Route réputée une voie publique

Notice of closing of highway

(5) A municipality shall not open, close or divert any highway or road allowance entering upon or intersecting Highway 407 without giving written notice to the owner.

(5) Une municipalité ne doit pas ouvrir, fermer ou détourner une voie publique ou un emplacement affecté à une route qui communique avec l'autoroute 407 ou la croise à moins d'en avoir avisé par écrit le propriétaire.

Avis de fermeture de la voie publique

By-law

(6) A by-law passed for any purposes mentioned in subsection (5) does not take effect until the Minister of Transportation endorses his or her consent on the by-law and the by-law is registered in the proper land registry office.

(6) Le règlement municipal adopté à l'une des fins mentionnées au paragraphe (5) ne prend effet que si le ministre des Transports y appose son consentement et que le règlement municipal est enregistré au bureau d'enregistrement immobilier compétent.

Règlement municipal

Exception

(7) Subsections (5) and (6) do not apply where the highway or road allowance is closed for a specified period of time not exceeding 72 hours and the municipality has provided an adequate detour.

(7) Les paragraphes (5) et (6) ne s'appliquent pas si la voie publique ou l'emplacement affecté à une route est fermé pendant une période déterminée n'excédant pas 72 heures et que la municipalité a prévu la déviation nécessaire.

Exception

Consent not regulation

(8) A consent under subsection (6) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

(8) Le consentement prévu au paragraphe (6) n'est pas un règlement au sens de la *Loi sur les règlements*.

Non un règlement



Drainage of  
Highway 407

22. (1) The owner may initiate and carry out proceedings under any Act respecting drainage for the purpose of procuring proper drainage for Highway 407 and the owner has the authority to file notices and declarations as owner with the clerk of the local municipalities, or receive notices where any other person is the initiating party, in accordance with the procedure prescribed in the Act, but no storm or land drainage works shall be constructed on Highway 407 under any Act without the consent of the owner.

Drainage  
engineer for  
Highway 407

(2) The owner may from time to time designate one or more engineers to be the engineer or engineers authorized to carry out the provisions of any Act respecting drainage for the purpose of procuring proper drainage for Highway 407 and every engineer so designated has for that purpose all the powers and shall perform all the duties on behalf of the owner required of an engineer appointed by a municipality.

Authoriza-  
tion required

(3) Despite subsections (1) and (2), the owner shall not exercise any of its powers or withhold its consent without the agreement of the affected party or the authorization of the Minister of Transportation.

Closure of  
Highway

23. (1) The owner may close part of Highway 407 to traffic in order to do work on Highway 407 for such time as is necessary to do the work but in all cases the owner shall keep Highway 407 open to traffic travelling in both directions at all times, except as provided in any other Act or regulations.

Approval of  
Minister

(2) If the owner plans to close a part of Highway 407 for more than 72 hours, the owner shall give the Minister of Transportation at least 30 days written notice and shall not commence the closure without the approval of the Minister.

No liability

(3) Every person using any part of Highway 407 which is closed to traffic in accordance with this section does so at the person's own risk and the owner is not liable for any damage sustained by a person using any part of Highway 407 which is closed to traffic.

Offence

(4) Every person who, without the consent of the owner or other lawful authority,

(a) uses any part of Highway 407 which is closed to traffic under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200, or such greater amount as may be prescribed;

22. (1) Le propriétaire peut introduire et poursuivre des instances ayant trait au drainage en vertu de toute loi dans le but d'assurer le drainage approprié de l'autoroute 407. Il peut déposer des avis et déclarations, à titre de propriétaire, auprès des secrétaires des municipalités locales. Si une autre personne est la partie ayant introduit l'instance, il peut recevoir des avis conformément à la procédure prescrite dans la Loi. Toutefois, aucune installation de drainage des eaux pluviales ou des biens-fonds ne doit être construite sur l'autoroute 407 en vertu d'une loi sans le consentement du propriétaire.

Drainage de  
l'autoroute  
407

(2) Le propriétaire peut, à l'occasion, charger un ou plusieurs ingénieurs d'appliquer les dispositions d'une loi ayant trait au drainage pour assurer le drainage approprié de l'autoroute 407. À cette fin et au nom du propriétaire, ces ingénieurs possèdent les pouvoirs et exercent les fonctions exigées d'un ingénieur nommé par une municipalité.

Ingénieurs

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le propriétaire ne doit pas exercer ses pouvoirs ou refuser son consentement sans l'accord de la partie concernée ou l'autorisation du ministre des Transports.

Autorisation  
obligatoire

23. (1) Le propriétaire peut fermer une section de l'autoroute 407 à la circulation pendant la période nécessaire pour y effectuer des travaux. Dans tous les cas, le propriétaire garde l'autoroute 407 ouverte à la circulation dans les deux sens en tout temps, sauf disposition contraire de toute autre loi ou des règlements.

Fermeture de  
l'autoroute

(2) S'il se propose de fermer une section de l'autoroute 407 pendant plus de 72 heures, le propriétaire en donne un préavis écrit d'au moins 30 jours au ministre des Transports et ne doit pas commencer à la fermer sans l'approbation du ministre.

Approbation  
du ministre

(3) Quiconque circule sur toute section de l'autoroute 407 qui est fermée à la circulation conformément au présent article le fait à ses risques et périls. Le propriétaire n'est pas responsable des dommages que subit un contrevenant.

Immunité

(4) Quiconque, sans le consentement du propriétaire ou de toute autre autorité légitime :

Infraction

a) circule sur une section de l'autoroute 407 qui est fermée à la circulation aux termes du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$ ou du montant supérieur prescrit;

(b) defaces any barricade, light, detour sign or notice relating to a closure to traffic under this section that is placed on Highway 407 by the owner or other lawful authority is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200 or such greater amount as may be prescribed;

(c) removes any barricade, light, detour sign or notice relating to a closure to traffic under this section that is placed on Highway 407 by the owner or other lawful authority is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$500, or such greater amount as may be prescribed.

Power to enter on land, etc.

**24. (1)** Where the owner, for the management of Highway 407, needs to,

- (a) enter upon and use any land;
- (b) alter in any manner any natural or artificial feature of the land;
- (c) construct and use roads on, to or from the land; or
- (d) place upon or remove from the land any substance or structure,

and the owner is unable to obtain the consent of the landowner, within a reasonable time and on reasonable terms, the owner may refer the matter to the Minister of Transportation.

Authorization by Minister

(2) Where the Minister of Transportation is satisfied that the actions proposed by the owner under subsection (1) are necessary for the management of Highway 407, the Minister may authorize the owner to do anything that the Minister would be permitted to do under section 6 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*.

Costs

(3) The owner shall compensate the landowner for any damage resulting from the actions of the owner under subsection (2).

Removal of obstructions

**25. (1)** With the consent of the landowner or, where no consent is given, with the authorization of the Minister of Transportation, the owner may enter on land adjacent to Highway 407 and cut down or remove any object or take any other reasonable action in order to remove obstructions or to prevent the drifting

b) abîme une barrière, un feu, un panneau de déviation ou un avis relatifs à une fermeture à la circulation prévue au présent article qui se trouvent placés sur l'autoroute 407 par le propriétaire ou une autre autorité légitime est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$ ou du montant supérieur prescrit;

c) enlève une barrière, un feu, un panneau de déviation ou un avis relatifs à une fermeture à la circulation prévue au présent article qui se trouvent placés sur l'autoroute 407 par le propriétaire ou une autre autorité légitime est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 500 \$ ou du montant supérieur prescrit.

**24. (1)** Le propriétaire peut renvoyer la question au ministre des Transports s'il n'arrive pas, aux fins de gestion de l'autoroute 407, à obtenir la permission du propriétaire dans un délai et à des conditions raisonnables pour, selon le cas :

- a) pénétrer sur un bien-fonds et en faire usage;
- b) modifier de quelque façon une caractéristique naturelle ou artificielle du bien-fonds;
- c) construire des routes et en faire usage, que ces routes soient situées sur le bien-fonds, y conduisent ou partent de celui-ci;
- d) placer sur le bien-fonds ou en enlever toute substance ou construction.

(2) S'il est convaincu que les mesures que propose le propriétaire aux termes du paragraphe (1) sont nécessaires à la gestion de l'autoroute 407, le ministre des Transports peut autoriser le propriétaire à faire tout ce que l'article 6 de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun* permettrait au ministre de faire.

(3) Le propriétaire indemnise le propriétaire foncier pour tout dommage résultant des mesures prises par le propriétaire en vertu du paragraphe (2).

**25. (1)** Avec la permission du propriétaire foncier ou, si aucune permission n'est donnée, avec l'autorisation du ministre des Transports, le propriétaire peut pénétrer sur un bien-fonds adjacent à l'autoroute 407 pour y couper ou y enlever tout objet, ou prendre toute autre mesure raisonnable, afin d'enlever les obstacles

Pouvoir de pénétrer sur un bien-fonds

Autorisation du ministre

Coûts

Enlèvement des obstacles

of snow where, in the opinion of the owner, to do so is necessary for the safety or convenience of the travelling public.

ou d'empêcher la neige de s'accumuler si, à son avis, cette mesure est nécessaire à la sécurité ou à la commodité du public qui y circule.

Snow Fences

(2) With the consent of the landowner, or, where no consent is given, with the authorization of the Minister of Transportation, the owner may enter upon any land adjacent to Highway 407 and may erect and maintain snow fences on the land.

(2) Avec la permission du propriétaire foncier ou, si aucune permission n'est donnée, avec l'autorisation du ministre des Transports, le propriétaire peut pénétrer sur un bien-fonds adjacent à l'autoroute 407 pour y installer et y entretenir des paraneiges.

Paraneiges

Compensation

(3) The owner shall compensate the landowner for any damage resulting from the exercise of its powers under this section.

(3) Le propriétaire indemnise le propriétaire foncier pour tout dommage résultant de l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article.

Indemnisation

Control of Highway 407 lands

26. (1) The owner shall control the use of the Highway 407 lands in accordance with the policies of the Ministry of Transportation for controlled-access highways as established from time to time.

26. (1) Le propriétaire contrôle l'utilisation des biens-fonds réservés à l'autoroute 407 conformément aux politiques qu'établit à l'occasion le ministère des Transports relativement aux routes à accès limité.

Contrôle des biens-fonds réservés à l'autoroute 407

Same

(2) Despite subsection (1), the Minister of Transportation may use the Highway 407 lands to manage,

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre des Transports peut utiliser les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 pour gérer ce qui suit :

Idem

- (a) transitways;
- (b) areas used by the Ministry of Transportation to conduct vehicle and weight inspections; and
- (c) any objects and structures for highway or transportation purposes.

- a) les réseaux de rues piétons-autobus;
- b) les zones utilisées par le ministère des Transports pour effectuer des inspections de véhicules et de leurs poids;
- c) les objets et constructions utilisés aux fins de la voie publique ou du transport.

Application of Public Transportation and Highway Improvement Act

(3) The Minister of Transportation shall control the use of the lands adjacent to the Highway 407 lands, and section 38 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act* applies to the adjacent lands.

(3) Le ministre des Transports contrôle l'utilisation des biens-fonds adjacents aux biens-fonds réservés à l'autoroute 407, et l'article 38 de la *Loi sur l'amélioration des voies publiques et des transports en commun* s'applique à ces biens-fonds adjacents.

Application de la *Loi sur l'amélioration des voies publiques et des transports en commun*

Interference with Highway 407

(4) Despite any other Act or regulation, no person, municipality or local board shall, except in accordance with conditions set by the owner under subsection (1),

(4) Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, aucune personne, aucune municipalité ou aucun conseil local ne doit, si ce n'est conformément aux conditions énoncées par le propriétaire en vertu du paragraphe (1) :

Entrave à l'autoroute 407

- (a) obstruct or deposit material on, along, under or across Highway 407 or take up or in any way interfere with Highway 407; or
- (b) construct or change the use of any private road, entranceway, gate or other structure or facility as a means of access to Highway 407, other than a controlled-access highway.

- a) soit obstruer l'autoroute 407, déposer des objets sur celle-ci, le long de celle-ci, sous celle-ci ou en travers de celle-ci, y faire des creusements ou l'entraver d'une quelconque façon;
- b) soit construire un chemin privé, une voie d'entrée, une barrière ou une autre construction ou installation comme moyen d'accès à l'autoroute 407, à l'exclusion d'une route à accès limité, ou en modifier l'usage.

Offence

(5) Every person who contravenes subsection (4) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$5,000, or such greater amount as may be prescribed.

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$ ou du montant supérieur prescrit.

Infraction



Construction zone	<p><b>27.</b> The owner may designate any part of Highway 407 as a construction zone and for the purposes of subsections 128 (8), (9) and (10) of the <i>Highway Traffic Act</i>, and the regulations made under that Act concerning construction zones, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway, and the owner to be an official of the Ministry of Transportation authorized by the Minister of Transportation in writing.</p>	<p><b>27.</b> Le propriétaire peut désigner toute section de l'autoroute 407 comme zone de construction et, pour l'application des paragraphes 128 (8), (9) et (10) du <i>Code de la route</i> et des règlements pris en application de ce code qui ont trait aux zones de construction, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale et le propriétaire est réputé être un fonctionnaire du ministère des Transports autorisé par écrit par le ministre des Transports.</p>	Zone de construction
Conformity with safety standards	<p><b>28.</b> (1) The owner shall carry out the management of Highway 407 in compliance with the ministry safety standards used by the Ministry of Transportation for comparable controlled-access highways.</p>	<p><b>28.</b> (1) Le propriétaire gère l'autoroute 407 conformément aux normes de sécurité ministérielles en vigueur au ministère des Transports pour les routes à accès limité comparables.</p>	Observation des normes de sécurité
Equal application of standards	<p>(2) The ministry safety standards shall be applied to Highway 407 in the same manner as they are applied to any part of the King's highway that is designated as a controlled-access highway and in no case shall the owner be required,</p> <p>(a) to follow a standard that is more onerous than the safety standard that applies to other comparable controlled-access highways; or</p> <p>(b) to apply a safety standard in a manner that is more onerous than the manner in which it is applied to other comparable highways that are designated as controlled-access highways.</p>	<p>(2) Les normes de sécurité ministérielles s'appliquent à l'autoroute 407 de la même façon qu'elles s'appliquent à toute section de la route principale qui est désignée comme route à accès limité. En aucun cas le propriétaire ne doit être tenu :</p> <p>a) soit de suivre une norme plus sévère que la norme de sécurité qui s'applique à d'autres routes à accès limité comparables;</p> <p>b) soit d'appliquer une norme de sécurité plus sévèrement que dans le cas d'autres voies publiques comparables qui sont désignées comme routes à accès limité.</p>	Application égale des normes
Other standards	<p>(3) Despite subsection (1), with the approval of the Minister of Transportation, the owner may use safety standards other than ministry safety standards in carrying out its functions, activities and responsibilities with respect to Highway 407 if, in the opinion of the Minister of Transportation, the proposed standard provides equivalent safety protection to the ministry safety standard.</p>	<p>(3) Malgré le paragraphe (1) et avec l'approbation du ministre des Transports, le propriétaire peut appliquer des normes de sécurité différentes des normes de sécurité ministérielles lorsqu'il exerce ses fonctions et ses activités et assume ses responsabilités à l'égard de l'autoroute 407 si, de l'avis du ministre, les normes envisagées assurent une protection équivalente à celle qu'assurent les normes de sécurité ministérielles.</p>	Autres normes
Inspection	<p><b>29.</b> (1) In this section,</p> <p>“record” means any record of information, however recorded.</p>	<p><b>29.</b> (1) La définition qui suit s'applique au présent article.</p> <p>«document» Tout document qui reproduit des renseignements, quel qu'en soit le mode de transcription.</p>	Inspection
Authorization of officials	<p>(2) The Minister of Transportation may authorize such officials as he or she considers appropriate for the purpose of inspecting Highway 407 and carrying out an audit to ensure compliance with ministry safety standards.</p>	<p>(2) Le ministre des Transports peut autoriser les fonctionnaires qu'il estime appropriés aux fins d'inspection de l'autoroute 407 et de vérification afin de s'assurer que les normes de sécurité ministérielles sont observées.</p>	Autorisation de fonctionnaires
Powers	<p>(3) For the purposes of carrying out his or her duties and powers under subsection (2), an official may,</p> <p>(a) enter upon Highway 407 and the area immediately around it at any time without a warrant;</p>	<p>(3) Lorsqu'il exerce les fonctions et les pouvoirs que lui confère le paragraphe (2), le fonctionnaire peut :</p> <p>a) pénétrer en tout temps, sans mandat, sur l'autoroute 407 et la zone environnante;</p>	Pouvoirs

- (b)

take up or use any machine, device, article, thing, material or biological, chemical or physical agent or part thereof;

(c)

in any inspection, examination, inquiry or test, be accompanied and assisted by or take with him or her any person or persons having special, expert or professional knowledge of any matter, take photographs, and take with him or her and use any equipment or materials required for such purpose;

(d)

conduct or take tests of any equipment, machine, device, article, thing, material or biological, chemical or physical agent, and for such purposes, take and carry away such samples as may be necessary;

(e)

require in writing the owner to cause any tests described in clause (d) to be conducted or taken, at the expense of the owner, by a person possessing such special, expert or professional knowledge or qualifications as are specified by the official, and to provide a report or assessment by that person.
- b)

prendre ou utiliser tout ou partie d'une machine, d'un appareil, d'un article, d'un objet, d'un matériau ou d'un agent biologique, chimique ou physique;

c)

lorsqu'il procède à une inspection, un examen, une enquête ou un essai, se faire accompagner et aider d'une ou de plusieurs personnes qui possèdent des connaissances particulières ou professionnelles dans un domaine, prendre des photographies et, à cette fin, apporter et utiliser l'équipement ou le matériel nécessaires;

d)

faire des essais sur tout équipement, une machine, un appareil, un article, un objet, un matériau ou un agent biologique, chimique ou physique et, à cette fin, prendre et emporter les échantillons nécessaires;

e)

exiger par écrit que le propriétaire fasse faire à ses frais par une personne possédant les connaissances professionnelles ou particulières ou les qualités requises que précise le fonctionnaire les essais décrits à l'alinéa d) et qu'il fournisse, à ses frais, le rapport ou l'évaluation fait par cette personne.

Same

(4)

For the purposes of carrying out his or her duties and powers under subsection (2), an official may without a warrant but with the consent and subject to the direction of the Minister of Transportation,

(4)

Lorsqu'il exerce les fonctions et les pouvoirs que lui confère le paragraphe (2), le fonctionnaire peut sans mandat, mais avec le consentement et sous réserve des directives du ministre des Transports :

Idem

- (a)

enter the offices of the owner, at any reasonable time;

(b)

require the production of any record, and inspect, examine and copy the same; and

(c)

upon giving a receipt, remove any record inspected or examined for the purpose of making copies or extracts, and upon making copies or extracts shall promptly return the original record to the person who produced or furnished it.
- a)

pénétrer à toute heure raisonnable dans les bureaux du propriétaire;

b)

exiger la production de documents, les examiner et en faire des copies;

c)

après avoir donné un récépissé à cet effet, prendre les documents examinés afin d'en faire des copies ou d'en prendre des extraits, après quoi il les retourne promptement à la personne qui les a produits ou fournis.

Facilitation of inspection

(5)

The owner shall facilitate an entry, inspection, examination, inquiry or test by an official acting under this section.

(5)

Le propriétaire facilite l'entrée d'un fonctionnaire ainsi que son inspection et ses examens, enquêtes et essais lorsqu'il agit aux termes du présent article.

Obligation de faciliter une inspection

Where no facilitation

(6)

Where the owner fails to facilitate an official's entry, inspection, examination, inquiry or test, the Minister of Transportation may authorize whatever steps are necessary, other than the use of force, to ensure that the official is able to exercise his or her powers in a safe and prompt manner.

(6)

Si le propriétaire ne facilite pas l'entrée d'un fonctionnaire ainsi que son inspection et ses examens, enquêtes et essais, le ministre des Transports peut autoriser la prise des mesures nécessaires, autre que le recours à la force, pour faire en sorte que le fonctionnaire puisse exercer ses pouvoirs d'une manière sûre et rapide.

Absence de collaboration

Contravention

(7)

An official who finds a contravention of any ministry safety standards with respect to

(7)

Le fonctionnaire qui constate une contravention aux normes de sécurité ministérielles

Contravention

Highway 407 shall notify the owner in writing of the contravention and the owner shall comply.

Confidentiality

(8) Every official acting under this section shall preserve confidentiality with respect to all matters that come to his or her knowledge in the course of so acting, and shall not communicate any such matters to any other person except as may be required in connection with the administration of this Act, with the consent of the owner or as otherwise required by law.

Ministry undertakes work

**30.** (1) Where the owner has failed to comply with ministry safety standards or the Minister of Transportation and the owner cannot reach an agreement regarding the interpretation or application of a ministry safety standard, the Ministry of Transportation may undertake any work required to ensure compliance with ministry safety standards.

Costs

(2) To the extent that any work done pursuant to subsection (1) is necessary to comply with ministry safety standards, the cost of the work, plus a reasonable administration fee, shall be paid by the owner.

Higher standard

**31.** (1) Despite section 28, where the Minister of Transportation is of the opinion that a standard higher than the ministry safety standard is required for Highway 407, he or she may enter into an agreement with the owner to ensure the management of the Highway to the higher standard.

Minister may direct

(2) Failing agreement under subsection (1), the Ministry of Transportation may undertake the improvement, and any costs, including loss of revenue, associated with the higher standard shall be paid to the owner by the Ministry of Transportation.

Vehicle safety

**32.** (1) For the purpose of enforcing vehicle licensing and safety standards under any Act, the Minister of Transportation shall treat Highway 407 as if it were part of the King's Highway.

Costs

(2) The Minister of Transportation may charge the owner the reasonable costs of providing enforcement services under subsection (1).

Immunity

**33.** (1) No action or any proceedings for damages, prohibition or mandamus shall be instituted respecting any act done in good faith in the execution or intended execution of a person's duties under sections 29 to 32 or for any alleged neglect or default in the execution or performance in good faith of the person's duties or powers if the person is an employee of the Ministry of Transportation or if the per-

rielles à l'égard de l'autoroute 407 en avise le propriétaire par écrit et celui-ci se conforme à cet avis.

Confidentialité

(8) Chaque fonctionnaire qui agit aux termes du présent article garde confidentielle toute question dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions et ne doit communiquer aucun renseignement sur cette question à une personne sauf si cela est nécessaire dans le cadre de l'application de la présente loi, qu'il a obtenu le consentement du propriétaire ou que la loi l'exige par ailleurs.

Travaux entrepris par le ministère

**30.** (1) Si le propriétaire ne s'est pas conformé aux normes de sécurité ministérielles ou que le ministre des Transports et le propriétaire ne parviennent pas à s'entendre sur l'interprétation ou l'application d'une norme de sécurité ministérielle, le ministère des Transports peut entreprendre les travaux nécessaires pour se conformer aux normes de sécurité ministérielles.

Coûts

(2) Dans la mesure où des travaux effectués conformément au paragraphe (1) sont nécessaires pour se conformer aux normes de sécurité ministérielles, le coût des travaux, y compris des frais d'administration raisonnables, sont à la charge du propriétaire.

Norme plus élevée

**31.** (1) Malgré l'article 28, s'il est d'avis qu'une norme plus élevée que la norme de sécurité ministérielle est nécessaire pour l'autoroute 407, le ministre des Transports peut conclure un accord avec le propriétaire pour garantir la gestion de l'autoroute selon la norme plus élevée.

Ordre du ministre

(2) En l'absence de l'accord prévu au paragraphe (1), le ministère des Transports peut apporter l'amélioration, et les coûts, notamment les pertes de recettes, associés à la norme plus élevée sont remboursés au propriétaire par le ministère.

Sécurité des véhicules

**32.** (1) Aux fins d'exécution des dispositions de toute loi en ce qui a trait à l'immatriculation des véhicules et aux normes de sécurité, le ministre des Transports traite l'autoroute 407 comme si elle faisait partie de la route principale.

Coûts

(2) Le ministre des Transports peut imposer au propriétaire les coûts raisonnables engagés pour fournir les services d'exécution visés au paragraphe (1).

Immunité

**33.** (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts, en prohibition ou en mandamus introduites pour un acte qu'une personne a accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions que lui confèrent les articles 29 à 32 ou pour une négligence ou un manquement qu'elle aurait commis dans l'exercice ou l'accomplissement de bonne foi de ses fonctions



son acts as an agent of or advisor to the Ministry.

ou pouvoirs si la personne est un employé du ministère des Transports ou qu'elle agit comme mandataire du ministère ou en tant que conseiller auprès de lui.

Crown liability

(2) Subsection (1) does not by reason of subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act* relieve the Crown of any liability in respect of a tort committed by an employee of the Ministry of Transportation or a person who acts as an agent of or advisor to the Ministry, to which it would otherwise be subject, and the Crown is liable under that Act for such a tort as if subsection (1) had not been enacted.

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un employé du ministère des Transports ou une personne agissant comme mandataire du ministère ou en tant que conseiller auprès de lui.

Responsabilité de la Couronne

#### LIABILITY

#### RESPONSABILITÉ

Liability

**34.** (1) The owner shall maintain Highway 407 and keep it in repair and any municipality in which any part of Highway 407 is situate is relieved of any liability for maintaining and repairing Highway 407.

**34.** (1) Il incombe au propriétaire de veiller à l'entretien et aux réparations de l'autoroute 407 et la municipalité où est située une section de cette autoroute est déchargée de toute responsabilité à cet égard.

Responsabilité

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to any sidewalk or municipal undertaking or work constructed or in the course of construction by a municipality and the municipality is liable for want of repair for the sidewalk, municipal undertaking or work, whether the want of repair is the result of nonfeasance or misfeasance, in the same manner and to the same extent as in the case of any other like work constructed by the municipality.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un trottoir ou à une entreprise municipale ou un ouvrage construits ou en voie de construction par une municipalité. Celle-ci est responsable du manque de réparations concernant ce trottoir, ces entreprises ou ces ouvrages, que ce manque soit dû à l'inaction ou à l'action fautives, de la même façon et dans la même mesure que dans le cas d'un ouvrage semblable construit par la municipalité.

Exception

Non-application of the *Occupiers' Liability Act*

(3) The *Occupiers' Liability Act* does not apply to the owner where it is the occupier, within the meaning of that Act, of Highway 407.

(3) La *Loi sur la responsabilité des occupants* ne s'applique pas au propriétaire s'il est l'occupant, au sens de cette loi, de l'autoroute 407.

Non-application de la *Loi sur la responsabilité des occupants*

Liability for damage in case of default

(4) In the case of default by the owner to keep Highway 407 in repair, the owner is liable for damage sustained by any person by reason of the default.

(4) S'il ne répare pas l'autoroute 407, le propriétaire est responsable des dommages que subit quiconque en raison de ce défaut.

Responsabilité en cas de défaut

Insufficiency of walls, etc.

(5) No action shall be brought against the owner for the recovery of damages caused by the presence or absence or insufficiency of any wall, fence, guard rail, or barrier adjacent to or in, along or upon Highway 407 or caused by or on account of any construction, obstruction or erection or any situation, arrangement or disposition of any earth, rock, tree or other material or thing adjacent to or in, along or upon Highway 407 that is not on the roadway.

(5) Est irrecevable l'action en dommages-intérêts introduite contre le propriétaire si les dommages sont causés par la présence, l'absence ou l'insuffisance d'un mur, d'une clôture, d'un rail de guidage, d'une balustrade ou d'une barrière adjacents à l'autoroute 407, le long de celle-ci ou sur celle-ci. L'action est pareillement irrecevable si les dommages sont causés par une construction, par la pose d'un obstacle ou par un arrangement ou déplacement de terre, de roches, d'arbres ou d'autres matériaux ou objets adjacents à l'autoroute 407, le long de celle-ci ou sur celle-ci, mais non sur la chaussée.

Insuffisance des murs

Notice of claim

(6) No action shall be brought for the recovery of damages under subsection (4) unless notice in writing of the claim and of the injury complained of has been personally served upon or sent by registered letter to the owner within the time period that applies to the King's Highway for a notice of claim

(6) Est irrecevable l'action en dommages-intérêts introduite en vertu du paragraphe (4), sauf si un avis écrit de la réclamation et de la lésion invoquée a été signifié à personne ou envoyé par lettre recommandée au propriétaire dans le délai qui s'applique à la route principale dans le cas d'un avis de réclamation con-

Avis de réclamation

against the Crown in right of Ontario, but the failure to give or the insufficiency of the notice is not a bar to the action if the judge before whom the action is tried is of the opinion that there is reasonable excuse for the want or insufficiency of the notice and that the owner is not prejudiced in its defence.

Limitation of action

(7) No action shall be brought against the owner for the recovery of damages occasioned by the default mentioned in subsection (4), whether the want of repair was the result of nonfeasance or misfeasance, after the expiration of the time period that applies to the King's Highway for bringing an action against the Crown in right of Ontario.

Liability not to exceed that of a municipality

(8) The liability imposed by this section does not impose on the owner any liability greater than the liability of a municipality with respect to a highway under its jurisdiction and control.

No Crown duty

(9) Despite any other Act or regulation, the Crown in right of Ontario, a minister of the Crown or any ministry shall not have any duty to maintain or keep Highway 407 in repair.

Action barred

(10) No action or proceeding of any kind shall be commenced against the Crown in right of Ontario, a minister of the Crown or a ministry, or any employee, officer, director or agent of the Crown in right of Ontario, a minister of the Crown or a ministry in respect of any loss or damage sustained by any person as a result of anything done or omitted to be done by any person, other than anything done or omitted to be done by the Crown in right of Ontario after the coming into force of this section, in connection with the management of Highway 407.

#### EXPROPRIATION AND EXPANSION

Expropriation

**35.** (1) The Minister of Transportation may, without the consent of the landowner, expropriate any land he or she considers necessary for the purpose of expanding, extending or completing Highway 407.

Expropriations Act

(2) For the purposes of the *Expropriations Act*, the Minister of Transportation shall be deemed to be the approving authority with respect to any expropriation authorized by this section.

Public interest

(3) Any expropriation for the purposes of Highway 407 shall be deemed to be in and for the public interest and benefit.

Expansion and extension

**36.** (1) The owner shall expand and extend Highway 407 in accordance with the terms and conditions set out in an agreement to be entered into between the owner and the Minister for Privatization.

tre la Couronne du chef de l'Ontario. Le défaut de remettre l'avis ou son insuffisance n'exclut pas l'action si le juge qui en est saisi est d'avis que ce défaut ou cette insuffisance sont suffisamment justifiés et qu'ils ne sont pas préjudiciables à la défense du propriétaire.

Prescription d'action

(7) Est irrecevable l'action en dommages-intérêts introduite contre le propriétaire, dans le cas des dommages occasionnés par le défaut mentionné au paragraphe (4), que le manque de réparations résulte de l'inaction ou de l'action fautives, après l'expiration du délai qui s'applique à la route principale dans le cas de l'introduction d'une action contre la Couronne du chef de l'Ontario.

La responsabilité n'excède pas celle d'une municipalité

(8) La responsabilité qu'impose le présent article ne confère pas au propriétaire une responsabilité supérieure à celle que possède une municipalité à l'égard d'une voie publique relevant de sa compétence.

Non une obligation de la Couronne

(9) Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, la Couronne du chef de l'Ontario, un ministre de la Couronne ou un ministère ne sont pas tenus d'entretenir ou de réparer l'autoroute 407.

Immunité

(10) Sont irrecevables les actions ou instances de tout genre introduites contre la Couronne du chef de l'Ontario, un ministre de la Couronne ou un ministère ou contre un de leurs employés, dirigeants, administrateurs ou mandataires relativement à des pertes ou dommages découlant de toute action ou omission faite par une personne, autre qu'une action ou omission faite par la Couronne du chef de l'Ontario après l'entrée en vigueur du présent article, relativement à la gestion de l'autoroute 407.

#### EXPROPRIATION ET ÉLARGISSEMENT

Expropriation

**35.** (1) Le ministre des Transports peut, sans consentement du propriétaire foncier, exproprier tout bien-fonds qu'il estime nécessaire afin d'élargir, de prolonger ou de terminer l'autoroute 407.

Loi sur l'expropriation

(2) Pour l'application de la *Loi sur l'expropriation*, le ministre des Transports est réputé l'autorité d'approbation à l'égard de toute expropriation autorisée par le présent article.

Intérêt public

(3) Toute expropriation effectuée aux fins de l'autoroute 407 est réputée être dans l'intérêt et à l'avantage du public.

Élargissement et prolongement

**36.** (1) Le propriétaire élargit et prolonge l'autoroute 407 conformément aux conditions énoncées dans un accord qu'il doit conclure avec le ministre responsable de la Privatisation.

Failure to  
comply

(2) Where the owner does not expand or extend Highway 407 in accordance with the terms and conditions set out in the agreement, the Minister of Transportation shall carry out the expansion or extension, and the costs of the expansion or extension shall be determined and paid in accordance with the terms and conditions of the agreement mentioned in subsection (1).

(2) Si le propriétaire n'élargit ni ne prolonge l'autoroute 407 conformément aux conditions énoncées dans l'accord, le ministre des Transports effectue les travaux à cet égard et les coûts y afférents sont fixés et payés conformément aux conditions de l'accord visé au paragraphe (1).

Inobserva-  
tion

#### APPLICATION OF OTHER LAWS

Approvals  
and agree-  
ments

37. (1) In this section and section 38,

“approval” includes any approval, certificate of approval, registration, licence, permit, exemption order, or declaratory order conferred under statute, by agreement or otherwise.

#### APPLICATION D'AUTRES LOIS

37. (1) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 38.

«approbation» S'entend notamment des approbations, certificats d'approbation, inscriptions, enregistrements, permis, licences, ordonnances d'exemption ou de dispense ou jugements ou ordonnances déclaratoires qui sont accordés, délivrés ou rendus, notamment aux termes d'une loi ou d'un accord.

Approba-  
tions et  
accords

Approvals

(2) The owner has all approvals that are specific in their application to Highway 407 that were possessed by the Crown in right of Ontario as represented by a minister of the Crown or a ministry as of the date of the execution of the ground lease of the Highway 407 lands.

(2) Le propriétaire a toutes les approbations dont l'application se rapporte précisément à l'autoroute 407 et que possédait la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par un ministre de la Couronne ou un ministère à la date de passation du bail foncier sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.

Approba-  
tions

Consent of  
Her Majesty

(3) Where the consent of Her Majesty the Queen in right of Canada or another federal agency is required, the application of subsection (2) is subject to obtaining such consent.

(3) Lorsque le consentement de Sa Majesté la reine du chef du Canada ou d'un autre organisme fédéral est exigé, l'application du paragraphe (2) est assujettie à l'obtention du consentement en question.

Consente-  
ment de Sa  
Majesté

Agreement

(4) The Minister of Transportation may confer upon the owner any agreements between the Minister of Transportation or the Ministry of Transportation and any other ministries that are not specific to Highway 407, subject to such limitations as the Minister may impose.

(4) Le ministre des Transports peut conférer au propriétaire tous les accords conclus entre le ministre ou le ministère des Transports et tout autre ministère qui ne se rapportent pas précisément à l'autoroute 407, sous réserve des restrictions qu'impose le ministre.

Accord

Owner's  
rights

(5) The owner shall possess all the responsibilities, obligations, duties, powers, benefits and advantages under the approvals and agreements conferred pursuant to subsections (2) and (4).

(5) Le propriétaire assume toutes les responsabilités et obligations, exerce tous les pouvoirs et fonctions et bénéficie de tous les avantages que confèrent les approbations données et accords conférés conformément aux paragraphes (2) et (4).

Droits du  
propriétaire

Amendment  
or revocation

(6) Where this section confers an approval or agreement on the owner, any amendments or revocations of the approval or agreement shall also apply to the owner.

(6) Lorsque le présent article confère une approbation ou un accord au propriétaire, toute modification ou résiliation les concernant s'applique également au propriétaire.

Modification  
ou résiliation

Owner to  
obtain  
approvals

(7) Unless otherwise provided under this Act or the regulations under this Act, the owner shall obtain any approvals required by any Act or regulation that are necessary for any purpose connected with Highway 407.

(7) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de ses règlements d'application, le propriétaire obtient les approbations qu'exige toute loi ou tout règlement et qui sont nécessaires à toute fin associée à l'autoroute 407.

Obtention  
d'approba-  
tions par le  
propriétaire

Approvals  
under certain  
acts

(8) When acting for Highway 407 purposes on Highway 407 lands, the owner is not required to obtain approvals for stormwater management and land drainage facilities under subsection 53 (1) of the *Ontario Water*

(8) Lorsqu'il agit sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 aux fins de cette dernière, le propriétaire, s'il a conclu un accord avec le ministre responsable, n'est pas tenu d'obtenir les approbations pour les installa-

Approba-  
tions visées  
par certaines  
lois



*Resources Act* or approvals under the *Lakes and Rivers Improvement Act*, if the owner has entered into an agreement with the responsible minister.

Environ-  
mental  
Assessment  
Act

38. (1) Highway 407 shall be deemed to be an undertaking as defined in the *Environmental Assessment Act* and, for the purposes of management of that undertaking, the owner shall be deemed to be a public body to which the *Environmental Assessment Act* applies.

Same

(2) Despite subsection (1), the Ministry of Transportation may elect to be a proponent or co-proponent of any part of the undertaking.

Same

(3) The owner has all the responsibilities, obligations, duties, powers, benefits and advantages conferred by the approval issued pursuant to order in council number 3426/92 under the *Environmental Assessment Act* in relation to Ministry of Transportation Provincial Highways Class Environmental Assessment, November 1992.

Certain  
procedures

(4) The owner, when proceeding with an undertaking pursuant to any of the following, shall also apply the procedures set out in chapters 4 and 5.2 of the Class Environmental Assessment for Provincial Transportation Facilities submitted by the Minister of Transportation to the Minister of the Environment on December 23, 1997:

1. The approval mentioned in subsection (3).
2. The approval issued to the Minister of Transportation in relation to Highway 407 pursuant to order in council number 1704/98 under the *Environmental Assessment Act*.
3. The exemption orders made under the *Environmental Assessment Act* in relation to Highway 403 and Highway 407, and filed as Ontario Regulations 755/80, 736/81 and 707/83.

Certain  
documents  
required

(5) When the procedures set out in subsection (4) apply to an exemption mentioned in paragraph 3 of subsection (4), the Minister of the Environment, if he or she is unsatisfied with any documentation submitted under those procedures may, within 60 days after the documentation is submitted, require the owner to submit further documentation and in such case the undertaking with respect to which the documentation was submitted may not proceed unless the owner submits documentation satisfactory to the Minister of the Environment or

tions de gestion des eaux pluviales et de drainage des biens-fonds visées au paragraphe 53 (1) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* ni celles visées par la *Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières*.

38. (1) L'autoroute 407 est réputée une entreprise au sens de la *Loi sur les évaluations environnementales* et, aux fins de la gestion de cette entreprise, le propriétaire est réputé un organisme public auquel s'applique cette loi.

*Loi sur les  
évaluations  
environnementales*

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministère des Transports peut choisir d'être un promoteur ou un co-promoteur de toute partie de l'entreprise.

Idem

(3) Le propriétaire assume toutes les responsabilités et obligations, exerce tous les pouvoirs et fonctions et bénéficie de tous les avantages que confère l'approbation délivrée en novembre 1992 conformément au décret n° 3426/92, aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales*, relativement à l'évaluation environnementale de portée générale pour les voies publiques provinciales du ministère des Transports.

Certaines  
modalités

(4) S'il va de l'avant avec une entreprise conformément à l'une ou l'autre des approbations ou dispenses suivantes, le propriétaire applique également les modalités énoncées aux chapitres 4 et 5.2 de l'évaluation environnementale de portée générale pour les installations provinciales de transport présentée par le ministre des Transports au ministre de l'Environnement le 23 décembre 1997 :

1. L'approbation mentionnée au paragraphe (3).
2. L'approbation délivrée au ministre des Transports conformément au décret n° 1704/98, aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales*, relativement à l'autoroute 407.
3. Les ordonnances de dispense rendues en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales* relativement à l'autoroute 403 et à l'autoroute 407 et déposées comme Règlements de l'Ontario 755/80, 736/81 et 707/83.

Certains  
documents  
exigés

(5) Lorsque les modalités énoncées au paragraphe (4) s'appliquent à une dispense mentionnée à la disposition 3 de ce paragraphe, le ministre de l'Environnement, s'il n'est pas satisfait des documents présentés aux termes de ces modalités, peut, dans les 60 jours qui suivent leur présentation, exiger que le propriétaire présente des documents additionnels, auquel cas l'entreprise à l'égard de laquelle les documents ont été présentés ne peut pas aller de l'avant, à moins que le propriétaire ne présente des documents que le ministre de l'Envi-

obtains an approval or declaratory order under the *Environmental Assessment Act* permitting the undertaking to proceed and the Minister of the Environment, in determining whether documentation or further documentation is satisfactory, shall use the same criteria as would be used if the material had been submitted by the Ministry of Transportation.

ronnement estime satisfaisants ou n'obtienne une approbation ou un jugement déclaratoire aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales* permettant à l'entreprise d'aller de l'avant. Pour déterminer si des documents ou des documents additionnels sont satisfaisants, le ministre de l'Environnement se fonde sur le même critère que celui sur lequel il se fonderait si les pièces avaient été présentées par le ministère des Transports.

Changes

(6) Where this section provides for the application of an exemption order, declaratory order or an approval under the *Environmental Assessment Act* to the owner or Highway 407, any approval or declaratory order or other order that amends or replaces the exemption order declaratory order or approval and any declaratory order that revokes an exemption order shall apply.

(6) Si le présent article prévoit l'application d'une ordonnance de dispense, d'un jugement déclaratoire ou d'une approbation prévus par la *Loi sur les évaluations environnementales* au propriétaire ou à l'autoroute 407, toute approbation ou tout jugement déclaratoire ou autre ordonnance ou jugement qui modifie ou remplace l'ordonnance de dispense, le jugement déclaratoire ou l'approbation et tout jugement déclaratoire qui abroge une ordonnance de dispense s'appliquent.

Modifications

Road authority

39. When acting for Highway 407 purposes on Highway 407 lands, the owner shall be deemed to be a road authority for the purposes of Regulation 339 of the Revised Regulations of Ontario, 1990, if the owner has entered into an agreement with the Minister of the Environment.

39. Lorsqu'il agit sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 aux fins de cette dernière, le propriétaire, s'il a conclu un accord avec le ministre de l'Environnement, est réputé être un office de la voirie pour l'application du Règlement 339 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990.

Office de la voirie

Application of *Capital Investment Plan Act*, 1993

40. Sections 10, 18, 26 (1) and (3), 40, 41, 42, 43, 43.1, 44, 45, 46 and 47 of the *Capital Investment Plan Act*, 1993 do not apply to Highway 407 as a toll highway or to any action under this Act.

40. Les articles 10 et 18, les paragraphes 26 (1) et (3) et les articles 40, 41, 42, 43, 43.1, 44, 45, 46 et 47 de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* ne s'appliquent pas à l'autoroute 407 à titre de voie à péage ni aux mesures prises aux termes de la présente loi.

Application de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*

Aggregate Resources Act

41. The owner shall be deemed to be a public authority under the *Aggregate Resources Act* for the purpose of applying for a wayside permit under Part III of that Act, if the use of the pit or quarry is only for Highway 407 purposes within the Highway 407 lands.

41. Le propriétaire est réputé une autorité publique au sens de la *Loi sur les ressources en agrégats* lorsqu'il présente une demande de licence d'exploitation en bordure d'un chemin aux termes de la partie III de cette loi, si le puits d'extraction ou la carrière n'est utilisé que sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 aux fins de cette dernière.

Loi sur les ressources en agrégats

Building Code Act, 1992

42. (1) In this section, "building", "building code", "construction" and "demolition" have the same meaning as in the *Building Code Act*, 1992.

42. (1) Dans le présent article, «bâtiment», «code du bâtiment», «construction» et «démolition» s'entendent au sens de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*.

Loi de 1992 sur le code du bâtiment

Non-application

(2) The *Building Code Act*, 1992 does not apply to buildings located within the Highway 407 lands that are owned by the owner and used or to be used for the management of Highway 407.

(2) La *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ne s'applique pas aux bâtiments situés sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 qui appartiennent au propriétaire et qui sont ou doivent être utilisés pour la gestion de l'autoroute 407.

Non-application

Application

(3) Despite subsection (2), any person carrying out or causing to be carried out the following activities in respect of the buildings described in subsection (2) shall carry out those activities in compliance with the building code:

(3) Malgré le paragraphe (2), quiconque exerce ou fait exercer les activités suivantes à l'égard des bâtiments visés au paragraphe (2) le fait conformément au code du bâtiment :

Application

1. Any construction or demolition of buildings.
2. Any change in use of a building or part of a building that would result in an increase in hazard as determined under the building code, even if no construction is proposed.

Conservation  
Authorities  
Act

**43.** A regulation made under section 28 of the *Conservation Authorities Act* does not apply to the owner with respect to management of Highway 407 on the Highway 407 lands.

Emergency  
Plans

**44.** (1) For the purposes of the *Emergency Plans Act*, the Minister of Transportation may include Highway 407 in developing an emergency plan for highway and other transportation services and Highway 407 may be incorporated into the plan and be used in the case of an emergency as if it were part of the King's Highway and not a private toll highway.

Same

(2) The Minister of Transportation may require the owner to prepare and file with the Minister any emergency plans that the Minister considers necessary.

Implementa-  
tion

(3) The Minister of Transportation may direct the owner to implement an emergency plan under subsection (1) or (2) with any changes that the Minister considers necessary and the owner shall comply with such direction.

If no  
compliance

(4) If the owner does not comply with a direction under subsection (3) the Minister of Transportation may carry out the direction.

Debt

(5) The reasonable costs of implementing a direction under subsection (4) may be recovered as a debt due to Her Majesty.

Freedom of  
information

**45.** (1) In this section,

“entity” includes the government of a province of Canada or a state of the United States of America; (“entité”)

“institution” means an institution to which the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* applies; (“institution”)

“personal information” means information that is personal information for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*. (“renseignements personnels”)

Collection of  
personal  
information

(2) Despite any other Act or regulations, an institution and the owner may,

1. Tous les travaux de construction ou de démolition de bâtiments.
2. L'affectation de tout ou partie d'un bâtiment à un nouvel usage qui entraînerait un accroissement du risque comme il est établi au code du bâtiment, même si aucuns travaux de construction ne sont projetés.

**43.** Les règlements pris en application de l'article 28 de la *Loi sur les offices de protection de la nature* ne s'appliquent pas au propriétaire à l'égard de la gestion de l'autoroute 407 sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.

*Loi sur les  
offices de  
protection de  
la nature*

**44.** (1) Pour l'application de la *Loi sur les mesures d'urgence*, le ministre des Transports peut inclure l'autoroute 407 lorsqu'il élabore un plan de mesures d'urgence pour les voies publiques et autres services de transport et l'autoroute 407 peut être incorporée dans le plan et être utilisée en cas d'urgence comme si elle faisait partie de la route principale et non pas une voie privée à péage.

Plans de  
mesures  
d'urgence

(2) Le ministre des Transports peut exiger que le propriétaire prépare et dépose auprès de lui les plans de mesures d'urgence qu'il estime nécessaires.

Idem

(3) Le ministre des Transports peut ordonner au propriétaire de mettre en œuvre un plan de mesures d'urgence visé au paragraphe (1) ou (2) avec les modifications qu'il estime nécessaires et le propriétaire se conforme à cet ordre.

Mise en  
œuvre

(4) Si le propriétaire ne se conforme pas à un ordre qui lui est donné en vertu du paragraphe (3), le ministre des Transports peut y donner suite.

Non-  
conformité

(5) Les coûts raisonnables engagés pour donner suite à un ordre donné en vertu du paragraphe (4) peuvent être recouverts au même titre qu'une créance de Sa Majesté.

Dette

**45.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Accès à  
l'information

«entité» S'entend notamment du gouvernement d'une province du Canada ou d'un État des États-Unis d'Amérique. («entity»)

«institution» Institution à laquelle s'applique la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. («institution»)

«renseignements personnels» Renseignements qui sont des renseignements personnels pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. («personal information»)

(2) Malgré toute autre loi ou les règlements, une institution et le propriétaire peuvent :

Collecte de  
renseigne-  
ments per-  
sonnels



- |  |   |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) collect personal information in any manner from another institution, person or entity for a purpose described in subsection (3);</li> <li>(b) use, for a purpose described in subsection (3), personal information that is in its custody or under its control;</li> <li>(c) disclose personal information that is in its custody or under its control to another institution, person or entity for a purpose described in subsection (3).</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>a) recueillir des renseignements personnels de quelque façon que ce soit auprès d'une autre institution, personne ou entité à une fin visée au paragraphe (3);</li> <li>b) utiliser, à une fin visée au paragraphe (3), les renseignements personnels dont elle a la garde ou le contrôle;</li> <li>c) divulguer des renseignements personnels dont elle a la garde ou le contrôle à une autre institution, personne ou entité à une fin visée au paragraphe (3).</li> </ul> |
|--|---|

Purposes

(3) The following are the purposes referred to in subsection (2):

- 1. To assist the owner in the collection and enforcement of tolls, fees and other charges owing with respect to Highway 407.
- 2. To assist in traffic planning and revenue management with respect to Highway 407.
- 3. To communicate with users of Highway 407 for the purpose of promoting the use of Highway 407.
- 4. To assist an entity with whom the owner or the Ministry of Transportation has an agreement relating to the collection and enforcement of tolls.

Confidentiality protected

(4) Despite any other Act or regulations, the Minister of Transportation shall, as a condition for the disclosure of personal information pursuant to subsection (2), require the owner to enter into a written agreement that, in the opinion of the Minister, will protect the confidentiality of the personal information and prohibit the use of the personal information for any purpose not referred to in subsection (3).

Other requirements

(5) In addition to the condition required by subsection (4), the Minister may impose any other conditions that he or she considers appropriate.

Use of information

(6) For the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, personal information in the custody or under the control of an institution or the owner may be used by that institution or the owner for the purposes described in subsection (3) and that use shall be deemed to be for a purpose that is consistent with the purpose for which the personal information was obtained or compiled.

Purpose of disclosure

(7) For the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, personal information disclosed by an institution or the owner for a purpose described in subsection (3) shall be deemed to have been

(3) Les fins visées au paragraphe (2) sont les suivantes :

- 1. Aider le propriétaire à percevoir et à recouvrer les péages, frais, droits et autres paiements exigibles à l'égard de l'autoroute 407.
- 2. Aider à la planification de la circulation et à la gestion des recettes à l'égard de l'autoroute 407.
- 3. Communiquer avec les utilisateurs de l'autoroute 407 afin d'en promouvoir l'utilisation.
- 4. Aider une entité avec laquelle le propriétaire ou le ministère des Transports a conclu un accord relativement à la perception et au recouvrement des péages.

(4) Malgré toute autre loi ou les règlements, le ministre des Transports exige, comme condition à la divulgation de renseignements personnels conformément au paragraphe (2), que le propriétaire conclue un accord écrit qui, de l'avis du ministre, assurera le caractère confidentiel des renseignements personnels et interdira l'utilisation de ceux-ci à une fin non visée au paragraphe (3).

(5) Outre la condition imposée par le paragraphe (4), le ministre peut imposer toute autre condition qu'il estime appropriée.

(6) Pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, l'institution ou le propriétaire qui a la garde ou le contrôle de renseignements personnels peut utiliser ceux-ci aux fins visées au paragraphe (3). Cette utilisation est réputée être à une fin compatible avec celle à laquelle les renseignements personnels ont été obtenus ou compilés.

(7) Pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, les renseignements personnels que divulgue une institution ou le propriétaire à une fin visée au paragraphe (3) sont réputés avoir été

Fins

Confidentialité

Autres exigences

Utilisation de renseignements

But de la divulgation

disclosed for the purpose of complying with this section.

Notice not required

(8) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply with respect to the collection of personal information authorized by subsection (2).

Retention of Information

(9) Despite the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or any regulations made under that Act, personal information used by the owner shall be retained by it for at least 65 days unless the individual to whom the information relates consents in writing to its earlier disposal.

Highway Traffic Act – tow truck services

46. For the purposes of section 171 of the *Highway Traffic Act*, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

Highway Traffic Act – application of miscellaneous regulations

47. (1) For the purposes of regulations made by the Minister of Transportation under subsections 123 (1), 128 (7) and 151 (2) of the *Highway Traffic Act*, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

Other regulations

(2) In addition to those regulations referred to in subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make regulations designating regulations under the *Highway Traffic Act* that apply, with necessary modifications, to Highway 407 and providing that, for the purposes of those regulations, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

Motorized Snow Vehicles Act

48. (1) For the purposes of section 5 of the *Motorized Snow Vehicles Act* and any regulations made under that section, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway, and to have been designated as a controlled-access highway under section 36 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*.

Transition

(2) Regulations made under that Act that applied to Highway 407 before the coming into force of this section continue to apply to Highway 407, unless repealed, or amended to provide otherwise.

Off-Road Vehicles Act

49. (1) For the purposes of the *Off-Road Vehicles Act*, Highway 407 is a highway, and shall be deemed to be part of the King's Highway for purposes of regulations made under that Act.

Transition

(2) Regulation 863 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 continues to apply to Highway 407, unless repealed, or amended to provide otherwise.

Police Services Act

50. (1) In this section,

“Solicitor General” means the Solicitor General and Minister of Correctional Services or such other member of the Executive

divulgués afin de se conformer au présent article.

(8) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne s'applique pas à l'égard de la collecte de renseignements personnels autorisés par le paragraphe (2).

Avis non obligatoire

(9) Malgré la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou ses règlements d'application, le propriétaire conserve les renseignements personnels qu'il utilise pendant au moins 65 jours à moins que le particulier concerné par ceux-ci ne consente par écrit à ce qu'il en soit disposé plus tôt.

Conservation des renseignements

46. Pour l'application de l'article 171 du *Code de la route*, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

Code de la route – Services de dépannage

47. (1) Pour l'application des règlements pris par le ministre des Transports en application des paragraphes 123 (1), 128 (7) et 151 (2) du *Code de la route*, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

Code de la route – Application de divers règlements

(2) Outre les règlements visés au paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner les règlements prévus au *Code de la route* qui s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'autoroute 407 et prévoir que, pour l'application de ces règlements, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

Autres règlements

48. (1) Pour l'application de l'article 5 de la *Loi sur les motoneiges* et des règlements pris en application de celui-ci, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale et avoir été désignée comme route à accès limité en vertu de l'article 36 de la *Loi sur l'amélioration des voies publiques et des transports en commun*.

Loi sur les motoneiges

(2) Les règlements pris en application de cette loi qui s'appliquaient à l'autoroute 407 avant l'entrée en vigueur du présent article continuent de s'y appliquer à moins qu'ils ne soient abrogés ou modifiés.

Disposition transitoire

49. (1) Pour l'application de la *Loi sur les véhicules tout terrain*, l'autoroute 407 est une voie publique et est réputée faire partie de la route principale pour l'application des règlements pris en application de cette loi.

Loi sur les véhicules tout terrain

(2) Le Règlement 863 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 continue de s'appliquer à l'autoroute 407 à moins qu'il ne soit abrogé ou modifié.

Disposition transitoire

50. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

Loi sur les services policiers

«solliciteur général» Le solliciteur général et ministre des Services correctionnels ou tout

	Council as may be designated by the Lieutenant Governor in Council.	autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil.	
Part of King's Highway	(2) For purposes of paragraph 3 of subsection 19 (1) of the <i>Police Services Act</i> , Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.	(2) Pour l'application de la disposition 3 du paragraphe 19 (1) de la <i>Loi sur les services policiers</i> , l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.	Section de la route principale
Costs of policing	(3) The Ontario Provincial Police may, with the approval of the Solicitor General, charge the owner for the provision of services under paragraph 3 of subsection 19 (1) of the <i>Police Services Act</i> on a full cost recovery basis.	(3) La Police provinciale de l'Ontario peut, avec l'approbation du solliciteur général, imposer des frais au propriétaire pour les services fournis aux termes de la disposition 3 du paragraphe 19 (1) de la <i>Loi sur les services policiers</i> suivant une formule de recouvrement intégral des coûts.	Coûts des services policiers
Agreement	(4) The Solicitor General may enter into an agreement with the owner for the provision of services under paragraph 3 of subsection 19 (1) of the <i>Police Services Act</i> on Highway 407.	(4) Le solliciteur général peut conclure un accord avec le propriétaire en vue de la fourniture de services aux termes de la disposition 3 du paragraphe 19 (1) de la <i>Loi sur les services policiers</i> sur l'autoroute 407.	Accord
Payable into Consolidated Revenue Fund	(5) All moneys received by the Ontario Provincial Police by way of charges imposed under subsection (3) or by the Solicitor General under an agreement entered into under subsection (4) shall be paid into the Consolidated Revenue Fund.	(5) Toutes les sommes que reçoit la Police provinciale de l'Ontario au titre des frais imposés en vertu du paragraphe (3) ou de ceux imposés par le solliciteur général aux termes d'un accord conclu en vertu du paragraphe (4) sont versées au Trésor.	Sommes versées au Trésor
Debt	(6) All amounts owing as charges under subsection (3) or pursuant to an agreement under subsection (4), if not collected by other means, may be recovered by a court action, with costs, as a debt due to Her Majesty.	(6) Tous les montants dus au titre des frais imposés en vertu du paragraphe (3) ou de ceux imposés conformément à un accord conclu en vertu du paragraphe (4), s'ils ne sont perçus d'aucune autre façon, peuvent être recouvrés par voie d'action, avec les frais, au même titre qu'une créance de Sa Majesté.	Dette
Public Utilities Act	<b>51.</b> For purposes of sections 4 and 22 of the <i>Public Utilities Act</i> , Highway 407 shall be deemed to be a highway.	<b>51.</b> Pour l'application des articles 4 et 22 de la <i>Loi sur les services publics</i> , l'autoroute 407 est réputée une voie publique.	<i>Loi sur les services publics</i>
Public Service Works on Highways Act	<b>52.</b> (1) For purposes of the <i>Public Service Works on Highways Act</i> , Highway 407 shall be deemed to be a highway.	<b>52.</b> (1) Pour l'application de la <i>Loi sur les travaux d'aménagement des voies publiques</i> , l'autoroute 407 est réputée une voie publique.	<i>Loi sur les travaux d'aménagement des voies publiques</i>
Same	(2) For purposes of the <i>Public Service Works on Highways Act</i> , the owner is the road authority for Highway 407.	(2) Pour l'application de la <i>Loi sur les travaux d'aménagement des voies publiques</i> , le propriétaire est l'office de la voirie pour l'autoroute 407.	Idem
Municipal by-laws	<b>53.</b> (1) In this section,  "municipal by-laws" include the by-laws of a regional municipality; ("règlements municipaux")  "municipality" includes a regional municipality. ("municipalité")	<b>53.</b> (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.  «municipalité» S'entend en outre d'une municipalité régionale. («municipality»)  «règlements municipaux» S'entend en outre des règlements municipaux d'une municipalité régionale. («municipal by-laws»)	Règlements municipaux
Owner in place of Crown	(2) The owner stands in the place of the Crown for the purpose of the application of municipal by-laws and approvals required under municipal by-laws,  (a) affecting the Highway 407 lands and affecting activities on the Highway 407	(2) Le propriétaire remplace la Couronne aux fins d'application des règlements municipaux et des approbations exigées aux termes de ceux-ci qui ont trait à ce qui suit :  a) les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 et les activités exercées sur ceux-ci	Le propriétaire remplace la Couronne



lands related to the management and use of Highway 407; and

(b) respecting prescribed matters.

Regulations

(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing matters for the purposes of clause (2) (b).

*Ontario Planning and Development Act, 1994*

**54.** (1) For the purposes of section 13 of the *Ontario Planning and Development Act, 1994* the owner is deemed to be a ministry of the Crown.

Orders not to affect

(2) No order made by the Minister of Municipal Affairs and Housing under section 17 of the *Ontario Planning and Development Act, 1994* before the coming into force of this section shall have the effect of prohibiting or regulating the management and use of Highway 407 on the Highway 407 lands.

*Planning Act orders*

**55.** No order made by the Minister of Municipal Affairs and Housing under clause 47 (1) (a) of the *Planning Act* before the coming into force of this section shall have the effect of prohibiting or regulating the management and use of Highway 407 on the Highway 407 lands.

#### REGULATIONS

Regulations

**56.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) defining any word or expression used in this Act but not defined in this Act;
- (b) respecting additional procedures to be used by the owner for enforcing payment of tolls on Highway 407;
- (c) prescribing matters for the purposes of subsection 16 (21);
- (d) prescribing greater penalties for the purposes of sections 23 and 26;
- (e) prescribing any other thing that may be prescribed under this Act.

#### AMENDMENTS TO OTHER ACTS

##### ASSESSMENT ACT

**57.** Subsection 3 (1) of the *Assessment Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 4, 1997, chapter 29, section 3 and 1997, chapter 43, Schedule F, section 1, and Schedule G, section 18, is further amended by adding the following paragraph:

relativement à la gestion et à l'utilisation de l'autoroute 407;

b) les questions prescrites.

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les questions pour l'application de l'alinéa (2) b).

Règlements

**54.** (1) Pour l'application de l'article 13 de la *Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario*, le propriétaire est réputé un ministère de la Couronne.

*Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario*

(2) Les arrêtés pris par le ministre des Affaires municipales et du Logement en vertu de l'article 17 de la *Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario* avant l'entrée en vigueur du présent article n'ont pas pour effet d'interdire ou de réglementer la gestion et l'utilisation de l'autoroute 407 sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.

Non-application des arrêtés

**55.** Les arrêtés pris par le ministre des Affaires municipales et du Logement en vertu de l'alinéa 47 (1) a) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* avant l'entrée en vigueur du présent article n'ont pas pour effet d'interdire ou de réglementer la gestion et l'utilisation de l'autoroute 407 sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.

Arrêtés prévus par la *Loi sur l'aménagement du territoire*

#### RÈGLEMENTS

**56.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) définir tout terme ou toute expression utilisé mais non défini dans la présente loi;
- b) traiter des modalités supplémentaires que doit suivre le propriétaire pour recouvrer le paiement des péages sur l'autoroute 407;
- c) prescrire les questions pour l'application du paragraphe 16 (21);
- d) prescrire des peines plus sévères pour l'application des articles 23 et 26;
- e) prescrire toute autre chose qui peut être prescrite en vertu de la présente loi.

#### MODIFICATION D'AUTRES LOIS

##### LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

**57.** Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière*, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 5, par l'article 3 du chapitre 29 et par l'article 1 de l'annexe F et l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

Toll  
highways

8.1 Land that is a toll highway as defined in section 191.1 of the *Highway Traffic Act* that is leased from the Crown, including the roadbed, bridges or other structures supporting the roadbed or connecting the roadbed to other highways or roads, and any structure built over the toll highway and used as part of the system to determine the amount of the toll, fee or other charge to be made to users of the toll highway, including land that is intended to be used as a toll highway but that has not yet begun to be used for that purpose and that is not being used for any other purpose, but not including,

- (a) buildings, land used in connection with buildings, or parking lots, or
- (b) land that is used for a purpose other than as a toll highway.

#### HIGHWAY TRAFFIC ACT

58. (1) Section 191.1 of the *Highway Traffic Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule E, section 2, is amended by striking out the definition of “toll highway” and substituting the following:

“toll highway” means Highway 407 as defined in the *Highway 407 Act*, 1998 and any other highway designated as a toll highway under any Act. («voie publique à péage»)

(2) Subsection 191.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule E, section 2, is repealed and the following substituted:

(2) For the purpose of subsection (1), a validated toll device is a toll device that is validated under the *Capital Investment Plan Act*, 1993 or a toll device that is validated under the *Highway 407 Act*, 1998.

59. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

60. The short title of this Act is the *Highway 407 Act*, 1998.

Validated toll  
deviceCommence-  
ment

Short title

8.1 Les biens-fonds qui sont une voie publique à péage au sens de l'article 191.1 du *Code de la route* que la Couronne donne à bail, y compris la fondation, les ponts ou les autres constructions qui soutiennent la fondation ou qui relient celle-ci à d'autres voies publiques ou chemins, et toute construction érigée au-dessus de la voie publique à péage et utilisée comme partie d'un réseau pour déterminer le montant du péage, des frais, droits ou autres paiements à imposer aux usagers de la voie publique à péage et y compris les biens-fonds destinés à servir de voie publique à péage, mais qui n'ont pas encore commencé à être utilisés à cette fin et qui ne sont utilisés à aucune autre fin, à l'exception :

- a) des bâtiments, des biens-fonds utilisés en rapport avec les bâtiments ou des terrains de stationnement;
- b) des biens-fonds utilisés pour une fin autre que celle de voie publique à péage.

#### CODE DE LA ROUTE

58. (1) L'article 191.1 du *Code de la route*, tel qu'il est adopté par l'article 2 de l'annexe E du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de ce qui suit à la définition de «voie publique à péage» :

«voie publique à péage» L'autoroute 407 au sens de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407* et toute autre voie publique désignée comme voie publique à péage en vertu de toute loi. («toll highway»)

(2) Le paragraphe 191.2 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 de l'annexe E du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un appareil à péage validé est un appareil à péage qui est validé aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* ou de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407*.

59. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

60. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 sur l'autoroute 407*.

Voies publi-  
ques à péageAppareil à  
péage validéEntrée en  
vigueur

Titre abrégé



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 70

**An Act to engage the private sector in  
improving transportation  
infrastructure, reducing traffic  
congestion, creating jobs, and  
stimulating economic activity through  
the sale of Highway 407**

**The Hon. R. Sampson**  
Minister without Portfolio (Privatization)

### Government Bill

1st Reading      October 19, 1998  
2nd Reading      November 5, 1998  
3rd Reading  
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Resources  
Development Committee and as reported to  
the Legislative Assembly November 23, 1998)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after  
3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly  
of Ontario

## Projet de loi 70

**Loi visant à intéresser le secteur privé  
à améliorer l'infrastructure des  
transports, réduire la circulation  
engorgée, créer des emplois et stimuler  
l'activité économique par la vente de  
l'autoroute 407**

**L'honorable R. Sampson**  
Ministre sans portefeuille (ministre  
responsable de la Privatisation)

### Projet de loi du gouvernement

1<sup>re</sup> lecture      19 octobre 1998  
2<sup>e</sup> lecture      5 novembre 1998  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité du  
développement des ressources et rapporté à  
l'Assemblée législative le 23 novembre 1998)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront  
renumérotées après la 3<sup>e</sup> lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative  
de l'Ontario





## EXPLANATORY NOTE

The Bill allows the Minister responsible for Privatization to transfer the Crown's interest in Highway 407 to a private party.

The new owner may collect tolls from persons using Highway 407. Rules are set out for the collection of tolls, and for disputes by persons who do not believe that they owe a toll.

Rules are provided for the operation of Highway 407, including requirements that the same safety standards that normally apply to controlled access highways will apply to Highway 407.

Provision is made for how a number of other Acts will apply to Highway 407 under the new system.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi permet au ministre responsable de la Privatisation de transférer à un tiers l'intérêt que possède la Couronne sur l'autoroute 407.

Le nouveau propriétaire peut percevoir des péages des utilisateurs de l'autoroute. Des règles sont énoncées en ce qui a trait à la perception des péages et aux contestations des gens qui croient ne pas devoir de péage.

Des règles sont prévues pour l'exploitation de l'autoroute, y compris des exigences portant que les mêmes normes de sécurité qui s'appliquent habituellement aux routes à accès limité s'appliquent à l'autoroute.

Il est prévu une façon d'appliquer un certain nombre d'autres lois à l'autoroute sous le nouveau système.

**An Act to engage the private sector in improving transportation infrastructure, reducing traffic congestion, creating jobs, and stimulating economic activity through the sale of Highway 407**

**Loi visant à intéresser le secteur privé à améliorer l'infrastructure des transports, réduire la circulation engorgée, créer des emplois et stimuler l'activité économique par la vente de l'autoroute 407**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

DEFINITIONS

DÉFINITIONS

Definitions

1. (1) In this Act,

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

“expand” includes the building of additional lanes, the adding or expanding of interchanges, the construction of tunnels and bridges and other structures, and the making of other improvements, and “expansion” has a corresponding meaning; (“élargir”, “élargissement”)

«appareil à péage» Appareil à péage prescrit en vertu de l'alinéa 191.4 a) du *Code de la route*. («toll device»)

“extend” means the construction of linear additions, and “extension” has a corresponding meaning; (“prolonger”, “prolongement”)

«autoroute 407» S'entend de la voie publique qui, le 19 octobre 1998, faisait partie de la route principale connue sous le numéro 407 et située sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407. S'entend en outre de la voie publique telle qu'elle peut être prolongée sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407, y compris les améliorations et les accessoires fixes. («Highway 407»)

“Highway 407” means the highway that as of October 19, 1998 was that part of the King's Highway known as number 407 located on the Highway 407 lands, and includes the highway as it may be extended on the Highway 407 lands and includes improvements and fixtures; (“autoroute 407”)

«certificat d'immatriculation de véhicule» S'entend au sens du terme «certificat d'immatriculation» à l'article 6 du *Code de la route*. («vehicle permit»)

► “management” includes development, planning, design, construction, operation, maintenance and rehabilitation, and “manage” has a corresponding meaning; (“gestion”, “gérer”)

«élargir» S'entend notamment de la construction de voies additionnelles, l'adjonction ou l'élargissement d'échangeurs, la construction de tunnels et de ponts et d'autres structures et l'apport d'autres améliorations. Le terme «élargissement» a un sens correspondant. («expand», «expansion»)

“Minister for Privatization” means the Minister without Portfolio with Responsibility for Privatization or such other member of the Executive Council designated by the Lieutenant Governor in Council to exercise the duties and powers of the Minister for Privatization under this Act; (“ministre responsable de la Privatisation”)

«gestion» S'entend notamment de la mise en valeur, de la planification, de la conception, de la construction, de l'exploitation, de l'entretien et de la réhabilitation. Le terme «gérer» a un sens correspondant. («management», «manage»)

“ministry” includes a ministry of the Government of Ontario and any board, commis-

«ministère» S'entend notamment d'un ministère du gouvernement de l'Ontario ainsi que d'un conseil, d'une commission, d'un office, d'une personne morale ou de tout autre organisme du gouvernement de l'Ontario. («ministry»)

sion, authority, corporation or other agency of the Government of Ontario; (“ministère”)

“ministry safety standards” means safety standards, specifications, special provisions, directives, codes, policies, procedures, manuals, guidelines or processes of the Ministry of Transportation that apply to the management of highways designated as controlled access highways under section 36 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*, as they may be amended or replaced from time to time; (“normes de sécurité ministérielles”)

“owner” means the person from time to time who is a tenant under a ground lease of the Highway 407 lands and who is an owner of assets comprising or relating to Highway 407; (“propriétaire”)

“prescribed” means prescribed in the regulations made under this Act; (“prescrit”)

“toll device” means a toll device prescribed under clause 191.4 (a) of the *Highway Traffic Act*; (“appareil à péage”)

“transfer” includes convey, sell, grant, transfer, lease, license, charge, mortgage, encumber, grant an easement, assign and in any other way deal with or dispose of all or part of a minister of the Crown’s or ministry’s interest in assets comprising or relating to Highway 407; (“transférer”)

“vehicle permit” means a permit as defined in section 6 of the *Highway Traffic Act*. (“certificat d’immatriculation de véhicule”)

«ministre responsable de la Privatisation» Le ministre sans portefeuille qui est responsable de la Privatisation ou tout autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil pour exercer les fonctions et pouvoirs que la présente loi confère au ministre responsable de la Privatisation. («Minister for Privatization»)

«normes de sécurité ministérielles» Normes de sécurité, devis, dispositions spéciales, directives, codes, politiques, modalités, manuels, lignes directrices ou processus du ministère des Transports qui s’appliquent à la gestion des voies publiques désignées comme routes à accès limité en vertu de l’article 36 de la *Loi sur l’aménagement des voies publiques et des transports en commun*, tels qu’ils sont modifiés ou remplacés à l’occasion. («ministry safety standards»)

«prescrit» Prescrit dans les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«prolonger» S’entend de la construction d’adjonctions linéaires. Le terme «prolongement» a un sens correspondant. («extend», «extension»)

«propriétaire» La personne qui, à l’occasion, est locataire des biens-fonds réservés à l’autoroute 407 aux termes d’un bail foncier et qui est propriétaire des éléments d’actif qui renferment l’autoroute 407 ou s’y rapportent. («owner»)

«transférer» S’entend notamment du fait de disposer de la totalité ou d’une partie de l’intérêt d’un ministre de la Couronne ou d’un ministère sur les éléments d’actif qui renferment l’autoroute 407 ou s’y rapportent ou de faire quelque autre opération que ce soit à son égard, y compris en la transportant, en la vendant, en la concédant, en la transférant, en la donnant à bail, en concédant une permission à son égard, en la grevant d’une charge, d’une hypothèque ou autre, en concédant une servitude à son égard ou en la cédant. («transfer»)

Highway 407  
lands

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations defining the Highway 407 lands for the purposes of this Act, but the lands described must meet the following requirements:

1. The lands must not exceed a width sufficient to accommodate 10 highway lanes, a median, and the additional lands required for infrastructure that is essential to the design, construction, use and safety of the highway constructed along the following route,

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir les biens-fonds réservés à l’autoroute 407 pour l’application de la présente loi, mais ceux-ci doivent satisfaire aux exigences suivantes :

1. Les biens-fonds ne dépassent pas une largeur suffisante pour y aménager 10 voies, un terre-plein central et les autres biens-fonds nécessaires à l’infrastructure qui est essentielle à la conception, à la construction, à l’utilisation et à la

Biens-fonds  
réservés à  
l’autoroute  
407



(a) the route that was, on October 19, 1998, exempt or approved under the *Environmental Assessment Act* between,

(i) the intersection of Highway 407 and the Queen Elizabeth Way in the City of Burlington, and

(ii) Highway 7 east of Brock Road in the Town of Pickering, and

(b) the route which may be approved under federal and provincial statutes after October 19, 1998 between the easterly end of the route described in clause (a) and Highway 35/115 and any approved highway connections with Highway 401.

#### TRANSFER AND AGREEMENTS

Transfer of assets

2. Despite any other Act or regulation, the Lieutenant Governor in Council may direct the Minister for Privatization, on behalf of the Crown in right of Ontario as represented by any minister of the Crown or any ministry, to transfer, directly or indirectly, all or any part of the Highway 407 lands and other assets comprising or relating to Highway 407, whether tangible or intangible, or any interest in those assets, on such terms and conditions as the Minister for Privatization may determine.

Ontario Transportation Capital Corporation

3. (1) In this section, "corporation" means the Ontario Transportation Capital Corporation after its continuance pursuant to subsection (2).

Continuance of corporation

(2) The Lieutenant Governor in Council may direct the Minister for Privatization to continue the Ontario Transportation Capital Corporation as a corporation with share capital under the *Business Corporations Act* by filing articles of continuance with the Director appointed under the *Business Corporations Act*, and the Director shall endorse those articles.

Effect of continuance

(3) Despite any provision of the *Business Corporations Act*, immediately upon the endorsement of the certificate of continuance by the Director:

1. The corporation shall be a corporation to which the *Business Corporations Act* applies as if it had been incorporated under that Act.
2. The *Capital Investment Plan Act, 1993* shall not apply to the corporation.

sécurité de la voie publique construite le long du parcours suivant :

a) le parcours qui, au 19 octobre 1998, faisait l'objet d'une exemption ou d'une approbation aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales* et qui est situé entre :

(i) le croisement de l'autoroute 407 et de l'autoroute Queen Elizabeth dans la cité de Burlington,

(ii) l'autoroute 7 à l'est du chemin Brock dans la ville de Pickering;

b) le parcours qui peut être approuvé aux termes de lois fédérales et provinciales après le 19 octobre 1998 entre l'extrémité la plus à l'est du parcours décrit à l'alinéa a) et l'autoroute 35/115 et tous raccordements approuvés de la voie publique avec l'autoroute 401.

#### TRANSFERT ET ACCORDS

2. Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut enjoindre au ministre responsable de la Privatisation, au nom de la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par tout ministre de la Couronne ou ministère, de transférer directement ou indirectement la totalité ou une partie des biens-fonds réservés à l'autoroute 407 et des autres éléments d'actif qui renferment l'autoroute 407 ou s'y rapportent, qu'il s'agisse d'éléments d'actif matériels ou immatériels, ou d'un intérêt sur ces éléments, aux conditions que précise le ministre responsable de la Privatisation.

Transfert d'éléments d'actif

3. (1) Dans le présent article, «société» s'entend de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario, après son maintien conformément au paragraphe (2).

Société d'investissement dans les transports de l'Ontario

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut enjoindre au ministre responsable de la Privatisation de maintenir la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario à titre de personne morale avec capital-actions aux termes de la *Loi sur les sociétés par actions* en déposant des statuts de maintien auprès du directeur nommé en vertu de cette loi, qui y appose un certificat de maintien.

Maintien de la société

(3) Malgré toute disposition de la *Loi sur les sociétés par actions*, dès l'apposition du certificat de maintien par le directeur :

Effet du maintien

1. La *Loi sur les sociétés par actions* s'applique à la société comme si celle-ci avait été constituée en vertu de cette loi.
2. La *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* ne s'applique pas à la société.

3. The articles of continuance shall be deemed to be the articles of incorporation of the corporation.
4. Except for the purposes of subsection 117 (1) of the *Business Corporations Act*, the certificate of continuance shall be deemed to be the certificate of incorporation of the corporation.
5. The corporation shall possess all the property, rights, privileges and franchises and be subject to all the liabilities of the Ontario Transportation Capital Corporation.

Ownership of shares

(4) The shares of the corporation shall be legally and beneficially owned by the Crown in right of Ontario as represented by the Minister for Privatization until transferred by the Minister for Privatization, and the corporation shall be deemed to be an agent of the Crown in right of Ontario until the shares have been transferred by the Minister.

Disposal of shares

(5) Despite any other Act or regulation, the Lieutenant Governor in Council may direct the Minister for Privatization, on behalf of the Crown in right of Ontario, to transfer, directly or indirectly, the shares of the corporation on such terms and conditions as the Minister for Privatization may determine, including the consideration to be paid for the shares of the corporation, and to carry out the actions authorized under subsection (6).

Minister may act

(6) At any time before the transfer of the shares of the corporation pursuant to subsection (5), despite any other Act or regulation, the Minister for Privatization may,

- (a) on behalf of the Ontario Transportation Capital Corporation, transfer any or all assets owned by Ontario Transportation Capital Corporation or in which the Ontario Transportation Capital Corporation has an interest to the Crown in right of Ontario as represented by a minister of the Crown, or any ministry, on such terms and conditions as the Minister for Privatization may determine;
- (b) remove the directors of the Ontario Transportation Capital Corporation;
- (c) appoint directors of the Ontario Transportation Capital Corporation;
- (d) determine the classes of shares of the corporation and their attributes; and
- (e) issue shares of the corporation, which upon their issuance shall be fully-paid shares of the corporation.

3. Les statuts de maintien sont réputés être les statuts constitutifs de la société.

4. Sauf pour l'application du paragraphe 117 (1) de la *Loi sur les sociétés par actions*, le certificat de maintien est réputé être le certificat de constitution de la société.

5. Les biens, droits, privilèges et concessions de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario passent à la société, qui assume toutes ses responsabilités.

Droit de propriété sur les actions

(4) La Couronne du chef de l'Ontario, telle qu'elle est représentée par le ministre responsable de la Privatisation, est propriétaire en common law et bénéficiaire des actions de la société jusqu'à ce que le ministre les transfère. La société est réputée un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario jusqu'à ce que les actions soient transférées par le ministre.

Disposition des actions

(5) Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut enjoindre au ministre responsable de la Privatisation, au nom de la Couronne du chef de l'Ontario, de transférer directement ou indirectement les actions de la société aux conditions que précise le ministre responsable de la Privatisation, y compris la contrepartie à verser à leur égard, et de prendre les mesures autorisées en vertu du paragraphe (6).

Pouvoirs du ministre

(6) En tout temps avant que les actions de la société ne soient transférées conformément au paragraphe (5), le ministre responsable de la Privatisation peut, malgré toute autre loi ou tout autre règlement :

- a) au nom de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario, transférer à la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par un ministre de la Couronne ou à tout ministre, aux conditions que précise le ministre responsable de la Privatisation, la totalité ou une partie des éléments d'actif qui appartiennent à la Société ou sur lesquels celle-ci a un intérêt;
- b) destituer les administrateurs de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario;
- c) nommer des administrateurs à la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario;
- d) établir les catégories d'actions de la société et leurs attributs;
- e) émettre des actions de la société, lesquelles sont des actions entièrement libérées de la société dès leur émission.

Necessary  
authority

4. The Minister for Privatization shall be deemed to have all necessary authorizations and consents from any minister of the Crown and any ministry to carry out the powers described in sections 2 or 3, and the execution by the Minister for Privatization of any document on behalf of any minister of the Crown or any ministry shall be conclusive evidence that the minister or ministry has consented to and is bound by the document.

4. Le ministre responsable de la Privatisation est réputé avoir obtenu de tout ministre de la Couronne et de tout ministère toutes les autorisations et tous les consentements nécessaires pour exercer les pouvoirs visés à l'article 2 ou 3. La passation par le ministre responsable de la Privatisation de tout document au nom d'un ministre de la Couronne ou d'un ministère constitue la preuve concluante que le ministre ou ministère a consenti au document et est lié par celui-ci.

Autorité  
nécessaireMinister to  
determine

5. (1) Without limiting his or her powers under sections 2 or 3, the Minister for Privatization may,

5. (1) Sans porter atteinte aux pouvoirs que lui confère l'article 2 ou 3, le ministre responsable de la Privatisation peut :

Pouvoirs du  
ministre

- (a) determine the assets to be transferred;
- (b) determine the consideration to be paid for the assets;
- (c) establish terms and conditions relating to the management of Highway 407; and
- (d) at the direction of the Lieutenant Governor in Council, incorporate or cause to be incorporated a corporation with share capital, transfer the assets mentioned in section 2 to the corporation, and transfer the shares of the corporation.

- a) déterminer les éléments d'actif qui doivent être transférés;
- b) déterminer la contrepartie à verser pour les éléments d'actifs;
- c) établir des conditions relativement à la gestion de l'autoroute 407;
- d) sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, constituer ou faire constituer une personne morale avec capital-actions, transférer les éléments d'actif visés à l'article 2 à la personne morale et transférer les actions de celle-ci.

Corporation,  
Crown  
agency

(2) A corporation incorporated under clause (1) (d) shall be deemed to be an agent of the Crown in right of Ontario until its shares have been transferred by the Minister for Privatization.

(2) La personne morale constituée en vertu de l'alinéa (1) d) est réputée un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario jusqu'à ce que ses actions soient transférées par le ministre responsable de la Privatisation.

Personne  
morale en  
tant qu'orga-  
nisme de la  
Couronne

Agreements

6. The Minister for Privatization may enter into any agreement that he or she considers necessary or expedient for carrying out the purposes of this Act.

6. Le ministre responsable de la Privatisation peut conclure tout accord qu'il estime nécessaire ou opportun à la réalisation des objets de la présente loi.

Accords

Fee simple

7. Despite any other provision of this Act, the Minister for Privatization may not convey title in fee simple to the Highway 407 lands or the shares of a corporation that owns title in fee simple to the Highway 407 lands under this Act, except to the Crown in right of Ontario as represented by a minister of the Crown or to a ministry.

7. Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre délégué à la privatisation ne peut transporter le titre en fief simple sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 ni les actions d'une personne morale à qui appartient ce titre en fief simple aux termes de la présente loi, si ce n'est à la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par un ministre de la Couronne ou à un ministère.

Fief simple

Non-  
application

8. Sections 41 and 42 of the *Expropriations Act* do not apply to a transfer of assets under the authority of this Act.

8. Les articles 41 et 42 de la *Loi sur l'expropriation* ne s'appliquent pas au transfert d'éléments d'actif sous le régime de la présente loi.

Non-  
application

Delegation

9. (1) Any power or duty conferred or imposed on the Minister for Privatization under this Act may be delegated by the Minister for Privatization to an employee or officer of a ministry and, when purporting to exercise a delegated power or duty, the employee or officer shall be presumed conclu-

9. (1) Le ministre responsable de la Privatisation peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui confère la présente loi à un employé ou dirigeant d'un ministère qui, lorsqu'il prétend exercer un pouvoir ou une fonction qui lui est délégué, est réputé, incontestable-

Délégation



sively to act in accordance with the delegation.

Delegation  
by owner

(2) The owner may delegate the powers given to the owner in this Act, and any person to whom a power is delegated shall be presumed conclusively to act in accordance with the delegation.

Conditions  
of delegation

(3) A delegation under this section shall be in writing and may be subject to such limitations, conditions and requirements as are set out in it.

Evidence

10. Any document under this Act purporting to be signed by the Minister for Privatization, or any certified copy thereof, is admissible in evidence in any action, prosecution or other proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the Minister without proof of the office or signature of the Minister.

Crown as  
owner

11. In the event that the ground lease of the Highway 407 lands is terminated, the Crown has all the powers, rights, duties and obligations given to the owner for the purposes of this Act, until a further transfer of the Highway 407 lands authorized under this Act.

#### DESIGNATION OF HIGHWAY 407

Private toll  
highway

12. (1) Highway 407 is designated as a private toll highway that is a controlled-access highway.

Not King's  
Highway

(2) Despite any designation under section 36 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*, Highway 407 is not part of the King's Highway.

Highway  
under  
Highway  
Traffic Act

(3) For the purposes of the *Highway Traffic Act*, Highway 407 is a highway, and shall be deemed to have been designated as a Class A Highway in regulations made under that Act, and shall be treated as a controlled-access highway as described in the Schedules under that Act.

Regulations

(4) Regulations made under the *Highway Traffic Act* that applied to Highway 407 before the coming into force of this section continue to apply to Highway 407, unless repealed, or amended to provide otherwise.

Public access

(5) Subject to subsection (3), the owner shall provide access to Highway 407 to the public.

Order in  
council to be  
registered

(6) An order in council confirming the designation of Highway 407 as a private toll highway may be registered in the proper land registry offices.

ment, agir conformément à l'acte de délégation.

(2) Le propriétaire peut déléguer les pouvoirs que lui confère la présente loi et toute personne à qui un pouvoir est délégué est réputée, incontestablement, agir conformément à l'acte de délégation.

(3) La délégation visée au présent article est effectuée par écrit et peut être assortie des restrictions, des conditions et des exigences énoncées dans l'acte de délégation.

10. Un document prévu par la présente loi qui se présente comme portant la signature du ministre responsable de la Privatisation, ou une copie certifiée conforme, est admissible en preuve dans toute action, poursuite ou autre instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, que le document est signé par le ministre, sans qu'il soit nécessaire d'établir la qualité du signataire ou l'authenticité de la signature.

11. En cas de résiliation du bail foncier sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407, la Couronne exerce tous les pouvoirs, droits et fonctions et assume toutes les obligations qui sont conférés au propriétaire pour l'application de la présente loi, et ce jusqu'à ce qu'un autre transfert des biens-fonds ne soit autorisé en vertu de celle-ci.

#### DÉSIGNATION DE L'AUTOROUTE 407

12. (1) L'autoroute 407 est désignée comme voie privée à péage à titre de route à accès limité.

(2) Malgré toute désignation effectuée en vertu de l'article 36 de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun*, l'autoroute 407 ne fait pas partie de la route principale.

(3) Pour l'application du *Code de la route*, l'autoroute 407 est une voie publique, et est réputée avoir été désignée comme route de catégorie A dans les règlements pris en application de ce code, et est traitée comme route à accès limité telle que décrite dans les annexes aux termes de ce code.

(4) Les règlements pris en application du *Code de la route* qui s'appliquaient à l'autoroute 407 avant l'entrée en vigueur du présent article continuent de s'y appliquer, à moins qu'ils ne soient abrogés ou modifiés.

(5) Sous réserve du paragraphe (3), le propriétaire donne au public accès à l'autoroute 407.

(6) Le décret confirmant la désignation de l'autoroute 407 comme voie privée à péage peut être enregistré aux bureaux d'enregistrement immobilier compétents.

Délégation  
par le  
propriétaire

Conditions  
de la  
délégation

Preuve

La Couronne  
en tant que  
propriétaire

Voie privée  
à péage

Non une  
route  
principale

Voie  
publique  
visée au  
*Code de la  
route*

Règlements

Accès public

Enregistre-  
ment du  
décret

Designation  
not a  
regulation

(7) The order in council made under subsection (6) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

(7) Le décret pris en vertu du paragraphe (6) n'est pas un règlement au sens de la *Loi sur les règlements*.

Non un  
règlement

#### TOLL HIGHWAY

#### VOIE À PÉAGE

Person  
responsible  
for payment  
of toll

**13.** (1) A toll and any related fee and interest payable under this Act for the operation of a vehicle on Highway 407 shall be paid to the owner by,

**13.** (1) Un péage et tous frais, droits et intérêts y afférents qui sont exigibles aux termes de la présente loi pour la conduite d'un véhicule sur l'autoroute 407 sont payés au propriétaire par :

Personne  
redevable du  
paiement du  
péage

- (a) if a toll device is not affixed to the vehicle, the person in whose name the plate portion of the vehicle permit is issued;
- (b) if a toll device is affixed to the vehicle, the person to whom the toll device is registered.

- a) la personne au nom de qui est délivrée la partie relative à la plaque du certificat d'immatriculation de véhicule, si un appareil à péage n'est pas fixé au véhicule;
- b) la personne au nom de qui l'appareil à péage est immatriculé, si un tel appareil est fixé au véhicule.

Evidence

(2) Photographic or electronic evidence of the use of Highway 407 is proof in the absence of evidence to the contrary of the obligation to pay a toll.

(2) Une preuve photographique ou électronique de l'utilisation de l'autoroute 407 constitue, en l'absence de preuve contraire, la preuve de l'obligation de payer un péage.

Preuve

Application

(3) Sections 16 to 16.9 apply to the enforcement and collection of tolls and related fees and interest payable under this Act by a person described in subsection (1) but do not apply to the enforcement and collection of such tolls, fees and interest if,

(3) Les articles 16 à 16.9 s'appliquent au recouvrement et à la perception des péages et des frais, droits et intérêts y afférents qui sont exigibles, aux termes de la présente loi, d'une personne visée au paragraphe (1), sauf si :

Application

- (a) the person is responsible for the payment of such tolls, fees and interest under clause 13 (1) (b); and
- (b) the toll device that was affixed to the vehicle in question was obtained without providing information identifying the plate portion of a vehicle permit.

- a) d'une part, la personne est redevable du paiement de tels péages, frais, droits et intérêts aux termes de l'alinéa 13 (1) b);
- b) d'autre part, l'appareil à péage qui était fixé au véhicule en question a été obtenu sans fournir de renseignements identifiant la partie relative à la plaque d'un certificat d'immatriculation de véhicule.

Powers of  
owner

**14.** (1) Subject to subsection (2) the owner may,

**14.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le propriétaire peut :

Pouvoirs du  
propriétaire

- (a) establish, collect and enforce payment of tolls with respect to the operation of any vehicle or class of vehicles on Highway 407;
- (b) establish, collect and enforce administration fees based on such criteria as the owner considers appropriate, and fees to commence or appeal any dispute proceedings;
- (c) establish interest rates to be charged on unpaid tolls and fees, and collect interest charged at those rates;
- (d) exempt any vehicle or class of vehicles from the application of section 13;

- a) fixer, percevoir et recouvrer le paiement des péages à l'égard de la conduite de tout véhicule ou catégorie de véhicules sur l'autoroute 407;
- b) fixer, percevoir et recouvrer des frais d'administration en fonction des critères que le propriétaire estime appropriés, ainsi que des droits pour présenter une contestation ou interjeter appel de celle-ci;
- c) fixer les taux d'intérêt à imposer à l'égard des péages, frais et droits impayés, et percevoir les intérêts imposés à ces taux;
- d) dispenser tout véhicule ou catégorie de véhicules de l'application de l'article 13;

	<p>(e) establish terms and conditions for the <u>registration and distribution</u> of toll devices;</p> <p>(f) require security for the provision of any toll devices; and</p> <p>(g) determine the methods of payment of tolls, fees and interest.</p>	<p>e) établir des conditions pour <u>l'enregistrement et la répartition</u> des appareils à péage;</p> <p>f) exiger une garantie pour la fourniture d'appareils à péage;</p> <p>g) établir les méthodes de paiement des péages, frais, droits et intérêts.</p>	
Subject to agreement	<p>(2) The owner's powers set out in subsection (1) shall only be exercised in accordance with the terms and conditions set forth in an agreement to be entered into between the Minister for Privatization and the owner.</p>	<p>(2) Les pouvoirs du propriétaire énoncés au paragraphe (1) ne doivent être exercés que conformément aux conditions énoncées dans un accord devant être conclu entre le ministre responsable de la Privatisation et le propriétaire.</p>	Accord
Property in tolls	<p>(3) Tolls, fees and interest collected by or on behalf of the owner are the property of the owner.</p>	<p>(3) Les péages, frais, droits et intérêts perçus par le propriétaire ou pour son compte appartiennent à celui-ci.</p>	Droit de propriété sur les péages
Validation of toll devices	<p>(3.1) For the purposes of subsection 191.2 (2) of the <i>Highway Traffic Act</i>, a toll device is a validated toll device under this Act if a toll device agreement is in effect with the owner with respect to that toll device.</p>	<p>(3.1) Pour l'application du paragraphe 191.2 (2) du <i>Code de la route</i>, un appareil à péage est un appareil à péage validé aux termes de la présente loi si un accord à son égard a été conclu et est en vigueur avec le propriétaire.</p>	Validation des appareils à péage
Transitional	<p>(4) A toll device that was validated under the <i>Capital Investment Plan Act, 1993</i> for use on Highway 407 before the coming into force of this subsection shall be deemed to have been validated under this Act, and is subject to any powers of the owner under subsections (1) and (2).</p>	<p>(4) L'appareil à péage qui a été validé en vertu de la <i>Loi de 1993 sur le plan d'investissement</i> aux fins d'utilisation sur l'autoroute 407 avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputé avoir été validé en vertu de la présente loi, et est assujéti aux pouvoirs que les paragraphes (1) et (2) confèrent au propriétaire.</p>	Disposition transitoire
Transitional, collection of tolls	<p>(5) If, before the day this section comes into force, a vehicle was driven on Highway 407 and, as of that day, no invoice or statement has been sent with respect to payment of a toll for the use of Highway 407, the owner shall collect and enforce payment of the toll as though the vehicle had been driven on Highway 407 after the day this section comes into force.</p>	<p>(5) Si, avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, un véhicule a été conduit sur l'autoroute 407 et que, à ce jour, aucune facture ni aucun relevé de compte n'avait été envoyé à l'égard du paiement d'un péage pour l'utilisation de l'autoroute 407, le propriétaire perçoit et recouvre le paiement du péage comme si le véhicule avait été conduit sur l'autoroute 407 après le jour de l'entrée en vigueur du présent article.</p>	Disposition transitoire : perception des péages
Same	<p>(6) If, before the day this section comes into force, a vehicle was driven on Highway 407 and an invoice or statement was sent with respect to payment of a toll for the use of Highway 407 and, as of that day, the toll has not been paid, then, despite anything in this Act,</p> <p>(a) the Crown in right of Ontario may collect and enforce payment of the toll in accordance with section 43 of the <i>Capital Investment Plan Act, 1993</i>; or</p>	<p>(6) Si, avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, un véhicule a été conduit sur l'autoroute 407, qu'une facture ou un relevé de compte a été envoyé à l'égard du paiement d'un péage pour l'utilisation de l'autoroute 407 et que, à ce jour, le péage n'avait pas été payé, l'une ou l'autre des conditions suivantes s'applique alors malgré toute disposition de la présente loi :</p> <p>a) la Couronne du chef de l'Ontario peut percevoir et recouvrer le paiement du péage conformément à l'article 43 de la <i>Loi de 1993 sur le plan d'investissement</i>;</p>	Idem



- (b) if the owner and the Minister for Privatization enter into an agreement to that effect, the owner may collect and enforce payment of the toll in accordance with section 43 of the *Capital Investment Plan Act, 1993*.

- b) le propriétaire peut percevoir et recouvrer le paiement du péage conformément à l'article 43 de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, s'il a conclu un accord à cet effet avec le ministre responsable de la Privatisation.

When payment due

**15.** (1) Subject to any agreement between the owner and a person responsible for the payment of a toll, a toll or fee is payable on the day an invoice for it is mailed, delivered by hand or sent by any other prescribed method to that person.

**15.** (1) Sous réserve d'un accord conclu entre le propriétaire et une personne redevable du paiement d'un péage, un péage ou des frais ou droits sont exigibles le jour où une facture à leur égard est envoyée par la poste ou par toute autre méthode prescrite ou livrée à la personne.

Moment du paiement

Interest

(2) Subject to any agreement between the owner and a person responsible for the payment of a toll, interest on a toll or fee begins to accrue and is payable 35 days after the invoice for the toll or fee is mailed, delivered by hand or sent by any other prescribed method to that person.

(2) Sous réserve d'un accord conclu entre le propriétaire et une personne redevable du paiement d'un péage, les intérêts imposés à l'égard d'un péage ou des frais ou droits commencent à s'accumuler et sont exigibles 35 jours après que la facture concernant ce péage ou ces frais ou droits est envoyée par la poste ou par toute autre méthode prescrite ou livrée à la personne.

Intérêts

Cause of action

(3) A toll and any related fee or interest is a debt owing to the owner and the owner has a cause of action enforceable in any court of competent jurisdiction for the payment of that debt but the debt may not be enforced while the obligation to pay a toll or fee is being disputed under section 16.1 or is subject to an appeal under section 16.3.

(3) Un péage et tous frais, droits ou intérêts y afférents constituent une créance du propriétaire et celui-ci a une cause d'action, exécutoire devant tout tribunal compétent, en recouvrement du paiement de cette dette. Celle-ci ne peut toutefois pas être recouvrée lorsque l'obligation de payer un péage, des frais ou des droits est contestée aux termes de l'article 16.1 ou fait l'objet d'un appel interjeté en vertu de l'article 16.3.

Cause d'action

Failure to pay toll

**16.** (1) If a toll charged for operating a vehicle on Highway 407 or any administrative fee is not paid within 35 days after the day it is payable under subsection 15 (1), the owner may send the person responsible for the payment of the toll a notice of failure to pay the toll.

**16.** (1) Si le péage imposé pour conduire un véhicule sur l'autoroute 407 ou tous frais d'administration ne sont pas payés dans les 35 jours qui suivent celui où ils deviennent exigibles aux termes du paragraphe 15 (1), le propriétaire peut envoyer à la personne redevable du paiement du péage un avis de défaut de paiement du péage.

Défaut de paiement d'un péage

Content of notice

- (2) The notice shall,
- (a) set out the amount of the toll, of any administrative fee and the interest rate that is being charged;
  - (b) inform the person named in the notice that he or she may dispute the matter on a ground referred to in subsection 16.1 (1);
  - (c) inform the person named in the notice that if he or she disputes the matter,
    - (i) he or she must send a notice of dispute to the owner within the time period referred to in subsection 16.1 (2),
    - (ii) he or she bears the onus of proving the grounds on which the matter is disputed, and

- (2) L'avis :
- a) indique le montant du péage et des frais d'administration ainsi que le taux d'intérêt qui est imposé;
  - b) informe la personne qui y est nommée qu'elle peut contester la question pour un motif mentionné au paragraphe 16.1 (1);
  - c) informe la personne qui y est nommée que si elle conteste la question :
    - (i) elle doit envoyer un avis de contestation au propriétaire dans le délai prévu au paragraphe 16.1 (2),
    - (ii) il lui incombe de prouver les motifs sur lesquels la contestation est fondée,

Contenu de l'avis

(iii) the tolls, fees and interest set out in the notice shall be deemed to be paid in full if the owner fails to send the person its decision within 30 days of receiving the person's notice of dispute; and

(d) inform the person named in the notice that if the toll or fee referred to in the notice, or any interest on that toll or fee, is not paid within 90 days of the day on which the person received the notice, the Registrar of Motor Vehicles may refuse to validate the person's vehicle permit or refuse to issue a vehicle permit to the person and that the Registrar of Motor Vehicles may do so even if the failure to pay is disputed under section 16.1.

Dispute

**16.1** (1) A person who receives notice under section 16 may dispute the alleged failure to pay a toll on any of the following grounds:

1. The toll was paid in full.
2. The amount of the toll is incorrect.
3. The vehicle, the numbered plate or the toll device registered to the person was lost or stolen at the time the toll was incurred.
4. The person is not the person responsible for the payment of the toll under subsection 13 (1).

Notice of dispute

(2) A person who receives notice under section 16 may dispute the alleged failure to pay a toll if the person sends a notice of dispute, setting out the grounds on which the dispute is based, to the owner within 30 days of receiving the notice of failure to pay the toll under section 16.

Payment without prejudice

(3) The payment of a toll and related fees and interest shall not prejudice the right of a person who receives notice under section 16 to dispute the alleged failure to pay the toll, fees and interest.

Onus

(4) The onus of proving the grounds upon which a dispute under this section is based is on the person who sends notice of the dispute.

Decision

(5) Within 30 days of receiving a notice of dispute from a person under subsection (2), the owner shall render a decision and shall send the person a copy of the decision, with or without reasons.

Same

(6) If the dispute is unsuccessful, the owner shall, in writing together with the copy of the decision, inform the person who gave the notice of dispute of his or her right to appeal

(iii) les péages et les frais, droits et intérêts indiqués dans l'avis sont réputés avoir été payés intégralement si le propriétaire n'envoie pas sa décision à la personne dans les 30 jours de la réception de l'avis de contestation;

d) informe la personne qui y est nommée que si le péage ou les frais ou droits visés dans l'avis ou les intérêts sur ceux-ci ne sont pas payés dans les 90 jours de la réception de l'avis, le registraire des véhicules automobiles peut refuser de valider son certificat d'immatriculation de véhicule ou de lui en délivrer un, et ce même si le défaut de paiement est contesté en vertu de l'article 16.1.

Contestation

**16.1** (1) La personne qui reçoit l'avis prévu à l'article 16 peut contester le prétendu défaut de paiement d'un péage pour n'importe lequel des motifs suivants :

1. Le péage a été payé intégralement.
2. Le montant du péage est inexact.
3. Le véhicule, la plaque d'immatriculation ou l'appareil à péage immatriculé à son nom étaient perdus ou volés au moment où le péage a été engagé.
4. Elle n'est pas la personne redevable du paiement d'un péage visée au paragraphe 13 (1).

Avis de contestation

(2) La personne qui reçoit l'avis prévu à l'article 16 peut contester le prétendu défaut de paiement d'un péage si elle envoie au propriétaire, dans les 30 jours de la réception de l'avis de défaut de paiement du péage prévu à cet article, un avis de contestation énonçant les motifs sur lesquels celle-ci est fondée.

Réserve

(3) Le paiement d'un péage et des frais, droits et intérêts y afférents ne porte pas atteinte au droit de quiconque reçoit l'avis prévu à l'article 16 de contester le prétendu défaut de paiement du péage et des frais, droits et intérêts.

Fardeau

(4) Il incombe à l'auteur de l'avis d'une contestation visée au présent article de prouver les motifs sur lesquels celle-ci est fondée.

Décision

(5) Dans les 30 jours de la réception par une personne de l'avis de contestation prévu au paragraphe (2), le propriétaire prend une décision et en envoie une copie, motivée ou non, à la personne.

Idem

(6) Si la contestation est rejetée, le propriétaire informe par écrit l'auteur de l'avis de contestation, en même temps qu'il lui remet une copie de sa décision, qu'il a le droit d'in-

the decision to a dispute arbitrator and shall provide the address of the dispute arbitrator.

terjeter appel de la décision devant un arbitre des différends et lui fournit l'adresse de ce dernier.

Failure to give timely decision

(7) If the owner fails to send a copy of the decision to the person who sent the notice of dispute within the time period required under subsection (5), the tolls and the related fees and interest that were the subject of the dispute shall be deemed to be paid in full.

(7) Si le propriétaire n'envoie pas une copie de sa décision à l'auteur de l'avis de contestation dans le délai prévu au paragraphe (5), les péages et les frais, droits et intérêts y afférents visés par la contestation sont réputés avoir été payés intégralement.

Défaut de donner copie de la décision en temps opportun

Appointment of dispute arbitrator

**16.2** (1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a dispute arbitrator for the purposes of section 16.3.

**16.2** (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un arbitre des différends pour l'application de l'article 16.3.

Nomination d'un arbitre des différends

Fees and expenses

(2) The fees and expenses of the dispute arbitrator shall be paid by the owner.

(2) Les honoraires et les dépenses de l'arbitre des différends sont à la charge du propriétaire.

Honoraires et dépenses

Appeal

**16.3** (1) A person may appeal the owner's decision under section 16.1 on any of the grounds referred to in subsection 16.1 (1) if the person sends a notice of appeal, setting out the grounds of the appeal, to the dispute arbitrator and to the owner within 30 days of receiving a copy of the owner's decision under subsection 16.1 (5).

**16.3** (1) Une personne peut interjeter appel de la décision du propriétaire visée à l'article 16.1 pour n'importe lequel des motifs mentionnés au paragraphe 16.1 (1) si elle envoie un avis d'appel, énonçant les motifs de l'appel, à l'arbitre des différends et au propriétaire dans les 30 jours de la réception d'une copie de la décision du propriétaire visée au paragraphe 16.1 (5).

Appel

Submission by owner

(2) Within 15 days of receipt of a notice of appeal under subsection (1), the owner may send a written submission to the dispute arbitrator.

(2) Dans les 15 jours de la réception de l'avis d'appel prévu au paragraphe (1), le propriétaire peut envoyer des observations écrites à l'arbitre des différends.

Observations du propriétaire

Copy to appellant

(3) Upon making a submission under subsection (2), the owner shall send a copy of the submission to the appellant.

(3) Dès qu'il présente des observations en vertu du paragraphe (2), le propriétaire envoie une copie à l'appellant.

Copie à l'appellant

Appeal process

(4) The dispute arbitrator shall review the notice of appeal and any submission made by the owner under subsection (2) and may,

(4) L'arbitre des différends examine l'avis d'appel et les observations présentées par le propriétaire en vertu du paragraphe (2) et peut, selon le cas :

Processus d'appel

- (a) decide the matter on the basis of the written material;
- (b) if he or she thinks it appropriate, hold a hearing into the matter; or
- (c) use any available mediation or alternative dispute resolution method that he or she considers appropriate.

- a) prendre une décision sur la foi des documents écrits;
- b) tenir une audience sur la question s'il l'estime approprié;
- c) avoir recours à toute méthode de médiation ou méthode de règlement extrajudiciaire des différends qu'il estime appropriée.

Appeal decision

(5) The dispute arbitrator shall decide the appeal solely on the grounds referred to in subsection 16.1 (1).

(5) L'arbitre des différends décide de l'appel en se fondant uniquement sur les motifs mentionnés au paragraphe 16.1 (1).

Décision rendue en appel

Order for expenses

(6) If the dispute arbitrator finds that the appellant is not responsible for payment of the toll he or she may order the owner to pay the appellant the amount of his or her reasonable out of pocket expenses incurred in connection with the dispute or appeal of the dispute.

(6) S'il conclut que l'appellant n'est pas redevable du paiement du péage, l'arbitre des différends peut ordonner au propriétaire de rembourser à l'appellant le montant des débours raisonnables qu'il a engagés relativement à la contestation ou à l'appel de celle-ci.

Débours

Decision final

(7) The decision of the dispute arbitrator is final and binding and is not subject to appeal.

(7) La décision de l'arbitre des différends est définitive et lie les parties.

Décision définitive

Notice of decision

(8) The dispute arbitrator shall send the appellant, the owner and the Registrar of Motor

(8) L'arbitre des différends envoie une copie de sa décision à l'appellant, au propriétaire

Avis de décision



Vehicles a copy of his or her decision within 120 days of receiving the notice of appeal under subsection (1).

et au registrateur des véhicules automobiles dans les 120 jours de la réception de l'avis d'appel prévu au paragraphe (1).

Failure to  
give timely  
decision

(9) If the dispute arbitrator fails to send a copy of his or her decision within the time period set out in subsection (8), the appellant or the owner may apply to a court of competent jurisdiction for an order compelling the dispute arbitrator to give his or her decision.

(9) Si l'arbitre des différends n'envoie pas une copie de sa décision dans le délai prévu au paragraphe (8), l'appellant ou le propriétaire peut, par voie de requête, demander au tribunal compétent de rendre une ordonnance enjoignant à l'arbitre des différends de ce faire.

Défaut de  
donner une  
copie de la  
décision en  
temps  
opportun

Repayment  
of paid tolls

**16.4** (1) Where a person who receives notice of failure to pay a toll under section 16 pays the toll and the related fees and interest, in whole or in part, the owner shall return the amount paid to the person, together with interest, if,

**16.4** (1) Si la personne qui reçoit l'avis de défaut de paiement d'un péage prévu à l'article 16 paie tout ou partie du péage et des frais, droits et intérêts y afférents, le propriétaire rembourse à la personne, avec intérêts, le montant payé si, selon le cas :

Rembourse-  
ment des  
péages payés

- (a) the owner or the dispute arbitrator subsequently decides that the person is not responsible for the payment of the toll, fees and interest; or
- (b) the tolls, fees and interest are deemed to be paid in full under subsection 16.1 (7).

- a) le propriétaire ou l'arbitre des différends décide par la suite que la personne n'est pas redevable du paiement du péage et des frais, droits et intérêts;
- b) les péages, frais, droits et intérêts sont réputés avoir été payés intégralement aux termes du paragraphe 16.1 (7).

Interest rate

(2) The interest on an amount returned under subsection (1) shall be charged at the same rate as the rate established by the owner under clause 14 (1) c).

(2) Les intérêts sur un montant remboursé aux termes du paragraphe (1) sont imposés au même taux que celui fixé par le propriétaire en vertu de l'alinéa 14 (1) c).

Taux  
d'intérêt

Interest on  
unpaid tolls

**16.5** Interest on unpaid tolls and fees continues to accrue even if a person disputes or appeals the obligation to pay a toll.

**16.5** Les intérêts imposés sur des péages, des frais et des droits impayés continuent de s'accumuler même si une personne conteste l'obligation de payer un péage ou interjette appel à cet égard.

Intérêts sur  
les péages  
impayés

Registrar  
notified of  
failure to pay  
toll

**16.6** (1) If a toll, and the related fees and interest, are not paid within 90 days of the day a person receives a notice of failure to pay under section 16, the owner may notify the Registrar of Motor Vehicles of the failure to pay.

**16.6** (1) Si un péage et les frais, droits et intérêts y afférents ne sont pas payés dans les 90 jours de la réception d'un avis de défaut de paiement prévu à l'article 16 par une personne, le propriétaire peut aviser le registrateur des véhicules automobiles de ce défaut de paiement.

Avis au  
registrateur

Method of  
giving notice

(2) Any notice to the Registrar of Motor Vehicles under this section may be given in writing, by direct electronic transmission or by any other prescribed method.

(2) Tout avis au registrateur des véhicules automobiles visé au présent article peut être donné par écrit, par transmission électronique directe ou par toute autre méthode prescrite.

Méthode de  
remise de  
l'avis

Notification

(3) The owner shall promptly inform the person who received notice of failure to pay under section 16 that notice has been given to the Registrar of Motor Vehicles under subsection (1).

(3) Le propriétaire informe promptement la personne qui a reçu l'avis de défaut de paiement prévu à l'article 16 que l'avis a été donné au registrateur des véhicules automobiles en vertu du paragraphe (1).



Notification

Registrar's  
action

(4) If the Registrar of Motor Vehicles receives notice under subsection (1), he or she shall, at the next opportunity, refuse to validate the vehicle permit issued to the person who received the notice of failure to pay under section 16 and refuse to issue a vehicle permit to that person.

(4) S'il reçoit l'avis prévu au paragraphe (1), le registrateur des véhicules automobiles, à la prochaine occasion, refuse de valider le certificat d'immatriculation de véhicule délivré à la personne qui a reçu l'avis de défaut de paiement prévu à l'article 16 et refuse de lui délivrer un certificat d'immatriculation de véhicule.

Mesures  
prises par le  
registrateur

Same, if dispute	(5) The Registrar of Motor Vehicles may act under subsection (4) even though the person who received the notice of failure to pay under section 16 has disputed his or her obligation to pay under section 16.1 or has appealed a decision of the owner under section 16.3.	(5) Le registrateur des véhicules automobiles peut agir en vertu du paragraphe (4) même si la personne qui a reçu l'avis de défaut de paiement prévu à l'article 16 a contesté son obligation de payer en vertu de l'article 16.1 ou a interjeté appel d'une décision du propriétaire en vertu de l'article 16.3.	Idem, contestation
When toll is paid	(6) If notice has been given to the Registrar of Motor Vehicles under subsection (1) and the toll and related fees and interest are subsequently paid, the owner shall immediately notify the Registrar of the payment.	(6) Si un avis a été donné au registrateur des véhicules automobiles en vertu du paragraphe (1) et que le péage et les frais, droits et intérêts y afférents sont payés par la suite, le propriétaire avise immédiatement le registrateur de ce paiement.	Moment du paiement du péage
Same	(7) If the Registrar of Motor Vehicles is notified by the owner that the toll, fees and interest have been paid or is notified by the dispute arbitrator that the person is not responsible for paying the toll, fees and interest, the Registrar shall, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) validate any vehicle permit that he or she refused to validate under subsection (4);</li> <li>(b) issue a vehicle permit to a person if it was refused under subsection (4).</li> </ul>	(7) S'il est avisé par le propriétaire que le péage et les frais, droits et intérêts ont été payés ou qu'il est avisé par l'arbitre des différends que la personne n'est pas redevable du paiement de ceux-ci, le registrateur des véhicules automobiles : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) valide tout certificat d'immatriculation de véhicule qu'il a refusé de valider aux termes du paragraphe (4);</li> <li>b) délivre un certificat d'immatriculation de véhicule à une personne si celui-ci lui a été refusé aux termes du paragraphe (4).</li> </ul>	Idem
Statutory Powers Procedure Act	<b>16.7</b> The <i>Statutory Powers Procedure Act</i> does not apply to the owner's or a dispute arbitrator's powers of decision under section 16.1 or 16.3.	<b>16.7</b> La <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> ne s'applique pas aux pouvoirs décisionnels que l'article 16.1 ou 16.3 confère au propriétaire ou à l'arbitre des différends.	<i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i>
Documents	<b>16.8</b> (1) Any document or notification required or permitted to be sent under section 16, 16.1, 16.3 or 16.6 shall be sent by registered mail or delivered by a bonded courier, or sent by any other prescribed method.	<b>16.8</b> (1) Les documents ou avis qui doivent ou peuvent être envoyés aux termes de l'article 16, 16.1, 16.3 ou 16.6 sont envoyés par courrier recommandé ou livrés par messagerie assurée, ou sont envoyés par toute autre méthode prescrite.	Documents
Deemed receipt	(2) A document referred to in subsection (1) shall be deemed to have been received, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) if sent by registered mail, on the fifth business day after the day it was mailed; or</li> <li>(b) if sent by a prescribed method, on a prescribed day.</li> </ul>	(2) Les documents visés au paragraphe (1) sont réputés avoir été reçus : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) soit le cinquième jour ouvrable après le jour de leur envoi par courrier recommandé;</li> <li>b) soit un jour prescrit dans le cas de leur envoi par une méthode prescrite.</li> </ul>	Documents réputés reçus
Business day	(3) For the purposes of clause (2) (a), a business day includes every day other than a Saturday, Sunday or a day that is a public holiday as defined in the <i>Employment Standards Act</i> .	(3) Pour l'application de l'alinéa (2) a), un jour ouvrable s'entend notamment d'un jour quelconque, à l'exclusion du samedi, du dimanche et des jours fériés au sens de la <i>Loi sur les normes d'emploi</i> .	Jour ouvrable
Other remedies	<b>16.9</b> Actions taken by the owner under sections 16 to 16.6 are in addition to any other methods of enforcement and collection available at law. 	<b>16.9</b> Les mesures prises par le propriétaire en vertu des articles 16 à 16.6 s'ajoutent aux autres méthodes de recouvrement et de perception existant en droit. 	Autres recours
Assignment of agreements	<b>17.</b> The Minister of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation may, to the extent that they are assignable, assign to the owner any rights the Minister or	<b>17.</b> Le ministre des Transports ou la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario peut, dans la mesure où ils sont cessibles, céder au propriétaire les droits que pos-	Cession des accords

the Corporation has pursuant to any agreement with a government of another jurisdiction or with a person or agency in another jurisdiction relating to the collection or enforcement of tolls.

#### MANAGEMENT OF HIGHWAY

Interpreta-  
tion

**18.** For the purposes of sections 19 to 33, "highway" has the same meaning as in the *Public Transportation and Highway Improvement Act*.

Intersecting  
highways

**19.** (1) Where Highway 407 intersects any highway that is not part of the King's Highway, the continuation of Highway 407 to its full width across the highway so intersected shall be deemed to be Highway 407 and to be under the jurisdiction and control of the owner.

Crossing  
highways

(2) Despite subsection (1), where a highway is carried over or under Highway 407 by a bridge or other structure, the surface of the highway shall be deemed to be under the jurisdiction and control of the authority that has jurisdiction and control over the remainder of the highway.

Same

(3) Where a highway is carried over or under Highway 407 by a bridge or other structure, responsibility for the management of the highway and Highway 407 shall be governed by the same directives used by the Ministry of Transportation where the King's Highway intersects a highway that is not the King's Highway and,

(a) the owner shall abide by the directives as if it were the Ministry of Transportation; and

(b) the authority that has jurisdiction and control over the remainder of the highway shall abide by the directives as if Highway 407 were a part of the King's Highway.

Intersecting  
King's  
Highways

**20.** (1) Where Highway 407 intersects any part of the King's Highway, the continuation of the King's Highway to its full width across Highway 407 shall be under the jurisdiction and control of the Minister of Transportation.

Bridge

(2) Where a King's Highway is carried over or under Highway 407 by a bridge or other structure, the bridge or other structure is part of Highway 407.

Directives

(3) The responsibility for the maintenance, repair and rehabilitation of the King's Highway and Highway 407 shall be governed by the directives referred to in subsection 19 (3), and,

(a) Highway 407 shall be treated as if it were a part of the King's Highway and

sède le ministre ou la Société conformément à tout accord conclu avec un gouvernement ou avec une personne ou un organisme d'une autre autorité législative relativement à la perception ou au recouvrement des péages.

#### GESTION DE L'AUTOROUTE

**18.** Pour l'application des articles 19 à 33, «voie publique» s'entend au sens de la *Loi sur l'amélioration des voies publiques et des transports en commun*.

Interpréta-  
tion

**19.** (1) Si l'autoroute 407 croise une voie publique qui ne fait pas partie de la route principale, la continuation de l'autoroute 407 à travers la voie publique, sur toute sa largeur, est réputée être l'autoroute 407 et relever de la compétence du propriétaire.

Intersection

(2) Malgré le paragraphe (1), si une voie publique passe au-dessus ou au-dessous de l'autoroute 407 au moyen d'un pont ou d'une autre construction, la surface de la voie publique est réputée relever de la compétence de l'autorité qui a compétence sur le reste de la voie publique.

Croisement

(3) Si une voie publique passe au-dessus ou au-dessous de l'autoroute 407 au moyen d'un pont ou d'une autre construction, la responsabilité relativement à la gestion de la voie publique et de l'autoroute 407 est régie par les mêmes directives que celles en vigueur au ministère des Transports lorsque la route principale croise une voie publique qui n'est pas la route principale et :

Idem

a) d'une part, le propriétaire se conforme aux directives comme s'il était le ministère des Transports;

b) d'autre part, l'autorité qui a compétence sur le reste de la voie publique se conforme aux directives comme si l'autoroute 407 faisait partie de la route principale.

**20.** (1) Si l'autoroute 407 croise une section de la route principale, la continuation de cette dernière à travers l'autoroute 407, sur toute sa largeur, relève de la compétence du ministre des Transports.

Croisement  
de la route  
principale

(2) Si une route principale passe au-dessus ou au-dessous de l'autoroute 407 au moyen d'un pont ou d'une autre construction, ceux-ci font partie de l'autoroute 407.

Pont

(3) La responsabilité relativement à l'entretien, à la réparation et à la réhabilitation de la route principale et de l'autoroute 407 est régie par les directives visées au paragraphe 19 (3) et :

Directives

a) d'une part, l'autoroute 407 est considérée comme si elle faisait partie de la



the owner shall conduct itself as if it were the Ministry of Transportation; and

- (b) the intersecting part of the King's Highway shall be treated as if it were a highway that is not the King's Highway and the Ministry of Transportation shall conduct itself as if it were an authority with jurisdiction and control over a highway that is not the King's Highway.

route principale et le propriétaire agit comme s'il était le ministère des Transports;

- b) d'autre part, la section qui croise la route principale est considérée comme s'il s'agissait d'une voie publique qui ne fait pas partie de la route principale et le ministère des Transports agit comme s'il était l'autorité qui a compétence sur une voie publique qui ne fait pas partie de la route principale.

Relocation  
of road

21. (1) The owner may refer the matter to the Minister of Transportation where the owner is unable to obtain the consent of the authority or person having jurisdiction and control over a road to relocate, alter or divert any public or private road that is not the King's Highway entering or touching upon or giving access to Highway 407.

21. (1) Le propriétaire peut renvoyer la question au ministre des Transports lorsqu'il lui est impossible d'obtenir le consentement de l'autorité ou de la personne qui a compétence sur une route pour déplacer, modifier ou détourner une route publique ou privée, autre que la route principale, qui communique avec l'autoroute 407, y est contiguë ou y donne accès.

Nouvel emplacement  
d'une route

Authoriza-  
tion

(2) Where the Minister of Transportation is satisfied that the relocation, alteration or diversion proposed by the owner under subsection (1) is necessary for the management of Highway 407, the Minister of Transportation may authorize the owner to undertake the proposed action.

(2) Si le ministre des Transports est convaincu que le déplacement, la modification ou le détournement que projette le propriétaire aux termes du paragraphe (1) est nécessaire à la gestion de l'autoroute 407, il peut autoriser le propriétaire à entreprendre les travaux envisagés.

Autorisation

Payment of  
costs

(3) The owner shall negotiate the payment of reasonable costs of the relocation, alteration or diversion of the road with the authority or person having control over the road, and if the parties cannot agree on the reasonable costs to be paid, the matter shall be referred to binding arbitration under the *Arbitration Act, 1991* or such other method of arbitration as the parties may agree.

(3) Le propriétaire négocie le paiement des coûts raisonnables du déplacement, de la modification ou du détournement de la route avec l'autorité ou la personne qui a compétence sur celle-ci. Si les parties n'arrivent pas à s'entendre sur les coûts raisonnables exigibles, la question est renvoyée à l'arbitrage exécutoire aux termes de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ou à toute autre méthode d'arbitrage dont conviennent les parties.

Paiement des  
coûts

During repair  
road deemed  
to be high-  
way

(4) During the period when the changes are being made, that portion of the road being relocated, altered or diverted shall be deemed to be part of Highway 407 for purposes of section 34.

(4) Pendant la période où des changements sont apportés, la section de la route qui fait l'objet du déplacement, de la modification ou du détournement est réputée faire partie de l'autoroute 407 pour l'application de l'article 34.

Route répu-  
tée une voie  
publique

Notice of  
closing of  
highway

(5) A municipality shall not open, close or divert any highway or road allowance entering upon or intersecting Highway 407 without giving written notice to the owner.

(5) Une municipalité ne doit pas ouvrir, fermer ou détourner une voie publique ou un emplacement affecté à une route qui communique avec l'autoroute 407 ou la croise à moins d'en avoir avisé par écrit le propriétaire.

Avis de  
fermeture  
de la voie  
publique

By-law

(6) A by-law passed for any purposes mentioned in subsection (5) does not take effect until the Minister of Transportation endorses his or her consent on the by-law and the by-law is registered in the proper land registry office.

(6) Le règlement municipal adopté à l'une des fins mentionnées au paragraphe (5) ne prend effet que si le ministre des Transports y appose son consentement et que le règlement municipal est enregistré au bureau d'enregistrement immobilier compétent.

Règlement  
municipal

Exception

(7) Subsections (5) and (6) do not apply where the highway or road allowance is closed for a specified period of time not exceeding 72

(7) Les paragraphes (5) et (6) ne s'appliquent pas si la voie publique ou l'emplacement affecté à une route est fermé pendant une période déterminée n'excédant pas 72 heures

Exception

hours and the municipality has provided an adequate detour.

Consent not  
regulation

(8) A consent under subsection (6) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

Drainage of  
Highway 407

22. (1) The owner may initiate and carry out proceedings under any Act respecting drainage for the purpose of procuring proper drainage for Highway 407 and the owner has the authority to file notices and declarations as owner with the clerk of the local municipalities, or receive notices where any other person is the initiating party, in accordance with the procedure prescribed in the Act, but no storm or land drainage works shall be constructed on Highway 407 under any Act without the consent of the owner.

Drainage  
engineer for  
Highway 407

(2) The owner may from time to time designate one or more engineers to be the engineer or engineers authorized to carry out the provisions of any Act respecting drainage for the purpose of procuring proper drainage for Highway 407 and every engineer so designated has for that purpose all the powers and shall perform all the duties on behalf of the owner required of an engineer appointed by a municipality.

Authoriza-  
tion required

(3) Despite subsections (1) and (2), the owner shall not exercise any of its powers or withhold its consent without the agreement of the affected party or the authorization of the Minister of Transportation.

Closure of  
Highway

23. (1) The owner may close part of Highway 407 to traffic in order to do work on Highway 407 for such time as is necessary to do the work but in all cases the owner shall keep Highway 407 open to traffic travelling in both directions at all times, except as provided in any other Act or regulations.

Approval of  
Minister

(2) If the owner plans to close a part of Highway 407 for more than 72 hours, the owner shall give the Minister of Transportation at least 30 days written notice and shall not commence the closure without the approval of the Minister.

No liability

(3) Every person using any part of Highway 407 which is closed to traffic in accordance with this section does so at the person's own risk and the owner is not liable for any damage sustained by a person using any part of Highway 407 which is closed to traffic.

Offence

(4) Every person who, without the consent of the owner or other lawful authority,

et que la municipalité a prévu la déviation nécessaire.

(8) Le consentement prévu au paragraphe (6) n'est pas un règlement au sens de la *Loi sur les règlements*.

Non un  
règlement

22. (1) Le propriétaire peut introduire et poursuivre des instances ayant trait au drainage en vertu de toute loi dans le but d'assurer le drainage approprié de l'autoroute 407. Il peut déposer des avis et déclarations, à titre de propriétaire, auprès des secrétaires des municipalités locales. Si une autre personne est la partie ayant introduit l'instance, il peut recevoir des avis conformément à la procédure prescrite dans la Loi. Toutefois, aucune installation de drainage des eaux pluviales ou des biens-fonds ne doit être construite sur l'autoroute 407 en vertu d'une loi sans le consentement du propriétaire.

Drainage de  
l'autoroute  
407

(2) Le propriétaire peut, à l'occasion, charger un ou plusieurs ingénieurs d'appliquer les dispositions d'une loi ayant trait au drainage pour assurer le drainage approprié de l'autoroute 407. À cette fin et au nom du propriétaire, ces ingénieurs possèdent les pouvoirs et exercent les fonctions exigées d'un ingénieur nommé par une municipalité.

Ingénieurs

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le propriétaire ne doit pas exercer ses pouvoirs ou refuser son consentement sans l'accord de la partie concernée ou l'autorisation du ministre des Transports.

Autorisation  
obligatoire

23. (1) Le propriétaire peut fermer une section de l'autoroute 407 à la circulation pendant la période nécessaire pour y effectuer des travaux. Dans tous les cas, le propriétaire garde l'autoroute 407 ouverte à la circulation dans les deux sens en tout temps, sauf disposition contraire de toute autre loi ou des règlements.

Fermeture de  
l'autoroute

(2) S'il se propose de fermer une section de l'autoroute 407 pendant plus de 72 heures, le propriétaire en donne un préavis écrit d'au moins 30 jours au ministre des Transports et ne doit pas commencer à la fermer sans l'approbation du ministre.

Approbation  
du ministre

(3) Quiconque circule sur toute section de l'autoroute 407 qui est fermée à la circulation conformément au présent article le fait à ses risques et périls. Le propriétaire n'est pas responsable des dommages que subit un contrevenant.

Immunité

(4) Quiconque, sans le consentement du propriétaire ou de toute autre autorité légitime :

Infraction

- (a) uses any part of Highway 407 which is closed to traffic under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200, or such greater amount as may be prescribed;
- (b) defaces any barricade, light, detour sign or notice relating to a closure to traffic under this section that is placed on Highway 407 by the owner or other lawful authority is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200 or such greater amount as may be prescribed;
- (c) removes any barricade, light, detour sign or notice relating to a closure to traffic under this section that is placed on Highway 407 by the owner or other lawful authority is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$500, or such greater amount as may be prescribed.

Power to enter on land, etc.

24. (1) Where the owner, for the management of Highway 407, needs to,

- (a) enter upon and use any land;
- (b) alter in any manner any natural or artificial feature of the land;
- (c) construct and use roads on, to or from the land; or
- (d) place upon or remove from the land any substance or structure,

and the owner is unable to obtain the consent of the landowner, within a reasonable time and on reasonable terms, the owner may refer the matter to the Minister of Transportation.

Authorization by Minister

(2) Where the Minister of Transportation is satisfied that the actions proposed by the owner under subsection (1) are necessary for the management of Highway 407, the Minister may authorize the owner to do anything that the Minister would be permitted to do under section 6 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*.

Costs

(3) The owner shall compensate the landowner for any damage resulting from the actions of the owner under subsection (2).

- a) circule sur une section de l'autoroute 407 qui est fermée à la circulation aux termes du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$ ou du montant supérieur prescrit;
- b) abîme une barrière, un feu, un panneau de déviation ou un avis relatifs à une fermeture à la circulation prévue au présent article qui se trouvent placés sur l'autoroute 407 par le propriétaire ou une autre autorité légitime est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$ ou du montant supérieur prescrit;
- c) enlève une barrière, un feu, un panneau de déviation ou un avis relatifs à une fermeture à la circulation prévue au présent article qui se trouvent placés sur l'autoroute 407 par le propriétaire ou une autre autorité légitime est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 500 \$ ou du montant supérieur prescrit.

Pouvoir de pénétrer sur un bien-fonds

24. (1) Le propriétaire peut renvoyer la question au ministre des Transports s'il n'arrive pas, aux fins de gestion de l'autoroute 407, à obtenir la permission du propriétaire dans un délai et à des conditions raisonnables pour, selon le cas :

- a) pénétrer sur un bien-fonds et en faire usage;
- b) modifier de quelque façon une caractéristique naturelle ou artificielle du bien-fonds;
- c) construire des routes et en faire usage, que ces routes soient situées sur le bien-fonds, y conduisent ou partent de celui-ci;
- d) placer sur le bien-fonds ou en enlever toute substance ou construction.

Autorisation du ministre

(2) S'il est convaincu que les mesures que propose le propriétaire aux termes du paragraphe (1) sont nécessaires à la gestion de l'autoroute 407, le ministre des Transports peut autoriser le propriétaire à faire tout ce que l'article 6 de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun* permettrait au ministre de faire.

Coûts

(3) Le propriétaire indemnise le propriétaire foncier pour tout dommage résultant des mesures prises par le propriétaire en vertu du paragraphe (2).



Removal of  
obstructions

25. (1) With the consent of the landowner or, where no consent is given, with the authorization of the Minister of Transportation, the owner may enter on land adjacent to Highway 407 and cut down or remove any object or take any other reasonable action in order to remove obstructions or to prevent the drifting of snow where, in the opinion of the owner, to do so is necessary for the safety or convenience of the travelling public.

Snow Fences

(2) With the consent of the landowner, or, where no consent is given, with the authorization of the Minister of Transportation, the owner may enter upon any land adjacent to Highway 407 and may erect and maintain snow fences on the land.

Compensation

(3) The owner shall compensate the landowner for any damage resulting from the exercise of its powers under this section.

Control of  
Highway 407  
lands

26. (1) The owner shall control the use of the Highway 407 lands in accordance with the policies of the Ministry of Transportation for controlled-access highways as established from time to time, subject to any agreement entered into by the owner and the Minister for Privatization.

Same

(2) Despite subsection (1), the Minister of Transportation may use the Highway 407 lands to manage,

- (a) transitways;
- (b) areas used by the Ministry of Transportation to conduct vehicle and weight inspections; and
- (c) any objects and structures for highway or transportation purposes.

Application  
of Public  
Transportation  
and  
Highway  
Improvement  
Act

(3) The Minister of Transportation shall control the use of the lands adjacent to the Highway 407 lands, and section 38 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act* applies to the adjacent lands.

Interference  
with Highway  
407

(4) Despite any other Act or regulation, no person, municipality or local board shall, except in accordance with conditions set by the owner under subsection (1),

- (a) obstruct or deposit material on, along, under or across Highway 407 or take up or in any way interfere with Highway 407; or

25. (1) Avec la permission du propriétaire foncier ou, si aucune permission n'est donnée, avec l'autorisation du ministre des Transports, le propriétaire peut pénétrer sur un bien-fonds adjacent à l'autoroute 407 pour y couper ou y enlever tout objet, ou prendre toute autre mesure raisonnable, afin d'enlever les obstacles ou d'empêcher la neige de s'accumuler si, à son avis, cette mesure est nécessaire à la sécurité ou à la commodité du public qui y circule.

Enlèvement  
des obstacles

(2) Avec la permission du propriétaire foncier ou, si aucune permission n'est donnée, avec l'autorisation du ministre des Transports, le propriétaire peut pénétrer sur un bien-fonds adjacent à l'autoroute 407 pour y installer et y entretenir des paraneiges.

Paraneiges

(3) Le propriétaire indemnise le propriétaire foncier pour tout dommage résultant de l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article.

Indemnisation

26. (1) Le propriétaire contrôle l'utilisation des biens-fonds réservés à l'autoroute 407 conformément aux politiques qu'établit à l'occasion le ministre des Transports relativement aux routes à accès limité, sous réserve de tout accord conclu entre le propriétaire et le ministre responsable de la Privatization.

Contrôle des  
biens-fonds  
réservés à  
l'autoroute  
407

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre des Transports peut utiliser les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 pour gérer ce qui suit :

Idem

- a) les réseaux de rues piétons-autobus;
- b) les zones utilisées par le ministre des Transports pour effectuer des inspections de véhicules et de leurs poids;
- c) les objets et constructions utilisés aux fins de la voie publique ou du transport.

(3) Le ministre des Transports contrôle l'utilisation des biens-fonds adjacents aux biens-fonds réservés à l'autoroute 407, et l'article 38 de la *Loi sur l'amélioration des voies publiques et des transports en commun* s'applique à ces biens-fonds adjacents.

Application  
de la *Loi sur  
l'amélioration  
des  
voies publiques  
et des transports  
en commun*

(4) Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, aucune personne, aucune municipalité ou aucun conseil local ne doit, si ce n'est conformément aux conditions énoncées par le propriétaire en vertu du paragraphe (1) :

Entrave à  
l'autoroute  
407

- a) soit obstruer l'autoroute 407, déposer des objets sur celle-ci, le long de celle-ci, sous celle-ci ou en travers de celle-ci, y faire des creusements ou l'entraver d'une quelconque façon;

- (b) construct or change the use of any private road, entranceway, gate or other structure or facility as a means of access to Highway 407, other than a controlled-access highway.

- b) soit construire un chemin privé, une voie d'entrée, une barrière ou une autre construction ou installation comme moyen d'accès à l'autoroute 407, à l'exclusion d'une route à accès limité, ou en modifier l'usage.

Offence	(5) Every person who contravenes subsection (4) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$5,000, or such greater amount as may be prescribed.	(5) Quiconque contrevient au paragraphe (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$ ou du montant supérieur prescrit.	Infraction
Construction zone	27. The owner may designate any part of Highway 407 as a construction zone and for the purposes of subsections 128 (8), (9) and (10) of the <i>Highway Traffic Act</i> , and the regulations made under that Act concerning construction zones, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway, and the owner to be an official of the Ministry of Transportation authorized by the Minister of Transportation in writing.	27. Le propriétaire peut désigner toute section de l'autoroute 407 comme zone de construction et, pour l'application des paragraphes 128 (8), (9) et (10) du <i>Code de la route</i> et des règlements pris en application de ce code qui ont trait aux zones de construction, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale et le propriétaire est réputé être un fonctionnaire du ministère des Transports autorisé par écrit par le ministre des Transports.	Zone de construction
Conformity with safety standards	28. (1) The owner shall carry out the management of Highway 407 in compliance with the ministry safety standards used by the Ministry of Transportation for comparable controlled-access highways.	28. (1) Le propriétaire gère l'autoroute 407 conformément aux normes de sécurité ministérielles en vigueur au ministère des Transports pour les routes à accès limité comparables.	Observation des normes de sécurité
Equal application of standards	(2) The ministry safety standards shall be applied to Highway 407 in the same manner as they are applied to any part of the King's highway that is designated as a controlled-access highway and in no case shall the owner be required,	(2) Les normes de sécurité ministérielles s'appliquent à l'autoroute 407 de la même façon qu'elles s'appliquent à toute section de la route principale qui est désignée comme route à accès limité. En aucun cas le propriétaire ne doit être tenu :	Application égale des normes
	(a) to follow a standard that is more onerous than the safety standard that applies to other comparable controlled-access highways; or	a) soit de suivre une norme plus sévère que la norme de sécurité qui s'applique à d'autres routes à accès limité comparables;	
	(b) to apply a safety standard in a manner that is more onerous than the manner in which it is applied to other comparable highways that are designated as controlled-access highways.	b) soit d'appliquer une norme de sécurité plus sévèrement que dans le cas d'autres voies publiques comparables qui sont désignées comme routes à accès limité.	
Other standards	(3) Despite subsection (1), with the approval of the Minister of Transportation, the owner may use safety standards other than ministry safety standards in carrying out its functions, activities and responsibilities with respect to Highway 407 if, in the opinion of the Minister of Transportation, the proposed standard provides equivalent safety protection to the ministry safety standard.	(3) Malgré le paragraphe (1) et avec l'approbation du ministre des Transports, le propriétaire peut appliquer des normes de sécurité différentes des normes de sécurité ministérielles lorsqu'il exerce ses fonctions et ses activités et assume ses responsabilités à l'égard de l'autoroute 407 si, de l'avis du ministre, les normes envisagées assurent une protection équivalente à celle qu'assurent les normes de sécurité ministérielles.	Autres normes
Inspection	29. (1) In this section,	29. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.	Inspection
	"record" means any record of information, however recorded.	«document» Tout document qui reproduit des renseignements, quel qu'en soit le mode de transcription.	
Authorization of officials	(2) The Minister of Transportation may authorize such officials as he or she considers	(2) Le ministre des Transports peut autoriser les fonctionnaires qu'il estime appropriés	Autorisation de fonctionnaires

appropriate for the purpose of inspecting Highway 407 and carrying out an audit to ensure compliance with ministry safety standards.

aux fins d'inspection de l'autoroute 407 et de vérification afin de s'assurer que les normes de sécurité ministérielles sont observées.

Powers

(3) For the purposes of carrying out his or her duties and powers under subsection (2), an official may,

- (a) enter upon Highway 407 and the area immediately around it at any time without a warrant;
- (b) take up or use any machine, device, article, thing, material or biological, chemical or physical agent or part thereof;
- (c) in any inspection, examination, inquiry or test, be accompanied and assisted by or take with him or her any person or persons having special, expert or professional knowledge of any matter, take photographs, and take with him or her and use any equipment or materials required for such purpose;
- (d) conduct or take tests of any equipment, machine, device, article, thing, material or biological, chemical or physical agent, and for such purposes, take and carry away such samples as may be necessary;
- (e) require in writing the owner to cause any tests described in clause (d) to be conducted or taken, at the expense of the owner, by a person possessing such special, expert or professional knowledge or qualifications as are specified by the official, and to provide a report or assessment by that person.

(3) Lorsqu'il exerce les fonctions et les pouvoirs que lui confère le paragraphe (2), le fonctionnaire peut :

- a) pénétrer en tout temps, sans mandat, sur l'autoroute 407 et la zone environnante;
- b) prendre ou utiliser tout ou partie d'une machine, d'un appareil, d'un article, d'un objet, d'un matériau ou d'un agent biologique, chimique ou physique;
- c) lorsqu'il procède à une inspection, un examen, une enquête ou un essai, se faire accompagner et aider d'une ou de plusieurs personnes qui possèdent des connaissances particulières ou professionnelles dans un domaine, prendre des photographies et, à cette fin, apporter et utiliser l'équipement ou le matériel nécessaires;
- d) faire des essais sur tout équipement, une machine, un appareil, un article, un objet, un matériau ou un agent biologique, chimique ou physique et, à cette fin, prendre et emporter les échantillons nécessaires;
- e) exiger par écrit que le propriétaire fasse faire à ses frais par une personne possédant les connaissances professionnelles ou particulières ou les qualités requises que précise le fonctionnaire les essais décrits à l'alinéa d) et qu'il fournisse, à ses frais, le rapport ou l'évaluation fait par cette personne.

Pouvoirs

Same

(4) For the purposes of carrying out his or her duties and powers under subsection (2), an official may without a warrant but with the consent and subject to the direction of the Minister of Transportation,

- (a) enter the offices of the owner, at any reasonable time;



- (a.1) enter any place, other than a dwelling, at any reasonable time, if the official reasonably believes that it is likely to contain records relating to compliance by the owner with ministry safety standards;



- (b) require the production of any record, and inspect, examine and copy the same; and
- (c) upon giving a receipt, remove any record inspected or examined for the

(4) Lorsqu'il exerce les fonctions et les pouvoirs que lui confère le paragraphe (2), le fonctionnaire peut sans mandat, mais avec le consentement et sous réserve des directives du ministre des Transports :

- a) pénétrer à toute heure raisonnable dans les bureaux du propriétaire;



- a.1) pénétrer à toute heure raisonnable dans tout endroit, autre qu'un logement, si le fonctionnaire croit raisonnablement qu'il contiendra vraisemblablement des documents ayant trait au respect des normes de sécurité ministérielles par le propriétaire;



- b) exiger la production de documents, les examiner et en faire des copies;
- c) après avoir donné un récépissé à cet effet, prendre les documents examinés

Idem



purpose of making copies or extracts, and upon making copies or extracts shall promptly return the original record to the person who produced or furnished it.

afin d'en faire des copies ou d'en prendre des extraits, après quoi il les retourne promptement à la personne qui les a produits ou fournis.

Facilitation of inspection

(5) The owner shall facilitate an entry, inspection, examination, inquiry or test by an official acting under this section.

(5) Le propriétaire facilite l'entrée d'un fonctionnaire ainsi que son inspection et ses examens, enquêtes et essais lorsqu'il agit aux termes du présent article.

Obligation de faciliter une inspection

Where no facilitation

(6) Where the owner fails to facilitate an official's entry, inspection, examination, inquiry or test, the Minister of Transportation may authorize whatever steps are necessary, other than the use of force, to ensure that the official is able to exercise his or her powers in a safe and prompt manner.

(6) Si le propriétaire ne facilite pas l'entrée d'un fonctionnaire ainsi que son inspection et ses examens, enquêtes et essais, le ministre des Transports peut autoriser la prise des mesures nécessaires, autre que le recours à la force, pour faire en sorte que le fonctionnaire puisse exercer ses pouvoirs d'une manière sûre et rapide.

Absence de collaboration

Contravention

(7) An official who finds a contravention of any ministry safety standards with respect to Highway 407 shall notify the owner in writing of the contravention and the owner shall comply.

(7) Le fonctionnaire qui constate une contravention aux normes de sécurité ministérielles à l'égard de l'autoroute 407 en avise le propriétaire par écrit et celui-ci se conforme à cet avis.

Contravention

Confidentiality

(8) Every official acting under this section shall preserve confidentiality with respect to all matters that come to his or her knowledge in the course of so acting, and shall not communicate any such matters to any other person except as may be required in connection with the administration of this Act, with the consent of the owner or as otherwise required by law.

(8) Chaque fonctionnaire qui agit aux termes du présent article garde confidentielle toute question dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions et ne doit communiquer aucun renseignement sur cette question à une personne sauf si cela est nécessaire dans le cadre de l'application de la présente loi, qu'il a obtenu le consentement du propriétaire ou que la loi l'exige par ailleurs.

Confidentialité

Ministry undertakes work

**30.** (1) Where the owner has failed to comply with ministry safety standards or the Minister of Transportation and the owner cannot reach an agreement regarding the interpretation or application of a ministry safety standard, the Ministry of Transportation may undertake any work required to ensure compliance with ministry safety standards.

**30.** (1) Si le propriétaire ne s'est pas conformé aux normes de sécurité ministérielles ou que le ministre des Transports et le propriétaire ne parviennent pas à s'entendre sur l'interprétation ou l'application d'une norme de sécurité ministérielle, le ministère des Transports peut entreprendre les travaux nécessaires pour se conformer aux normes de sécurité ministérielles.

Travaux entrepris par le ministère

Costs

(2) To the extent that any work done pursuant to subsection (1) is necessary to comply with ministry safety standards, the cost of the work, plus a reasonable administration fee, shall be paid by the owner.

(2) Dans la mesure où des travaux effectués conformément au paragraphe (1) sont nécessaires pour se conformer aux normes de sécurité ministérielles, le coût des travaux, y compris des frais d'administration raisonnables, sont à la charge du propriétaire.

Coûts

Higher standard

**31.** (1) Despite section 28, if the Minister of Transportation is of the opinion that the management of all or part of Highway 407 should meet a higher standard than ministry safety standards, the Minister may enter into an agreement with the owner whereby the owner agrees to undertake the additional work necessary to meet the higher standard.

**31.** (1) Malgré l'article 28, si le ministre des Transports est d'avis que la gestion de tout ou partie de l'autoroute 407 devrait suivre une norme plus élevée que les normes de sécurité ministérielles, il peut conclure un accord avec le propriétaire selon lequel le propriétaire convient d'entreprendre les travaux supplémentaires nécessaires pour suivre la norme plus élevée.

Norme plus élevée

Where no agreement

(2) Failing an agreement under subsection (1), the Ministry of Transportation may undertake all or part of the work required to meet

(2) En l'absence d'un accord prévu au paragraphe (1), le ministère des Transports peut entreprendre tout ou partie des travaux exigés

Absence d'accord

ministry safety standards and to meet the higher standard and, if it does so, the costs of undertaking the work shall be paid as follows:

1. To the extent that the work done is necessary to comply with ministry safety standards, the owner shall pay the costs of undertaking the work.
2. To the extent that the work done is necessary to comply with the higher standard, the Ministry shall pay the costs of undertaking the work.

pour suivre les normes de sécurité ministérielles et observer la norme plus élevée et, auquel cas, les coûts pour entreprendre ces travaux sont payés comme suit :

1. Le propriétaire paie les coûts pour entreprendre les travaux dans la mesure où les travaux effectués sont nécessaires pour se conformer avec les normes de sécurité ministérielles.
2. Le ministère paie les coûts pour entreprendre les travaux dans la mesure où les travaux effectués sont nécessaires pour observer les normes plus élevées.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), the costs that the Ministry of Transportation must pay shall include any loss of revenue that is directly related to the work required to meet the higher standard. ▲

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les coûts que le ministère des Transports doit payer comprennent toutes pertes de recettes qui sont directement liées aux travaux exigés pour suivre la norme plus élevée. ▲

Idem

Vehicle safety

32. (1) For the purpose of enforcing vehicle licensing and safety standards under any Act, the Minister of Transportation shall treat Highway 407 as if it were part of the King's Highway.

32. (1) Aux fins d'exécution des dispositions de toute loi en ce qui a trait à l'immatriculation des véhicules et aux normes de sécurité, le ministre des Transports traite l'autoroute 407 comme si elle faisait partie de la route principale.

Sécurité des véhicules

Costs

(2) The Minister of Transportation may charge the owner the reasonable costs of providing enforcement services under subsection (1) on a full cost recovery basis.

(2) Le ministre des Transports peut imposer au propriétaire les coûts raisonnables engagés pour fournir les services d'exécution visés au paragraphe (1) suivant une formule de recouvrement intégral des coûts.

Coûts

Immunity

33. (1) No action or any proceedings for damages, prohibition or mandamus shall be instituted respecting any act done in good faith in the execution or intended execution of a person's duties under sections 29 to 32 or for any alleged neglect or default in the execution or performance in good faith of the person's duties or powers if the person is an employee of the Ministry of Transportation or if the person acts as an agent of or advisor to the Ministry.

33. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts, en prohibition ou en mandamus introduites pour un acte qu'une personne a accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions que lui confèrent les articles 29 à 32 ou pour une négligence ou un manquement qu'elle aurait commis dans l'exercice ou l'accomplissement de bonne foi de ses fonctions ou pouvoirs si la personne est un employé du ministère des Transports ou qu'elle agit comme mandataire du ministère ou en tant que conseiller auprès de lui.

Immunité

Crown liability

(2) Subsection (1) does not by reason of subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act* relieve the Crown of any liability in respect of a tort committed by an employee of the Ministry of Transportation or a person who acts as an agent of or advisor to the Ministry, to which it would otherwise be subject, and the Crown is liable under that Act for such a tort as if subsection (1) had not been enacted.

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un employé du ministère des Transports ou une personne agissant comme mandataire du ministère ou en tant que conseiller auprès de lui.

Responsabilité de la Couronne

#### LIABILITY

#### RESPONSABILITÉ

Liability

34. (1) The owner shall maintain Highway 407 and keep it in repair and any municipality in which any part of Highway 407 is situate is relieved of any liability for maintaining and repairing Highway 407.

34. (1) Il incombe au propriétaire de veiller à l'entretien et aux réparations de l'autoroute 407 et la municipalité où est située une section de cette autoroute est déchargée de toute responsabilité à cet égard.

Responsabilité



Exception	(2) Subsection (1) does not apply to any sidewalk or municipal undertaking or work constructed or in the course of construction by a municipality and the municipality is liable for want of repair for the sidewalk, municipal undertaking or work, whether the want of repair is the result of nonfeasance or misfeasance, in the same manner and to the same extent as in the case of any other like work constructed by the municipality.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un trottoir ou à une entreprise municipale ou un ouvrage construits ou en voie de construction par une municipalité. Celle-ci est responsable du manque de réparations concernant ce trottoir, ces entreprises ou ces ouvrages, que ce manque soit dû à l'inaction ou à l'action fautives, de la même façon et dans la même mesure que dans le cas d'un ouvrage semblable construit par la municipalité.	Exception
Non-application of the <i>Occupiers' Liability Act</i>	(3) The <i>Occupiers' Liability Act</i> does not apply to the owner where it is the occupier, within the meaning of that Act, of Highway 407.	(3) La <i>Loi sur la responsabilité des occupants</i> ne s'applique pas au propriétaire s'il est l'occupant, au sens de cette loi, de l'autoroute 407.	Non-application de la <i>Loi sur la responsabilité des occupants</i>
Liability for damage in case of default	(4) In the case of default by the owner to keep Highway 407 in repair, the owner is liable for damage sustained by any person by reason of the default.	(4) S'il ne répare pas l'autoroute 407, le propriétaire est responsable des dommages que subit quiconque en raison de ce défaut.	Responsabilité en cas de défaut
Insufficiency of walls, etc.	(5) No action shall be brought against the owner for the recovery of damages caused by the presence or absence or insufficiency of any wall, fence, guard rail, or barrier adjacent to or in, along or upon Highway 407 or caused by or on account of any construction, obstruction or erection or any situation, arrangement or disposition of any earth, rock, tree or other material or thing adjacent to or in, along or upon <u>that part of Highway 407 that is not designed or intended for use by vehicular traffic.</u>	(5) Est irrecevable l'action en dommages-intérêts introduite contre le propriétaire si les dommages sont causés par la présence, l'absence ou l'insuffisance d'un mur, d'une clôture, d'un rail de guidage, d'une balustrade ou d'une barrière adjacents à l'autoroute 407, le long de celle-ci ou sur celle-ci. L'action est pareillement irrecevable si les dommages sont causés par une construction, par la pose d'un obstacle ou par un arrangement ou déplacement de terre, de roches, d'arbres ou d'autres matériaux ou objets adjacents à <u>la section de l'autoroute 407 qui n'est pas conçue ou utilisée pour la circulation des véhicules, le long de celle-ci ou sur celle-ci.</u>	Insuffisance des murs
Notice of claim	(6) No action shall be brought for the recovery of damages under subsection (4) unless notice in writing of the claim and of the injury complained of has been personally served upon or sent by registered letter to the owner within the time period that applies to the King's Highway for a notice of claim against the Crown in right of Ontario, but the failure to give or the insufficiency of the notice is not a bar to the action if the judge before whom the action is tried is of the opinion that there is reasonable excuse for the want or insufficiency of the notice and that the owner is not prejudiced in its defence.	(6) Est irrecevable l'action en dommages-intérêts introduite en vertu du paragraphe (4), sauf si un avis écrit de la réclamation et de la lésion invoquée a été signifié à personne ou envoyé par lettre recommandée au propriétaire dans le délai qui s'applique à la route principale dans le cas d'un avis de réclamation contre la Couronne du chef de l'Ontario. Le défaut de remettre l'avis ou son insuffisance n'exclut pas l'action si le juge qui en est saisi est d'avis que ce défaut ou cette insuffisance sont suffisamment justifiés et qu'ils ne sont pas préjudiciables à la défense du propriétaire.	Avis de réclamation
Limitation of action	(7) No action shall be brought against the owner for the recovery of damages occasioned by the default mentioned in subsection (4), whether the want of repair was the result of nonfeasance or misfeasance, after the expiration of the time period that applies to the King's Highway for bringing an action against the Crown in right of Ontario.	(7) Est irrecevable l'action en dommages-intérêts introduite contre le propriétaire, dans le cas des dommages occasionnés par le défaut mentionné au paragraphe (4), que le manque de réparations résulte de l'inaction ou de l'action fautives, après l'expiration du délai qui s'applique à la route principale dans le cas de l'introduction d'une action contre la Couronne du chef de l'Ontario.	Prescription d'action
Liability not to exceed that of a municipality	(8) The liability imposed by this section does not impose on the owner any liability	(8) La responsabilité qu'impose le présent article ne confère pas au propriétaire une res-	La responsabilité n'ex-cède pas celle d'une municipalité



greater than the liability of a municipality with respect to a highway under its jurisdiction and control.

No Crown  
duty

(9) Despite any other Act or regulation, the Crown in right of Ontario, a minister of the Crown or any ministry shall not have any duty to maintain or keep Highway 407 in repair.

Action  
barred

(10) No action or proceeding of any kind shall be commenced against the Crown in right of Ontario, a minister of the Crown or a ministry, or any employee, officer, director or agent of the Crown in right of Ontario, a minister of the Crown or a ministry in respect of any loss or damage sustained by any person as a result of anything done or omitted to be done by any person, other than anything done or omitted to be done by the Crown in right of Ontario after the coming into force of this section, in connection with the management of Highway 407.

ponsabilité supérieure à celle que possède une municipalité à l'égard d'une voie publique relevant de sa compétence.

(9) Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, la Couronne du chef de l'Ontario, un ministre de la Couronne ou un ministère ne sont pas tenus d'entretenir ou de réparer l'autoroute 407.

Non une  
obligation de  
la Couronne

(10) Sont irrecevables les actions ou instances de tout genre introduites contre la Couronne du chef de l'Ontario, un ministre de la Couronne ou un ministère ou contre un de leurs employés, dirigeants, administrateurs ou mandataires relativement à des pertes ou dommages découlant de toute action ou omission faite par une personne, autre qu'une action ou omission faite par la Couronne du chef de l'Ontario après l'entrée en vigueur du présent article, relativement à la gestion de l'autoroute 407.

Immunité

#### EXPROPRIATION AND EXPANSION

Expropria-  
tion

**35.** (1) The Minister of Transportation may, without the consent of the landowner, expropriate any land he or she considers necessary for the purpose of expanding, extending or completing Highway 407.

*Expropria-  
tions Act*

(2) For the purposes of the *Expropriations Act*, the Minister of Transportation shall be deemed to be the approving authority with respect to any expropriation authorized by this section.

Public  
interest

(3) Any expropriation for the purposes of Highway 407 shall be deemed to be in and for the public interest and benefit.

Expansion  
and  
extension

**36.** (1) The owner shall expand and extend Highway 407 in accordance with the terms and conditions set out in an agreement to be entered into between the owner and the Minister for Privatization.

Failure to  
comply

(2) Where the owner does not expand or extend Highway 407 in accordance with the terms and conditions set out in the agreement, the Minister of Transportation may carry out the expansion or extension, and the costs of the expansion or extension shall be determined and paid in accordance with the terms and conditions of the agreement mentioned in subsection (1).

#### APPLICATION OF OTHER LAWS

Approvals  
and  
agreements

**37.** (1) In this section and section 38,

“approval” includes any approval, certificate of approval, registration, licence, permit, exemption order, or declaratory order conferred under statute, by agreement or otherwise.

#### EXPROPRIATION ET ÉLARGISSEMENT

**35.** (1) Le ministre des Transports peut, sans consentement du propriétaire foncier, exproprier tout bien-fonds qu'il estime nécessaire afin d'élargir, de prolonger ou de terminer l'autoroute 407.

Expropria-  
tion

(2) Pour l'application de la *Loi sur l'expropriation*, le ministre des Transports est réputé l'autorité d'approbation à l'égard de toute expropriation autorisée par le présent article.

*Loi sur l'ex-  
propriation*

(3) Toute expropriation effectuée aux fins de l'autoroute 407 est réputée être dans l'intérêt et à l'avantage du public.

Intérêt public

**36.** (1) Le propriétaire élargit et prolonge l'autoroute 407 conformément aux conditions énoncées dans un accord qu'il doit conclure avec le ministre responsable de la Privatisation.

Élargisse-  
ment et pro-  
longement

(2) Si le propriétaire n'élargit ni ne prolonge l'autoroute 407 conformément aux conditions énoncées dans l'accord, le ministre des Transports peut effectuer les travaux à cet égard et les coûts y afférents sont fixés et payés conformément aux conditions de l'accord visé au paragraphe (1).

Inobserva-  
tion

#### APPLICATION D'AUTRES LOIS

**37.** (1) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 38.

Approba-  
tions et  
accords

«approbation» S'entend notamment des approbations, certificats d'approbation, inscriptions, enregistrements, permis, licences, ordonnances d'exemption ou de dispense ou jugements ou ordonnances déclaratoires qui

Approvals	(2) The owner has all approvals that are specific in their application to Highway 407 that were possessed by the Crown in right of Ontario as represented by a minister of the Crown or a ministry as of the date of the execution of the ground lease of the Highway 407 lands.	(2) Le propriétaire a toutes les approbations dont l'application se rapporte précisément à l'autoroute 407 et que possédait la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par un ministre de la Couronne ou un ministère à la date de passation du bail foncier sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.	Approba- tions
Consent of Her Majesty	(3) Where the consent of Her Majesty the Queen in right of Canada or another federal agency is required, the application of subsection (2) is subject to obtaining such consent.	(3) Lorsque le consentement de Sa Majesté la reine du chef du Canada ou d'un autre organisme fédéral est exigé, l'application du paragraphe (2) est assujettie à l'obtention du consentement en question.	Consente- ment de Sa Majesté
Agreement	(4) The Minister of Transportation may confer upon the owner any agreements between the Minister of Transportation or the Ministry of Transportation and any other ministries that are not specific to Highway 407, subject to such limitations as the Minister may impose.	(4) Le ministre des Transports peut conférer au propriétaire tous les accords conclus entre le ministre ou le ministère des Transports et tout autre ministère qui ne se rapportent pas précisément à l'autoroute 407, sous réserve des restrictions qu'impose le ministre.	Accord
Owner's rights	(5) The owner shall possess all the responsibilities, obligations, duties, powers, benefits and advantages under the approvals and agreements conferred pursuant to subsections (2) and (4).	(5) Le propriétaire assume toutes les responsabilités et obligations, exerce tous les pouvoirs et fonctions et bénéficie de tous les avantages que confèrent les approbations données et accords conférés conformément aux paragraphes (2) et (4).	Droits du propriétaire
Amendment or revocation	(6) Where this section confers an approval or agreement on the owner, any amendments or revocations of the approval or agreement shall also apply to the owner.	(6) Lorsque le présent article confère une approbation ou un accord au propriétaire, toute modification ou résiliation les concernant s'applique également au propriétaire.	Modification ou résiliation
Owner to obtain approvals	(7) Unless otherwise provided under this Act or the regulations under this Act, the owner shall obtain any approvals required by any Act or regulation that are necessary for any purpose connected with Highway 407.	(7) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de ses règlements d'application, le propriétaire obtient les approbations qu'exige toute loi ou tout règlement et qui sont nécessaires à toute fin associée à l'autoroute 407.	Obtention d'approba- tions par le propriétaire
Approvals under certain acts	(8) When acting for Highway 407 purposes on Highway 407 lands, the owner is not required to obtain approvals for stormwater management and land drainage facilities under subsection 53 (1) of the <i>Ontario Water Resources Act</i> or approvals under the <i>Lakes and Rivers Improvement Act</i> , if the owner has entered into an agreement with the responsible minister.	(8) Lorsqu'il agit sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 aux fins de cette dernière, le propriétaire, s'il a conclu un accord avec le ministre responsable, n'est pas tenu d'obtenir les approbations pour les installations de gestion des eaux pluviales et de drainage des biens-fonds visées au paragraphe 53 (1) de la <i>Loi sur les ressources en eau de l'Ontario</i> ni celles visées par la <i>Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières</i> .	Approba- tions visées par certaines lois
Environmental Assessment Act	38. (1) Highway 407 shall be deemed to be an undertaking as defined in the <i>Environmental Assessment Act</i> and, for the purposes of management of that undertaking, the owner shall be deemed to be a public body to which the <i>Environmental Assessment Act</i> applies.	38. (1) L'autoroute 407 est réputée une entreprise au sens de la <i>Loi sur les évaluations environnementales</i> et, aux fins de la gestion de cette entreprise, le propriétaire est réputé un organisme public auquel s'applique cette loi.	<i>Loi sur les évaluations environne- mentales</i>
Same	(2) Despite subsection (1), the Ministry of Transportation may elect to be a proponent or co-proponent of any part of the undertaking.	(2) Malgré le paragraphe (1), le ministère des Transports peut choisir d'être un promoteur ou un co-promoteur de toute partie de l'entreprise.	Idem
Same	(3) The owner has all the responsibilities, obligations, duties, powers, benefits and ad-	(3) Le propriétaire assume toutes les responsabilités et obligations, exerce tous les	Idem



antages conferred by the approval issued pursuant to order in council number 3426/92 under the *Environmental Assessment Act* in relation to Ministry of Transportation Provincial Highways Class Environmental Assessment, November 1992.

Certain  
procedures

(4) The owner, when proceeding with an undertaking pursuant to any of the following, shall also apply the procedures set out in chapters 4 and 5.2 of the Class Environmental Assessment for Provincial Transportation Facilities submitted by the Minister of Transportation to the Minister of the Environment on December 23, 1997:

1. The approval mentioned in subsection (3).
2. The approval issued to the Minister of Transportation in relation to Highway 407 pursuant to order in council number 1704/98 under the *Environmental Assessment Act*.
3. The exemption orders made under the *Environmental Assessment Act* in relation to Highway 403 and Highway 407, and filed as Ontario Regulations 755/80, 736/81 and 707/83.

Certain doc-  
uments  
required

(5) When the procedures set out in subsection (4) apply to an exemption mentioned in paragraph 3 of subsection (4), the Minister of the Environment, if he or she is unsatisfied with any documentation submitted under those procedures may, within 60 days after the documentation is submitted, require the owner to submit further documentation and in such case the undertaking with respect to which the documentation was submitted may not proceed unless the owner submits documentation satisfactory to the Minister of the Environment or obtains an approval or declaratory order under the *Environmental Assessment Act* permitting the undertaking to proceed and the Minister of the Environment, in determining whether documentation or further documentation is satisfactory, shall use the same criteria as would be used if the material had been submitted by the Ministry of Transportation.

Changes

(6) Where this section provides for the application of an exemption order, declaratory order or an approval under the *Environmental Assessment Act* to the owner or Highway 407, any approval or declaratory order or other order that amends or replaces the exemption order declaratory order or approval and any

pouvoirs et fonctions et bénéficie de tous les avantages que confère l'approbation délivrée en novembre 1992 conformément au décret n° 3426/92, aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales*, relativement à l'évaluation environnementale de portée générale pour les voies publiques provinciales du ministère des Transports.

Certaines  
modalités

(4) S'il va de l'avant avec une entreprise conformément à l'une ou l'autre des approbations ou dispenses suivantes, le propriétaire applique également les modalités énoncées aux chapitres 4 et 5.2 de l'évaluation environnementale de portée générale pour les installations provinciales de transport présentée par le ministre des Transports au ministre de l'Environnement le 23 décembre 1997 :

1. L'approbation mentionnée au paragraphe (3).
2. L'approbation délivrée au ministre des Transports conformément au décret n° 1704/98, aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales*, relativement à l'autoroute 407.
3. Les ordonnances de dispense rendues en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales* relativement à l'autoroute 403 et à l'autoroute 407 et déposées comme Règlements de l'Ontario 755/80, 736/81 et 707/83.

Certains  
documents  
exigés

(5) Lorsque les modalités énoncées au paragraphe (4) s'appliquent à une dispense mentionnée à la disposition 3 de ce paragraphe, le ministre de l'Environnement, s'il n'est pas satisfait des documents présentés aux termes de ces modalités, peut, dans les 60 jours qui suivent leur présentation, exiger que le propriétaire présente des documents additionnels, auquel cas l'entreprise à l'égard de laquelle les documents ont été présentés ne peut pas aller de l'avant, à moins que le propriétaire ne présente des documents que le ministre de l'Environnement estime satisfaisants ou n'obtienne une approbation ou un jugement déclaratoire aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales* permettant à l'entreprise d'aller de l'avant. Pour déterminer si des documents ou des documents additionnels sont satisfaisants, le ministre de l'Environnement se fonde sur le même critère que celui sur lequel il se fonderait si les pièces avaient été présentées par le ministère des Transports.

Modifica-  
tions

(6) Si le présent article prévoit l'application d'une ordonnance de dispense, d'un jugement déclaratoire ou d'une approbation prévus par la *Loi sur les évaluations environnementales* au propriétaire ou à l'autoroute 407, toute approbation ou tout jugement déclaratoire ou autre ordonnance ou jugement qui modifie ou remplace l'ordonnance de dispense, le juge-



declaratory order that revokes an exemption order shall apply.

Road  
authority

**39.** When acting for Highway 407 purposes on Highway 407 lands, the owner shall be deemed to be a road authority for the purposes of Regulation 339 of the Revised Regulations of Ontario, 1990, if the owner has entered into an agreement with the Minister of the Environment.

Application  
of *Capital  
Investment  
Plan Act*,  
1993

**40.** Sections 10, 18, 26 (1) and (3), 40, 41, 42, 43, 43.1, 44, 45, 46 and 47 of the *Capital Investment Plan Act*, 1993 do not apply to Highway 407 as a toll highway or to any action under this Act.

Aggregate  
Resources  
Act

**41.** The owner shall be deemed to be a public authority under the *Aggregate Resources Act* for the purpose of applying for a wayside permit under Part III of that Act, if the use of the pit or quarry is only for Highway 407 purposes within the Highway 407 lands.

*Building  
Code Act*,  
1992

**42.** (1) In this section, “building”, “building code”, “construction” and “demolition” have the same meaning as in the *Building Code Act*, 1992.

Non-  
application

(2) The *Building Code Act*, 1992 does not apply to buildings located within the Highway 407 lands that are owned by the owner and used or to be used for the management of Highway 407.

Application

(3) Despite subsection (2), any person carrying out or causing to be carried out the following activities in respect of the buildings described in subsection (2) shall carry out those activities in compliance with the building code:

1. Any construction or demolition of buildings.
2. Any change in use of a building or part of a building that would result in an increase in hazard as determined under the building code, even if no construction is proposed.

*Conservation  
Authorities  
Act*

**43.** A regulation made under section 28 of the *Conservation Authorities Act* does not apply to the owner with respect to management of Highway 407 on the Highway 407 lands.

Emergency  
Plans

**44.** (1) For the purposes of the *Emergency Plans Act*, the Minister of Transportation may include Highway 407 in developing an emergency plan for highway and other transportation

ment déclaratoire ou l’approbation et tout jugement déclaratoire qui abroge une ordonnance de dispense s’appliquent.

**39.** Lorsqu’il agit sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407 aux fins de cette dernière, le propriétaire, s’il a conclu un accord avec le ministre de l’Environnement, est réputé être un office de la voirie pour l’application du Règlement 339 des Règlements refondus de l’Ontario de 1990.

Office de la  
voirie

**40.** Les articles 10 et 18, les paragraphes 26 (1) et (3) et les articles 40, 41, 42, 43, 43.1, 44, 45, 46 et 47 de la *Loi de 1993 sur le plan d’investissement* ne s’appliquent pas à l’autoroute 407 à titre de voie à péage ni aux mesures prises aux termes de la présente loi.

Application  
de la *Loi de  
1993 sur le  
plan d’invest-  
issement*

**41.** Le propriétaire est réputé une autorité publique au sens de la *Loi sur les ressources en agrégats* lorsqu’il présente une demande de licence d’exploitation en bordure d’un chemin aux termes de la partie III de cette loi, si le puits d’extraction ou la carrière n’est utilisé que sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407 aux fins de cette dernière.

*Loi sur les  
ressources en  
agrégats*

**42.** (1) Dans le présent article, «bâtiment», «code du bâtiment», «construction» et «démolition» s’entendent au sens de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*.

*Loi de 1992  
sur le code  
du bâtiment*

(2) La *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ne s’applique pas aux bâtiments situés sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407 qui appartiennent au propriétaire et qui sont ou doivent être utilisés pour la gestion de l’autoroute 407.

Non-  
application

(3) Malgré le paragraphe (2), quiconque exerce ou fait exercer les activités suivantes à l’égard des bâtiments visés au paragraphe (2) le fait conformément au code du bâtiment :

Application

1. Tous les travaux de construction ou de démolition de bâtiments.
2. L’affectation de tout ou partie d’un bâtiment à un nouvel usage qui entraînerait un accroissement du risque comme il est établi au code du bâtiment, même si aucuns travaux de construction ne sont projetés.

**43.** Les règlements pris en application de l’article 28 de la *Loi sur les offices de protection de la nature* ne s’appliquent pas au propriétaire à l’égard de la gestion de l’autoroute 407 sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407.

*Loi sur les  
offices de  
protection de  
la nature*

**44.** (1) Pour l’application de la *Loi sur les mesures d’urgence*, le ministre des Transports peut inclure l’autoroute 407 lorsqu’il élabore un plan de mesures d’urgence pour les voies

Plans de  
mesures  
d’urgence

services and Highway 407 may be incorporated into the plan and be used in the case of an emergency as if it were part of the King's Highway and not a private toll highway.

Same

(2) The Minister of Transportation may require the owner to prepare and file with the Minister any emergency plans that the Minister considers necessary.

Implementation

(3) The Minister of Transportation may direct the owner to implement an emergency plan under subsection (1) or (2) with any changes that the Minister considers necessary and the owner shall comply with such direction.

If no compliance

(4) If the owner does not comply with a direction under subsection (3) the Minister of Transportation may carry out the direction.

Debt

(5) The reasonable costs of implementing a direction under subsection (4) may be recovered as a debt due to Her Majesty.

Freedom of information

45. (1) In this section,

“entity” means the government of a province of Canada or a state of the United States of America; (“entité”)

“personal information” means information that is personal information for the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*. (“renseignements personnels”)

Collection of personal information by owner

(2) Despite any other Act or regulation, the owner may,

- (a) collect, only for a purpose described in subsection (5), personal information in any manner from the Ministry of Transportation, the Ontario Transportation Capital Corporation or any entity;
- (b) use, only for a purpose described in subsection (5), personal information that was collected from the Ministry of Transportation, the Ontario Transportation Capital Corporation or an entity;
- (c) disclose, only for a purpose described in subsection (5), personal information that was collected from the Ministry of Transportation, the Ontario Transportation Capital Corporation or an entity.

publiques et autres services de transport et l'autoroute 407 peut être incorporée dans le plan et être utilisée en cas d'urgence comme si elle faisait partie de la route principale et non pas une voie privée à péage.

(2) Le ministre des Transports peut exiger que le propriétaire prépare et dépose auprès de lui les plans de mesures d'urgence qu'il estime nécessaires. Idem

(3) Le ministre des Transports peut ordonner au propriétaire de mettre en œuvre un plan de mesures d'urgence visé au paragraphe (1) ou (2) avec les modifications qu'il estime nécessaires et le propriétaire se conforme à cet ordre. Mise en œuvre

(4) Si le propriétaire ne se conforme pas à un ordre qui lui est donné en vertu du paragraphe (3), le ministre des Transports peut y donner suite. Non-conformité

(5) Les coûts raisonnables engagés pour donner suite à un ordre donné en vertu du paragraphe (4) peuvent être recouvrés au même titre qu'une créance de Sa Majesté. Dette

45. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. Accès à l'information

«entité» S'entend du gouvernement d'une province du Canada ou d'un État des États-Unis d'Amérique. («entity»)

«renseignements personnels» Renseignements qui sont des renseignements personnels pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. («personal information»)

(2) Malgré toute autre loi ou les règlements, le propriétaire peut : Collecte de renseignements personnels par le propriétaire

- a) recueillir, mais seulement à une fin visée au paragraphe (5), des renseignements personnels de quelque façon que ce soit auprès du ministère des Transports, de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario ou d'une entité;
- b) utiliser, mais seulement à une fin visée au paragraphe (5), les renseignements personnels qui ont été recueillis auprès du ministère des Transports, de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario ou d'une entité;
- c) divulguer, mais seulement à une fin visée au paragraphe (5), les renseignements personnels qui ont été recueillis auprès du ministère des Transports, de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario ou d'une entité.

Collection of personal information by Ministry of Transportation

(3) Despite any other Act or regulation, the Ministry of Transportation may,

- (a) collect personal information in any manner from the owner, any person or entity for a purpose described in subsection (5);
- (b) use, for a purpose described in subsection (5), personal information that is in its custody or under its control;
- (c) disclose the names and addresses of persons who owe tolls, fees and other charges that are in its custody or under its control or other prescribed personal information to the owner, any person or entity for a purpose described in subsection (5).

Ontario Transportation Capital Corporation

(4) The Ontario Transportation Capital Corporation may collect, use and disclose personal information about the users of Highway 407 for a purpose described in subsection (5).

Purposes

(5) The following are the purposes referred to in subsections (2), (3) and (4):

1. To assist the owner in the collection and enforcement of tolls, fees and other charges owing with respect to Highway 407.
2. To assist the owner in traffic planning and revenue management with respect to Highway 407.
3. To assist the owner in communicating with users of Highway 407 for the purpose of promoting the use of Highway 407.
4. To assist an entity with whom the owner or the Ministry of Transportation has an agreement relating to the collection and enforcement of tolls.

Agreement required

(6) Despite any other Act or regulation, the Minister of Transportation shall, as a condition for the disclosure of personal information pursuant to subsections (3) and (4), require the owner to enter into a written agreement that, in the opinion of the Minister, will protect the confidentiality of the personal information and prohibit the use of the personal information for any purpose not referred to in subsection (5).

Other requirements

(7) In addition to the condition required by subsection (6), the Minister may impose any other conditions that he or she considers appropriate.

Confidentiality protected

(8) The owner and any other person who collects personal information from the Ministry of Transportation and the Ontario Trans-

(3) Malgré toute autre loi ou les règlements, le ministère des Transports peut :

- a) recueillir des renseignements personnels de quelque façon que ce soit auprès du propriétaire ou de toute personne ou entité à une fin visée au paragraphe (5);
- b) utiliser, à une fin visée au paragraphe (5), les renseignements personnels dont il a la garde ou le contrôle;
- c) divulguer les nom et adresse des personnes qui doivent des péages, frais, droits et autres paiements dont il a la garde ou le contrôle ou d'autres renseignements personnels prescrits au propriétaire ou à toute personne ou entité à une fin visée au paragraphe (5).

(4) La Société d'investissement dans les transports de l'Ontario peut recueillir, utiliser et divulguer des renseignements personnels concernant les utilisateurs de l'autoroute 407 à une fin visée au paragraphe (5).

(5) Les fins visées aux paragraphes (2), (3) et (4) sont les suivantes :

1. Aider le propriétaire à percevoir et à recouvrer les péages, frais, droits et autres paiements exigibles à l'égard de l'autoroute 407.
2. Aider le propriétaire à planifier la circulation et à gérer les recettes à l'égard de l'autoroute 407.
3. Aider le propriétaire à communiquer avec les utilisateurs de l'autoroute 407 afin d'en promouvoir l'utilisation.
4. Aider une entité avec laquelle le propriétaire ou le ministère des Transports a conclu un accord relativement à la perception et au recouvrement des péages.

(6) Malgré toute autre loi ou les règlements, le ministre des Transports exige, comme condition à la divulgation de renseignements personnels conformément aux paragraphes (3) et (4), que le propriétaire conclue un accord écrit qui, de l'avis du ministre, assurera le caractère confidentiel des renseignements personnels et interdira l'utilisation de ceux-ci à une fin non visée au paragraphe (5).

(7) Outre la condition exigée par le paragraphe (6), le ministre peut imposer toute autre condition qu'il estime appropriée.

(8) Le propriétaire et toute autre personne qui recueille des renseignements personnels auprès du ministère des Transports et de la

Collecte de renseignements personnels par le ministère des Transports

Société d'investissement dans les transports de l'Ontario

Fins

Accord exigé

Autres exigences

Confidentialité



portation Capital Corporation shall ensure that all reasonable steps are taken to protect the confidentiality of that personal information, including protecting its confidentiality during its storage, transportation, handling and destruction.

Use of  
information

(9) For the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, personal information in the custody or under the control of the Ministry of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation may be used by the Ministry of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation for the purposes described in subsection (5) and that use shall be deemed to be for a purpose that is consistent with the purpose for which the personal information was obtained or compiled.

Purpose of  
disclosure

(10) For the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, personal information disclosed by the Ministry of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation for a purpose described in subsection (5) shall be deemed to have been disclosed for the purpose of complying with this section.

Notice not  
required

(11) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply with respect to the collection of personal information authorized by subsections (2), (3) and (4).

Retention of  
information

(12) Personal information collected under clause (2) (a) and used by the owner shall be retained by it for at least 65 days unless the individual to whom the information related consents in writing to its earlier disposal.

Offence

(13) A person who knowingly uses or discloses, for a purpose other than a purpose described in subsection (5), personal information that was disclosed to the person by the Ministry of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 or such greater amount as may be prescribed.

Highway  
Traffic Act –  
tow truck  
services

46. For the purposes of section 171 of the *Highway Traffic Act*, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

Highway  
Traffic Act –  
application  
of miscella-  
neous regu-  
lations

47. (1) For the purposes of regulations made by the Minister of Transportation under subsections 123 (1), 128 (7) and 151 (2) of the *Highway Traffic Act*, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

Other  
regulations

(2) In addition to those regulations referred to in subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make regulations designating

Société d'investissement dans les transports de l'Ontario veillent à ce que toutes les mesures raisonnables soient prises pour assurer le caractère confidentiel de ces renseignements, notamment pendant leur entreposage, leur transport, leur manutention et leur destruction.

Utilisation  
des rensei-  
gnements

(9) Pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, le ministère des Transports ou la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario qui a la garde ou le contrôle de renseignements personnels peut utiliser ceux-ci aux fins visées au paragraphe (5). Cette utilisation est réputée être à une fin compatible avec celle à laquelle les renseignements personnels ont été obtenus ou compilés.

But de la  
divulcation

(10) Pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, les renseignements personnels que divulgue le ministère des Transports ou la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario à une fin visée au paragraphe (5) sont réputés avoir été divulgués afin de se conformer au présent article.

Avis non  
obligatoire

(11) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne s'applique pas à l'égard de la collecte de renseignements personnels autorisés par les paragraphes (2), (3) et (4).

Conservation  
des rensei-  
gnements

(12) Les renseignements personnels recueillis aux termes de l'alinéa (2) a) qu'utilise le propriétaire sont conservés par lui pendant au moins 65 jours à moins que le particulier concerné par ceux-ci ne consente par écrit à ce qu'il en soit disposé plus tôt.

Infraction

(13) Quiconque utilise ou divulgue sciemment, à une fin autre qu'une fin visée au paragraphe (5), des renseignements personnels que lui a divulgués le ministère des Transports, la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario ou une entité en vertu du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ ou du montant supérieur prescrit.

Code de la  
route –  
Services de  
dépannage

46. Pour l'application de l'article 171 du *Code de la route*, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

Code de la  
route –  
Application  
de divers  
règlements

47. (1) Pour l'application des règlements pris par le ministre des Transports en application des paragraphes 123 (1), 128 (7) et 151 (2) du *Code de la route*, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

Autres  
règlements

(2) Outre les règlements visés au paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner les règlements

regulations under the *Highway Traffic Act* that apply, with necessary modifications, to Highway 407 and providing that, for the purposes of those regulations, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

*Motorized  
Snow  
Vehicles Act*

**48.** (1) For the purposes of section 5 of the *Motorized Snow Vehicles Act* and any regulations made under that section, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway, and to have been designated as a controlled-access highway under section 36 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*.

Transition

(2) Regulations made under that Act that applied to Highway 407 before the coming into force of this section continue to apply to Highway 407, unless repealed, or amended to provide otherwise.

*Off-Road  
Vehicles Act*

**49.** (1) For the purposes of the *Off-Road Vehicles Act*, Highway 407 is a highway, and shall be deemed to be part of the King's Highway for purposes of regulations made under that Act.

Transition

(2) Regulation 863 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 continues to apply to Highway 407, unless repealed, or amended to provide otherwise.

*Police  
Services Act*

**50.** (1) In this section, "Solicitor General" means the Solicitor General and Minister of Correctional Services or such other member of the Executive Council as may be designated by the Lieutenant Governor in Council.

Part of  
King's  
Highway

(2) For purposes of paragraph 3 of subsection 19 (1) of the *Police Services Act*, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

Cost of  
policing

(3) The Ontario Provincial Police may, with the approval of the Solicitor General, charge the owner the reasonable costs of providing services under paragraph 3 of subsection 19 (1) of the *Police Services Act* on a full cost recovery basis.

Agreement

(4) The Solicitor General may enter into an agreement with the owner for the provision of services under paragraph 3 of subsection 19 (1) of the *Police Services Act* on Highway 407.

Payable into  
Consolidated  
Revenue  
Fund

(5) All moneys received by the Ontario Provincial Police by way of charges imposed under subsection (3) or by the Solicitor General under an agreement entered into under subsection (4) shall be paid into the Consolidated Revenue Fund.

prévus au *Code de la route* qui s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'autoroute 407 et prévoir que, pour l'application de ces règlements, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

**48.** (1) Pour l'application de l'article 5 de la *Loi sur les motoneiges* et des règlements pris en application de celui-ci, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale et avoir été désignée comme route à accès limité en vertu de l'article 36 de la *Loi sur l'amélioration des voies publiques et des transports en commun*.

*Loi sur les  
motoneiges*

(2) Les règlements pris en application de cette loi qui s'appliquaient à l'autoroute 407 avant l'entrée en vigueur du présent article continuent de s'y appliquer à moins qu'ils ne soient abrogés ou modifiés.

Disposition  
transitoire

**49.** (1) Pour l'application de la *Loi sur les véhicules tout terrain*, l'autoroute 407 est une voie publique et est réputée faire partie de la route principale pour l'application des règlements pris en application de cette loi.

*Loi sur les  
véhicules  
tout terrain*

(2) Le Règlement 863 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 continue de s'appliquer à l'autoroute 407 à moins qu'il ne soit abrogé ou modifié.

Disposition  
transitoire

**50.** (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

*Loi sur les  
services  
policiers*

«soliciteur général» Le solliciteur général et ministre des Services correctionnels ou tout autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil.

(2) Pour l'application de la disposition 3 du paragraphe 19 (1) de la *Loi sur les services policiers*, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

Section de  
la route  
principale

(3) La Police provinciale de l'Ontario peut, avec l'approbation du solliciteur général, imposer au propriétaire les coûts raisonnables engagés pour fournir les services visés à la disposition 3 du paragraphe 19 (1) de la *Loi sur les services policiers* suivant une formule de recouvrement intégral des coûts.

Coûts des  
services  
policiers

(4) Le solliciteur général peut conclure un accord avec le propriétaire en vue de la fourniture de services aux termes de la disposition 3 du paragraphe 19 (1) de la *Loi sur les services policiers* sur l'autoroute 407.

Accord

(5) Toutes les sommes que reçoit la Police provinciale de l'Ontario au titre des frais imposés en vertu du paragraphe (3) ou de ceux imposés par le solliciteur général aux termes d'un accord conclu en vertu du paragraphe (4) sont versées au Trésor.

Sommes  
versées au  
Trésor



Debt	(6) All amounts owing as charges under subsection (3) or pursuant to an agreement under subsection (4), if not collected by other means, may be recovered by a court action, with costs, as a debt due to Her Majesty.	(6) Tous les montants dus au titre des frais imposés en vertu du paragraphe (3) ou de ceux imposés conformément à un accord conclu en vertu du paragraphe (4), s'ils ne sont perçus d'aucune autre façon, peuvent être recouvrés par voie d'action, avec les frais, au même titre qu'une créance de Sa Majesté.	Dette
Public Utilities Act	51. For purposes of sections 4 and 22 of the <i>Public Utilities Act</i> , Highway 407 shall be deemed to be a highway.	51. Pour l'application des articles 4 et 22 de la <i>Loi sur les services publics</i> , l'autoroute 407 est réputée une voie publique.	<i>Loi sur les services publics</i>
Public Service Works on Highways Act	52. (1) For purposes of the <i>Public Service Works on Highways Act</i> , Highway 407 shall be deemed to be a highway.	52. (1) Pour l'application de la <i>Loi sur les travaux d'aménagement des voies publiques</i> , l'autoroute 407 est réputée une voie publique.	<i>Loi sur les travaux d'aménagement des voies publiques</i>
Same	(2) For purposes of the <i>Public Service Works on Highways Act</i> , the owner is the road authority for Highway 407.	(2) Pour l'application de la <i>Loi sur les travaux d'aménagement des voies publiques</i> , le propriétaire est l'office de la voirie pour l'autoroute 407.	Idem
Municipal by-laws	53. (1) In this section,  "municipal by-laws" include the by-laws of a regional municipality; ("règlements municipaux")  "municipality" includes a regional municipality. ("municipalité")	53. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.  «municipalité» S'entend en outre d'une municipalité régionale. («municipality»)  «règlements municipaux» S'entend en outre des règlements municipaux d'une municipalité régionale. («municipal by-laws»)	Règlements municipaux
Owner in place of Crown	(2) The owner stands in the place of the Crown for the purpose of the application of municipal by-laws and approvals required under municipal by-laws,  (a) affecting the Highway 407 lands and affecting activities on the Highway 407 lands related to the management and use of Highway 407; and  (b) respecting prescribed matters.	(2) Le propriétaire remplace la Couronne aux fins d'application des règlements municipaux et des approbations exigées aux termes de ceux-ci qui ont trait à ce qui suit :  a) les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 et les activités exercées sur ceux-ci relativement à la gestion et à l'utilisation de l'autoroute 407;  b) les questions prescrites.	Le propriétaire remplace la Couronne
Regulations	(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing matters for the purposes of clause (2) (b).	(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les questions pour l'application de l'alinéa (2) b).	Règlements
Ontario Planning and Development Act, 1994	54. (1) For the purposes of section 13 of the <i>Ontario Planning and Development Act, 1994</i> the owner is deemed to be a ministry of the Crown.	54. (1) Pour l'application de l'article 13 de la <i>Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario</i> , le propriétaire est réputé un ministère de la Couronne.	<i>Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario</i>
Orders not to affect	(2) No order made by the Minister of Municipal Affairs and Housing under section 17 of the <i>Ontario Planning and Development Act, 1994</i> before the coming into force of this section shall have the effect of prohibiting or regulating the management and use of Highway 407 on the Highway 407 lands.	(2) Les arrêtés pris par le ministre des Affaires municipales et du Logement en vertu de l'article 17 de la <i>Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario</i> avant l'entrée en vigueur du présent article n'ont pas pour effet d'interdire ou de réglementer la gestion et l'utilisation de l'autoroute 407 sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.	Non-application des arrêtés
Planning Act orders	55. No order made by the Minister of Municipal Affairs and Housing under clause 47 (1) (a) of the <i>Planning Act</i> before the coming into force of this section shall have the	55. Les arrêtés pris par le ministre des Affaires municipales et du Logement en vertu de l'alinéa 47 (1) a) de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i> avant l'entrée en vigueur du	Arrêts pris par la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i>



effect of prohibiting or regulating the management and use of Highway 407 on the Highway 407 lands.

#### REGULATIONS

Regulations

**56.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) defining any word or expression used in this Act but not defined in this Act;
- (b) respecting additional procedures to be used by the owner for enforcing payment of tolls on Highway 407;
- (c) prescribing matters for the purposes of section 16.8;
- (d) prescribing greater penalties for the purposes of sections 23 and 26;
- (e) prescribing any other thing that may be prescribed under this Act.

#### AMENDMENTS TO OTHER ACTS

##### ASSESSMENT ACT

**57.** Subsection 3 (1) of the *Assessment Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 4, 1997, chapter 29, section 3 and 1997, chapter 43, Schedule F, section 1, and Schedule G, section 18, is further amended by adding the following paragraph:

Toll highways

8.1 Land that is a toll highway as defined in section 191.1 of the *Highway Traffic Act* that is leased from the Crown, including the roadbed, bridges or other structures supporting the roadbed or connecting the roadbed to other highways or roads, and any structure built over the toll highway and used as part of the system to determine the amount of the toll, fee or other charge to be made to users of the toll highway, including land that is intended to be used as a toll highway but that has not yet begun to be used for that purpose and that is not being used for any other purpose, but not including,

- (a) buildings, land used in connection with buildings, or parking lots, or
- (b) land that is used for a purpose other than as a toll highway.

présent article n'ont pas pour effet d'interdire ou de réglementer la gestion et l'utilisation de l'autoroute 407 sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.

#### RÈGLEMENTS

**56.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) définir tout terme ou toute expression utilisé mais non défini dans la présente loi;
- b) traiter des modalités supplémentaires que doit suivre le propriétaire pour recouvrer le paiement des péages sur l'autoroute 407;
- c) prescrire les questions pour l'application de l'article 16.8;
- d) prescrire des peines plus sévères pour l'application des articles 23 et 26;
- e) prescrire toute autre chose qui peut être prescrite en vertu de la présente loi.

#### MODIFICATION D'AUTRES LOIS

##### LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

**57.** Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière*, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 5, par l'article 3 du chapitre 29 et par l'article 1 de l'annexe F et l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

8.1 Les biens-fonds qui sont une voie publique à péage au sens de l'article 191.1 du *Code de la route* que la Couronne donne à bail, y compris la fondation, les ponts ou les autres constructions qui soutiennent la fondation ou qui relient celle-ci à d'autres voies publiques ou chemins, et toute construction érigée au-dessus de la voie publique à péage et utilisée comme partie d'un réseau pour déterminer le montant du péage, des frais, droits ou autres paiements à imposer aux usagers de la voie publique à péage et y compris les biens-fonds destinés à servir de voie publique à péage, mais qui n'ont pas encore commencé à être utilisés à cette fin et qui ne sont utilisés à aucune autre fin, à l'exception :

Voies publiques à péage

- a) des bâtiments, des biens-fonds utilisés en rapport avec les bâtiments ou des terrains de stationnement;
- b) des biens-fonds utilisés pour une fin autre que celle de voie publique à péage.

## HIGHWAY TRAFFIC ACT

58. (1) Section 191.1 of the *Highway Traffic Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule E, section 2, is amended by striking out the definition of “toll highway” and substituting the following:

“toll highway” means Highway 407 as defined in the *Highway 407 Act, 1998* and any other highway designated as a toll highway under any Act. («voie publique à péage»)

(2) Subsection 191.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule E, section 2, is repealed and the following substituted:

Validated toll device

(2) For the purpose of subsection (1), a validated toll device is a toll device that is validated under the *Capital Investment Plan Act, 1993* or a toll device that is validated under the *Highway 407 Act, 1998*.

Commencement

59. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

60. The short title of this Act is the *Highway 407 Act, 1998*.

## CODE DE LA ROUTE

58. (1) L'article 191.1 du *Code de la route*, tel qu'il est adopté par l'article 2 de l'annexe E du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de ce qui suit à la définition de «voie publique à péage» :

«voie publique à péage» L'autoroute 407 au sens de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407* et toute autre voie publique désignée comme voie publique à péage en vertu de toute loi. («toll highway»)

(2) Le paragraphe 191.2 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 de l'annexe E du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un appareil à péage validé est un appareil à péage qui est validé aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* ou de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407*.

Appareil à péage validé

59. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

60. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 sur l'autoroute 407*.

Titre abrégé



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 70

(Chapter 28  
*Statutes of Ontario, 1998*)

**An Act to engage the private sector in  
improving transportation  
infrastructure, reducing traffic  
congestion, creating jobs, and  
stimulating economic activity through  
the sale of Highway 407**

**The Hon. R. Sampson**  
Minister without Portfolio (Privatization)

1st Reading	October 19, 1998
2nd Reading	November 5, 1998
3rd Reading	December 10, 1998
Royal Assent	December 18, 1998

## Projet de loi 70

(Chapitre 28  
*Lois de l'Ontario de 1998*)

**Loi visant à intéresser le secteur privé  
à améliorer l'infrastructure des  
transports, réduire la circulation  
engorgée, créer des emplois et stimuler  
l'activité économique par la vente de  
l'autoroute 407**

**L'honorable R. Sampson**  
Ministre sans portefeuille  
(ministre responsable de la Privatisation)

1 <sup>re</sup> lecture	19 octobre 1998
2 <sup>e</sup> lecture	5 novembre 1998
3 <sup>e</sup> lecture	10 décembre 1998
Sanction royale	18 décembre 1998







**An Act to engage the private sector in improving transportation infrastructure, reducing traffic congestion, creating jobs, and stimulating economic activity through the sale of Highway 407**

**Loi visant à intéresser le secteur privé à améliorer l'infrastructure des transports, réduire la circulation engorgée, créer des emplois et stimuler l'activité économique par la vente de l'autoroute 407**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

DEFINITIONS

Definitions

1. (1) In this Act,

“expand” includes the building of additional lanes, the adding or expanding of interchanges, the construction of tunnels and bridges and other structures, and the making of other improvements, and “expansion” has a corresponding meaning; (“élargir”, “élargissement”)

“extend” means the construction of linear additions, and “extension” has a corresponding meaning; (“prolonger”, “prolongement”)

“Highway 407” means the highway that as of October 19, 1998 was that part of the King’s Highway known as number 407 located on the Highway 407 lands, and includes the highway as it may be extended on the Highway 407 lands and includes improvements and fixtures; (“autoroute 407”)

“management” includes development, planning, design, construction, operation, maintenance and rehabilitation, and “manage” has a corresponding meaning; (“gestion”, “gérer”)

“Minister for Privatization” means the Minister without Portfolio with Responsibility for Privatization or such other member of the Executive Council designated by the Lieutenant Governor in Council to exercise the duties and powers of the Minister for Privatization under this Act; (“ministre responsable de la Privatisation”)

“ministry” includes a ministry of the Government of Ontario and any board, commis-

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

DÉFINITIONS

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

Définitions

«appareil à péage» Appareil à péage prescrit en vertu de l’alinéa 191.4 a) du *Code de la route*. («toll device»)

«autoroute 407» S’entend de la voie publique qui, le 19 octobre 1998, faisait partie de la route principale connue sous le numéro 407 et située sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407. S’entend en outre de la voie publique telle qu’elle peut être prolongée sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407, y compris les améliorations et les accessoires fixes. («Highway 407»)

«certificat d’immatriculation de véhicule» S’entend au sens du terme «certificat d’immatriculation» à l’article 6 du *Code de la route*. («vehicle permit»)

«élargir» S’entend notamment de la construction de voies additionnelles, l’adjonction ou l’élargissement d’échangeurs, la construction de tunnels et de ponts et d’autres structures et l’apport d’autres améliorations. Le terme «élargissement» a un sens correspondant. («expand», «expansion»)

«gestion» S’entend notamment de la mise en valeur, de la planification, de la conception, de la construction, de l’exploitation, de l’entretien et de la réhabilitation. Le terme «gérer» a un sens correspondant. («management», «manage»)

«ministère» S’entend notamment d’un ministère du gouvernement de l’Ontario ainsi que d’un conseil, d’une commission, d’un office, d’une personne morale ou de tout autre organisme du gouvernement de l’Ontario. («ministry»)

sion, authority, corporation or other agency of the Government of Ontario; (“ministère”)

“ministry safety standards” means safety standards, specifications, special provisions, directives, codes, policies, procedures, manuals, guidelines or processes of the Ministry of Transportation that apply to the management of highways designated as controlled access highways under section 36 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*, as they may be amended or replaced from time to time; (“normes de sécurité ministérielles”)

“owner” means the person from time to time who is a tenant under a ground lease of the Highway 407 lands and who is an owner of assets comprising or relating to Highway 407; (“propriétaire”)

“prescribed” means prescribed in the regulations made under this Act; (“prescrit”)

“toll device” means a toll device prescribed under clause 191.4 (a) of the *Highway Traffic Act*; (“appareil à péage”)

“transfer” includes convey, sell, grant, transfer, lease, license, charge, mortgage, encumber, grant an easement, assign and in any other way deal with or dispose of all or part of a minister of the Crown’s or ministry’s interest in assets comprising or relating to Highway 407; (“transférer”)

“vehicle permit” means a permit as defined in section 6 of the *Highway Traffic Act*. (“certificat d’immatriculation de véhicule”)

«ministre responsable de la Privatisation» Le ministre sans portefeuille qui est responsable de la Privatisation ou tout autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil pour exercer les fonctions et pouvoirs que la présente loi confère au ministre responsable de la Privatisation. («Minister for Privatization»)

«normes de sécurité ministérielles» Normes de sécurité, devis, dispositions spéciales, directives, codes, politiques, modalités, manuels, lignes directrices ou processus du ministère des Transports qui s’appliquent à la gestion des voies publiques désignées comme routes à accès limité en vertu de l’article 36 de la *Loi sur l’aménagement des voies publiques et des transports en commun*, tels qu’ils sont modifiés ou remplacés à l’occasion. («ministry safety standards»)

«prescrit» Prescrit dans les règlements pris en application de la présente loi. («prescribed»)

«prolonger» S’entend de la construction d’adjonctions linéaires. Le terme «prolongement» a un sens correspondant. («extend», «extension»)

«propriétaire» La personne qui, à l’occasion, est locataire des biens-fonds réservés à l’autoroute 407 aux termes d’un bail foncier et qui est propriétaire des éléments d’actif qui renferment l’autoroute 407 ou s’y rapportent. («owner»)

«transférer» S’entend notamment du fait de disposer de la totalité ou d’une partie de l’intérêt d’un ministre de la Couronne ou d’un ministère sur les éléments d’actif qui renferment l’autoroute 407 ou s’y rapportent ou de faire quelque autre opération que ce soit à son égard, y compris en la transportant, en la vendant, en la concédant, en la transférant, en la donnant à bail, en concédant une permission à son égard, en la grevant d’une charge, d’une hypothèque ou autre, en concédant une servitude à son égard ou en la cédant. («transfer»)

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, définir les biens-fonds réservés à l’autoroute 407 pour l’application de la présente loi, mais ceux-ci doivent satisfaire aux exigences suivantes :

Biens-fonds réservés à l’autoroute 407

Highway 407 lands

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations defining the Highway 407 lands for the purposes of this Act, but the lands described must meet the following requirements:

1. The lands must not exceed a width sufficient to accommodate 10 highway lanes, a median, and the additional lands required for infrastructure that is essential to the design, construction, use and safety of the highway constructed along the following route,

1. Les biens-fonds ne dépassent pas une largeur suffisante pour y aménager 10 voies, un terre-plein central et les autres biens-fonds nécessaires à l’infrastructure qui est essentielle à la conception, à la construction, à l’utilisation et à la



- (a) the route that was, on October 19, 1998, exempt or approved under the *Environmental Assessment Act* between,
- (i) the intersection of Highway 407 and the Queen Elizabeth Way in the City of Burlington, and
  - (ii) Highway 7 east of Brock Road in the Town of Pickering, and
- (b) the route which may be approved under federal and provincial statutes after October 19, 1998 between the easterly end of the route described in clause (a) and Highway 35/115 and any approved highway connections with Highway 401.

## TRANSFER AND AGREEMENTS

Transfer of assets

2. Despite any other Act or regulation, the Lieutenant Governor in Council may direct the Minister for Privatization, on behalf of the Crown in right of Ontario as represented by any minister of the Crown or any ministry, to transfer, directly or indirectly, all or any part of the Highway 407 lands and other assets comprising or relating to Highway 407, whether tangible or intangible, or any interest in those assets, on such terms and conditions as the Minister for Privatization may determine.

Ontario Transportation Capital Corporation

3. (1) In this section, "corporation" means the Ontario Transportation Capital Corporation after its continuance pursuant to subsection (2).

Continuance of corporation

(2) The Lieutenant Governor in Council may direct the Minister for Privatization to continue the Ontario Transportation Capital Corporation as a corporation with share capital under the *Business Corporations Act* by filing articles of continuance with the Director appointed under the *Business Corporations Act*, and the Director shall endorse those articles.

Effect of continuance

(3) Despite any provision of the *Business Corporations Act*, immediately upon the endorsement of the certificate of continuance by the Director:

1. The corporation shall be a corporation to which the *Business Corporations Act* applies as if it had been incorporated under that Act.
2. The *Capital Investment Plan Act, 1993* shall not apply to the corporation.

sécurité de la voie publique construite le long du parcours suivant :

- a) le parcours qui, au 19 octobre 1998, faisait l'objet d'une exemption ou d'une approbation aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales* et qui est situé entre :
- (i) le croisement de l'autoroute 407 et de l'autoroute Queen Elizabeth dans la cité de Burlington,
  - (ii) l'autoroute 7 à l'est du chemin Brock dans la ville de Pickering;
- b) le parcours qui peut être approuvé aux termes de lois fédérales et provinciales après le 19 octobre 1998 entre l'extrémité la plus à l'est du parcours décrit à l'alinéa a) et l'autoroute 35/115 et tous raccordements approuvés de la voie publique avec l'autoroute 401.

## TRANSFERT ET ACCORDS

Transfert d'éléments d'actif

2. Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut enjoindre au ministre responsable de la Privatisation, au nom de la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par tout ministre de la Couronne ou ministère, de transférer directement ou indirectement la totalité ou une partie des biens-fonds réservés à l'autoroute 407 et des autres éléments d'actif qui renferment l'autoroute 407 ou s'y rapportent, qu'il s'agisse d'éléments d'actif matériels ou immatériels, ou d'un intérêt sur ces éléments, aux conditions que précise le ministre responsable de la Privatisation.

3. (1) Dans le présent article, «société» s'entend de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario, après son maintien conformément au paragraphe (2).

Société d'investissement dans les transports de l'Ontario

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut enjoindre au ministre responsable de la Privatisation de maintenir la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario à titre de personne morale avec capital-actions aux termes de la *Loi sur les sociétés par actions* en déposant des statuts de maintien auprès du directeur nommé en vertu de cette loi, qui y appose un certificat de maintien.

Maintien de la société

(3) Malgré toute disposition de la *Loi sur les sociétés par actions*, dès l'apposition du certificat de maintien par le directeur :

Effet du maintien

1. La *Loi sur les sociétés par actions* s'applique à la société comme si celle-ci avait été constituée en vertu de cette loi.
2. La *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* ne s'applique pas à la société.

3. The articles of continuance shall be deemed to be the articles of incorporation of the corporation.
4. Except for the purposes of subsection 117 (1) of the *Business Corporations Act*, the certificate of continuance shall be deemed to be the certificate of incorporation of the corporation.
5. The corporation shall possess all the property, rights, privileges and franchises and be subject to all the liabilities of the Ontario Transportation Capital Corporation.

Ownership of  
shares

(4) The shares of the corporation shall be legally and beneficially owned by the Crown in right of Ontario as represented by the Minister for Privatization until transferred by the Minister for Privatization, and the corporation shall be deemed to be an agent of the Crown in right of Ontario until the shares have been transferred by the Minister.

Disposal of  
shares

(5) Despite any other Act or regulation, the Lieutenant Governor in Council may direct the Minister for Privatization, on behalf of the Crown in right of Ontario, to transfer, directly or indirectly, the shares of the corporation on such terms and conditions as the Minister for Privatization may determine, including the consideration to be paid for the shares of the corporation, and to carry out the actions authorized under subsection (6).

Minister may  
act

(6) At any time before the transfer of the shares of the corporation pursuant to subsection (5), despite any other Act or regulation, the Minister for Privatization may,

- (a) on behalf of the Ontario Transportation Capital Corporation, transfer any or all assets owned by Ontario Transportation Capital Corporation or in which the Ontario Transportation Capital Corporation has an interest to the Crown in right of Ontario as represented by a minister of the Crown, or any ministry, on such terms and conditions as the Minister for Privatization may determine;
- (b) remove the directors of the Ontario Transportation Capital Corporation;
- (c) appoint directors of the Ontario Transportation Capital Corporation;
- (d) determine the classes of shares of the corporation and their attributes; and
- (e) issue shares of the corporation, which upon their issuance shall be fully-paid shares of the corporation.

3. Les statuts de maintien sont réputés être les statuts constitutifs de la société.

4. Sauf pour l'application du paragraphe 117 (1) de la *Loi sur les sociétés par actions*, le certificat de maintien est réputé être le certificat de constitution de la société.

5. Les biens, droits, privilèges et concessions de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario passent à la société, qui assume toutes ses responsabilités.

Droit de  
propriété sur  
les actions

(4) La Couronne du chef de l'Ontario, telle qu'elle est représentée par le ministre responsable de la Privatisation, est propriétaire en common law et bénéficiaire des actions de la société jusqu'à ce que le ministre les transfère. La société est réputée un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario jusqu'à ce que les actions soient transférées par le ministre.

Disposition  
des actions

(5) Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut enjoindre au ministre responsable de la Privatisation, au nom de la Couronne du chef de l'Ontario, de transférer directement ou indirectement les actions de la société aux conditions que précise le ministre responsable de la Privatisation, y compris la contrepartie à verser à leur égard, et de prendre les mesures autorisées en vertu du paragraphe (6).

Pouvoirs du  
ministre

(6) En tout temps avant que les actions de la société ne soient transférées conformément au paragraphe (5), le ministre responsable de la Privatisation peut, malgré toute autre loi ou tout autre règlement :

- a) au nom de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario, transférer à la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par un ministre de la Couronne ou à tout ministre, aux conditions que précise le ministre responsable de la Privatisation, la totalité ou une partie des éléments d'actif qui appartiennent à la Société ou sur lesquels celle-ci a un intérêt;
- b) destituer les administrateurs de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario;
- c) nommer des administrateurs à la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario;
- d) établir les catégories d'actions de la société et leurs attributs;
- e) émettre des actions de la société, lesquelles sont des actions entièrement libérées de la société dès leur émission.

Necessary authority	<p>4. The Minister for Privatization shall be deemed to have all necessary authorizations and consents from any minister of the Crown and any ministry to carry out the powers described in sections 2 or 3, and the execution by the Minister for Privatization of any document on behalf of any minister of the Crown or any ministry shall be conclusive evidence that the minister or ministry has consented to and is bound by the document.</p>	<p>4. Le ministre responsable de la Privatisation est réputé avoir obtenu de tout ministre de la Couronne et de tout ministère toutes les autorisations et tous les consentements nécessaires pour exercer les pouvoirs visés à l'article 2 ou 3. La passation par le ministre responsable de la Privatisation de tout document au nom d'un ministre de la Couronne ou d'un ministère constitue la preuve concluante que le ministre ou ministère a consenti au document et est lié par celui-ci.</p>	<p>Autorité nécessaire</p>
Minister to determine	<p>5. (1) Without limiting his or her powers under sections 2 or 3, the Minister for Privatization may,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) determine the assets to be transferred;</li> <li>(b) determine the consideration to be paid for the assets;</li> <li>(c) establish terms and conditions relating to the management of Highway 407; and</li> <li>(d) at the direction of the Lieutenant Governor in Council, incorporate or cause to be incorporated a corporation with share capital, transfer the assets mentioned in section 2 to the corporation, and transfer the shares of the corporation.</li> </ul>	<p>5. (1) Sans porter atteinte aux pouvoirs que lui confère l'article 2 ou 3, le ministre responsable de la Privatisation peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) déterminer les éléments d'actif qui doivent être transférés;</li> <li>b) déterminer la contrepartie à verser pour les éléments d'actifs;</li> <li>c) établir des conditions relativement à la gestion de l'autoroute 407;</li> <li>d) sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, constituer ou faire constituer une personne morale avec capital-actions, transférer les éléments d'actif visés à l'article 2 à la personne morale et transférer les actions de celle-ci.</li> </ul>	<p>Pouvoirs du ministre</p>
Corporation, Crown agency	<p>(2) A corporation incorporated under clause (1) (d) shall be deemed to be an agent of the Crown in right of Ontario until its shares have been transferred by the Minister for Privatization.</p>	<p>(2) La personne morale constituée en vertu de l'alinéa (1) d) est réputée un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario jusqu'à ce que ses actions soient transférées par le ministre responsable de la Privatisation.</p>	<p>Personne morale en tant qu'organisme de la Couronne</p>
Agreements	<p>6. The Minister for Privatization may enter into any agreement that he or she considers necessary or expedient for carrying out the purposes of this Act.</p>	<p>6. Le ministre responsable de la Privatisation peut conclure tout accord qu'il estime nécessaire ou opportun à la réalisation des objets de la présente loi.</p>	<p>Accords</p>
Fee simple	<p>7. Despite any other provision of this Act, the Minister for Privatization may not convey title in fee simple to the Highway 407 lands or the shares of a corporation that owns title in fee simple to the Highway 407 lands under this Act, except to the Crown in right of Ontario as represented by a minister of the Crown or to a ministry.</p>	<p>7. Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre délégué à la privatisation ne peut transporter le titre en fief simple sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 ni les actions d'une personne morale à qui appartient ce titre en fief simple aux termes de la présente loi, si ce n'est à la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par un ministre de la Couronne ou à un ministère.</p>	<p>Fief simple</p>
Non-application	<p>8. Sections 41 and 42 of the <i>Expropriations Act</i> do not apply to a transfer of assets under the authority of this Act.</p>	<p>8. Les articles 41 et 42 de la <i>Loi sur l'expropriation</i> ne s'appliquent pas au transfert d'éléments d'actif sous le régime de la présente loi.</p>	<p>Non-application</p>
Delegation	<p>9. (1) Any power or duty conferred or imposed on the Minister for Privatization under this Act may be delegated by the Minister for Privatization to an employee or officer of a ministry and, when purporting to exercise a delegated power or duty, the employee or officer shall be presumed conclu-</p>	<p>9. (1) Le ministre responsable de la Privatisation peut déléguer les pouvoirs ou fonctions que lui confère la présente loi à un employé ou dirigeant d'un ministère qui, lorsqu'il prétend exercer un pouvoir ou une fonction qui lui est délégué, est réputé, incontestable-</p>	<p>Délégation</p>



sively to act in accordance with the delegation.

Delegation  
by owner

(2) The owner may delegate the powers given to the owner in this Act, and any person to whom a power is delegated shall be presumed conclusively to act in accordance with the delegation.

Conditions  
of delegation

(3) A delegation under this section shall be in writing and may be subject to such limitations, conditions and requirements as are set out in it.

Evidence

**10.** Any document under this Act purporting to be signed by the Minister for Privatization, or any certified copy thereof, is admissible in evidence in any action, prosecution or other proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the Minister without proof of the office or signature of the Minister.

Crown as  
owner

**11.** In the event that the ground lease of the Highway 407 lands is terminated, the Crown has all the powers, rights, duties and obligations given to the owner for the purposes of this Act, until a further transfer of the Highway 407 lands authorized under this Act.

#### DESIGNATION OF HIGHWAY 407

Private toll  
highway

**12. (1)** Highway 407 is designated as a private toll highway that is a controlled-access highway.

Not King's  
Highway

(2) Despite any designation under section 36 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*, Highway 407 is not part of the King's Highway.

Highway  
under  
Highway  
Traffic Act

(3) For the purposes of the *Highway Traffic Act*, Highway 407 is a highway, and shall be deemed to have been designated as a Class A Highway in regulations made under that Act, and shall be treated as a controlled-access highway as described in the Schedules under that Act.

Regulations

(4) Regulations made under the *Highway Traffic Act* that applied to Highway 407 before the coming into force of this section continue to apply to Highway 407, unless repealed, or amended to provide otherwise.

Public access

(5) Subject to subsection (3), the owner shall provide access to Highway 407 to the public.

Order in  
council to be  
registered

(6) An order in council confirming the designation of Highway 407 as a private toll highway may be registered in the proper land registry offices.

ment, agir conformément à l'acte de délégation.

(2) Le propriétaire peut déléguer les pouvoirs que lui confère la présente loi et toute personne à qui un pouvoir est délégué est réputée, incontestablement, agir conformément à l'acte de délégation.

(3) La délégation visée au présent article est effectuée par écrit et peut être assortie des restrictions, des conditions et des exigences énoncées dans l'acte de délégation.

**10.** Un document prévu par la présente loi qui se présente comme portant la signature du ministre responsable de la Privatisation, ou une copie certifiée conforme, est admissible en preuve dans toute action, poursuite ou autre instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, que le document est signé par le ministre, sans qu'il soit nécessaire d'établir la qualité du signataire ou l'authenticité de la signature.

**11.** En cas de résiliation du bail foncier sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407, la Couronne exerce tous les pouvoirs, droits et fonctions et assume toutes les obligations qui sont conférés au propriétaire pour l'application de la présente loi, et ce jusqu'à ce qu'un autre transfert des biens-fonds ne soit autorisé en vertu de celle-ci.

#### DÉSIGNATION DE L'AUTOROUTE 407

**12. (1)** L'autoroute 407 est désignée comme voie privée à péage à titre de route à accès limité.

(2) Malgré toute désignation effectuée en vertu de l'article 36 de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun*, l'autoroute 407 ne fait pas partie de la route principale.

(3) Pour l'application du *Code de la route*, l'autoroute 407 est une voie publique, et est réputée avoir été désignée comme route de catégorie A dans les règlements pris en application de ce code, et est traitée comme route à accès limité telle que décrite dans les annexes aux termes de ce code.

(4) Les règlements pris en application du *Code de la route* qui s'appliquaient à l'autoroute 407 avant l'entrée en vigueur du présent article continuent de s'y appliquer, à moins qu'ils ne soient abrogés ou modifiés.

(5) Sous réserve du paragraphe (3), le propriétaire donne au public accès à l'autoroute 407.

(6) Le décret confirmant la désignation de l'autoroute 407 comme voie privée à péage peut être enregistré aux bureaux d'enregistrement immobilier compétents.

Délégation  
par le  
propriétaire

Conditions  
de la  
délégation

Preuve

La Couronne  
en tant que  
propriétaire

Voie privée  
à péage

Non une  
route  
principale

Voie  
publique  
visée au  
*Code de la  
route*

Règlements

Accès public

Enregistre-  
ment du  
décret

Designation not a regulation	(7) The order in council made under subsection (6) is not a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	(7) Le décret pris en vertu du paragraphe (6) n'est pas un règlement au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Non un règlement
	TOLL HIGHWAY	VOIE À PÉAGE	
Person responsible for payment of toll	<p><b>13.</b> (1) A toll and any related fee and interest payable under this Act for the operation of a vehicle on Highway 407 shall be paid to the owner by,</p> <p>(a) if a toll device is not affixed to the vehicle, the person in whose name the plate portion of the vehicle permit is issued;</p> <p>(b) if a toll device is affixed to the vehicle, the person to whom the toll device is registered.</p>	<p><b>13.</b> (1) Un péage et tous frais, droits et intérêts y afférents qui sont exigibles aux termes de la présente loi pour la conduite d'un véhicule sur l'autoroute 407 sont payés au propriétaire par :</p> <p>a) la personne au nom de qui est délivrée la partie relative à la plaque du certificat d'immatriculation de véhicule, si un appareil à péage n'est pas fixé au véhicule;</p> <p>b) la personne au nom de qui l'appareil à péage est immatriculé, si un tel appareil est fixé au véhicule.</p>	Personne redevable du paiement du péage
Evidence	(2) Photographic or electronic evidence of the use of Highway 407 is proof in the absence of evidence to the contrary of the obligation to pay a toll.	(2) Une preuve photographique ou électronique de l'utilisation de l'autoroute 407 constitue, en l'absence de preuve contraire, la preuve de l'obligation de payer un péage.	Preuve
Application	<p>(3) Sections 16 to 25 apply to the enforcement and collection of tolls and related fees and interest payable under this Act by a person described in subsection (1) but do not apply to the enforcement and collection of such tolls, fees and interest if,</p> <p>(a) the person is responsible for the payment of such tolls, fees and interest under clause (1) (b); and</p> <p>(b) the toll device that was affixed to the vehicle in question was obtained without providing information identifying the plate portion of a vehicle permit.</p>	<p>(3) Les articles 16 à 25 s'appliquent au recouvrement et à la perception des péages et des frais, droits et intérêts y afférents qui sont exigibles, aux termes de la présente loi, d'une personne visée au paragraphe (1), sauf si :</p> <p>a) d'une part, la personne est redevable du paiement de tels péages, frais, droits et intérêts aux termes de l'alinéa (1) b);</p> <p>b) d'autre part, l'appareil à péage qui était fixé au véhicule en question a été obtenu sans fournir de renseignements identifiant la partie relative à la plaque d'un certificat d'immatriculation de véhicule.</p>	Application
Powers of owner	<p><b>14.</b> (1) Subject to subsection (2) the owner may,</p> <p>(a) establish, collect and enforce payment of tolls with respect to the operation of any vehicle or class of vehicles on Highway 407;</p> <p>(b) establish, collect and enforce administration fees based on such criteria as the owner considers appropriate, and fees to commence or appeal any dispute proceedings;</p> <p>(c) establish interest rates to be charged on unpaid tolls and fees, and collect interest charged at those rates;</p> <p>(d) exempt any vehicle or class of vehicles from the application of section 13;</p>	<p><b>14.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), le propriétaire peut :</p> <p>a) fixer, percevoir et recouvrer le paiement des péages à l'égard de la conduite de tout véhicule ou catégorie de véhicules sur l'autoroute 407;</p> <p>b) fixer, percevoir et recouvrer des frais d'administration en fonction des critères que le propriétaire estime appropriés, ainsi que des droits pour présenter une contestation ou interjeter appel de celle-ci;</p> <p>c) fixer les taux d'intérêt à imposer à l'égard des péages, frais et droits impayés, et percevoir les intérêts imposés à ces taux;</p> <p>d) dispenser tout véhicule ou catégorie de véhicules de l'application de l'article 13;</p>	Pouvoirs du propriétaire

	<p>(e) establish terms and conditions for the registration and distribution of toll devices;</p> <p>(f) require security for the provision of any toll devices; and</p> <p>(g) determine the methods of payment of tolls, fees and interest.</p>	<p>e) établir des conditions pour l'enregistrement et la répartition des appareils à péage;</p> <p>f) exiger une garantie pour la fourniture d'appareils à péage;</p> <p>g) établir les méthodes de paiement des péages, frais, droits et intérêts.</p>	
Subject to agreement	(2) The owner's powers set out in subsection (1) shall only be exercised in accordance with the terms and conditions set forth in an agreement to be entered into between the Minister for Privatization and the owner.	(2) Les pouvoirs du propriétaire énoncés au paragraphe (1) ne doivent être exercés que conformément aux conditions énoncées dans un accord devant être conclu entre le ministre responsable de la Privatisation et le propriétaire.	Accord
Property in tolls	(3) Tolls, fees and interest collected by or on behalf of the owner are the property of the owner.	(3) Les péages, frais, droits et intérêts perçus par le propriétaire ou pour son compte appartiennent à celui-ci.	Droit de propriété sur les péages
Validation of toll devices	(4) For the purposes of subsection 191.2 (2) of the <i>Highway Traffic Act</i> , a toll device is a validated toll device under this Act if a toll device agreement is in effect with the owner with respect to that toll device.	(4) Pour l'application du paragraphe 191.2 (2) du <i>Code de la route</i> , un appareil à péage est un appareil à péage validé aux termes de la présente loi si un accord à son égard a été conclu et est en vigueur avec le propriétaire.	Validation des appareils à péage
Transitional	(5) A toll device that was validated under the <i>Capital Investment Plan Act, 1993</i> for use on Highway 407 before the coming into force of this subsection shall be deemed to have been validated under this Act, and is subject to any powers of the owner under subsections (1) and (2).	(5) L'appareil à péage qui a été validé en vertu de la <i>Loi de 1993 sur le plan d'investissement</i> aux fins d'utilisation sur l'autoroute 407 avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputé avoir été validé en vertu de la présente loi, et est assujéti aux pouvoirs que les paragraphes (1) et (2) confèrent au propriétaire.	Disposition transitoire
Transitional. collection of tolls	(6) If, before the day this section comes into force, a vehicle was driven on Highway 407 and, as of that day, no invoice or statement has been sent with respect to payment of a toll for the use of Highway 407, the owner shall collect and enforce payment of the toll as though the vehicle had been driven on Highway 407 after the day this section comes into force.	(6) Si, avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, un véhicule a été conduit sur l'autoroute 407 et que, à ce jour, aucune facture ni aucun relevé de compte n'avait été envoyé à l'égard du paiement d'un péage pour l'utilisation de l'autoroute 407, le propriétaire perçoit et recouvre le paiement du péage comme si le véhicule avait été conduit sur l'autoroute 407 après le jour de l'entrée en vigueur du présent article.	Disposition transitoire : perception des péages
Same	<p>(7) If, before the day this section comes into force, a vehicle was driven on Highway 407 and an invoice or statement was sent with respect to payment of a toll for the use of Highway 407 and, as of that day, the toll has not been paid, then, despite anything in this Act,</p> <p>(a) the Crown in right of Ontario may collect and enforce payment of the toll in accordance with section 43 of the <i>Capital Investment Plan Act, 1993</i>; or</p>	<p>(7) Si, avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article, un véhicule a été conduit sur l'autoroute 407, qu'une facture ou un relevé de compte a été envoyé à l'égard du paiement d'un péage pour l'utilisation de l'autoroute 407 et que, à ce jour, le péage n'avait pas été payé, l'une ou l'autre des conditions suivantes s'applique alors malgré toute disposition de la présente loi :</p> <p>a) la Couronne du chef de l'Ontario peut percevoir et recouvrer le paiement du péage conformément à l'article 43 de la <i>Loi de 1993 sur le plan d'investissement</i>;</p>	Idem



- (b) if the owner and the Minister for Privatization enter into an agreement to that effect, the owner may collect and enforce payment of the toll in accordance with section 43 of the *Capital Investment Plan Act, 1993*.

- b) le propriétaire peut percevoir et recouvrer le paiement du péage conformément à l'article 43 de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, s'il a conclu un accord à cet effet avec le ministre responsable de la Privatisation.

When payment due

**15.** (1) Subject to any agreement between the owner and a person responsible for the payment of a toll, a toll or fee is payable on the day an invoice for it is mailed, delivered by hand or sent by any other prescribed method to that person.

**15.** (1) Sous réserve d'un accord conclu entre le propriétaire et une personne redevable du paiement d'un péage, un péage ou des frais ou droits sont exigibles le jour où une facture à leur égard est envoyée par la poste ou par toute autre méthode prescrite ou livrée à la personne.

Moment du paiement

Interest

(2) Subject to any agreement between the owner and a person responsible for the payment of a toll, interest on a toll or fee begins to accrue and is payable 35 days after the invoice for the toll or fee is mailed, delivered by hand or sent by any other prescribed method to that person.

(2) Sous réserve d'un accord conclu entre le propriétaire et une personne redevable du paiement d'un péage, les intérêts imposés à l'égard d'un péage ou des frais ou droits commencent à s'accumuler et sont exigibles 35 jours après que la facture concernant ce péage ou ces frais ou droits est envoyée par la poste ou par toute autre méthode prescrite ou livrée à la personne.

Intérêts

Cause of action

(3) A toll and any related fee or interest is a debt owing to the owner and the owner has a cause of action enforceable in any court of competent jurisdiction for the payment of that debt but the debt may not be enforced while the obligation to pay a toll or fee is being disputed under section 17 or is subject to an appeal under section 19.

(3) Un péage et tous frais, droits ou intérêts y afférents constituent une créance du propriétaire et celui-ci a une cause d'action, exécutoire devant tout tribunal compétent, en recouvrement du paiement de cette dette. Celle-ci ne peut toutefois pas être recouvrée lorsque l'obligation de payer un péage, des frais ou des droits est contestée aux termes de l'article 17 ou fait l'objet d'un appel interjeté en vertu de l'article 19.

Cause d'action

Failure to pay toll

**16.** (1) If a toll charged for operating a vehicle on Highway 407 or any administrative fee is not paid within 35 days after the day it is payable under subsection 15 (1), the owner may send the person responsible for the payment of the toll a notice of failure to pay the toll.

**16.** (1) Si le péage imposé pour conduire un véhicule sur l'autoroute 407 ou tous frais d'administration ne sont pas payés dans les 35 jours qui suivent celui où ils deviennent exigibles aux termes du paragraphe 15 (1), le propriétaire peut envoyer à la personne redevable du paiement du péage un avis de défaut de paiement du péage.

Défaut de paiement d'un péage

Content of notice

- (2) The notice shall,
- (a) set out the amount of the toll, of any administrative fee and the interest rate that is being charged;
  - (b) inform the person named in the notice that he or she may dispute the matter on a ground referred to in subsection 17 (1);
  - (c) inform the person named in the notice that if he or she disputes the matter,
    - (i) he or she must send a notice of dispute to the owner within the time period referred to in subsection 17 (2),
    - (ii) he or she bears the onus of proving the grounds on which the matter is disputed, and

(2) L'avis :

- a) indique le montant du péage et des frais d'administration ainsi que le taux d'intérêt qui est imposé;
- b) informe la personne qui y est nommée qu'elle peut contester la question pour un motif mentionné au paragraphe 17 (1);
- c) informe la personne qui y est nommée que si elle conteste la question :
  - (i) elle doit envoyer un avis de contestation au propriétaire dans le délai prévu au paragraphe 17 (2),
  - (ii) il lui incombe de prouver les motifs sur lesquels la contestation est fondée,

Contenu de l'avis

(iii) the tolls, fees and interest set out in the notice shall be deemed to be paid in full if the owner fails to send the person its decision within 30 days of receiving the person's notice of dispute; and

(d) inform the person named in the notice that if the toll or fee referred to in the notice, or any interest on that toll or fee, is not paid within 90 days of the day on which the person received the notice, the Registrar of Motor Vehicles may refuse to validate the person's vehicle permit or refuse to issue a vehicle permit to the person and that the Registrar of Motor Vehicles may do so even if the failure to pay is disputed under section 17.

Dispute

17. (1) A person who receives notice under section 16 may dispute the alleged failure to pay a toll on any of the following grounds:

1. The toll was paid in full.
2. The amount of the toll is incorrect.
3. The vehicle, the numbered plate or the toll device registered to the person was lost or stolen at the time the toll was incurred.
4. The person is not the person responsible for the payment of the toll under subsection 13 (1).

Notice of dispute

(2) A person who receives notice under section 16 may dispute the alleged failure to pay a toll if the person sends a notice of dispute, setting out the grounds on which the dispute is based, to the owner within 30 days of receiving the notice of failure to pay the toll under section 16.

Payment without prejudice

(3) The payment of a toll and related fees and interest shall not prejudice the right of a person who receives notice under section 16 to dispute the alleged failure to pay the toll, fees and interest.

Onus

(4) The onus of proving the grounds upon which a dispute under this section is based is on the person who sends notice of the dispute.

Decision

(5) Within 30 days of receiving a notice of dispute from a person under subsection (2), the owner shall render a decision and shall send the person a copy of the decision, with or without reasons.

Same

(6) If the dispute is unsuccessful, the owner shall, in writing together with the copy of the decision, inform the person who gave the notice of dispute of his or her right to appeal

(iii) les péages et les frais, droits et intérêts indiqués dans l'avis sont réputés avoir été payés intégralement si le propriétaire n'envoie pas sa décision à la personne dans les 30 jours de la réception de l'avis de contestation;

d) informe la personne qui y est nommée que si le péage ou les frais ou droits visés dans l'avis ou les intérêts sur ceux-ci ne sont pas payés dans les 90 jours de la réception de l'avis, le registraire des véhicules automobiles peut refuser de valider son certificat d'immatriculation de véhicule ou de lui en délivrer un, et ce même si le défaut de paiement est contesté en vertu de l'article 17.

Contestation

17. (1) La personne qui reçoit l'avis prévu à l'article 16 peut contester le prétendu défaut de paiement d'un péage pour n'importe lequel des motifs suivants :

1. Le péage a été payé intégralement.
2. Le montant du péage est inexact.
3. Le véhicule, la plaque d'immatriculation ou l'appareil à péage immatriculé à son nom étaient perdus ou volés au moment où le péage a été engagé.
4. Elle n'est pas la personne redevable du paiement d'un péage visée au paragraphe 13 (1).

Avis de contestation

(2) La personne qui reçoit l'avis prévu à l'article 16 peut contester le prétendu défaut de paiement d'un péage si elle envoie au propriétaire, dans les 30 jours de la réception de l'avis de défaut de paiement du péage prévu à cet article, un avis de contestation énonçant les motifs sur lesquels celle-ci est fondée.

Réserve

(3) Le paiement d'un péage et des frais, droits et intérêts y afférents ne porte pas atteinte au droit de quiconque reçoit l'avis prévu à l'article 16 de contester le prétendu défaut de paiement du péage et des frais, droits et intérêts.

Fardeau

(4) Il incombe à l'auteur de l'avis d'une contestation visée au présent article de prouver les motifs sur lesquels celle-ci est fondée.

Décision

(5) Dans les 30 jours de la réception par une personne de l'avis de contestation prévu au paragraphe (2), le propriétaire prend une décision et en envoie une copie, motivée ou non, à la personne.

Idem

(6) Si la contestation est rejetée, le propriétaire informe par écrit l'auteur de l'avis de contestation, en même temps qu'il lui remet une copie de sa décision, qu'il a le droit d'in-

	the decision to a dispute arbitrator and shall provide the address of the dispute arbitrator.	terjeter appel de la décision devant un arbitre des différends et lui fournit l'adresse de ce dernier.	
Failure to give timely decision	(7) If the owner fails to send a copy of the decision to the person who sent the notice of dispute within the time period required under subsection (5), the tolls and the related fees and interest that were the subject of the dispute shall be deemed to be paid in full.	(7) Si le propriétaire n'envoie pas une copie de sa décision à l'auteur de l'avis de contestation dans le délai prévu au paragraphe (5), les péages et les frais, droits et intérêts y afférents visés par la contestation sont réputés avoir été payés intégralement.	Défaut de donner copie de la décision en temps opportun
Appointment of dispute arbitrator	<b>18. (1)</b> The Lieutenant Governor in Council may appoint a dispute arbitrator for the purposes of section 19.	<b>18. (1)</b> Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un arbitre des différends pour l'application de l'article 19.	Nomination d'un arbitre des différends
Fees and expenses	(2) The fees and expenses of the dispute arbitrator shall be paid by the owner.	(2) Les honoraires et les dépenses de l'arbitre des différends sont à la charge du propriétaire.	Honoraires et dépenses
Appeal	<b>19. (1)</b> A person may appeal the owner's decision under section 17 on any of the grounds referred to in subsection 17 (1) if the person sends a notice of appeal, setting out the grounds of the appeal, to the dispute arbitrator and to the owner within 30 days of receiving a copy of the owner's decision under subsection 17 (5).	<b>19. (1)</b> Une personne peut interjeter appel de la décision du propriétaire visée à l'article 17 pour n'importe lequel des motifs mentionnés au paragraphe 17 (1) si elle envoie un avis d'appel, énonçant les motifs de l'appel, à l'arbitre des différends et au propriétaire dans les 30 jours de la réception d'une copie de la décision du propriétaire visée au paragraphe 17 (5).	Appel
Submission by owner	(2) Within 15 days of receipt of a notice of appeal under subsection (1), the owner may send a written submission to the dispute arbitrator.	(2) Dans les 15 jours de la réception de l'avis d'appel prévu au paragraphe (1), le propriétaire peut envoyer des observations écrites à l'arbitre des différends.	Observations du propriétaire
Copy to appellant	(3) Upon making a submission under subsection (2), the owner shall send a copy of the submission to the appellant.	(3) Dès qu'il présente des observations en vertu du paragraphe (2), le propriétaire envoie une copie à l'appellant.	Copie à l'appellant
Appeal process	(4) The dispute arbitrator shall review the notice of appeal and any submission made by the owner under subsection (2) and may,  (a) decide the matter on the basis of the written material; (b) if he or she thinks it appropriate, hold a hearing into the matter; or (c) use any available mediation or alternative dispute resolution method that he or she considers appropriate.	(4) L'arbitre des différends examine l'avis d'appel et les observations présentées par le propriétaire en vertu du paragraphe (2) et peut, selon le cas :  a) prendre une décision sur la foi des documents écrits; b) tenir une audience sur la question s'il l'estime approprié; c) avoir recours à toute méthode de médiation ou méthode de règlement extrajudiciaire des différends qu'il estime appropriée.	Processus d'appel
Appeal decision	(5) The dispute arbitrator shall decide the appeal solely on the grounds referred to in subsection 17 (1).	(5) L'arbitre des différends décide de l'appel en se fondant uniquement sur les motifs mentionnés au paragraphe 17 (1).	Décision rendue en appel
Order for expenses	(6) If the dispute arbitrator finds that the appellant is not responsible for payment of the toll he or she may order the owner to pay the appellant the amount of his or her reasonable out of pocket expenses incurred in connection with the dispute or appeal of the dispute.	(6) S'il conclut que l'appellant n'est pas redevable du paiement du péage, l'arbitre des différends peut ordonner au propriétaire de rembourser à l'appellant le montant des débours raisonnables qu'il a engagés relativement à la contestation ou à l'appel de celle-ci.	Débours
Decision final	(7) The decision of the dispute arbitrator is final and binding and is not subject to appeal.	(7) La décision de l'arbitre des différends est définitive et lie les parties.	Décision définitive
Notice of decision	(8) The dispute arbitrator shall send the appellant, the owner and the Registrar of Motor	(8) L'arbitre des différends envoie une copie de sa décision à l'appellant, au propriétaire	Avis de décision



Vehicles a copy of his or her decision within 120 days of receiving the notice of appeal under subsection (1).

Failure to  
give timely  
decision

(9) If the dispute arbitrator fails to send a copy of his or her decision within the time period set out in subsection (8), the appellant or the owner may apply to a court of competent jurisdiction for an order compelling the dispute arbitrator to give his or her decision.

Repayment  
of paid tolls

**20.** (1) Where a person who receives notice of failure to pay a toll under section 16 pays the toll and the related fees and interest, in whole or in part, the owner shall return the amount paid to the person, together with interest, if,

- (a) the owner or the dispute arbitrator subsequently decides that the person is not responsible for the payment of the toll, fees and interest; or
- (b) the tolls, fees and interest are deemed to be paid in full under subsection 17 (7).

Interest rate

(2) The interest on an amount returned under subsection (1) shall be charged at the same rate as the rate established by the owner under clause 14 (1) (c).

Interest on  
unpaid tolls

**21.** Interest on unpaid tolls and fees continues to accrue even if a person disputes or appeals the obligation to pay a toll.

Registrar  
notified of  
failure to pay  
toll

**22.** (1) If a toll, and the related fees and interest, are not paid within 90 days of the day a person receives a notice of failure to pay under section 16, the owner may notify the Registrar of Motor Vehicles of the failure to pay.

Method of  
giving notice

(2) Any notice to the Registrar of Motor Vehicles under this section may be given in writing, by direct electronic transmission or by any other prescribed method.

Notification

(3) The owner shall promptly inform the person who received notice of failure to pay under section 16 that notice has been given to the Registrar of Motor Vehicles under subsection (1).

Registrar's  
action

(4) If the Registrar of Motor Vehicles receives notice under subsection (1), he or she shall, at the next opportunity, refuse to validate the vehicle permit issued to the person who received the notice of failure to pay under section 16 and refuse to issue a vehicle permit to that person.

et au registrateur des véhicules automobiles dans les 120 jours de la réception de l'avis d'appel prévu au paragraphe (1).

(9) Si l'arbitre des différends n'envoie pas une copie de sa décision dans le délai prévu au paragraphe (8), l'appelant ou le propriétaire peut, par voie de requête, demander au tribunal compétent de rendre une ordonnance enjoignant à l'arbitre des différends de ce faire.

**20.** (1) Si la personne qui reçoit l'avis de défaut de paiement d'un péage prévu à l'article 16 paie tout ou partie du péage et des frais, droits et intérêts y afférents, le propriétaire rembourse à la personne, avec intérêts, le montant payé si, selon le cas :

- a) le propriétaire ou l'arbitre des différends décide par la suite que la personne n'est pas redevable du paiement du péage et des frais, droits et intérêts;
- b) les péages, frais, droits et intérêts sont réputés avoir été payés intégralement aux termes du paragraphe 17 (7).

(2) Les intérêts sur un montant remboursé aux termes du paragraphe (1) sont imposés au même taux que celui fixé par le propriétaire en vertu de l'alinéa 14 (1) c).

**21.** Les intérêts imposés sur des péages, des frais et des droits impayés continuent de s'accumuler même si une personne conteste l'obligation de payer un péage ou interjette appel à cet égard.

**22.** (1) Si un péage et les frais, droits et intérêts y afférents ne sont pas payés dans les 90 jours de la réception d'un avis de défaut de paiement prévu à l'article 16 par une personne, le propriétaire peut aviser le registrateur des véhicules automobiles de ce défaut de paiement.

(2) Tout avis au registrateur des véhicules automobiles visé au présent article peut être donné par écrit, par transmission électronique directe ou par toute autre méthode prescrite.

(3) Le propriétaire informe promptement la personne qui a reçu l'avis de défaut de paiement prévu à l'article 16 que l'avis a été donné au registrateur des véhicules automobiles en vertu du paragraphe (1).

(4) S'il reçoit l'avis prévu au paragraphe (1), le registrateur des véhicules automobiles, à la prochaine occasion, refuse de valider le certificat d'immatriculation de véhicule délivré à la personne qui a reçu l'avis de défaut de paiement prévu à l'article 16 et refuse de lui délivrer un certificat d'immatriculation de véhicule.

Défaut de  
donner une  
copie de la  
décision en  
temps  
opportun

Rembourse-  
ment des  
péages payés

Taux  
d'intérêt

Intérêts sur  
les péages  
impayés

Avis au  
registrateur

Méthode de  
remise de  
l'avis

Notification

Mesures  
prises par le  
registrateur

Same, if dispute	(5) The Registrar of Motor Vehicles may act under subsection (4) even though the person who received the notice of failure to pay under section 16 has disputed his or her obligation to pay under section 17 or has appealed a decision of the owner under section 19.	(5) Le registrateur des véhicules automobiles peut agir en vertu du paragraphe (4) même si la personne qui a reçu l'avis de défaut de paiement prévu à l'article 16 a contesté son obligation de payer en vertu de l'article 17 ou a interjeté appel d'une décision du propriétaire en vertu de l'article 19.	Idem, contestation
When toll is paid	(6) If notice has been given to the Registrar of Motor Vehicles under subsection (1) and the toll and related fees and interest are subsequently paid, the owner shall immediately notify the Registrar of the payment.	(6) Si un avis a été donné au registrateur des véhicules automobiles en vertu du paragraphe (1) et que le péage et les frais, droits et intérêts y afférents sont payés par la suite, le propriétaire avise immédiatement le registrateur de ce paiement.	Moment du paiement du péage
Same	(7) If the Registrar of Motor Vehicles is notified by the owner that the toll, fees and interest have been paid or is notified by the dispute arbitrator that the person is not responsible for paying the toll, fees and interest, the Registrar shall, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) validate any vehicle permit that he or she refused to validate under subsection (4);</li> <li>(b) issue a vehicle permit to a person if it was refused under subsection (4).</li> </ul>	(7) S'il est avisé par le propriétaire que le péage et les frais, droits et intérêts ont été payés ou qu'il est avisé par l'arbitre des différends que la personne n'est pas redevable du paiement de ceux-ci, le registrateur des véhicules automobiles : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) valide tout certificat d'immatriculation de véhicule qu'il a refusé de valider aux termes du paragraphe (4);</li> <li>b) délivre un certificat d'immatriculation de véhicule à une personne si celui-ci lui a été refusé aux termes du paragraphe (4).</li> </ul>	Idem
Statutory Powers Procedure Act	<b>23.</b> The <i>Statutory Powers Procedure Act</i> does not apply to the owner's or a dispute arbitrator's powers of decision under section 17 or 19.	<b>23.</b> La <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> ne s'applique pas aux pouvoirs décisionnels que l'article 17 ou 19 confère au propriétaire ou à l'arbitre des différends.	<i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i>
Documents	<b>24.</b> (1) Any document or notification required or permitted to be sent under section 16, 17, 19 or 22 shall be sent by registered mail or delivered by a bonded courier, or sent by any other prescribed method.	<b>24.</b> (1) Les documents ou avis qui doivent ou peuvent être envoyés aux termes de l'article 16, 17, 19 ou 22 sont envoyés par courrier recommandé ou livrés par messagerie assurée, ou sont envoyés par toute autre méthode prescrite.	Documents
Deemed receipt	(2) A document referred to in subsection (1) shall be deemed to have been received, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) if sent by registered mail, on the fifth business day after the day it was mailed; or</li> <li>(b) if sent by a prescribed method, on a prescribed day.</li> </ul>	(2) Les documents visés au paragraphe (1) sont réputés avoir été reçus : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) soit le cinquième jour ouvrable après le jour de leur envoi par courrier recommandé;</li> <li>b) soit un jour prescrit dans le cas de leur envoi par une méthode prescrite.</li> </ul>	Documents réputés reçus
Business day	(3) For the purposes of clause (2) (a), a business day includes every day other than a Saturday, Sunday or a day that is a public holiday as defined in the <i>Employment Standards Act</i> .	(3) Pour l'application de l'alinéa (2) a), un jour ouvrable s'entend notamment d'un jour quelconque, à l'exclusion du samedi, du dimanche et des jours fériés au sens de la <i>Loi sur les normes d'emploi</i> .	Jour ouvrable
Other remedies	<b>25.</b> Actions taken by the owner under sections 16 to 22 are in addition to any other methods of enforcement and collection available at law.	<b>25.</b> Les mesures prises par le propriétaire en vertu des articles 16 à 22 s'ajoutent aux autres méthodes de recouvrement et de perception existant en droit.	Autres recours
Assignment of agreements	<b>26.</b> The Minister of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation may, to the extent that they are assignable, assign to the owner any rights the Minister or	<b>26.</b> Le ministre des Transports ou la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario peut, dans la mesure où ils sont cessibles, céder au propriétaire les droits que pos-	Cession des accords

the Corporation has pursuant to any agreement with a government of another jurisdiction or with a person or agency in another jurisdiction relating to the collection or enforcement of tolls.

#### MANAGEMENT OF HIGHWAY

Interpreta-  
tion

**27.** For the purposes of sections 28 to 42, “highway” has the same meaning as in the *Public Transportation and Highway Improvement Act*.

Intersecting  
highways

**28.** (1) Where Highway 407 intersects any highway that is not part of the King’s Highway, the continuation of Highway 407 to its full width across the highway so intersected shall be deemed to be Highway 407 and to be under the jurisdiction and control of the owner.

Crossing  
highways

(2) Despite subsection (1), where a highway is carried over or under Highway 407 by a bridge or other structure, the surface of the highway shall be deemed to be under the jurisdiction and control of the authority that has jurisdiction and control over the remainder of the highway.

Same

(3) Where a highway is carried over or under Highway 407 by a bridge or other structure, responsibility for the management of the highway and Highway 407 shall be governed by the same directives used by the Ministry of Transportation where the King’s Highway intersects a highway that is not the King’s Highway and,

- (a) the owner shall abide by the directives as if it were the Ministry of Transportation; and
- (b) the authority that has jurisdiction and control over the remainder of the highway shall abide by the directives as if Highway 407 were a part of the King’s Highway.

Intersecting  
King’s  
Highways

**29.** (1) Where Highway 407 intersects any part of the King’s Highway, the continuation of the King’s Highway to its full width across Highway 407 shall be under the jurisdiction and control of the Minister of Transportation.

Bridge

(2) Where a King’s Highway is carried over or under Highway 407 by a bridge or other structure, the bridge or other structure is part of Highway 407.

Directives

(3) The responsibility for the maintenance, repair and rehabilitation of the King’s Highway and Highway 407 shall be governed by the directives referred to in subsection 28 (3), and,

- (a) Highway 407 shall be treated as if it were a part of the King’s Highway and

sède le ministre ou la Société conformément à tout accord conclu avec un gouvernement ou avec une personne ou un organisme d’une autre autorité législative relativement à la perception ou au recouvrement des péages.

#### GESTION DE L'AUTOROUTE

Interpréta-  
tion

**27.** Pour l’application des articles 28 à 42, «voie publique» s’entend au sens de la *Loi sur l’amélioration des voies publiques et des transports en commun*.

Intersection

**28.** (1) Si l’autoroute 407 croise une voie publique qui ne fait pas partie de la route principale, la continuation de l’autoroute 407 à travers la voie publique, sur toute sa largeur, est réputée être l’autoroute 407 et relever de la compétence du propriétaire.

Croisement

(2) Malgré le paragraphe (1), si une voie publique passe au-dessus ou au-dessous de l’autoroute 407 au moyen d’un pont ou d’une autre construction, la surface de la voie publique est réputée relever de la compétence de l’autorité qui a compétence sur le reste de la voie publique.

Idem

(3) Si une voie publique passe au-dessus ou au-dessous de l’autoroute 407 au moyen d’un pont ou d’une autre construction, la responsabilité relativement à la gestion de la voie publique et de l’autoroute 407 est régie par les mêmes directives que celles en vigueur au ministère des Transports lorsque la route principale croise une voie publique qui n’est pas la route principale et :

- a) d’une part, le propriétaire se conforme aux directives comme s’il était le ministère des Transports;
- b) d’autre part, l’autorité qui a compétence sur le reste de la voie publique se conforme aux directives comme si l’autoroute 407 faisait partie de la route principale.

Croisement  
de la route  
principale

**29.** (1) Si l’autoroute 407 croise une section de la route principale, la continuation de cette dernière à travers l’autoroute 407, sur toute sa largeur, relève de la compétence du ministre des Transports.

Pont

(2) Si une route principale passe au-dessus ou au-dessous de l’autoroute 407 au moyen d’un pont ou d’une autre construction, ceux-ci font partie de l’autoroute 407.

Directives

(3) La responsabilité relativement à l’entretien, à la réparation et à la réhabilitation de la route principale et de l’autoroute 407 est régie par les directives visées au paragraphe 28 (3) et :

- a) d’une part, l’autoroute 407 est considérée comme si elle faisait partie de la



the owner shall conduct itself as if it were the Ministry of Transportation; and

- (b) the intersecting part of the King's Highway shall be treated as if it were a highway that is not the King's Highway and the Ministry of Transportation shall conduct itself as if it were an authority with jurisdiction and control over a highway that is not the King's Highway.

route principale et le propriétaire agit comme s'il était le ministère des Transports;

- b) d'autre part, la section qui croise la route principale est considérée comme s'il s'agissait d'une voie publique qui ne fait pas partie de la route principale et le ministère des Transports agit comme s'il était l'autorité qui a compétence sur une voie publique qui ne fait pas partie de la route principale.

Relocation of road

**30. (1)** The owner may refer the matter to the Minister of Transportation where the owner is unable to obtain the consent of the authority or person having jurisdiction and control over a road to relocate, alter or divert any public or private road that is not the King's Highway entering or touching upon or giving access to Highway 407.

**30. (1)** Le propriétaire peut renvoyer la question au ministre des Transports lorsqu'il lui est impossible d'obtenir le consentement de l'autorité ou de la personne qui a compétence sur une route pour déplacer, modifier ou détourner une route publique ou privée, autre que la route principale, qui communique avec l'autoroute 407, y est contiguë ou y donne accès.

Nouvel emplacement d'une route

Authorization

(2) Where the Minister of Transportation is satisfied that the relocation, alteration or diversion proposed by the owner under subsection (1) is necessary for the management of Highway 407, the Minister of Transportation may authorize the owner to undertake the proposed action.

(2) Si le ministre des Transports est convaincu que le déplacement, la modification ou le détournement que projette le propriétaire aux termes du paragraphe (1) est nécessaire à la gestion de l'autoroute 407, il peut autoriser le propriétaire à entreprendre les travaux envisagés.

Autorisation

Payment of costs

(3) The owner shall negotiate the payment of reasonable costs of the relocation, alteration or diversion of the road with the authority or person having control over the road, and if the parties cannot agree on the reasonable costs to be paid, the matter shall be referred to binding arbitration under the *Arbitration Act, 1991* or such other method of arbitration as the parties may agree.

(3) Le propriétaire négocie le paiement des coûts raisonnables du déplacement, de la modification ou du détournement de la route avec l'autorité ou la personne qui a compétence sur celle-ci. Si les parties n'arrivent pas à s'entendre sur les coûts raisonnables exigibles, la question est renvoyée à l'arbitrage exécutoire aux termes de la *Loi de 1991 sur l'arbitrage* ou à toute autre méthode d'arbitrage dont conviennent les parties.

Paiement des coûts

During repair road deemed to be highway

(4) During the period when the changes are being made, that portion of the road being relocated, altered or diverted shall be deemed to be part of Highway 407 for purposes of section 43.

(4) Pendant la période où des changements sont apportés, la section de la route qui fait l'objet du déplacement, de la modification ou du détournement est réputée faire partie de l'autoroute 407 pour l'application de l'article 43.

Route réputée une voie publique

Notice of closing of highway

(5) A municipality shall not open, close or divert any highway or road allowance entering upon or intersecting Highway 407 without giving written notice to the owner.

(5) Une municipalité ne doit pas ouvrir, fermer ou détourner une voie publique ou un emplacement affecté à une route qui communique avec l'autoroute 407 ou la croise à moins d'en avoir avisé par écrit le propriétaire.

Avis de fermeture de la voie publique

By-law

(6) A by-law passed for any purposes mentioned in subsection (5) does not take effect until the Minister of Transportation endorses his or her consent on the by-law and the by-law is registered in the proper land registry office.

(6) Le règlement municipal adopté à l'une des fins mentionnées au paragraphe (5) ne prend effet que si le ministre des Transports y appose son consentement et que le règlement municipal est enregistré au bureau d'enregistrement immobilier compétent.

Règlement municipal

Exception

(7) Subsections (5) and (6) do not apply where the highway or road allowance is closed for a specified period of time not exceeding 72

(7) Les paragraphes (5) et (6) ne s'appliquent pas si la voie publique ou l'emplacement affecté à une route est fermé pendant une période déterminée n'excédant pas 72 heures

Exception

hours and the municipality has provided an adequate detour.

Consent not  
regulation

(8) A consent under subsection (6) is not a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

Drainage of  
Highway 407

**31.** (1) The owner may initiate and carry out proceedings under any Act respecting drainage for the purpose of procuring proper drainage for Highway 407 and the owner has the authority to file notices and declarations as owner with the clerk of the local municipalities, or receive notices where any other person is the initiating party, in accordance with the procedure prescribed in the Act, but no storm or land drainage works shall be constructed on Highway 407 under any Act without the consent of the owner.

Drainage  
engineer for  
Highway 407

(2) The owner may from time to time designate one or more engineers to be the engineer or engineers authorized to carry out the provisions of any Act respecting drainage for the purpose of procuring proper drainage for Highway 407 and every engineer so designated has for that purpose all the powers and shall perform all the duties on behalf of the owner required of an engineer appointed by a municipality.

Authoriza-  
tion required

(3) Despite subsections (1) and (2), the owner shall not exercise any of its powers or withhold its consent without the agreement of the affected party or the authorization of the Minister of Transportation.

Closure of  
Highway

**32.** (1) The owner may close part of Highway 407 to traffic in order to do work on Highway 407 for such time as is necessary to do the work but in all cases the owner shall keep Highway 407 open to traffic travelling in both directions at all times, except as provided in any other Act or regulations.

Approval of  
Minister

(2) If the owner plans to close a part of Highway 407 for more than 72 hours, the owner shall give the Minister of Transportation at least 30 days written notice and shall not commence the closure without the approval of the Minister.

No liability

(3) Every person using any part of Highway 407 which is closed to traffic in accordance with this section does so at the person's own risk and the owner is not liable for any damage sustained by a person using any part of Highway 407 which is closed to traffic.

Offence

(4) Every person who, without the consent of the owner or other lawful authority,

et que la municipalité a prévu la déviation nécessaire.

(8) Le consentement prévu au paragraphe (6) n'est pas un règlement au sens de la *Loi sur les règlements*.

Non un  
règlement

**31.** (1) Le propriétaire peut introduire et poursuivre des instances ayant trait au drainage en vertu de toute loi dans le but d'assurer le drainage approprié de l'autoroute 407. Il peut déposer des avis et déclarations, à titre de propriétaire, auprès des secrétaires des municipalités locales. Si une autre personne est la partie ayant introduit l'instance, il peut recevoir des avis conformément à la procédure prescrite dans la Loi. Toutefois, aucune installation de drainage des eaux pluviales ou des biens-fonds ne doit être construite sur l'autoroute 407 en vertu d'une loi sans le consentement du propriétaire.

Drainage de  
l'autoroute  
407

(2) Le propriétaire peut, à l'occasion, charger un ou plusieurs ingénieurs d'appliquer les dispositions d'une loi ayant trait au drainage pour assurer le drainage approprié de l'autoroute 407. À cette fin et au nom du propriétaire, ces ingénieurs possèdent les pouvoirs et exercent les fonctions exigées d'un ingénieur nommé par une municipalité.

Ingénieurs

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le propriétaire ne doit pas exercer ses pouvoirs ou refuser son consentement sans l'accord de la partie concernée ou l'autorisation du ministre des Transports.

Autorisation  
obligatoire

**32.** (1) Le propriétaire peut fermer une section de l'autoroute 407 à la circulation pendant la période nécessaire pour y effectuer des travaux. Dans tous les cas, le propriétaire garde l'autoroute 407 ouverte à la circulation dans les deux sens en tout temps, sauf disposition contraire de toute autre loi ou des règlements.

Fermeture de  
l'autoroute

(2) S'il se propose de fermer une section de l'autoroute 407 pendant plus de 72 heures, le propriétaire en donne un préavis écrit d'au moins 30 jours au ministre des Transports et ne doit pas commencer à la fermer sans l'approbation du ministre.

Approbation  
du ministre

(3) Quiconque circule sur toute section de l'autoroute 407 qui est fermée à la circulation conformément au présent article le fait à ses risques et périls. Le propriétaire n'est pas responsable des dommages que subit un contrevenant.

Immunité

(4) Quiconque, sans le consentement du propriétaire ou de toute autre autorité légitime :

Infraction

- (a) uses any part of Highway 407 which is closed to traffic under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200, or such greater amount as may be prescribed;
- (b) defaces any barricade, light, detour sign or notice relating to a closure to traffic under this section that is placed on Highway 407 by the owner or other lawful authority is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$200 or such greater amount as may be prescribed;
- (c) removes any barricade, light, detour sign or notice relating to a closure to traffic under this section that is placed on Highway 407 by the owner or other lawful authority is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$500, or such greater amount as may be prescribed.

Power to enter on land, etc.

**33. (1)** Where the owner, for the management of Highway 407, needs to,

- (a) enter upon and use any land;
- (b) alter in any manner any natural or artificial feature of the land;
- (c) construct and use roads on, to or from the land; or
- (d) place upon or remove from the land any substance or structure,

and the owner is unable to obtain the consent of the landowner, within a reasonable time and on reasonable terms, the owner may refer the matter to the Minister of Transportation.

Authorization by Minister

(2) Where the Minister of Transportation is satisfied that the actions proposed by the owner under subsection (1) are necessary for the management of Highway 407, the Minister may authorize the owner to do anything that the Minister would be permitted to do under section 6 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*.

Costs

(3) The owner shall compensate the landowner for any damage resulting from the actions of the owner under subsection (2).

- a) circule sur une section de l'autoroute 407 qui est fermée à la circulation aux termes du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$ ou du montant supérieur prescrit;
- b) abîme une barrière, un feu, un panneau de déviation ou un avis relatifs à une fermeture à la circulation prévue au présent article qui se trouvent placés sur l'autoroute 407 par le propriétaire ou une autre autorité légitime est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 200 \$ ou du montant supérieur prescrit;
- c) enlève une barrière, un feu, un panneau de déviation ou un avis relatifs à une fermeture à la circulation prévue au présent article qui se trouvent placés sur l'autoroute 407 par le propriétaire ou une autre autorité légitime est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 500 \$ ou du montant supérieur prescrit.

**33. (1)** Le propriétaire peut renvoyer la question au ministre des Transports s'il n'arrive pas, aux fins de gestion de l'autoroute 407, à obtenir la permission du propriétaire dans un délai et à des conditions raisonnables pour, selon le cas :

- a) pénétrer sur un bien-fonds et en faire usage;
- b) modifier de quelque façon une caractéristique naturelle ou artificielle du bien-fonds;
- c) construire des routes et en faire usage, que ces routes soient situées sur le bien-fonds, y conduisent ou partent de celui-ci;
- d) placer sur le bien-fonds ou en enlever toute substance ou construction.

(2) S'il est convaincu que les mesures que propose le propriétaire aux termes du paragraphe (1) sont nécessaires à la gestion de l'autoroute 407, le ministre des Transports peut autoriser le propriétaire à faire tout ce que l'article 6 de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun* permettrait au ministre de faire.

(3) Le propriétaire indemnise le propriétaire foncier pour tout dommage résultant des mesures prises par le propriétaire en vertu du paragraphe (2).

Pouvoir de pénétrer sur un bien-fonds

Autorisation du ministre

Coûts



Removal of  
obstructions

34. (1) With the consent of the landowner or, where no consent is given, with the authorization of the Minister of Transportation, the owner may enter on land adjacent to Highway 407 and cut down or remove any object or take any other reasonable action in order to remove obstructions or to prevent the drifting of snow where, in the opinion of the owner, to do so is necessary for the safety or convenience of the travelling public.

34. (1) Avec la permission du propriétaire foncier ou, si aucune permission n'est donnée, avec l'autorisation du ministre des Transports, le propriétaire peut pénétrer sur un bien-fonds adjacent à l'autoroute 407 pour y couper ou y enlever tout objet, ou prendre toute autre mesure raisonnable, afin d'enlever les obstacles ou d'empêcher la neige de s'accumuler si, à son avis, cette mesure est nécessaire à la sécurité ou à la commodité du public qui y circule.

Enlèvement  
des obstacles

Snow Fences

(2) With the consent of the landowner, or, where no consent is given, with the authorization of the Minister of Transportation, the owner may enter upon any land adjacent to Highway 407 and may erect and maintain snow fences on the land.

(2) Avec la permission du propriétaire foncier ou, si aucune permission n'est donnée, avec l'autorisation du ministre des Transports, le propriétaire peut pénétrer sur un bien-fonds adjacent à l'autoroute 407 pour y installer et y entretenir des paraneiges.

Paraneiges

Compensa-  
tion

(3) The owner shall compensate the landowner for any damage resulting from the exercise of its powers under this section.

(3) Le propriétaire indemnise le propriétaire foncier pour tout dommage résultant de l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article.

Indemnisa-  
tionControl of  
Highway 407  
lands

35. (1) The owner shall control the use of the Highway 407 lands in accordance with the policies of the Ministry of Transportation for controlled-access highways as established from time to time, subject to any agreement entered into by the owner and the Minister for Privatization.

35. (1) Le propriétaire contrôle l'utilisation des biens-fonds réservés à l'autoroute 407 conformément aux politiques qu'établit à l'occasion le ministère des Transports relativement aux routes à accès limité, sous réserve de tout accord conclu entre le propriétaire et le ministre responsable de la Privatisation.

Contrôle des  
biens-fonds  
réservés à  
l'autoroute  
407

Same

(2) Despite subsection (1), the Minister of Transportation may use the Highway 407 lands to manage,

(2) Malgré le paragraphe (1), le ministre des Transports peut utiliser les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 pour gérer ce qui suit :

Idem

- (a) transitways;
- (b) areas used by the Ministry of Transportation to conduct vehicle and weight inspections; and
- (c) any objects and structures for highway or transportation purposes.

- a) les réseaux de rues piétons-autobus;
- b) les zones utilisées par le ministère des Transports pour effectuer des inspections de véhicules et de leurs poids;
- c) les objets et constructions utilisés aux fins de la voie publique ou du transport.

Application  
of Public  
Transporta-  
tion and  
Highway  
Improvement  
Act

(3) The Minister of Transportation shall control the use of the lands adjacent to the Highway 407 lands, and section 38 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act* applies to the adjacent lands.

(3) Le ministre des Transports contrôle l'utilisation des biens-fonds adjacents aux biens-fonds réservés à l'autoroute 407, et l'article 38 de la *Loi sur l'amélioration des voies publiques et des transports en commun* s'applique à ces biens-fonds adjacents.

Application  
de la *Loi sur  
l'améliora-  
tion des  
voies publi-  
ques et des  
transports en  
commun*Interference  
with High-  
way 407

(4) Despite any other Act or regulation, no person, municipality or local board shall, except in accordance with conditions set by the owner under subsection (1),

(4) Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, aucune personne, aucune municipalité ou aucun conseil local ne doit, si ce n'est conformément aux conditions énoncées par le propriétaire en vertu du paragraphe (1) :

Entrave à  
l'autoroute  
407

- (a) obstruct or deposit material on, along, under or across Highway 407 or take up or in any way interfere with Highway 407; or

- a) soit obstruer l'autoroute 407, déposer des objets sur celle-ci, le long de celle-ci, sous celle-ci ou en travers de celle-ci, y faire des creusements ou l'entraver d'une quelconque façon;

- (b) construct or change the use of any private road, entranceway, gate or other structure or facility as a means of access to Highway 407, other than a controlled-access highway.

- b) soit construire un chemin privé, une voie d'entrée, une barrière ou une autre construction ou installation comme moyen d'accès à l'autoroute 407, à l'exclusion d'une route à accès limité, ou en modifier l'usage.

Offence

(5) Every person who contravenes subsection (4) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$5,000, or such greater amount as may be prescribed.

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$ ou du montant supérieur prescrit.

Infraction

Construction zone

36. The owner may designate any part of Highway 407 as a construction zone and for the purposes of subsections 128 (8), (9) and (10) of the *Highway Traffic Act*, and the regulations made under that Act concerning construction zones, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway, and the owner to be an official of the Ministry of Transportation authorized by the Minister of Transportation in writing.

36. Le propriétaire peut désigner toute section de l'autoroute 407 comme zone de construction et, pour l'application des paragraphes 128 (8), (9) et (10) du *Code de la route* et des règlements pris en application de ce code qui ont trait aux zones de construction, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale et le propriétaire est réputé être un fonctionnaire du ministère des Transports autorisé par écrit par le ministre des Transports.

Zone de construction

Conformity with safety standards

37. (1) The owner shall carry out the management of Highway 407 in compliance with the ministry safety standards used by the Ministry of Transportation for comparable controlled-access highways.

37. (1) Le propriétaire gère l'autoroute 407 conformément aux normes de sécurité ministérielles en vigueur au ministère des Transports pour les routes à accès limité comparables.

Observation des normes de sécurité

Equal application of standards

(2) The ministry safety standards shall be applied to Highway 407 in the same manner as they are applied to any part of the King's highway that is designated as a controlled-access highway and in no case shall the owner be required,

(2) Les normes de sécurité ministérielles s'appliquent à l'autoroute 407 de la même façon qu'elles s'appliquent à toute section de la route principale qui est désignée comme route à accès limité. En aucun cas le propriétaire ne doit être tenu :

Application égale des normes

- (a) to follow a standard that is more onerous than the safety standard that applies to other comparable controlled-access highways; or

- a) soit de suivre une norme plus sévère que la norme de sécurité qui s'applique à d'autres routes à accès limité comparables;

- (b) to apply a safety standard in a manner that is more onerous than the manner in which it is applied to other comparable highways that are designated as controlled-access highways.

- b) soit d'appliquer une norme de sécurité plus sévèrement que dans le cas d'autres voies publiques comparables qui sont désignées comme routes à accès limité.

Other standards

(3) Despite subsection (1), with the approval of the Minister of Transportation, the owner may use safety standards other than ministry safety standards in carrying out its functions, activities and responsibilities with respect to Highway 407 if, in the opinion of the Minister of Transportation, the proposed standard provides equivalent safety protection to the ministry safety standard.

(3) Malgré le paragraphe (1) et avec l'approbation du ministre des Transports, le propriétaire peut appliquer des normes de sécurité différentes des normes de sécurité ministérielles lorsqu'il exerce ses fonctions et ses activités et assume ses responsabilités à l'égard de l'autoroute 407 si, de l'avis du ministre, les normes envisagées assurent une protection équivalente à celle qu'assurent les normes de sécurité ministérielles.

Autres normes

Inspection

38. (1) In this section,

38. (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

Inspection

“record” means any record of information, however recorded.

«document» Tout document qui reproduit des renseignements, quel qu'en soit le mode de transcription.

Authorization of officials

(2) The Minister of Transportation may authorize such officials as he or she considers

(2) Le ministre des Transports peut autoriser les fonctionnaires qu'il estime appropriés

Autorisation de fonctionnaires

appropriate for the purpose of inspecting Highway 407 and carrying out an audit to ensure compliance with ministry safety standards.

aux fins d'inspection de l'autoroute 407 et de vérification afin de s'assurer que les normes de sécurité ministérielles sont observées.

Powers

(3) For the purposes of carrying out his or her duties and powers under subsection (2), an official may,

- (a) enter upon Highway 407 and the area immediately around it at any time without a warrant;
- (b) take up or use any machine, device, article, thing, material or biological, chemical or physical agent or part thereof;
- (c) in any inspection, examination, inquiry or test, be accompanied and assisted by or take with him or her any person or persons having special, expert or professional knowledge of any matter, take photographs, and take with him or her and use any equipment or materials required for such purpose;
- (d) conduct or take tests of any equipment, machine, device, article, thing, material or biological, chemical or physical agent, and for such purposes, take and carry away such samples as may be necessary;
- (e) require in writing the owner to cause any tests described in clause (d) to be conducted or taken, at the expense of the owner, by a person possessing such special, expert or professional knowledge or qualifications as are specified by the official, and to provide a report or assessment by that person.

(3) Lorsqu'il exerce les fonctions et les pouvoirs que lui confère le paragraphe (2), le fonctionnaire peut :

Pouvoirs

- a) pénétrer en tout temps, sans mandat, sur l'autoroute 407 et la zone environnante;
- b) prendre ou utiliser tout ou partie d'une machine, d'un appareil, d'un article, d'un objet, d'un matériau ou d'un agent biologique, chimique ou physique;
- c) lorsqu'il procède à une inspection, un examen, une enquête ou un essai, se faire accompagner et aider d'une ou de plusieurs personnes qui possèdent des connaissances particulières ou professionnelles dans un domaine, prendre des photographies et, à cette fin, apporter et utiliser l'équipement ou le matériel nécessaires;
- d) faire des essais sur tout équipement, une machine, un appareil, un article, un objet, un matériau ou un agent biologique, chimique ou physique et, à cette fin, prendre et emporter les échantillons nécessaires;
- e) exiger par écrit que le propriétaire fasse faire à ses frais par une personne possédant les connaissances professionnelles ou particulières ou les qualités requises que précise le fonctionnaire les essais décrits à l'alinéa d) et qu'il fournisse, à ses frais, le rapport ou l'évaluation fait par cette personne.

Same

(4) For the purposes of carrying out his or her duties and powers under subsection (2), an official may without a warrant but with the consent and subject to the direction of the Minister of Transportation,

- (a) enter the offices of the owner, at any reasonable time;
- (b) enter any place, other than a dwelling, at any reasonable time, if the official reasonably believes that it is likely to contain records relating to compliance by the owner with ministry safety standards;
- (c) require the production of any record, and inspect, examine and copy the same; and
- (d) upon giving a receipt, remove any record inspected or examined for the

(4) Lorsqu'il exerce les fonctions et les pouvoirs que lui confère le paragraphe (2), le fonctionnaire peut sans mandat, mais avec le consentement et sous réserve des directives du ministre des Transports :

Idem

- a) pénétrer à toute heure raisonnable dans les bureaux du propriétaire;
- b) pénétrer à toute heure raisonnable dans tout endroit, autre qu'un logement, si le fonctionnaire croit raisonnablement qu'il contiendra vraisemblablement des documents ayant trait au respect des normes de sécurité ministérielles par le propriétaire;
- c) exiger la production de documents, les examiner et en faire des copies;
- d) après avoir donné un récépissé à cet effet, prendre les documents examinés



purpose of making copies or extracts, and upon making copies or extracts shall promptly return the original record to the person who produced or furnished it.

afin d'en faire des copies ou d'en prendre des extraits, après quoi il les retourne promptement à la personne qui les a produits ou fournis.

Facilitation of inspection

(5) The owner shall facilitate an entry, inspection, examination, inquiry or test by an official acting under this section.

(5) Le propriétaire facilite l'entrée d'un fonctionnaire ainsi que son inspection et ses examens, enquêtes et essais lorsqu'il agit aux termes du présent article.

Obligation de faciliter une inspection

Where no facilitation

(6) Where the owner fails to facilitate an official's entry, inspection, examination, inquiry or test, the Minister of Transportation may authorize whatever steps are necessary, other than the use of force, to ensure that the official is able to exercise his or her powers in a safe and prompt manner.

(6) Si le propriétaire ne facilite pas l'entrée d'un fonctionnaire ainsi que son inspection et ses examens, enquêtes et essais, le ministre des Transports peut autoriser la prise des mesures nécessaires, autre que le recours à la force, pour faire en sorte que le fonctionnaire puisse exercer ses pouvoirs d'une manière sûre et rapide.

Absence de collaboration

Contravention

(7) An official who finds a contravention of any ministry safety standards with respect to Highway 407 shall notify the owner in writing of the contravention and the owner shall comply.

(7) Le fonctionnaire qui constate une contravention aux normes de sécurité ministérielles à l'égard de l'autoroute 407 en avise le propriétaire par écrit et celui-ci se conforme à cet avis.

Contravention

Confidentiality

(8) Every official acting under this section shall preserve confidentiality with respect to all matters that come to his or her knowledge in the course of so acting, and shall not communicate any such matters to any other person except as may be required in connection with the administration of this Act, with the consent of the owner or as otherwise required by law.

(8) Chaque fonctionnaire qui agit aux termes du présent article garde confidentielle toute question dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions et ne doit communiquer aucun renseignement sur cette question à une personne sauf si cela est nécessaire dans le cadre de l'application de la présente loi, qu'il a obtenu le consentement du propriétaire ou que la loi l'exige par ailleurs.

Confidentialité

Ministry undertakes work

39. (1) Where the owner has failed to comply with ministry safety standards or the Minister of Transportation and the owner cannot reach an agreement regarding the interpretation or application of a ministry safety standard, the Ministry of Transportation may undertake any work required to ensure compliance with ministry safety standards.

39. (1) Si le propriétaire ne s'est pas conformé aux normes de sécurité ministérielles ou que le ministre des Transports et le propriétaire ne parviennent pas à s'entendre sur l'interprétation ou l'application d'une norme de sécurité ministérielle, le ministère des Transports peut entreprendre les travaux nécessaires pour se conformer aux normes de sécurité ministérielles.

Travaux entrepris par le ministère

Costs

(2) To the extent that any work done pursuant to subsection (1) is necessary to comply with ministry safety standards, the cost of the work, plus a reasonable administration fee, shall be paid by the owner.

(2) Dans la mesure où des travaux effectués conformément au paragraphe (1) sont nécessaires pour se conformer aux normes de sécurité ministérielles, le coût des travaux, y compris des frais d'administration raisonnables, sont à la charge du propriétaire.

Coûts

Higher standard

40. (1) Despite section 37, if the Minister of Transportation is of the opinion that the management of all or part of Highway 407 should meet a higher standard than ministry safety standards, the Minister may enter into an agreement with the owner whereby the owner agrees to undertake the additional work necessary to meet the higher standard.

40. (1) Malgré l'article 37, si le ministre des Transports est d'avis que la gestion de tout ou partie de l'autoroute 407 devrait suivre une norme plus élevée que les normes de sécurité ministérielles, il peut conclure un accord avec le propriétaire selon lequel le propriétaire convient d'entreprendre les travaux supplémentaires nécessaires pour suivre la norme plus élevée.

Norme plus élevée

Where no agreement

(2) Failing an agreement under subsection (1), the Ministry of Transportation may undertake all or part of the work required to meet

(2) En l'absence d'un accord prévu au paragraphe (1), le ministère des Transports peut entreprendre tout ou partie des travaux exigés

Absence d'accord

ministry safety standards and to meet the higher standard and, if it does so, the costs of undertaking the work shall be paid as follows:

1. To the extent that the work done is necessary to comply with ministry safety standards, the owner shall pay the costs of undertaking the work.
2. To the extent that the work done is necessary to comply with the higher standard, the Ministry shall pay the costs of undertaking the work.

Same

(3) For the purposes of subsection (2), the costs that the Ministry of Transportation must pay shall include any loss of revenue that is directly related to the work required to meet the higher standard.

Vehicle safety

**41.** (1) For the purpose of enforcing vehicle licensing and safety standards under any Act, the Minister of Transportation shall treat Highway 407 as if it were part of the King's Highway.

Costs

(2) The Minister of Transportation may charge the owner the reasonable costs of providing enforcement services under subsection (1) on a full cost recovery basis.

Immunity

**42.** (1) No action or any proceedings for damages, prohibition or mandamus shall be instituted respecting any act done in good faith in the execution or intended execution of a person's duties under sections 38 to 41 or for any alleged neglect or default in the execution or performance in good faith of the person's duties or powers if the person is an employee of the Ministry of Transportation or if the person acts as an agent of or advisor to the Ministry.

Crown liability

(2) Subsection (1) does not by reason of subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act* relieve the Crown of any liability in respect of a tort committed by an employee of the Ministry of Transportation or a person who acts as an agent of or advisor to the Ministry, to which it would otherwise be subject, and the Crown is liable under that Act for such a tort as if subsection (1) had not been enacted.

#### LIABILITY

Liability

**43.** (1) The owner shall maintain Highway 407 and keep it in repair and any municipality in which any part of Highway 407 is situate is relieved of any liability for maintaining and repairing Highway 407.

pour suivre les normes de sécurité ministérielles et observer la norme plus élevée et, auquel cas, les coûts pour entreprendre ces travaux sont payés comme suit :

1. Le propriétaire paie les coûts pour entreprendre les travaux dans la mesure où les travaux effectués sont nécessaires pour se conformer avec les normes de sécurité ministérielles.
2. Le ministère paie les coûts pour entreprendre les travaux dans la mesure où les travaux effectués sont nécessaires pour observer les normes plus élevées.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), les coûts que le ministère des Transports doit payer comprennent toutes pertes de recettes qui sont directement liées aux travaux exigés pour suivre la norme plus élevée.

Idem

**41.** (1) Aux fins d'exécution des dispositions de toute loi en ce qui a trait à l'immatriculation des véhicules et aux normes de sécurité, le ministre des Transports traite l'autoroute 407 comme si elle faisait partie de la route principale.

Sécurité des véhicules

(2) Le ministre des Transports peut imposer au propriétaire les coûts raisonnables engagés pour fournir les services d'exécution visés au paragraphe (1) suivant une formule de recouvrement intégral des coûts.

Coûts

**42.** (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts, en prohibition ou en mandamus introduites pour un acte qu'une personne a accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des fonctions que lui confèrent les articles 38 à 41 ou pour une négligence ou un manquement qu'elle aurait commis dans l'exercice ou l'accomplissement de bonne foi de ses fonctions ou pouvoirs si la personne est un employé du ministère des Transports ou qu'elle agit comme mandataire du ministère ou en tant que conseiller auprès de lui.

Immunité

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un employé du ministère des Transports ou une personne agissant comme mandataire du ministère ou en tant que conseiller auprès de lui.

Responsabilité de la Couronne

#### RESPONSABILITÉ

**43.** (1) Il incombe au propriétaire de veiller à l'entretien et aux réparations de l'autoroute 407 et la municipalité où est située une section de cette autoroute est déchargée de toute responsabilité à cet égard.

Responsabilité

Exception	(2) Subsection (1) does not apply to any sidewalk or municipal undertaking or work constructed or in the course of construction by a municipality and the municipality is liable for want of repair for the sidewalk, municipal undertaking or work, whether the want of repair is the result of nonfeasance or misfeasance, in the same manner and to the same extent as in the case of any other like work constructed by the municipality.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un trottoir ou à une entreprise municipale ou un ouvrage construits ou en voie de construction par une municipalité. Celle-ci est responsable du manque de réparations concernant ce trottoir, ces entreprises ou ces ouvrages, que ce manque soit dû à l'inaction ou à l'action fautives, de la même façon et dans la même mesure que dans le cas d'un ouvrage semblable construit par la municipalité.	Exception
Non-application of the <i>Occupiers' Liability Act</i>	(3) The <i>Occupiers' Liability Act</i> does not apply to the owner where it is the occupier, within the meaning of that Act, of Highway 407.	(3) La <i>Loi sur la responsabilité des occupants</i> ne s'applique pas au propriétaire s'il est l'occupant, au sens de cette loi, de l'autoroute 407.	Non-application de la <i>Loi sur la responsabilité des occupants</i>
Liability for damage in case of default	(4) In the case of default by the owner to keep Highway 407 in repair, the owner is liable for damage sustained by any person by reason of the default.	(4) S'il ne répare pas l'autoroute 407, le propriétaire est responsable des dommages que subit quiconque en raison de ce défaut.	Responsabilité en cas de défaut
Insufficiency of walls, etc.	(5) No action shall be brought against the owner for the recovery of damages caused by the presence or absence or insufficiency of any wall, fence, guard rail, or barrier adjacent to or in, along or upon Highway 407 or caused by or on account of any construction, obstruction or erection or any situation, arrangement or disposition of any earth, rock, tree or other material or thing adjacent to or in, along or upon that part of Highway 407 that is not designed or intended for use by vehicular traffic.	(5) Est irrecevable l'action en dommages-intérêts introduite contre le propriétaire si les dommages sont causés par la présence, l'absence ou l'insuffisance d'un mur, d'une clôture, d'un rail de guidage, d'une balustrade ou d'une barrière adjacents à l'autoroute 407, le long de celle-ci ou sur celle-ci. L'action est pareillement irrecevable si les dommages sont causés par une construction, par la pose d'un obstacle ou par un arrangement ou déplacement de terre, de roches, d'arbres ou d'autres matériaux ou objets adjacents à la section de l'autoroute 407 qui n'est pas conçue ou utilisée pour la circulation des véhicules, le long de celle-ci ou sur celle-ci.	Insuffisance des murs
Notice of claim	(6) No action shall be brought for the recovery of damages under subsection (4) unless notice in writing of the claim and of the injury complained of has been personally served upon or sent by registered letter to the owner within the time period that applies to the King's Highway for a notice of claim against the Crown in right of Ontario, but the failure to give or the insufficiency of the notice is not a bar to the action if the judge before whom the action is tried is of the opinion that there is reasonable excuse for the want or insufficiency of the notice and that the owner is not prejudiced in its defence.	(6) Est irrecevable l'action en dommages-intérêts introduite en vertu du paragraphe (4), sauf si un avis écrit de la réclamation et de la lésion invoquée a été signifié à personne ou envoyé par lettre recommandée au propriétaire dans le délai qui s'applique à la route principale dans le cas d'un avis de réclamation contre la Couronne du chef de l'Ontario. Le défaut de remettre l'avis ou son insuffisance n'exclut pas l'action si le juge qui en est saisi est d'avis que ce défaut ou cette insuffisance sont suffisamment justifiés et qu'ils ne sont pas préjudiciables à la défense du propriétaire.	Avis de réclamation
Limitation of action	(7) No action shall be brought against the owner for the recovery of damages occasioned by the default mentioned in subsection (4), whether the want of repair was the result of nonfeasance or misfeasance, after the expiration of the time period that applies to the King's Highway for bringing an action against the Crown in right of Ontario.	(7) Est irrecevable l'action en dommages-intérêts introduite contre le propriétaire, dans le cas des dommages occasionnés par le défaut mentionné au paragraphe (4), que le manque de réparations résulte de l'inaction ou de l'action fautives, après l'expiration du délai qui s'applique à la route principale dans le cas de l'introduction d'une action contre la Couronne du chef de l'Ontario.	Prescription d'action
Liability not to exceed that of a municipality	(8) The liability imposed by this section does not impose on the owner any liability	(8) La responsabilité qu'impose le présent article ne confère pas au propriétaire une res-	La responsabilité n'ex-cède pas celle d'une municipalité



	greater than the liability of a municipality with respect to a highway under its jurisdiction and control.	ponsabilité supérieure à celle que possède une municipalité à l'égard d'une voie publique relevant de sa compétence.	
No Crown duty	(9) Despite any other Act or regulation, the Crown in right of Ontario, a minister of the Crown or any ministry shall not have any duty to maintain or keep Highway 407 in repair.	(9) Malgré toute autre loi ou tout autre règlement, la Couronne du chef de l'Ontario, un ministre de la Couronne ou un ministère ne sont pas tenus d'entretenir ou de réparer l'autoroute 407.	Non une obligation de la Couronne
Action barred	(10) No action or proceeding of any kind shall be commenced against the Crown in right of Ontario, a minister of the Crown or a ministry, or any employee, officer, director or agent of the Crown in right of Ontario, a minister of the Crown or a ministry in respect of any loss or damage sustained by any person as a result of anything done or omitted to be done by any person, other than anything done or omitted to be done by the Crown in right of Ontario after the coming into force of this section, in connection with the management of Highway 407.	(10) Sont irrecevables les actions ou instances de tout genre introduites contre la Couronne du chef de l'Ontario, un ministre de la Couronne ou un ministère ou contre un de leurs employés, dirigeants, administrateurs ou mandataires relativement à des pertes ou dommages découlant de toute action ou omission faite par une personne, autre qu'une action ou omission faite par la Couronne du chef de l'Ontario après l'entrée en vigueur du présent article, relativement à la gestion de l'autoroute 407.	Immunité
	EXPROPRIATION AND EXPANSION	EXPROPRIATION ET ÉLARGISSEMENT	
Expropriation	44. (1) The Minister of Transportation may, without the consent of the landowner, expropriate any land he or she considers necessary for the purpose of expanding, extending or completing Highway 407.	44. (1) Le ministre des Transports peut, sans consentement du propriétaire foncier, exproprier tout bien-fonds qu'il estime nécessaire afin d'élargir, de prolonger ou de terminer l'autoroute 407.	Expropriation
Expropriations Act	(2) For the purposes of the <i>Expropriations Act</i> , the Minister of Transportation shall be deemed to be the approving authority with respect to any expropriation authorized by this section.	(2) Pour l'application de la <i>Loi sur l'expropriation</i> , le ministre des Transports est réputé l'autorité d'approbation à l'égard de toute expropriation autorisée par le présent article.	Loi sur l'expropriation
Public interest	(3) Any expropriation for the purposes of Highway 407 shall be deemed to be in and for the public interest and benefit.	(3) Toute expropriation effectuée aux fins de l'autoroute 407 est réputée être dans l'intérêt et à l'avantage du public.	Intérêt public
Expansion and extension	45. (1) The owner shall expand and extend Highway 407 in accordance with the terms and conditions set out in an agreement to be entered into between the owner and the Minister for Privatization.	45. (1) Le propriétaire élargit et prolonge l'autoroute 407 conformément aux conditions énoncées dans un accord qu'il doit conclure avec le ministre responsable de la Privatisation.	Élargissement et prolongement
Failure to comply	(2) Where the owner does not expand or extend Highway 407 in accordance with the terms and conditions set out in the agreement, the Minister of Transportation may carry out the expansion or extension, and the costs of the expansion or extension shall be determined and paid in accordance with the terms and conditions of the agreement mentioned in subsection (1).	(2) Si le propriétaire n'élargit ni ne prolonge l'autoroute 407 conformément aux conditions énoncées dans l'accord, le ministre des Transports peut effectuer les travaux à cet égard et les coûts y afférents sont fixés et payés conformément aux conditions de l'accord visé au paragraphe (1).	Inobservation
	APPLICATION OF OTHER LAWS	APPLICATION D'AUTRES LOIS	
Approvals and agreements	46. (1) In this section and section 47, "approval" includes any approval, certificate of approval, registration, licence, permit, exemption order, or declaratory order conferred under statute, by agreement or otherwise.	46. (1) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 47.  «approbation» S'entend notamment des approbations, certificats d'approbation, inscriptions, enregistrements, permis, licences, ordonnances d'exemption ou de dispense ou jugements ou ordonnances déclaratoires qui	Approbations et accords

		sont accordés, délivrés ou rendus, notamment aux termes d'une loi ou d'un accord.	
Approvals	(2) The owner has all approvals that are specific in their application to Highway 407 that were possessed by the Crown in right of Ontario as represented by a minister of the Crown or a ministry as of the date of the execution of the ground lease of the Highway 407 lands.	(2) Le propriétaire a toutes les approbations dont l'application se rapporte précisément à l'autoroute 407 et que possédait la Couronne du chef de l'Ontario telle qu'elle est représentée par un ministre de la Couronne ou un ministère à la date de passation du bail foncier sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.	Approba- tions
Consent of Her Majesty	(3) Where the consent of Her Majesty the Queen in right of Canada or another federal agency is required, the application of subsection (2) is subject to obtaining such consent.	(3) Lorsque le consentement de Sa Majesté la reine du chef du Canada ou d'un autre organisme fédéral est exigé, l'application du paragraphe (2) est assujettie à l'obtention du consentement en question.	Consente- ment de Sa Majesté
Agreement	(4) The Minister of Transportation may confer upon the owner any agreements between the Minister of Transportation or the Ministry of Transportation and any other ministries that are not specific to Highway 407, subject to such limitations as the Minister may impose.	(4) Le ministre des Transports peut conférer au propriétaire tous les accords conclus entre le ministre ou le ministère des Transports et tout autre ministère qui ne se rapportent pas précisément à l'autoroute 407, sous réserve des restrictions qu'impose le ministre.	Accord
Owner's rights	(5) The owner shall possess all the responsibilities, obligations, duties, powers, benefits and advantages under the approvals and agreements conferred pursuant to subsections (2) and (4).	(5) Le propriétaire assume toutes les responsabilités et obligations, exerce tous les pouvoirs et fonctions et bénéficie de tous les avantages que confèrent les approbations données et accords conférés conformément aux paragraphes (2) et (4).	Droits du propriétaire
Amendment or revocation	(6) Where this section confers an approval or agreement on the owner, any amendments or revocations of the approval or agreement shall also apply to the owner.	(6) Lorsque le présent article confère une approbation ou un accord au propriétaire, toute modification ou résiliation les concernant s'applique également au propriétaire.	Modification ou résiliation
Owner to obtain approvals	(7) Unless otherwise provided under this Act or the regulations under this Act, the owner shall obtain any approvals required by any Act or regulation that are necessary for any purpose connected with Highway 407.	(7) Sauf disposition contraire de la présente loi ou de ses règlements d'application, le propriétaire obtient les approbations qu'exige toute loi ou tout règlement et qui sont nécessaires à toute fin associée à l'autoroute 407.	Obtention d'approba- tions par le propriétaire
Approvals under certain acts	(8) When acting for Highway 407 purposes on Highway 407 lands, the owner is not required to obtain approvals for stormwater management and land drainage facilities under subsection 53 (1) of the <i>Ontario Water Resources Act</i> or approvals under the <i>Lakes and Rivers Improvement Act</i> , if the owner has entered into an agreement with the responsible minister.	(8) Lorsqu'il agit sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 aux fins de cette dernière, le propriétaire, s'il a conclu un accord avec le ministre responsable, n'est pas tenu d'obtenir les approbations pour les installations de gestion des eaux pluviales et de drainage des biens-fonds visées au paragraphe 53 (1) de la <i>Loi sur les ressources en eau de l'Ontario</i> ni celles visées par la <i>Loi sur l'aménagement des lacs et des rivières</i> .	Approba- tions visées par certaines lois
Environmental Assessment Act	47. (1) Highway 407 shall be deemed to be an undertaking as defined in the <i>Environmental Assessment Act</i> and, for the purposes of management of that undertaking, the owner shall be deemed to be a public body to which the <i>Environmental Assessment Act</i> applies.	47. (1) L'autoroute 407 est réputée une entreprise au sens de la <i>Loi sur les évaluations environnementales</i> et, aux fins de la gestion de cette entreprise, le propriétaire est réputé un organisme public auquel s'applique cette loi.	Loi sur les évaluations environne- mentales
Same	(2) Despite subsection (1), the Ministry of Transportation may elect to be a proponent or co-proponent of any part of the undertaking.	(2) Malgré le paragraphe (1), le ministère des Transports peut choisir d'être un promoteur ou un co-promoteur de toute partie de l'entreprise.	Idem
Same	(3) The owner has all the responsibilities, obligations, duties, powers, benefits and ad-	(3) Le propriétaire assume toutes les res-	Idem



vantages conferred by the approval issued pursuant to order in council number 3426/92 under the *Environmental Assessment Act* in relation to Ministry of Transportation Provincial Highways Class Environmental Assessment, November 1992.

Certain  
procedures

(4) The owner, when proceeding with an undertaking pursuant to any of the following, shall also apply the procedures set out in chapters 4 and 5.2 of the Class Environmental Assessment for Provincial Transportation Facilities submitted by the Minister of Transportation to the Minister of the Environment on December 23, 1997:

1. The approval mentioned in subsection (3).
2. The approval issued to the Minister of Transportation in relation to Highway 407 pursuant to order in council number 1704/98 under the *Environmental Assessment Act*.
3. The exemption orders made under the *Environmental Assessment Act* in relation to Highway 403 and Highway 407, and filed as Ontario Regulations 755/80, 736/81 and 707/83.

Certain doc-  
uments  
required

(5) When the procedures set out in subsection (4) apply to an exemption mentioned in paragraph 3 of subsection (4), the Minister of the Environment, if he or she is unsatisfied with any documentation submitted under those procedures may, within 60 days after the documentation is submitted, require the owner to submit further documentation and in such case the undertaking with respect to which the documentation was submitted may not proceed unless the owner submits documentation satisfactory to the Minister of the Environment or obtains an approval or declaratory order under the *Environmental Assessment Act* permitting the undertaking to proceed and the Minister of the Environment, in determining whether documentation or further documentation is satisfactory, shall use the same criteria as would be used if the material had been submitted by the Ministry of Transportation.

Changes

(6) Where this section provides for the application of an exemption order, declaratory order or an approval under the *Environmental Assessment Act* to the owner or Highway 407, any approval or declaratory order or other order that amends or replaces the exemption order declaratory order or approval and any

pouvoirs et fonctions et bénéficie de tous les avantages que confère l'approbation délivrée en novembre 1992 conformément au décret n° 3426/92, aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales*, relativement à l'évaluation environnementale de portée générale pour les voies publiques provinciales du ministère des Transports.

(4) S'il va de l'avant avec une entreprise conformément à l'une ou l'autre des approbations ou dispenses suivantes, le propriétaire applique également les modalités énoncées aux chapitres 4 et 5.2 de l'évaluation environnementale de portée générale pour les installations provinciales de transport présentée par le ministre des Transports au ministre de l'Environnement le 23 décembre 1997 :

1. L'approbation mentionnée au paragraphe (3).
2. L'approbation délivrée au ministre des Transports conformément au décret n° 1704/98, aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales*, relativement à l'autoroute 407.
3. Les ordonnances de dispense rendues en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales* relativement à l'autoroute 403 et à l'autoroute 407 et déposées comme Règlements de l'Ontario 755/80, 736/81 et 707/83.

(5) Lorsque les modalités énoncées au paragraphe (4) s'appliquent à une dispense mentionnée à la disposition 3 de ce paragraphe, le ministre de l'Environnement, s'il n'est pas satisfait des documents présentés aux termes de ces modalités, peut, dans les 60 jours qui suivent leur présentation, exiger que le propriétaire présente des documents additionnels, auquel cas l'entreprise à l'égard de laquelle les documents ont été présentés ne peut pas aller de l'avant, à moins que le propriétaire ne présente des documents que le ministre de l'Environnement estime satisfaisants ou n'obtienne une approbation ou un jugement déclaratoire aux termes de la *Loi sur les évaluations environnementales* permettant à l'entreprise d'aller de l'avant. Pour déterminer si des documents ou des documents additionnels sont satisfaisants, le ministre de l'Environnement se fonde sur le même critère que celui sur lequel il se fonderait si les pièces avaient été présentées par le ministère des Transports.

Certaines  
modalités

Certains  
documents  
exigés

Modifica-  
tions

(6) Si le présent article prévoit l'application d'une ordonnance de dispense, d'un jugement déclaratoire ou d'une approbation prévus par la *Loi sur les évaluations environnementales* au propriétaire ou à l'autoroute 407, toute approbation ou tout jugement déclaratoire ou autre ordonnance ou jugement qui modifie ou remplace l'ordonnance de dispense, le juge-



declaratory order that revokes an exemption order shall apply.

Road  
authority

**48.** When acting for Highway 407 purposes on Highway 407 lands, the owner shall be deemed to be a road authority for the purposes of Regulation 339 of the Revised Regulations of Ontario, 1990, if the owner has entered into an agreement with the Minister of the Environment.

Application  
of *Capital  
Investment  
Plan Act,  
1993*

**49.** Sections 10, 18, 26 (1) and (3), 40, 41, 42, 43, 43.1, 44, 45, 46 and 47 of the *Capital Investment Plan Act, 1993* do not apply to Highway 407 as a toll highway or to any action under this Act.

Aggregate  
Resources  
Act

**50.** The owner shall be deemed to be a public authority under the *Aggregate Resources Act* for the purpose of applying for a wayside permit under Part III of that Act, if the use of the pit or quarry is only for Highway 407 purposes within the Highway 407 lands.

Building  
Code Act,  
1992

**51.** (1) In this section, “building”, “building code”, “construction” and “demolition” have the same meaning as in the *Building Code Act, 1992*.

Non-  
application

(2) The *Building Code Act, 1992* does not apply to buildings located within the Highway 407 lands that are owned by the owner and used or to be used for the management of Highway 407.

Application

(3) Despite subsection (2), any person carrying out or causing to be carried out the following activities in respect of the buildings described in subsection (2) shall carry out those activities in compliance with the building code:

1. Any construction or demolition of buildings.
2. Any change in use of a building or part of a building that would result in an increase in hazard as determined under the building code, even if no construction is proposed.

Conservation  
Authorities  
Act

**52.** A regulation made under section 28 of the *Conservation Authorities Act* does not apply to the owner with respect to management of Highway 407 on the Highway 407 lands.

Emergency  
Plans

**53.** (1) For the purposes of the *Emergency Plans Act*, the Minister of Transportation may include Highway 407 in developing an emergency plan for highway and other transportation

ment déclaratoire ou l’approbation et tout jugement déclaratoire qui abroge une ordonnance de dispense s’applique.

**48.** Lorsqu’il agit sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407 aux fins de cette dernière, le propriétaire, s’il a conclu un accord avec le ministre de l’Environnement, est réputé être un office de la voirie pour l’application du Règlement 339 des Règlements refondus de l’Ontario de 1990.

Office de la  
voirie

**49.** Les articles 10 et 18, les paragraphes 26 (1) et (3) et les articles 40, 41, 42, 43, 43.1, 44, 45, 46 et 47 de la *Loi de 1993 sur le plan d’investissement* ne s’appliquent pas à l’autoroute 407 à titre de voie à péage ni aux mesures prises aux termes de la présente loi.

Application  
de la *Loi de  
1993 sur le  
plan d’investis-  
sement*

**50.** Le propriétaire est réputé une autorité publique au sens de la *Loi sur les ressources en agrégats* lorsqu’il présente une demande de licence d’exploitation en bordure d’un chemin aux termes de la partie III de cette loi, si le puits d’extraction ou la carrière n’est utilisé que sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407 aux fins de cette dernière.

*Loi sur les  
ressources en  
agrégats*

**51.** (1) Dans le présent article, «bâtiment», «code du bâtiment», «construction» et «démolition» s’entendent au sens de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*.

*Loi de 1992  
sur le code  
du bâtiment*

(2) La *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* ne s’applique pas aux bâtiments situés sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407 qui appartiennent au propriétaire et qui sont ou doivent être utilisés pour la gestion de l’autoroute 407.

Non-  
application

(3) Malgré le paragraphe (2), quiconque exerce ou fait exercer les activités suivantes à l’égard des bâtiments visés au paragraphe (2) le fait conformément au code du bâtiment :

Application

1. Tous les travaux de construction ou de démolition de bâtiments.
2. L’affectation de tout ou partie d’un bâtiment à un nouvel usage qui entraînerait un accroissement du risque comme il est établi au code du bâtiment, même si aucuns travaux de construction ne sont projetés.

**52.** Les règlements pris en application de l’article 28 de la *Loi sur les offices de protection de la nature* ne s’appliquent pas au propriétaire à l’égard de la gestion de l’autoroute 407 sur les biens-fonds réservés à l’autoroute 407.

*Loi sur les  
offices de  
protection de  
la nature*

**53.** (1) Pour l’application de la *Loi sur les mesures d’urgence*, le ministre des Transports peut inclure l’autoroute 407 lorsqu’il élabore un plan de mesures d’urgence pour les voies

Plans de  
mesures  
d’urgence

services and Highway 407 may be incorporated into the plan and be used in the case of an emergency as if it were part of the King's Highway and not a private toll highway.

publiques et autres services de transport et l'autoroute 407 peut être incorporée dans le plan et être utilisée en cas d'urgence comme si elle faisait partie de la route principale et non pas une voie privée à péage.

Same	(2) The Minister of Transportation may require the owner to prepare and file with the Minister any emergency plans that the Minister considers necessary.	(2) Le ministre des Transports peut exiger que le propriétaire prépare et dépose auprès de lui les plans de mesures d'urgence qu'il estime nécessaires.	Idem
Implementation	(3) The Minister of Transportation may direct the owner to implement an emergency plan under subsection (1) or (2) with any changes that the Minister considers necessary and the owner shall comply with such direction.	(3) Le ministre des Transports peut ordonner au propriétaire de mettre en œuvre un plan de mesures d'urgence visé au paragraphe (1) ou (2) avec les modifications qu'il estime nécessaires et le propriétaire se conforme à cet ordre.	Mise en œuvre
If no compliance	(4) If the owner does not comply with a direction under subsection (3) the Minister of Transportation may carry out the direction.	(4) Si le propriétaire ne se conforme pas à un ordre qui lui est donné en vertu du paragraphe (3), le ministre des Transports peut y donner suite.	Non-conformité
Debt	(5) The reasonable costs of implementing a direction under subsection (4) may be recovered as a debt due to Her Majesty.	(5) Les coûts raisonnables engagés pour donner suite à un ordre donné en vertu du paragraphe (4) peuvent être recouvrés au même titre qu'une créance de Sa Majesté.	Dette
Freedom of information	<b>54.</b> (1) In this section,  "entity" means the government of a province of Canada or a state of the United States of America; ("entité")  "personal information" means information that is personal information for the purposes of the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> . ("renseignements personnels")	<b>54.</b> (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.  «entité» S'entend du gouvernement d'une province du Canada ou d'un État des États-Unis d'Amérique. («entité»)  «renseignements personnels» Renseignements qui sont des renseignements personnels pour l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> . («personal information»)	Accès à l'information
Collection of personal information by owner	(2) Despite any other Act or regulation, the owner may,  (a) collect, only for a purpose described in subsection (5), personal information in any manner from the Ministry of Transportation, the Ontario Transportation Capital Corporation or any entity;  (b) use, only for a purpose described in subsection (5), personal information that was collected from the Ministry of Transportation, the Ontario Transportation Capital Corporation or an entity;  (c) disclose, only for a purpose described in subsection (5), personal information that was collected from the Ministry of Transportation, the Ontario Transportation Capital Corporation or an entity.	(2) Malgré toute autre loi ou les règlements, le propriétaire peut :  a) recueillir, mais seulement à une fin visée au paragraphe (5), des renseignements personnels de quelque façon que ce soit auprès du ministère des Transports, de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario ou d'une entité;  b) utiliser, mais seulement à une fin visée au paragraphe (5), les renseignements personnels qui ont été recueillis auprès du ministère des Transports, de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario ou d'une entité;  c) divulguer, mais seulement à une fin visée au paragraphe (5), les renseignements personnels qui ont été recueillis auprès du ministère des Transports, de la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario ou d'une entité.	Collecte de renseignements personnels par le propriétaire

Collection of personal information by Ministry of Transportation

(3) Despite any other Act or regulation, the Ministry of Transportation may,

- (a) collect personal information in any manner from the owner, any person or entity for a purpose described in subsection (5);
- (b) use, for a purpose described in subsection (5), personal information that is in its custody or under its control;
- (c) disclose the names and addresses of persons who owe tolls, fees and other charges that are in its custody or under its control or other prescribed personal information to the owner, any person or entity for a purpose described in subsection (5).

Ontario Transportation Capital Corporation

(4) The Ontario Transportation Capital Corporation may collect, use and disclose personal information about the users of Highway 407 for a purpose described in subsection (5).

Purposes

(5) The following are the purposes referred to in subsections (2), (3) and (4):

1. To assist the owner in the collection and enforcement of tolls, fees and other charges owing with respect to Highway 407.
2. To assist the owner in traffic planning and revenue management with respect to Highway 407.
3. To assist the owner in communicating with users of Highway 407 for the purpose of promoting the use of Highway 407.
4. To assist an entity with whom the owner or the Ministry of Transportation has an agreement relating to the collection and enforcement of tolls.

Agreement required

(6) Despite any other Act or regulation, the Minister of Transportation shall, as a condition for the disclosure of personal information pursuant to subsections (3) and (4), require the owner to enter into a written agreement that, in the opinion of the Minister, will protect the confidentiality of the personal information and prohibit the use of the personal information for any purpose not referred to in subsection (5).

Other requirements

(7) In addition to the condition required by subsection (6), the Minister may impose any other conditions that he or she considers appropriate.

Confidentiality protected

(8) The owner and any other person who collects personal information from the Ministry of Transportation and the Ontario Trans-

(3) Malgré toute autre loi ou les règlements, le ministère des Transports peut :

- a) recueillir des renseignements personnels de quelque façon que ce soit auprès du propriétaire ou de toute personne ou entité à une fin visée au paragraphe (5);
- b) utiliser, à une fin visée au paragraphe (5), les renseignements personnels dont il a la garde ou le contrôle;
- c) divulguer les nom et adresse des personnes qui doivent des péages, frais, droits et autres paiements dont il a la garde ou le contrôle ou d'autres renseignements personnels prescrits au propriétaire ou à toute personne ou entité à une fin visée au paragraphe (5).

(4) La Société d'investissement dans les transports de l'Ontario peut recueillir, utiliser et divulguer des renseignements personnels concernant les utilisateurs de l'autoroute 407 à une fin visée au paragraphe (5).

(5) Les fins visées aux paragraphes (2), (3) et (4) sont les suivantes :

1. Aider le propriétaire à percevoir et à recouvrer les péages, frais, droits et autres paiements exigibles à l'égard de l'autoroute 407.
2. Aider le propriétaire à planifier la circulation et à gérer les recettes à l'égard de l'autoroute 407.
3. Aider le propriétaire à communiquer avec les utilisateurs de l'autoroute 407 afin d'en promouvoir l'utilisation.
4. Aider une entité avec laquelle le propriétaire ou le ministère des Transports a conclu un accord relativement à la perception et au recouvrement des péages.

(6) Malgré toute autre loi ou les règlements, le ministre des Transports exige, comme condition à la divulgation de renseignements personnels conformément aux paragraphes (3) et (4), que le propriétaire conclue un accord écrit qui, de l'avis du ministre, assurera le caractère confidentiel des renseignements personnels et interdira l'utilisation de ceux-ci à une fin non visée au paragraphe (5).

(7) Outre la condition exigée par le paragraphe (6), le ministre peut imposer toute autre condition qu'il estime appropriée.

(8) Le propriétaire et toute autre personne qui recueille des renseignements personnels auprès du ministère des Transports et de la

Collecte de renseignements personnels par le ministère des Transports

Société d'investissement dans les transports de l'Ontario

Fins

Accord exigé

Autres exigences

Confidentialité



portation Capital Corporation shall ensure that all reasonable steps are taken to protect the confidentiality of that personal information, including protecting its confidentiality during its storage, transportation, handling and destruction.

Use of  
information

(9) For the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, personal information in the custody or under the control of the Ministry of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation may be used by the Ministry of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation for the purposes described in subsection (5) and that use shall be deemed to be for a purpose that is consistent with the purpose for which the personal information was obtained or compiled.

Purpose of  
disclosure

(10) For the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, personal information disclosed by the Ministry of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation for a purpose described in subsection (5) shall be deemed to have been disclosed for the purpose of complying with this section.

Notice not  
required

(11) Subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* does not apply with respect to the collection of personal information authorized by subsections (2), (3) and (4).

Retention of  
information

(12) Personal information collected under clause (2) (a) and used by the owner shall be retained by it for at least 65 days unless the individual to whom the information related consents in writing to its earlier disposal.

Offence

(13) A person who knowingly uses or discloses, for a purpose other than a purpose described in subsection (5), personal information that was disclosed to the person by the Ministry of Transportation or the Ontario Transportation Capital Corporation under this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 or such greater amount as may be prescribed.

Highway  
Traffic Act –  
tow truck  
services

55. For the purposes of section 171 of the *Highway Traffic Act*, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

Highway  
Traffic Act –  
application  
of miscella-  
neous regu-  
lations

56. (1) For the purposes of regulations made by the Minister of Transportation under subsections 123 (1), 128 (7) and 151 (2) of the *Highway Traffic Act*, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

Other  
regulations

(2) In addition to those regulations referred to in subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may make regulations designating

Société d'investissement dans les transports de l'Ontario veillent à ce que toutes les mesures raisonnables soient prises pour assurer le caractère confidentiel de ces renseignements, notamment pendant leur entreposage, leur transport, leur manutention et leur destruction.

(9) Pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, le ministère des Transports ou la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario qui a la garde ou le contrôle de renseignements personnels peut utiliser ceux-ci aux fins visées au paragraphe (5). Cette utilisation est réputée être à une fin compatible avec celle à laquelle les renseignements personnels ont été obtenus ou compilés.

(10) Pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, les renseignements personnels que divulgue le ministère des Transports ou la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario à une fin visée au paragraphe (5) sont réputés avoir été divulgués afin de se conformer au présent article.

(11) Le paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ne s'applique pas à l'égard de la collecte de renseignements personnels autorisés par les paragraphes (2), (3) et (4).

(12) Les renseignements personnels recueillis aux termes de l'alinéa (2) a) qu'utilise le propriétaire sont conservés par lui pendant au moins 65 jours à moins que le particulier concerné par ceux-ci ne consente par écrit à ce qu'il en soit disposé plus tôt.

(13) Quiconque utilise ou divulgue sciemment, à une fin autre qu'une fin visée au paragraphe (5), des renseignements personnels que lui a divulgués le ministère des Transports, la Société d'investissement dans les transports de l'Ontario ou une entité en vertu du présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ ou du montant supérieur prescrit.

55. Pour l'application de l'article 171 du *Code de la route*, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

56. (1) Pour l'application des règlements pris par le ministre des Transports en application des paragraphes 123 (1), 128 (7) et 151 (2) du *Code de la route*, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

(2) Outre les règlements visés au paragraphe (1), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner les règlements

Utilisation  
des rensei-  
gnements

But de la  
divulgence

Avis non  
obligatoire

Conservation  
des rensei-  
gnements

Infraction

Code de la  
route –  
Services de  
dépannage

Code de la  
route –  
Application  
de divers  
règlements

Autres  
règlements

regulations under the *Highway Traffic Act* that apply, with necessary modifications, to Highway 407 and providing that, for the purposes of those regulations, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

*Motorized Snow Vehicles Act*

**57.** (1) For the purposes of section 5 of the *Motorized Snow Vehicles Act* and any regulations made under that section, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway, and to have been designated as a controlled-access highway under section 36 of the *Public Transportation and Highway Improvement Act*.

Transition

(2) Regulations made under that Act that applied to Highway 407 before the coming into force of this section continue to apply to Highway 407, unless repealed, or amended to provide otherwise.

*Off-Road Vehicles Act*

**58.** (1) For the purposes of the *Off-Road Vehicles Act*, Highway 407 is a highway, and shall be deemed to be part of the King's Highway for purposes of regulations made under that Act.

Transition

(2) Regulation 863 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 continues to apply to Highway 407, unless repealed, or amended to provide otherwise.

*Police Services Act*

**59.** (1) In this section,

“Solicitor General” means the Solicitor General and Minister of Correctional Services or such other member of the Executive Council as may be designated by the Lieutenant Governor in Council.

Part of King's Highway

(2) For purposes of paragraph 3 of subsection 19 (1) of the *Police Services Act*, Highway 407 shall be deemed to be part of the King's Highway.

Cost of policing

(3) The Ontario Provincial Police may, with the approval of the Solicitor General, charge the owner the reasonable costs of providing services under paragraph 3 of subsection 19 (1) of the *Police Services Act* on a full cost recovery basis.

Agreement

(4) The Solicitor General may enter into an agreement with the owner for the provision of services under paragraph 3 of subsection 19 (1) of the *Police Services Act* on Highway 407.

Payable into Consolidated Revenue Fund

(5) All moneys received by the Ontario Provincial Police by way of charges imposed under subsection (3) or by the Solicitor General under an agreement entered into under subsection (4) shall be paid into the Consolidated Revenue Fund.

prévus au *Code de la route* qui s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'autoroute 407 et prévoir que, pour l'application de ces règlements, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

**57.** (1) Pour l'application de l'article 5 de la *Loi sur les motoneiges* et des règlements pris en application de celui-ci, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale et avoir été désignée comme route à accès limité en vertu de l'article 36 de la *Loi sur l'amélioration des voies publiques et des transports en commun*.

*Loi sur les motoneiges*

(2) Les règlements pris en application de cette loi qui s'appliquaient à l'autoroute 407 avant l'entrée en vigueur du présent article continuent de s'y appliquer à moins qu'ils ne soient abrogés ou modifiés.

Disposition transitoire

**58.** (1) Pour l'application de la *Loi sur les véhicules tout terrain*, l'autoroute 407 est une voie publique et est réputée faire partie de la route principale pour l'application des règlements pris en application de cette loi.

*Loi sur les véhicules tout terrain*

(2) Le Règlement 863 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 continue de s'appliquer à l'autoroute 407 à moins qu'il ne soit abrogé ou modifié.

Disposition transitoire

**59.** (1) La définition qui suit s'applique au présent article.

*Loi sur les services policiers*

«solliciteur général» Le solliciteur général et ministre des Services correctionnels ou tout autre membre du Conseil exécutif que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil.

(2) Pour l'application de la disposition 3 du paragraphe 19 (1) de la *Loi sur les services policiers*, l'autoroute 407 est réputée faire partie de la route principale.

Section de la route principale

(3) La Police provinciale de l'Ontario peut, avec l'approbation du solliciteur général, imposer au propriétaire les coûts raisonnables engagés pour fournir les services visés à la disposition 3 du paragraphe 19 (1) de la *Loi sur les services policiers* suivant une formule de recouvrement intégral des coûts.

Coûts des services policiers

(4) Le solliciteur général peut conclure un accord avec le propriétaire en vue de la fourniture de services aux termes de la disposition 3 du paragraphe 19 (1) de la *Loi sur les services policiers* sur l'autoroute 407.

Accord

(5) Toutes les sommes que reçoit la Police provinciale de l'Ontario au titre des frais imposés en vertu du paragraphe (3) ou de ceux imposés par le solliciteur général aux termes d'un accord conclu en vertu du paragraphe (4) sont versées au Trésor.

Sommes versées au Trésor



Debt	(6) All amounts owing as charges under subsection (3) or pursuant to an agreement under subsection (4), if not collected by other means, may be recovered by a court action, with costs, as a debt due to Her Majesty.	(6) Tous les montants dus au titre des frais imposés en vertu du paragraphe (3) ou de ceux imposés conformément à un accord conclu en vertu du paragraphe (4), s'ils ne sont perçus d'aucune autre façon, peuvent être recouvrés par voie d'action, avec les frais, au même titre qu'une créance de Sa Majesté.	Dette
Public Utilities Act	<b>60.</b> For purposes of sections 4 and 22 of the <i>Public Utilities Act</i> , Highway 407 shall be deemed to be a highway.	<b>60.</b> Pour l'application des articles 4 et 22 de la <i>Loi sur les services publics</i> , l'autoroute 407 est réputée une voie publique.	Loi sur les services publics
Public Service Works on Highways Act	<b>61.</b> (1) For purposes of the <i>Public Service Works on Highways Act</i> , Highway 407 shall be deemed to be a highway.	<b>61.</b> (1) Pour l'application de la <i>Loi sur les travaux d'aménagement des voies publiques</i> , l'autoroute 407 est réputée une voie publique.	Loi sur les travaux d'aménagement des voies publiques
Same	(2) For purposes of the <i>Public Service Works on Highways Act</i> , the owner is the road authority for Highway 407.	(2) Pour l'application de la <i>Loi sur les travaux d'aménagement des voies publiques</i> , le propriétaire est l'office de la voirie pour l'autoroute 407.	Idem
Municipal by-laws	<b>62.</b> (1) In this section,  "municipal by-laws" include the by-laws of a regional municipality; ("règlements municipaux")  "municipality" includes a regional municipality. ("municipalité")	<b>62.</b> (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.  «municipalité» S'entend en outre d'une municipalité régionale. («municipality»)  «règlements municipaux» S'entend en outre des règlements municipaux d'une municipalité régionale. («municipal by-laws»)	Règlements municipaux
Owner in place of Crown	(2) The owner stands in the place of the Crown for the purpose of the application of municipal by-laws and approvals required under municipal by-laws,  (a) affecting the Highway 407 lands and affecting activities on the Highway 407 lands related to the management and use of Highway 407; and  (b) respecting prescribed matters.	(2) Le propriétaire remplace la Couronne aux fins d'application des règlements municipaux et des approbations exigées aux termes de ceux-ci qui ont trait à ce qui suit :  a) les biens-fonds réservés à l'autoroute 407 et les activités exercées sur ceux-ci relativement à la gestion et à l'utilisation de l'autoroute 407;  b) les questions prescrites.	Le propriétaire remplace la Couronne
Regulations	(3) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing matters for the purposes of clause (2) (b).	(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les questions pour l'application de l'alinéa (2) b).	Règlements
Ontario Planning and Development Act, 1994	<b>63.</b> (1) For the purposes of section 13 of the <i>Ontario Planning and Development Act, 1994</i> the owner is deemed to be a ministry of the Crown.	<b>63.</b> (1) Pour l'application de l'article 13 de la <i>Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario</i> , le propriétaire est réputé un ministère de la Couronne.	Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario
Orders not to affect	(2) No order made by the Minister of Municipal Affairs and Housing under section 17 of the <i>Ontario Planning and Development Act, 1994</i> before the coming into force of this section shall have the effect of prohibiting or regulating the management and use of Highway 407 on the Highway 407 lands.	(2) Les arrêtés pris par le ministre des Affaires municipales et du Logement en vertu de l'article 17 de la <i>Loi de 1994 sur la planification et l'aménagement du territoire de l'Ontario</i> avant l'entrée en vigueur du présent article n'ont pas pour effet d'interdire ou de réglementer la gestion et l'utilisation de l'autoroute 407 sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.	Non-application des arrêtés
Planning Act orders	<b>64.</b> No order made by the Minister of Municipal Affairs and Housing under clause 47 (1) (a) of the <i>Planning Act</i> before the coming into force of this section shall have the	<b>64.</b> Les arrêtés pris par le ministre des Affaires municipales et du Logement en vertu de l'alinéa 47 (1) a) de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i> avant l'entrée en vigueur du	Arrêtés prévus par la Loi sur l'aménagement du territoire



effect of prohibiting or regulating the management and use of Highway 407 on the Highway 407 lands.

#### REGULATIONS

Regulations

**65.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) defining any word or expression used in this Act but not defined in this Act;
- (b) respecting additional procedures to be used by the owner for enforcing payment of tolls on Highway 407;
- (c) prescribing matters for the purposes of section 24;
- (d) prescribing greater penalties for the purposes of sections 32 and 35;
- (e) prescribing any other thing that may be prescribed under this Act.

#### AMENDMENTS TO OTHER ACTS

##### ASSESSMENT ACT

**66.** Subsection 3 (1) of the *Assessment Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 5, section 4, 1997, chapter 29, section 3 and 1997, chapter 43, Schedule F, section 1, and Schedule G, section 18, is further amended by adding the following paragraph:

Toll  
highways

- 8.1 Land that is a toll highway as defined in section 191.1 of the *Highway Traffic Act* that is leased from the Crown, including the roadbed, bridges or other structures supporting the roadbed or connecting the roadbed to other highways or roads, and any structure built over the toll highway and used as part of the system to determine the amount of the toll, fee or other charge to be made to users of the toll highway, including land that is intended to be used as a toll highway but that has not yet begun to be used for that purpose and that is not being used for any other purpose, but not including,
- (a) buildings, land used in connection with buildings, or parking lots, or
  - (b) land that is used for a purpose other than as a toll highway.

présent article n'ont pas pour effet d'interdire ou de réglementer la gestion et l'utilisation de l'autoroute 407 sur les biens-fonds réservés à l'autoroute 407.

#### RÈGLEMENTS

**65.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir tout terme ou toute expression utilisé mais non défini dans la présente loi;
- b) traiter des modalités supplémentaires que doit suivre le propriétaire pour recouvrer le paiement des péages sur l'autoroute 407;
- c) prescrire les questions pour l'application de l'article 24;
- d) prescrire des peines plus sévères pour l'application des articles 32 et 35;
- e) prescrire toute autre chose qui peut être prescrite en vertu de la présente loi.

#### MODIFICATION D'AUTRES LOIS

##### LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

**66.** Le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur l'évaluation foncière*, tel qu'il est modifié par l'article 4 du chapitre 5, par l'article 3 du chapitre 29 et par l'article 1 de l'annexe F et l'article 18 de l'annexe G du chapitre 43 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction de la disposition suivante :

- 8.1 Les biens-fonds qui sont une voie publique à péage au sens de l'article 191.1 du *Code de la route* que la Couronne donne à bail, y compris la fondation, les ponts ou les autres constructions qui soutiennent la fondation ou qui relient celle-ci à d'autres voies publiques ou chemins, et toute construction érigée au-dessus de la voie publique à péage et utilisée comme partie d'un réseau pour déterminer le montant du péage, des frais, droits ou autres paiements à imposer aux usagers de la voie publique à péage et y compris les biens-fonds destinés à servir de voie publique à péage, mais qui n'ont pas encore commencé à être utilisés à cette fin et qui ne sont utilisés à aucune autre fin, à l'exception :

Voies publi-  
ques à péage

- a) des bâtiments, des biens-fonds utilisés en rapport avec les bâtiments ou des terrains de stationnement;
- b) des biens-fonds utilisés pour une fin autre que celle de voie publique à péage.

## HIGHWAY TRAFFIC ACT

67. (1) Section 191.1 of the *Highway Traffic Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule E, section 2, is amended by striking out the definition of “toll highway” and substituting the following:

“toll highway” means Highway 407 as defined in the *Highway 407 Act, 1998* and any other highway designated as a toll highway under any Act. («voie publique à péage»)

(2) Subsection 191.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1996, chapter 1, Schedule E, section 2, is repealed and the following substituted:

Validated toll device (2) For the purpose of subsection (1), a validated toll device is a toll device that is validated under the *Capital Investment Plan Act, 1993* or a toll device that is validated under the *Highway 407 Act, 1998*.

Commencement 68. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title 69. The short title of this Act is the *Highway 407 Act, 1998*.

## CODE DE LA ROUTE

67. (1) L'article 191.1 du *Code de la route*, tel qu'il est adopté par l'article 2 de l'annexe E du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié par substitution de ce qui suit à la définition de «voie publique à péage» :

«voie publique à péage» L'autoroute 407 au sens de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407* et toute autre voie publique désignée comme voie publique à péage en vertu de toute loi. («toll highway»)

(2) Le paragraphe 191.2 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 de l'annexe E du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application du paragraphe (1), un appareil à péage validé est un appareil à péage qui est validé aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* ou de la *Loi de 1998 sur l'autoroute 407*. Appareil à péage validé

68. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. Entrée en vigueur

69. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 sur l'autoroute 407*. Titre abrégé



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 71

**An Act respecting the regulation of  
the practice of Professional Forestry**

**Mr. Ramsay**

**Private Member's Bill**

1st Reading      October 20, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

Printed by the Legislative Assembly  
of Ontario

## Projet de loi 71

**Loi concernant la réglementation de  
l'exercice de la profession de forestier**

**M. Ramsay**

**Projet de loi de député**

1<sup>re</sup> lecture      20 octobre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative  
de l'Ontario





## EXPLANATORY NOTE

The Bill continues the Ontario Professional Foresters Association as a professional body that regulates and governs the profession of professional forestry.

Part I of the Bill sets out the definitions and describes the scope of the practice of the profession of professional forestry.

Part II of the Bill contains general provisions relating to the objects, organization and administration of the Association and its board of directors, the Council. The Part includes provisions respecting the relationship between the Association and the Minister of Natural Resources and an explanation of who is a member of the Association and what it means to be a member (sections 12 and 14).

Part III of the Bill sets out the powers and duties of the Registrar and the Registration Committee in relation to the registration of members of the Association. The Part also provides for the keeping of a register (section 23) and for suspension by the Registrar for failure to pay fees or to provide information required by the by-laws (section 24).

Part IV of the Bill sets out the powers and duties of the complaints committee in dealing with complaints of professional misconduct, unskilled practice or incapacity made against a member.

Part V of the Bill sets out the powers and duties of the discipline committee and the process which the discipline committee must follow in disciplining members of the Association against whom an allegation of professional misconduct, unskilled practice or incapacity is made. The Part also provides a process for reinstating members whose membership in the association is suspended or revoked as a result of disciplinary proceedings (sections 45 and 46).

Part VI of the Bill permits appeals to court from decisions of the Registration Committee and the Discipline Committee.

Part VII of the Bill permits the Registrar, in specified circumstances, to appoint an investigator to inquire into the conduct or actions of a member of the Association.

Part VIII of the Bill gives the Association the power to make by-laws with respect to specified matters.

Part IX of the Bill contains miscellaneous provisions.

Part X of the Bill contains consequential amendments to the *Crown Forest Sustainability Act, 1994* and certain transitional provisions. The Part repeals the *Ontario Professional Foresters Association Act, 1957*.

Part XI of the Bill contains the commencement and short title provisions.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi maintient l'Association des forestiers professionnels de l'Ontario en tant que corps professionnel chargé de réglementer et de régir la profession de forestier.

La partie I du projet de loi contient les définitions et décrit le champ d'exercice de la profession de forestier.

La partie II contient des dispositions générales concernant les objets, l'organisation et l'administration de l'Association et de son conseil. Elle renferme également des dispositions portant sur les rapports entre l'Association et le ministre des Richesses naturelles et explique qui est membre de l'Association et ce que comporte le fait d'être membre (articles 12 et 14).

La partie III énonce les pouvoirs et fonctions du registrateur et du comité d'inscription relativement à l'inscription des membres de l'Association. Cette partie prévoit également la tenue d'un tableau (article 23) et permet au registrateur de suspendre un certificat pour défaut de paiement des droits ou défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs (article 24).

La partie IV énonce les pouvoirs et fonctions du comité des plaintes lorsqu'il traite les plaintes de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité à l'endroit d'un membre.

La partie V énonce les pouvoirs et fonctions du comité de discipline et la procédure qu'il doit suivre lorsqu'il prend des mesures disciplinaires à l'égard de membres de l'Association contre qui est formulée une allégation de faute professionnelle, d'incompétence dans l'exercice de la foresterie ou d'incapacité. Cette partie établit également une procédure pour le rétablissement des membres dont l'adhésion est suspendue ou révoquée par suite d'une instance disciplinaire (articles 45 et 46).

La partie VI permet d'interjeter appel devant les tribunaux des décisions du comité d'inscription et du comité de discipline.

La partie VII permet au registrateur, dans des circonstances précisées, de nommer un enquêteur chargé d'examiner la conduite ou les actes d'un membre de l'Association.

La partie VIII accorde à l'Association le pouvoir de prendre des règlements administratifs sur des questions précisées.

La partie IX contient des dispositions diverses.

La partie X contient des modifications corrélatives qui sont apportées à la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* et des dispositions transitoires. Cette partie abroge la loi intitulée *Ontario Professional Foresters Association Act, 1957*.

La partie XI contient les dispositions relatives à l'entrée en vigueur et au titre abrégé.

## An Act respecting the regulation of the practice of Professional Forestry

## Loi concernant la réglementation de l'exercice de la profession de forestier

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

### PART I GENERAL

1. In this Act,

“Association” means the Ontario Professional Foresters Association; (“Association”)

“by-laws” means the by-laws made under this Act; (“règlements administratifs”)

“Council” means the Council of the Association; (“conseil”)

“member” means a member of the Association; (“membre”)

“Minister” means the Minister of Natural Resources; (“ministre”)

“Registrar” means the Registrar of the Association. (“registrateur”)

2. The Minister is responsible for the administration of the Act.

3. (1) The practice of professional forestry is the provision of services in relation to the development and management of forests and urban forests where those services require knowledge, training and experience equivalent to that required to become a member under this Act and includes,

- (a) the planning and provision of advice, and the supervising and directing of services, in relation to the management and conservation of forests or urban forests;
- (b) the appraisal, evaluation and certification of forests and urban forests;
- (c) the auditing of forest management practices;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

### PARTIE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«Association» L'Association des forestiers professionnels de l'Ontario. («Association»)

«conseil» Le conseil de l'Association. («Council»)

«membre» Membre de l'Association. («member»)

«ministre» Le ministre des Richesses Naturelles. («Minister»)

«registrateur» Le registrateur de l'Association. («Registrar»)

«règlements administratifs» Les règlements administratifs pris en application de la présente loi. («by-laws»)

2. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

3. (1) L'exercice de la profession de forestier consiste à offrir des services en ce qui concerne la création de forêts, y compris des forêts urbaines, et leur aménagement dans la mesure où ces services exigent des connaissances, une formation et une expérience équivalent à celles qu'il faut posséder pour devenir membre en vertu de la présente loi, et notamment à faire ce qui suit :

- a) en ce qui concerne l'aménagement et la préservation des forêts, y compris les forêts urbaines, faire de la planification, donner des conseils ainsi que surveiller et diriger la prestation des services;
- b) évaluer et certifier les forêts, y compris les forêts urbaines;
- c) vérifier les pratiques d'aménagement forestier;

Administration of Act

Scope of practice

Application de la Loi

Champ d'exercice de la profession

- (d) the assessment of impacts from planned activities on forests and urban forests;
- (e) the classification, inventory and mapping of forests and urban forests; and
- (f) the planning and locating of forest transportation systems, including forest roads.

- d) évaluer l'impact des activités projetées sur les forêts, y compris les forêts urbaines;
- e) classer et répertorier les forêts, y compris les forêts urbaines, et en dresser le plan;
- f) planifier les réseaux de transport forestier, y compris les chemins forestiers, et en choisir l'emplacement.

## Exclusions

(2) The practice of professional forestry does not include acts performed in relation to the management or manipulation of forests if they are performed,

- (a) personally by individuals on land which they own and they do not affect the safety, health or welfare of the general public or the property of others;
- (b) by a person acting within the scope of practice of a profession, trade or occupation that is listed in the by-laws;
- (c) by persons responding to an emergency situation such as a forest fire;
- (d) by persons acting under the supervision of a member;
- (e) by students enrolled in a forestry education program and under the supervision of the course instructor in the program;
- (f) by a member of the armed forces while on duty; or
- (g) by a person engaged in scientific research.

## Definition

(3) In this section,

“urban forest” means tree-dominated vegetation and related features found within an urban area and includes woodlots, plantations, shade trees, fields in various stages of succession, wetland and riparian areas.

## PART II

ONTARIO PROFESSIONAL FORESTERS  
ASSOCIATIONAssociation  
continued

4. (1) The Association is continued under the name Ontario Professional Foresters Association in English and Association des forestiers professionnels de l'Ontario in French.

Body  
corporate

(2) The Association is a body corporate without share capital.

## Exclusions

(2) L'exercice de la profession de forestier ne comprend pas l'accomplissement d'actes relatifs à l'aménagement ou au remaniement des forêts par les personnes suivantes :

- a) des particuliers eux-mêmes sur des biens-fonds leur appartenant, s'ils ne mettent pas en danger la sécurité, la santé ou le bien-être du grand public ou les biens d'autrui;
- b) une personne agissant dans le cadre de l'exercice d'une profession ou d'un métier énuméré dans les règlements administratifs;
- c) les personnes qui interviennent dans une situation d'urgence comme un feu de forêt;
- d) les personnes agissant sous la surveillance d'un membre;
- e) les étudiants inscrits à un programme d'enseignement de la foresterie qui agissent sous la surveillance de l'instructeur;
- f) un membre des Forces armées lorsqu'il est de service;
- g) une personne se livrant à la recherche scientifique.

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«forêt urbaine» S'entend d'une végétation composée en grande partie d'arbres et des caractéristiques connexes que l'on trouve dans une zone urbaine. S'entend en outre des boisés, des plantations, des arbres d'ombrage, des champs à divers stades de succession, des terres marécageuses et des zones riveraines.

## PARTIE II

ASSOCIATION DES FORESTIERS  
PROFESSIONNELS DE L'ONTARIO

## Association

4. (1) L'Association est maintenue sous le nom de Association des forestiers professionnels de l'Ontario en français et de Ontario Professional Foresters Association en anglais.

Personne  
morale

(2) L'Association est une personne morale sans capital-actions.



Non-application	(3) The <i>Corporations Act</i> and the <i>Corporations Information Act</i> do not apply to the Association, except as specifically made applicable by the by-laws.	(3) La <i>Loi sur les personnes morales</i> et la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> ne s'appliquent pas à l'Association, sauf dans les cas expressément prévus par les règlements administratifs.	Non-application de certaines lois
Objects	5. (1) The principal object of the Association is to regulate the practice of professional forestry and to govern its members in accordance with this Act and the by-laws.	5. (1) L'Association a pour objet principal de réglementer l'exercice de la profession de forestier et de régir l'activité de ses membres conformément à la présente loi et aux règlements administratifs.	Objets
Same	<p>(2) For the purpose of carrying out its principal object, the Association has the following additional objects:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. To promote and increase the knowledge, skill and proficiency of its members in all things relating to forestry.</li> <li>2. To establish, maintain and develop standards of knowledge and skill for members.</li> <li>3. To establish, maintain, develop and enforce standards of qualification and standards of practice for the practice of professional forestry.</li> <li>4. To issue, renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate certificates of qualification and registration.</li> <li>5. To establish, maintain, develop and enforce standards of professional ethics for members.</li> <li>6. To receive and investigate complaints and allegations against members and to deal with issues regarding discipline, incapacity and unskilled practice.</li> <li>7. To promote public awareness of the role of the Association and to communicate with the public on behalf of its members.</li> <li>8. To provide vocational guidance to persons wishing to enter the forestry profession.</li> <li>9. To perform any other duties and exercise any other powers as are imposed or conferred upon the Association under any Act.</li> <li>10. To perform such additional functions relating to the practice of professional forestry that the Council considers desirable and that do not conflict with the intent or purpose of this Act or the by-laws.</li> </ol>	<p>(2) En vue de réaliser son objet principal, l'Association a les objets supplémentaires suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Promouvoir et accroître les connaissances et la compétence de ses membres à l'égard de tout ce qui se rapporte à la foresterie.</li> <li>2. Établir, maintenir et élaborer les normes de connaissance et de compétence applicables aux membres.</li> <li>3. Établir, maintenir, élaborer et faire respecter des normes d'admissibilité et d'exercice relativement à l'exercice de la profession de forestier.</li> <li>4. Délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur des certificats de compétence et d'inscription.</li> <li>5. Établir, maintenir, élaborer et faire respecter les normes de déontologie applicables aux membres.</li> <li>6. Recevoir les plaintes déposées et les allégations formulées contre ses membres, faire enquête sur ces plaintes et allégations et traiter les questions de discipline, d'incapacité et d'incompétence dans l'exercice de la foresterie.</li> <li>7. Sensibiliser le public au rôle de l'Association et communiquer avec lui au nom des membres.</li> <li>8. Fournir des services d'orientation professionnelle aux personnes qui veulent exercer la profession de forestier.</li> <li>9. Exercer les autres fonctions et pouvoirs qu'une loi attribue à l'Association.</li> <li>10. S'acquitter des autres fonctions se rapportant à l'exercice de la profession de forestier que le conseil estime utiles et qui ne sont pas incompatibles avec l'objet de la présente loi ou des règlements administratifs.</li> </ol>	Idem

Powers	(3) For the purpose of carrying out its objects, the Association has the capacity and the powers of a natural person.	(3) En vue de réaliser ses objets, l'Association a la capacité et les pouvoirs d'une personne physique.	Pouvoirs
Council	6. (1) The Council of the Association is the board of directors of the Association and shall manage and administer its affairs.	6. (1) Le conseil de l'Association en constitue le conseil d'administration et en administre les affaires.	Conseil
Composition	(2) The Council shall be composed of, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) at least nine and no more than 15 persons who are members of the Association and are elected by the members of the Association in accordance with the by-laws; and</li> <li>(b) at least one and no more than four persons who are not members of the Association or of any other self-regulating professional body under any other Act and who are appointed by the Lieutenant Governor in Council.</li> </ul>	(2) Le conseil se compose : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) d'au moins neuf et d'au plus 15 personnes qui sont membres de l'Association et qui sont élues par leurs pairs conformément aux règlements administratifs;</li> <li>b) d'au moins une et d'au plus quatre personnes qui ne sont membres ni de l'Association ni d'un ordre professionnel autonome créé en vertu d'une autre loi et qui sont nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil.</li> </ul>	Composition
Term of office	7. (1) The term of office of a Council member shall be, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) in the case of a member elected under clause 6 (2) (a), the term provided in the by-laws; and</li> <li>(b) in the case of a member appointed under clause 6 (2) (b), a term not exceeding three years.</li> </ul>	7. (1) Le mandat des membres du conseil : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) est celui prévu par les règlements administratifs dans le cas des membres élus aux termes de l'alinéa 6 (2) a);</li> <li>b) ne doit pas dépasser trois ans dans le cas des membres nommés aux termes de l'alinéa 6 (2) b).</li> </ul>	Mandat
Same	(2) Subject to subsection (3), no person appointed under clause 6 (2) (b) may serve more than two consecutive terms.	(2) Sous réserve du paragraphe (3), les personnes nommées aux termes de l'alinéa 6 (2) b) ne doivent pas siéger pendant plus de deux mandats consécutifs.	Idem
Same	(3) A person appointed under clause 6 (2) (b) continues to hold office after the expiry of his or her term of office until he or she is reappointed or his or her successor is appointed.	(3) Les personnes nommées aux termes de l'alinéa 6 (2) b) continuent d'exercer leurs fonctions après l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'elles soient nommées de nouveau ou jusqu'à la nomination de leur successeur.	Idem
Remuneration and expenses	8. The persons appointed under clause 6 (2) (b) shall be paid, by the Minister, such expenses and remuneration as are determined by the Lieutenant Governor in Council.	8. Les personnes nommées aux termes de l'alinéa 6 (2) b) reçoivent du ministre la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.	Rémunération et indemnités
Vacancies	9. If one or more vacancies occur in the membership of the Council, the members remaining in office constitute the Council.	9. Si une ou plusieurs vacances se produisent en son sein, les membres qui restent constituent le conseil.	Vacances
Registrar	10. The Council shall appoint a Registrar, and the Executive Committee may appoint such other persons as are from time to time necessary or desirable in the opinion of the Executive Committee to perform the work of the Association.	10. Le conseil nomme un registrateur et le bureau peut nommer les autres personnes qu'il juge nécessaires ou souhaitables pour le fonctionnement de l'Association.	Registrateur
Annual report to Minister	11. The Council shall submit annually to the Minister in a form satisfactory to the Minister a report on those matters of the business and affairs of the Association that the Minister requires.	11. Le conseil présente chaque année au ministre, sous une forme que ce dernier estime satisfaisante, un rapport sur les activités de l'Association que précise le ministre.	Remise du rapport annuel au ministre

Powers of Minister	<p><b>12. (1)</b> In addition to the Minister's other powers and duties under this Act, the Minister may,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) review the activities of the Council and require the Council to provide reports and information;</li> <li>(b) request the Council to undertake activities that, in the opinion of the Minister, are necessary and advisable to carry out the intent of this Act;</li> <li>(c) advise the Council with respect to the implementation of this Act and the by-laws and with respect to the methods used or proposed to be used by the Council to implement policies and to enforce its by-laws and procedures;</li> <li>(d) request the Council to make, amend or revoke a by-law.</li> </ul>	<p><b>12. (1)</b> Outre les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi, le ministre peut faire ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) examiner les activités du conseil et exiger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements;</li> <li>b) demander au conseil d'entreprendre les activités que le ministre estime nécessaires et souhaitables pour réaliser l'objet de la présente loi;</li> <li>c) conseiller le conseil relativement à la mise en application de la présente loi et des règlements administratifs et aux méthodes que le conseil emploie ou se propose d'employer pour mettre en application ses politiques et pour faire respecter ses règlements administratifs et ses modalités;</li> <li>d) demander au conseil de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement administratif.</li> </ul>	Pouvoirs du ministre
Council to comply	(2) If the Minister requires a Council to do anything under subsection (1), the Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report to the Minister respecting the compliance.	(2) Si le ministre exige qu'il prenne l'une ou l'autre mesure prévue au paragraphe (1), le conseil doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport à ce dernier à cet égard.	Obligation du conseil
Regulations	(3) If the Minister requests the Council to make, amend or revoke a by-law under clause (1) (d) and the Council does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may make a regulation to do the thing requested of the Association under clause (1) (d).	(3) Si le ministre demande au conseil de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement administratif en vertu de l'alinéa (1) d) et que le conseil ne le fait pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, faire ce qu'il est demandé à l'Association de faire en vertu de cet alinéa.	Règlements
Same	(4) For the purposes of subsection (3), the Lieutenant Governor in Council may make a regulation with respect to any matter that the Association may make a by-law under section 52.	(4) Pour l'application du paragraphe (3), le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre un règlement sur toute question dont peuvent traiter les règlements administratifs de l'Association aux termes de l'article 52.	Idem
Conflict	(5) If there is a conflict between a by-law made under section 52 and a regulation made under subsection (3), the regulation prevails.	(5) Les règlements pris en application du paragraphe (3) l'emportent sur les règlements administratifs incompatibles pris en application de l'article 52.	Incompatibilité
Copies of regulation	(6) The Council shall ensure that a copy of each regulation made under subsection (3) is available for public inspection in the office of the College.	(6) Le conseil veille à ce qu'une copie de chaque règlement pris en application du paragraphe (3) soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Association.	Copies des règlements
Same	(7) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation made under subsection (3).	(7) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement pris en application du paragraphe (3).	Idem
Expenses of Association	(8) The Minister may pay the Association for expenses incurred in complying with a requirement or request made under subsection (1).	(8) Le ministre peut rembourser à l'Association les frais engagés pour satisfaire à une exigence ou une demande prévue au paragraphe (1).	Frais de l'Association



Who may practise	<b>13. (1)</b> No person shall engage in or hold himself, herself or itself out as able to engage in the practice of professional forestry unless the person holds a certificate of registration issued by the Association.	<b>13. (1)</b> Nul ne doit exercer la profession de forestier ni prétendre être capable de le faire sans être titulaire d'un certificat d'inscription délivré par l'Association.	Qui peut exercer la profession
Proof of practice	(2) Proof of the performance of one act of professional forestry by a person who does not hold a certificate of registration issued by the Association is sufficient for the purposes of establishing that the person has contravened subsection (1).	(2) Pour établir qu'une personne qui n'est pas titulaire d'un certificat d'inscription délivré par l'Association a contrevenu au paragraphe (1), il suffit de prouver qu'elle a accompli un acte de la profession de forestier.	Preuve d'exercice
Membership	<b>14. (1)</b> Every person who holds a certificate of registration issued by the Association is a member, subject to the conditions or limitations to which the certificate is subject.	<b>14. (1)</b> Le titulaire d'un certificat d'inscription délivré par l'Association en est membre, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles son certificat est assujéti.	Qualité de membre
Resignation	(2) A member may resign his or her membership by filing with the Registrar a resignation in writing, together with his or her professional seal and certificate of registration.	(2) Un membre peut démissionner de l'Association en déposant sa démission par écrit auprès du registrateur, accompagnée de son sceau professionnel et de son certificat d'inscription.	Démission
Same	(3) Upon filing a resignation, the certificate of registration of the member is cancelled and the Registrar shall strike the member's name from the register.	(3) Lorsqu'un membre dépose sa démission, son certificat d'inscription est annulé et son nom est rayé du tableau par le registrateur.	Idem
Cancellation for default of fees	(4) The Registrar may cancel a certificate of registration for non-payment of any fee prescribed in the by-laws, non-payment of any assessments or other amounts owing to the Association or for failure to file a return required by the by-laws after giving the member at least two months notice of the default and intention to cancel.	(4) Le registrateur peut annuler un certificat d'inscription lorsque les droits prescrits par les règlements administratifs ou les cotisations ou autres sommes dus à l'Association n'ont pas été acquittés ou lorsqu'une déclaration exigée par les règlements administratifs n'a pas été déposée, à la condition de donner au membre un préavis d'au moins deux mois l'informant de cette omission et de son intention d'annuler le certificat.	Annulation en cas de non-acquittement des droits
Continuing jurisdiction	(5) A person whose certificate of registration is cancelled, revoked or suspended or who resigns as a member remains subject to the continuing jurisdiction of the Association in respect of a complaint, investigation or disciplinary action arising out of his or her conduct while a member.	(5) La personne dont le certificat d'inscription est annulé, révoqué ou suspendu ou le membre qui dépose sa démission continue de relever de l'autorité de l'Association en ce qui concerne les plaintes, les enquêtes ou les mesures disciplinaires découlant de sa conduite lorsqu'il était membre.	Maintien de l'autorité de l'Association
Designation	(6) Every member of the Association shall have the right to use the designation "Registered Professional Forester" and may use the initials "R.P.F." indicating that he or she is a registered professional forester unless the by-laws provide otherwise.	(6) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, tout membre de l'Association a le droit d'utiliser la désignation de «forestier professionnel inscrit» et peut utiliser les initiales «F.P.I.» pour indiquer qu'il est un forestier professionnel inscrit.	Désignation
Same, prohibition	(7) No person other than a member shall use the designation "Registered Professional Forester" or the initials "R.P.F.", or any name, title, abbreviation or description in any language implying or which may lead to the belief that the person is a registered member of the Association, including the term "Professional Forester" or the initials "P.For.".	(7) Seuls les membres peuvent utiliser la désignation de «forestier professionnel inscrit» ou les initiales «F.P.I.» ou un nom, un titre, une abréviation ou une description, dans quelque langue que ce soit, qui implique ou qui est susceptible de faire croire qu'ils sont membres inscrits de l'Association, y compris l'expression «forestier professionnel» ou les initiales «F.P.».	Interdiction
Committees	<b>15. (1)</b> The following committees are hereby established:	<b>15. (1)</b> Sont créés les comités suivants :	Comités

	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Executive Committee.</li> <li>2. Registration Committee.</li> <li>3. Complaints Committee.</li> <li>4. Discipline Committee.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le bureau.</li> <li>2. Le comité d'inscription.</li> <li>3. Le comité des plaintes.</li> <li>4. Le comité de discipline.</li> </ol>	
Appointment	(2) The Council shall appoint the members of the committees referred to in subsection (1).	(2) Le conseil nomme les membres des comités visés au paragraphe (1).	Nomination
Chair	(3) The Council shall name one member of each committee referred to in subsection (1) to chair the committee.	(3) Le conseil nomme un membre de chaque comité visé au paragraphe (1) à sa présidence.	Présidence
Other committees	(4) The Council may establish and appoint any other committees as it considers necessary.	(4) Le conseil peut créer les autres comités qu'il juge nécessaires et en nommer les membres.	Autres comités
Vacancies	(5) Subject to subsection 30 (5), where one or more vacancies occur in the membership of a committee, the members remaining in office constitute the committee so long as their number is not fewer than the quorum required in accordance with the by-laws or this Act.	(5) Sous réserve du paragraphe 30 (5), si une ou plusieurs vacances se produisent au sein d'un comité, les membres qui restent constituent le comité à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum prévu par les règlements administratifs ou par la présente loi.	Vacances
Executive Committee	<p><b>16. (1)</b> The Executive Committee shall be composed of,</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>(a) the president, vice-president and immediate past president of the Council;</li> <li>(b) one other member of the Council who shall be selected by the Council in accordance with the by-laws; and</li> <li>(c) one member of the Council appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council.</li> </ol>	<p><b>16. (1)</b> Le bureau se compose des personnes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) le président, le vice-président et le président sortant du conseil;</li> <li>b) un autre membre du conseil choisi par celui-ci conformément aux règlements administratifs;</li> <li>c) un membre du conseil qui y a été nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.</li> </ol>	Bureau
Quorum	(2) Three members of the Executive Committee constitute a quorum.	(2) Trois membres du bureau constituent le quorum.	Quorum
Function	(3) The Executive Committee shall perform such functions of the Council as are delegated to it by the Council or as are specified in the by-laws or this Act.	(3) Le bureau exerce les fonctions du conseil que celui-ci lui délègue ou que précisent les règlements administratifs ou la présente loi.	Fonctions
Exercise of Council's powers	(4) Between meetings of the Council, the Executive Committee may exercise any of the powers of the Council with respect to any matters that, in the Committee's opinion, require immediate attention, other than the power to make, amend or revoke a by-law or any standard adopted pursuant to a by-law.	(4) Entre les réunions du conseil, le bureau peut exercer les pouvoirs du conseil à l'égard de toute question qui, à son avis, requiert une attention immédiate, à l'exclusion du pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement administratif ou une norme adoptée conformément à un règlement administratif.	Exercice des pouvoirs du conseil

### PART III REGISTRATION

Application for registration	<b>17. (1)</b> A person shall send an application for a certificate of registration to the Registrar in accordance with the by-laws.
Referral to Registration Committee	(2) The Registrar shall refer all applications to the Registration Committee.

### PARTIE III INSCRIPTION

Demande d'inscription	<b>17. (1)</b> Quiconque désire obtenir un certificat d'inscription fait parvenir au registrateur une demande en ce sens conformément aux règlements administratifs.
Renvoi au comité d'inscription	(2) Le registrateur renvoie toutes les demandes au comité d'inscription.

Composition  
of Regis-  
tration  
Committee

**18.** The Registration Committee shall be composed of a minimum of five and a maximum of 10 persons of whom,

- (a) at least one is a member of the Council elected to the Council by the members of the Association;
- (b) one is a member of the Council appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council; and
- (c) the remainder may be members of the Association who are not members of the Council.

Registration

**19.** (1) The Registration Committee shall instruct the Registrar to issue a certificate to any person who submits an application in accordance with the by-laws and who meets the qualifications and requirements set out in the by-laws.

Grounds for  
refusal

(2) The Registration Committee shall instruct the Registrar not to issue a certificate of registration where, in the opinion of the Committee,

- (a) the applicant does not meet the qualifications and requirements for the issuance of the certificate set out in the by-laws;
- (b) the past conduct of the applicant affords reasonable grounds for believing that the applicant will not engage in the practice of professional forestry with honesty and integrity or in accordance with the law; or
- (c) the applicant previously held a certificate that was revoked as a result of a decision of the Discipline Committee.

Terms, etc.,  
attached

(3) Where the Registration Committee is of the opinion that a certificate of registration should be issued to an applicant with terms, conditions or limitations imposed,

- (a) the Committee may instruct the Registrar to do so if the applicant consents to the imposition of the terms, conditions or limitation; and
- (b) if the applicant does not give his or her consent, the Committee shall not instruct the Registrar to impose terms, conditions or limitations on the certificate unless notice is given to the applicant in accordance with subsection 20 (1).

Notice of  
proposal not  
to issue

**20.** (1) Where the Registration Committee proposes to instruct the Registrar,

- (a) not to issue a certificate of registration; or

**18.** Le comité d'inscription se compose d'au moins cinq et d'au plus 10 personnes, dont :

- a) au moins une personne est un membre du conseil qui y a été élu par les membres de l'Association;
- b) une personne est un membre du conseil qui y a été nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil;
- c) les autres personnes peuvent être membres de l'Association sans être membres du conseil.

Composition  
du comité  
d'inscription

**19.** (1) Le comité d'inscription enjoint au registrateur de délivrer un certificat à toute personne qui en fait la demande conformément aux règlements administratifs et qui satisfait aux exigences précisées et possède les qualités énoncées dans ceux-ci.

Inscription

(2) Le comité d'inscription enjoint au registrateur de ne pas délivrer un certificat d'inscription si le comité estime, selon le cas :

Motifs de  
refus

- a) que l'auteur de la demande ne possède pas les qualités précisées et ne satisfait pas aux exigences énoncées dans les règlements administratifs pour la délivrance d'un certificat d'inscription;
- b) que la conduite antérieure de l'auteur de la demande offre des motifs raisonnables de croire que celui-ci n'exercera pas la profession de forestier professionnel avec honnêteté et intégrité ni conformément à la loi;
- c) que l'auteur de la demande a déjà été titulaire d'un certificat qui a été révoqué par suite d'une décision du comité de discipline.

(3) Lorsqu'il est d'avis que devrait être délivré à l'auteur d'une demande un certificat d'inscription assorti de conditions ou de restrictions :

Conditions  
ou restric-  
tions

- a) le comité d'inscription peut enjoindre au registrateur de le faire, si l'auteur de la demande consent aux conditions ou restrictions;
- b) si l'auteur de la demande n'y consent pas, le comité ne doit pas enjoindre au registrateur d'assortir le certificat de conditions ou de restrictions à moins qu'un avis ne soit remis à l'auteur de la demande conformément au paragraphe 20 (1).

**20.** (1) Le registrateur signifie d'abord à l'auteur de la demande un avis de l'intention du comité d'inscription, accompagné des motifs écrits, si ce dernier a l'intention d'enjoindre au registrateur :

Avis  
d'intention  
de refuser un  
certificat



	(b) to impose terms, conditions or limitations to which the applicant has not consented on a certificate of registration,	a) soit de ne pas délivrer un certificat d'inscription;	
	the Registrar shall first serve notice of the proposal, with written reasons for it, on the applicant.	b) soit d'assortir un certificat d'inscription de conditions ou de restrictions auxquelles n'a pas consenti l'auteur de la demande.	
Exception	(2) Subsection (1) does not apply where the Committee instructs the Registrar not to issue a certificate under clause 19 (2) (c).	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le comité enjoint au registrateur, aux termes de l'alinéa 19 (2) c), de ne pas délivrer un certificat.	Exception
Contents of notice	(3) A notice under subsection (1) shall state that the applicant may request, in accordance with subsection (4), that the Registration Committee reconsider its decision.	(3) L'avis prévu au paragraphe (1) indique que l'auteur de la demande peut demander, conformément au paragraphe (4), que le comité d'inscription réexamine sa décision.	Teneur de l'avis
Request for reconsideration	(4) The request for a reconsideration must be,  (a) in writing;  (b) served on the Registrar within 60 days after the notice under subsection (1) is served on the applicant; and  (c) accompanied by the fee prescribed by the by-laws for the purpose.	(4) La demande de réexamen remplit les conditions suivantes :  a) elle est présentée par écrit;  b) elle est signifiée au registrateur dans les 60 jours qui suivent la signification à l'auteur de la demande de l'avis prévu au paragraphe (1);  c) elle est accompagnée des droits prescrits à cette fin par les règlements administratifs.	Demande de réexamen
Submissions	(5) The request for a reconsideration may be accompanied by written submissions.	(5) La demande de réexamen peut être accompagnée d'observations écrites.	Observations
Power of Registrar where no reconsideration	(6) Where the applicant does not make a request under subsection (4), the Registrar shall carry out the proposal stated in the notice under subsection (1).	(6) Si l'auteur de la demande ne demande pas le réexamen visé au paragraphe (4), le registrateur donne suite à l'intention indiquée dans l'avis prévu au paragraphe (1).	Pouvoir du registrateur en l'absence de réexamen
Same	(7) Where the Registrar imposes terms, conditions or limitations on a certificate of registration under subsection (6), the member may not apply under section 22 for the removal or modification of the terms, conditions or limitations earlier than one year from the date that the Registration Committee instructed the Registrar to impose the terms, conditions or limitations.	(7) Si le registrateur assortit le certificat d'inscription de conditions ou de restrictions aux termes du paragraphe (6), le membre ne peut présenter la demande de suppression ou de modification des conditions ou des restrictions prévue à l'article 22 moins d'un an après la date à laquelle le comité d'inscription a enjoint au registrateur d'assortir le certificat de ces conditions ou restrictions.	Idem
Exception	(8) Despite subsection (7), a member may make an application under section 22 before the end of the one year period with the consent of the Registration Committee.	(8) Malgré le paragraphe (7), le membre peut présenter la demande prévue à l'article 22 avant l'expiration de la période d'un an si le comité d'inscription y consent.	Exception
Reconsideration by Registration Committee	<b>21.</b> (1) Where the applicant makes a requests in accordance with subsection 20 (4), the Registration Committee shall conduct a reconsideration of its decision.	<b>21.</b> (1) Si l'auteur de la demande présente une demande conformément au paragraphe 20 (4), le comité d'inscription réexamine sa décision.	Réexamen par le comité d'inscription
Exception	(2) Despite subsection (1), the Registration Committee may refuse to conduct a reconsideration of its decision if, in its opinion, the request made under subsection 20 (4) is frivolous, vexatious or an abuse of process.	(2) Malgré le paragraphe (1), le comité d'inscription peut refuser de réexaminer sa décision s'il est d'avis que la demande visée au paragraphe 20 (4) est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.	Exception
Extension of time	(3) The Registration Committee may extend the time for making a request under clause 20 (4) (b) where it is satisfied that there	(3) Le comité d'inscription peut proroger le délai pour présenter une demande aux termes de l'alinéa 20 (4) b) s'il est convaincu que la	Prorogation du délai

are apparent grounds for granting relief and that there are reasonable grounds for applying for the extension.

demande semble fondée à première vue et qu'il existe des motifs raisonnables pour demander la prorogation.

Same (4) The Registration Committee may give the directions that it considers appropriate consequent on the extension. Idem (4) Le comité d'inscription peut donner les directives qu'il juge appropriées par suite de la prorogation.

Same (5) Directions may be given under subsection (4) to the applicant, to the Registrar or to both, either before or after the Registration Committee has conducted the reconsideration of its decision. Idem (5) Des directives peuvent être données en vertu du paragraphe (4) à l'auteur de la demande ou au registrateur, ou aux deux, soit avant ou après le réexamen de sa décision par le comité d'inscription.

Same (6) Directions that may be given to the Registrar under subsection (4) include but are not limited to directions to do one or more of the following: Idem (6) Les directives qui peuvent être données au registrateur en vertu du paragraphe (4) comprennent notamment les directives suivantes :

1. Remove specified terms, conditions or limitations on a certificate of registration issued under subsection 20 (6).
2. Impose specified terms, conditions or limitations on a certificate of registration issued under subsection 20 (6).
3. Revoke a certificate of registration issued under subsection 20 (6).
4. Permit the member to make an application under section 22 before the end of the one year period referred to in subsection 20 (7).
1. Supprimer des conditions ou des restrictions précisées dont est assorti un certificat d'inscription délivré aux termes du paragraphe 20 (6).
2. Assortir de conditions ou de restrictions précisées un certificat d'inscription délivré aux termes du paragraphe 20 (6).
3. Révoquer un certificat d'inscription délivré aux termes du paragraphe 20 (6).
4. Permettre au membre de présenter une demande en vertu de l'article 22 avant l'expiration de la période d'un an mentionnée au paragraphe 20 (7).

Examination of documents, submissions (7) The Registration Committee shall ensure that the person who requests a reconsideration is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider during the reconsideration of its decision. Examen des documents et observations (7) Le comité d'inscription veille à ce que la personne qui demande le réexamen ait l'occasion d'examiner tout document que le comité a l'intention d'étudier au cours du réexamen de sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de celui-ci.

No hearing, etc. (8) Before making a decision or giving a direction under this section, the Registration Committee need not hold a hearing and, except as provided by section 20 and this section, need not afford to any person an opportunity to make oral or written submissions. Aucune audience (8) Avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article, le comité d'inscription n'est pas obligé de tenir d'audience ni, sous réserve de l'article 20 et du présent article, d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites.

Orders (9) After considering the request made under subsection 20 (4), the submissions and any document that the Committee considers relevant, the Registration Committee may make an order doing one or more of the following: Ordonnances (9) Après étude de la demande visée au paragraphe 20 (4), des observations et de tout document qu'il estime pertinent, le comité d'inscription peut, par ordonnance :

1. Directing the Registrar to issue a certificate of registration.
2. Directing the Registrar to issue a certificate of registration if the applicant fulfils requirements specified in the by-laws for the issuance of the certificate.
1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription.
2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription si l'auteur de la demande satisfait aux exigences précisées dans les règlements administratifs pour la délivrance d'un tel certificat.

	<p>3. Directing the Registrar to issue a certificate of registration subject to specified terms, conditions or limitations.</p> <p>4. Directing the Registrar not to issue a certificate of registration.</p>	<p>3. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription assorti de conditions ou de restrictions précisées.</p> <p>4. Enjoindre au registrateur de ne pas délivrer un certificat d'inscription.</p>	
Same	(10) Where the Registration Committee makes an order under paragraph 3 of subsection (9), the person who requested the reconsideration may not apply under section 22 for the removal or modification of the terms, conditions or limitations earlier than one year from the date of the order.	(10) Si le comité d'inscription prend une ordonnance en vertu de la disposition 3 du paragraphe (9), la personne qui a demandé le réexamen ne peut présenter la demande de suppression ou de modification des conditions ou des restrictions prévue à l'article 22 moins d'un an après la date de l'ordonnance.	Idem
Exception	(11) Despite subsection (10), the person referred to in that subsection may make an application under section 22 before the end of the one year period with the consent of the Registration Committee.	(11) Malgré le paragraphe (10), la personne visée à ce paragraphe peut présenter la demande prévue à l'article 22 avant l'expiration de la période d'un an si le comité d'inscription y consent.	Exception
Order to return fee	(12) The Registration Committee may order that the fee paid under subsection 20 (4) be returned to the person who requested a reconsideration of its decision where, in the opinion of the Committee, to do so would be appropriate in all the circumstances.	(12) Le comité d'inscription peut ordonner que les droits acquittés aux termes du paragraphe 20 (4) soient remboursés à la personne qui a demandé le réexamen de sa décision s'il est d'avis que cela serait approprié dans les circonstances.	Remboursement des droits
Service of decision on parties	(13) The Registration Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve the person who requested the reconsideration with a copy.	(13) Le comité d'inscription remet la décision qu'il rend en vertu du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à la personne qui a demandé le réexamen.	Signification de la décision
Application for variation	<b>22.</b> (1) Subject to subsections 19 (3), 20 (7), 21 (11) and to subsection (8), a member may apply to the Registration Committee for an order directing the Registrar to remove or modify any term, condition or limitation imposed by the Committee on his or her certificate of registration.	<b>22.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (8) et des paragraphes 19 (3), 20 (7) et 21 (11), un membre peut demander au comité d'inscription de prendre une ordonnance enjoignant au registrateur de supprimer ou de modifier toute condition ou restriction dont le comité a assorti son certificat d'inscription.	Demande de modification
Same	<p>(2) The application must be,</p> <p>(a) in writing; and</p> <p>(b) accompanied by the fee prescribed for the purpose by the by-laws.</p>	<p>(2) La demande remplit les conditions suivantes :</p> <p>a) elle est présentée par écrit;</p> <p>b) elle est accompagnée des droits prescrits à cette fin par les règlements administratifs.</p>	Idem
Submissions	(3) The application may be accompanied by written submissions.	(3) La demande peut être accompagnée d'observations écrites.	Observations
Examination of documents, submissions	(4) The Registration Committee shall ensure that the applicant is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the application.	(4) Le comité d'inscription veille à ce que l'auteur de la demande ait l'occasion d'examiner tout document que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de celui-ci.	Examen des documents et observations
No hearing	(5) Before making a decision or giving a direction under this section, the Registration Committee need not hold a hearing and, except as provided by this section, need not afford to any person an opportunity to make oral or written submissions.	(5) Avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article, le comité d'inscription n'est pas obligé de tenir d'audience ni, sous réserve du présent article, d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites.	Aucune audience



Orders	<p>(6) After considering the application, the submissions and any document that the Committee considers relevant, the Registration Committee may make an order doing one or more of the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Refusing the application.</li> <li>2. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation imposed on the certificate of registration.</li> <li>3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on the certificate of registration.</li> </ol>	<p>(6) Après étude de la demande, des observations et de tout document qu'il estime pertinent, le comité d'inscription peut, par ordonnance :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Refuser la demande.</li> <li>2. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat d'inscription.</li> <li>3. Enjoindre au registrateur d'assortir le certificat d'inscription de conditions ou de restrictions précisées.</li> </ol>	Ordonnances
Limitations on application	<p>(7) The Registration Committee, in disposing of an application under this section, may fix a period of not longer than six months during which the applicant may not make another application under subsection (1).</p>	<p>(7) Lorsqu'il statue sur une demande présentée en vertu du présent article, le comité d'inscription peut fixer un délai maximal de six mois dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de nouveau la demande prévue au paragraphe (1).</p>	Restrictions relatives aux demandes
Order to return fee	<p>(8) The Registration Committee may order that the fee paid under subsection (2) be returned to the applicant where, in the opinion of the Committee, to do so would be appropriate in all the circumstances.</p>	<p>(8) Le comité d'inscription peut ordonner que les droits acquittés aux termes du paragraphe (2) soient remboursés à l'auteur de la demande s'il est d'avis que cela serait approprié dans les circonstances.</p>	Remboursement des droits
Service of decision on applicant	<p>(9) The Registration Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve the applicant with a copy.</p>	<p>(9) Le comité d'inscription remet la décision qu'il rend en vertu du présent article par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à l'auteur de la demande.</p>	Signification de la décision
Register	<p><b>23.</b> (1) The Registrar shall maintain a register in which is entered,</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>(a) the name of every member and the class of certificate of registration held by the member and any certificates of additional qualifications that the member holds;</li> <li>(b) any designation of a member as a specialist and any withdrawal of recognition of the member's specialist status;</li> <li>(c) any terms, conditions or limitations imposed on a certificate of registration;</li> <li>(d) a notation of any revocation, suspension or cancellation of a certificate of registration;</li> <li>(e) the fact and amount of a fine imposed by the Discipline Committee and the fact of a reprimand of the Discipline Committee, unless the Discipline Committee directs that no entry be made;</li> <li>(f) where an entry results from a decision of a committee, the name of the committee that made the decision and any finding of the committee resulting in the entry;</li> <li>(g) the date of the decision or order that results in an entry under this subsection; and</li> </ol>	<p><b>23.</b> (1) Le registrateur tient un tableau où sont inscrits :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) le nom de chaque membre, la catégorie du certificat d'inscription dont il est titulaire et tout autre certificat de compétence dont il est également titulaire;</li> <li>b) la désignation de spécialiste d'un membre, ainsi que l'annulation de la reconnaissance de sa qualité de spécialiste;</li> <li>c) les conditions ou les restrictions dont est assorti un certificat d'inscription;</li> <li>d) l'indication de toute révocation, suspension ou annulation d'un certificat d'inscription;</li> <li>e) les amendes, y compris leur montant, imposées par le comité de discipline, ainsi que les réprimandes de sa part, sauf indication contraire du comité;</li> <li>f) si l'inscription fait suite à une décision d'un comité, le nom du comité et les conclusions de celui-ci qui ont entraîné l'inscription;</li> <li>g) la date de la décision ou de l'ordonnance donnant lieu à l'inscription prévue au présent paragraphe;</li> </ol>	Tableau

	(h) any other information authorized or prescribed to be entered by the by-laws.	h) tous les autres renseignements dont l'inscription est autorisée ou prescrite par les règlements administratifs.	
Directory	(2) The Registrar shall maintain a directory in which is entered the name, address, telephone number and employer of each member of the Association.	(2) Le registrateur dresse un répertoire où sont inscrits les nom, adresse, numéro de téléphone et employeur de chaque membre de l'Association.	Répertoire
Inspection	(3) Any person has the right, during normal business hours, to inspect the register and directory maintained by the Registrar unless the Registrar believes that it would jeopardize the safety of any person.	(3) Toute personne a le droit de consulter, pendant les heures de bureau, le tableau et le répertoire dressés par le registrateur, sauf si ce dernier estime que cela aurait pour effet de mettre en danger la sécurité de quiconque.	Consultation
Form of register and directory	(4) The Registrar may maintain the register and directory mentioned in subsections (1) and (2) in a written form or in any electronic or other medium that provides a visual display of recorded information.	(4) Le registrateur peut dresser le tableau et le répertoire mentionnés aux paragraphes (1) et (2) sous forme manuscrite ou selon un moyen électronique ou autre qui permette de visualiser les renseignements qui y figurent.	Forme du tableau et du répertoire
Copies	(5) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any part of the register or directory referred to in subsection (1) and (2) respectively.	(5) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de toute partie du tableau ou répertoire mentionné aux paragraphes (1) et (2) respectivement.	Copies
Suspension for failure to pay fees	<b>24.</b> (1) The Registrar may suspend a member's certificate of registration for, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) failure to pay a fee or penalty prescribed by the by-laws; or</li> <li>(b) failure to provide information required by the by-laws.</li> </ul>	<b>24.</b> (1) Le registrateur peut suspendre le certificat d'inscription d'un membre pour l'un ou l'autre des motifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) défaut de paiement de droits ou de pénalités prescrits par les règlements administratifs;</li> <li>b) défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs.</li> </ul>	Suspension en cas de non-acquittement des droits
Same	(2) The Registrar shall not suspend a certificate of registration without first giving the member two-months notice of the default and intention to suspend.	(2) Le registrateur ne peut suspendre le certificat d'inscription d'un membre sans d'abord lui donner un préavis de deux mois du défaut et de son intention.	Idem
Reinstatement	(3) A person whose certificate of registration was suspended by the Registrar under subsection (1) is entitled to have the suspension removed on payment of the fees and penalties prescribed by the by-laws or on provision of the information required by the by-laws, as the case may be.	(3) La personne dont le certificat d'inscription a été suspendu par le registrateur en vertu du paragraphe (1) peut faire annuler la suspension en acquittant les droits et pénalités prescrits par les règlements administratifs ou en fournissant les renseignements exigés par eux, selon le cas.	Remise en vigueur

#### PART IV COMPLAINTS COMMITTEE

Composition of Complaints Committee	<b>25.</b> (1) The Complaints Committee shall be composed of not fewer than three and not more than 10 persons, of whom, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) at least one is a member of the Council appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council;</li> <li>(b) at least one, but not the majority of the Committee members other than those appointed under clause (a), are members of the Council appointed to the Council by the members of the Association; and</li> </ul>
-------------------------------------	---

#### PARTIE IV COMITÉ DES PLAINTES

Composition du comité des plaintes	<b>25.</b> (1) Le comité des plaintes se compose d'au moins trois et d'au plus 10 personnes, dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au moins une personne est un membre du conseil qui y a été nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil;</li> <li>b) au moins une personne, mais non la majorité des membres du comité autres que ceux nommés aux termes de l'alinéa a), est un membre du conseil qui y a été nommé par les membres de l'Association;</li> </ul>
------------------------------------	---

	(c) the remainder are members of the Association who are not members of the Council.	c) les autres personnes sont membres de l'Association sans être membres du conseil.	
Quorum	(2) Three members of the Complaints Committee constitute a quorum.	(2) Trois membres du comité des plaintes constituent le quorum.	Quorum
Duties of Complaints Committee	26. (1) The Complaints Committee shall consider and investigate complaints regarding the conduct or actions of a member made by,	26. (1) Le comité des plaintes étudie toute plainte se rapportant à la conduite ou aux actes d'un membre qui est déposée par l'une ou l'autre des personnes suivantes et fait enquête sur elle :	Fonctions du comité des plaintes
	(a) a member of the public;	a) un membre du public;	
	(b) a member of the Association;	b) un membre de l'Association;	
	(c) the Registrar;	c) le registrateur;	
	(d) the Minister.	d) le ministre.	
Refusal to investigate and consider complaint	(2) Despite subsection (1), the Complaints Committee shall refuse to consider and investigate a complaint if, in its opinion,	(2) Malgré le paragraphe (1), le comité des plaintes refuse d'étudier une plainte et de faire enquête sur elle s'il est d'avis :	Refus d'étudier une plainte et de faire enquête
	(a) the complaint does not relate to professional misconduct, unskilled practice or incapacity on the part of a member; or	a) que la plainte ne porte pas sur une faute professionnelle de la part d'un membre ou sur l'incompétence dans l'exercice de la foresterie ou l'incapacité d'un membre;	
	(b) the complaint is frivolous, vexatious or an abuse of process.	b) que la plainte est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.	
Procedural requirements	(3) No action shall be taken by the Complaints Committee under subsection (5) unless,	(3) Le comité des plaintes ne doit prendre aucune des mesures prévues au paragraphe (5) à moins que les conditions suivantes soient réunies :	Exigences procédurales
	(a) a complaint in a format required by the by-laws has been filed with the Registrar;	a) une plainte a été déposée auprès du registrateur sous la forme exigée par les règlements administratifs;	
	(b) the member whose conduct or actions are being investigated has been notified of the complaint and given at least 30 days in which to submit in writing to the Committee any explanations or representations the member may wish to make concerning the matter; and	b) le membre dont la conduite ou les actes font l'objet de l'enquête a été avisé de la plainte et a bénéficié d'au moins 30 jours pour présenter par écrit au comité des explications ou des observations sur la question;	
	(c) the Committee has examined or has made a reasonable effort to examine the information and documents that the Committee believes are relevant to the complaint.	c) le comité a examiné ou fait des efforts raisonnables pour examiner les renseignements et documents qu'il estime pertinents.	
Same	(4) Notice of a complaint under clause (3) (b) shall include reasonable particulars about any allegations contained in the complaint.	(4) L'avis de plainte qui est donné aux termes de l'alinéa (3) b) comprend des précisions suffisantes sur toute allégation que renferme la plainte.	Idem
Direction	(5) The Complaints Committee in accordance with the information it receives may,	(5) À la lumière des renseignements qu'il reçoit, le comité des plaintes peut, selon le cas :	Mesures pouvant être prises par le comité de discipline
	(a) direct that the matter be referred, in whole or in part, to the Discipline Committee;	a) ordonner que la question soit renvoyée, en tout ou en partie, au comité de discipline;	



- (b) direct that the matter not be referred under clause (a);
- (c) require the person complained against to appear before the Complaints Committee to be cautioned or admonished;
- (d) require the person to undergo remedial action or educational programs to prevent a recurrence of the complaint; or
- (e) take such action as it considers appropriate in the circumstances and that is not inconsistent with this Act or the by-laws.

- b) ordonner que la question ne soit pas renvoyée aux termes de l'alinéa a);
- c) exiger de la personne qui fait l'objet de la plainte qu'elle se présente devant lui pour recevoir un avertissement ou une réprimande;
- d) exiger que la personne se soumette à des mesures correctives ou participe à des programmes d'enseignement pour éviter qu'une nouvelle plainte soit déposée;
- e) prendre les mesures qu'il juge appropriées dans les circonstances et qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi ou les règlements administratifs.

Same (6) The Complaints Committee shall give its decision in writing to the Registrar for the purposes of subsection (7) and, except where the decision is made under clause (5) (a), its reasons for the decision.

(6) Le comité des plaintes remet sa décision par écrit au registrateur pour l'application du paragraphe (7). Il lui remet également les motifs de sa décision, sauf si celle-ci a été rendue en vertu de l'alinéa (5) a).

Idem

Notice (7) The Registrar shall provide the complainant and the person complained against with a copy of the written decision made by the Complaints Committee and its reasons for the decision, if any.

(7) Le registrateur donne au plaignant et à la personne qui fait l'objet de la plainte une copie de la décision écrite du comité des plaintes et, le cas échéant, des motifs de la décision.

Avis

No hearing (8) Before making a decision or giving a direction under this section, the Complaints Committee need not hold a hearing and, except as provided by this section, it need not afford to any person an opportunity to make oral or written submissions.

(8) Avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article, le comité des plaintes n'est pas obligé de tenir d'audience ni, sous réserve du présent article, d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites.

Aucune audience

Timely disposal (9) The Complaints Committee shall use its best efforts to dispose of a complaint within 120 days of it being filed with the Registrar, although failing to do so does not affect the validity of the decision or direction of the Committee.

(9) Le comité des plaintes fait tous les efforts possibles pour statuer sur une plainte dans les 120 jours qui suivent son dépôt auprès du registrateur, mais le fait qu'il n'y parvienne pas n'a pas pour effet d'invalider la décision ou la directive du comité.

Délai pour statuer sur la plainte

#### PART V DISCIPLINE COMMITTEE

#### PARTIE V COMITÉ DE DISCIPLINE

Composition 27. (1) The Discipline Committee shall be composed of six persons of whom,

27. (1) Le comité de discipline se compose de six personnes, dont :

Composition

- (a) at least one is a member of the Council appointed to the Council by the Lieutenant Governor in Council;
- (b) at least one and no more than two are members of the Council elected to the Council by the members of the Association; and
- (c) the remainder are members of the Association who are not members of the Council.

- a) au moins une personne est un membre du conseil qui y a été nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil;
- b) au moins une et au plus deux personnes sont des membres du conseil qui y ont été élus par les membres de l'Association;
- c) les autres personnes sont membres de l'Association sans être membres du conseil.

Quorum (2) Three members of the Discipline Committee constitute a quorum.

(2) Trois membres du comité de discipline constituent le quorum.

Quorum

Reference by Executive Committee 28. (1) The Executive Committee may direct the Discipline Committee to hold a

28. (1) Le bureau peut enjoindre au comité de discipline de tenir une audience et de sta-

Renvoi par le bureau

hearing and determine any allegation of incapacity, professional misconduct or unskilled practice of forestry on the part of a member.

tuer sur toute allégation d'incapacité, de faute professionnelle ou d'incompétence dans l'exercice de la foresterie à l'endroit d'un membre.

Duties of  
Discipline  
Committee

(2) The Discipline Committee shall,

(2) Le comité de discipline fait ce qui suit :

Fonctions du  
comité de  
discipline

(a) when so directed by the Executive Committee under subsection (1) or by the Complaints Committee under clause 26 (5) (a), hear and determine allegations of incapacity, professional misconduct or unskilled practice of forestry against a member;

a) si le bureau ou le comité des plaintes lui en donne l'ordre en vertu du paragraphe (1) ou de l'alinéa 26 (5) a) respectivement, il entend et tranche les allégations d'incapacité, de faute professionnelle ou d'incompétence dans l'exercice de la foresterie à l'endroit du membre;

(b) hear and determine matters referred to it under subsection 45 (5); and

b) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes du paragraphe 45 (5);

(c) perform such other duties as are assigned to it by the Council.

c) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.

Parties

**29.** The Association and the member whose conduct is being investigated are parties to the proceedings before the Discipline Committee.

**29.** L'Association et le membre dont la conduite fait l'objet d'une enquête sont parties à l'instance devant le comité de discipline.

Parties

Panels

**30. (1)** The Discipline Committee may sit in two panels simultaneously so long as a quorum of the Committee is present in each panel.

**30. (1)** Le comité de discipline peut siéger simultanément en deux sous-comités si le quorum de ce comité est atteint dans chacun d'eux.

Sous-comités

Assignment  
of panels

(2) The person chairing the Discipline Committee shall assign the members of the Committee to its panels and may change an assignment at any time.

(2) Le président du comité de discipline affecte les membres du comité aux sous-comités et peut en tout temps changer les affectations.

Affectation

Eligibility to  
sit on panel

(3) Members of the Discipline Committee holding a hearing shall not have taken part before the hearing in any investigation or consideration of the subject matter of the hearing other than as a member of the Executive Committee considering the referral of the matter to the Discipline Committee or at a previous hearing of the Committee.

(3) Les membres du comité de discipline qui participent à une audience ne doivent pas avoir pris part, avant l'audience, à une enquête ou à un examen portant sur l'objet de l'audience, si ce n'est à titre de membre du bureau étudiant le renvoi de la question au comité de discipline ou au cours d'une audience antérieure du comité.

Droit de  
siéger aux  
audiences

Expiry of  
term of office  
during  
proceeding

(4) Where a proceeding is commenced before the Discipline Committee and the term of office on the Council or on the Committee of a person sitting for the hearing expires or is terminated, other than for cause, before the proceeding has been disposed of but after evidence has been heard, the person shall be deemed, for the purposes of dealing with that matter, to remain a member of the panel until the final disposition of the matter.

(4) Lorsqu'une instance est introduite devant le comité de discipline et que le mandat, au sein du conseil ou du comité, d'une personne qui siège à l'audience arrive à expiration ou prend fin pour un motif autre qu'un motif valable avant que l'objet de l'instance soit réglé, mais après que la preuve a été entendue, cette personne est réputée, aux fins du règlement de la question, être toujours membre du sous-comité jusqu'à ce que la question soit tranchée de façon définitive.

Expiration  
du mandat  
des membres  
pendant  
l'instance

Incapacity of  
member  
during  
proceeding

(5) Where the Discipline Committee commences a hearing and any member of the Committee becomes unable to continue to act, the remaining members may complete the hearing despite the absence of the member and may render a decision as effectually as if all members of the Committee were present throughout the hearing, despite the absence of a quorum of the Committee.

(5) En cas d'empêchement d'un membre après le début de l'audience du comité de discipline, les membres restants peuvent mener l'audience à bonne fin malgré l'absence de ce membre et peuvent rendre une décision qui produit les mêmes effets que si tous les membres du comité avaient été présents pendant la durée de l'audience, bien que le quorum n'ait pas été atteint.

Empêchement d'un  
membre  
pendant  
l'instance

Non-com-  
munication  
by panel  
members

**31. (1)** Members of the Discipline Committee shall not communicate directly or indirectly in relation to the subject-matter of the hearing with any person or with any party or any party's representative except upon notice to and opportunity for all parties to participate.

**31. (1)** Les membres du comité de discipline ne doivent pas communiquer, directement ou indirectement, avec qui que ce soit, notamment les parties ou leurs représentants, au sujet de l'objet de l'audience, sauf si toutes les parties en sont avisées et ont l'occasion de participer.

Interdiction  
aux membres  
de communi-  
quer

Exception,  
legal advice

(2) Despite subsection (1), the Discipline Committee may seek legal advice from, and communicate with, an adviser independent from the parties and, if it does so, the nature of the advice shall be made known to the parties in order that they may make submissions as to the advice.

(2) Malgré le paragraphe (1), le comité de discipline peut demander des conseils juridiques à un conseiller indépendant des parties et communiquer avec lui et, dans ce cas, la nature des conseils est communiquée aux parties pour qu'elles puissent présenter des observations à leur sujet.

Exception :  
conseils  
juridiques

Hearings to  
be public

**32. (1)** A hearing of the Discipline Committee shall, subject to subsection (2), be open to the public.

**32. (1)** Sous réserve du paragraphe (2), les audiences du comité de discipline sont publiques.

Audiences  
publiques

Exclusion of  
public

(2) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing or any part of a hearing if the Committee is satisfied that,

(2) Le comité de discipline peut prendre une ordonnance portant qu'une audience ou une partie d'audience doit se tenir à huis clos s'il est convaincu que, selon le cas :

Audience à  
huis clos

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced; or
- (d) the safety of a person may be jeopardized.

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise.

Same

(3) The Discipline Committee may make an order that the public be excluded from a hearing while it receives evidence or submissions or deliberates whether to exclude the public from all or part of a hearing under subsection (2).

(3) Le comité de discipline peut prendre une ordonnance portant qu'une audience doit se tenir à huis clos pendant la présentation d'éléments de preuve ou d'observations ou les délibérations sur la question de savoir s'il doit tenir une audience ou une partie d'audience à huis clos aux termes du paragraphe (2).

Idem

Publication  
of name of  
member  
prohibited

(4) No person shall publish by any means the name of a member who is a party to a hearing by the Discipline Committee or any information which could reasonably serve to identify the member unless the member consents to such publication.

(4) Nul ne doit publier par quelque moyen que ce soit le nom d'un membre qui est partie à une audience du comité de discipline ou un renseignement qui pourrait raisonnablement servir à l'identifier, à moins que le membre en question n'y consente.

Publication  
interdite

Orders pre-  
venting pub-  
lic disclosure

(5) In any situation in which an order may be made under subsection (2) or (3), the Discipline Committee may make orders it considers necessary to prevent the public disclosure of information disclosed at the hearing, other than the information referred to in subsection (4), and may for such purpose make an order banning the publication or broadcasting of that information.

(5) Dans les cas où il peut prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (2) ou (3), le comité de discipline peut prendre les ordonnances qu'il estime nécessaires pour empêcher la divulgation publique des renseignements dont il a été fait état lors de l'audience, autres que les renseignements mentionnés au paragraphe (4), et il peut à cette fin interdire par ordonnance la publication ou la radiodiffusion de ces renseignements.

Ordonnances  
interdisant la  
divulgence



Exception	(6) Despite subsection (4), the Registrar may notify any person who, in the Registrar's opinion, is interested in a Discipline Committee hearing of the time and place of the hearing and, in so doing, may identify the member.	(6) Malgré le paragraphe (4), le registra- teur peut aviser quiconque est, à son avis, tou- ché par l'audience du comité de discipline des date, heure et lieu de l'audience et, ce faisant, peut identifier le membre.	Exception
Same	(7) Despite subsection (4), once a hearing is completed, the name of a member, or any information identifying the member may be published if the decision of the Discipline Committee is one that is required to be entered in the register under subsection 23 (1).	(7) Malgré le paragraphe (4), après la fin de l'audience, le nom d'un membre ou tout renseignement servant à l'identifier peut être publié si la décision du comité de discipline doit être inscrite au tableau aux termes du paragraphe 23 (1).	Idem
Photos and recordings prohibited	(8) No person shall take or attempt to take a photograph, motion picture, audio or video recording or other record capable of producing an aural or visual reproduction by electronic or other means at a hearing of the Discipline Committee unless authorized by the Committee.	(8) Nul ne doit prendre des photographies ou des films, ni faire des enregistrements sur bande sonore ou vidéo ou sur un autre support, notamment électronique, capable de repro- duire quoi que ce soit sous forme sonore ou visuelle, ou tenter de le faire, aux audiences du comité de discipline, si ce n'est avec l'au- torisation du comité.	Photos et en- registrements interdits
Exception	(9) Subsection (8) does not apply to a person unobtrusively making handwritten notes or sketches at a hearing of the Discipline Committee.	(9) Le paragraphe (8) ne s'applique pas à une personne qui, discrètement, prend des notes à la main ou fait des croquis à une audience du comité de discipline.	Exception
Findings of fact	<b>33.</b> The findings of fact of the Discipline Committee pursuant to a hearing shall be based exclusively on evidence admissible or matters that may be noticed under sections 15, 15.1, 15.2 and 16 of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> .	<b>33.</b> Lors d'une audience, le comité de dis- cipline fonde ses conclusions de fait unique- ment sur la preuve qui est admissible ou sur ce dont il peut prendre connaissance en vertu des articles 15, 15.1, 15.2 et 16 de la <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> .	Conclusions de fait
Examination of documentary evidence	<b>34.</b> (1) A party to a hearing before the Discipline Committee shall be afforded an opportunity to examine before the hearing any written or documentary evidence that will be produced or any report the contents of which will be given in evidence at the hearing.	<b>34.</b> (1) Les parties à une audience du co- mité de discipline ont l'occasion d'examiner, avant l'audience, les témoignages écrits ou la preuve documentaire qui y seront produits ou les rapports dont le contenu y sera présenté en preuve.	Examen de la preuve do- cumentaire
Rules concerning disclosure	(2) The Discipline Committee may make rules under section 25.1 of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> respecting the disclosure of evidence.	(2) Le comité de discipline peut adopter des règles portant sur la divulgation de la preuve en vertu de l'article 25.1 de la <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> .	Règles sur la divulgestion
Delivery of expert witness report	<b>35.</b> A party to a hearing before the Discipline Committee who intends to call an expert witness at the hearing shall, at least 10 days before the commencement of the hearing, deliver to the other party a report, signed by the expert, setting out his or her name, address and qualifications and the substance of his or her proposed testimony.	<b>35.</b> Les parties à une audience du comité de discipline qui ont l'intention d'appeler un expert à l'audience se remettent mutuelle- ment, au moins 10 jours avant le début de l'audience, un rapport portant la signature de l'expert et indiquant ses nom, adresse et quali- tés, ainsi que la teneur du témoignage prévu.	Rapport de l'expert
Non-compliance with disclosure requirements	<b>36.</b> (1) If a party fails to comply with subsection 34 (1), section 35 or with any rule made under subsection 34 (2), the Discipline Committee shall not admit the evidence in question or allow the expert to testify at the hearing unless,	<b>36.</b> (1) Si une partie ne se conforme pas au paragraphe 34 (1), à l'article 35 ou aux règles adoptées en vertu du paragraphe 34 (2), le comité de discipline ne doit pas admettre les éléments de preuve en question ni permet- tre à l'expert de témoigner à l'audience, sauf dans les cas suivants :	Irrecevabilité de la preuve
	(a) the other parties to the hearing consent to the evidence being admitted;	a) les autres parties à l'audience y consen- tent;	

	<p>(b) the evidence is necessary in order to rebut evidence previously presented at the hearing; or</p> <p>(c) the Committee believes the evidence is necessary in order to make a fair determination in the matter before it.</p>	<p>b) les éléments de preuve sont nécessaires aux fins de réfutation de la preuve préalablement présentée à l'audience;</p> <p>c) le comité estime que la production des éléments de preuve est nécessaire pour pouvoir rendre une décision juste à l'égard de la question dont il est saisi.</p>	
Costs	(2) If a party fails to comply with subsection 34 (1), section 35 or with a rule made under subsection 34 (2), the Committee may order that party to pay costs to the other party.	(2) Le comité de discipline peut ordonner à la partie qui ne se conforme pas au paragraphe 34 (1), à l'article 35 ou aux règles adoptées en vertu du paragraphe 34 (2) de rembourser ses frais à l'autre partie.	Frais
Recording of oral evidence	<b>37.</b> The oral evidence taken before the Discipline Committee shall be recorded and, if a request is made, copies of a transcript of the oral evidence shall be furnished upon the same terms as in the Ontario Court (General Division).	<b>37.</b> Les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline sont consignés et des copies de leur transcription sont fournies sur demande aux mêmes conditions qu'à la Cour de l'Ontario (Division générale).	Consignation des témoignages oraux
Release of documentary evidence	<b>38.</b> Documents and things put in evidence at a hearing shall, upon the request of the person who produced them, be released to the person within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.	<b>38.</b> Les documents et choses produits en preuve à une audience sont remis sur demande à la personne qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.	Remise de la preuve documentaire
Control of procedure	<b>39.</b> (1) The Discipline Committee may determine its own practice and procedure in relation to hearings and may make rules under section 25.1 of the <i>Statutory Powers Procedure Act</i> governing such practice and procedure and the exercise of its powers in relation thereto that are not inconsistent with this Act.	<b>39.</b> (1) Le comité de discipline peut établir la pratique et la procédure applicables à ses audiences et adopter, en vertu de l'article 25.1 de la <i>Loi sur l'exercice des compétences légales</i> , des règles régissant cette pratique et cette procédure et l'exercice de ses pouvoirs à cet égard qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi.	Procédure
Forms	(2) The Discipline Committee may require the use of such forms as it considers appropriate.	(2) Le comité de discipline peut exiger l'emploi des formules qu'il juge appropriées.	Formules
Vote on decisions	<b>40.</b> All disciplinary decisions of the Committee require the vote of a majority of the members of the Committee present at the meeting.	<b>40.</b> Toutes les décisions disciplinaires du comité sont prises à la majorité des membres du comité présents à la réunion.	Votes sur les décisions
Only members at hearing participate in decision	<b>41.</b> No member of the Discipline Committee shall participate in a decision of the Committee following upon a hearing unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties.	<b>41.</b> Seuls les membres du comité de discipline qui ont assisté à toute l'audience et entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité à l'issue d'une audience.	Participation à la décision
Finding of professional misconduct	<b>42.</b> (1) The Discipline Committee shall find a member guilty of professional misconduct if, in the opinion of the Committee, the member is guilty of professional misconduct as defined in the by-laws.	<b>42.</b> (1) Le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle si, de l'avis du comité, le membre a commis une faute professionnelle au sens des règlements administratifs.	Faute professionnelle
Finding of unskilled practice	(2) A member shall be found guilty of unskilled practice of forestry by the Discipline Committee if the member has displayed in his or her professional conduct a lack of knowledge, skill or judgement or a disregard for the forest of a nature or to an extent that demonstrates that the member is unfit to engage in the practice of professional forestry or that the member's practice should be restricted.	(2) Le comité de discipline conclut qu'un membre est coupable d'incompétence dans l'exercice de la foresterie si ce dernier a fait preuve, dans sa conduite professionnelle, d'un manque de connaissances, de compétence ou de jugement ou encore d'indifférence pour la forêt d'une nature ou d'un degré tels que le membre est manifestement inapte à exercer la profession de forestier ou que son droit d'exer-	Incompétence

Finding of  
incapacity

(3) A member shall be found to be incapacitated if the member is suffering from a physical or mental condition or disorder that makes it desirable in the interest of the public that the member no longer be permitted to practise or that the member's practice be restricted.

Powers of  
Discipline  
Committee

(4) Where the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct or unskilled practice of forestry or finds a member to be incapacitated, it may make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration.
2. Directing the Registrar to withdraw recognition of the specialist status of the member.
3. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration or suspend recognition of the specialist status of the member, or both, for a stated period.
4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations upon the member's certificate of registration indefinitely or for such period of time as is specified by the Committee.
5. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.
6. Imposing a fine in an amount that the Committee considers appropriate, to a maximum of \$10,000, to be paid by the member to the Minister of Finance for payment into the Consolidated Revenue Fund.
7. Requiring that the member be reprimanded by the Committee or its delegate and, if considered warranted, direct that the fact of the reprimand be recorded on the register for a specified or unlimited period.
8. Directing that the finding and the order of the Committee be published, in detail or in summary, with or without the name of the member, in the official publication of the Association, and in any other manner or medium that the Committee considers appropriate.

cice de la profession devrait faire l'objet de restrictions.

(3) Le comité de discipline conclut qu'un membre est frappé d'incapacité si ce dernier est atteint d'une affection physique ou mentale ou de troubles physiques ou mentaux qui sont tels qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du public, que le membre perde son droit d'exercice ou que son droit d'exercice fasse l'objet de restrictions.

(4) S'il conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle, a fait preuve d'incompétence dans l'exercice de la foresterie ou est frappé d'incapacité, le comité de discipline peut, par ordonnance :

1. Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d'inscription du membre.
2. Enjoindre au registrateur d'annuler la reconnaissance de la qualité de spécialiste du membre.
3. Enjoindre au registrateur de suspendre le certificat d'inscription du membre ou la reconnaissance de sa qualité de spécialiste, ou les deux, pendant une période déterminée.
4. Enjoindre au registrateur d'assortir le certificat d'inscription du membre de conditions ou de restrictions précisées pendant une période indéterminée ou pendant la période précisée par le comité.
5. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période déterminée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.
6. Infliger une amende selon le montant que le comité juge approprié, lequel ne peut dépasser 10 000 \$, et que le membre doit payer au ministre des Finances qui la verse au Trésor.
7. Exiger que le membre reçoive une réprimande de la part du comité ou de son délégué et, si cela est nécessaire, ordonner que ce fait soit consigné au tableau pendant une période déterminée ou indéterminée.
8. Ordonner que la conclusion et l'ordonnance du comité soient publiées dans la publication officielle de l'Association, de façon détaillée ou sommaire, avec ou sans indication du nom du membre, et de toute autre manière ou par tout autre moyen que le comité juge approprié.

Incapacité

Pouvoirs du  
comité de  
discipline



	9. Fixing costs and expenses to be paid by the member.	9. Fixer les frais et dépenses que le membre doit payer.	
Same	(5) In making an order under paragraph 5 of subsection (4), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the successful completion by the member of specified courses of study.	(5) Lorsqu'il prend une ordonnance en vertu de la disposition 5 du paragraphe (4), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il termine avec succès des programmes d'études précisés.	Idem
Limitation on section 45 application	(6) After the Committee has made an order directing the Registrar to revoke or suspend a member's certificate of registration or to impose terms, conditions or limitations on a certificate, the member shall not apply under section 45 earlier than one year from the date of the order unless the order specifies otherwise.	(6) Le membre dont le certificat d'inscription a été révoqué, suspendu ou assorti de conditions ou de restrictions par le registrateur conformément à l'ordonnance prise par le comité ne peut présenter la demande prévue à l'article 45 moins d'un an après la date de l'ordonnance, sauf si celle-ci précise autrement.	Délai pour présenter une demande en vertu de l'article 45
Publication of decision on request	(7) The Discipline Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of incapacity, professional misconduct or unskilled practice of forestry was unproved to be published in the official publication of the Association, on the request of the member against whom the allegation was made.	(7) S'il conclut qu'une allégation d'incapacité, de faute professionnelle ou d'incompétence dans l'exercice de la foresterie n'a pas été prouvée, le comité de discipline fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Association à la demande du membre en cause.	Publication de la décision
Costs	(8) Where the Discipline Committee is of the opinion that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee shall order that the Association reimburse the member for his or her costs or such portion thereof as the Committee fixes.	(8) S'il est d'avis que l'introduction de l'instance était injustifiée, le comité de discipline ordonne à l'Association de rembourser au membre tout ou partie des frais que fixe le comité.	Frais
Entry in register	(9) Where the Discipline Committee imposes a fine or reprimands a member, the Committee may direct that the fact and amount of the fine or the fact of the reprimand not be entered in a register required to be kept under subsection 23 (1).	(9) S'il impose une amende à un membre ou lui adresse une réprimande, le comité de discipline peut ordonner de ne rien consigner, ni le fait, ni même le montant dans le cas d'une amende, dans le tableau qui doit être tenu aux termes du paragraphe 23 (1).	Inscription au tableau
Notice of decision	<b>43.</b> (1) Subject to subsection (2), the Discipline Committee shall serve its decision, with reasons, (a) on the parties; and (b) where the matter was referred to the Discipline Committee as a result of a complaint under section 26 (1), on the complainant.	<b>43.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), le comité de discipline signifie sa décision, accompagnée des motifs : a) aux parties; b) au plaignant, si la question a été renvoyée au comité par suite d'une plainte déposée aux termes du paragraphe 26 (1).	Signification de la décision
Same	(2) Where the hearing was closed, the Discipline Committee may, in its discretion, serve its decision on the complainant without reasons.	(2) Si l'audience a été tenue à huis clos, le comité de discipline peut, à sa discrétion, signifier sa décision au plaignant sans les motifs.	Idem
Stay of decision on appeal	<b>44.</b> Where the Discipline Committee revokes or suspends a certificate of registration, withdraws or suspends recognition of specialist status or imposes terms, conditions or limitations on a certificate on the ground of incapacity, unskilled practice of forestry or professional misconduct, the decision takes effect immediately even if an appeal is taken from the decision, unless the court to which the appeal is taken orders otherwise.	<b>44.</b> Si le comité de discipline révoque ou suspend un certificat d'inscription, annule ou suspend la reconnaissance de la qualité de spécialiste d'un membre ou assortit un certificat de conditions ou de restrictions parce que le membre est frappé d'incapacité, a fait preuve d'incompétence dans l'exercice de la foresterie ou a commis une faute professionnelle, sa décision prend effet immédiatement même si elle est portée en appel, sauf ordonnance contraire du tribunal saisi de l'appel.	Suspension de la décision

Reinstatement after disciplinary proceedings

45. (1) A member whose certificate of registration or designation as a specialist has been revoked or suspended for cause under this Act may apply in writing to the Registrar to have a new certificate issued, the designation restored or the suspension removed.

45. (1) Le membre dont le certificat d'inscription a été révoqué ou suspendu ou dont la désignation de spécialiste a été retirée ou suspendue aux termes de la présente loi pour un motif valable peut demander par écrit au registrateur qu'un nouveau certificat lui soit délivré, que la désignation soit rétablie ou que la suspension du certificat soit annulée.

Remise en vigueur après une instance disciplinaire

Variation of terms after disciplinary proceedings

(2) If the Discipline Committee has imposed terms, conditions or limitations on a member's certificate of registration, the member may apply in writing to the Registrar for the removal or modification of the terms, conditions or limitations.

(2) Le membre dont le certificat d'inscription est assorti de conditions ou de restrictions par le comité de discipline peut demander par écrit au registrateur que celles-ci soient supprimées ou modifiées.

Modification après une instance disciplinaire

Time of application

(3) An application under subsection (1) or (2) shall not be made before the end of the one year period referred to in subsection 42 (6) or before the expiry of the period fixed for the purpose by the Discipline Committee under subsection 42 (6), as the case may be.

(3) La demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée avant l'expiration soit de la période d'un an visée au paragraphe 42 (6), soit du délai fixé à cette fin par le comité de discipline en vertu de ce paragraphe, selon le cas.

Délai de présentation

Same

(4) If an applicant's previous application under this section was refused and the Discipline Committee did not fix a period under paragraph 7 of subsection (6), an application under subsection (1) or (2) shall not be made earlier than one year from the date of the previous order.

(4) Si le comité de discipline a refusé de faire droit à une demande présentée en vertu du présent article et qu'il n'a fixé aucun délai aux termes de la disposition 7 du paragraphe (6), une nouvelle demande ne peut être présentée aux termes du paragraphe (1) ou (2) moins d'un an après la date de l'ordonnance précédente.

Idem

Referral to Discipline Committee

(5) The Registrar shall refer an application under subsection (1) or (2) to the Discipline Committee.

(5) Le registrateur renvoie la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) au comité de discipline.

Renvoi au comité de discipline

Order

(6) The Discipline Committee may, after a hearing, make an order doing one or more of the following:

(6) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut, par ordonnance :

Ordonnance

1. Refusing the application.
2. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant.
3. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate of registration.
4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of registration.
5. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation on the applicant's certificate of registration.
6. Directing the Registrar to restore a designation as a specialist.
7. Fixing a period during which the applicant may not apply under this section.

1. Refuser la demande.
2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande.
3. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
4. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées le certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
5. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
6. Enjoindre au registrateur de rétablir la désignation de spécialiste.
7. Fixer le délai dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du présent article.

Application (7) Sections 29 to 41 apply with necessary modifications to a hearing under this section.

Reinstatement, no hearing 46. The Council or Executive Committee may, without a hearing, with respect to a member who has had a certificate of registration or a designation as a specialist suspended or revoked for any reason under this Act, make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the member or former member.
2. Directing the Registrar to remove the suspension of the member's certificate of registration.
3. Directing the Registrar to restore a designation as a specialist.

#### PART VI APPEALS TO COURT

Appeal to court 47. (1) A party to a proceeding before the Registration Committee or the Discipline Committee may appeal to the Divisional Court, in accordance with the rules of court, from the decision or order of the Committee.

Parties (2) For the purposes of an appeal under this section,

- (a) a person who requests that the Registration Committee reconsider its decision under section 20 and the Association are parties to the reconsideration under section 21 by the Registration Committee; and
- (b) a person who applies for an order under section 22 and the Association are parties to the proceeding under section 22 by the Registration Committee.

Certified copy of record (3) Upon the request of a party desiring to appeal to the Divisional Court and upon payment of the fee prescribed by the by-laws for the purpose, the Registrar shall furnish the party, at the party's expense, with a certified copy of the record of the proceeding, including any documents received in evidence and the decision or order appealed from.

Powers of court on appeal (4) An appeal under this section may be made on questions of law and the court may affirm or may rescind the decision of the committee appealed from and may refer the matter back to the committee for rehearing, in whole or in part, in accordance with such directions as the court considers appropriate.

(7) Les articles 29 à 41 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux audiences tenues aux termes du présent article.

Remise en vigueur : aucune audience 46. Dans le cas d'un membre dont le certificat d'inscription a été suspendu ou révoqué ou dont la désignation de spécialiste a été suspendue ou retirée pour quelque motif que ce soit en vertu de la présente loi, le conseil ou le bureau peut, par ordonnance et sans tenir d'audience :

1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription au membre ou à l'ancien membre.
2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription du membre.
3. Enjoindre au registrateur de rétablir la désignation de spécialiste.

#### PARTIE VI APPELS

Appel 47. (1) Une partie à une instance devant le comité d'inscription ou le comité de discipline peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire de la décision ou de l'ordonnance du comité, conformément aux règles de pratique.

Parties (2) Aux fins de l'appel visé au présent article :

- a) d'une part, la personne qui demande que le comité d'inscription réexamine sa décision en vertu de l'article 20 et l'Association sont parties au réexamen prévu à l'article 21 que doit effectuer le comité d'inscription;
- b) d'autre part, la personne qui demande une ordonnance en vertu de l'article 22 et l'Association sont parties à l'instance prévue à cet article que doit conduire le comité d'inscription.

Copie conforme du dossier (3) À la demande d'une partie qui souhaite interjeter appel devant la Cour divisionnaire et sur acquittement des droits prescrits par les règlements administratifs à cette fin, le registrateur remet à la partie, aux frais de celle-ci, une copie certifiée conforme du dossier de l'instance, y compris les documents reçus en preuve et la décision ou l'ordonnance portée en appel.

Pouvoirs du tribunal saisi de l'appel (4) L'appel interjeté en vertu du présent article peut porter sur des questions de droit. Le tribunal peut confirmer ou annuler la décision du comité portée en appel et renvoyer la question au comité pour qu'il l'entende à nouveau, en totalité ou en partie, conformément aux directives que le tribunal juge appropriées.



## PART VII REGISTRAR'S INVESTIGATIONS

Registrar's  
investigation

48. (1) The Registrar may, with the approval of the Executive Committee, appoint one or more persons to investigate the conduct of a member if the Registrar believes on reasonable and probable grounds that the member is guilty of professional misconduct or unskilled practice of forestry or is incapacitated.

Powers of  
investigators

- (2) An investigator may,
- (a) inquire into and examine the practice of the person under investigation in respect of whom the investigation is being made; and
  - (b) upon production of his or her appointment, enter at any reasonable time the business premises of the person under investigation, or of his or her employer, make reasonable inquiries of any person at the premises and examine documents and things at the premises that are relevant to the subject matter of the investigation.

Definition

- (3) In subsection (2),

“business premises” means any place, other than a dwelling, where the person is, or was previously, engaged in the practice of professional forestry or where a member keeps his or her business records.

Same

(4) A person appointed to make an investigation has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*, which part applies to such inquiry as if it were an inquiry under that Act.

Duty to  
co-operate

(5) Every person under investigation and every employer of a person under investigation shall co-operate fully with a person appointed to make an investigation into the practice of the person under investigation.

Obstruction  
prohibited

(6) No person, including an employer of a person under investigation, shall obstruct an investigator or withhold or conceal from him or her or destroy anything that is relevant to the investigation.

Entries and  
searches

49. (1) A justice of the peace may, on application of an investigator, issue a warrant authorizing the investigator to enter a place and to search for any documents or things relevant to the subject matter of the investigation if the justice of the peace is satisfied on evidence upon oath that the Registrar had reasonable grounds for appointing an investigator.

## PARTIE VII ENQUÊTES DU REGISTRATEUR

Enquête du  
registrateur

48. (1) Le registrateur peut, avec l'approbation du bureau, nommer une ou plusieurs personnes chargées d'enquêter sur la conduite d'un membre, s'il a des motifs raisonnables et probables de croire que le membre a commis une faute professionnelle, a fait preuve d'incompétence dans l'exercice de la foresterie ou est frappé d'incapacité.

Pouvoirs des  
enquêteurs

- (2) Les enquêteurs peuvent :
- a) enquêter sur les activités professionnelles de la personne qui fait l'objet de l'enquête et les examiner;
  - b) sur production d'une attestation de leur nomination, pénétrer à toute heure raisonnable dans les locaux commerciaux de la personne qui fait l'objet de l'enquête ou de son employeur, poser des questions raisonnables à toute personne présente dans les locaux et examiner les documents et objets s'y trouvant qui sont pertinents.

Définition

- (3) La définition qui suit s'applique au paragraphe (2).

«locaux commerciaux» Tout lieu où la personne exerce ou a déjà exercé la profession de forestier ou tout lieu où il tient ses dossiers commerciaux, à l'exclusion toutefois d'un logement.

Idem

(4) La personne chargée de faire une enquête est, pour les besoins de celle-ci, investie des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*, laquelle partie s'applique à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête menée en vertu de cette loi.

Collabora-  
tion avec les  
enquêteurs

(5) La personne qui fait l'objet d'une enquête et chacun de ses employeurs collaborent pleinement avec les personnes chargées d'enquêter sur les activités professionnelles de la personne.

Entrave

(6) Nul, y compris l'employeur de la personne qui fait l'objet d'une enquête, ne doit entraver le travail d'un enquêteur, ni garder par-devers soi, lui dissimuler ou détruire quoi que ce soit qui s'avère pertinent.

Perquisitions

49. (1) S'il est convaincu sur la foi de témoignages recueillis sous serment que le registrateur avait des motifs raisonnables de nommer un enquêteur, le juge de paix peut décerner à l'enquêteur qui en fait la demande un mandat l'autorisant à pénétrer dans un lieu et à y rechercher les documents et choses qui sont pertinents dans le cadre de l'enquête.

Use of force	(2) A warrant issued under subsection (1) authorizes the person or persons named in the warrant to carry out the warrant by force if necessary and together with such police officers as are called upon for assistance.	(2) Le mandat décerné en vertu du paragraphe (1) autorise la ou les personnes qui y sont nommées, ainsi que les agents de police dont l'aide est demandée, à exécuter le mandat par la force s'il y a lieu.	Recours à la force
Time of execution	(3) A warrant issued under subsection (1) shall specify the hours and days during which it may be executed.	(3) Le mandat décerné en vertu du paragraphe (1) précise les heures et les jours où il peut être exécuté.	Exécution
Expiry	(4) A warrant issued under subsection (1) shall state the date on which it expires, which shall be a date not later than 15 days after the warrant is issued.	(4) Le mandat décerné en vertu du paragraphe (1) indique la date à laquelle il expire, qui ne peut tomber plus de 15 jours après la date à laquelle il a été décerné.	Expiration
Application without notice	(5) A justice of the peace may receive and consider an application for a warrant under subsection (1) without notice to and in the absence of the person under investigation.	(5) Le juge de paix peut recevoir et étudier une demande de mandat présentée aux termes du paragraphe (1) sans donner de préavis à la personne qui fait l'objet de l'enquête, et en son absence.	Demande sans préavis
Removal of documents, etc.	<b>50.</b> (1) An investigator under this Part may, upon giving a receipt therefor, remove any documents or things examined under section 48 or 49 relating to the subject matter of the investigation for the purpose of making copies or extracts.	<b>50.</b> (1) L'enquêteur qui mène une enquête en vertu de la présente partie peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, enlever tous les documents ou choses examinés aux termes de l'article 48 ou 49 qui se rapportent à l'objet de l'enquête en vue d'en faire des copies ou d'en tirer des extraits.	Enlèvement de documents
Return of documents, etc.	(2) An investigator shall promptly return any documents or things removed under subsection (1) or, where the originals are required for the purposes of the investigation, return a copy to the member under investigation or to his or her employer.	(2) L'enquêteur rend promptement les documents ou choses enlevés en vertu du paragraphe (1) ou, si les originaux sont nécessaires pour les besoins de l'enquête, en remet une copie au membre qui fait l'objet de l'enquête ou à son employeur.	Restitution des documents et choses
Copy as evidence	(3) Any copy or extract made as provided in subsection (1) and certified to be a true copy or extract by the person who made it is admissible in evidence to the same extent as, and has the same evidentiary value as, the document or thing of which it is a copy or extract.	(3) Les copies ou les extraits visés au paragraphe (1) qui sont certifiés conformes par la personne qui les a faits ou tirés sont admissibles en preuve au même titre que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.	Admissibilité des copies
Report of investigation	<b>51.</b> The investigator shall report the results of the investigation to the Registrar who shall report the results to the Council or such committee as the Registrar considers appropriate.	<b>51.</b> L'enquêteur présente un rapport de son enquête au registrateur, qui le communique ensuite au conseil ou au comité que le registrateur juge approprié.	Rapport de l'enquêteur

## PART VIII BY-LAWS

## PARTIE VIII RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

By-laws	<b>52.</b> (1) The Council may pass by-laws,	<b>52.</b> (1) Le conseil peut, par règlement administratif :	Règlements administratifs
	1. making any provision of the <i>Business Corporations Act</i> , the <i>Corporations Act</i> , and the <i>Corporations Information Act</i> applicable to the Association, with such modifications as the Council considers necessary or advisable;	1. rendre applicable à l'Association toute disposition de la <i>Loi sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les personnes morales</i> et de la <i>Loi sur les renseignements exigés des personnes morales</i> , avec les adaptations que le conseil juge nécessaires ou souhaitables;	
	2. fixing the number of members to be elected to the Council under clause 6 (2) (a) and defining constituencies along regional, occupational and other lines for the purpose, and prescribing	2. fixer le nombre de membres qui doivent être élus au conseil aux termes de l'alinéa 6 (2) a), définir à cette fin les circonscriptions sur des bases régionales, professionnelles ou autres et prescrire le	

- |  |   |
|--|---|
| <p>the number of representatives of each constituency;</p> <p>3. respecting the qualifications, nomination, election and term or terms of office of the members to be elected to the Council, and respecting contested election results;</p> <p>4. prescribing the conditions disqualifying elected members from sitting on the Council and governing the removal of disqualified members of Council;</p> <p>5. prescribing the term of office of Council members elected under clause 6 (2) (a) and extending the term of office of any Council member by up to six months;</p> <p>6. governing the filling of vacancies created on the Council by the departure of elected members of the Council;</p> <p>7. prescribing the quorum of the Council;</p> <p>8. respecting the selection of members of the Executive Committee for the purposes of clause 16 (1) (b);</p> <p>9. governing the filling of vacancies on the committees required by this Act;</p> <p>10. respecting the practice and procedures of committees required by this Act;</p> <p>11. prescribing the quorum of the Registration Committee;</p> <p>12. providing for the establishment of panels of any committee required by this Act and providing that a panel of a committee may exercise the powers and carry out the duties of the committee, subject to the restrictions, if any, specified in the by-law;</p> <p>13. providing for the establishment, composition, election or appointment, powers, duties, quorums, practices and procedures of committees other than those required by this Act;</p> <p>14. prescribing terms of office of members of committees other than those required by this Act;</p> <p>15. prescribing the conditions disqualifying elected members of the Council from sitting on committees and governing the removal of disqualified members of committees;</p> | <p>nombre de représentants de chaque circonscription;</p> <p>3. traiter des qualités requises des membres qui doivent être élus au conseil, des modalités de leur mise en candidature et de leur élection, de leur mandat, ainsi que des résultats des élections contestées;</p> <p>4. prescrire les conditions qui rendent les membres élus inaptes à siéger au conseil et celles qui régissent la destitution des membres du conseil jugés inaptes;</p> <p>5. prescrire le mandat des membres du conseil qui sont élus aux termes de l'alinéa 6 (2) a) et prolonger d'au plus six mois la durée du mandat de tout membre;</p> <p>6. régir la façon de combler les vacances créées au sein du conseil par le départ de membres élus;</p> <p>7. prescrire le quorum applicable au conseil;</p> <p>8. traiter du choix des membres du bureau pour l'application de l'alinéa 16 (1) b);</p> <p>9. régir la façon de combler les vacances au sein des comités exigés par la présente loi;</p> <p>10. traiter des règles de pratique et de procédure des comités exigés par la présente loi;</p> <p>11. prescrire le quorum applicable au comité d'inscription;</p> <p>12. prévoir la création de sous-comités de tout comité qui est exigé par la présente loi, et prévoir qu'un sous-comité peut exercer les fonctions et les pouvoirs du comité, sous réserve des restrictions précisées, le cas échéant, dans les règlements administratifs;</p> <p>13. prévoir la création et la composition de comités qui ne sont pas exigés par la présente loi, l'élection ou la nomination de leurs membres, ainsi que les pouvoirs, les fonctions, le quorum et les règles de pratique et de procédure de ces comités;</p> <p>14. prescrire le mandat des membres des comités qui ne sont pas exigés par la présente loi;</p> <p>15. prescrire les conditions qui rendent les membres élus du conseil inaptes à siéger aux comités et régir la destitution des membres de comités jugés inaptes;</p> |
|--|---|



16. governing the filling of vacancies on committees other than those required by this Act;
17. respecting reports to Council to be made by committees;
18. prescribing classes of certificates of registration, including classes of certificates that are temporary, provisional or otherwise limited and prescribing the terms, conditions and limitations of the classes of certificates;
19. respecting requirements, including standards, qualifications, examinations, experience and character requirements, for the issuance of certificates of registration and providing for exemptions from those requirements;
20. respecting the rights and obligations of the members or of classes of members;
21. respecting any matter ancillary to this Act with regard to the issuance, expiry, renewal, amendment, cancellation, suspension, revocation and reinstatement of certificates of registration;
22. governing the registration of graduate foresters-in-training, including the conditions of eligibility for registration as a graduate forester-in training, and prescribing the rights, privileges and obligations of graduate foresters-in-training;
23. establishing a special category of membership for retired members and determining the rights and obligations of such members;
24. providing for the re-examination of applicants and for the procedure and conditions of restoring registration where such registration has been cancelled or suspended under this Act;
25. providing for the designation of members as specialists, prescribing the qualifications and requirements for designation as a specialist, providing for the suspension or revocation of such a designation and for the regulation and prohibition of the use of the designation by specified members;
26. respecting the development, provision and accreditation of educational programs leading to the designation of members as specialists;
16. régir la façon de combler les vacances au sein des comités qui ne sont pas exigés par la présente loi;
17. traiter des rapports que les comités doivent présenter au conseil;
18. prescrire des catégories de certificats d'inscription, y compris des catégories de certificats qui sont temporaires, provisoires ou autrement restreints, et prescrire les conditions et les restrictions applicables à chaque catégorie;
19. traiter des exigences, notamment des exigences relatives aux normes, aux qualités requises, aux examens, à l'expérience et à la moralité, pour la délivrance de certificats d'inscription, et prévoir des exemptions de ces exigences;
20. traiter des droits et obligations des membres ou catégories de membres;
21. traiter de toute question accessoire à la présente loi à l'égard de la délivrance, de l'expiration, du renouvellement, de la modification, de l'annulation, de la suspension, de la révocation et de la remise en vigueur des certificats d'inscription;
22. régir l'inscription des forestiers diplômés en stage de formation, notamment les conditions d'admissibilité à l'inscription à ce titre, et prescrire leurs droits, privilèges et obligations;
23. créer une catégorie spéciale de membre pour les membres retraités et définir leurs droits et obligations;
24. prévoir le réexamen des demandes présentées par des personnes souhaitant être inscrites de nouveau et prévoir les modalités et les conditions applicables à la remise en vigueur des certificats d'inscription qui ont été révoqués ou suspendus aux termes de la présente loi;
25. prévoir la désignation de membres comme spécialistes, prescrire les qualités requises et les exigences à cet égard, prévoir la suspension ou le retrait d'une telle désignation ainsi que la réglementation et l'interdiction d'emploi de cette désignation par les membres précisés;
26. traiter de l'élaboration, de la fourniture et de l'agrément de programmes de formation menant à la désignation de membres comme spécialistes;

- |  |  |
|--|--|
| <p>27. governing the use of titles and designations in the practice of professional forestry by members;</p> <p>28. requiring and governing the signing and sealing of documents and plans by members and specifying the forms of seals and respecting the issuance, ownership and use of seals;</p> <p>29. respecting the accreditation of forestry education programs offered by post-secondary educational institutions and ongoing education programs for foresters offered by post-secondary educational institutions and other bodies;</p> <p>30. respecting the promotion or advertising of the practice of professional forestry;</p> <p>31. defining professional misconduct for the purposes of this Act;</p> <p>32. requiring the making of returns of information by members in respect of names, addresses, telephone numbers, professional associates, partners, employees and professional activities;</p> <p>33. providing for the compilation of statistical information on the supply, distribution, professional liability insurance and professional activities of members and requiring members to provide the information necessary to compile such statistics;</p> <p>34. authorizing the communication, to specified classes of persons or for specified purposes, of material that comes to a person's knowledge in the course of duties, employment, examination, review or investigation under this Act;</p> <p>35. prescribing and requiring the making and keeping of records by members in respect of the practice of professional forestry;</p> <p>36. requiring and providing for the inspection and examination of premises used in connection with the practice of the profession and of equipment, books, accounts, reports and records of members relating to their practices;</p> <p>37. exempting any member from any provision of the by-laws under such special circumstances in the public interest as the Council considers advisable;</p> | <p>27. régir l'emploi des titres et des désignations par les membres dans l'exercice de leurs activités professionnelles;</p> <p>28. exiger et régir la signature de documents et de plans ainsi que l'apposition de sceaux par les membres, préciser la forme des sceaux et traiter de leur délivrance, de leur propriété et de leur emploi;</p> <p>29. traiter de l'agrément des programmes de formation en foresterie offerts par les établissements d'enseignement post-secondaire et des programmes de formation continue offerts aux forestiers par les établissements d'enseignement postsecondaire ou d'autres organismes;</p> <p>30. traiter de la promotion de l'exercice de la profession de forestier et de la publicité à cet égard;</p> <p>31. définir ce qui constitue une faute professionnelle pour l'application de la présente loi;</p> <p>32. exiger des membres qu'ils remettent une déclaration de renseignements dans laquelle figurent leur nom, leurs adresses, leurs numéros de téléphone, leurs associés et employés et leurs activités professionnelles;</p> <p>33. prévoir la collecte de données statistiques sur la disponibilité, la répartition, l'assurance-responsabilité professionnelle et les activités professionnelles des membres et exiger qu'ils fournissent les renseignements nécessaires à cette collecte;</p> <p>34. autoriser la communication, à des catégories précisées de personnes ou à des fins précisées, de renseignements ou de documents dont une personne prend connaissance dans l'exercice de ses fonctions ou dans le cadre de son emploi, d'un examen, d'un réexamen ou d'une enquête aux termes de la présente loi;</p> <p>35. prescrire et exiger la préparation et la tenue, par les membres, de dossiers concernant l'exercice de la profession de forestier;</p> <p>36. exiger et prévoir l'inspection des locaux utilisés dans le cadre de l'exercice de la profession ainsi que du matériel, des livres, des comptes, des rapports et des dossiers des membres qui se rapportent à leurs activités professionnelles;</p> <p>37. soustraire un membre à l'application d'une disposition des règlements administratifs dans les circonstances spé-</p> |
|--|--|

38. prescribing a quality assurance program and requiring members and employers of members to participate in and co-operate with the program;
39. requiring members to have professional liability insurance satisfying prescribed requirements and to give proof of the insurance to the Registrar in the prescribed manner;
40. prescribing a continuing education program and requiring members and employers of members to participate in and co-operate with the program;
41. establishing processes and criteria for suspending certificates of registration of members who fail to participate in or co-operate with the quality assurance program or to meet the continuing education requirements;
42. establishing processes and criteria for removing the suspension of a certificate of registration where the suspension was a result of failure to participate in or co-operate with the quality assurance program or to meet the continuing education requirements;
43. requiring members to provide the Association with information about their co-operation and participation in the quality assurance program and in continuing education programs;
44. providing for the method of service of any document or class of document for the purposes of clause 54 (1) (c);
45. governing voting by proxy on any matter relating to the Association;
46. determining the location of the head office of the Association;
47. prescribing the seal and other insignia of the Association and providing for their use;
48. providing for the execution of documents by the Association;
49. respecting banking and finance;
50. fixing the financial year of the Association and providing for the audit of the accounts and transactions of the Association;
- ciales que le conseil juge souhaitables dans l'intérêt public;
38. prescrire un programme d'assurance de la qualité et exiger que les membres et leurs employeurs y participent et y collaborent;
39. exiger des membres qu'ils souscrivent une assurance-responsabilité professionnelle qui satisfait aux exigences prescrites et qu'ils fournissent une preuve de cette assurance au registraire de la manière prescrite;
40. prescrire un programme d'éducation permanente et exiger que les membres et leurs employeurs y participent et y collaborent;
41. établir des modalités et des critères pour la suspension des certificats d'inscription des membres qui omettent de participer ou de collaborer au programme d'assurance de la qualité ou qui ne satisfont pas aux exigences en matière d'éducation permanente;
42. établir des modalités et des critères pour l'annulation de la suspension du certificat d'inscription du membre qui n'a pas participé ou collaboré au programme d'assurance de la qualité ou n'a pas satisfait aux exigences en matière d'éducation permanente;
43. exiger des membres qu'ils fournissent à l'Association des renseignements au sujet de leur participation et de leur collaboration au programme d'assurance de la qualité et aux programmes d'éducation permanente;
44. prévoir le mode de signification d'un document ou d'une catégorie de documents pour l'application de l'alinéa 54 (1) c);
45. régir les votes par procuration sur toute question se rapportant à l'Association;
46. déterminer l'emplacement du siège social de l'Association;
47. prescrire le sceau et tout autre insigne de l'Association, et prévoir les modalités de leur emploi;
48. prévoir la passation des documents par l'Association;
49. traiter des affaires bancaires et financières;
50. fixer l'exercice de l'Association et prévoir la vérification de ses comptes et de ses opérations;



- |  |  |
|--|--|
| <p>51. prohibiting the practice of professional forestry where there is a conflict of interest and defining conflict of interest for that purpose;</p> <p>52. respecting conflict of interest rules for members, for members of the Council, for members of committees and for officers and employees of the Association;</p> <p>53. prescribing the number of vice-presidents or other officers of the Association and prescribing procedures for the election of the president and other officers and for the filling of vacancies in those offices and prescribing the duties of officers;</p> <p>54. providing that any form required under this Act be in a form approved by the Registrar;</p> <p>55. respecting indemnification by the Association of members of the Council, of members of committees and of officers and employees of the Association;</p> <p>56. respecting the calling, holding and conducting of meetings of Council and the duties of members of the Council;</p> <p>57. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the members;</p> <p>58. providing for meetings to be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously;</p> <p>59. authorizing voting, by mail or other means, by the members on any of the business of the Association and prescribing procedures for such voting;</p> <p>60. providing for the remuneration of members of the Council and members of committees other than members appointed by the Lieutenant Governor in Council, and providing for payment of necessary expenses of the Council and committees in the conduct of their business;</p> <p>61. providing for the appointment of persons to make investigations for the purposes of this Act;</p> <p>62. respecting the duties and authority of the Registrar;</p> <p>63. providing for the appointment of an individual as an acting Registrar who has all the powers and performs all of the duties of the Registrar under this Act and the by-laws when the Registrar</p> | <p>51. interdire l'exercice de la profession de forestier en situation de conflit d'intérêts et définir à cette fin ce qui constitue un conflit d'intérêts;</p> <p>52. traiter des règles applicables aux membres, aux membres du conseil, aux membres des comités et aux dirigeants et employés de l'Association en ce qui concerne les conflits d'intérêts;</p> <p>53. prescrire le nombre de vice-présidents ou autres dirigeants de l'Association, le mode d'élection du président et des autres dirigeants, la marche à suivre pour combler les vacances de ces postes et les fonctions des dirigeants;</p> <p>54. prévoir que les formules exigées aux termes de la présente loi soient rédigées sous la forme qu'approuve le registraire;</p> <p>55. traiter de l'indemnisation, par l'Association, des membres du conseil, des membres des comités ainsi que des dirigeants et employés de l'Association;</p> <p>56. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions du conseil, ainsi que des fonctions de ses membres;</p> <p>57. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des assemblées des membres;</p> <p>58. prévoir que les réunions ou assemblées soient tenues de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément;</p> <p>59. autoriser les membres à voter, par la poste ou par un autre moyen, sur les affaires de l'Association, et prescrire les modalités du scrutin;</p> <p>60. prévoir la rémunération des membres du conseil et des membres des comités, à l'exclusion des membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi que le paiement des dépenses nécessaires du conseil et de celles des comités dans l'exercice de leurs activités;</p> <p>61. prévoir la nomination de personnes chargées de mener des enquêtes pour l'application de la présente loi;</p> <p>62. traiter des fonctions et des pouvoirs du registraire;</p> <p>63. prévoir la nomination d'un registraire intérimaire chargé d'exercer les pouvoirs et les fonctions que la présente loi et les règlements administratifs attribuent au registraire en cas d'absence</p> |
|--|--|

- is absent or unable to act or when there is a vacancy in the office of Registrar;
64. providing procedures for the making, amending and revoking of by-laws;
65. respecting management of the property of the Association;
66. respecting the application of the funds of the Association and the investment and reinvestment of any of its funds not immediately required, and the safekeeping of its securities;
67. respecting the establishment of and payment of sums of money for scholarships, fellowships and any other educational incentive or benefit programs that the Council considers appropriate;
68. respecting the borrowing of money by the Association and the giving of security therefor;
69. prescribing and governing standards of practice for the practice of professional forestry;
70. prescribing and governing a code of ethics;
71. requiring the payment of fees and levies by members including penalties for late payment, prompt payment discounts and interest on late payments and fees for anything the Registrar is required or authorized to do, and prescribing the amounts of such fees, levies, penalties, discounts and interest or providing that the amount be set by a prescribed person;
72. respecting the reporting and publication of decisions of the Association, the Council and the committees;
73. authorizing entries in, and the form of maintenance of, registers of members and former members of the Association and prescribing the information that must be kept in the register and the information that may be removed from the register, and providing for the issuance of certificates of standing by the Registrar;
74. providing for the establishment and dissolution, and governing the operation, of groups of members and respecting grants by the Association to such groups;
75. respecting membership of the Association in other organizations, or participation of the Association in programs or activities, the objects of which are not
- ou d'empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste;
64. prévoir la marche à suivre pour la prise, la modification et l'abrogation des règlements administratifs;
65. traiter de la gestion des biens de l'Association;
66. traiter de l'affectation des fonds de l'Association, du placement et du nouveau placement des fonds dont elle n'a pas immédiatement besoin, ainsi que de la garde de ses valeurs mobilières;
67. traiter de la création de bourses d'études et de tout autre programme de stimulants ou d'avantages de ce genre que le conseil juge approprié, ainsi que de l'affectation de fonds à ces fins;
68. traiter des emprunts que peut contracter l'Association et des sûretés qu'elle peut consentir pour ces emprunts;
69. prescrire et régir les normes d'exercice de la profession de forestier;
70. prescrire un code de déontologie et le régir;
71. exiger le paiement de cotisations et de contributions par les membres, y compris des pénalités et des intérêts en cas de paiement en retard et des remises en cas de paiement rapide, ainsi que le paiement de droits pour tout ce que le registrateur doit ou peut faire, et prescrire le montant de ces cotisations, pénalités, intérêts et remises ou prévoir qu'il soit fixé par une personne prescrite;
72. traiter de la façon de rendre compte des décisions de l'Association, du conseil et des comités, ainsi que leur publication;
73. autoriser les inscriptions aux tableaux des membres et anciens membres de l'Association, ainsi que la façon dont ces tableaux sont tenus, prescrire les renseignements qui doivent y figurer et ceux qui peuvent en être supprimés, et prévoir la délivrance de certificats de compétence par le registrateur;
74. prévoir la création et la dissolution de groupes de membres, régir leur fonctionnement et traiter des subventions que leur octroie l'Association;
75. traiter de l'adhésion de l'Association à d'autres organismes, ou de sa participation à des programmes ou à des activités, dont les objets ne sont pas incompatibles;

inconsistent with and are complementary to those of the Association, the payment of annual assessments and provision for representatives at meetings;

76. delegating to the Executive Committee the powers and duties set out in the by-laws, but this paragraph does not authorize the delegation of the power to make, amend or revoke a by-law;
77. authorizing the Association to make arrangements for the indemnity of members against professional liability and providing levies to be paid by members;
78. establishing a list of professions, trades or occupations for the purposes of clause 3 (2) (b).

Unanimous  
by-laws

(2) A by-law or resolution of the Council signed by a majority of the members of the Council is as valid as if passed at a meeting of the Council held for that purpose.

Confirmation

(3) A by-law passed by the Council is not effective until confirmed by the members at a meeting or by means of a vote conducted by mail.

Exception

(4) Subsection (3) does not apply to a by-law passed within four months after this Act comes into force.

Copies of  
by-laws

- (5) The Council shall,
  - (a) forward a copy of each by-law confirmed under subsection (3) to the Minister and to each member; and
  - (b) keep a copy of each by-law confirmed under subsection (3) available for public inspection in the office of the Association.

Same

(6) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any by-law made under this section.

General or  
specific  
by-laws

**53.** (1) A by-law made under any provision of this Act may be general or specific.

Classes

(2) Without limiting the generality of subsection (1), a by-law may be limited in its application to specified classes of members or certificates.

tibles avec les siens et les complètent, du paiement des cotisations annuelles et de sa représentation aux réunions;

76. déléguer au bureau les pouvoirs et fonctions énoncés dans les règlements administratifs, à l'exclusion du pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement administratif;
77. autoriser l'Association à prendre des dispositions pour la protection des membres contre la responsabilité professionnelle et prévoir les contributions que ceux-ci doivent payer;
78. dresser une liste de professions ou de métiers pour l'application de l'alinéa 3 (2) b).

(2) Les règlements administratifs ou les résolutions que signent la majorité des membres du conseil sont aussi valides que s'ils avaient été adoptés à une réunion du conseil tenue à cette fin.

Unanimité  
des règlements  
administratifs

(3) Les règlements administratifs du conseil n'entrent en vigueur qu'après avoir été ratifiés par les membres à une assemblée ou au moyen d'un vote par correspondance.

Ratification

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas aux règlements administratifs pris dans les quatre mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Exception

(5) Le conseil fait ce qui suit :

- a) il envoie une copie de chaque règlement administratif ratifié aux termes du paragraphe (3) au ministre et à chaque membre;
- b) il met une copie de chaque règlement administratif ratifié aux termes du paragraphe (3) à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Association.

Copies des  
règlements  
administratifs

(6) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de tout règlement administratif pris en application du présent article.

Idem

**53.** (1) Les règlements administratifs pris en application d'une disposition de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.

Portée des  
règlements  
administratifs

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règlements administratifs peuvent être restreints à des catégories précises de membres ou de certificats.

Catégories



## PART IX MISCELLANEOUS

Service

**54.** (1) A notice or document to be given or served under this Act is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by mail; or
- (c) given or served in accordance with by-laws respecting service.

Same

(2) Where a notice or document to be given under this Act is sent by mail addressed to a person at the last address of the person in the records of the Association, there is a rebuttable presumption that the notice or document is delivered to the person on the fifth day after the day of mailing.

Confidentiality

**55.** (1) Every person engaged in the administration of this Act, including an investigator appointed under section 48, shall preserve secrecy with respect to all matters that come to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any of those matters to any other person except,

- (a) in connection with the administration of this Act and the by-laws or any proceeding under this Act or the by-laws;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates;
- (d) to the extent that the information is available to the public under this Act; or
- (e) to prevent or report the commission of a crime.

Testimony in civil proceedings

(2) No person to whom subsection (1) applies shall be compelled to give testimony in any civil or administrative proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act, with regard to information obtained in the course of his or her duties.

Evidence in civil proceeding

(3) No document of the Association or document created for the Association, whether in the possession, custody or control of the Association or another person, is admissible in a civil or administrative proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act.

## PARTIE IX DISPOSITIONS DIVERSES

Signification

**54.** (1) L'avis ou le document qui doit être donné, remis ou signifié aux termes de la présente loi l'est suffisamment :

- a) s'il est remis à personne;
- b) s'il est envoyé par la poste;
- c) s'il est donné, remis ou signifié conformément aux règlements administratifs portant sur la signification.

Idem

(2) Si un avis ou un document qui doit être donné ou remis aux termes de la présente loi est envoyé par la poste à la dernière adresse connue du destinataire telle qu'elle figure dans les dossiers de l'Association, il existe une présomption réfutable selon laquelle cet avis ou ce document est livré au destinataire le cinquième jour qui suit sa mise à la poste.

Secret professionnel

**55.** (1) Quiconque est employé aux fins de l'application de la présente loi, y compris un enquêteur nommé en vertu de l'article 48, est tenu au secret à l'égard de toute question venant à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions et ne doit rien divulguer à qui que ce soit, sauf :

- a) en ce qui concerne l'application de la présente loi et des règlements administratifs ou toute instance introduite sous leur régime;
- b) à son avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;
- d) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en application de la présente loi;
- e) en vue de prévenir ou de signaler la perpétration d'un crime.

Témoignage dans une instance civile

(2) Aucune personne à laquelle s'applique le paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile ou administrative, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant, au sujet de renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions.

Preuve dans les instances civiles

(3) Les documents de l'Association ou les documents créés pour elle, qu'ils soient en la possession ou sous la garde ou le contrôle de l'Association ou d'une autre personne, ne sont pas admissibles en preuve dans une instance civile ou administrative, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant.

Offence	(4) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.	(4) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.	Infraction
Mandatory reporting	56. (1) A person who terminates the employment or suspends or imposes restrictions on the employment of a member or who dissolves a partnership or association with a member for reasons of incapacity, professional misconduct or unskilled practice of forestry shall file with the Registrar within 30 days after the termination, revocation, suspension, imposition or dissolution a written report setting out the reasons.	56. (1) Quiconque met fin à l'emploi d'un membre, le suspend ou assortit son emploi de restrictions, ou dissout la société en nom collectif ou l'association qu'il forme avec le membre, pour des motifs d'incapacité, de faute professionnelle ou d'incompétence dans l'exercice de la foresterie, dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant l'accomplissement d'un de ces actes, un rapport écrit énonçant les motifs de sa décision.	Dépôt de rapports
Same	(2) If a person intended to terminate the employment of a member for reasons of incapacity, professional misconduct or unskilled practice of forestry but the person did not do so because the member resigned, the person shall file with the Registrar within 30 days after the resignation a written report setting out the reasons upon which the person had intended to act.	(2) Quiconque avait l'intention de mettre fin à l'emploi d'un membre pour des motifs d'incapacité, de faute professionnelle ou d'incompétence dans l'exercice de la foresterie, mais ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné, dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant la démission, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.	Idem
Application	(3) This section applies to every person who employs a member or who associates in partnership or otherwise with a member for the purpose of offering forestry services.	(3) Le présent article s'applique à toute personne qui emploie un membre ou qui s'associe à un membre dans une société en nom collectif ou autrement aux fins de la prestation de services de foresterie.	Application
Immunity for reports	(4) No action or other proceeding shall be instituted against a person for filing a report in good faith under this section.	(4) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre les personnes qui déposent un rapport de bonne foi aux termes du présent article.	Immunité touchant les rapports
Official publication	57. The Council shall maintain an official publication of the Association.	57. Le conseil tient une publication officielle de l'Association.	Publication officielle
Immunity	58. (1) No action or other proceeding for damages shall be instituted against the Association, the Council, a committee of the Association or a member of the Council or a committee of the Association, or an officer, employee, agent or appointee of the Association for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act or a by-law, or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of such duty or power.	58. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre l'Association, le conseil, un comité de l'Association, un membre du conseil ou d'un comité de l'Association, les dirigeants, les employés, les mandataires ou les délégués de l'Association pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que leur attribue la présente loi ou un règlement administratif ou pour une négligence ou un manquement commis dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.	Immunité
Indemnity if action brought	(2) Every member of the Council or a committee of the Association and every officer, employee, agent or appointee of the Council or a committee of the Association, and their heirs, executors and administrators, and estate and effects, respectively, shall from time to time and at all times, be indemnified and saved harmless out of the funds of the Association, from and against,	(2) Les membres, les dirigeants, les employés, les mandataires ou les délégués du conseil ou d'un comité de l'Association, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs successoraux, ainsi que leurs biens et successions respectifs, sont indemnisés et tenus à couvert par prélèvement sur les fonds de l'Association :	Indemnisation en cas d'action en justice
	(a) all costs, charges and expenses whatsoever that he or she sustains or incurs in or about any action or proceeding	a) à l'égard de tous les dépens, frais et dépenses qu'ils assument ou engagent dans toute action ou instance introduite	

brought or commenced against him or her in respect of any act, deed, matter or thing whatsoever, made, done or permitted by him or her, in or about the execution of the duties of his or her office;

- (b) all other costs, charges and expenses that he or she sustains or incurs in or about or in relation to the affairs thereof,

except such costs, charges or expenses as are occasioned by his or her own wilful neglect or default.

Limitation of action

**59.** Proceedings shall not be commenced against a member of the Association for damages arising from the provision of a service that is within the practice of professional forestry after one year from the date when the person commencing the action knew or ought to have known the fact or facts upon which the allegations are based.

Compliance order

**60.** (1) Where it appears to the Association that any person does not comply with any provision of this Act or the by-laws, despite the imposition of any penalty in respect of such non-compliance and in addition to any other rights it may have, the Association may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order directing the person to comply with the provision, and upon the application the judge may make the order or such other order as the judge thinks fit.

Appeal

(2) An appeal lies to the Divisional Court from an order made under subsection (1).

Onus of proof

**61.** Where a membership in the Association is required under this Act to permit the lawful doing of an act or thing, if in any proceeding it is proven that the defendant has done the act or thing, the burden of proving that he or she was a member at the time the act or thing was done rests upon the defendant.

Registrar's certificate as evidence

**62.** Any statement containing information from the records required to be kept by the Registrar under this Act and purporting to be certified by the Registrar under the seal of the Association is admissible in evidence in all courts and tribunals as proof in the absence of evidence to the contrary of the facts stated therein without proof of the appointment or signature of the Registrar and without proof of the seal.

Offence, falsification of documents

**63.** (1) Any person who knowingly provides false information in respect of informa-

contre eux du fait de tout acte qu'ils accomplissent ou dont ils permettent l'accomplissement dans l'exercice de leurs fonctions;

- b) à l'égard de tous les autres dépens, frais et dépenses qu'ils assument ou engagent relativement aux activités de l'Association,

sauf ceux qui découlent d'une négligence ou d'une omission volontaire de leur part.

Prescription

**59.** Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts découlant de la prestation de services qui relèvent de l'exercice de la profession de forestier et introduites contre un membre de l'Association plus d'un an après la date à laquelle la personne qui intente l'action avait connaissance ou aurait dû avoir connaissance des faits sur lesquels se fondent les allégations.

Ordonnance enjoignant de se conformer

**60.** (1) S'il lui semble qu'une personne ne se conforme pas à une disposition de la présente loi ou des règlements administratifs, l'Association peut, malgré l'imposition d'une pénalité à cet égard et en plus de tout autre recours dont elle dispose, demander par voie de requête à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) de rendre une ordonnance enjoignant à la personne de se conformer à la disposition, auquel cas le juge peut rendre l'ordonnance ou toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

Appel

(2) L'ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) peut être portée en appel devant la Cour divisionnaire.

Fardeau de la preuve

**61.** Si, pour être légal, l'accomplissement d'un acte est subordonné à l'adhésion à l'Association aux termes de la présente loi et s'il est prouvé au cours d'une instance que le défendeur a accompli cet acte, il lui incombe de prouver qu'il était membre au moment où il l'a fait.

Certificat du registraire comme preuve

**62.** Toute déclaration qui contient des renseignements provenant des dossiers que le registraire doit tenir aux termes de la présente loi et qui se présente comme étant certifiée conforme par le registraire sous le sceau de l'Association est admissible en preuve dans tous les tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, et fait foi, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir la qualité officielle du registraire ou l'authenticité de sa signature ou du sceau.

Infraction : falsification de documents

**63.** (1) Quiconque fournit sciemment des renseignements faux à l'égard de renseigne-



tion that must be entered in the register or directory under section 23 and any person who issues a false certificate of registration or document with respect to the issuance of a certificate of registration is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Same, false representation

(2) Every person who wilfully procures or attempts to procure the issuance of a certificate of registration by knowingly making a false representation or declaration, either orally or in writing, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Same, assisting

(3) Every person who knowingly assists a person in committing an offence under subsection (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Limitation period

(4) Proceedings to obtain a conviction for an offence under subsection (1) or (2) shall not be commenced after the expiration of two years after the date on which the offence was, or is alleged to have been, committed.

Offence

**64.** (1) Every person who contravenes subsection 13 (1) is guilty of an offence and on conviction is liable for the first offence to a fine of not more than \$15,000 and for each subsequent offence to a fine of not more than \$30,000.

Same

(2) Every person who contravenes subsection 14 (7) is guilty of an offence and on conviction is liable for the first offence to a fine of not more than \$5,000 and for each subsequent offence to a fine of not more than \$15,000.

Same

(3) Every person who contravenes subsection 26 (4) or (8) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000 and for each subsequent offence to a fine of not more than \$20,000.

Same

(4) Every person who contravenes subsection 48 (4) or (5) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Corporation

(5) Where a corporation is convicted of an offence under subsection (1), (2) or (3), the maximum fine that may be imposed is \$25,000 on a first conviction and \$50,000 on each subsequent conviction and not as provided in subsection (1), (2) or (3).

Director, etc.

(6) Where a corporation is convicted of an offence under subsection (1), (2) or (3),

ments qui doivent être inscrits dans le tableau ou le répertoire aux termes de l'article 23 ou délivre un faux certificat d'inscription ou un faux document relativement à la délivrance d'un certificat d'inscription est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction :  
fausse  
déclaration

(2) Quiconque, sciemment, obtient ou essaie d'obtenir la délivrance d'un certificat d'inscription en faisant sciemment une assertion ou une déclaration fausse, verbalement ou par écrit, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction :  
aide

(3) Quiconque aide sciemment une personne à commettre l'infraction prévue au paragraphe (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Prescription

(4) Sont irrecevables les instances introduites en vue d'obtenir une déclaration de culpabilité relativement à une infraction prévue au paragraphe (1) ou (2) plus de deux ans après la date à laquelle l'infraction a été ou aurait été commise.

Infraction

**64.** (1) Quiconque contrevient au paragraphe 13 (1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 15 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'au plus 30 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente.

Idem

(2) Quiconque contrevient au paragraphe 14 (7) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'au plus 15 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente.

Idem

(3) Quiconque contrevient au paragraphe 26 (4) ou (8) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'au plus 20 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente.

Idem

(4) Quiconque contrevient au paragraphe 48 (4) ou (5) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Personne morale

(5) Si une personne morale est déclarée coupable d'une infraction prévue au paragraphe (1), (2) ou (3), les amendes maximales qui peuvent être imposées sont de 25 000 \$ dans le cas d'une première infraction et de 50 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente et non celles qui sont prévues à ces paragraphes.

Administrateurs et autres

(6) Si une personne morale est déclarée coupable d'une infraction prévue au para-

- (a) each director of the corporation; and
- (b) each officer, employee or agent of the corporation who was in whole or in part responsible for the conduct of that part of the business of the corporation that gave rise to the offence,

is guilty of an offence unless he or she proves, on the balance of probabilities, that he or she took all reasonable care to prevent the commission of the offence.

Penalty

(7) Every person convicted of an offence under subsection (6) is liable on conviction to a fine of not more than \$15,000 on a first conviction and not more than \$30,000 on each subsequent conviction.

Limitation period

(8) Proceedings shall not be commenced in respect of an offence under subsection (1), (2), (3) or (5) after two years after the date on which the offence was, or is alleged to have been, committed.

Conflict

65. In the event of a conflict between this Act or the by-laws and the *Statutory Powers Procedure Act*, the provisions of this Act and the by-laws prevail.

#### PART X CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, TRANSITION AND REPEAL

Amendments to Crown Forest Sustainability Act, 1994

66. The definition of "professional forester" in section 3 of the *Crown Forest Sustainability Act, 1994* is repealed and the following substituted:

"professional forester" means a person who holds a certificate of registration under the *Professional Foresters Act, 1998*. («forestier professionnel»)

Transition, members

67. Every person who is a member of the Association immediately before this Act comes into force shall be deemed to hold a certificate of registration under this Act subject to the same terms, conditions and limitations as previously applied to the person's membership.

Transition, Council

68. The members of Council who were in office immediately before the coming into force of this Act shall be deemed to be the members of Council after the day this Act comes into force and shall continue in office until the expiration of their terms or until their offices otherwise become vacant.

Repeal

69. The *Ontario Professional Foresters Association Act, 1957*, being chapter 149 of the Statutes of Ontario, 1957, is repealed.

phe (1), (2) ou (3), sont coupables de l'infraction, à moins qu'ils ne prouvent selon la prépondérance des probabilités qu'ils ont fait preuve d'une diligence raisonnable pour empêcher sa commission :

- a) chaque administrateur de la personne morale;
- b) chaque dirigeant, employé ou mandataire de la personne morale qui était en totalité ou en partie responsable des activités de la personne morale qui ont donné naissance à l'infraction.

(7) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au paragraphe (6) est passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 15 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'au plus 30 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente.

Pénalité

(8) Sont irrecevables les instances introduites relativement à une infraction prévue au paragraphe (1), (2), (3) ou (5) plus de deux ans après la date à laquelle l'infraction a été ou aurait été commise.

Prescription

65. Les dispositions de la présente loi et des règlements administratifs l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Incompatibilité

#### PARTIE X MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ABROGATION

66. La définition de «forestier professionnel» à l'article 3 de la *Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

*Loi de 1994 sur la durabilité des forêts de la Couronne*

«forestier professionnel» Titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la *Loi de 1998 sur les forestiers professionnels*. («professional forester»)

67. Quiconque est membre de l'Association immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi est réputé être titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi, sous réserve des mêmes conditions et restrictions qui s'appliquaient auparavant à sa qualité de membre.

Disposition transitoire : membres

68. Les membres du conseil qui occupaient leur poste immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont réputés être membres du conseil après le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi et continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à l'expiration de leur mandat ou jusqu'à ce que leur poste devienne vacant pour une autre raison.

Disposition transitoire : conseil

69. La loi intitulée *The Ontario Professional Foresters Association Act, 1957*, qui constitue le chapitre 149 des Lois de l'Ontario de 1957, est abrogée.

Abrogation

**PART XI  
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Commence-  
ment      70. This Act comes into force on a day to be  
named by proclamation of the Lieutenant  
Governor.

Short title      71. The short title of this Act is the *Profes-  
sional Foresters Act, 1998*.

**PARTIE XI  
ENTRÉE EN VIGUEUR ET  
TITRE ABRÉGÉ**

70. La présente loi entre en vigueur le jour      Entrée en  
que le lieutenant-gouverneur fixe par procla-      vigueur  
mation.

71. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi*      Titre abrégé  
*de 1998 sur les forestiers professionnels*.





2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 72

An Act to govern intercountry  
adoptions and to implement the  
Convention on Protection of Children  
and Co-operation in respect of  
Intercountry Adoption in order to  
further the best interests of children

## Projet de loi 72

Loi visant à régir les adoptions  
internationales et à mettre en oeuvre  
la Convention sur la protection des  
enfants et la coopération en matière  
d'adoption internationale afin de  
favoriser l'intérêt véritable des enfants

**The Hon. J. Ecker**

Minister of Community and Social Services

**L'honorable J. Ecker**

Ministre des Services sociaux et communautaires

### Government Bill

1st Reading      October 26, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

### Projet de loi du gouvernement

1<sup>re</sup> lecture      26 octobre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale



#### EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes a framework to govern intercountry adoptions and provides for the implementation of the 1993 Hague Convention on Protection of Children and Co-operation in respect of Intercountry Adoption.

#### NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi établit un cadre pour régir les adoptions internationales et prévoit la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

**An Act to govern intercountry  
adoptions and to implement the  
Convention on Protection of Children  
and Co-operation in respect of  
Intercountry Adoption in order to  
further the best interests of children**

**Loi visant à régir les adoptions  
internationales et à mettre en œuvre la  
Convention sur la protection des  
enfants et la coopération en matière  
d'adoption internationale afin de  
favoriser l'intérêt véritable des enfants**

**CONTENTS**

**INTERPRETATION**

1. Definitions

**IMPLEMENTATION OF CONVENTION**

2. Request for Convention
3. Convention is law
4. Central Authority

**INTERCOUNTRY ADOPTION REQUIREMENTS**

5. Application, homestudy and approval required
6. Review of proposed adoption at request of foreign authority
7. Sharing information

**LICENSING AND HEARINGS**

8. Licence required to facilitate intercountry adoptions
9. Refusal to issue licence
10. Refusal to renew, revocation
11. Right to hearing
12. Board review of licence conditions
13. Extension of time
14. Provisional suspension of licence
15. Hearings
16. Appeal
17. Powers of inspection
18. Delivery of licence and records

**OFFENCES**

19. No payments for intercountry adoption
20. Offences, penalties

**SOMMAIRE**

**INTERPRÉTATION**

1. Définitions

**MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION**

2. Demande en vue de l'application de la Convention
3. La Convention a force de loi
4. Autorité centrale

**EXIGENCES RELATIVES À L'ADOPTION  
INTERNATIONALE**

5. Demande, étude du milieu familial et approbation exigées
6. Examen d'une adoption projetée à la demande d'une autorité étrangère
7. Échange de renseignements

**DÉLIVRANCE DES PERMIS ET AUDIENCES**

8. Permis requis pour faciliter les adoptions internationales
9. Refus de délivrer un permis
10. Non-renouvellement ou révocation du permis
11. Droit à une audience
12. Réexamen des conditions du permis par la Commission
13. Prorogation du délai
14. Suspension provisoire du permis
15. Audiences
16. Appel
17. Pouvoirs d'inspection
18. Remise du permis et des dossiers

**INFRACTIONS**

19. Paiements interdits à l'égard d'une adoption internationale
20. Infractions, peines



## GENERAL

21. Non-application of *FIPPA* and *MFIPPA*
22. *Child and Family Services Act*, ss. 165, 170
23. Conflict

## REGULATIONS

24. Regulations

TRANSITION, COMMENCEMENT AND  
SHORT TITLE

25. Transition
26. Commencement
27. Short title

Schedule (Text of Convention)

---

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

## INTERPRETATION

Definitions

1. (1) In this Act,

“Board” means the Child and Family Services Review Board; (“Commission”)

“child” means a person under the age of 18 years; (“enfant”)

“Convention” means the Convention on Protection of Children and Co-operation in respect of Intercountry Adoption set out in the Schedule; (“Convention”)

“Director” means a person or member of a class of persons designated by the regulations; (“directeur”)

“intercountry adoption” means,

- (a) an adoption to which the Convention applies, or
- (b) any other adoption of a child who is habitually resident outside Canada, by an Ontario resident,
  - (i) that is intended to create a permanent parent-child relationship, and
  - (ii) that is finalized in the child’s country of origin; (“adoption internationale”)

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

21. Non-application de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur l'accès à l'information municipale* et la protection de la vie privée
22. *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, art. 165 et 170
23. Incompatibilité

## RÈGLEMENTS

24. Règlements

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE EN  
VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

25. Dispositions transitoires
26. Entrée en vigueur
27. Titre abrégé

Annexe (Texte de la Convention)

---

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

## INTERPRÉTATION

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«adoption internationale» S’entend :

- a) soit d’une adoption à laquelle s’applique la Convention;
- b) soit de toute autre adoption par un résident de l’Ontario d’un enfant qui réside habituellement à l’extérieur du Canada :
  - (i) d’une part, qui vise à établir un lien de filiation,
  - (ii) d’autre part, dont les formalités sont complétées dans le pays d’origine de l’enfant. («intercountry adoption»)

«Commission» La Commission de révision des services à l’enfance et à la famille. («Board»)

«Convention» La Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d’adoption internationale qui figure à l’annexe. («Convention»)

«directeur» Personne ou membre d’une catégorie de personnes que désignent les règlements. («Director»)

«enfant» Personne âgée de moins de 18 ans. («child»)

«ministre» Le ministre des Services sociaux et communautaires. («Minister»)

“licence” means a licence to facilitate inter-country adoptions issued under section 8, and “licensee” and “licensed” have corresponding meanings; (“permis”, “titulaire de permis”, “autorisé en vertu d’un permis”)

“Minister” means the Minister of Community and Social Services; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

Words and expressions in Convention

(2) Words and expressions used in this Act have the same meaning as the corresponding words and expressions in the Convention.

#### IMPLEMENTATION OF CONVENTION

Request for Convention

2. (1) The Minister shall request that the Government of Canada declare, in accordance with Article 45 of the Convention, that the Convention extends to Ontario.

Publication

(2) The Minister shall publish in *The Ontario Gazette* notice of the date the Convention enters into force in Ontario.

Convention is law

3. (1) On and after the date the Convention enters into force in respect of Ontario, as determined by Article 46 of the Convention, it has the force of law in Ontario.

Conflict

(2) The law of Ontario also applies to adoptions to which the Convention applies, but if there is a conflict between the law of Ontario and the Convention, the Convention prevails.

Central Authority

4. For the purposes of the Convention’s application in Ontario, the Central Authority is the person designated by the regulations.

#### INTERCOUNTRY ADOPTION REQUIREMENTS

Application, homestudy and approval required

5. (1) No person who is habitually resident in Ontario shall leave Ontario for the purpose of an intercountry adoption or finalize an intercountry adoption without first,

- (a) making an application to a licensee;
- (b) obtaining an adoption homestudy to assess the person’s eligibility and suitability to adopt, and submitting a report of the adoption homestudy to a Director; and
- (c) obtaining the Director’s approval, on the basis of the adoption homestudy.

Director

(2) The application may be made to a Director rather than to a licensee, in which

«permis» Permis visant à faciliter les adoptions internationales et délivré aux termes de l’article 8. Les termes «titulaire de permis» et «autorisé en vertu d’un permis» ont un sens correspondant. («licence», «licensee», «licensed»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

(2) Les termes et expressions utilisés dans la présente loi ont le même sens que les termes et expressions correspondants utilisés dans la Convention.

#### MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

2. (1) Le ministre demande au gouvernement du Canada de déclarer, conformément à l’article 45 de la Convention, que celle-ci s’applique à l’Ontario.

(2) Le ministre publie dans la *Gazette de l’Ontario* un avis de la date d’entrée en vigueur de la Convention en Ontario.

3. (1) La Convention a force de loi en Ontario à compter de la date de son entrée en vigueur à l’égard de l’Ontario, déterminée conformément à l’article 46 de la Convention.

(2) Le droit de l’Ontario s’applique également aux adoptions auxquelles s’applique la Convention. Toutefois, en cas d’incompatibilité entre le droit de l’Ontario et la Convention, cette dernière l’emporte.

4. Pour l’application de la Convention en Ontario, l’Autorité centrale est la personne que désignent les règlements.

#### EXIGENCES RELATIVES À L’ADOPTION INTERNATIONALE

5. (1) Aucune personne qui réside habituellement en Ontario ne doit quitter l’Ontario en vue d’une adoption internationale ou pour en compléter les formalités sans avoir, au préalable :

- a) présenté une demande au titulaire d’un permis;
- b) fait faire une étude du milieu familial visant à évaluer sa capacité légale et son aptitude à adopter, et soumis au directeur un rapport sur cette étude;
- c) obtenu l’approbation du directeur, fondée sur l’étude du milieu familial.

(2) La demande peut être présentée au directeur plutôt qu’au titulaire d’un permis, au-

Termes et expressions utilisés dans la Convention

Demande en vue de l’application de la Convention

Publication

La Convention a force de loi

Incompatibilité

Autorité centrale

Demande, étude du milieu familial et approbation exigées

Directeur

	case the report of the adoption homestudy shall be submitted to the same Director.	quel cas le rapport sur l'étude du milieu familial est soumis au même directeur.	
Who may make adoption homestudy	(3) The report of the adoption homestudy shall be prepared by a person who, in the Director's opinion, is qualified to make an adoption homestudy.	(3) Le rapport sur l'étude du milieu familial est établi par une personne qui, de l'avis du directeur, a les qualités requises pour effectuer une telle étude.	Personnes habilitées à effectuer l'étude du milieu familial
Review by Director	(4) The Director shall review the report of the adoption homestudy promptly and,	(4) Le directeur examine promptement le rapport sur l'étude du milieu familial et, selon le cas :	Examen du directeur
	(a) approve the person unconditionally;	a) approuve la personne sans condition;	
	(b) approve the person subject to any conditions the Director considers appropriate; or	b) approuve la personne sous réserve des conditions qu'il juge appropriées;	
	(c) refuse to approve the person.	c) refuse d'approuver la personne.	
Notice	(5) The Director shall promptly give notice of the approval, the approval subject to conditions or the refusal, as the case may be,	(5) Le directeur donne promptement avis de l'approbation, de l'approbation conditionnelle ou du refus, selon le cas, aux personnes et à l'autorité suivantes :	Avis
	(a) to the person who is the subject of the adoption homestudy;	a) la personne qui fait l'objet de l'étude du milieu familial;	
	(b) to the licensee, if any; and	b) le titulaire d'un permis, le cas échéant;	
	(c) to the authority responsible for adoption matters in the child's country of origin.	c) l'autorité responsable des questions d'adoption dans le pays d'origine de l'enfant.	
Right to hearing	(6) When a Director gives notice of a refusal or of an approval subject to conditions, the person is entitled to a hearing before the Board, and sections 11, 13, 15 and 16 (hearing, appeal) apply with necessary modifications.	(6) Lorsque le directeur donne avis d'un refus ou d'une approbation conditionnelle, la personne a droit à une audience devant la Commission et, s'il y a audience, les articles 11, 13, 15 et 16 (audience, appel) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.	Droit à une audience
Request of foreign authority	6. (1) When an intercountry adoption by an Ontario resident is proposed, the authority responsible for adoption matters in the child's country of origin may request that a Director review the proposed adoption.	6. (1) Lorsqu'une adoption internationale est projetée par un résident de l'Ontario, l'autorité responsable des questions d'adoption dans le pays d'origine de l'enfant peut demander que le directeur examine le projet d'adoption.	Demande d'une autorité étrangère
Review by Director	(2) The Director shall promptly review the proposed adoption and,	(2) Le directeur examine promptement le projet d'adoption et, selon le cas :	Examen du directeur
	(a) approve it unconditionally;	a) l'approuve sans condition;	
	(b) approve it subject to any conditions the Director considers appropriate; or	b) l'approuve sous réserve des conditions qu'il juge appropriées;	
	(c) refuse to approve it.	c) refuse de l'approuver.	
Notice	(3) The Director shall promptly give notice of the approval, the approval subject to conditions or the refusal, as the case may be,	(3) Le directeur donne promptement avis de l'approbation, de l'approbation conditionnelle ou du refus, selon le cas :	Avis
	(a) to the Ontario resident;	a) au résident de l'Ontario;	
	(b) to the licensee, if any; and	b) au titulaire du permis, le cas échéant;	
	(c) to the foreign authority.	c) à l'autorité étrangère.	
Right to hearing	(4) When a Director gives notice of a refusal or of an approval subject to conditions, the Ontario resident is entitled to a hearing before the Board, and sections 11, 13, 15 and	(4) Lorsque le directeur donne avis d'un refus ou d'une approbation conditionnelle, le résident de l'Ontario a droit à une audience devant la Commission et, s'il y a audience, les	Droit à une audience



16 (hearing, appeal) apply with necessary modifications.

Sharing  
information

7. If a Director is aware of an application under section 5, has reviewed the report of an adoption homestudy under section 5 or a proposed adoption under section 6, or is otherwise aware that an Ontario resident is pursuing an intercountry adoption, the Director may share relevant information with,

- (a) the authorities responsible for adoption matters, child welfare, the administration of justice and law enforcement in the child's country of origin;
- (b) the Government of Canada and its agencies;
- (c) the governments of other provinces and territories of Canada and their agencies; and
- (d) a prescribed person or body.

#### LICENSING AND HEARINGS

Only Direc-  
tors and  
licensees  
may facili-  
tate inter-  
country  
adoptions

8. (1) No person except a Director or a licensee shall facilitate an intercountry adoption.

Issuing  
licence

(2) Subject to subsection (4), a person who applies for a licence in accordance with the regulations and pays the prescribed fee is entitled to be issued a licence by a Director, subject to any conditions imposed by the Director.

Renewal

(3) Subject to subsection (4), a licensee who applies for renewal of the licence in accordance with the regulations and pays the prescribed fee is entitled to have the licence renewed by a Director, subject to any conditions imposed by the Director.

Provisional  
licence or  
renewal

(4) If an applicant for a licence or renewal does not meet all the requirements for the issuing or renewal of the licence and requires time to meet them, a Director may issue a provisional licence for the period the Director considers necessary to give the applicant time to meet the requirements, and may impose conditions on the provisional licence.

Non-transfer-  
able

(5) A licence is not transferable.

Refusal to  
issue licence

9. A Director may refuse to issue a licence if, in his or her opinion,

articles 11, 13, 15 et 16 (audience, appel) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

7. Si le directeur a connaissance d'une demande présentée aux termes de l'article 5, a examiné le rapport sur une étude du milieu familial aux termes de l'article 5 ou un projet d'adoption aux termes de l'article 6 ou a par ailleurs connaissance qu'un résident de l'Ontario entreprend des démarches en vue d'une adoption internationale, il peut échanger des renseignements pertinents avec les entités et personnes suivantes :

Échange de  
renseigne-  
ments

- a) les autorités responsables des questions d'adoption, du bien-être de l'enfance, de l'administration de la justice et de l'application de la loi dans le pays d'origine de l'enfant;
- b) le gouvernement du Canada et ses organismes;
- c) les gouvernements des autres provinces et territoires du Canada et leurs organismes;
- d) les personnes ou organismes prescrits.

#### DÉLIVRANCE DES PERMIS ET AUDIENCES

8. (1) Nul ne doit, à l'exception du directeur ou du titulaire d'un permis, faciliter une adoption internationale.

Facilitation  
des  
adoptions  
internatio-  
nales

(2) Sous réserve du paragraphe (4), quiconque présente une demande de permis conformément aux règlements et acquitte les droits prescrits a droit à la délivrance d'un permis par le directeur, lequel peut l'assortir de conditions.

Délivrance  
du permis

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le titulaire d'un permis qui demande le renouvellement de son permis conformément aux règlements et acquitte les droits prescrits a droit au renouvellement de son permis par le directeur, sous réserve de toute condition imposée par ce dernier.

Renouvelle-  
ment

(4) Si l'auteur d'une demande de permis ou de renouvellement de permis ne satisfait pas à toutes les exigences prévues et qu'il a besoin d'un délai pour y satisfaire, le directeur peut délivrer un permis provisoire couvrant la période qu'il juge nécessaire pour donner à l'auteur de la demande la possibilité de satisfaire à ces exigences, et peut assortir ce permis de conditions.

Permis ou  
renouvelle-  
ment  
provisoire

(5) Le permis est incessible.

Incessibilité  
du permis

9. Le directeur peut refuser de délivrer un permis si, selon lui, un des cas suivants se présente :

Refus de  
délivrer un  
permis

- (a) the applicant, an employee of the applicant or, if the applicant is a corporation, an officer or director of the applicant is not competent to facilitate intercountry adoptions in a responsible manner in accordance with this Act and the regulations; or
- (b) the past conduct of the applicant, an employee of the applicant or, if the applicant is a corporation, an officer or director of the applicant affords reasonable grounds for belief that intercountry adoptions will not be facilitated in a responsible manner in accordance with this Act and the regulations.

Refusal to  
renew,  
revocation

**10.** A Director may refuse to renew or may revoke a licence if, in his or her opinion,

- (a) the licensee, an employee of the licensee or, if the licensee is a corporation, an officer or director of the licensee has contravened or has knowingly permitted a person under his or her control or direction or associated with him or her to contravene,
  - (i) this Act or the regulations,
  - (ii) another Act, or the regulations made under another Act, that applies to adoptions, or
  - (iii) a condition of the licence;
- (b) intercountry adoptions are being facilitated in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of children;
- (c) a person has made a false statement in the application for the licence or for its renewal, or in a report or document required to be furnished by this Act or the regulations, or by another Act or the regulations made under another Act that applies to adoptions; or
- (d) a change has occurred in the employees, officers or directors of the applicant that would, if the applicant were applying for the licence in the first instance, afford grounds for refusal under clause 9 (b).

Notice of  
proposal

**11.** (1) If a Director proposes to refuse to issue a licence under section 9 or to revoke or refuse to renew a licence under section 10, he or she shall cause notice of the proposal, together with written reasons, to be served on the applicant or licensee.

- a) l'auteur de la demande ou un de ses employés ou, si l'auteur de la demande est une personne morale, un de ses dirigeants ou administrateurs ne possède pas les qualités requises pour faciliter les adoptions internationales de façon responsable et conformément à la présente loi et aux règlements;
- b) la conduite antérieure de l'auteur de la demande ou d'un de ses employés ou, si l'auteur de la demande est une personne morale, celle d'un de ses dirigeants ou administrateurs offre des motifs raisonnables de croire que les adoptions internationales ne seront pas facilitées de façon responsable et conformément à la présente loi et aux règlements.

**10.** Le directeur peut révoquer un permis ou refuser de le renouveler si, selon lui, un des cas suivants se présente :

Non-renou-  
vellement ou  
révocation  
du permis

- a) le titulaire du permis ou un de ses employés ou, si le titulaire du permis est une personne morale, un de ses dirigeants ou administrateurs a contrevenu ou a sciemment permis à une personne placée sous sa direction ou à un de ses associés de contrevenir, selon le cas :
  - (i) à la présente loi ou aux règlements,
  - (ii) à une autre loi s'appliquant aux adoptions, ou à ses règlements d'application,
  - (iii) à une condition du permis;
- b) les adoptions internationales sont facilitées d'une manière qui nuit à la santé, à la sécurité ou au bien-être des enfants;
- c) la demande de permis ou de renouvellement de permis ou un rapport ou un document qui doivent être fournis aux termes de la présente loi ou des règlements, ou d'une autre loi s'appliquant aux adoptions ou de ses règlements d'application, contient une fausse déclaration;
- d) un changement au sein du personnel, de la direction ou du conseil d'administration de l'auteur de la demande fournirait des motifs pour refuser de délivrer le permis en vertu de l'alinéa 9 b), s'il s'agissait d'une première demande de permis de la part de l'auteur de la demande.

**11.** (1) Si le directeur entend refuser de délivrer un permis en vertu de l'article 9 ou révoquer un permis ou refuser de le renouveler en vertu de l'article 10, il fait signifier un avis écrit motivé de son intention à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis.

Avis  
d'intention

Right to hearing	(2) The applicant or licensee is entitled to a hearing by the Board if the applicant or licensee mails or delivers to the Director and to the Board, within 10 days after the notice is served, a written request for a hearing, and the notice shall so inform the applicant or licensee.	(2) L'auteur de la demande ou le titulaire du permis a droit à une audience devant la Commission s'il envoie par la poste ou remet une demande écrite d'audience au directeur et à la Commission dans les 10 jours qui suivent la signification de l'avis, lequel l'informait de ce droit.	Droit à une audience
Carrying out proposal if no hearing required	(3) If no hearing is requested, the Director may carry out the proposal.	(3) Si aucune audience n'est demandée, le directeur peut donner suite à son intention.	Suite donnée à l'intention si aucune audience n'est demandée
Powers of Board if hearing required	(4) If a hearing is requested, the Board shall set a time for and hold a hearing and may, on hearing the matter,  (a) order the Director to carry out the proposal; or  (b) order the Director to take any other action that the Board considers appropriate, in accordance with this Act and the regulations.	(4) Si une audience est demandée, la Commission en fixe la date et l'heure. Après avoir entendu l'affaire, elle peut ordonner au directeur :  a) soit de donner suite à son intention;  b) soit de prendre les mesures qu'elle juge appropriées, conformément à la présente loi et aux règlements.	Pouvoirs de la Commission si une audience est demandée
Same	(5) The Board may substitute its opinion for that of the Director.	(5) La Commission peut substituer son opinion à celle du directeur.	Idem
Board review of licence conditions	<b>12.</b> (1) A licensee who is dissatisfied with a condition imposed by a Director under subsection 8 (2), (3) or (4) is entitled to a hearing by the Board if the licensee mails or delivers to the Director and to the Board, within 15 days after receiving the licence, a written request for a hearing.	<b>12.</b> (1) Le titulaire du permis qui n'est pas satisfait d'une condition imposée par le directeur aux termes du paragraphe 8 (2), (3) ou (4) a droit à une audience devant la Commission s'il envoie par la poste ou remet une demande écrite d'audience au directeur et à la Commission dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle il reçoit le permis.	Réexamen des conditions du permis par la Commission
Powers of Board	(2) If a hearing is requested, the Board shall set a time for and hold a hearing and may, on hearing the matter,  (a) confirm any or all of the conditions;  (b) strike out any or all of the conditions; or  (c) impose any other conditions that the Board considers appropriate.	(2) Si une audience est demandée, la Commission en fixe la date et l'heure. Après avoir entendu l'affaire, elle peut :  a) confirmer l'ensemble ou une partie des conditions;  b) annuler l'ensemble ou une partie des conditions;  c) imposer toute autre condition qu'elle juge appropriée.	Pouvoirs de la Commission
Time of receipt	(3) For the purposes of subsection (1), a licensee shall be deemed to receive the licence on the 10th day after the day it is mailed, unless it is established that the licensee did not receive it or did not, through absence, accident, illness or another cause beyond the licensee's control, acting in good faith, receive the licence until a later date.	(3) Pour l'application du paragraphe (1), le titulaire d'un permis est réputé avoir reçu le permis le 10 <sup>e</sup> jour qui suit la date de sa mise à la poste, à moins qu'il ne soit démontré qu'il ne l'a pas reçu ou qu'il ne l'a reçu, en toute bonne foi, qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident, de maladie ou pour tout autre motif indépendant de sa volonté.	Jour de la réception du permis
Extension of time	<b>13.</b> (1) The Board may extend the time fixed for requesting a hearing under subsection 11 (2) or 12 (1), either before or after its expiration, if,  (a) it appears to the Board that there are reasonable grounds for granting relief to the applicant or licensee; and	<b>13.</b> (1) La Commission peut proroger le délai fixé pour demander une audience aux termes du paragraphe 11 (2) ou 12 (1), avant ou après son expiration, si :  a) d'une part, il lui semble qu'il existe des motifs raisonnables d'accorder un redressement à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis;	Prorogation du délai



	(b) the Board is satisfied that the applicant or licensee has reasonable grounds to seek an extension.	b) d'autre part, elle est convaincue que l'auteur de la demande ou le titulaire du permis a des motifs raisonnables de demander une prorogation.	
Directions	(2) The Board may give such directions as it considers proper in connection with an extension.	(2) La Commission peut assortir une prorogation des directives qu'elle juge indiquées.	Directives
Continuation of licence pending renewal	(3) Subject to section 14, if a licensee has applied for renewal of the licence and paid the prescribed fee within the prescribed time or, if no time is prescribed, before the licence expires, the licence is deemed to continue,	(3) Sous réserve de l'article 14, si le titulaire d'un permis en demande le renouvellement et acquitte les droits prescrits dans le délai prescrit, ou, si aucun délai n'est prescrit, avant l'expiration du permis, celui-ci est réputé maintenu en vigueur :	Maintien en vigueur du permis en attendant le renouvellement
	(a) until the renewal is granted; or	a) soit jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;	
	(b) if the licensee is served with notice that the Director proposes to refuse to grant the renewal, until the time for requesting a hearing has expired and, if a hearing is requested, until the Board has made its decision.	b) soit jusqu'au moment où expire le délai prévu pour demander une audience, si le titulaire du permis reçoit signification d'un avis de l'intention du directeur de refuser de renouveler le permis, ou, si une audience est demandée, jusqu'au jour où la Commission rend sa décision.	
Provisional suspension of licence	14. (1) A Director may, by causing notice to be served on a licensee, suspend the licence provisionally and without a hearing, if in his or her opinion the manner in which intercountry adoptions are being facilitated is an immediate threat to the health, safety or welfare of children.	14. (1) Le directeur peut, en faisant signifier un avis au titulaire d'un permis, suspendre provisoirement le permis sans tenir d'audience s'il est d'avis que la manière dont les adoptions internationales sont facilitées constitue un danger immédiat pour la santé, la sécurité ou le bien-être des enfants.	Suspension provisoire du permis
Contents of notice	(2) The notice shall contain a statement of the grounds for suspension.	(2) L'avis fait état des motifs de la suspension.	Contenu de l'avis
When suspension takes effect	(3) The provisional suspension takes effect on the day the licensee receives the notice.	(3) La suspension provisoire entre en vigueur le jour où le titulaire du permis reçoit l'avis.	Entrée en vigueur de la suspension
Application of s. 11 (2-5)	(4) Subsections 11 (2), (3), (4) and (5) apply, with necessary modifications.	(4) Les paragraphes 11 (2), (3), (4) et (5) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.	Application des par. 11 (2) à (5)
Parties	15. (1) The Director, the applicant or licensee who requests the hearing and any other persons that the Board specifies are parties to the proceeding.	15. (1) Sont parties à l'instance le directeur, l'auteur de la demande ou le titulaire du permis qui demande l'audience et les autres personnes que la Commission désigne.	Parties
Prior involvement	(2) A member of the Board who has taken part before a hearing in any investigation or consideration of its subject matter shall not take part in the hearing.	(2) Ne doivent pas prendre part à l'audience les membres de la Commission qui ont déjà pris part à une enquête ou étude relative à l'objet de l'audience.	Participation antérieure
Discussion of subject matter of hearing	(3) A member of the Board who takes part in a hearing shall not communicate about the subject matter of the hearing with any person (except another member, a lawyer who does not represent any party, or an employee of the Board) unless all parties are notified and given an opportunity to participate.	(3) Les membres de la Commission qui prennent part à une audience ne doivent pas communiquer au sujet de l'objet de l'audience avec qui que ce soit (à l'exception d'un autre membre, d'un avocat qui ne représente aucune partie ou d'un employé de la Commission), sauf si toutes les parties ont été avisées et qu'il leur est donné l'occasion de participer.	Discussion sur l'objet de l'audience
Independent legal advice	(4) The Board may seek independent legal advice about the subject matter of a hearing and, if it does so, shall disclose the nature of	(4) La Commission peut demander des conseils juridiques de personnes indépendantes à propos de l'objet de l'audience et, en pareil	Conseils juridiques de personnes indépendantes

the advice to the parties to enable them to respond.

Examination of documentary evidence and reports

(5) Every party shall be given an opportunity, before the hearing, to examine any documentary evidence that will be produced and any report whose contents will be given in evidence at the hearing.

Recording of evidence

(6) The evidence taken before the Board at a hearing shall be recorded.

Only members present throughout hearing to participate in decision

(7) No member of the Board shall participate in a decision of the Board unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties.

All members present at hearing to participate in decision

(8) Unless the parties consent, the Board shall not make a decision unless all the members who were present at the hearing participate in the decision.

Time for final decision

(9) Despite section 21 of the *Statutory Powers Procedure Act* (adjournments), the Board shall make a final decision and notify the parties of it within 90 days after the day the Board receives the request for a hearing.

Appeal

**16.** (1) An appeal lies to the Divisional Court from the Board's decision.

Record to be filed

(2) When notice of an appeal is filed, the Board shall promptly file with the court the record of the proceeding in which the decision appealed from was made.

Minister

(3) The Minister is entitled to be heard, by counsel or otherwise, on the argument of the appeal.

Powers of inspection

**17.** (1) For the purpose of ensuring compliance with this Act, the regulations and any conditions imposed on licences, a Director or a person who has a Director's written authorization may, at all reasonable times, upon producing proper identification,

- (a) enter the premises of a licensee;
- (b) inspect the premises and any financial or other records there dealing with activities in connection with inter-country adoptions; and
- (c) make copies of the records or remove them from the premises to copy them as may be reasonably required.

Offence

- (2) No person shall,
  - (a) hinder, obstruct or attempt to hinder or obstruct a Director or other person in the exercise of the power conferred by subsection (1);

cas, elle communique la teneur de ces conseils aux parties pour leur permettre d'y répondre.

(5) Chaque partie a la possibilité d'examiner, avant l'audience, toute preuve documentaire qui y sera produite et tout rapport dont le contenu y sera présenté en preuve.

Examen de la preuve documentaire et des rapports

(6) Les témoignages recueillis devant la Commission lors d'une audience sont consignés.

Consignation des témoignages

(7) Aucun membre de la Commission ne doit prendre part à la décision que rend la Commission s'il n'a pas assisté à toute l'audience et n'a pas entendu la preuve et les plaidoiries des parties.

Seuls les membres présents à toute l'audience prennent part à la décision

(8) Sauf si les parties y consentent, la Commission ne rend pas de décision sans que tous les membres présents à l'audience y prennent part.

Tous les membres présents à l'audience prennent part à la décision

(9) Malgré l'article 21 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* (ajournement), la Commission rend une décision définitive et en avise les parties dans les 90 jours qui suivent le jour où elle a reçu la demande d'audience.

Prononcé de la décision définitive

**16.** (1) La décision que rend la Commission peut être portée en appel devant la Cour divisionnaire.

Appel

(2) Lorsqu'un avis d'appel est déposé, la Commission dépose promptement auprès de la Cour le dossier de l'instance dans laquelle a été rendue la décision portée en appel.

Dossier à déposer

(3) Le ministre a le droit d'être entendu, notamment par l'intermédiaire d'un avocat, lors de l'audition de l'appel.

Ministre

**17.** (1) Afin de s'assurer de l'observation de la présente loi, des règlements et des conditions dont sont assortis les permis, le directeur ou la personne munie d'une autorisation écrite du directeur peut, à toute heure raisonnable et sur présentation des pièces d'identité appropriées :

Pouvoirs d'inspection

- a) pénétrer dans les locaux du titulaire d'un permis;
- b) inspecter les locaux et examiner les dossiers financiers ou autres qui s'y trouvent et qui portent sur des activités liées à des adoptions internationales;
- c) faire des copies des dossiers ou les emporter pour en faire des copies, selon ce qui peut être raisonnablement exigé.

(2) Nul ne doit :

Infraction

- a) gêner ni entraver ni tenter de gêner ou d'entraver le directeur ou une autre personne dans l'exercice du pouvoir que lui confère le paragraphe (1);

(b) knowingly give false information about a licensee's activities in connection with intercountry adoptions; or

(c) refuse to give a Director or other person access to the records referred to in clause (1) (b) or refuse to give him or her information about the premises or about the licensee's activities in connection with intercountry adoptions that the Director or other person reasonably requires.

Regulations

(3) The power conferred by subsection (1) shall be exercised in accordance with the regulations.

Delivery of licence and records

18. A licensee whose licence is revoked or who ceases to facilitate intercountry adoptions shall deliver up to a Director or to the Minister the licence and all the records in the licensee's possession or control that relate to intercountry adoptions.

b) donner sciemment de faux renseignements sur les activités du titulaire d'un permis liées à des adoptions internationales;

c) refuser au directeur ou à une autre personne l'accès aux dossiers visés à l'alinéa (1) b), ni refuser de lui donner des renseignements sur les locaux ou les activités du titulaire du permis liées à des adoptions internationales dont le directeur ou l'autre personne a raisonnablement besoin.

(3) Le pouvoir que confère le paragraphe (1) est exercé conformément aux règlements.

Règlements

18. Le titulaire d'un permis dont le permis est révoqué ou qui cesse de faciliter des adoptions internationales remet au directeur ou au ministre le permis et tous les dossiers qui se trouvent en sa possession ou sous son contrôle et qui se rapportent à des adoptions internationales.

Remise du permis et des dossiers

## OFFENCES

No payments for intercountry adoption

19. No person shall give, receive or agree to give or receive a payment or reward of any kind in connection with an intercountry adoption or proposed intercountry adoption, except for,

- (a) the expenses of a licensee that belong to a prescribed class, or such other expenses as are approved by a Director;
- (b) the expenses of a person referred to in subsection 5 (3) that belong to a prescribed class;
- (c) the expenses of a Director that belong to a prescribed class; and
- (d) proper legal fees and disbursements.

Offence, penalty

20. (1) A person who contravenes subsection 5 (1) (application, homestudy and approval required) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000 or to imprisonment for not more than two years, or to both.

Same

(2) A person who contravenes subsection 8 (1) (facilitating intercountry adoptions without licence), and a director, officer or employee of a corporation who authorizes, permits or concurs in such a contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000 for each day on which the offence continues or to

## INFRACTIONS

19. Nul ne doit faire, donner ou recevoir, ni accepter de faire, de donner ou de recevoir, un paiement ou une récompense de quelque nature que ce soit à l'égard d'une adoption internationale ou d'une adoption internationale projetée, si ce n'est en ce qui concerne ce qui suit :

- a) les dépenses du titulaire d'un permis qui font partie d'une catégorie prescrite ou les autres dépenses qu'approuve le directeur;
- b) les dépenses d'une personne visée au paragraphe 5 (3) qui font partie d'une catégorie prescrite;
- c) les dépenses du directeur qui font partie d'une catégorie prescrite;
- d) les frais de justice et débours appropriés.

Paiements interdits à l'égard d'une adoption internationale

20. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 5 (1) (demande, étude du milieu familial et approbation exigées) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou d'une seule de ces peines.

Infraction, peine

(2) Quiconque contrevient au paragraphe 8 (1) (facilitation des adoptions internationales sans permis) et l'administrateur, le dirigeant ou l'employé d'une personne morale qui autorise ou permet cette contravention de la part de la personne morale, ou qui y participe, sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 1 000 \$ pour chaque journée pen-

Idem



imprisonment for not more than one year, or to both.

Same

(3) Every person who knowingly furnishes false information in an application under subsection 8 (2) or (3) (licence, renewal) or in a statement, report or return required to be furnished under the regulations, and a director, officer or employee of a corporation who authorizes, permits or concurs in such a contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000.

dant laquelle l'infraction se poursuit et d'un emprisonnement d'au plus un an, ou d'une seule de ces peines.

(3) Quiconque donne sciemment de faux renseignements dans une demande visée au paragraphe 8 (2) ou (3) (permis, renouvellement) ou dans une déclaration, un rapport ou un état exigés aux termes des règlements, et l'administrateur, le dirigeant ou l'employé d'une personne morale qui autorise ou permet cette contravention de la part de la personne morale, ou qui y participe, sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$.

Idem

Same

(4) Every person who knowingly contravenes subsection 17 (2) (obstruction), and a director, officer or employee of a corporation who authorizes, permits or concurs in such a contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000.

(4) Quiconque contrevient sciemment au paragraphe 17 (2) (entrave) et l'administrateur, le dirigeant ou l'employé d'une personne morale qui autorise ou permet cette contravention de la part de la personne morale, ou qui y participe sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$.

Idem

Same

(5) A person who contravenes section 19, and a director, officer or employee of a corporation who authorizes, permits or concurs in such a contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for not more than three years, or to both.

(5) Quiconque contrevient à l'article 19 et l'administrateur, le dirigeant ou l'employé d'une personne morale qui autorise ou permet cette contravention de la part de la personne morale, ou qui y participe, sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus trois ans, ou d'une seule de ces peines.

Idem

Limitation

(6) A proceeding under subsection (1), (2) or (5) shall not be commenced more than two years after the date on which the offence is alleged to have been committed.

(6) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du paragraphe (1), (2) ou (5) plus de deux ans après la date à laquelle l'infraction aurait été commise.

Prescription

#### GENERAL

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Non-application of FIPPA and MFIPPA

**21.** The *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* and the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act* do not apply to information that relates to an intercountry adoption or proposed intercountry adoption.

**21.** La *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* et la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* ne s'appliquent pas aux renseignements qui se rapportent aux adoptions internationales ou aux adoptions internationales projetées.

Non-application des lois sur l'accès à l'information

*Child and Family Services Act*, ss. 165, 170

**22.** Directors and licensees under this Act are deemed to be licensees for the purposes of sections 165 and 170 of the *Child and Family Services Act* (confidentiality of adoption records, persons adopted outside Ontario).

**22.** Les directeurs et les titulaires de permis visés par la présente loi sont réputés des titulaires de permis pour l'application des articles 165 et 170 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* (caractère confidentiel des dossiers d'adoption, personnes adoptées en dehors de l'Ontario).

*Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, art. 165 et 170

Conflict

**23.** If there is a conflict between this Act and any other Act, this Act prevails.

**23.** En cas d'incompatibilité entre la présente loi et toute autre loi, la présente loi l'emporte.

Incompatibilité

#### REGULATIONS

#### RÈGLEMENTS

Regulations

**24.** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

**24.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- |  |   |
|--|---|
| <p>(a) designating the Central Authority in accordance with Article 6 of the Convention;</p> <p>(b) assigning functions of the Central Authority to public authorities, accredited bodies or other bodies or persons in accordance with Article 22 of the Convention;</p> <p>(c) defining words and expressions used but not defined in the Convention;</p> <p>(d) further defining “intercountry adoption” for the purpose of this Act;</p> <p>(e) exempting from this Act, a provision of this Act, the regulations or a provision of the regulations,</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) a class or classes of intercountry adoptions, or</p> <p style="padding-left: 40px;">(ii) a class or classes of persons;</p> <p>(f) prescribing persons and classes of persons and bodies and classes of bodies for the purpose of clause 7 (d);</p> <p>(g) defining “facilitate” for the purpose of subsection 8 (1);</p> <p>(h) governing the issuing, renewal and expiry of licences and prescribing fees payable by an applicant for a licence or its renewal;</p> <p>(i) prescribing the records to be kept by licensees;</p> <p>(j) requiring licensees to provide the prescribed information and reports and prescribing the information and reports;</p> <p>(k) requiring applications, reports and other documents to be prepared in a form approved or provided by the Minister;</p> <p>(l) governing the qualifications of persons or classes of persons employed by licensees;</p> <p>(m) governing the exercise of the power of entry set out in subsection 17 (1);</p> <p>(n) designating persons or classes of persons as Directors for the purposes of this Act;</p> <p>(o) prescribing classes of expenses for the purposes of clauses 19 (a), (b) and (c) and prescribing the conditions under which such classes of expenses may be charged.</p> | <p>a) désigner l’Autorité centrale conformément à l’article 6 de la Convention;</p> <p>b) assigner des fonctions de l’Autorité centrale à des autorités publiques, à des organismes agréés ou à d’autres organismes ou personnes conformément à l’article 22 de la Convention;</p> <p>c) définir des termes et expressions utilisés mais non définis dans la Convention;</p> <p>d) définir plus précisément l’expression «adoption internationale» pour l’application de la présente loi;</p> <p>e) soustraire à l’application de la présente loi, d’une de ses dispositions, des règlements ou d’une de leurs dispositions :</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) soit une ou des catégories d’adoptions internationales,</p> <p style="padding-left: 40px;">(ii) soit une ou des catégories de personnes;</p> <p>f) prescrire des personnes et des organismes ainsi que des catégories de personnes et d’organismes pour l’application de l’alinéa 7 d);</p> <p>g) définir le terme «faciliter» pour l’application du paragraphe 8 (1);</p> <p>h) régir la délivrance, le renouvellement et l’expiration des permis et prescrire les droits que l’auteur d’une demande doit acquitter pour l’obtention ou le renouvellement d’un permis;</p> <p>i) prescrire les dossiers que doivent tenir les titulaires de permis;</p> <p>j) exiger que les titulaires de permis fournissent les renseignements et rapports prescrits, et prescrire ceux-ci;</p> <p>k) exiger que les demandes, rapports et autres documents soient rédigés selon la formule qu’approuve ou que fournit le ministre;</p> <p>l) régir les qualités requises des personnes ou catégories de personnes qu’emploient les titulaires de permis;</p> <p>m) régir l’exercice du pouvoir d’entrée énoncé au paragraphe 17 (1);</p> <p>n) désigner comme directeurs des personnes ou catégories de personnes pour l’application de la présente loi;</p> <p>o) prescrire les catégories de dépenses pour l’application des alinéas 19 a), b) et c) et prescrire les conditions auxquelles le paiement de ces catégories de dépenses peut être demandé.</p> |
|--|---|

	TRANSITION, COMMENCEMENT AND SHORT TITLE	DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ	
Transition	<p><b>25. (1)</b> This Act does not apply to an inter-country adoption if,</p> <p>(a) before the effective date,</p> <p>(i) an application to adopt the child has been made to an authority responsible for adoption matters in the child's country of origin, or has been received by the Ministry of Community and Social Services or the National Adoption Desk of Human Resources Development (Canada),</p> <p>(ii) the child has been placed with the proposed adoptive parent, or</p> <p>(iii) the consents and approvals necessary for the adoption have been given; and</p> <p>(b) the adoption is finalized within 24 months after the effective date.</p>	<p><b>25. (1)</b> La présente loi ne s'applique pas à une adoption internationale si :</p> <p>a) d'une part, avant la date d'entrée en vigueur :</p> <p>(i) soit une demande d'adoption de l'enfant a été présentée à une autorité responsable des questions d'adoption dans le pays d'origine de l'enfant ou a été reçue par le ministère des Services sociaux et communautaires ou le Bureau national d'adoption du Développement des ressources humaines (Canada),</p> <p>(ii) soit l'enfant a été placé chez le père adoptif proposé ou la mère adoptive proposée,</p> <p>(iii) soit les consentements et approbations nécessaires à l'adoption ont été donnés;</p> <p>b) d'autre part, les formalités d'adoption sont complétées dans les 24 mois qui suivent la date d'entrée en vigueur.</p>	Disposition transitoire
Same	(2) A report of an adoption homestudy that was prepared before the effective date may be used for the purposes of subsection 5 (1) if the person who prepared it is a person referred to in subsection 5 (3).	(2) Le rapport sur une étude du milieu familial qui a été établi avant la date d'entrée en vigueur peut être utilisé pour l'application du paragraphe 5 (1) si son auteur est une personne visée au paragraphe 5 (3).	Idem
Definition	<p>(3) In subsections (1) and (2),</p> <p>“effective date” means the day on which subsection 5 (1) comes into force.</p>	<p>(3) La définition qui suit s'applique aux paragraphes (1) et (2).</p> <p>«date d'entrée en vigueur» Le jour où le paragraphe 5 (1) entre en vigueur.</p>	Définition
Commencement	<b>26. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.</b>	<b>26. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.</b>	Entrée en vigueur
Short title	<b>27. The short title of this Act is the <i>Inter-country Adoption Act, 1998</i>.</b>	<b>27. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1998 sur l'adoption internationale</i>.</b>	Titre abrégé



## SCHEDULE

### CONVENTION ON PROTECTION OF CHILDREN AND CO-OPERATION IN RESPECT OF INTERCOUNTRY ADOPTION

The States signatory to the present Convention,

Recognizing that the child, for the full and harmonious development of his or her personality, should grow up in a family environment, in an atmosphere of happiness, love and understanding,

Recalling that each State should take, as a matter of priority, appropriate measures to enable the child to remain in the care of his or her family of origin,

Recognizing that intercountry adoption may offer the advantage of a permanent family to a child for whom a suitable family cannot be found in his or her State of origin,

Convinced of the necessity to take measures to ensure that intercountry adoptions are made in the best interests of the child and with respect for his or her fundamental rights, and to prevent the abduction, the sale of, or traffic in children,

Desiring to establish common provisions to this effect, taking into account the principles set forth in international instruments, in particular the *United Nations Convention on the Rights of the Child*, of November 20, 1989, and the United Nations Declaration on Social and Legal Principles relating to the Protection and Welfare of Children, with Special Reference to Foster Placement and Adoption Nationally and Internationally (General Assembly Resolution 41/85, of 3 December 1986),

Have agreed upon the following provisions,

#### CHAPTER 1 — SCOPE OF THE CONVENTION

##### Article 1

The objects of the present Convention are,

- (a) to establish safeguards to ensure that intercountry adoptions take place in the best interests of the child and with respect for his or her fundamental rights as recognized in international law;
- (b) to establish a system of co-operation amongst Contracting States to ensure that those safeguards are respected and thereby prevent the abduction, the sale of, or traffic in children;
- (c) to secure the recognition in Contracting States of adoptions made in accordance with the Convention.

##### Article 2

1. The Convention shall apply where a child habitually resident in one Contracting State ('the State of origin') has been, is being, or is to be moved to another Contracting State ('the receiving State') either after his or her adoption in the State of origin by spouses or a person habitually resident in the

## ANNEXE

### CONVENTION SUR LA PROTECTION DES ENFANTS ET LA COOPÉRATION EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE

Les États signataires de la présente Convention,

Reconnaissant que, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, l'enfant doit grandir dans un milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension,

Rappelant que chaque État devrait prendre, par priorité, des mesures appropriées pour permettre le maintien de l'enfant dans sa famille d'origine,

Reconnaissant que l'adoption internationale peut présenter l'avantage de donner une famille permanente à l'enfant pour lequel une famille appropriée ne peut être trouvée dans son État d'origine,

Convaincus de la nécessité de prévoir des mesures pour garantir que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect de ses droits fondamentaux, ainsi que pour prévenir l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants,

Désirant établir à cet effet des dispositions communes qui tiennent compte des principes reconnus par les instruments internationaux, notamment par la *Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant*, du 20 novembre 1989, et par la Déclaration des Nations Unies sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international (Résolution de l'Assemblée générale 41/85, du 3 décembre 1986),

Sont convenus des dispositions suivantes :

#### CHAPITRE I — CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

##### Article premier

La présente Convention a pour objet :

- (a) d'établir des garanties pour que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;
- (b) d'instaurer un système de coopération entre les États contractants pour assurer le respect de ces garanties et prévenir ainsi l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants;
- (c) d'assurer la reconnaissance dans les États contractants des adoptions réalisées selon la Convention.

##### Article 2

1. La Convention s'applique lorsqu'un enfant résidant habituellement dans un État contractant (« l'État d'origine ») a été, est ou doit être déplacé vers un autre État contractant (« l'État d'accueil »), soit après son adoption dans l'État d'origine par des époux ou une personne résidant habituellement dans

receiving State, or for the purposes of such an adoption in the receiving State or in the State of origin.

2. The Convention covers only adoptions which create a permanent parent-child relationship.

### Article 3

The Convention ceases to apply if the agreements mentioned in Article 17, subparagraph (c), have not been given before the child attains the age of 18 years.

## CHAPTER II — REQUIREMENTS FOR INTERCOUNTRY ADOPTIONS

### Article 4

An adoption within the scope of the Convention shall take place only if the competent authorities of the State of origin,

- (a) have established that the child is adoptable;
- (b) have determined, after possibilities for placement of the child within the State of origin have been given due consideration, that an intercountry adoption is in the child's best interests;
- (c) have ensured that,

(1) the persons, institutions and authorities whose consent is necessary for adoption, have been counselled as may be necessary and duly informed of the effects of their consent, in particular whether or not an adoption will result in the termination of the legal relationship between the child and his or her family of origin,

(2) such persons, institutions and authorities have given their consent freely, in the required legal form, and expressed or evidenced in writing,

(3) the consents have not been induced by payment or compensation of any kind and have not been withdrawn, and

(4) the consent of the mother, where required, has been given only after the birth of the child; and

- (d) have ensured, having regard to the age and degree of maturity of the child, that,

(1) he or she has been counselled and duly informed of the effects of the adoption and of his or her consent to the adoption, where such consent is required,

(2) consideration has been given to the child's wishes and opinions,

(3) the child's consent to the adoption, where such consent is required, has been given freely, in the required legal form, and expressed or evidenced in writing, and

l'État d'accueil, soit en vue d'une telle adoption dans l'État d'accueil ou dans l'État d'origine.

2. La Convention ne vise que les adoptions établissant un lien de filiation.

### Article 3

La Convention cesse de s'appliquer si les acceptations visées à l'article 17, lettre (c), n'ont pas été données avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de 18 ans.

## CHAPITRE II — CONDITIONS DES ADOPTIONS INTERNATIONALES

### Article 4

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'État d'origine :

- (a) ont établi que l'enfant est adoptable;
- (b) ont constaté, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son État d'origine, qu'une adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant;
- (c) se sont assurées :

(1) que les personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption ont été entourées des conseils nécessaires et dûment informées sur les conséquences de leur consentement, en particulier sur le maintien ou la rupture, en raison d'une adoption, des liens de droit entre l'enfant et sa famille d'origine,

(2) que celles-ci ont donné librement leur consentement dans les formes légales requises, et que ce consentement a été donné ou constaté par écrit,

(3) que les consentements n'ont pas été obtenus moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'ils n'ont pas été retirés, et

(4) que le consentement de la mère, s'il est requis, n'a été donné qu'après la naissance de l'enfant; et

- (d) se sont assurées, eu égard à l'âge et à la maturité de l'enfant :

(1) que celui-ci a été entouré de conseils et dûment informé sur les conséquences de l'adoption et de son consentement à l'adoption, si celui-ci est requis,

(2) que les souhaits et avis de l'enfant ont été pris en considération,

(3) que le consentement de l'enfant à l'adoption, lorsqu'il est requis, a été donné librement, dans les formes légales requises, et que son consentement a été donné ou constaté par écrit, et

(4) such consent has not been induced by payment or compensation of any kind.

#### Article 5

An adoption within the scope of the Convention shall take place only if the competent authorities of the receiving State,

- (a) have determined that the prospective adoptive parents are eligible and suited to adopt;
- (b) have ensured that the prospective adoptive parents have been counselled as may be necessary; and
- (c) have determined that the child is or will be authorized to enter and reside permanently in that State.

### CHAPTER III — CENTRAL AUTHORITIES AND ACCREDITED BODIES

#### Article 6

1. A Contracting State shall designate a Central Authority to discharge the duties which are imposed by the Convention upon such authorities.

2. Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial units shall be free to appoint more than one Central Authority and to specify the territorial or personal extent of their functions. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which any communication may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

#### Article 7

1. Central Authorities shall co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their States to protect children and to achieve the other objects of the Convention.

2. They shall take directly all appropriate measures to,

- (a) provide information as to the laws of their States concerning adoption and other general information, such as statistics and standard forms;
- (b) keep one another informed about the operation of the Convention and, as far as possible, eliminate any obstacles to its application.

#### Article 8

Central Authorities shall take, directly or through public authorities, all appropriate measures to prevent improper financial or other gain in connection with an adoption and to deter all practices contrary to the objects of the Convention.

(4) que ce consentement n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte.

#### Article 5

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'État d'accueil :

- (a) ont constaté que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter;
- (b) se sont assurées que les futurs parents adoptifs ont été entourés des conseils nécessaires; et
- (c) ont constaté que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans cet État.

### CHAPITRE III — AUTORITÉS CENTRALES ET ORGANISMES AGRÉÉS

#### Article 6

1. Chaque État contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2. Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

#### Article 7

1. Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes de leurs États pour assurer la protection des enfants et réaliser les autres objectifs de la Convention.

2. Elles prennent directement toutes mesures appropriées pour :

- (a) fournir des informations sur la législation de leurs États en matière d'adoption et d'autres informations générales, telles que des statistiques et formules types;
- (b) s'informer mutuellement sur le fonctionnement de la Convention et, dans la mesure du possible, lever les obstacles à son application.

#### Article 8

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques, toutes mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'une adoption et empêcher toute pratique contraire aux objectifs de la Convention.



**Article 9**

Central Authorities shall take, directly or through public authorities or other bodies duly accredited in their State, all appropriate measures, in particular to,

- (a) collect, preserve and exchange information about the situation of the child and the prospective adoptive parents, so far as is necessary to complete the adoption;
- (b) facilitate, follow and expedite proceedings with a view to obtaining the adoption;
- (c) promote the development of adoption counselling and post-adoption services in their States;
- (d) provide each other with general evaluation reports about experience with intercountry adoption;
- (e) reply, in so far as is permitted by the law of their State, to justified requests from other Central Authorities or public authorities for information about a particular adoption situation.

**Article 10**

Accreditation shall only be granted to and maintained by bodies demonstrating their competence to carry out properly the tasks with which they may be entrusted.

**Article 11**

An accredited body shall,

- (a) pursue only non-profit objectives according to such conditions and within such limits as may be established by the competent authorities of the State of accreditation;
- (b) be directed and staffed by persons qualified by their ethical standards and by training or experience to work in the field of intercountry adoption; and
- (c) be subject to supervision by competent authorities of that State as to its composition, operation and financial situation.

**Article 12**

A body accredited in one Contracting State may act in another Contracting State only if the competent authorities of both States have authorized it to do so.

**Article 13**

The designation of the Central Authorities and, where appropriate, the extent of their functions, as well as the names and addresses of the accredited bodies shall be communicated by each Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law.

**Article 9**

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'organismes dûment agréés dans leur État, toutes mesures appropriées, notamment pour :

- (a) rassembler, conserver et échanger des informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption;
- (b) faciliter, suivre et activer la procédure en vue de l'adoption;
- (c) promouvoir dans leurs États le développement de services de conseils pour l'adoption et pour le suivi de l'adoption;
- (d) échanger des rapports généraux d'évaluation sur les expériences en matière d'adoption internationale;
- (e) répondre, dans la mesure permise par la loi de leur État, aux demandes motivées d'informations sur une situation particulière d'adoption formulées par d'autres Autorités centrales ou par des autorités publiques.

**Article 10**

Peuvent seuls bénéficier de l'agrément et le conserver les organismes qui démontrent leur aptitude à remplir correctement les missions qui pourraient leur être confiées.

**Article 11**

Un organisme agréé doit :

- (a) poursuivre uniquement des buts non lucratifs dans les conditions et limites fixées par les autorités compétentes de l'État d'agrément;
- (b) être dirigé et géré par des personnes qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale; et
- (c) être soumis à la surveillance d'autorités compétentes de cet État pour sa composition, son fonctionnement et sa situation financière.

**Article 12**

Un organisme agréé dans un État contractant ne pourra agir dans un autre État contractant que si les autorités compétentes des deux États l'ont autorisé.

**Article 13**

La désignation des Autorités centrales et, le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions, ainsi que le nom et l'adresse des organismes agréés, sont communiqués par chaque État contractant au Bureau Permanent de la Conférence de la Haye de droit international privé.

## CHAPTER IV — PROCEDURAL REQUIREMENTS IN INTERCOUNTRY ADOPTION

### Article 14

Persons habitually resident in a Contracting State, who wish to adopt a child habitually resident in another Contracting State, shall apply to the Central Authority in the State of their habitual residence.

### Article 15

1. If the Central Authority of the receiving State is satisfied that the applicants are eligible and suited to adopt, it shall prepare a report including information about their identity, eligibility and suitability to adopt, background, family and medical history, social environment, reasons for adoption, ability to undertake an intercountry adoption, as well as the characteristics of the children for whom they would be qualified to care.

2. It shall transmit the report to the Central Authority of the State of origin.

### Article 16

1. If the Central Authority of the State of origin is satisfied that the child is adoptable, it shall,

- (a) prepare a report including information about his or her identity, adoptability, background, social environment, family history, medical history including that of the child's family, and any special needs of the child;
- (b) give due consideration to the child's upbringing and to his or her ethnic, religious and cultural background;
- (c) ensure that consents have been obtained in accordance with Article 4; and
- (d) determine, on the basis in particular of the reports relating to the child and the prospective adoptive parents, whether the envisaged placement is in the best interests of the child.

2. It shall transmit to the Central Authority of the receiving State its report on the child, proof that the necessary consents have been obtained and the reasons for its determination on the placement, taking care not to reveal the identity of the mother and the father if, in the State of origin, these identities may not be disclosed.

### Article 17

Any decision in the State of origin that a child should be entrusted to prospective adoptive parents may only be made if,

- (a) the Central Authority of that State has ensured that the prospective adoptive parents agree;
- (b) the Central Authority of the receiving State has approved such decision, where such approval is required by the law of that State or by the Central Authority of the State of origin;

## CHAPITRE IV — CONDITIONS PROCÉDURALES DE L'ADOPTION INTERNATIONALE

### Article 14

Les personnes résidant habituellement dans un État contractant, qui désirent adopter un enfant dont la résidence habituelle est située dans un autre État contractant, doivent s'adresser à l'Autorité centrale de l'État de leur résidence habituelle.

### Article 15

1. Si l'Autorité centrale de l'État d'accueil considère que les requérants sont qualifiés et aptes à adopter, elle établit un rapport contenant des renseignements sur leur identité, leur capacité légale et leur aptitude à adopter, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, les motifs qui les animent, leur aptitude à assumer une adoption internationale, ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge.

2. Elle transmet le rapport à l'Autorité centrale de l'État d'origine.

### Article 16

1. Si l'Autorité centrale de l'État d'origine considère que l'enfant est adoptable :

- (a) elle établit un rapport contenant des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son milieu social, son évolution personnelle et familiale, son passé médical et celui de sa famille, ainsi que sur ses besoins particuliers;
- (b) elle tient dûment compte des conditions d'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse et culturelle;
- (c) elle s'assure que les consentements visés à l'article 4 ont été obtenus; et
- (d) elle constate, en se fondant notamment sur les rapports concernant l'enfant et les futurs parents adoptifs, que le placement envisagé est dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

2. Elle transmet à l'Autorité centrale de l'État d'accueil son rapport sur l'enfant, la preuve des consentements requis et les motifs de son constat sur le placement, en veillant à ne pas révéler l'identité de la mère et du père, si, dans l'État d'origine, cette identité ne peut pas être divulguée.

### Article 17

Toute décision de confier un enfant à des futurs parents adoptifs ne peut être prise dans l'État d'origine que :

- (a) si l'Autorité centrale de cet État s'est assurée de l'accord des futurs parents adoptifs;
- (b) si l'Autorité centrale de l'État d'accueil a approuvé cette décision, lorsque la loi de cet État ou l'Autorité centrale de l'État d'origine le requiert;

- (c) the Central Authorities of both States have agreed that the adoption may proceed; and
- (d) it has been determined, in accordance with Article 5, that the prospective adoptive parents are eligible and suited to adopt and that the child is or will be authorized to enter and reside permanently in the receiving State.

#### Article 18

The Central Authorities of both States shall take all necessary steps to obtain permission for the child to leave the State of origin and to enter and reside permanently in the receiving State.

#### Article 19

1. The transfer of the child to the receiving State may only be carried out if the requirements of Article 17 have been satisfied.

2. The Central Authorities of both States shall ensure that this transfer takes place in secure and appropriate circumstances and, if possible, in the company of the adoptive or prospective adoptive parent.

3. If the transfer of the child does not take place, the report referred to in Articles 15 and 16 are to be sent back to the authorities who forwarded them.

#### Article 20

The Central Authorities shall keep each other informed about the adoption process and the measures taken to complete it, as well as about the progress of the placement if a probationary period is required.

#### Article 21

1. Where the adoption is to take place after the transfer of the child to the receiving State and it appears to the Central Authority of that State that the continued placement of the child with the prospective adoptive parents is not in the child's best interests, such Central Authority shall take the measures necessary to protect the child, in particular,

- (a) to cause the child to be withdrawn from the prospective adoptive parents and to arrange temporary care;
- (b) in consultation with the Central Authority of the State of origin, to arrange without delay a new placement of the child with a view to adoption or, if this is not appropriate, to arrange alternative long-term care; an adoption shall not take place until the Central Authority of the State of origin has been duly informed concerning the new prospective adoptive parents;
- (c) as a last resort, to arrange the return of the child, if his or her interests so require.

2. Having regard in particular to the age and degree of maturity of the child, he or she shall be consulted and, where appropriate, his or her consent obtained in relation to measures to be taken under this Article.

- (c) si les Autorités centrales des deux États ont accepté que la procédure en vue de l'adoption se poursuive; et
- (d) s'il a été constaté conformément à l'article 5 que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter et que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans l'État d'accueil.

#### Article 18

Les Autorités centrales des deux États prennent toutes mesures utiles pour que l'enfant reçoive l'autorisation de sortie de l'État d'origine, ainsi que celle d'entrée et de séjour permanent dans l'État d'accueil.

#### Article 19

1. Le déplacement de l'enfant vers l'État d'accueil ne peut avoir lieu que si les conditions de l'article 17 ont été remplies.

2. Les Autorités centrales des deux États veillent à ce que ce déplacement s'effectue en toute sécurité, dans des conditions appropriées et, si possible, en compagnie des parents adoptifs ou des futurs parents adoptifs.

3. Si ce déplacement n'a pas lieu, les rapports visés aux articles 15 et 16 sont renvoyés aux autorités expéditrices.

#### Article 20

Les Autorités centrales se tiennent informées sur la procédure d'adoption et les mesures prises pour la mener à terme, ainsi que sur le déroulement de la période probatoire, lorsque celle-ci est requise.

#### Article 21

1. Lorsque l'adoption doit avoir lieu après le déplacement de l'enfant dans l'État d'accueil et que l'Autorité centrale de cet État considère que le maintien de l'enfant dans la famille d'accueil n'est plus de son intérêt supérieur, cette Autorité prend les mesures utiles à la protection de l'enfant, en vue notamment :

- (a) de retirer l'enfant aux personnes qui désiraient l'adopter et d'en prendre soin provisoirement;
- (b) en consultation avec l'Autorité centrale de l'État d'origine, d'assurer sans délai un nouveau placement de l'enfant en vue de son adoption ou, à défaut, une prise en charge alternative durable; une adoption ne peut avoir lieu que si l'Autorité centrale de l'État d'origine a été dûment informée sur les nouveaux parents adoptifs;
- (c) en dernier ressort, d'assurer le retour de l'enfant, si son intérêt l'exige.

2. Eu égard notamment à l'âge et à la maturité de l'enfant, celui-ci sera consulté et, le cas échéant, son consentement obtenu sur les mesures à prendre conformément au présent article.



**Article 22**

1. The functions of a Central Authority under this Chapter may be performed by public authorities or by bodies accredited under Chapter III, to the extent permitted by the law of its State.

2. Any Contracting State may declare to the depositary of the Convention that the functions of the Central Authority under Articles 15 to 21 may be performed in that State, to the extent permitted by the law and subject to the supervision of the competent authorities of that State, also by bodies or persons who,

- (a) meet the requirements of integrity, professional competence, experience and accountability of that State; and
- (b) are qualified by their ethical standards and by training or experience to work in the field of intercountry adoption.

3. A Contracting State which makes the declaration provided for in paragraph 2 shall keep the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law informed of the names and addresses of these bodies and persons.

4. Any Contracting State may declare to the depositary of the Convention that adoptions of children habitually resident in its territory may only take place if the functions of the Central Authorities are performed in accordance with paragraph 1.

5. Notwithstanding any declaration made under paragraph 2, the reports provided for in Articles 15 and 16 shall, in every case, be prepared under the responsibility of the Central Authority or other authorities or bodies in accordance with paragraph 1.

**CHAPTER V — RECOGNITION AND EFFECTS OF THE ADOPTION****Article 23**

1. An adoption certified by the competent authority of the State of the adoption as having been made in accordance with the Convention shall be recognized by operation of law in the other Contracting States. The certificate shall specify when and by whom the agreements under Article 17, subparagraph (c), were given.

2. Each Contracting State shall, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, notify the depositary of the Convention of the identity and the functions of the authority or the authorities which, in that State, are competent to make the certification. It shall also notify the depositary of any modification in the designation of these authorities.

**Article 22**

1. Les fonctions conférées à l'Autorité centrale par le présent chapitre peuvent être exercées par des autorités publiques ou par des organismes agréés conformément au chapitre III, dans la mesure prévue par la loi de son État.

2. Un État contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les fonctions conférées à l'Autorité centrale par les articles 15 à 21 peuvent aussi être exercées dans cet État, dans la mesure prévue par la loi et sous le contrôle des autorités compétentes de cet État, par ses organismes ou personnes qui :

- (a) remplissent les conditions de moralité, de compétence professionnelle, d'expérience et de responsabilité requises par cet État; et
- (b) sont qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale.

3. L'État contractant qui fait la déclaration visée au paragraphe 2 informe régulièrement le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé des noms et adresses de ces organismes et personnes.

4. Un État contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les adoptions d'enfants dont la résidence habituelle est située sur son territoire ne peuvent avoir lieu que si les fonctions conférées aux Autorités centrales sont exercées conformément au paragraphe premier.

5. Nonobstant toute déclaration effectuée conformément au paragraphe 2, les rapports prévus aux articles 15 et 16 sont, dans tous les cas, établis sous la responsabilité de l'Autorité centrale ou d'autres autorités ou organismes, conformément au paragraphe premier.

**CHAPITRE V — RECONNAISSANCE ET EFFETS DE L'ADOPTION****Article 23**

1. Une adoption certifiée conforme à la Convention par l'autorité compétente de l'État contractant où elle a eu lieu est reconnue de plein droit dans les autres États contractants. Le certificat indique quand et par qui les acceptations visées à l'article 17, lettre (c), ont été données.

2. Tout État contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, notifiera au dépositaire de la Convention l'identité et les fonctions de l'autorité ou des autorités qui, dans cet État, sont compétentes pour délivrer le certificat. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

**Article 24**

The recognition of an adoption may be refused in a Contracting State only if the adoption is manifestly contrary to its public policy, taking into account the best interests of the child.

**Article 25**

Any Contracting State may declare to the depositary of the Convention that it will not be bound under this Convention to recognize adoptions made in accordance with an agreement concluded by application of Article 39, paragraph 2.

**Article 26**

1. The recognition of an adoption includes recognition of,

- (a) the legal parent-child relationship between the child and his or her adoptive parents;
- (b) parental responsibility of the adoptive parents for the child;
- (c) the termination of a pre-existing legal relationship between the child and his or her mother and father, if the adoption has this effect in the Contracting State where it was made.

2. In the case of an adoption having the effect of terminating a pre-existing legal parent-child relationship, the child shall enjoy in the receiving State, and in any other Contracting State where the adoption is recognized, rights equivalent to those resulting from adoptions having this effect in each such State.

3. The preceding paragraphs shall not prejudice the application of any provision more favourable for the child, in force in the Contracting State which recognizes the adoption.

**Article 27**

1. Where an adoption granted in the State of origin does not have the effect of terminating a pre-existing legal parent-child relationship, it may, in the receiving State which recognizes the adoption under the Convention, be converted into an adoption having such an effect,

- (a) if the law of the receiving State so permits; and
- (b) if the consents referred to in Article 4, subparagraphs (c) and (d), have been or are given for the purpose of such an adoption.

2. Article 23 applies to the decision converting the adoption.

**CHAPTER VI — GENERAL PROVISIONS****Article 28**

The Convention does not affect any law of a State of origin which requires that the adoption of a child habitually resident within that State take place in that State or which prohibits the child's placement in, or transfer to, the receiving State prior to adoption.

**Article 24**

La reconnaissance d'une adoption ne peut être refusée dans un État contractant que si l'adoption est manifestement contraire à son ordre public, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

**Article 25**

Tout État contractant peut déclarer au depositaire de la Convention qu'il ne sera pas tenu de reconnaître en vertu de celle-ci les adoptions faites conformément à un accord conclu en application de l'article 39, paragraphe 2.

**Article 26**

1. La reconnaissance de l'adoption comporte celle :

- (a) du lien de filiation entre l'enfant et ses parents adoptifs;
- (b) de la responsabilité parentale des parents adoptifs à l'égard de l'enfant;
- (c) de la rupture du lien préexistant de filiation entre l'enfant et sa mère et son père, si l'adoption produit cet effet dans l'État contractant où elle a eu lieu.

2. Si l'adoption a pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, l'enfant jouit, dans l'État d'accueil et dans tout autre État contractant où l'adoption est reconnue, des droits équivalents à ceux résultant d'une adoption produisant cet effet dans chacun de ces États.

3. Les paragraphes précédents ne portent pas atteinte à l'application de toute disposition plus favorable à l'enfant, en vigueur dans l'État contractant qui reconnaît l'adoption.

**Article 27**

1. Lorsqu'une adoption faite dans l'État d'origine n'a pas pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, elle peut, dans l'État d'accueil qui reconnaît l'adoption conformément à la Convention, être convertie en une adoption produisant cet effet,

- (a) si le droit de l'État d'accueil le permet; et
- (b) si les consentements visés à l'article 4, lettres (c) et (d), ont été ou sont donnés en vue d'une telle adoption.

2. L'article 23 s'applique à la décision de conversion.

**CHAPITRE VI — DISPOSITIONS GÉNÉRALES****Article 28**

La Convention ne déroge pas aux lois de l'État d'origine qui requièrent que l'adoption d'un enfant résidant habituellement dans cet État doive avoir lieu dans cet État ou qui interdisent le placement de l'enfant dans l'État d'accueil ou son déplacement vers cet État avant son adoption.

**Article 29**

There shall be no contact between the prospective adoptive parents and the child's parents or any other person who has care of the child until the requirements of Article 4, subparagraphs (a) to (c), and Article 5, subparagraph (a), have been met, unless the adoption takes place within the family or unless the contact is in compliance with the conditions established by the competent authority of the State of origin.

**Article 30**

1. The competent authorities of a Contracting State shall ensure that information held by them concerning the child's origin, in particular information concerning the identity of his or her parents, as well as the medical history, is preserved.

2. They shall ensure that the child or his or her representative has access to such information, under appropriate guidance, in so far as is permitted by the law of that State.

**Article 31**

Without prejudice to Article 30, personal data gathered or transmitted under the Convention, especially data referred to in Articles 15 and 16, shall be used only for the purposes for which they were gathered or transmitted.

**Article 32**

1. No one shall derive improper financial or other gain from an activity related to an intercountry adoption.

2. Only costs and expenses, including reasonable professional fees of persons involved in the adoption, may be charged or paid.

3. The directors, administrators and employees of bodies involved in an adoption shall not receive remuneration which is unreasonably high in relation to services rendered.

**Article 33**

A competent authority which finds that any provision of the Convention has not been respected or that there is a serious risk that it may not be respected, shall immediately inform the Central Authority of its State. This Central Authority shall be responsible for ensuring that appropriate measures are taken.

**Article 34**

If the competent authority of the State of destination of a document so requests, a translation certified as being in conformity with the original must be furnished. Unless otherwise provided, the costs of such translation are to be borne by the prospective adoptive parents.

**Article 29**

Aucun contact entre les futurs parents adoptifs et les parents de l'enfant ou toute autre personne qui a la garde de celui-ci ne peut avoir lieu tant que les dispositions de l'article 4, lettres (a) à (c), et de l'article 5, lettre (a), n'ont pas été respectées, sauf si l'adoption a lieu entre membres d'une même famille ou si les conditions fixées par l'autorité compétente de l'État d'origine sont remplies.

**Article 30**

1. Les autorités compétentes d'un État contractant veillent à conserver les informations qu'elles détiennent sur les origines de l'enfant, notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père, ainsi que les données sur le passé médical de l'enfant et de sa famille.

2. Elles assurent l'accès de l'enfant ou de son représentant à ces informations, avec les conseils appropriés, dans la mesure permise par la loi de leur État.

**Article 31**

Sous réserve de l'article 30, les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention, en particulier celles visées aux articles 15 et 16, ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

**Article 32**

1. Nul ne peut tirer un gain matériel indu en raison d'une intervention à l'occasion d'une adoption internationale.

2. Seuls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont intervenues dans l'adoption.

3. Les dirigeants, administrateurs et employés d'organismes intervenant dans une adoption ne peuvent recevoir une rémunération disproportionnée par rapport aux services rendus.

**Article 33**

Toute autorité compétente qui constate qu'une des dispositions de la Convention a été méconnue ou risque manifestement de l'être en informe aussitôt l'Autorité centrale de l'État dont elle relève. Cette Autorité centrale a la responsabilité de veiller à ce que les mesures utiles soient prises.

**Article 34**

Si l'autorité compétente de l'État destinataire d'un document le requiert, une traduction certifiée conforme doit être produite. Sauf dispense, les frais de traduction sont à la charge des futurs parents adoptifs.



**Article 35**

The competent authorities of the Contracting States shall act expeditiously in the process of adoption.

**Article 36**

In relation to a State which has two or more systems of law with regard to adoption applicable in different territorial units,

- (a) any reference to habitual residence in that State shall be construed as referring to habitual residence in a territorial unit of that State;
- (b) any reference to the law of that State shall be construed as referring to the law in force in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the competent authorities or to the public authorities of that State shall be construed as referring to those authorized to act in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to the accredited bodies of that State shall be construed as referring to bodies accredited in the relevant territorial unit.

**Article 37**

In relation to a State which with regard to adoption has two or more systems of law applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State.

**Article 38**

A State within which different territorial units have their own rules of law in respect of adoption shall not be bound to apply the Convention where a State with a unified system of law would not be bound to do so.

**Article 39**

1. The Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are Parties and which contains provisions on matters governed by the Convention, unless a contrary declaration is made by the States Parties to such instrument.

2. Any Contracting State may enter into agreements with one or more other Contracting States, with a view to improving the application of the Convention in their mutual relations. These agreements may derogate only from the provisions of Articles 14 to 16 and 18 to 21. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention.

**Article 40**

No reservation to the Convention shall be permitted.

**Article 35**

Les autorités compétentes des États contractants agissent rapidement dans les procédures d'adoption.

**Article 36**

Au regard d'un État qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes :

- (a) toute référence à la résidence habituelle dans cet État vise la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet État;
- (b) toute référence à la loi de cet État vise la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée;
- (c) toute référence aux autorités compétentes ou aux autorités publiques de cet État vise les autorités habilitées à agir dans l'unité territoriale concernée;
- (d) toute référence aux organismes agréés de cet État vise les organismes agréés dans l'unité territoriale concernée.

**Article 37**

Au regard d'un État qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet État vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

**Article 38**

Un État dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'adoption ne sera pas tenu d'appliquer la Convention lorsqu'un État dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu de l'appliquer.

**Article 39**

1. La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les États liés par de tels instruments.

2. Tout État contractant pourra conclure avec un ou plusieurs autres États contractants des accords en vue de favoriser l'application de la Convention dans leurs rapports réciproques. Ces accords ne pourront déroger qu'aux dispositions des articles 14 à 16 et 18 à 21. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

**Article 40**

Aucune réserve à la Convention n'est admise.

**Article 41**

The Convention shall apply in every case where an application pursuant to Article 14 has been received after the Convention has entered into force in the receiving State and the State of origin.

**Article 42**

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission in order to review the practical operation of the Convention.

**CHAPTER VII — FINAL CLAUSES****Article 43**

1. The Convention shall be opened for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Seventeenth Session and by the other States which participated in that Session.

2. It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

**Article 44**

1. Any other State may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 46, paragraph 1.

2. The instrument of accession shall be deposited with the depositary.

3. Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the six months after the receipt of the notification referred to in subparagraph (b) of Article 48. Such an objection may also be raised by States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the depositary.

**Article 45**

1. If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in the Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2. Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3. If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of the State.

**Article 41**

La Convention s'applique chaque fois qu'une demande visée à l'article 14 a été reçue après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'accueil et l'État d'origine.

**Article 42**

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

**CHAPITRE VII — CLAUSES FINALES****Article 43**

1. La Convention est ouverte à la signature des États qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Dix-septième session et des autres États qui ont participé à cette Session.

2. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

**Article 44**

1. Tout autre État pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 46, paragraphe 1.

2. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

3. L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérent et les États contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 48, lettre (b). Une telle objection pourra également être élevée par tout État au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.

**Article 45**

1. Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2. Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3. Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet État.

**Article 46**

1. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 43.

2. Thereafter the Convention shall enter into force,

- (a) for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 45, on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

**Article 47**

1. A State Party to the Convention may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary.

2. The denunciation takes effect on the first day of the month following the expiration of 12 months after the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation takes effect upon the expiration of such longer period after the notification is received by the depositary.

**Article 48**

The depositary shall notify the States Members of the Hague Conference on Private International Law, the other States which participated in the Seventeenth Session and the States which have acceded in accordance with Article 44, of the following,

- (a) the signatures, ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 43;
- (b) the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 44;
- (c) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 46;
- (d) the declarations and designations referred to in Articles 22, 23, 25 and 45;
- (e) the agreements referred to in Article 39;
- (f) the denunciation referred to in Article 47.

**Article 46**

1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 43.

2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, ou adhérent, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 45, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

**Article 47**

1. Tout État Partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci par une notification adressée par écrit au dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de 12 mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification.

**Article 48**

Le dépositaire notifiera aux États membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, aux autres États qui ont participé à la Dix-septième session, ainsi qu'aux États qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 44 :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 43;
- (b) les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 44;
- (c) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 46;
- (d) les déclarations et les désignations mentionnées aux articles 22, 23, 25 et 45;
- (e) les accords mentionnés à l'article 39;
- (f) les dénonciations visées à l'article 47.







2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 72

*(Chapter 29  
Statutes of Ontario, 1998)*

**An Act to govern intercountry  
adoptions and to implement the  
Convention on Protection of Children  
and Co-operation in respect of  
Intercountry Adoption in order to  
further the best interests of children**

**The Hon. J. Ecker**  
Minister of Community and Social Services

1st Reading	October 26, 1998
2nd Reading	November 4, 1998
3rd Reading	December 8, 1998
Royal Assent	December 18, 1998

## Projet de loi 72

*(Chapitre 29  
Lois de l'Ontario de 1998)*

**Loi visant à régir les adoptions  
internationales et à mettre en oeuvre  
la Convention sur la protection des  
enfants et la coopération en matière  
d'adoption internationale afin de  
favoriser l'intérêt véritable des enfants**

**L'honorable J. Ecker**  
Ministre des Services sociaux et communautaires

1 <sup>re</sup> lecture	26 octobre 1998
2 <sup>e</sup> lecture	4 novembre 1998
3 <sup>e</sup> lecture	8 décembre 1998
Sanction royale	18 décembre 1998







**An Act to govern intercountry adoptions and to implement the Convention on Protection of Children and Co-operation in respect of Intercountry Adoption in order to further the best interests of children**

**Loi visant à régir les adoptions internationales et à mettre en œuvre la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale afin de favoriser l'intérêt véritable des enfants**

**CONTENTS**

**INTERPRETATION**

1. Definitions

**IMPLEMENTATION OF CONVENTION**

2. Request for Convention
3. Convention is law
4. Central Authority

**INTERCOUNTRY ADOPTION REQUIREMENTS**

5. Application, homestudy and approval required
6. Review of proposed adoption at request of foreign authority
7. Sharing information

**LICENSING AND HEARINGS**

8. Licence required to facilitate intercountry adoptions
9. Refusal to issue licence
10. Refusal to renew, revocation
11. Right to hearing
12. Board review of licence conditions
13. Extension of time
14. Provisional suspension of licence
15. Hearings
16. Appeal
17. Powers of inspection
18. Delivery of licence and records

**OFFENCES**

19. No payments for intercountry adoption
20. Offences, penalties

**SOMMAIRE**

**INTERPRÉTATION**

1. Définitions

**MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION**

2. Demande en vue de l'application de la Convention
3. La Convention a force de loi
4. Autorité centrale

**EXIGENCES RELATIVES À L'ADOPTION INTERNATIONALE**

5. Demande, étude du milieu familial et approbation exigées
6. Examen d'une adoption projetée à la demande d'une autorité étrangère
7. Échange de renseignements

**DÉLIVRANCE DES PERMIS ET AUDIENCES**

8. Permis requis pour faciliter les adoptions internationales
9. Refus de délivrer un permis
10. Non-renouvellement ou révocation du permis
11. Droit à une audience
12. Réexamen des conditions du permis par la Commission
13. Prorogation du délai
14. Suspension provisoire du permis
15. Audiences
16. Appel
17. Pouvoirs d'inspection
18. Remise du permis et des dossiers

**INFRACTIONS**

19. Paiements interdits à l'égard d'une adoption internationale
20. Infractions, peines

## GENERAL

21. Non-application of *FIPPA* and *MFIPPA*
22. *Child and Family Services Act*, ss. 165, 170
23. Conflict

## REGULATIONS

24. Regulations

TRANSITION, COMMENCEMENT AND  
SHORT TITLE

25. Transition
26. Commencement
27. Short title

Schedule (Text of Convention)

---

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

## INTERPRETATION

Definitions

1. (1) In this Act,

“Board” means the Child and Family Services Review Board; (“Commission”)

“child” means a person under the age of 18 years; (“enfant”)

“Convention” means the Convention on Protection of Children and Co-operation in respect of Intercountry Adoption set out in the Schedule; (“Convention”)

“Director” means a person or member of a class of persons designated by the regulations; (“directeur”)

“intercountry adoption” means,

- (a) an adoption to which the Convention applies, or
- (b) any other adoption of a child who is habitually resident outside Canada, by an Ontario resident,
  - (i) that is intended to create a permanent parent-child relationship, and
  - (ii) that is finalized in the child’s country of origin; (“adoption internationale”)

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

21. Non-application de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *protection de la vie privée* et de la *Loi sur l'accès à l'information municipale* et la *protection de la vie privée*
22. *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, art. 165 et 170
23. Incompatibilité

## RÈGLEMENTS

24. Règlements

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE EN  
VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

25. Dispositions transitoires
26. Entrée en vigueur
27. Titre abrégé

Annexe (Texte de la Convention)

---

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

## INTERPRÉTATION

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi. Définitions

«adoption internationale» S’entend :

- a) soit d’une adoption à laquelle s’applique la Convention;
- b) soit de toute autre adoption par un résident de l’Ontario d’un enfant qui réside habituellement à l’extérieur du Canada :
  - (i) d’une part, qui vise à établir un lien de filiation,
  - (ii) d’autre part, dont les formalités sont complétées dans le pays d’origine de l’enfant. («intercountry adoption»)

«Commission» La Commission de révision des services à l’enfance et à la famille. («Board»)

«Convention» La Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d’adoption internationale qui figure à l’annexe. («Convention»)

«directeur» Personne ou membre d’une catégorie de personnes que désignent les règlements. («Director»)

«enfant» Personne âgée de moins de 18 ans. («child»)

«ministre» Le ministre des Services sociaux et communautaires. («Minister»)

“licence” means a licence to facilitate inter-country adoptions issued under section 8, and “licensee” and “licensed” have corresponding meanings; (“permis”, “titulaire de permis”, “autorisé en vertu d’un permis”)

“Minister” means the Minister of Community and Social Services; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

«permis» Permis visant à faciliter les adoptions internationales et délivré aux termes de l’article 8. Les termes «titulaire de permis» et «autorisé en vertu d’un permis» ont un sens correspondant. («licence», «licensee», «licensed»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

Words and expressions in Convention

(2) Words and expressions used in this Act have the same meaning as the corresponding words and expressions in the Convention.

(2) Les termes et expressions utilisés dans la présente loi ont le même sens que les termes et expressions correspondants utilisés dans la Convention.

Termes et expressions utilisés dans la Convention

#### IMPLEMENTATION OF CONVENTION

#### MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION

Request for Convention

2. (1) The Minister shall request that the Government of Canada declare, in accordance with Article 45 of the Convention, that the Convention extends to Ontario.

2. (1) Le ministre demande au gouvernement du Canada de déclarer, conformément à l’article 45 de la Convention, que celle-ci s’applique à l’Ontario.

Demande en vue de l’application de la Convention

Publication

(2) The Minister shall publish in *The Ontario Gazette* notice of the date the Convention enters into force in Ontario.

(2) Le ministre publie dans la *Gazette de l’Ontario* un avis de la date d’entrée en vigueur de la Convention en Ontario.

Publication

Convention is law

3. (1) On and after the date the Convention enters into force in respect of Ontario, as determined by Article 46 of the Convention, it has the force of law in Ontario.

3. (1) La Convention a force de loi en Ontario à compter de la date de son entrée en vigueur à l’égard de l’Ontario, déterminée conformément à l’article 46 de la Convention.

La Convention a force de loi

Conflict

(2) The law of Ontario also applies to adoptions to which the Convention applies, but if there is a conflict between the law of Ontario and the Convention, the Convention prevails.

(2) Le droit de l’Ontario s’applique également aux adoptions auxquelles s’applique la Convention. Toutefois, en cas d’incompatibilité entre le droit de l’Ontario et la Convention, cette dernière l’emporte.

Incompatibilité

Central Authority

4. For the purposes of the Convention’s application in Ontario, the Central Authority is the person designated by the regulations.

4. Pour l’application de la Convention en Ontario, l’Autorité centrale est la personne que désignent les règlements.

Autorité centrale

#### INTERCOUNTRY ADOPTION REQUIREMENTS

#### EXIGENCES RELATIVES À L’ADOPTION INTERNATIONALE

Application, homestudy and approval required

5. (1) No person who is habitually resident in Ontario shall leave Ontario for the purpose of an intercountry adoption or finalize an intercountry adoption without first,

5. (1) Aucune personne qui réside habituellement en Ontario ne doit quitter l’Ontario en vue d’une adoption internationale ou pour en compléter les formalités sans avoir, au préalable :

Demande, étude du milieu familial et approbation exigées

(a) making an application to a licensee;

a) présenté une demande au titulaire d’un permis;

(b) obtaining an adoption homestudy to assess the person’s eligibility and suitability to adopt, and submitting a report of the adoption homestudy to a Director; and

b) fait faire une étude du milieu familial visant à évaluer sa capacité légale et son aptitude à adopter, et soumis au directeur un rapport sur cette étude;

(c) obtaining the Director’s approval, on the basis of the adoption homestudy.

c) obtenu l’approbation du directeur, fondée sur l’étude du milieu familial.

Director

(2) The application may be made to a Director rather than to a licensee, in which

(2) La demande peut être présentée au directeur plutôt qu’au titulaire d’un permis, au-

Directeur



	case the report of the adoption homestudy shall be submitted to the same Director.	quel cas le rapport sur l'étude du milieu familial est soumis au même directeur.	
Who may make adoption homestudy	(3) The report of the adoption homestudy shall be prepared by a person who, in the Director's opinion, is qualified to make an adoption homestudy.	(3) Le rapport sur l'étude du milieu familial est établi par une personne qui, de l'avis du directeur, a les qualités requises pour effectuer une telle étude.	Personnes habilitées à effectuer l'étude du milieu familial
Review by Director	(4) The Director shall review the report of the adoption homestudy promptly and, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) approve the person unconditionally;</li> <li>(b) approve the person subject to any conditions the Director considers appropriate; or</li> <li>(c) refuse to approve the person.</li> </ul>	(4) Le directeur examine promptement le rapport sur l'étude du milieu familial et, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) approuve la personne sans condition;</li> <li>b) approuve la personne sous réserve des conditions qu'il juge appropriées;</li> <li>c) refuse d'approuver la personne.</li> </ul>	Examen du directeur
Notice	(5) The Director shall promptly give notice of the approval, the approval subject to conditions or the refusal, as the case may be, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) to the person who is the subject of the adoption homestudy;</li> <li>(b) to the licensee, if any; and</li> <li>(c) to the authority responsible for adoption matters in the child's country of origin.</li> </ul>	(5) Le directeur donne promptement avis de l'approbation, de l'approbation conditionnelle ou du refus, selon le cas, aux personnes et à l'autorité suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la personne qui fait l'objet de l'étude du milieu familial;</li> <li>b) le titulaire d'un permis, le cas échéant;</li> <li>c) l'autorité responsable des questions d'adoption dans le pays d'origine de l'enfant.</li> </ul>	Avis
Right to hearing	(6) When a Director gives notice of a refusal or of an approval subject to conditions, the person is entitled to a hearing before the Board, and sections 11, 13, 15 and 16 (hearing, appeal) apply with necessary modifications.	(6) Lorsque le directeur donne avis d'un refus ou d'une approbation conditionnelle, la personne a droit à une audience devant la Commission et, s'il y a audience, les articles 11, 13, 15 et 16 (audience, appel) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.	Droit à une audience
Request of foreign authority	6. (1) When an intercountry adoption by an Ontario resident is proposed, the authority responsible for adoption matters in the child's country of origin may request that a Director review the proposed adoption.	6. (1) Lorsqu'une adoption internationale est projetée par un résident de l'Ontario, l'autorité responsable des questions d'adoption dans le pays d'origine de l'enfant peut demander que le directeur examine le projet d'adoption.	Demande d'une autorité étrangère
Review by Director	(2) The Director shall promptly review the proposed adoption and, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) approve it unconditionally;</li> <li>(b) approve it subject to any conditions the Director considers appropriate; or</li> <li>(c) refuse to approve it.</li> </ul>	(2) Le directeur examine promptement le projet d'adoption et, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'approuve sans condition;</li> <li>b) l'approuve sous réserve des conditions qu'il juge appropriées;</li> <li>c) refuse de l'approuver.</li> </ul>	Examen du directeur
Notice	(3) The Director shall promptly give notice of the approval, the approval subject to conditions or the refusal, as the case may be, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) to the Ontario resident;</li> <li>(b) to the licensee, if any; and</li> <li>(c) to the foreign authority.</li> </ul>	(3) Le directeur donne promptement avis de l'approbation, de l'approbation conditionnelle ou du refus, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) au résident de l'Ontario;</li> <li>b) au titulaire du permis, le cas échéant;</li> <li>c) à l'autorité étrangère.</li> </ul>	Avis
Right to hearing	(4) When a Director gives notice of a refusal or of an approval subject to conditions, the Ontario resident is entitled to a hearing before the Board, and sections 11, 13, 15 and	(4) Lorsque le directeur donne avis d'un refus ou d'une approbation conditionnelle, le résident de l'Ontario a droit à une audience devant la Commission et, s'il y a audience, les	Droit à une audience

16 (hearing, appeal) apply with necessary modifications.

articles 11, 13, 15 et 16 (audience, appel) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Sharing information

7. If a Director is aware of an application under section 5, has reviewed the report of an adoption homestudy under section 5 or a proposed adoption under section 6, or is otherwise aware that an Ontario resident is pursuing an intercountry adoption, the Director may share relevant information with,

7. Si le directeur a connaissance d'une demande présentée aux termes de l'article 5, a examiné le rapport sur une étude du milieu familial aux termes de l'article 5 ou un projet d'adoption aux termes de l'article 6 ou a par ailleurs connaissance qu'un résident de l'Ontario entreprend des démarches en vue d'une adoption internationale, il peut échanger des renseignements pertinents avec les entités et personnes suivantes :

Echange de renseignements

- (a) the authorities responsible for adoption matters, child welfare, the administration of justice and law enforcement in the child's country of origin;
- (b) the Government of Canada and its agencies;
- (c) the governments of other provinces and territories of Canada and their agencies; and
- (d) a prescribed person or body.

- a) les autorités responsables des questions d'adoption, du bien-être de l'enfance, de l'administration de la justice et de l'application de la loi dans le pays d'origine de l'enfant;
- b) le gouvernement du Canada et ses organismes;
- c) les gouvernements des autres provinces et territoires du Canada et leurs organismes;
- d) les personnes ou organismes prescrits.

#### LICENSING AND HEARINGS

#### DÉLIVRANCE DES PERMIS ET AUDIENCES

Only Directors and licensees may facilitate intercountry adoptions

8. (1) No person except a Director or a licensee shall facilitate an intercountry adoption.

8. (1) Nul ne doit, à l'exception du directeur ou du titulaire d'un permis, faciliter une adoption internationale.

Facilitation des adoptions internationales

Issuing licence

(2) Subject to subsection (4), a person who applies for a licence in accordance with the regulations and pays the prescribed fee is entitled to be issued a licence by a Director, subject to any conditions imposed by the Director.

(2) Sous réserve du paragraphe (4), quiconque présente une demande de permis conformément aux règlements et acquitte les droits prescrits a droit à la délivrance d'un permis par le directeur, lequel peut l'assortir de conditions.

Délivrance du permis

Renewal

(3) Subject to subsection (4), a licensee who applies for renewal of the licence in accordance with the regulations and pays the prescribed fee is entitled to have the licence renewed by a Director, subject to any conditions imposed by the Director.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le titulaire d'un permis qui demande le renouvellement de son permis conformément aux règlements et acquitte les droits prescrits a droit au renouvellement de son permis par le directeur, sous réserve de toute condition imposée par ce dernier.

Renouvellement

Provisional licence or renewal

(4) If an applicant for a licence or renewal does not meet all the requirements for the issuing or renewal of the licence and requires time to meet them, a Director may issue a provisional licence for the period the Director considers necessary to give the applicant time to meet the requirements, and may impose conditions on the provisional licence.

(4) Si l'auteur d'une demande de permis ou de renouvellement de permis ne satisfait pas à toutes les exigences prévues et qu'il a besoin d'un délai pour y satisfaire, le directeur peut délivrer un permis provisoire couvrant la période qu'il juge nécessaire pour donner à l'auteur de la demande la possibilité de satisfaire à ces exigences, et peut assortir ce permis de conditions.

Permis ou renouvellement provisoire

Non-transferable

(5) A licence is not transferable.

(5) Le permis est incessible.

Incessibilité du permis

Refusal to issue licence

9. A Director may refuse to issue a licence if, in his or her opinion,

9. Le directeur peut refuser de délivrer un permis si, selon lui, un des cas suivants se présente :

Refus de délivrer un permis

- (a) the applicant, an employee of the applicant or, if the applicant is a corporation, an officer or director of the applicant is not competent to facilitate intercountry adoptions in a responsible manner in accordance with this Act and the regulations; or
- (b) the past conduct of the applicant, an employee of the applicant or, if the applicant is a corporation, an officer or director of the applicant affords reasonable grounds for belief that intercountry adoptions will not be facilitated in a responsible manner in accordance with this Act and the regulations.

Refusal to  
renew,  
revocation

**10.** A Director may refuse to renew or may revoke a licence if, in his or her opinion,

- (a) the licensee, an employee of the licensee or, if the licensee is a corporation, an officer or director of the licensee has contravened or has knowingly permitted a person under his or her control or direction or associated with him or her to contravene,
  - (i) this Act or the regulations,
  - (ii) another Act, or the regulations made under another Act, that applies to adoptions, or
  - (iii) a condition of the licence;
- (b) intercountry adoptions are being facilitated in a manner that is prejudicial to the health, safety or welfare of children;
- (c) a person has made a false statement in the application for the licence or for its renewal, or in a report or document required to be furnished by this Act or the regulations, or by another Act or the regulations made under another Act that applies to adoptions; or
- (d) a change has occurred in the employees, officers or directors of the applicant that would, if the applicant were applying for the licence in the first instance, afford grounds for refusal under clause 9 (b).

Notice of  
proposal

**11.** (1) If a Director proposes to refuse to issue a licence under section 9 or to revoke or refuse to renew a licence under section 10, he or she shall cause notice of the proposal, together with written reasons, to be served on the applicant or licensee.

- a) l'auteur de la demande ou un de ses employés ou, si l'auteur de la demande est une personne morale, un de ses dirigeants ou administrateurs ne possède pas les qualités requises pour faciliter les adoptions internationales de façon responsable et conformément à la présente loi et aux règlements;
- b) la conduite antérieure de l'auteur de la demande ou d'un de ses employés ou, si l'auteur de la demande est une personne morale, celle d'un de ses dirigeants ou administrateurs offre des motifs raisonnables de croire que les adoptions internationales ne seront pas facilitées de façon responsable et conformément à la présente loi et aux règlements.

**10.** Le directeur peut révoquer un permis ou refuser de le renouveler si, selon lui, un des cas suivants se présente :

Non-renou-  
vellement ou  
révocation  
du permis

- a) le titulaire du permis ou un de ses employés ou, si le titulaire du permis est une personne morale, un de ses dirigeants ou administrateurs a contrevenu ou a sciemment permis à une personne placée sous sa direction ou à un de ses associés de contrevenir, selon le cas :
  - (i) à la présente loi ou aux règlements,
  - (ii) à une autre loi s'appliquant aux adoptions, ou à ses règlements d'application,
  - (iii) à une condition du permis;
- b) les adoptions internationales sont facilitées d'une manière qui nuit à la santé, à la sécurité ou au bien-être des enfants;
- c) la demande de permis ou de renouvellement de permis ou un rapport ou un document qui doivent être fournis aux termes de la présente loi ou des règlements, ou d'une autre loi s'appliquant aux adoptions ou de ses règlements d'application, contient une fausse déclaration;
- d) un changement au sein du personnel, de la direction ou du conseil d'administration de l'auteur de la demande fournirait des motifs pour refuser de délivrer le permis en vertu de l'alinéa 9 b), s'il s'agissait d'une première demande de permis de la part de l'auteur de la demande.

**11.** (1) Si le directeur entend refuser de délivrer un permis en vertu de l'article 9 ou révoquer un permis ou refuser de le renouveler en vertu de l'article 10, il fait signifier un avis écrit motivé de son intention à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis.

Avis  
d'intention



Right to hearing	(2) The applicant or licensee is entitled to a hearing by the Board if the applicant or licensee mails or delivers to the Director and to the Board, within 10 days after the notice is served, a written request for a hearing, and the notice shall so inform the applicant or licensee.	(2) L'auteur de la demande ou le titulaire du permis a droit à une audience devant la Commission s'il envoie par la poste ou remet une demande écrite d'audience au directeur et à la Commission dans les 10 jours qui suivent la signification de l'avis, lequel l'informerait de ce droit.	Droit à une audience
Carrying out proposal if no hearing required	(3) If no hearing is requested, the Director may carry out the proposal.	(3) Si aucune audience n'est demandée, le directeur peut donner suite à son intention.	Suite donnée à l'intention si aucune audience n'est demandée
Powers of Board if hearing required	(4) If a hearing is requested, the Board shall set a time for and hold a hearing and may, on hearing the matter,  (a) order the Director to carry out the proposal; or  (b) order the Director to take any other action that the Board considers appropriate, in accordance with this Act and the regulations.	(4) Si une audience est demandée, la Commission en fixe la date et l'heure. Après avoir entendu l'affaire, elle peut ordonner au directeur :  (a) soit de donner suite à son intention;  (b) soit de prendre les mesures qu'elle juge appropriées, conformément à la présente loi et aux règlements.	Pouvoirs de la Commission si une audience est demandée
Same	(5) The Board may substitute its opinion for that of the Director.	(5) La Commission peut substituer son opinion à celle du directeur.	Idem
Board review of licence conditions	<b>12.</b> (1) A licensee who is dissatisfied with a condition imposed by a Director under subsection 8 (2), (3) or (4) is entitled to a hearing by the Board if the licensee mails or delivers to the Director and to the Board, within 15 days after receiving the licence, a written request for a hearing.	<b>12.</b> (1) Le titulaire du permis qui n'est pas satisfait d'une condition imposée par le directeur aux termes du paragraphe 8 (2), (3) ou (4) a droit à une audience devant la Commission s'il envoie par la poste ou remet une demande écrite d'audience au directeur et à la Commission dans les 15 jours qui suivent la date à laquelle il reçoit le permis.	Réexamen des conditions du permis par la Commission
Powers of Board	(2) If a hearing is requested, the Board shall set a time for and hold a hearing and may, on hearing the matter,  (a) confirm any or all of the conditions;  (b) strike out any or all of the conditions; or  (c) impose any other conditions that the Board considers appropriate.	(2) Si une audience est demandée, la Commission en fixe la date et l'heure. Après avoir entendu l'affaire, elle peut :  (a) confirmer l'ensemble ou une partie des conditions;  (b) annuler l'ensemble ou une partie des conditions;  (c) imposer toute autre condition qu'elle juge appropriée.	Pouvoirs de la Commission
Time of receipt	(3) For the purposes of subsection (1), a licensee shall be deemed to receive the licence on the 10th day after the day it is mailed, unless it is established that the licensee did not receive it or did not, through absence, accident, illness or another cause beyond the licensee's control, acting in good faith, receive the licence until a later date.	(3) Pour l'application du paragraphe (1), le titulaire d'un permis est réputé avoir reçu le permis le 10 <sup>e</sup> jour qui suit la date de sa mise à la poste, à moins qu'il ne soit démontré qu'il ne l'a pas reçu ou qu'il ne l'a reçu, en toute bonne foi, qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident, de maladie ou pour tout autre motif indépendant de sa volonté.	Jour de la réception du permis
Extension of time	<b>13.</b> (1) The Board may extend the time fixed for requesting a hearing under subsection 11 (2) or 12 (1), either before or after its expiration, if,  (a) it appears to the Board that there are reasonable grounds for granting relief to the applicant or licensee; and	<b>13.</b> (1) La Commission peut proroger le délai fixé pour demander une audience aux termes du paragraphe 11 (2) ou 12 (1), avant ou après son expiration, si :  (a) d'une part, il lui semble qu'il existe des motifs raisonnables d'accorder un redressement à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis;	Prorogation du délai

	(b) the Board is satisfied that the applicant or licensee has reasonable grounds to seek an extension.	b) d'autre part, elle est convaincue que l'auteur de la demande ou le titulaire du permis a des motifs raisonnables de demander une prorogation.	
Directions	(2) The Board may give such directions as it considers proper in connection with an extension.	(2) La Commission peut assortir une prorogation des directives qu'elle juge indiquées.	Directives
Continuation of licence pending renewal	(3) Subject to section 14, if a licensee has applied for renewal of the licence and paid the prescribed fee within the prescribed time or, if no time is prescribed, before the licence expires, the licence is deemed to continue,	(3) Sous réserve de l'article 14, si le titulaire d'un permis en demande le renouvellement et acquitte les droits prescrits dans le délai prescrit, ou, si aucun délai n'est prescrit, avant l'expiration du permis, celui-ci est réputé maintenu en vigueur :	Maintien en vigueur du permis en attendant le renouvellement
	(a) until the renewal is granted; or	a) soit jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;	
	(b) if the licensee is served with notice that the Director proposes to refuse to grant the renewal, until the time for requesting a hearing has expired and, if a hearing is requested, until the Board has made its decision.	b) soit jusqu'au moment où expire le délai prévu pour demander une audience, si le titulaire du permis reçoit signification d'un avis de l'intention du directeur de refuser de renouveler le permis, ou, si une audience est demandée, jusqu'au jour où la Commission rend sa décision.	
Provisional suspension of licence	<b>14.</b> (1) A Director may, by causing notice to be served on a licensee, suspend the licence provisionally and without a hearing, if in his or her opinion the manner in which intercountry adoptions are being facilitated is an immediate threat to the health, safety or welfare of children.	<b>14.</b> (1) Le directeur peut, en faisant signifier un avis au titulaire d'un permis, suspendre provisoirement le permis sans tenir d'audience s'il est d'avis que la manière dont les adoptions internationales sont facilitées constitue un danger immédiat pour la santé, la sécurité ou le bien-être des enfants.	Suspension provisoire du permis
Contents of notice	(2) The notice shall contain a statement of the grounds for suspension.	(2) L'avis fait état des motifs de la suspension.	Contenu de l'avis
When suspension takes effect	(3) The provisional suspension takes effect on the day the licensee receives the notice.	(3) La suspension provisoire entre en vigueur le jour où le titulaire du permis reçoit l'avis.	Entrée en vigueur de la suspension
Application of s. 11 (2-5)	(4) Subsections 11 (2), (3), (4) and (5) apply, with necessary modifications.	(4) Les paragraphes 11 (2), (3), (4) et (5) s'appliquent avec les adaptations nécessaires.	Application des par. 11 (2) à (5)
Parties	<b>15.</b> (1) The Director, the applicant or licensee who requests the hearing and any other persons that the Board specifies are parties to the proceeding.	<b>15.</b> (1) Sont parties à l'instance le directeur, l'auteur de la demande ou le titulaire du permis qui demande l'audience et les autres personnes que la Commission désigne.	Parties
Prior involvement	(2) A member of the Board who has taken part before a hearing in any investigation or consideration of its subject matter shall not take part in the hearing.	(2) Ne doivent pas prendre part à l'audience les membres de la Commission qui ont déjà pris part à une enquête ou étude relative à l'objet de l'audience.	Participation antérieure
Discussion of subject matter of hearing	(3) A member of the Board who takes part in a hearing shall not communicate about the subject matter of the hearing with any person (except another member, a lawyer who does not represent any party, or an employee of the Board) unless all parties are notified and given an opportunity to participate.	(3) Les membres de la Commission qui prennent part à une audience ne doivent pas communiquer au sujet de l'objet de l'audience avec qui que ce soit (à l'exception d'un autre membre, d'un avocat qui ne représente aucune partie ou d'un employé de la Commission), sauf si toutes les parties ont été avisées et qu'il leur est donné l'occasion de participer.	Discussion sur l'objet de l'audience
Independent legal advice	(4) The Board may seek independent legal advice about the subject matter of a hearing and, if it does so, shall disclose the nature of	(4) La Commission peut demander des conseils juridiques de personnes indépendantes à propos de l'objet de l'audience et, en pareil	Conseils juridiques de personnes indépendantes

the advice to the parties to enable them to respond.

Examination of documentary evidence and reports

(5) Every party shall be given an opportunity, before the hearing, to examine any documentary evidence that will be produced and any report whose contents will be given in evidence at the hearing.

Recording of evidence

(6) The evidence taken before the Board at a hearing shall be recorded.

Only members present throughout hearing to participate in decision

(7) No member of the Board shall participate in a decision of the Board unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties.

All members present at hearing to participate in decision

(8) Unless the parties consent, the Board shall not make a decision unless all the members who were present at the hearing participate in the decision.

Time for final decision

(9) Despite section 21 of the *Statutory Powers Procedure Act* (adjournments), the Board shall make a final decision and notify the parties of it within 90 days after the day the Board receives the request for a hearing.

Appeal

**16.** (1) An appeal lies to the Divisional Court from the Board's decision.

Record to be filed

(2) When notice of an appeal is filed, the Board shall promptly file with the court the record of the proceeding in which the decision appealed from was made.

Minister

(3) The Minister is entitled to be heard, by counsel or otherwise, on the argument of the appeal.

Powers of inspection

**17.** (1) For the purpose of ensuring compliance with this Act, the regulations and any conditions imposed on licences, a Director or a person who has a Director's written authorization may, at all reasonable times, upon producing proper identification,

- (a) enter the premises of a licensee;
- (b) inspect the premises and any financial or other records there dealing with activities in connection with inter-country adoptions; and
- (c) make copies of the records or remove them from the premises to copy them as may be reasonably required.

Offence

- (2) No person shall,
  - (a) hinder, obstruct or attempt to hinder or obstruct a Director or other person in the exercise of the power conferred by subsection (1);

cas, elle communique la teneur de ces conseils aux parties pour leur permettre d'y répondre.

(5) Chaque partie a la possibilité d'examiner, avant l'audience, toute preuve documentaire qui y sera produite et tout rapport dont le contenu y sera présenté en preuve.

(6) Les témoignages recueillis devant la Commission lors d'une audience sont consignés.

(7) Aucun membre de la Commission ne doit prendre part à la décision que rend la Commission s'il n'a pas assisté à toute l'audience et n'a pas entendu la preuve et les plaidoiries des parties.

(8) Sauf si les parties y consentent, la Commission ne rend pas de décision sans que tous les membres présents à l'audience y prennent part.

(9) Malgré l'article 21 de la *Loi sur l'exercice des compétences légales* (ajournement), la Commission rend une décision définitive et en avise les parties dans les 90 jours qui suivent le jour où elle a reçu la demande d'audience.

**16.** (1) La décision que rend la Commission peut être portée en appel devant la Cour divisionnaire.

(2) Lorsqu'un avis d'appel est déposé, la Commission dépose promptement auprès de la Cour le dossier de l'instance dans laquelle a été rendue la décision portée en appel.

(3) Le ministre a le droit d'être entendu, notamment par l'intermédiaire d'un avocat, lors de l'audition de l'appel.

**17.** (1) Afin de s'assurer de l'observation de la présente loi, des règlements et des conditions dont sont assortis les permis, le directeur ou la personne munie d'une autorisation écrite du directeur peut, à toute heure raisonnable et sur présentation des pièces d'identité appropriées :

- a) pénétrer dans les locaux du titulaire d'un permis;
- b) inspecter les locaux et examiner les dossiers financiers ou autres qui s'y trouvent et qui portent sur des activités liées à des adoptions internationales;
- c) faire des copies des dossiers ou les emporter pour en faire des copies, selon ce qui peut être raisonnablement exigé.

(2) Nul ne doit :

- a) gêner ni entraver ni tenter de gêner ou d'entraver le directeur ou une autre personne dans l'exercice du pouvoir que lui confère le paragraphe (1);

Examen de la preuve documentaire et des rapports

Consignation des témoignages

Seuls les membres présents à toute l'audience prennent part à la décision

Tous les membres présents à l'audience prennent part à la décision

Prononcé de la décision définitive

Appel

Dossier à déposer

Ministre

Pouvoirs d'inspection

Infraction



(b) knowingly give false information about a licensee's activities in connection with intercountry adoptions; or

(c) refuse to give a Director or other person access to the records referred to in clause (1) (b) or refuse to give him or her information about the premises or about the licensee's activities in connection with intercountry adoptions that the Director or other person reasonably requires.

Regulations

(3) The power conferred by subsection (1) shall be exercised in accordance with the regulations.

Delivery of licence and records

18. A licensee whose licence is revoked or who ceases to facilitate intercountry adoptions shall deliver up to a Director or to the Minister the licence and all the records in the licensee's possession or control that relate to intercountry adoptions.

b) donner sciemment de faux renseignements sur les activités du titulaire d'un permis liées à des adoptions internationales;

c) refuser au directeur ou à une autre personne l'accès aux dossiers visés à l'alinéa (1) b), ni refuser de lui donner des renseignements sur les locaux ou les activités du titulaire du permis liées à des adoptions internationales dont le directeur ou l'autre personne a raisonnablement besoin.

(3) Le pouvoir que confère le paragraphe (1) est exercé conformément aux règlements.

Règlements

18. Le titulaire d'un permis dont le permis est révoqué ou qui cesse de faciliter des adoptions internationales remet au directeur ou au ministre le permis et tous les dossiers qui se trouvent en sa possession ou sous son contrôle et qui se rapportent à des adoptions internationales.

Remise du permis et des dossiers

## OFFENCES

No payments for intercountry adoption

19. No person shall give, receive or agree to give or receive a payment or reward of any kind in connection with an intercountry adoption or proposed intercountry adoption, except for,

- (a) the expenses of a licensee that belong to a prescribed class, or such other expenses as are approved by a Director;
- (b) the expenses of a person referred to in subsection 5 (3) that belong to a prescribed class;
- (c) the expenses of a Director that belong to a prescribed class; and
- (d) proper legal fees and disbursements.

Offence, penalty

20. (1) A person who contravenes subsection 5 (1) (application, homestudy and approval required) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000 or to imprisonment for not more than two years, or to both.

Same

(2) A person who contravenes subsection 8 (1) (facilitating intercountry adoptions without licence), and a director, officer or employee of a corporation who authorizes, permits or concurs in such a contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$1,000 for each day on which the offence continues or to

## INFRACTIONS

19. Nul ne doit faire, donner ou recevoir, ni accepter de faire, de donner ou de recevoir, un paiement ou une récompense de quelque nature que ce soit à l'égard d'une adoption internationale ou d'une adoption internationale projetée, si ce n'est en ce qui concerne ce qui suit :

- a) les dépenses du titulaire d'un permis qui font partie d'une catégorie prescrite ou les autres dépenses qu'approuve le directeur;
- b) les dépenses d'une personne visée au paragraphe 5 (3) qui font partie d'une catégorie prescrite;
- c) les dépenses du directeur qui font partie d'une catégorie prescrite;
- d) les frais de justice et débours approuvés.

Paiements interdits à l'égard d'une adoption internationale

20. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 5 (1) (demande, étude du milieu familial et approbation exigées) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus deux ans, ou d'une seule de ces peines.

Infraction, peine

(2) Quiconque contrevient au paragraphe 8 (1) (facilitation des adoptions internationales sans permis) et l'administrateur, le dirigeant ou l'employé d'une personne morale qui autorise ou permet cette contravention de la part de la personne morale, ou qui y participe, sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 1 000 \$ pour chaque journée pen-

Idem

imprisonment for not more than one year, or to both.

dant laquelle l'infraction se poursuit et d'un emprisonnement d'au plus un an, ou d'une seule de ces peines.

Same	(3) Every person who knowingly furnishes false information in an application under subsection 8 (2) or (3) (licence, renewal) or in a statement, report or return required to be furnished under the regulations, and a director, officer or employee of a corporation who authorizes, permits or concurs in such a contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000.	(3) Quiconque donne sciemment de faux renseignements dans une demande visée au paragraphe 8 (2) ou (3) (permis, renouvellement) ou dans une déclaration, un rapport ou un état exigés aux termes des règlements, et l'administrateur, le dirigeant ou l'employé d'une personne morale qui autorise ou permet cette contravention de la part de la personne morale, ou qui y participe, sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$.	Idem
Same	(4) Every person who knowingly contravenes subsection 17 (2) (obstruction), and a director, officer or employee of a corporation who authorizes, permits or concurs in such a contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000.	(4) Quiconque contrevient sciemment au paragraphe 17 (2) (entrave) et l'administrateur, le dirigeant ou l'employé d'une personne morale qui autorise ou permet cette contravention de la part de la personne morale, ou qui y participe sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$.	Idem
Same	(5) A person who contravenes section 19, and a director, officer or employee of a corporation who authorizes, permits or concurs in such a contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for not more than three years, or to both.	(5) Quiconque contrevient à l'article 19 et l'administrateur, le dirigeant ou l'employé d'une personne morale qui autorise ou permet cette contravention de la part de la personne morale, ou qui y participe, sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus trois ans, ou d'une seule de ces peines.	Idem
Limitation	(6) A proceeding under subsection (1), (2) or (5) shall not be commenced more than two years after the date on which the offence is alleged to have been committed.	(6) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du paragraphe (1), (2) ou (5) plus de deux ans après la date à laquelle l'infraction aurait été commise.	Prescription

#### GENERAL

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Non-application of FIPPA and MFIPPA	<b>21.</b> The <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> and the <i>Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> do not apply to information that relates to an intercountry adoption or proposed intercountry adoption.	<b>21.</b> La <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> et la <i>Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée</i> ne s'appliquent pas aux renseignements qui se rapportent aux adoptions internationales ou aux adoptions internationales projetées.	Non-application des lois sur l'accès à l'information
<i>Child and Family Services Act</i> , ss. 165, 170	<b>22.</b> Directors and licensees under this Act are deemed to be licensees for the purposes of sections 165 and 170 of the <i>Child and Family Services Act</i> (confidentiality of adoption records, persons adopted outside Ontario).	<b>22.</b> Les directeurs et les titulaires de permis visés par la présente loi sont réputés des titulaires de permis pour l'application des articles 165 et 170 de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i> (caractère confidentiel des dossiers d'adoption, personnes adoptées en dehors de l'Ontario).	<i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i> , art. 165 et 170
Conflict	<b>23.</b> If there is a conflict between this Act and any other Act, this Act prevails.	<b>23.</b> En cas d'incompatibilité entre la présente loi et toute autre loi, la présente loi l'emporte.	Incompatibilité

#### REGULATIONS

#### RÈGLEMENTS

Regulations	<b>24.</b> The Lieutenant Governor in Council may make regulations,	<b>24.</b> Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :	Règlements
-------------	---	--	------------

- |  |   |
|--|---|
| <p>(a) designating the Central Authority in accordance with Article 6 of the Convention;</p> <p>(b) assigning functions of the Central Authority to public authorities, accredited bodies or other bodies or persons in accordance with Article 22 of the Convention;</p> <p>(c) defining words and expressions used but not defined in the Convention;</p> <p>(d) further defining “intercountry adoption” for the purpose of this Act;</p> <p>(e) exempting from this Act, a provision of this Act, the regulations or a provision of the regulations,</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) a class or classes of intercountry adoptions, or</p> <p style="padding-left: 40px;">(ii) a class or classes of persons;</p> <p>(f) prescribing persons and classes of persons and bodies and classes of bodies for the purpose of clause 7 (d);</p> <p>(g) defining “facilitate” for the purpose of subsection 8 (1);</p> <p>(h) governing the issuing, renewal and expiry of licences and prescribing fees payable by an applicant for a licence or its renewal;</p> <p>(i) prescribing the records to be kept by licensees;</p> <p>(j) requiring licensees to provide the prescribed information and reports and prescribing the information and reports;</p> <p>(k) requiring applications, reports and other documents to be prepared in a form approved or provided by the Minister;</p> <p>(l) governing the qualifications of persons or classes of persons employed by licensees;</p> <p>(m) governing the exercise of the power of entry set out in subsection 17 (1);</p> <p>(n) designating persons or classes of persons as Directors for the purposes of this Act;</p> <p>(o) prescribing classes of expenses for the purposes of clauses 19 (a), (b) and (c) and prescribing the conditions under which such classes of expenses may be charged.</p> | <p>a) désigner l’Autorité centrale conformément à l’article 6 de la Convention;</p> <p>b) assigner des fonctions de l’Autorité centrale à des autorités publiques, à des organismes agréés ou à d’autres organismes ou personnes conformément à l’article 22 de la Convention;</p> <p>c) définir des termes et expressions utilisés mais non définis dans la Convention;</p> <p>d) définir plus précisément l’expression «adoption internationale» pour l’application de la présente loi;</p> <p>e) soustraire à l’application de la présente loi, d’une de ses dispositions, des règlements ou d’une de leurs dispositions :</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) soit une ou des catégories d’adoptions internationales,</p> <p style="padding-left: 40px;">(ii) soit une ou des catégories de personnes;</p> <p>f) prescrire des personnes et des organismes ainsi que des catégories de personnes et d’organismes pour l’application de l’alinéa 7 d);</p> <p>g) définir le terme «faciliter» pour l’application du paragraphe 8 (1);</p> <p>h) régir la délivrance, le renouvellement et l’expiration des permis et prescrire les droits que l’auteur d’une demande doit acquitter pour l’obtention ou le renouvellement d’un permis;</p> <p>i) prescrire les dossiers que doivent tenir les titulaires de permis;</p> <p>j) exiger que les titulaires de permis fournissent les renseignements et rapports prescrits, et prescrire ceux-ci;</p> <p>k) exiger que les demandes, rapports et autres documents soient rédigés selon la formule qu’approuve ou que fournit le ministre;</p> <p>l) régir les qualités requises des personnes ou catégories de personnes qu’emploient les titulaires de permis;</p> <p>m) régir l’exercice du pouvoir d’entrée énoncé au paragraphe 17 (1);</p> <p>n) désigner comme directeurs des personnes ou catégories de personnes pour l’application de la présente loi;</p> <p>o) prescrire les catégories de dépenses pour l’application des alinéas 19 a), b) et c) et prescrire les conditions auxquelles le paiement de ces catégories de dépenses peut être demandé.</p> |
|--|---|



TRANSITION, COMMENCEMENT AND  
SHORT TITLE

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE EN VIGUEUR  
ET TITRE ABRÉGÉ

Transition

**25. (1) This Act does not apply to an inter-country adoption if,**

**25. (1) La présente loi ne s'applique pas à une adoption internationale si :** Disposition transitoire

- (a) before the effective date,
  - (i) an application to adopt the child has been made to an authority responsible for adoption matters in the child's country of origin, or has been received by the Ministry of Community and Social Services or the National Adoption Desk of Human Resources Development (Canada),
  - (ii) the child has been placed with the proposed adoptive parent, or
  - (iii) the consents and approvals necessary for the adoption have been given; and
- (b) the adoption is finalized within 24 months after the effective date.

- a) d'une part, avant la date d'entrée en vigueur :

- (i) soit une demande d'adoption de l'enfant a été présentée à une autorité responsable des questions d'adoption dans le pays d'origine de l'enfant ou a été reçue par le ministère des Services sociaux et communautaires ou le Bureau national d'adoption du Développement des ressources humaines (Canada),

- (ii) soit l'enfant a été placé chez le père adoptif proposé ou la mère adoptive proposée,

- (iii) soit les consentements et approbations nécessaires à l'adoption ont été donnés;

- b) d'autre part, les formalités d'adoption sont complétées dans les 24 mois qui suivent la date d'entrée en vigueur.

Same

(2) A report of an adoption homestudy that was prepared before the effective date may be used for the purposes of subsection 5 (1) if the person who prepared it is a person referred to in subsection 5 (3).

(2) Le rapport sur une étude du milieu familial qui a été établi avant la date d'entrée en vigueur peut être utilisé pour l'application du paragraphe 5 (1) si son auteur est une personne visée au paragraphe 5 (3). Idem

Definition

(3) In subsections (1) and (2),

(3) La définition qui suit s'applique aux paragraphes (1) et (2). Définition

"effective date" means the day on which subsection 5 (1) comes into force.

«date d'entrée en vigueur» Le jour où le paragraphe 5 (1) entre en vigueur.

Commencement

**26. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.**

**26. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.** Entrée en vigueur

Short title

**27. The short title of this Act is the *Inter-country Adoption Act, 1998*.**

**27. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 sur l'adoption internationale*.** Titre abrégé

## SCHEDULE

**CONVENTION ON PROTECTION OF  
CHILDREN  
AND CO-OPERATION IN RESPECT OF  
INTERCOUNTRY ADOPTION**

The States signatory to the present Convention,

Recognizing that the child, for the full and harmonious development of his or her personality, should grow up in a family environment, in an atmosphere of happiness, love and understanding,

Recalling that each State should take, as a matter of priority, appropriate measures to enable the child to remain in the care of his or her family of origin,

Recognizing that intercountry adoption may offer the advantage of a permanent family to a child for whom a suitable family cannot be found in his or her State of origin,

Convinced of the necessity to take measures to ensure that intercountry adoptions are made in the best interests of the child and with respect for his or her fundamental rights, and to prevent the abduction, the sale of, or traffic in children,

Desiring to establish common provisions to this effect, taking into account the principles set forth in international instruments, in particular the *United Nations Convention on the Rights of the Child*, of November 20, 1989, and the United Nations Declaration on Social and Legal Principles relating to the Protection and Welfare of Children, with Special Reference to Foster Placement and Adoption Nationally and Internationally (General Assembly Resolution 41/85, of 3 December 1986),

Have agreed upon the following provisions,

**CHAPTER 1 — SCOPE OF THE  
CONVENTION**

**Article 1**

The objects of the present Convention are,

- (a) to establish safeguards to ensure that intercountry adoptions take place in the best interests of the child and with respect for his or her fundamental rights as recognized in international law;
- (b) to establish a system of co-operation amongst Contracting States to ensure that those safeguards are respected and thereby prevent the abduction, the sale of, or traffic in children;
- (c) to secure the recognition in Contracting States of adoptions made in accordance with the Convention.

**Article 2**

1. The Convention shall apply where a child habitually resident in one Contracting State ('the State of origin') has been, is being, or is to be moved to another Contracting State ('the receiving State') either after his or her adoption in the State of origin by spouses or a person habitually resident in the

## ANNEXE

**CONVENTION SUR LA PROTECTION  
DES ENFANTS ET LA COOPÉRATION EN  
MATIÈRE D'ADOPTION  
INTERNATIONALE**

Les États signataires de la présente Convention,

Reconnaissant que, pour l'épanouissement harmonieux de sa personnalité, l'enfant doit grandir dans un milieu familial, dans un climat de bonheur, d'amour et de compréhension,

Rappelant que chaque État devrait prendre, par priorité, des mesures appropriées pour permettre le maintien de l'enfant dans sa famille d'origine,

Reconnaissant que l'adoption internationale peut présenter l'avantage de donner une famille permanente à l'enfant pour lequel une famille appropriée ne peut être trouvée dans son État d'origine,

Convaincus de la nécessité de prévoir des mesures pour garantir que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect de ses droits fondamentaux, ainsi que pour prévenir l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants,

Désirant établir à cet effet des dispositions communes qui tiennent compte des principes reconnus par les instruments internationaux, notamment par la *Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant*, du 20 novembre 1989, et par la Déclaration des Nations Unies sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international (Résolution de l'Assemblée générale 41/85, du 3 décembre 1986),

Sont convenus des dispositions suivantes :

**CHAPITRE I — CHAMP D'APPLICATION  
DE LA CONVENTION**

**Article premier**

La présente Convention a pour objet :

- (a) d'établir des garanties pour que les adoptions internationales aient lieu dans l'intérêt supérieur de l'enfant et dans le respect des droits fondamentaux qui lui sont reconnus en droit international;
- (b) d'instaurer un système de coopération entre les États contractants pour assurer le respect de ces garanties et prévenir ainsi l'enlèvement, la vente ou la traite d'enfants;
- (c) d'assurer la reconnaissance dans les États contractants des adoptions réalisées selon la Convention.

**Article 2**

1. La Convention s'applique lorsqu'un enfant résidant habituellement dans un État contractant («l'État d'origine») a été, est ou doit être déplacé vers un autre État contractant («l'État d'accueil»), soit après son adoption dans l'État d'origine par des époux ou une personne résidant habituellement dans

receiving State, or for the purposes of such an adoption in the receiving State or in the State of origin.

2. The Convention covers only adoptions which create a permanent parent-child relationship.

### Article 3

The Convention ceases to apply if the agreements mentioned in Article 17, subparagraph (c), have not been given before the child attains the age of 18 years.

## CHAPTER II — REQUIREMENTS FOR INTERCOUNTRY ADOPTIONS

### Article 4

An adoption within the scope of the Convention shall take place only if the competent authorities of the State of origin,

- (a) have established that the child is adoptable;
- (b) have determined, after possibilities for placement of the child within the State of origin have been given due consideration, that an intercountry adoption is in the child's best interests;
- (c) have ensured that,
  - (1) the persons, institutions and authorities whose consent is necessary for adoption, have been counselled as may be necessary and duly informed of the effects of their consent, in particular whether or not an adoption will result in the termination of the legal relationship between the child and his or her family of origin,
  - (2) such persons, institutions and authorities have given their consent freely, in the required legal form, and expressed or evidenced in writing,
  - (3) the consents have not been induced by payment or compensation of any kind and have not been withdrawn, and
  - (4) the consent of the mother, where required, has been given only after the birth of the child; and
- (d) have ensured, having regard to the age and degree of maturity of the child, that,
  - (1) he or she has been counselled and duly informed of the effects of the adoption and of his or her consent to the adoption, where such consent is required,
  - (2) consideration has been given to the child's wishes and opinions,
  - (3) the child's consent to the adoption, where such consent is required, has been given freely, in the required legal form, and expressed or evidenced in writing, and

l'État d'accueil, soit en vue d'une telle adoption dans l'État d'accueil ou dans l'État d'origine.

2. La Convention ne vise que les adoptions établissant un lien de filiation.

### Article 3

La Convention cesse de s'appliquer si les acceptations visées à l'article 17, lettre (c), n'ont pas été données avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de 18 ans.

## CHAPITRE II — CONDITIONS DES ADOPTIONS INTERNATIONALES

### Article 4

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'État d'origine :

- (a) ont établi que l'enfant est adoptable;
- (b) ont constaté, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son État d'origine, qu'une adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant;
- (c) se sont assurées :
  - (1) que les personnes, institutions et autorités dont le consentement est requis pour l'adoption ont été entourées des conseils nécessaires et dûment informées sur les conséquences de leur consentement, en particulier sur le maintien ou la rupture, en raison d'une adoption, des liens de droit entre l'enfant et sa famille d'origine,
  - (2) que celles-ci ont donné librement leur consentement dans les formes légales requises, et que ce consentement a été donné ou constaté par écrit,
  - (3) que les consentements n'ont pas été obtenus moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte et qu'ils n'ont pas été retirés, et
  - (4) que le consentement de la mère, s'il est requis, n'a été donné qu'après la naissance de l'enfant; et
- (d) se sont assurées, eu égard à l'âge et à la maturité de l'enfant :
  - (1) que celui-ci a été entouré de conseils et dûment informé sur les conséquences de l'adoption et de son consentement à l'adoption, si celui-ci est requis,
  - (2) que les souhaits et avis de l'enfant ont été pris en considération,
  - (3) que le consentement de l'enfant à l'adoption, lorsqu'il est requis, a été donné librement, dans les formes légales requises, et que son consentement a été donné ou constaté par écrit, et



(4) such consent has not been induced by payment or compensation of any kind.

#### Article 5

An adoption within the scope of the Convention shall take place only if the competent authorities of the receiving State,

- (a) have determined that the prospective adoptive parents are eligible and suited to adopt;
- (b) have ensured that the prospective adoptive parents have been counselled as may be necessary; and
- (c) have determined that the child is or will be authorized to enter and reside permanently in that State.

### CHAPTER III — CENTRAL AUTHORITIES AND ACCREDITED BODIES

#### Article 6

1. A Contracting State shall designate a Central Authority to discharge the duties which are imposed by the Convention upon such authorities.

2. Federal States, States with more than one system of law or States having autonomous territorial units shall be free to appoint more than one Central Authority and to specify the territorial or personal extent of their functions. Where a State has appointed more than one Central Authority, it shall designate the Central Authority to which any communication may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority within that State.

#### Article 7

1. Central Authorities shall co-operate with each other and promote co-operation amongst the competent authorities in their States to protect children and to achieve the other objects of the Convention.

2. They shall take directly all appropriate measures to,

- (a) provide information as to the laws of their States concerning adoption and other general information, such as statistics and standard forms;
- (b) keep one another informed about the operation of the Convention and, as far as possible, eliminate any obstacles to its application.

#### Article 8

Central Authorities shall take, directly or through public authorities, all appropriate measures to prevent improper financial or other gain in connection with an adoption and to deter all practices contrary to the objects of the Convention.

(4) que ce consentement n'a pas été obtenu moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte.

#### Article 5

Les adoptions visées par la Convention ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'État d'accueil :

- (a) ont constaté que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter;
- (b) se sont assurées que les futurs parents adoptifs ont été entourés des conseils nécessaires; et
- (c) ont constaté que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans cet État.

### CHAPITRE III — AUTORITÉS CENTRALES ET ORGANISMES AGRÉÉS

#### Article 6

1. Chaque État contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.

2. Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et de spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.

#### Article 7

1. Les Autorités centrales doivent coopérer entre elles et promouvoir une collaboration entre les autorités compétentes de leurs États pour assurer la protection des enfants et réaliser les autres objectifs de la Convention.

2. Elles prennent directement toutes mesures appropriées pour :

- (a) fournir des informations sur la législation de leurs États en matière d'adoption et d'autres informations générales, telles que des statistiques et formules types;
- (b) s'informer mutuellement sur le fonctionnement de la Convention et, dans la mesure du possible, lever les obstacles à son application.

#### Article 8

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques, toutes mesures appropriées pour prévenir les gains matériels indus à l'occasion d'une adoption et empêcher toute pratique contraire aux objectifs de la Convention.

### Article 9

Central Authorities shall take, directly or through public authorities or other bodies duly accredited in their State, all appropriate measures, in particular to,

- (a) collect, preserve and exchange information about the situation of the child and the prospective adoptive parents, so far as is necessary to complete the adoption;
- (b) facilitate, follow and expedite proceedings with a view to obtaining the adoption;
- (c) promote the development of adoption counselling and post-adoption services in their States;
- (d) provide each other with general evaluation reports about experience with intercountry adoption;
- (e) reply, in so far as is permitted by the law of their State, to justified requests from other Central Authorities or public authorities for information about a particular adoption situation.

### Article 10

Accreditation shall only be granted to and maintained by bodies demonstrating their competence to carry out properly the tasks with which they may be entrusted.

### Article 11

An accredited body shall,

- (a) pursue only non-profit objectives according to such conditions and within such limits as may be established by the competent authorities of the State of accreditation;
- (b) be directed and staffed by persons qualified by their ethical standards and by training or experience to work in the field of intercountry adoption; and
- (c) be subject to supervision by competent authorities of that State as to its composition, operation and financial situation.

### Article 12

A body accredited in one Contracting State may act in another Contracting State only if the competent authorities of both States have authorized it to do so.

### Article 13

The designation of the Central Authorities and, where appropriate, the extent of their functions, as well as the names and addresses of the accredited bodies shall be communicated by each Contracting State to the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law.

### Article 9

Les Autorités centrales prennent, soit directement, soit avec le concours d'autorités publiques ou d'organismes dûment agréés dans leur État, toutes mesures appropriées, notamment pour :

- (a) rassembler, conserver et échanger des informations relatives à la situation de l'enfant et des futurs parents adoptifs, dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'adoption;
- (b) faciliter, suivre et activer la procédure en vue de l'adoption;
- (c) promouvoir dans leurs États le développement de services de conseils pour l'adoption et pour le suivi de l'adoption;
- (d) échanger des rapports généraux d'évaluation sur les expériences en matière d'adoption internationale;
- (e) répondre, dans la mesure permise par la loi de leur État, aux demandes motivées d'informations sur une situation particulière d'adoption formulées par d'autres Autorités centrales ou par des autorités publiques.

### Article 10

Peuvent seuls bénéficier de l'agrément et le conserver les organismes qui démontrent leur aptitude à remplir correctement les missions qui pourraient leur être confiées.

### Article 11

Un organisme agréé doit :

- (a) poursuivre uniquement des buts non lucratifs dans les conditions et limites fixées par les autorités compétentes de l'État d'agrément;
- (b) être dirigé et géré par des personnes qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale; et
- (c) être soumis à la surveillance d'autorités compétentes de cet État pour sa composition, son fonctionnement et sa situation financière.

### Article 12

Un organisme agréé dans un État contractant ne pourra agir dans un autre État contractant que si les autorités compétentes des deux États l'ont autorisé.

### Article 13

La désignation des Autorités centrales et, le cas échéant, l'étendue de leurs fonctions, ainsi que le nom et l'adresse des organismes agréés, sont communiqués par chaque État contractant au Bureau Permanent de la Conférence de la Haye de droit international privé.

## CHAPTER IV — PROCEDURAL REQUIREMENTS IN INTERCOUNTRY ADOPTION

### Article 14

Persons habitually resident in a Contracting State, who wish to adopt a child habitually resident in another Contracting State, shall apply to the Central Authority in the State of their habitual residence.

### Article 15

1. If the Central Authority of the receiving State is satisfied that the applicants are eligible and suited to adopt, it shall prepare a report including information about their identity, eligibility and suitability to adopt, background, family and medical history, social environment, reasons for adoption, ability to undertake an intercountry adoption, as well as the characteristics of the children for whom they would be qualified to care.

2. It shall transmit the report to the Central Authority of the State of origin.

### Article 16

1. If the Central Authority of the State of origin is satisfied that the child is adoptable, it shall,

- (a) prepare a report including information about his or her identity, adoptability, background, social environment, family history, medical history including that of the child's family, and any special needs of the child;
- (b) give due consideration to the child's upbringing and to his or her ethnic, religious and cultural background;
- (c) ensure that consents have been obtained in accordance with Article 4; and
- (d) determine, on the basis in particular of the reports relating to the child and the prospective adoptive parents, whether the envisaged placement is in the best interests of the child.

2. It shall transmit to the Central Authority of the receiving State its report on the child, proof that the necessary consents have been obtained and the reasons for its determination on the placement, taking care not to reveal the identity of the mother and the father if, in the State of origin, these identities may not be disclosed.

### Article 17

Any decision in the State of origin that a child should be entrusted to prospective adoptive parents may only be made if,

- (a) the Central Authority of that State has ensured that the prospective adoptive parents agree;
- (b) the Central Authority of the receiving State has approved such decision, where such approval is required by the law of that State or by the Central Authority of the State of origin;

## CHAPITRE IV — CONDITIONS PROCÉDURALES DE L'ADOPTION INTERNATIONALE

### Article 14

Les personnes résidant habituellement dans un État contractant, qui désirent adopter un enfant dont la résidence habituelle est située dans un autre État contractant, doivent s'adresser à l'Autorité centrale de l'État de leur résidence habituelle.

### Article 15

1. Si l'Autorité centrale de l'État d'accueil considère que les requérants sont qualifiés et aptes à adopter, elle établit un rapport contenant des renseignements sur leur identité, leur capacité légale et leur aptitude à adopter, leur situation personnelle, familiale et médicale, leur milieu social, les motifs qui les animent, leur aptitude à assumer une adoption internationale, ainsi que sur les enfants qu'ils seraient aptes à prendre en charge.

2. Elle transmet le rapport à l'Autorité centrale de l'État d'origine.

### Article 16

1. Si l'Autorité centrale de l'État d'origine considère que l'enfant est adoptable :

- (a) elle établit un rapport contenant des renseignements sur l'identité de l'enfant, son adoptabilité, son milieu social, son évolution personnelle et familiale, son passé médical et celui de sa famille, ainsi que sur ses besoins particuliers;
- (b) elle tient dûment compte des conditions d'éducation de l'enfant, ainsi que de son origine ethnique, religieuse et culturelle;
- (c) elle s'assure que les consentements visés à l'article 4 ont été obtenus; et
- (d) elle constate, en se fondant notamment sur les rapports concernant l'enfant et les futurs parents adoptifs, que le placement envisagé est dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

2. Elle transmet à l'Autorité centrale de l'État d'accueil son rapport sur l'enfant, la preuve des consentements requis et les motifs de son constat sur le placement, en veillant à ne pas révéler l'identité de la mère et du père, si, dans l'État d'origine, cette identité ne peut pas être divulguée.

### Article 17

Toute décision de confier un enfant à des futurs parents adoptifs ne peut être prise dans l'État d'origine que :

- (a) si l'Autorité centrale de cet État s'est assurée de l'accord des futurs parents adoptifs;
- (b) si l'Autorité centrale de l'État d'accueil a approuvé cette décision, lorsque la loi de cet État ou l'Autorité centrale de l'État d'origine le requiert;



- (c) the Central Authorities of both States have agreed that the adoption may proceed; and
- (d) it has been determined, in accordance with Article 5, that the prospective adoptive parents are eligible and suited to adopt and that the child is or will be authorized to enter and reside permanently in the receiving State.

### Article 18

The Central Authorities of both States shall take all necessary steps to obtain permission for the child to leave the State of origin and to enter and reside permanently in the receiving State.

### Article 19

1. The transfer of the child to the receiving State may only be carried out if the requirements of Article 17 have been satisfied.

2. The Central Authorities of both States shall ensure that this transfer takes place in secure and appropriate circumstances and, if possible, in the company of the adoptive or prospective adoptive parent.

3. If the transfer of the child does not take place, the report referred to in Articles 15 and 16 are to be sent back to the authorities who forwarded them.

### Article 20

The Central Authorities shall keep each other informed about the adoption process and the measures taken to complete it, as well as about the progress of the placement if a probationary period is required.

### Article 21

1. Where the adoption is to take place after the transfer of the child to the receiving State and it appears to the Central Authority of that State that the continued placement of the child with the prospective adoptive parents is not in the child's best interests, such Central Authority shall take the measures necessary to protect the child, in particular,

- (a) to cause the child to be withdrawn from the prospective adoptive parents and to arrange temporary care;
- (b) in consultation with the Central Authority of the State of origin, to arrange without delay a new placement of the child with a view to adoption or, if this is not appropriate, to arrange alternative long-term care; an adoption shall not take place until the Central Authority of the State of origin has been duly informed concerning the new prospective adoptive parents;
- (c) as a last resort, to arrange the return of the child, if his or her interests so require.

2. Having regard in particular to the age and degree of maturity of the child, he or she shall be consulted and, where appropriate, his or her consent obtained in relation to measures to be taken under this Article.

- (c) si les Autorités centrales des deux États ont accepté que la procédure en vue de l'adoption se poursuive; et
- (d) s'il a été constaté conformément à l'article 5 que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter et que l'enfant est ou sera autorisé à entrer et à séjourner de façon permanente dans l'État d'accueil.

### Article 18

Les Autorités centrales des deux États prennent toutes mesures utiles pour que l'enfant reçoive l'autorisation de sortie de l'État d'origine, ainsi que celle d'entrée et de séjour permanent dans l'État d'accueil.

### Article 19

1. Le déplacement de l'enfant vers l'État d'accueil ne peut avoir lieu que si les conditions de l'article 17 ont été remplies.

2. Les Autorités centrales des deux États veillent à ce que ce déplacement s'effectue en toute sécurité, dans des conditions appropriées et, si possible, en compagnie des parents adoptifs ou des futurs parents adoptifs.

3. Si ce déplacement n'a pas lieu, les rapports visés aux articles 15 et 16 sont renvoyés aux autorités expéditrices.

### Article 20

Les Autorités centrales se tiennent informées sur la procédure d'adoption et les mesures prises pour la mener à terme, ainsi que sur le déroulement de la période probatoire, lorsque celle-ci est requise.

### Article 21

1. Lorsque l'adoption doit avoir lieu après le déplacement de l'enfant dans l'État d'accueil et que l'Autorité centrale de cet État considère que le maintien de l'enfant dans la famille d'accueil n'est plus de son intérêt supérieur, cette Autorité prend les mesures utiles à la protection de l'enfant, en vue notamment :

- (a) de retirer l'enfant aux personnes qui désiraient l'adopter et d'en prendre soin provisoirement;
- (b) en consultation avec l'Autorité centrale de l'État d'origine, d'assurer sans délai un nouveau placement de l'enfant en vue de son adoption ou, à défaut, une prise en charge alternative durable; une adoption ne peut avoir lieu que si l'Autorité centrale de l'État d'origine a été dûment informée sur les nouveaux parents adoptifs;
- (c) en dernier ressort, d'assurer le retour de l'enfant, si son intérêt l'exige.

2. Eu égard notamment à l'âge et à la maturité de l'enfant, celui-ci sera consulté et, le cas échéant, son consentement obtenu sur les mesures à prendre conformément au présent article.

### Article 22

1. The functions of a Central Authority under this Chapter may be performed by public authorities or by bodies accredited under Chapter III, to the extent permitted by the law of its State.

2. Any Contracting State may declare to the depositary of the Convention that the functions of the Central Authority under Articles 15 to 21 may be performed in that State, to the extent permitted by the law and subject to the supervision of the competent authorities of that State, also by bodies or persons who,

- (a) meet the requirements of integrity, professional competence, experience and accountability of that State; and
- (b) are qualified by their ethical standards and by training or experience to work in the field of intercountry adoption.

3. A Contracting State which makes the declaration provided for in paragraph 2 shall keep the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law informed of the names and addresses of these bodies and persons.

4. Any Contracting State may declare to the depositary of the Convention that adoptions of children habitually resident in its territory may only take place if the functions of the Central Authorities are performed in accordance with paragraph 1.

5. Notwithstanding any declaration made under paragraph 2, the reports provided for in Articles 15 and 16 shall, in every case, be prepared under the responsibility of the Central Authority or other authorities or bodies in accordance with paragraph 1.

## CHAPTER V — RECOGNITION AND EFFECTS OF THE ADOPTION

### Article 23

1. An adoption certified by the competent authority of the State of the adoption as having been made in accordance with the Convention shall be recognized by operation of law in the other Contracting States. The certificate shall specify when and by whom the agreements under Article 17, subparagraph (c), were given.

2. Each Contracting State shall, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, notify the depositary of the Convention of the identity and the functions of the authority or the authorities which, in that State, are competent to make the certification. It shall also notify the depositary of any modification in the designation of these authorities.

### Article 22

1. Les fonctions conférées à l'Autorité centrale par le présent chapitre peuvent être exercées par des autorités publiques ou par des organismes agréés conformément au chapitre III, dans la mesure prévue par la loi de son État.

2. Un État contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les fonctions conférées à l'Autorité centrale par les articles 15 à 21 peuvent aussi être exercées dans cet État, dans la mesure prévue par la loi et sous le contrôle des autorités compétentes de cet État, par ses organismes ou personnes qui :

- (a) remplissent les conditions de moralité, de compétence professionnelle, d'expérience et de responsabilité requises par cet État; et
- (b) sont qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale.

3. L'État contractant qui fait la déclaration visée au paragraphe 2 informe régulièrement le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé des noms et adresses de ces organismes et personnes.

4. Un État contractant peut déclarer auprès du dépositaire de la Convention que les adoptions d'enfants dont la résidence habituelle est située sur son territoire ne peuvent avoir lieu que si les fonctions conférées aux Autorités centrales sont exercées conformément au paragraphe premier.

5. Nonobstant toute déclaration effectuée conformément au paragraphe 2, les rapports prévus aux articles 15 et 16 sont, dans tous les cas, établis sous la responsabilité de l'Autorité centrale ou d'autres autorités ou organismes, conformément au paragraphe premier.

## CHAPITRE V — RECONNAISSANCE ET EFFETS DE L'ADOPTION

### Article 23

1. Une adoption certifiée conforme à la Convention par l'autorité compétente de l'État contractant où elle a eu lieu est reconnue de plein droit dans les autres États contractants. Le certificat indique quand et par qui les acceptations visées à l'article 17, lettre (c), ont été données.

2. Tout État contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, notifiera au dépositaire de la Convention l'identité et les fonctions de l'autorité ou des autorités qui, dans cet État, sont compétentes pour délivrer le certificat. Il lui notifiera aussi toute modification dans la désignation de ces autorités.

**Article 24**

The recognition of an adoption may be refused in a Contracting State only if the adoption is manifestly contrary to its public policy, taking into account the best interests of the child.

**Article 25**

Any Contracting State may declare to the depositary of the Convention that it will not be bound under this Convention to recognize adoptions made in accordance with an agreement concluded by application of Article 39, paragraph 2.

**Article 26**

1. The recognition of an adoption includes recognition of,

- (a) the legal parent-child relationship between the child and his or her adoptive parents;
- (b) parental responsibility of the adoptive parents for the child;
- (c) the termination of a pre-existing legal relationship between the child and his or her mother and father, if the adoption has this effect in the Contracting State where it was made.

2. In the case of an adoption having the effect of terminating a pre-existing legal parent-child relationship, the child shall enjoy in the receiving State, and in any other Contracting State where the adoption is recognized, rights equivalent to those resulting from adoptions having this effect in each such State.

3. The preceding paragraphs shall not prejudice the application of any provision more favourable for the child, in force in the Contracting State which recognizes the adoption.

**Article 27**

1. Where an adoption granted in the State of origin does not have the effect of terminating a pre-existing legal parent-child relationship, it may, in the receiving State which recognizes the adoption under the Convention, be converted into an adoption having such an effect,

- (a) if the law of the receiving State so permits; and
- (b) if the consents referred to in Article 4, subparagraphs (c) and (d), have been or are given for the purpose of such an adoption.

2. Article 23 applies to the decision converting the adoption.

**CHAPTER VI — GENERAL PROVISIONS****Article 28**

The Convention does not affect any law of a State of origin which requires that the adoption of a child habitually resident within that State take place in that State or which prohibits the child's placement in, or transfer to, the receiving State prior to adoption.

**Article 24**

La reconnaissance d'une adoption ne peut être refusée dans un État contractant que si l'adoption est manifestement contraire à son ordre public, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

**Article 25**

Tout État contractant peut déclarer au dépositaire de la Convention qu'il ne sera pas tenu de reconnaître en vertu de celle-ci les adoptions faites conformément à un accord conclu en application de l'article 39, paragraphe 2.

**Article 26**

1. La reconnaissance de l'adoption comporte celle :

- (a) du lien de filiation entre l'enfant et ses parents adoptifs;
- (b) de la responsabilité parentale des parents adoptifs à l'égard de l'enfant;
- (c) de la rupture du lien préexistant de filiation entre l'enfant et sa mère et son père, si l'adoption produit cet effet dans l'État contractant où elle a eu lieu.

2. Si l'adoption a pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, l'enfant jouit, dans l'État d'accueil et dans tout autre État contractant où l'adoption est reconnue, des droits équivalents à ceux résultant d'une adoption produisant cet effet dans chacun de ces États.

3. Les paragraphes précédents ne portent pas atteinte à l'application de toute disposition plus favorable à l'enfant, en vigueur dans l'État contractant qui reconnaît l'adoption.

**Article 27**

1. Lorsqu'une adoption faite dans l'État d'origine n'a pas pour effet de rompre le lien préexistant de filiation, elle peut, dans l'État d'accueil qui reconnaît l'adoption conformément à la Convention, être convertie en une adoption produisant cet effet,

- (a) si le droit de l'État d'accueil le permet; et
- (b) si les consentements visés à l'article 4, lettres (c) et (d), ont été ou sont donnés en vue d'une telle adoption.

2. L'article 23 s'applique à la décision de conversion.

**CHAPITRE VI — DISPOSITIONS GÉNÉRALES****Article 28**

La Convention ne déroge pas aux lois de l'État d'origine qui requièrent que l'adoption d'un enfant résidant habituellement dans cet État doive avoir lieu dans cet État ou qui interdisent le placement de l'enfant dans l'État d'accueil ou son déplacement vers cet État avant son adoption.



**Article 29**

There shall be no contact between the prospective adoptive parents and the child's parents or any other person who has care of the child until the requirements of Article 4, subparagraphs (a) to (c), and Article 5, subparagraph (a), have been met, unless the adoption takes place within the family or unless the contact is in compliance with the conditions established by the competent authority of the State of origin.

**Article 30**

1. The competent authorities of a Contracting State shall ensure that information held by them concerning the child's origin, in particular information concerning the identity of his or her parents, as well as the medical history, is preserved.

2. They shall ensure that the child or his or her representative has access to such information, under appropriate guidance, in so far as is permitted by the law of that State.

**Article 31**

Without prejudice to Article 30, personal data gathered or transmitted under the Convention, especially data referred to in Articles 15 and 16, shall be used only for the purposes for which they were gathered or transmitted.

**Article 32**

1. No one shall derive improper financial or other gain from an activity related to an intercountry adoption.

2. Only costs and expenses, including reasonable professional fees of persons involved in the adoption, may be charged or paid.

3. The directors, administrators and employees of bodies involved in an adoption shall not receive remuneration which is unreasonably high in relation to services rendered.

**Article 33**

A competent authority which finds that any provision of the Convention has not been respected or that there is a serious risk that it may not be respected, shall immediately inform the Central Authority of its State. This Central Authority shall be responsible for ensuring that appropriate measures are taken.

**Article 34**

If the competent authority of the State of destination of a document so requests, a translation certified as being in conformity with the original must be furnished. Unless otherwise provided, the costs of such translation are to be borne by the prospective adoptive parents.

**Article 29**

Aucun contact entre les futurs parents adoptifs et les parents de l'enfant ou toute autre personne qui a la garde de celui-ci ne peut avoir lieu tant que les dispositions de l'article 4, lettres (a) à (c), et de l'article 5, lettre (a), n'ont pas été respectées, sauf si l'adoption a lieu entre membres d'une même famille ou si les conditions fixées par l'autorité compétente de l'État d'origine sont remplies.

**Article 30**

1. Les autorités compétentes d'un État contractant veillent à conserver les informations qu'elles détiennent sur les origines de l'enfant, notamment celles relatives à l'identité de sa mère et de son père, ainsi que les données sur le passé médical de l'enfant et de sa famille.

2. Elles assurent l'accès de l'enfant ou de son représentant à ces informations, avec les conseils appropriés, dans la mesure permise par la loi de leur État.

**Article 31**

Sous réserve de l'article 30, les données personnelles rassemblées ou transmises conformément à la Convention, en particulier celles visées aux articles 15 et 16, ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été rassemblées ou transmises.

**Article 32**

1. Nul ne peut tirer un gain matériel indu en raison d'une intervention à l'occasion d'une adoption internationale.

2. Seuls peuvent être demandés et payés les frais et dépenses, y compris les honoraires raisonnables des personnes qui sont intervenues dans l'adoption.

3. Les dirigeants, administrateurs et employés d'organismes intervenant dans une adoption ne peuvent recevoir une rémunération disproportionnée par rapport aux services rendus.

**Article 33**

Toute autorité compétente qui constate qu'une des dispositions de la Convention a été méconnue ou risque manifestement de l'être en informe aussitôt l'Autorité centrale de l'État dont elle relève. Cette Autorité centrale a la responsabilité de veiller à ce que les mesures utiles soient prises.

**Article 34**

Si l'autorité compétente de l'État destinataire d'un document le requiert, une traduction certifiée conforme doit être produite. Sauf dispense, les frais de traduction sont à la charge des futurs parents adoptifs.

**Article 35**

The competent authorities of the Contracting States shall act expeditiously in the process of adoption.

**Article 36**

In relation to a State which has two or more systems of law with regard to adoption applicable in different territorial units,

- (a) any reference to habitual residence in that State shall be construed as referring to habitual residence in a territorial unit of that State;
- (b) any reference to the law of that State shall be construed as referring to the law in force in the relevant territorial unit;
- (c) any reference to the competent authorities or to the public authorities of that State shall be construed as referring to those authorized to act in the relevant territorial unit;
- (d) any reference to the accredited bodies of that State shall be construed as referring to bodies accredited in the relevant territorial unit.

**Article 37**

In relation to a State which with regard to adoption has two or more systems of law applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State.

**Article 38**

A State within which different territorial units have their own rules of law in respect of adoption shall not be bound to apply the Convention where a State with a unified system of law would not be bound to do so.

**Article 39**

1. The Convention does not affect any international instrument to which Contracting States are Parties and which contains provisions on matters governed by the Convention, unless a contrary declaration is made by the States Parties to such instrument.

2. Any Contracting State may enter into agreements with one or more other Contracting States, with a view to improving the application of the Convention in their mutual relations. These agreements may derogate only from the provisions of Articles 14 to 16 and 18 to 21. The States which have concluded such an agreement shall transmit a copy to the depositary of the Convention.

**Article 40**

No reservation to the Convention shall be permitted.

**Article 35**

Les autorités compétentes des États contractants agissent rapidement dans les procédures d'adoption.

**Article 36**

Au regard d'un État qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables dans des unités territoriales différentes :

- (a) toute référence à la résidence habituelle dans cet État vise la résidence habituelle dans une unité territoriale de cet État;
- (b) toute référence à la loi de cet État vise la loi en vigueur dans l'unité territoriale concernée;
- (c) toute référence aux autorités compétentes ou aux autorités publiques de cet État vise les autorités habilitées à agir dans l'unité territoriale concernée;
- (d) toute référence aux organismes agréés de cet État vise les organismes agréés dans l'unité territoriale concernée.

**Article 37**

Au regard d'un État qui connaît, en matière d'adoption, deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet État vise le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

**Article 38**

Un État dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'adoption ne sera pas tenu d'appliquer la Convention lorsqu'un État dont le système de droit est unifié ne serait pas tenu de l'appliquer.

**Article 39**

1. La Convention ne déroge pas aux instruments internationaux auxquels des États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention, à moins qu'une déclaration contraire ne soit faite par les États liés par de tels instruments.

2. Tout État contractant pourra conclure avec un ou plusieurs autres États contractants des accords en vue de favoriser l'application de la Convention dans leurs rapports réciproques. Ces accords ne pourront déroger qu'aux dispositions des articles 14 à 16 et 18 à 21. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.

**Article 40**

Aucune réserve à la Convention n'est admise.

**Article 41**

The Convention shall apply in every case where an application pursuant to Article 14 has been received after the Convention has entered into force in the receiving State and the State of origin.

**Article 42**

The Secretary General of the Hague Conference on Private International Law shall at regular intervals convene a Special Commission in order to review the practical operation of the Convention.

**CHAPTER VII — FINAL CLAUSES****Article 43**

1. The Convention shall be opened for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Seventeenth Session and by the other States which participated in that Session.

2. It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, depositary of the Convention.

**Article 44**

1. Any other State may accede to the Convention after it has entered into force in accordance with Article 46, paragraph 1.

2. The instrument of accession shall be deposited with the depositary.

3. Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the six months after the receipt of the notification referred to in subparagraph (b) of Article 48. Such an objection may also be raised by States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the depositary.

**Article 45**

1. If a State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in the Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify this declaration by submitting another declaration at any time.

2. Any such declaration shall be notified to the depositary and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

3. If a State makes no declaration under this Article, the Convention is to extend to all territorial units of the State.

**Article 41**

La Convention s'applique chaque fois qu'une demande visée à l'article 14 a été reçue après l'entrée en vigueur de la Convention dans l'État d'accueil et l'État d'origine.

**Article 42**

Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention.

**CHAPITRE VII — CLAUSES FINALES****Article 43**

1. La Convention est ouverte à la signature des États qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Dix-septième session et des autres États qui ont participé à cette Session.

2. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.

**Article 44**

1. Tout autre État pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 46, paragraphe 1.

2. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.

3. L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérent et les États contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les six mois après la réception de la notification prévue à l'article 48, lettre (b). Une telle objection pourra également être élevée par tout État au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.

**Article 45**

1. Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

2. Ces déclarations seront notifiées au dépositaire et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

3. Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de cet État.



**Article 46**

1. The Convention shall enter into force on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance or approval referred to in Article 43.

2. Thereafter the Convention shall enter into force,

- (a) for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, or acceding to it, on the first day of the month following the expiration of three months after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- (b) for a territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 45, on the first day of the month following the expiration of three months after the notification referred to in that Article.

**Article 47**

1. A State Party to the Convention may denounce it by a notification in writing addressed to the depositary.

2. The denunciation takes effect on the first day of the month following the expiration of 12 months after the notification is received by the depositary. Where a longer period for the denunciation to take effect is specified in the notification, the denunciation takes effect upon the expiration of such longer period after the notification is received by the depositary.

**Article 48**

The depositary shall notify the States Members of the Hague Conference on Private International Law, the other States which participated in the Seventeenth Session and the States which have acceded in accordance with Article 44, of the following,

- (a) the signatures, ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 43;
- (b) the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 44;
- (c) the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 46;
- (d) the declarations and designations referred to in Articles 22, 23, 25 and 45;
- (e) the agreements referred to in Article 39;
- (f) the denunciation referred to in Article 47.

**Article 46**

1. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 43.

2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur :

- (a) pour chaque État ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, ou adhérent, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- (b) pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 45, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans cet article.

**Article 47**

1. Tout État Partie à la Convention pourra dénoncer celle-ci par une notification adressée par écrit au dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de 12 mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification.

**Article 48**

Le dépositaire notifiera aux États membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, aux autres États qui ont participé à la Dix-septième session, ainsi qu'aux États qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 44 :

- (a) les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 43;
- (b) les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 44;
- (c) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 46;
- (d) les déclarations et les désignations mentionnées aux articles 22, 23, 25 et 45;
- (e) les accords mentionnés à l'article 39;
- (f) les dénonciations visées à l'article 47.



10  
-25-



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 73

## Projet de loi 73

**An Act to amend the Child and Family  
Services Act in order to better  
promote the best interests, protection  
and well being of children**

**Loi modifiant la Loi sur les services à  
l'enfance et à la famille afin de mieux  
promouvoir l'intérêt véritable de  
l'enfant, sa protection et son bien-être**

**The Hon. J. Ecker**  
Minister of Community and Social Services

**L'honorable J. Ecker**  
Ministre des Services sociaux et communautaires

### Government Bill

### Projet de loi du gouvernement

1st Reading      October 28, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

1<sup>re</sup> lecture      28 octobre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly  
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative  
de l'Ontario





## EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Child and Family Services Act*, primarily with respect to child protection. The amendments clarify the importance of the best interests of the child in making court orders. Some substantive changes to the Act are summarized below.

*Section 1 of Bill.* The purposes of the Act are clarified to ensure that the best interests, protection and well-being of the child is the paramount purpose.

*Sections 3, 4 and 5 of Bill.* Requirements in the Act for municipal funding of children's aid societies and municipal representatives on the boards of children's aid societies are repealed.

*Sections 6 and 7 of Bill.* Authority is given to Directors to issue directives to children's aid societies and the Minister is authorized to exercise the powers set out in section 22 of the Act if a society does not follow them.

*Sections 8 and 21 of Bill.* The limit with respect to the time that a child may be in a society's care and custody, other than as a Crown ward, is reduced from 24 months to 12 months in the case of children less than 6 years of age. The amendments also provide that that period will be cumulative.

*Section 9 of Bill.* The grounds for finding a child in need of protection are amended to lower the threshold for determining whether a child is at risk of suffering harm and for determining whether a child has suffered emotional harm, and to specifically include the concept of neglect in the grounds for finding a child in need of protection.

*Section 12 of Bill.* The court is authorized to consider a person's past conduct toward any child.

*Section 22 of Bill.* This section creates a single duty to report for the public and professionals. The offence provision with respect to professionals' duty to report is expanded to hold professionals liable for not reporting wherever a child is in need of protection. In contrast, the current offence provision is limited to the requirement to report in cases of abuse. In addition, it is clarified that the obligation to report a child in need of protection is an ongoing obligation that must be fulfilled directly by a person with a duty to report and that cannot be delegated.

*Sections 24, 25 and 26 of Bill.* The provision permitting court ordered access to records is expanded to allow such access where a record may be relevant to a child protection proceeding and where it may be relevant to assessing compliance with certain orders. A new provision is added permitting a Director or a society to obtain a warrant to access records that may be relevant to investigating an allegation that a child is or may be in need of protection. A further provision is added to permit those warrants to be applied for by electronic means rather than in person, where it would be impracticable to appear before a justice personally.

*Sections 27 and 28 of Bill.* Provisions with respect to the child abuse register are repealed.

*Section 34 of Bill.* The Minister is required to conduct reviews of the Act or portions of it at least every five years and to make the resulting reports available to the public.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, principalement en ce qui a trait à la protection de l'enfance. Les modifications clarifient l'importance à accorder à l'intérêt véritable de l'enfant dans les ordonnances du tribunal. Voici un résumé de certains changements de fond qui sont apportés à la Loi.

*Article 1 du projet de loi.* Les objets de la Loi sont clarifiés pour faire ressortir que son objet primordial est l'intérêt véritable, la protection et le bien-être de l'enfant.

*Articles 3, 4 et 5 du projet de loi.* Les exigences de la Loi en matière de financement municipal des sociétés d'aide à l'enfance et de nomination de représentants municipaux à leur conseil d'administration sont supprimées.

*Articles 6 et 7 du projet de loi.* Les directeurs sont investis du pouvoir de donner des directives aux sociétés d'aide à l'enfance et le ministre est autorisé à exercer les pouvoirs prévus à l'article 22 de la Loi si une société ne suit pas ces directives.

*Articles 8 et 21 du projet de loi.* La période maximale pendant laquelle un enfant de moins de 6 ans peut être sous les soins et la garde d'une société, sauf en tant que pupille de la Couronne, passe de 24 à 12 mois. Les modifications prévoient également que cette période est cumulative.

*Article 9 du projet de loi.* Les motifs selon lesquels un enfant a besoin de protection sont modifiés de sorte à abaisser le seuil où il est établi que l'enfant risque de subir des maux et où il est établi que l'enfant a subi des maux affectifs, et y est spécifiquement inclus le concept de négligence.

*Article 12 du projet de loi.* Le tribunal est autorisé à tenir compte de la conduite antérieure d'une personne envers un enfant quel qu'il soit.

*Article 22 du projet de loi.* Cet article crée, pour les membres du public et les personnes qui exercent une profession, un seul et même devoir de déclarer le besoin de protection. En ce qui concerne ces dernières, la disposition qui traite des infractions à l'égard de ce devoir est élargie de manière à les tenir responsables si elles ne déclarent pas, dans chaque cas, un enfant qui a besoin de protection. Par contraste, la disposition actuelle en matière d'infractions ne traite que de l'obligation de signaler les cas de mauvais traitements. De plus, il est explicité que le devoir de déclarer un enfant qui a besoin de protection constitue une obligation permanente dont doit s'acquitter directement la personne à qui incombe ce devoir, et qu'elle ne peut être déléguée à personne d'autre.

*Articles 24, 25 et 26 du projet de loi.* La disposition qui permet, au moyen d'une ordonnance du tribunal, d'avoir accès à des dossiers est élargie de sorte à permettre également un tel accès lorsqu'un dossier peut être pertinent en ce qui concerne une instance portant sur la protection d'un enfant ou en ce qui concerne l'évaluation de l'observation de certaines ordonnances. Une nouvelle disposition permet à un directeur ou à une société d'obtenir un mandat autorisant l'accès à des dossiers qui peuvent être pertinents en ce qui concerne une enquête sur une allégation selon laquelle un enfant a ou peut avoir besoin de protection. Une autre disposition supplémentaire prévoit que les demandes de mandats peuvent être présentées par des moyens électroniques plutôt qu'en personne dans les circonstances où il ne serait pas possible de comparaître en personne devant un juge de paix.

*Articles 27 et 28 du projet de loi.* Les dispositions qui ont trait au registre des mauvais traitements infligés aux enfants sont abrogées.

*Article 34 du projet de loi.* Le ministre est tenu d'effectuer au moins tous les cinq ans un examen de la Loi ou de portions de celle-ci et de mettre les rapports de ces examens à la disposition du public.

**An Act to amend the Child and Family Services Act in order to better promote the best interests, protection and well being of children**

**Loi modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille afin de mieux promouvoir l'intérêt véritable de l'enfant, sa protection et son bien-être**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**1. Section 1 of the *Child and Family Services Act* is repealed and the following substituted:**

Paramount  
purpose

**1. (1) The paramount purpose of this Act is to promote the best interests, protection and well being of children.**

Other  
purposes

**(2) The additional purposes of this Act, so long as they are consistent with the best interests, protection and well being of children, are:**

1. To recognize that while parents may need help in caring for their children, that help should give support to the autonomy and integrity of the family unit and, wherever possible, be provided on the basis of mutual consent.
2. To recognize that the least disruptive course of action that is available and is appropriate in a particular case to help a child should be considered.
3. To recognize that children's services should be provided in a manner that,
  - i. respects children's needs for continuity of care and for stable family relationships, and
  - ii. takes into account physical and mental developmental differences among children.
4. To recognize that, wherever possible, services to children and their families should be provided in a manner that respects cultural, religious and regional differences.
5. To recognize that Indian and native people should be entitled to provide,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**1. L'article 1 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Objet  
primordial

**1. (1) L'objet primordial de la présente loi est de promouvoir l'intérêt véritable de l'enfant, sa protection et son bien-être.**

Autres objets

**(2) Dans la mesure où ils sont compatibles avec l'intérêt véritable de l'enfant, sa protection et son bien-être, les objets additionnels de la présente loi sont les suivants :**

1. Reconnaître que même si les parents peuvent avoir besoin d'aide pour s'occuper de leurs enfants, cette aide devrait favoriser l'autonomie et l'intégrité de la cellule familiale et, dans la mesure du possible, être accordée par consentement mutuel.
2. Reconnaître que devrait être envisagé le plan d'action le moins perturbateur qui est disponible et qui convient dans un cas particulier pour aider un enfant.
3. Reconnaître que les services à l'enfance devraient être fournis d'une façon qui, à la fois :
  - i. respecte les besoins des enfants en ce qui concerne la continuité de soins et des rapports familiaux stables,
  - ii. tient compte des différences qui existent entre les enfants sur le plan du développement physique et mental.
4. Reconnaître que, dans la mesure du possible, les services fournis à l'enfance et à la famille devraient l'être d'une façon qui respecte les différences culturelles, religieuses et régionales.
5. Reconnaître que les populations indiennes et autochtones devraient avoir

wherever possible, their own child and family services, and that all services to Indian and native children and families should be provided in a manner that recognizes their culture, heritage and traditions and the concept of the extended family.

**2. (1) The definition of “court” in subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**

“court” means the Ontario Court (Provincial Division) or the Family Court of the Ontario Court (General Division); (“tribunal”)

**(2) Clause (a) of the definition of “foster care” in subsection 3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**

- (a) receives compensation for caring for the child, except under the *Ontario Works Act, 1997*, the *Ontario Disability Support Program Act, 1997* or the *Family Benefits Act*, and

**(3) On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, clause (a) of the definition of “foster care” in subsection 3 (1) of the Act, as re-enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted:**

- (a) receives compensation for caring for the child, except under the *Ontario Works Act, 1997* or the *Ontario Disability Support Program Act, 1997*, and

**3. Section 18 of the Act is repealed.**

**4. (1) Subsections 19 (1), (3) and (5) of the Act are repealed.**

**(2) Subsection 19 (6) of the Act is amended by striking out “or (3)” in the second line.**

**5. Subsection 20 (1) of the Act is repealed.**

**6. The Act is amended by adding the following section:**

**20.1** A Director may issue directives to one or more societies, including directives respecting their provision of services under this Act.

le droit de fournir, dans la mesure du possible, leurs propres services à l'enfance et à la famille, et que tous les services fournis aux familles et aux enfants indiens et autochtones devraient l'être d'une façon qui tient compte de leur culture, de leur patrimoine, de leurs traditions et du concept de la famille élargie.

**2. (1) La définition de «tribunal» qui figure au paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :**

«tribunal» La Cour de l'Ontario (Division provinciale) ou la Cour de la famille de la Cour de l'Ontario (Division générale). («court»)

**(2) L'alinéa a) de la définition de «soins fournis par une famille d'accueil» au paragraphe 3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

- a) reçoit une indemnité au titre des soins fournis à l'enfant, sauf en vertu de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail*, de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* ou de la *Loi sur les prestations familiales*,

**(3) Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, l'alinéa a) de la définition de «soins fournis par une famille d'accueil» au paragraphe 3 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

- a) reçoit une indemnité au titre des soins fournis à l'enfant, sauf en vertu de la *Loi de 1997 sur le programme Ontario au travail* ou de la *Loi de 1997 sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées*,

**3. L'article 18 de la Loi est abrogé.**

**4. (1) Les paragraphes 19 (1), (3) et (5) de la Loi sont abrogés.**

**(2) Le paragraphe 19 (6) de la Loi est modifié par suppression de «ou (3)» à la deuxième ligne.**

**5. Le paragraphe 20 (1) de la Loi est abrogé.**

**6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**20.1** Le directeur peut donner des directives à une ou plusieurs sociétés, y compris des directives concernant la fourniture de services par celles-ci aux termes de la présente loi.



**7. Clause 22 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:**

- (d) in the case of a society, the society,
- (i) is not able to or fails to perform any or all of its functions under section 15,
  - (ii) fails to perform any or all of its functions in any part of its territorial jurisdiction, or
  - (iii) fails to follow a directive issued under section 20.1.

**8. (1) Clause 29 (4) (b) of the Act is amended by striking out “restrictive” in the first line and substituting “disruptive”.**

**(2) Subsection 29 (6) of the Act is repealed and the following substituted:**

(6) No temporary care agreement shall be made or extended so as to result in a child being in a society's care and custody, for a period exceeding,

- (a) 12 months, if the child is less than 6 years of age on the day the agreement is entered into or extended; or
- (b) 24 months, if the child is 6 years of age or older on the day the agreement is entered into or extended.

(6.1) In calculating the period referred to in subsection (6), time during which a child has been in a society's care and custody,

- (a) as a society ward under paragraph 2 of subsection 57 (1);
- (b) under a temporary care agreement under subsection 29 (1); or
- (c) under a temporary order made under clause 51 (2) (d),

shall be counted.

(6.2) The period referred to in subsection (6) shall include any previous periods that the child was in a society's care and custody as described in subsection (6.1) other than periods that precede a continuous period of five or more years that the child was not in a society's care and custody.

**9. (1) Clause 37 (2) (a) of the Act is repealed and the following substituted:**

- (a) the child has suffered physical harm, inflicted by the person having charge of the child or caused by or resulting from that person's,

**7. L'alinéa 22 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

- d) qu'une société :
- (i) soit n'est pas en mesure d'exécuter ou n'exécute pas l'ensemble ou une partie des fonctions prévues à l'article 15,
  - (ii) soit n'exécute pas l'ensemble ou une partie de ses fonctions dans tout secteur du territoire sur lequel elle exerce sa compétence,
  - (iii) soit n'observe pas une directive donnée en vertu de l'article 20.1.

**8. (1) L'alinéa 29 (4) b) de la Loi est modifié par substitution de «perturbateur» à «restrictif» aux deuxième et troisième lignes.**

**(2) Le paragraphe 29 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

(6) Aucune entente relative à des soins temporaires ne doit être conclue ou prorogée si elle a pour résultat que l'enfant est confié aux soins et à la garde d'une société pendant une période supérieure à ce qui suit :

- a) 12 mois, si l'enfant est âgé de moins de 6 ans le jour où l'entente est conclue ou prorogée;
- b) 24 mois, si l'enfant est âgé de 6 ans ou plus le jour où l'entente est conclue ou prorogée.

(6.1) Dans le calcul de la période mentionnée au paragraphe (6), est compté le temps pendant lequel l'enfant a été confié aux soins et à la garde d'une société, selon le cas :

- a) en qualité de pupille, aux termes de la disposition 2 du paragraphe 57 (1);
- b) en vertu d'une entente relative à des soins temporaires conclue aux termes du paragraphe 29 (1);
- c) en vertu d'une ordonnance provisoire rendue aux termes de l'alinéa 51 (2) d).

(6.2) La période mentionnée au paragraphe (6) comprend les périodes antérieures pendant lesquelles l'enfant a été confié aux soins et à la garde d'une société dans les cas visés au paragraphe (6.1), sauf toute période précédant une période continue d'au moins cinq ans pendant laquelle l'enfant n'a pas été confié aux soins et à la garde d'une société.

**9. (1) L'alinéa 37 (2) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

- a) l'enfant qui a subi des maux physiques infligés par la personne qui en est responsable ou, selon le cas :

Time limit

Délai

Same

Idem

Previous periods to be counted

Périodes antérieures prises en compte

(i) failure to adequately care for, provide for, supervise or protect the child, or

(ii) pattern of neglect in caring for, providing for, supervising or protecting the child.

**(2) Clause 37 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:**

(b) there is a risk that the child is likely to suffer physical harm inflicted by the person having charge of the child or caused by or resulting from that person's,

(i) failure to adequately care for, provide for, supervise or protect the child, or

(ii) pattern of neglect in caring for, providing for, supervising or protecting the child.

**(3) Clause 37 (2) (d) of the Act is repealed and the following substituted:**

(d) there is a risk that the child is likely to be sexually molested or sexually exploited as described in clause (c).

**(4) Clauses 37 (2) (f) and (g) of the Act are repealed and the following substituted:**

(f) the child has suffered emotional harm, demonstrated by serious,

(i) anxiety,

(ii) depression,

(iii) withdrawal,

(iv) self-destructive or aggressive behaviour, or

(v) delayed development,

and there are reasonable grounds to believe that the emotional harm suffered by the child results from the actions, failure to act or pattern of neglect on the part of the child's parent or the person having charge of the child;

(i) causés par le défaut de cette personne de lui fournir des soins, de subvenir à ses besoins, de le surveiller ou de le protéger convenablement, ou résultant de ce défaut,

(ii) causés par la négligence habituelle de cette personne pour ce qui est de lui fournir des soins, de subvenir à ses besoins, de le surveiller ou de le protéger, ou résultant de cette négligence.

**(2) L'alinéa 37 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

b) l'enfant qui risque vraisemblablement de subir des maux physiques infligés par la personne qui en est responsable ou, selon le cas :

(i) causés par le défaut de cette personne de lui fournir des soins, de subvenir à ses besoins, de le surveiller ou de le protéger convenablement, ou résultant de ce défaut,

(ii) causés par la négligence habituelle de cette personne pour ce qui est de lui fournir des soins, de subvenir à ses besoins, de le surveiller ou de le protéger, ou résultant de cette négligence.

**(3) L'alinéa 37 (2) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

d) l'enfant qui risque vraisemblablement de subir une atteinte aux mœurs ou d'être exploité sexuellement dans les circonstances mentionnées à l'alinéa c).

**(4) Les alinéas 37 (2) f) et g) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**

f) l'enfant qui a subi des maux affectifs qui se traduisent par, selon le cas :

(i) un grave sentiment d'angoisse,

(ii) un état dépressif grave,

(iii) un fort repliement sur soi,

(iv) un comportement autodestructeur ou agressif marqué,

(v) un important retard dans son développement,

s'il existe des motifs raisonnables de croire que les maux affectifs que l'enfant a subis résultent des actes, du défaut d'agir ou de la négligence habituelle de son père ou de sa mère ou de la personne qui en est responsable;

- (f.1) the child has suffered emotional harm of the kind described in subclause (f) (i), (ii), (iii), (iv) or (v) and the child's parent or the person having charge of the child does not provide, or refuses or is unavailable or unable to consent to, services or treatment to remedy or alleviate the harm;
- (g) there is a risk that the child is likely to suffer emotional harm of the kind described in subclause (f) (i), (ii), (iii), (iv) or (v) resulting from the actions, failure to act or pattern of neglect on the part of the child's parent or the person having charge of the child;
- (g.1) there is a risk that the child is likely to suffer emotional harm of the kind described in subclause (f) (i), (ii), (iii), (iv) or (v) and that the child's parent or the person having charge of the child does not provide, or refuses or is unavailable or unable to consent to, services or treatment to prevent the harm.

**10. Subclause 38 (4) (b) (ii) of the Act is repealed and the following substituted:**

- (ii) it is alleged that the child is in need of protection within the meaning of clause 37 (2) (a), (c), (f), (f.1) or (h); or

**11. Subsection 45 (2) of the Act is repealed and the following substituted:**

- (2) This section applies to hearings held under this Part.

**12. Subsection 50 (1) of the Act is repealed and the following substituted:**

- (1) Despite anything in the *Evidence Act*, in any proceeding under this Part,
  - (a) the court may consider the past conduct of a person toward any child if that person is caring for or has access to or may care for or have access to a child who is the subject of the proceeding; and
  - (b) any oral or written statement or report that the court considers relevant to the proceeding, including a transcript, exhibit or finding or the reasons for a decision in an earlier civil or criminal proceeding, is admissible into evidence.

- f.1) l'enfant qui a subi les maux affectifs visés au sous-alinéa f) (i), (ii), (iii), (iv) ou (v), si son père ou sa mère ou la personne qui en est responsable ne fournit pas des services ou un traitement afin de remédier à ces maux ou de les soulager, refuse ou n'est pas en mesure de donner son consentement à ce traitement ou ces services, ou n'est pas disponible pour ce faire;

- g) l'enfant qui risque vraisemblablement de subir les maux affectifs visés au sous-alinéa f) (i), (ii), (iii), (iv) ou (v) résultant des actes, du défaut d'agir ou de la négligence habituelle de son père ou de sa mère ou de la personne qui en est responsable;

- g.1) l'enfant qui risque vraisemblablement de subir les maux affectifs visés au sous-alinéa f) (i), (ii), (iii), (iv) ou (v), si son père ou sa mère ou la personne qui en est responsable ne fournit pas des services ou un traitement afin de prévenir ces maux, refuse ou n'est pas en mesure de donner son consentement à ce traitement ou ces services, ou n'est pas disponible pour ce faire.

**10. Le sous-alinéa 38 (4) b) (ii) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

- (ii) ou bien il est allégué que l'enfant a besoin de protection au sens de l'alinéa 37 (2) a), c), f), f.1) ou h);

**11. Le paragraphe 45 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

- (2) Le présent article s'applique aux audiences tenues en vertu de la présente partie.

**12. Le paragraphe 50 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

- (1) Malgré toute disposition de la *Loi sur la preuve*, dans une instance introduite en vertu de la présente partie :
  - a) d'une part, le tribunal peut tenir compte de la conduite antérieure d'une personne à l'égard de tout enfant, si le soin de l'enfant qui fait l'objet de l'instance lui est ou peut lui être confié ou si elle a ou peut avoir le droit de visiter l'enfant;
  - b) d'autre part, sont admissibles en preuve les déclarations ou rapports, oraux ou écrits, y compris une transcription, une pièce, une conclusion ou les motifs d'une décision issus d'une instance antérieure, civile ou criminelle, que le tribunal juge pertinents.

Application

Application

Consideration of past conduct toward children

Conduite antérieure à l'égard des enfants



**13. Subsection 51 (3) of the Act is repealed and the following substituted:**

Criteria

(3) The court shall not make an order under clause (2) (c) or (d) unless the court is satisfied that there are reasonable grounds to believe that there is a risk that the child is likely to suffer harm and that the child cannot be protected adequately by an order under clause (2) (a) or (b).

**14. Subsection 54 (8) of the Act is repealed and the following substituted:**

Report inadmissible

(8) The report of an assessment ordered under subsection (1) is not admissible into evidence in any other proceeding except,

- (a) a proceeding under this Part, including an appeal under section 69;
- (b) a proceeding referred to in section 81; or
- (c) a proceeding under the *Coroners Act*,

without the consent of the person or persons assessed.

**15. (1) Subsection 57 (3) of the Act is repealed and the following substituted:**

Less disruptive alternatives preferred

(3) The court shall not make an order removing the child from the care of the person who had charge of him or her immediately before intervention under this Part unless the court is satisfied that alternatives that are less disruptive to the child, including non-residential services and the assistance referred to in subsection (2), would be inadequate to protect the child.

**(2) Subsection 57 (6) of the Act is repealed.**

**16. Subsections 59 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:**

Access: Crown ward

(2) The court shall not make or vary an access order with respect to a Crown ward under section 58 (access) or section 65 (status review) unless the court is satisfied that,

- (a) the relationship between the person and the child is beneficial and meaningful to the child; and
- (b) the ordered access will not impair the child's future opportunities for a permanent or stable placement.

**13. Le paragraphe 51 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Facteurs

(3) Le tribunal ne doit pas rendre d'ordonnance aux termes de l'alinéa (2) c) ou d) à moins qu'il ne soit convaincu qu'existent des motifs raisonnables de croire que l'enfant risque vraisemblablement de subir des maux et qu'il ne peut pas être protégé suffisamment par une ordonnance rendue aux termes de l'alinéa (2) a) ou b).

**14. Le paragraphe 54 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Rapport inadmissible

(8) Le rapport de l'évaluation ordonnée en vertu du paragraphe (1) n'est pas admissible en preuve dans une autre instance, si ce n'est, selon le cas :

- a) d'une instance prévue par la présente partie, notamment un appel interjeté aux termes de l'article 69;
- b) d'une instance visée à l'article 81;
- c) d'une instance prévue par la *Loi sur les coroners*,

sans le consentement de la ou des personnes qui font l'objet de l'évaluation.

**15. (1) Le paragraphe 57 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Mesures moins perturbatrices

(3) Le tribunal ne doit pas rendre d'ordonnance retirant l'enfant des soins de la personne qui en était responsable immédiatement avant l'intervention en vertu de la présente partie à moins qu'il ne soit convaincu que des mesures moins perturbatrices pour l'enfant, y compris des services qui ne sont pas fournis en établissement et l'aide visée au paragraphe (2), seraient insuffisantes pour assurer la protection de l'enfant.

**(2) Le paragraphe 57 (6) de la Loi est abrogé.**

**16. Les paragraphes 59 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**

Droit de visite : pupille de la Couronne

(2) Le tribunal ne doit pas rendre ou modifier l'ordonnance accordant le droit de visiter un pupille de la Couronne en vertu de l'article 58 (droit de visite) ou de l'article 65 (révision du statut) à moins qu'il ne soit convaincu de ce qui suit :

- a) la relation entre la personne et l'enfant est bénéfique et importante pour celui-ci;
- b) l'ordonnance accordant le droit de visite ne compromettra pas les possibilités futures d'un placement permanent ou stable de l'enfant.

Termination  
of access:  
Crown ward

(3) The court shall terminate an access order with respect to a Crown ward if,

- (a) the order is no longer in the best interests of the child; or
- (b) the court is no longer satisfied that clauses (2) (a) and (b) apply with respect to that access.

17. Subsection 61 (9) of the Act is amended by striking out “substantial risk to the child’s health or safety” in the third and fourth lines and substituting “risk that the child is likely to suffer harm”.

18. Clause 64 (8) (a) of the Act is amended by striking out “subsection 59 (2)” in the last line and substituting “section 58”.

19. Subsection 65 (3) of the Act is repealed.

20. Subsection 67 (1) of the Act is amended by striking out “or the Unified Family Court” in the second and third lines.

21. (1) Subsections 70 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Time limit

(1) Subject to subsections (3) and (4), the court shall not make an order for society wardship under this Part that results in a child being a society ward for a period exceeding,

- (a) 12 months, if the child is less than 6 years of age on the day the court makes an order for society wardship; or
- (b) 24 months, if the child is 6 years of age or older on the day the court makes an order for society wardship.

Same

(2) In calculating the period referred to in subsection (1), time during which a child has been in a society’s care and custody under,

- (a) an agreement made under subsection 29 (1) or 30 (1) (temporary care or special needs agreement); or
- (b) a temporary order made under clause 51 (2) (d),

shall be counted.

Previous  
periods to be  
counted

(2.1) The period referred to in subsection (1) shall include any previous periods that the child was in a society’s care and custody as a society ward or as described in subsection (2) other than periods that precede a continuous period of five or more years that the child was not in a society’s care and custody.

(3) Le tribunal révoque l’ordonnance accordant le droit de visiter un pupille de la Couronne si, selon le cas :

- a) l’ordonnance n’est plus dans l’intérêt véritable de l’enfant;
- b) le tribunal n’est plus convaincu que les alinéas (2) a) et b) s’appliquent à l’égard de ce droit de visite.

17. Le paragraphe 61 (9) de la Loi est modifié par substitution de «l’enfant risque vraisemblablement de subir des maux» à «la santé ou la sécurité de l’enfant pourraient être sérieusement compromises» aux troisième, quatrième et cinquième lignes.

18. L’alinéa 64 (8) a) de la Loi est modifié par substitution de «de l’article 58» à «du paragraphe 59 (2)» à la dernière ligne.

19. Le paragraphe 65 (3) de la Loi est abrogé.

20. Le paragraphe 67 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou de la Cour unifiée de la famille» aux deuxième et troisième lignes.

21. (1) Les paragraphes 70 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), le tribunal ne doit pas rendre d’ordonnance de tutelle par une société en vertu de la présente partie qui a pour effet de rendre un enfant pupille d’une société pendant une période supérieure à ce qui suit :

- a) 12 mois, si l’enfant est âgé de moins de 6 ans le jour où le tribunal rend une ordonnance de tutelle par une société;
- b) 24 mois, si l’enfant est âgé de 6 ans ou plus le jour où le tribunal rend une ordonnance de tutelle par une société.

(2) Dans le calcul de la période mentionnée au paragraphe (1), est compté le temps pendant lequel l’enfant a été confié aux soins et à la garde d’une société en vertu, selon le cas :

- a) d’une entente conclue aux termes du paragraphe 29 (1) ou 30 (1) (entente relative à des soins temporaires ou à des besoins particuliers);
- b) d’une ordonnance provisoire rendue aux termes de l’alinéa 51 (2) d).

(2.1) La période mentionnée au paragraphe (1) comprend les périodes antérieures pendant lesquelles l’enfant a été confié aux soins et à la garde d’une société en qualité de pupille de la société ou dans les cas visés au paragraphe (2), sauf toute période précédant une période continue d’au moins cinq ans pendant laquelle l’enfant n’a pas été confié aux soins et à la garde d’une société.

Cessation du  
droit de  
visite :  
pupille de la  
Couronne

Délai

Idem

Périodes  
antérieures  
prises en  
compte

(2) Subsection 70 (3) of the Act is amended by striking out “Where the twenty-four month period referred to in subsection (1)” at the beginning and substituting “Where the period referred to in subsection (1) or (4)”.

(3) Section 70 of the Act is amended by adding the following subsection:

Six month extension

(4) Subject to paragraphs 2 and 4 of subsection 57 (1), the court may by order extend the period permitted under subsection (1) by a period not to exceed six months if it is in the child's best interests to do so.

**22. (1) Subsections 72 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:**

Duty to report child in need of protection

(1) Despite the provisions of any other Act, if a person, including a person who performs professional or official duties with respect to children, has reasonable grounds to suspect one of the following, the person shall forthwith report the suspicion and the information on which it is based to a society:

1. The child has suffered physical harm, inflicted by the person having charge of the child or caused by or resulting from that person's,
  - i. failure to adequately care for, provide for, supervise or protect the child, or
  - ii. pattern of neglect in caring for, providing for, supervising or protecting the child.
2. There is a risk that the child is likely to suffer physical harm inflicted by the person having charge of the child or caused by or resulting from that person's,
  - i. failure to adequately care for, provide for, supervise or protect the child, or
  - ii. pattern of neglect in caring for, providing for, supervising or protecting the child.
3. The child has been sexually molested or sexually exploited, by the person hav-

(2) Le paragraphe 70 (3) de la Loi est modifié par substitution de «Si la période visée au paragraphe (1) ou (4)» à «Si la période de vingt-quatre mois visée au paragraphe (1)» au début du paragraphe.

(3) L'article 70 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Prolongation de six mois

(4) Sous réserve des dispositions 2 et 4 du paragraphe 57 (1), le tribunal peut rendre une ordonnance prolongeant d'une période maximale de six mois la période prévue au paragraphe (1), si cette prolongation est dans l'intérêt véritable de l'enfant.

**22. (1) Les paragraphes 72 (1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**

Devoir de déclarer le besoin de protection

(1) Malgré les dispositions de toute autre loi, la personne, notamment celle qui exerce des fonctions professionnelles ou officielles en ce qui concerne des enfants, qui a des motifs raisonnables de soupçonner l'une ou l'autre des situations suivantes, fait part sans délai à une société de ses soupçons ainsi que des renseignements sur lesquels ils sont fondés :

1. Un enfant a subi des maux physiques infligés par la personne qui en est responsable ou, selon le cas :
  - i. causés par le défaut de cette personne de lui fournir des soins, de subvenir à ses besoins, de le surveiller ou de le protéger convenablement, ou résultant de ce défaut,
  - ii. causés par la négligence habituelle de cette personne pour ce qui est de lui fournir des soins, de subvenir à ses besoins, de le surveiller ou de le protéger, ou résultant de cette négligence.
2. Un enfant risque vraisemblablement de subir des maux physiques infligés par la personne qui en est responsable ou, selon le cas :
  - i. causés par le défaut de cette personne de lui fournir des soins, de subvenir à ses besoins, de le surveiller ou de le protéger convenablement, ou résultant de ce défaut,
  - ii. causés par la négligence habituelle de cette personne pour ce qui est de lui fournir des soins, de subvenir à ses besoins, de le surveiller ou de le protéger, ou résultant de cette négligence.
3. Un enfant a subi une atteinte aux mœurs ou a été exploité sexuellement



ing charge of the child or by another person where the person having charge of the child knows or should know of the possibility of sexual molestation or sexual exploitation and fails to protect the child.

4. There is a risk that the child is likely to be sexually molested or sexually exploited as described in paragraph 3.
5. The child requires medical treatment to cure, prevent or alleviate physical harm or suffering and the child's parent or the person having charge of the child does not provide, or refuses or is unavailable or unable to consent to, the treatment.
6. The child has suffered emotional harm, demonstrated by serious,
  - i. anxiety,
  - ii. depression,
  - iii. withdrawal,
  - iv. self-destructive or aggressive behaviour, or
  - v. delayed development,

and there are reasonable grounds to believe that the emotional harm suffered by the child results from the actions, failure to act or pattern of neglect on the part of the child's parent or the person having charge of the child.

7. The child has suffered emotional harm of the kind described in subparagraph i, ii, iii, iv or v of paragraph 6 and the child's parent or the person having charge of the child does not provide, or refuses or is unavailable or unable to consent to, services or treatment to remedy or alleviate the harm.
8. There is a risk that the child is likely to suffer emotional harm of the kind described in subparagraph i, ii, iii, iv or v of paragraph 6 resulting from the actions, failure to act or pattern of neglect on the part of the child's parent or the person having charge of the child.
9. There is a risk that the child is likely to suffer emotional harm of the kind described in subparagraph i, ii, iii, iv or v of paragraph 6 and that the child's

par la personne qui en est responsable ou par une autre personne et la personne qui en est responsable sait ou devrait savoir qu'il existe des dangers d'atteinte aux mœurs ou d'exploitation sexuelle et elle ne protège pas l'enfant.

4. Un enfant risque vraisemblablement de subir une atteinte aux mœurs ou d'être exploité sexuellement dans les circonstances mentionnées à la disposition 3.
5. Un enfant a besoin d'un traitement médical en vue de guérir, de prévenir ou de soulager des maux physiques ou sa douleur, et son père ou sa mère ou la personne qui en est responsable ne fournit pas le traitement, refuse ou n'est pas en mesure de donner son consentement à ce traitement, ou n'est pas disponible pour ce faire.
6. Un enfant a subi des maux affectifs qui se traduisent par, selon le cas :
  - i. un grave sentiment d'angoisse,
  - ii. un état dépressif grave,
  - iii. un fort repliement sur soi,
  - iv. un comportement autodestructeur ou agressif marqué,
  - v. un important retard dans son développement,

et il existe des motifs raisonnables de croire que les maux affectifs que l'enfant a subis résultent des actes, du défaut d'agir ou de la négligence habituelle de son père ou de sa mère ou de la personne qui en est responsable.

7. Un enfant a subi les maux affectifs visés à la sous-disposition i, ii, iii, iv ou v de la disposition 6 et son père ou sa mère ou la personne qui en est responsable ne fournit pas des services ou un traitement afin de remédier à ces maux ou de les soulager, refuse ou n'est pas en mesure de donner son consentement à ce traitement ou ces services, ou n'est pas disponible pour ce faire.
8. Un enfant risque vraisemblablement de subir les maux affectifs visés à la sous-disposition i, ii, iii, iv ou v de la disposition 6 résultant des actes, du défaut d'agir ou de la négligence habituelle de son père ou de sa mère ou de la personne qui en est responsable.
9. Un enfant risque vraisemblablement de subir les maux affectifs visés à la sous-disposition i, ii, iii, iv ou v de la disposition 6 et son père ou sa mère ou la

parent or the person having charge of the child does not provide, or refuses or is unavailable or unable to consent to, services or treatment to prevent the harm.

10. The child suffers from a mental, emotional or developmental condition that, if not remedied, could seriously impair the child's development and the child's parent or the person having charge of the child does not provide, or refuses or is unavailable or unable to consent to, treatment to remedy or alleviate the condition.
11. The child has been abandoned, the child's parent has died or is unavailable to exercise his or her custodial rights over the child and has not made adequate provision for the child's care and custody, or the child is in a residential placement and the parent refuses or is unable or unwilling to resume the child's care and custody.
12. The child is less than 12 years old and has killed or seriously injured another person or caused serious damage to another person's property, services or treatment are necessary to prevent a recurrence and the child's parent or the person having charge of the child does not provide, or refuses or is unavailable or unable to consent to, those services or treatment.
13. The child is less than 12 years old and has on more than one occasion injured another person or caused loss or damage to another person's property, with the encouragement of the person having charge of the child or because of that person's failure or inability to supervise the child adequately.

personne qui en est responsable ne fournit pas des services ou un traitement afin de prévenir ces maux, refuse ou n'est pas en mesure de donner son consentement à ce traitement ou ces services, ou n'est pas disponible pour ce faire.

10. L'état mental ou affectif ou le trouble de développement d'un enfant risque, s'il n'y est pas remédié, de porter gravement atteinte à son développement, et son père ou sa mère ou la personne qui en est responsable ne fournit pas un traitement afin de remédier à cet état ou ce trouble ou de le soulager, refuse ou n'est pas en mesure de donner son consentement à ce traitement, ou n'est pas disponible pour ce faire.
11. Un enfant a été abandonné ou son père ou sa mère est décédé ou ne peut pas exercer ses droits de garde sur lui et n'a pas pris de mesures suffisantes relativement à sa garde et aux soins à lui fournir ou un enfant est placé dans un établissement et son père ou sa mère refuse d'en assumer à nouveau la garde et de lui fournir des soins, n'est pas en mesure de le faire ou n'est pas disposé à le faire.
12. Un enfant a moins de 12 ans et a tué ou gravement blessé une autre personne ou a causé des dommages importants aux biens d'une autre personne et doit subir un traitement ou recevoir des services pour empêcher la répétition de ces actes, et son père ou sa mère ou la personne qui en est responsable ne fournit pas ce traitement ou ces services, refuse ou n'est pas en mesure de donner son consentement à ce traitement ou ces services, ou n'est pas disponible pour ce faire.
13. Un enfant a moins de 12 ans et a, à plusieurs reprises, blessé une autre personne ou causé une perte ou des dommages aux biens d'une autre personne, avec l'encouragement de la personne qui en est responsable ou en raison du défaut ou de l'incapacité de cette personne de surveiller l'enfant convenablement.

Ongoing  
duty to  
report

(2) A person who has additional reasonable grounds to suspect one of the matters set out in subsection (1) shall make a further report under subsection (1) even if he or she has made previous reports with respect to the same child.

Person must  
report  
directly

(3) A person who has a duty to report a matter under subsection (1) or (2) shall make the report directly to the society and shall not

(2) La personne qui a d'autres motifs raisonnables de soupçonner l'une ou l'autre des situations mentionnées au paragraphe (1) fait de nouveau rapport aux termes du paragraphe (1), même si elle a fait rapport auparavant au sujet du même enfant.

(3) La personne qui a le devoir de faire rapport d'une situation aux termes du paragraphe (1) ou (2) le fait directement à la société

Devoir  
constant de  
faire rapport

Rapport  
direct

rely on any other person to report on his or her behalf.

**(2) Subsection 72 (4) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, is repealed and the following substituted:**

Offence

(4) A person referred to in subsection (5) is guilty of an offence if,

(a) he or she contravenes subsection (1) or (2) by not reporting a suspicion; and

(b) the information on which it was based was obtained in the course of his or her professional or official duties.

**(3) Subsections 72 (5) and (6) of the Act are repealed and the following substituted:**

Same

(5) Subsection (4) applies to every person who performs professional or official duties with respect to children including,

(a) a health care professional, including a physician, nurse, dentist, pharmacist and psychologist;

(b) a teacher, school principal, social worker, family counsellor, priest, rabbi, member of the clergy, operator or employee of a day nursery and youth and recreation worker;

(c) a peace officer and a coroner;

(d) a solicitor; and

(e) a service provider and an employee of a service provider.

Same

(6) In clause (5) (b),

“youth and recreation worker” does not include a volunteer.

Same

(6.1) A director, officer or employee of a corporation who authorizes, permits or concurs in a contravention of an offence under subsection (4) by an employee of the corporation is guilty of an offence.

Same

(6.2) A person convicted of an offence under subsection (4) or (6.1) is liable to a fine of not more than \$1,000.

**(4) Subsection 72 (7) of the Act is amended,**

et ne doit pas compter sur une autre personne pour le faire en son nom.

**(2) Le paragraphe 72 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

(4) Est coupable d'une infraction toute personne visée au paragraphe (5) si :

a) d'une part, elle contrevient au paragraphe (1) ou (2) en ne rapportant pas un soupçon;

b) d'autre part, les renseignements sur lesquels son soupçon est fondé ont été obtenus au cours de l'exercice de sa profession ou de ses fonctions officielles.

**(3) Les paragraphes 72 (5) et (6) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**

(5) Le paragraphe (4) s'applique à quiconque exerce des fonctions professionnelles ou officielles en ce qui concerne des enfants, notamment :

a) un professionnel de la santé, y compris un médecin, une infirmière ou un infirmier, un dentiste, un pharmacien et un psychologue;

b) un enseignant, un directeur d'école, un travailleur social, un conseiller familial, un prêtre, un rabbin, un membre du clergé, un exploitant ou un employé d'une garderie, et un travailleur pour la jeunesse et les loisirs;

c) un agent de la paix et un coroner;

d) un avocat;

e) un fournisseur de services et son employé.

(6) La définition qui suit s'applique à l'alinéa (5) b).

«travailleur pour la jeunesse et les loisirs» Ne s'entend pas d'un bénévole.

(6.1) L'administrateur, le dirigeant ou l'employé d'une personne morale qui autorise ou permet la commission de l'infraction prévue au paragraphe (4) par un employé de la personne morale ou y participe est coupable d'une infraction.

(6.2) La personne qui est déclarée coupable de l'infraction prévue au paragraphe (4) ou (6.1) est passible d'une amende d'au plus 1 000 \$.

**(4) Le paragraphe 72 (7) de la Loi est modifié :**



- (a) by striking out “subsection (2) or (3)” in the fifth line and substituting “this section”; and
- (b) by striking out “belief or suspicion, as the case may be” at the end and substituting “suspicion”.

**23. (1) The Act is amended by adding the following section:**

Duty of society

**72.1 (1)** A society that obtains information that a child in its care and custody is or may be suffering or may have suffered abuse shall forthwith report the information to a Director.

Definition

(2) In this section and sections 73 and 75,

“to suffer abuse”, when used in reference to a child, means to be in need of protection within the meaning of clause 37 (2) (a), (c), (e), (f), (f.1) or (h).

(2) On a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, subsection 72.1 (2) of the Act, as enacted by subsection (1), is amended by striking out “sections 73 and 75” and substituting “section 73”.

**24. (1)** Subsections 74 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Definition

(1) In this section and sections 74.1 and 74.2,

“record” means recorded information, regardless of physical form or characteristics.

Motion or application, production of record

(2) A Director or a person designated by a society may at any time make a motion or an application for an order under subsection (3) or (3.1) for the production of a record or part of a record.

Order

(3) Where the court is satisfied that a record or part of a record that is the subject of a motion referred to in subsection (2) contains information that may be relevant to a proceeding under this Part and that the person in possession or control of the record has refused to permit a Director or person designated by the society to inspect it, the court may order that the person in possession or control of the record produce it or a specified part of it for inspection and copying by the Director, by a person designated by the society or by the court.

- a) par substitution de «présent article» à «paragraphe (2) ou (3)» à la cinquième ligne;
- b) par substitution de «soupçonner» à «croire ou de soupçonner» à l'avant-dernière ligne.

**23. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**72.1 (1)** La société qui obtient des renseignements selon lesquels un enfant confié à ses soins et à sa garde subit de mauvais traitements, peut en subir ou peut en avoir subi fait part sans délai de ces renseignements au directeur.

Devoir de la société

(2) La définition qui suit s'applique au présent article et aux articles 73 et 75.

Définition

«subir de mauvais traitements» En ce qui concerne un enfant, avoir besoin de protection au sens de l'alinéa 37 (2) a), c), e), f), f.1) ou h).

(2) Le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, le paragraphe 72.1 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par le paragraphe (1), est modifié par substitution de «à l'article 73» à «aux articles 73 et 75».

**24. (1)** Les paragraphes 74 (1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(1) La définition qui suit s'applique au présent article et aux articles 74.1 et 74.2.

Définition

«dossier» S'entend des renseignements qui sont conservés, sans tenir compte de leur forme matérielle ou de leurs caractéristiques.

(2) Le directeur ou la personne désignée par une société peut, en tout temps, par motion ou requête, demander que soit rendue l'ordonnance visée au paragraphe (3) ou (3.1) portant sur la production de tout ou partie d'un dossier.

Motion ou requête : production d'un dossier

(3) Si le tribunal est convaincu que tout ou partie du dossier qui fait l'objet de la motion visée au paragraphe (2) contient des renseignements qui peuvent se rapporter à une instance prévue par la présente partie et que la personne qui est en possession ou qui a le contrôle du dossier a refusé au directeur ou à la personne désignée par la société la permission de l'examiner, il peut ordonner que la personne qui est en possession ou qui a le contrôle du dossier produise le dossier ou une partie précisée de celui-ci, de façon que puisse l'examiner et en faire des copies le directeur, la personne désignée par la société ou le tribunal.

Ordonnance

Same

(3.1) Where the court is satisfied that a record or part of a record that is the subject of an application referred to in subsection (2) may be relevant to assessing compliance with one of the following and that the person in possession or control of the record has refused to permit a Director or person designated by the society to inspect it, the court may order that the person in possession or control of the record produce it or a specified part of it for inspection and copying by the Director, by a person designated by the society or by the court:

1. An order under clause 51 (2) (b) or (c) that is subject to supervision.
2. An order under clause 51 (2) (c) or (d) with respect to access.
3. A supervision order under section 57.
4. An access order under section 58.
5. An order under section 65 with respect to access or supervision.
6. A restraining order under section 80.

**(2) Subsection 74 (4) of the Act is amended by adding “or (3.1)” after “(3)” in the second line.**

**(3) Subsection 74 (5) of the Act is amended by adding “or (3.1)” after “(3)” in the second line.**

**(4) Subsection 74 (7) of the Act is repealed and the following substituted:**

Matters to be considered by court

(7) Where a motion or an application under subsection (2) concerns a record that is a clinical record within the meaning of section 35 of the *Mental Health Act*, subsection 35 (6) (attending physician's statement, hearing) of that Act applies and the court shall give equal consideration to,

- (a) the matters to be considered under subsection 35 (7) of that Act; and
- (b) the need to protect the child.

Same

(8) Where a motion or an application under subsection (2) concerns a record that is a record of a mental disorder within the meaning of section 183, that section applies and the court shall give equal consideration to,

- (a) the matters to be considered under subsection 183 (6); and

Idem

(3.1) Si le tribunal est convaincu que tout ou partie du dossier qui fait l'objet de la requête visée au paragraphe (2) peut être pertinent en ce qui concerne l'évaluation de l'observation de l'une ou l'autre des ordonnances suivantes et que la personne qui est en possession ou qui a le contrôle du dossier a refusé au directeur ou à la personne désignée par la société la permission de l'examiner, il peut ordonner que la personne qui est en possession ou qui a le contrôle du dossier produise le dossier ou une partie précisée de celui-ci, de façon que puisse l'examiner ou en faire des copies le directeur, la personne désignée par la société ou le tribunal :

1. Une ordonnance rendue aux termes de l'alinéa 51 (2) b) ou c) sous réserve d'une surveillance.
2. Une ordonnance rendue aux termes de l'alinéa 51 (2) c) ou d) à l'égard du droit de visite.
3. Une ordonnance de surveillance rendue aux termes de l'article 57.
4. Une ordonnance relative au droit de visite rendue aux termes de l'article 58.
5. Une ordonnance rendue aux termes de l'article 65 à l'égard du droit de visite ou d'une surveillance.
6. Une ordonnance de ne pas faire rendue aux termes de l'article 80.

**(2) Le paragraphe 74 (4) de la Loi est modifié par insertion de «ou (3.1)» après «(3)» à la deuxième ligne.**

**(3) Le paragraphe 74 (5) de la Loi est modifié par insertion de «ou (3.1)» après «(3)» à la troisième ligne.**

**(4) Le paragraphe 74 (7) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Questions étudiées par le tribunal

(7) Si la motion ou la requête visée au paragraphe (2) concerne un dossier qui est un dossier clinique au sens de l'article 35 de la *Loi sur la santé mentale*, le paragraphe 35 (6) (déclaration du médecin traitant, audience) de cette loi s'applique et le tribunal tient compte autant :

- a) des questions à étudier aux termes du paragraphe 35 (7) de cette loi;
- b) du besoin de protéger l'enfant.

Idem

(8) Si la motion ou la requête visée au paragraphe (2) concerne un dossier qui est un dossier relatif à un trouble mental au sens de l'article 183, cet article s'applique et le tribunal tient compte autant :

- a) des questions à étudier aux termes du paragraphe 183 (6);

(b) the need to protect the child.

**25. The Act is amended by adding the following section:**

**74.1** (1) The court or a justice of the peace may issue a warrant for access to a record or a specified part of it if the court or justice of the peace is satisfied on the basis of information on oath from a Director or a person designated by a society that there are reasonable grounds to believe that the record or part of the record is relevant to investigate an allegation that a child is or may be in need of protection.

(2) The warrant authorizes the Director or the person designated by the society to,

- (a) inspect the record specified in the warrant during normal business hours or during the hours specified in the warrant;
- (b) make copies from the record in any manner that does not damage the record; and
- (c) remove the record for the purpose of making copies.

(3) A person who removes a record under clause (2) (c) shall promptly return it after copying it.

(4) A copy of a record that is the subject of a warrant under this section and that is certified as being a true copy of the original by the person who made the copy is admissible in evidence to the same extent as and has the same evidentiary value as the record.

(5) The warrant is valid for seven days.

(6) The Director or the person designated by the society may call on a peace officer for assistance in executing the warrant.

(7) This section applies despite any other Act, but nothing in this section abrogates any privilege that may exist between a solicitor and his or her client.

(8) If a warrant issued under this section concerns a clinical record within the meaning of section 35 of the *Mental Health Act* and the warrant is challenged under subsection 35 (6) (attending physician's statement, hearing) of that Act, equal consideration shall be given to,

- (a) the matters set out in subsection 35 (7) of that Act; and
- (b) the need to protect the child.

b) du besoin de protéger l'enfant.

**25. La Loi est modifiée par adjonction du présent article :**

**74.1** (1) Le tribunal ou un juge de paix peut décerner un mandat autorisant l'accès à un dossier ou à une partie précisée de celui-ci s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment par le directeur ou la personne désignée par une société, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que le dossier ou la partie de celui-ci est pertinent en ce qui concerne une enquête sur une allégation selon laquelle un enfant a ou peut avoir besoin de protection.

(2) Le mandat autorise le directeur ou la personne désignée par la société à faire ce qui suit :

- a) examiner le dossier qui y est précisé durant les heures de bureau ou durant les heures précisées dans le mandat;
- b) copier le dossier par tout moyen qui n'abîme pas le dossier;
- c) emporter le dossier afin de le copier.

(3) La personne qui emporte un dossier en vertu de l'alinéa (2) c) le rend promptement après l'avoir copié.

(4) La copie qu'une personne a tirée du dossier visé par le mandat décerné en vertu du présent article et que cette personne certifie être conforme à l'original est admissible en preuve au même titre que celui-ci et a la même valeur probante que lui.

(5) Le mandat expire au bout de sept jours.

(6) Le directeur ou la personne désignée par la société peut faire appel à un agent de la paix pour qu'il l'aide dans l'exécution du mandat.

(7) Le présent article s'applique malgré une autre loi, mais ne porte pas atteinte au secret professionnel qui lie l'avocat à son client.

(8) Si le mandat décerné en vertu du présent article concerne un dossier clinique au sens de l'article 35 de la *Loi sur la santé mentale* et qu'il est contesté en vertu du paragraphe 35 (6) (déclaration du médecin traitant, audience) de cette loi, il est tenu compte autant :

- a) des questions énoncées au paragraphe 35 (7) de cette loi;
- b) du besoin de protéger l'enfant.

Warrant for access to record

Authority conferred by warrant

Return of record

Admissibility of copies

Duration of warrant

Execution

Solicitor-client privilege

Matters to be considered

Mandat autorisant l'accès au dossier

Pouvoirs conférés par le mandat

Remise du dossier

Admissibilité des copies

Durée du mandat

Exécution

Communication privilégiée

Questions étudiées



Same	<p>(9) If a warrant issued under this section concerns a record of a mental disorder within the meaning of section 183 and the warrant is challenged under section 183, equal consideration shall be given to,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the matters set out in subsection 183 (6); and</li> <li>(b) the need to protect the child.</li> </ul> <p><b>26. The Act is amended by adding the following section:</b></p>	<p>(9) Si le mandat décerné en vertu du présent article concerne un dossier relatif à un trouble mental au sens de l'article 183 et qu'il est contesté en vertu de cet article, il est tenu compte autant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des questions énoncées au paragraphe 183 (6);</li> <li>b) du besoin de protéger l'enfant.</li> </ul> <p><b>26. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</b></p>	Idem
Telewarrant	<p><b>74.2</b> (1) Where a Director or a person designated by a society believes that there are reasonable grounds for the issuance of a warrant under section 74.1 and that it would be impracticable to appear personally before the court or a justice of the peace to make application for a warrant in accordance with section 74.1, the Director or person designated by the society may submit an information on oath by telephone or other means of telecommunication to a justice designated for the purpose by the Chief Judge of the Ontario Court (Provincial Division).</p>	<p><b>74.2</b> (1) Si le directeur ou la personne désignée par une société croit qu'il existe des motifs raisonnables de se faire décerner un mandat en vertu de l'article 74.1 et qu'il ne lui serait pas possible dans les circonstances de comparaître en personne devant le tribunal ou un juge de paix pour demander, conformément à l'article 74.1, qu'un mandat lui soit décerné, il peut faire la dénonciation sous serment par téléphone ou par un autre moyen de télécommunication au juge désigné à cette fin par le juge en chef de la Cour de l'Ontario (Division provinciale).</p>	Télémandat
Same	<p>(2) The information shall,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) include a statement of the grounds to believe that the record or part of the record is relevant to investigate an allegation that a child is or may be in need of protection; and</li> <li>(b) set out the circumstances that make it impracticable for the Director or person designated by the society to appear personally before a court or justice of the peace.</li> </ul>	<p>(2) La dénonciation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) d'une part, comprend l'énoncé des motifs qui permettent de croire que le dossier ou la partie de celui-ci est pertinent en ce qui concerne une enquête sur une allégation selon laquelle un enfant a ou peut avoir besoin de protection;</li> <li>b) d'autre part, expose les circonstances qui font qu'il n'est pas possible pour le directeur ou la personne désignée par la société de comparaître en personne devant le tribunal ou un juge de paix.</li> </ul>	Idem
Warrant to be issued	<p>(3) The justice may issue a warrant for access to the record or the specified part of it if the justice is satisfied that the application discloses,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) reasonable grounds to believe that the record or the part of a record is relevant to investigate an allegation that a child is or may be in need of protection; and</li> <li>(b) reasonable grounds to dispense with personal appearance for the purpose of an application under section 74.1.</li> </ul>	<p>(3) Le juge peut décerner un mandat autorisant l'accès au dossier ou à la partie précisée de celui-ci s'il est convaincu que la demande révèle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) d'une part, qu'il existe des motifs raisonnables de croire que le dossier ou la partie de celui-ci est pertinent en ce qui concerne une enquête sur une allégation selon laquelle un enfant a ou peut avoir besoin de protection;</li> <li>b) d'autre part, qu'il existe des motifs raisonnables de passer outre à la comparution en personne aux fins de la présentation de la demande visée à l'article 74.1.</li> </ul>	Mandat décerné
Validity of warrant	<p>(4) A warrant issued under this section is not subject to challenge by reason only that there were not reasonable grounds to dispense with personal appearance for the purpose of an application under section 74.1.</p>	<p>(4) Le mandat décerné en vertu du présent article ne peut faire l'objet d'une contestation pour la seule raison qu'il n'existait pas de motifs raisonnables de passer outre à la comparution en personne aux fins de la présentation de la demande visée à l'article 74.1.</p>	Validité du mandat

Application  
of provisions

(5) Subsections 74.1 (2) to (9) apply with necessary modifications with respect to a warrant issued under this section.

Definition

(6) In this section,

“justice” means justice of the peace, a judge of the Ontario Court (Provincial Division) or a judge of the Family Court of the Ontario Court (General Division).

27. Section 75 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 27, section 43, is repealed.

28. Section 76 of the Act is repealed.

29. Subsection 81 (1) of the Act is amended by inserting “(f.1)” after “(f)” in the fourth line.

30. (1) Clause 85 (1) (b) of the Act is repealed.

(2) Clause 85 (1) (d) of the Act is repealed.

(3) Clause 85 (1) (e) of the Act is repealed.

(4) Subsection 85 (1) of the Act is amended by striking out “except in the case of a contravention of subsection 72 (3)” in the sixth and seventh lines of the portion following clause (j).

(5) Subsection 85 (3) of the Act is amended by striking out “or 76 (11)” in the second line.

31. Clauses 179 (2) (a) and (b) of the Act are repealed and the following substituted:

(a) obtained by means of an order made under subsection 74 (3) or (3.1) or a warrant obtained under section 74.1 or 74.2.

32. (1) Subsection 214 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

6.1 respecting the composition of boards of approved agencies or classes of approved agencies, requiring board members to undertake training programs and prescribing those programs;

12.1 prescribing classes of persons employed or to be employed in providing approved services or any class of approved services who must undertake training, prescribing that training and prescribing the circumstances under which that training must be undertaken.

(5) Les paragraphes 74.1 (2) à (9) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au mandat décerné en vertu du présent article.

(6) La définition qui suit s'applique au présent article.

«juge» Un juge de paix, un juge de la Cour de l'Ontario (Division provinciale) ou un juge de la Cour de la famille de la Cour de l'Ontario (Division générale).

27. L'article 75 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 43 du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.

28. L'article 76 de la Loi est abrogé.

29. Le paragraphe 81 (1) de la Loi est modifié par insertion de «, f.1» après «f)» à la quatrième ligne.

30. (1) L'alinéa 85 (1) b) de la Loi est abrogé.

(2) L'alinéa 85 (1) d) de la Loi est abrogé.

(3) L'alinéa 85 (1) e) de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 85 (1) de la Loi est modifié par suppression de «, sauf dans le cas d'une contravention au paragraphe 72 (3),» aux sixième et septième lignes du passage qui suit l'alinéa j).

(5) Le paragraphe 85 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou 76 (11)» à la deuxième ligne.

31. Les alinéas 179 (2) a) et b) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) obtenu au moyen d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 74 (3) ou (3.1) ou d'un mandat obtenu aux termes de l'article 74.1 ou 74.2.

32. (1) Le paragraphe 214 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

6.1 traiter de la composition des conseils d'administration des agences agréées ou des catégories d'agences agréées, exiger des membres de ces conseils qu'ils suivent des programmes de formation et prescrire ces programmes;

12.1 prescrire les catégories de personnes qui participent ou doivent participer à la fourniture de services agréés ou d'une catégorie de services agréés et qui doivent suivre une formation, prescrire cette formation ainsi que les circonstances dans lesquelles elle doit être suivie.

Application

Définition

**(2) Paragraph 28 of subsection 214 (1) of the Act is repealed.**

**(3) Paragraphs 30 and 31 of subsection 214 (1) of the Act are repealed and the following substituted:**

30. prescribing a system for determining,
- i. the amounts of payments under subsection 19 (2) (payments by Minister), and
  - ii. a society's estimated expenditures.

**(4) Subsections 214 (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:**

(2) A regulation made under paragraph 6.1, 12.1, 18, 24 or 25 of subsection (1) (boards of approved agencies, training of persons providing approved services, transfer of assets, prescribed provisions in agency by-laws, band or native community representatives) may be general or specific in its application.

(3) A regulation made under paragraph 17 or 30 of subsection (1) (financial assistance for the purposes of sections 8 and 9, amounts of payments to societies) is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.

**33. (1) Section 216 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1993, chapter 27, Schedule, is further amended by adding the following clauses:**

- (c.1) respecting the format of warrants under sections 74.1 and 74.2 and the procedures to be followed in applying for, issuing, receiving and filing warrants of different formats;
- (c.2) prescribing manners of applying for a warrant under section 74.2, including a manner other than submitting an information on oath, setting out the circumstances under which those manners may be used and providing for any additional requirements that must be met if those manners are used.

**(2) Clauses 216 (d), (e), (f) and (g) of the Act are repealed.**

**34. The Act is amended by adding the following Part:**

**(2) La disposition 28 du paragraphe 214 (1) de la Loi est abrogée.**

**(3) Les dispositions 30 et 31 du paragraphe 214 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :**

30. prescrire un système afin de fixer :
- i. le montant des paiements versés en vertu du paragraphe 19 (2) (paiements par le ministre),
  - ii. les dépenses estimatives d'une société.

**(4) Les paragraphes 214 (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**

(2) Un règlement pris en application de la disposition 6.1, 12.1, 18, 24 ou 25 du paragraphe (1) (conseils d'administration des agences agréées, formation des personnes qui fournissent des services agréés, transfert de l'actif, dispositions prescrites dans les règlements administratifs d'une agence, représentants de bandes ou de communautés autochtones) peut avoir une portée générale ou particulière.

(3) Un règlement pris en application de la disposition 17 ou 30 du paragraphe (1) (aide financière pour l'application des articles 8 et 9, montants des paiements versés aux sociétés) s'applique, s'il comprend une disposition à cet effet, à une période avant son dépôt.

**33. (1) L'article 216 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'annexe du chapitre 27 des Lois de l'Ontario de 1993, est modifié de nouveau par adjonction des alinéas suivants :**

- c.1) traiter de la forme des mandats décernés en vertu des articles 74.1 et 74.2 et de la procédure à suivre pour demander, décerner, recevoir et déposer des mandats de différentes formes;
- c.2) prescrire les modalités de présentation d'une demande de mandat en vertu de l'article 74.2, y compris celles autres que la présentation d'une dénonciation sous serment, établir les circonstances dans lesquelles ces modalités peuvent être utilisées et prévoir les exigences supplémentaires qui s'appliquent à ces modalités en pareil cas.

**(2) Les alinéas 216 d), e), f) et g) de la Loi sont abrogés.**

**34. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :**



## PART XII MISCELLANEOUS

Review of Act      **224.** (1) The Minister shall periodically conduct a review of this Act or those provisions of it specified by the Minister.

Beginning of review      (2) The Minister shall inform the public when a review under this section begins and what provisions of this Act are included in the review.

Written report      (3) The Minister shall prepare a written report respecting the review and shall make that report available to the public.

Period for review      (4) The first review shall be completed and the report made available to the public within five years after the day this section comes into force.

Same      (5) Each subsequent review shall be completed and the report made available to the public within five years after the day the report on the previous review has been made available to the public.

**35. Clause 39 (2) (e) of the *Health Protection and Promotion Act* is repealed and the following substituted:**

(e) to prevent the reporting of information under section 72 of the *Child and Family Services Act* in respect of a child who is or may be in need of protection.

Transitional      **36. (1) For the purposes of subsections 29 (6), (6.1) and (6.2) of the *Child and Family Services Act*, as enacted by subsection 8 (2) of this Act, no period that a child was in a society's care and custody before the day subsection 8 (2) of this Act is proclaimed in force shall be counted.**

Same      (2) Despite the proclamation of subsection 8 (2) of this Act, subsection 29 (6) of the *Child and Family Services Act*, as it read on the day before that proclamation, shall continue to apply with respect to a child who is in the care and custody of a society on the day of that proclamation so long as that child continues to be in the care and custody of a society.

Same      (3) For the purposes of subsections 70 (1), (2) and (2.1) of the *Child and Family Services Act*, as enacted by subsection 21 (1) of this Act, no period that a child was in a society's care and custody before the day subsection 21 (1) of this Act is proclaimed in force shall be counted.

## PARTIE XII DISPOSITIONS DIVERSES

**224.** (1) Le ministre procède périodiquement à l'examen de la présente loi ou des dispositions de celle-ci qu'il précise. Examen de la Loi

(2) Le ministre informe le public de la date à laquelle commence l'examen prévu au présent article et des dispositions de la présente loi qui font partie de l'examen. Commencement de l'examen

(3) Le ministre prépare un rapport écrit sur l'examen et le met à la disposition du public. Rapport écrit

(4) Le premier examen est complété et le rapport mis à la disposition du public dans les cinq ans qui suivent le jour où le présent article entre en vigueur. Période d'examen

(5) Chaque examen subséquent est complété et le rapport mis à la disposition du public dans les cinq ans qui suivent le jour où le rapport de l'examen précédent a été mis à la disposition du public. Idem

**35. L'alinéa 39 (2) e) de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé* est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

e) pour empêcher la déclaration de renseignements aux termes de l'article 72 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* à l'égard d'un enfant qui a ou peut avoir besoin de protection.

**36. (1) Pour l'application des paragraphes 29 (6), (6.1) et (6.2) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, tels qu'ils sont adoptés par le paragraphe 8 (2) de la présente loi, ne doit pas être comptée toute période pendant laquelle un enfant a été sous les soins et la garde d'une société avant le jour où le paragraphe 8 (2) de la présente loi est proclamé en vigueur.** Disposition transitoire

(2) Malgré la proclamation du paragraphe 8 (2) de la présente loi, le paragraphe 29 (6) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, tel qu'il existait le jour précédant cette proclamation, continue de s'appliquer à l'égard d'un enfant qui est sous les soins et la garde d'une société le jour de cette proclamation pourvu que l'enfant continue d'être sous les soins et la garde d'une société. Idem

(3) Pour l'application des paragraphes 70 (1), (2) et (2.1) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, tels qu'ils sont adoptés par le paragraphe 21 (1) de la présente loi, ne doit pas être comptée toute période pendant laquelle un enfant a été sous les soins et la garde d'une société avant le jour où le paragraphe 21 (1) de la présente loi est proclamé en vigueur. Idem

Same

(4) Despite the proclamation of subsections 21 (1) and (2) of this Act, subsections 70 (1), (2) and (3) of the *Child and Family Services Act*, as they read on the day before that proclamation, shall continue to apply with respect to a child who is in the care and custody of a society on the day of that proclamation so long as that child continues to be in the care and custody of a society.

Same

(5) Despite the proclamation of a section of this Act set out in Column 1 of the following Table, the provision of the *Child and Family Services Act* set out opposite that section in Column 2 of the Table, as it read on the day before the section set out in Column 1 is proclaimed in force, continues to apply with respect to any proceeding under Part III, including a status review proceeding, that was commenced before the day the section set out in Column 1 is proclaimed in force.

TABLE

Column 1	Column 2
Section 1 of this Act	Section 1 of the <i>Child and Family Services Act</i>
Section 9 of this Act	Section 37 of the <i>Child and Family Services Act</i>
Section 10 of this Act	Section 38 of the <i>Child and Family Services Act</i>
Section 12 of this Act	Section 50 of the <i>Child and Family Services Act</i>
Section 13 of this Act	Section 51 of the <i>Child and Family Services Act</i>
Section 14 of this Act	Section 54 of the <i>Child and Family Services Act</i>
Section 15 of this Act	Section 57 of the <i>Child and Family Services Act</i>
Section 16 of this Act	Section 59 of the <i>Child and Family Services Act</i>
Section 19 of this Act	Subsection 65 (3) of the <i>Child and Family Services Act</i>

Commence-  
ment

37. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

38. The short title of this Act is the *Child and Family Services Amendment Act (Child Welfare Reform), 1998*.

(4) Malgré la proclamation des paragraphes 21 (1) et (2) de la présente loi, les paragraphes 70 (1), (2) et (3) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, tels qu'ils existaient le jour précédant cette proclamation, continuent de s'appliquer à l'égard d'un enfant qui est sous les soins et la garde d'une société le jour de cette proclamation pourvu que l'enfant continue d'être sous les soins et la garde d'une société.

Idem

(5) Malgré la proclamation d'un article de la présente loi qui figure dans la colonne 1 du tableau suivant, la disposition de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* qui figure en regard cet article dans la colonne 2 du tableau, telle qu'elle existait le jour précédant celui où est proclamé en vigueur l'article qui figure dans la colonne 1, continue de s'appliquer à l'égard de toute instance prévue par la partie III, notamment une instance en révision du statut de l'enfant, qui a été introduite avant le jour où l'article qui figure dans la colonne 1 est proclamé en vigueur.

Idem

TABLEAU

Colonne 1	Colonne 2
Article 1 de la présente loi	Article 1 de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>
Article 9 de la présente loi	Article 37 de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>
Article 10 de la présente loi	Article 38 de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>
Article 12 de la présente loi	Article 50 de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>
Article 13 de la présente loi	Article 51 de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>
Article 14 de la présente loi	Article 54 de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>
Article 15 de la présente loi	Article 57 de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>
Article 16 de la présente loi	Article 59 de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>
Article 19 de la présente loi	Paragraphe 65 (3) de la <i>Loi sur les services à l'enfance et à la famille</i>

37. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en  
vigueur

38. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 modifiant la Loi sur les services à l'enfance et à la famille (réforme du bien-être de l'enfance)*.

Titre abrégé











2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 74

## Projet de loi 74

**An Act to amend the Fuel Tax  
Act and the Gasoline Tax Act**

**Loi modifiant la  
Loi de la taxe sur les carburants et  
la Loi de la taxe sur l'essence**

**The Hon. C. Hodgson**

Chair of the Management Board of Cabinet

**L'honorable C. Hodgson**

Président du Conseil de gestion du gouvernement

### Government Bill

### Projet de loi du gouvernement

1st Reading      October 28, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

1<sup>re</sup> lecture      28 octobre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale





## EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Fuel Tax Act* and the *Gasoline Tax Act* to implement measures contained in the 1997 and 1998 Budgets.

Both Acts are amended in connection with the following matters:

1. The period for assessing taxes payable is extended from three years to four years. The period for assessing penalties for a failure to collect taxes and for claiming tax refunds is similarly extended.
2. Taxes collected or collectable by certain persons are deemed to be held in trust for Her Majesty in right of Ontario. Related amendments are made concerning the disposition of property held in trust, and concerning when assessments may be made against directors of corporations.
3. The objection and appeal procedures are amended. Changes relate to such matters as the contents of a notice of objection; the service of a notice of objection; the scope of an appeal to court from a decision of the Minister concerning an objection; and the payment of a fee when an appeal is commenced.
4. Amendments provide that the volume of fuel or gasoline (including aviation fuel and propane) may be calculated using either the “adjusted temperature method” or the “unadjusted temperature method”. Subject to certain restrictions, either method may be used in calculating the amount of tax payable.

Amendments to the *Fuel Tax Act* alone provide for the following, in addition:

1. The Minister may designate “distributors” who are authorized to distribute “special products” (which are prescribed by the Minister) and to collect taxes under the Act. Related amendments are made concerning the rights and duties of distributors.
2. Changes are made with respect to the colouring of fuel, and the approval of dyes to be used to colour fuel. Under the current Act, certain requirements are prescribed. The amendments authorize the Minister to establish the requirements instead.
3. The Minister may assess a penalty against a person who puts coloured fuel or unauthorized fuel in the fuel tank of a motor vehicle that has a licence plate under the *Highway Traffic Act*. A higher penalty may be assessed against those who do so more than once.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de la taxe sur les carburants* et la *Loi de la taxe sur l'essence* en vue de mettre en œuvre des mesures annoncées dans les budgets de 1997 et de 1998.

Les modifications apportées aux deux lois touchent aux questions suivantes :

1. Le délai d'établissement des cotisations à l'égard de la taxe payable passe de trois ans à quatre ans. Le délai d'établissement des cotisations à l'égard des pénalités pour non-perception des taxes et celui imparti pour demander des remboursements de la taxe sont prolongés de la même façon.
2. Les taxes perçues ou percevables par certaines personnes sont réputées détenues en fiducie pour Sa Majesté du chef de l'Ontario. Des modifications connexes portent sur la disposition des biens détenus en fiducie et le moment où des cotisations peuvent être établies à l'égard des administrateurs de personnes morales.
3. Les procédures d'opposition et d'appel sont modifiées. Les changements portent sur des questions telles que le contenu des avis d'opposition, leur signification, les aspects des décisions du ministre concernant les oppositions qui peuvent être soulevées dans un appel interjeté devant un tribunal, ainsi que le paiement de frais d'appel.
4. Les modifications prévoient que le volume de carburant ou d'essence (y compris le carburant aviation et le propane) peut être mesuré selon la «méthode de correction en fonction de la température» ou selon la «méthode traditionnelle». Sous réserve de certaines restrictions, l'une ou l'autre méthode peut être utilisée pour calculer la taxe payable.

En outre, des modifications qui ne sont apportées qu'à la *Loi sur les carburants* prévoient ce qui suit :

1. Le ministre peut désigner des «distributeurs» qui sont autorisés à distribuer des «produits spéciaux» (qu'il prescrit) et à percevoir les taxes prévues par la Loi. Des modifications connexes portent sur les droits et obligations des distributeurs.
2. Des changements sont apportés à l'égard de la coloration du carburant et de l'approbation des colorants utilisés à cette fin. Aux termes de la loi en vigueur, certaines exigences sont prescrites. Les modifications autorisent le ministre à les fixer.
3. Le ministre peut établir une pénalité à l'égard d'une personne qui met du carburant coloré ou du carburant non autorisé dans le réservoir à carburant d'un véhicule automobile auquel est fixée une plaque d'immatriculation tel que l'exige le *Code de la route*. Une pénalité plus élevée peut être établie à l'égard des personnes qui le font plus d'une fois.

## An Act to amend the Fuel Tax Act and the Gasoline Tax Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

### FUEL TAX ACT

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Fuel Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996, chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definition:

“adjusted temperature method” means the method of measuring the dispensed volume of fuel by adjusting the volume to the volume at a reference temperature of 15 degrees Celsius, by means of a dispensing pump or other metering assembly that is equipped to effect the adjustment in accordance with the specifications established under the *Weights and Measures Act* (Canada). (“méthode de correction en fonction de la température”)

(2) The definitions of “clear fuel”, “coloured fuel”, “colouring” and “colour” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“clear fuel” means fuel that contains no dye or less dye than the minimum quantity established by the Minister; (“carburant incolore”)

“coloured fuel” means fuel which contains dye in a quantity greater than or equal to the amount established by the Minister; (“carburant coloré”)

“colouring” and “colour” mean, in respect of fuel, the addition to the fuel of dye in the proportion established by the Minister by a person authorized to do so by the Minister. (“coloration”, “colorer”)

(3) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996,

## Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants et la Loi de la taxe sur l'essence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

### LOI DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de la taxe sur les carburants*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«méthode de correction en fonction de la température» Méthode consistant à mesurer le volume de carburant distribué en le corrigeant en fonction de la température de référence de 15 degrés Celsius, au moyen d'un ensemble de mesurage, notamment une pompe de distribution, muni des dispositifs nécessaires pour effectuer la correction conformément aux spécifications établies aux termes de la *Loi sur les poids et mesures* (Canada). («adjusted temperature method»)

(2) Les définitions de «carburant coloré», «carburant incolore», «coloration» et «colorer» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«carburant coloré» Carburant qui contient une quantité de colorant égale ou supérieure à la quantité que fixe le ministre. («coloured fuel»)

«carburant incolore» Carburant libre de colorant ou qui contient une quantité de colorant inférieure à la quantité minimale que fixe le ministre. («clear fuel»)

«coloration» et «colorer» À l'égard du carburant, s'entend de l'addition, au carburant, de la quantité de colorant que fixe le ministre par la personne qu'il autorise. («colouring», «colour»)

(3) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et

chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definition:

“distributor” means a person who sells special products only and who is designated as a distributor by the Minister. (“distributeur”)

(4) The definition of “dye” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“dye” means chemical substances that are approved by the Minister for the purpose of blending with fuel to make coloured fuel. (“colorant”)

(5) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996, chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definition:

“facility” means a facility that is owned or operated by a distributor and that meets the requirements set out in the regulations. (“installation”)

(6) The definition of “fuel” in subsection 1 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

“fuel” means any gas or liquid that may be used for the purpose of generating power by internal combustion, and includes any special product or any substance added to the gas or liquid, but does not include,

(7) The definition of “registered dyer” in subsection 1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, is repealed and the following substituted:

“registered dyer” means a collector or distributor who holds a certificate of registration under the Act as a dyer. (“préposé à la coloration inscrit”)

(8) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996, chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definitions:

“special products” means products prescribed by the Minister as special products; (“produits spéciaux”)

par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«distributeur» La personne qui ne vend que des produits spéciaux et que le ministre désigne comme tel. («distributor»)

(4) La définition de «colorant» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«colorant» Substance chimique destinée à être mélangée au carburant pour donner du carburant coloré, qu'approuve le ministre. («dye»)

(5) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«installation» Installation dont un distributeur est le propriétaire ou l'exploitant et qui satisfait aux exigences énoncées dans les règlements. («facility»)

(6) La définition de «carburant» au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée de nouveau par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifiée par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

«carburant» Gaz ou liquide qui peut être utilisé pour produire de l'énergie par combustion interne, y compris tout produit spécial ou toute substance qui y est additionné, à l'exclusion toutefois des produits suivants :

(7) La définition de «préposé à la coloration inscrit» au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«préposé à la coloration inscrit» Percepteur ou distributeur qui est titulaire d'un certificat d'inscription à ce titre délivré aux termes de la présente loi. («registered dyer»)

(8) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction des définitions suivantes :

«carburant non autorisé» Carburant qui a été acquis exempt de taxe dans le territoire d'une autre autorité législative et qui contient une matière qui colore le carburant de quelque manière que ce soit, que la colora-



“unauthorized fuel” means fuel that has been acquired exempt from tax in another jurisdiction and that contains a substance that colours the fuel in any manner, whether or not the colouring has been carried out in accordance with the Act; (“carburant non autorisé”)

(9) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996, chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definition:

“unadjusted temperature method” means a method of measuring the dispensed volume of fuel that does not adjust the volume to the volume at a reference temperature of 15 degrees Celsius. (“méthode traditionnelle”)

2. (1) Section 2 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 2 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by adding the following subsections:

(4.1) The tax imposed by this Act shall be computed in accordance with the following rules:

1. If the volume of fuel is measured by the adjusted temperature method for the purpose of determining price, the volume of the fuel shall be measured using that method for the purpose of computing amounts in respect of the tax imposed by this Act.
2. If the volume of fuel is measured by the unadjusted temperature method for the purpose of determining price, the volume of the fuel shall be measured using that method for the purpose of computing amounts in respect of the tax imposed by this Act.
3. A person who is a collector or wholesaler shall use the same method of measuring the volume of fuel on all sales to the same person during the same year.

(4.2) Despite subsection (4.1), a person who is a collector or wholesaler may change to the other method of measuring the volume of fuel on sales to a particular person,

- (a) if a change in method is made only once; and
- (b) if the determination of the amount of tax in respect of sales after the change in method is based on volumes measured by the new method.

tion ait été effectuée conformément à la présente loi ou non. («unauthorized fuel»)

«produits spéciaux» Produits que le ministre prescrit comme tels. («special products»)

(9) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«méthode traditionnelle» Méthode consistant à mesurer le volume de carburant distribué sans le corriger en fonction de la température de référence de 15 degrés Celsius. («unadjusted temperature method»)

2. (1) L'article 2 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(4.1) La taxe imposée par la présente loi est calculée conformément aux règles suivantes :

1. Le volume de carburant est mesuré selon la méthode de correction en fonction de la température aux fins du calcul des sommes concernant la taxe imposée par la présente loi si cette méthode sert à son mesurage aux fins de l'établissement du prix.
2. Le volume de carburant est mesuré selon la méthode traditionnelle aux fins du calcul des sommes concernant la taxe imposée par la présente loi si cette méthode sert à son mesurage aux fins de l'établissement du prix.
3. Le percepteur ou le grossiste utilise la même méthode pour mesurer le volume de carburant lors de toutes les ventes conclues avec une même personne pendant la même année.

(4.2) Malgré le paragraphe (4.1), le percepteur ou le grossiste peut changer de méthode pour mesurer le volume de carburant lors des ventes conclues avec une personne donnée si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il change de méthode une seule fois;
- b) la taxe sur les ventes effectuées après le changement de méthode est calculée en fonction de volumes mesurés selon la nouvelle méthode.

Measuring  
volume and  
calculating  
tax

Mesurage du  
volume et  
calcul de la  
taxe

Exception

Exception

(2) Subsection 2 (6) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 2 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by striking out “the fuel tank” in the second line and substituting “a fuel tank”.

(3) Section 2 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 2 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by adding the following subsection:

(2) Le paragraphe 2 (6) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 2 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de «un réservoir à carburant» à «le réservoir à carburant» aux deuxième et troisième lignes.

(3) L’article 2 de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 2 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

Prohibition,  
unauthorized  
fuel

(7.1) No person shall place or cause to be placed any unauthorized fuel in a fuel tank of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act*.

(7.1) Nul ne doit mettre ou faire mettre du carburant non autorisé dans un réservoir à carburant d’un véhicule automobile auquel une plaque d’immatriculation est fixée tel que l’exige le *Code de la route*.

Interdiction :  
carburant  
non autorisé

3. The Act is amended by adding the following section:

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Designation  
of distributor

3.0.1 (1) The Minister may designate in writing as a distributor a person who sells only special products.

3.0.1 (1) Le ministre peut désigner par écrit comme distributeur toute personne qui ne vend que des produits spéciaux.

Désignation  
des distribu-  
teurs

Conditions  
and limita-  
tions

(2) The Minister may attach such conditions and limitations to the designation as the Minister considers appropriate.

(2) Le ministre peut assujettir la désignation aux conditions et restrictions qu’il estime appropriées.

Conditions et  
restrictions

Termination

(3) The Minister may terminate a person’s designation,

(3) Le ministre peut révoquer la désignation d’une personne si, selon le cas :

Révocation

- (a) if the person has not sold or delivered any special product for which the designation was issued for a period of six consecutive months;
- (b) if the person ceases to sell the special product for which the designation was issued;
- (c) if the product sold by the person ceases to be a special product;
- (d) if the person changes the nature of the person’s business or ceases to operate the business of selling special products; or
- (e) if the requirements relating to the facility owned or operated by the person are not met.

- a) la personne n’a vendu ni livré aucun produit spécial visé par la désignation pendant six mois consécutifs;
- b) la personne cesse de vendre le produit spécial visé par la désignation;
- c) le produit vendu par la personne cesse d’être un produit spécial;
- d) la personne modifie la nature de ses activités ou cesse d’exercer l’activité qui consiste à vendre des produits spéciaux;
- e) il n’est pas satisfait aux exigences relatives à l’installation dont la personne est le propriétaire ou l’exploitant.

Notice of  
termination

(4) The termination of a designation is effective 14 days after the date on which the Minister mails notice of the termination.

(4) La révocation d’une désignation entre en vigueur 14 jours après la date à laquelle le ministre en met l’avis à la poste.

Avis de  
révocation

Distributor  
as agent

(5) Every distributor is an agent of the Minister for the purpose of collecting and remitting the tax imposed by this Act.

(5) Le distributeur est le mandataire du ministre aux fins de la perception et de la remise de la taxe imposée aux termes de la présente loi.

Le distribu-  
teur comme  
mandataire

Agreements

(6) The Minister may enter into such arrangements and agreements with a distributor as the Minister considers appropriate to

(6) Le ministre peut conclure avec le distributeur les ententes et accords qu’il estime appropriés pour assurer et faciliter la perception de la taxe prévue par la présente loi.

Ententes

ensure and facilitate the collection of tax under this Act.

4. Subsection 3.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended,

- (a) by inserting after “collector” in the first line “or distributor”; and
- (b) by striking out “the collector” in the third line of the English version and substituting “he, she or it”.

5. (1) Subsection 3.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended,

- (a) by inserting after “collector” in the first line “or distributor”; and
- (b) by striking out “the collector” at the end of the English version and substituting “him, her or it”.

(2) Subsection 3.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended,

- (a) by inserting after “collector” in the first line “or distributor”; and
- (b) by striking out “the collector” in the fourth line of the English version and substituting “he, she or it”.

6. Subsection 3.4 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after “collector” in the second line “a distributor”.

7. (1) Subsection 3.5 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after “collector” in the second and third lines “distributor”.

(2) Subsection 3.5 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after “collector” in the second line “distributor”.

8. (1) Subsection 3.6 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after “collector” in the last line “distributor”.

(2) Subsection 3.6 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is repealed.

4. Le paragraphe 3.1 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié :

- a) par insertion de «ou le distributeur» après «percepteur» à la première ligne;
- b) par substitution de «he, she or it» à «the collector» à la troisième ligne de la version anglaise.

5. (1) Le paragraphe 3.2 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau :

- a) par insertion de «ou le distributeur» après «percepteur» à la première ligne;
- b) par substitution de «him, her or it» à «the collector» aux deux dernières lignes de la version anglaise.

(2) Le paragraphe 3.2 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau :

- a) par insertion de «ou le distributeur» après «percepteur» à la première ligne;
- b) par substitution de «he, she or it» à «the collector» à la quatrième ligne de la version anglaise.

6. Le paragraphe 3.4 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «, distributeur» après «percepteur» à la deuxième ligne.

7. (1) Le paragraphe 3.5 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «, au distributeur» après «percepteur» aux deuxième et troisième lignes.

(2) Le paragraphe 3.5 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «, distributeur» après «percepteur» à la deuxième ligne.

8. (1) Le paragraphe 3.6 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «, à un distributeur» après «percepteur» à l'avant-dernière ligne.

(2) Le paragraphe 3.6 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé.



**9. The Act is amended by adding the following section:**

**9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

Trust for  
moneys  
collected

**3.6.1** (1) Any amount collected or collectable as or on account of tax under this Act by a collector, distributor or registered importer shall be deemed, despite any security interest in the amount so collected or collectable, to be held in trust for Her Majesty in right of Ontario and separate and apart from the property of the collector, distributor or registered importer, and from property held by any secured creditor that but for the security interest would be the property of the collector, distributor or registered importer, and shall be paid over by the collector, distributor or registered importer in the manner and at the time provided under this Act and the regulations.

**3.6.1** (1) Les sommes perçues ou percevables au titre de la taxe par un percepteur, un distributeur ou un importateur inscrit aux termes de la présente loi sont réputées, malgré toute sûreté les grevant, détenues en fiducie pour Sa Majesté du chef de l'Ontario, séparées des biens du percepteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit et des biens que détient son créancier garanti et qui, en l'absence de la sûreté, seraient ceux du percepteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit. Le percepteur, le distributeur ou l'importateur inscrit remet ces sommes de la manière et au moment prévus par la présente loi et les règlements.

Fiducie

Extension of  
trust

(2) Despite any provision of this or any other Act, where at any time an amount deemed by subsection (1) to be held in trust is not paid as required under this Act, property of the collector, distributor or registered importer and property held by any secured creditor of the collector, distributor or registered importer that, but for a security interest would be property of the collector, distributor or registered importer, equal in value to the amount so deemed to be held in trust shall be deemed,

(2) Malgré toute disposition de la présente loi ou de toute autre loi, en cas de non-versement, contrairement à la présente loi, d'une somme qui est réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), les biens du percepteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit et les biens que détient son créancier garanti et qui, en l'absence d'une sûreté, seraient ceux du percepteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit, d'une valeur égale à cette somme sont réputés :

Non-versement

(a) to be held, from the time the amount was collected or collectable by the collector, distributor or registered importer, separate and apart from the property of the collector, distributor or registered importer in trust for Her Majesty in right of Ontario whether or not the property is subject to a security interest; and

a) d'une part, détenus en fiducie pour Sa Majesté du chef de l'Ontario, à compter du moment où la somme a été perçue ou était percevable par le percepteur, le distributeur ou l'importateur inscrit, séparés des propres biens du percepteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit, qu'ils soient ou non grevés d'une sûreté;

(b) to form no part of the estate or property of the collector, distributor or registered importer from the time the amount was so collected or collectable whether or not the property has in fact been kept separate and apart from the estate or property of the collector, distributor or registered importer and whether or not the property is subject to such security interest.

b) d'autre part, ne pas faire partie du patrimoine ou des biens du percepteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit à compter du moment où la somme a été perçue ou était percevable ainsi, que ces biens aient été ou non tenus séparés du patrimoine ou des propres biens du percepteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit et qu'ils soient ou non grevés d'une telle sûreté.

Same

(3) The property described in subsection (2) shall be deemed to be beneficially owned by Her Majesty in right of Ontario despite any security interest in such property or in the proceeds of such property, and the proceeds of such property shall be paid to the Minister in priority to all such security interests.

(3) Les biens visés au paragraphe (2) sont réputés des biens dont Sa Majesté du chef de l'Ontario est propriétaire bénéficiaire malgré toute sûreté les grevant ou grevant le produit en découlant. Ce produit est versé au ministre par priorité sur une telle sûreté.

Idem

Exception

(4) This section and subsection 17 (3.1) do not apply in proceedings to which the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) or the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada) applies.

(4) Le présent article et le paragraphe 17 (3.1) ne s'appliquent pas aux instances auxquelles s'applique la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) ou la *Loi sur les arrange-*

Exception

Minister's  
certificate

(5) Every person who, as assignee, liquidator, administrator, receiver, receiver-manager, secured or unsecured creditor or agent of the creditor, trustee or other like person, other than a trustee appointed under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), takes control or possession of the property of any collector, distributor or registered importer shall, before distributing such property or the proceeds from the realization thereof under that person's control, obtain from the Minister a certificate that the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties payable by the collector, distributor or registered importer, has been paid or that security acceptable to the Minister has been given.

No distribu-  
tion without  
Minister's  
certificate

(6) Any person described in subsection (5) who distributes any property described in that subsection or the proceeds of the realization thereof without having obtained the certificate required by that subsection is personally liable to Her Majesty in right of Ontario for an amount equal to the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties payable by the collector, distributor or registered importer.

Notice to be  
given

(7) The person described in subsection (5) shall, within 30 days from the date of that person's assumption of possession or control give written notice thereof to the Minister.

Minister to  
advise of  
indebtedness

(8) As soon as practicable after receiving such notice, the Minister shall advise the person described in subsection (5) of the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties thereon.

Definitions

(9) In this section and in subsection 17 (3.1),

“secured creditor” means a person who has a security interest in the property of another person or who acts for or on behalf of that person with respect to the security interest, and includes a trustee appointed under a trust deed relating to a security interest, a receiver or receiver-manager appointed by a secured creditor or by a court on the application of a secured creditor and any other person performing a similar function; (“créancier garanti”)

“security interest” means any interest in property that secures payment or performance of an obligation, and includes an interest created by or arising out of a debenture, mortgage, lien, pledge, charge, deemed or actual trust, assignment or encumbrance of any kind whatsoever or whenever arising, cre-

ments avec les créanciers des compagnies (Canada).

(5) La personne qui, à titre de cessionnaire, de liquidateur, d'administrateur, de séquestre, d'administrateur-séquestre, de créancier garanti ou non garanti ou de mandataire du créancier, du fiduciaire ou d'une autre personne semblable, à l'exclusion d'un syndic nommé en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), assume le contrôle ou prend possession des biens du perceuteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit obtient du ministre, avant de distribuer ces biens ou le produit de leur réalisation, un certificat attestant que la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et les pénalités payables par le perceuteur, le distributeur ou l'importateur inscrit, a été payée ou qu'une garantie jugée suffisante par le ministre a été fournie à ce titre.

Certificat du  
ministre

(6) Toute personne visée au paragraphe (5) qui distribue des biens visés à ce paragraphe ou le produit de leur réalisation sans avoir obtenu le certificat exigé par le même paragraphe est personnellement tenue de verser à Sa Majesté du chef de l'Ontario une somme égale à la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et pénalités payables par le perceuteur, le distributeur ou l'importateur inscrit.

Aucune  
distribution  
sans  
certificat du  
ministre

(7) La personne visée au paragraphe (5) donne au ministre, dans les 30 jours de la date à laquelle elle a pris possession ou assumé le contrôle des biens, un avis écrit à cet effet.

Avis  
obligatoire

(8) Dès que possible après avoir reçu cet avis, le ministre avise la personne visée au paragraphe (5) de la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et les pénalités qui s'y rapportent.

Avis du  
ministre

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et au paragraphe 17 (3.1).

Définitions

«créancier garanti» Personne qui détient une sûreté sur le bien d'une autre personne ou qui est mandataire de cette personne quant à cette sûreté, y compris un fiduciaire désigné dans un acte de fiducie portant sur la sûreté, un séquestre ou administrateur-séquestre nommé par un créancier garanti ou par un tribunal à la demande d'un créancier garanti ou une autre personne dont les fonctions sont semblables à celles de l'une de ces personnes. («secured creditor»)

«sûreté» Intérêt sur un bien qui garantit le paiement d'une dette ou l'exécution d'une obligation, y compris un intérêt né ou découlant d'une débeture, d'une hypothèque, d'un privilège, d'un nantissement, d'une fiducie réputée ou réelle et d'une cession quelle qu'en soit la nature ou à quelque date

ated or deemed to arise or otherwise provided for, but does not include a security interest prescribed by the Minister as one to which this section does not apply. ("sûreté")

qu'elle soit créée, réputée exister ou prévue par ailleurs, à l'exclusion d'une sûreté que le ministre prescrit comme n'étant pas assujettie au présent article. («security interest»)

Application

(10) This section, subsection 17.1 (11.1) and clause 25.1 (2) (b) apply in respect of any tax collected or collectable by a collector, distributor or registered importer on or after January 1, 1999, whether or not the security interest was acquired before that date.

(10) Le présent article, le paragraphe 17.1 (11.1) et l'alinéa 25.1 (2) b) s'appliquent à l'égard de toute taxe perçue ou percevable par un perceuteur, un distributeur ou un importateur inscrit le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ou après cette date, que la sûreté ait été acquise ou non avant cette date.

Application

10. Section 3.8 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is repealed.

10. L'article 3.8 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé.

11. (1) Subsection 3.9 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended,

11. (1) Le paragraphe 3.9 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié :

- (a) by inserting after "collector" in the first line "distributor"; and
- (b) by striking out "the collector, registered importer, wholesaler or retail dealer" in the seventh and eighth lines of the English version and substituting "he, she or it".

- a) par insertion de «, le distributeur» après «perceuteur» à la première ligne;
- b) par substitution de «he, she or it» à «the collector, registered importer, wholesaler or retail dealer» aux septième et huitième lignes de la version anglaise.

(2) Subsection 3.9 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after "collector" in the first line "distributor".

(2) Le paragraphe 3.9 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «, le distributeur» après «perceuteur» à la première ligne.

12. Subsection 4.3 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 4, is amended by striking out "Treasurer" in the second line and substituting "Minister".

12. Le paragraphe 4.3 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 4 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» aux première et deuxième lignes.

13. (1) Subsection 4.8 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 19, section 7, is repealed and the following substituted:

13. (1) Le paragraphe 4.8 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Export of fuel

(1) Every exporter shall transmit to the Minister (in the form and manner required by the Minister) information in respect of fuel in bulk that the exporter delivers or causes to be delivered to a person outside Ontario.

(1) L'exportateur remet au ministre (selon la formule et de la manière qu'exige celui-ci) les renseignements à l'égard du carburant en vrac qu'il livre ou fait livrer à une personne à l'extérieur de l'Ontario.

Exportation de carburant

(2) Subsection 4.8 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 4 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by striking out "subsection (1), (2) or (3)" in the second line and substituting "subsection (1) or (3)".

(2) Le paragraphe 4.8 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 4 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de «paragraphe (1) ou (3)» à «paragraphe (1), (2) ou (3)» à la deuxième ligne.

14. Subsection 4.11 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 4, is amended by inserting after "collector" in the fifth line "or distributor".

14. Le paragraphe 4.11 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 4 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «ou au distributeur» après «perceuteur» à la dernière ligne.

15. Section 4.17 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, sec-

15. L'article 4.17 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 49 des Lois



tion 5 and amended by 1997, chapter 19, section 7, is further amended by adding the following subsection:

Distributor  
as registered  
dyer

(2.1) Subject to section 9, every distributor who proposes to colour fuel is entitled to be registered as a dyer and to be issued a certificate of registration upon application (on the form provided by the Minister),

- (a) if the distributor owns or operates a facility for the purposes of colouring fuel; and
- (b) if the distributor has total sales of coloured fuel from all facilities owned or operated by the distributor that are greater than or equal to the prescribed percentage of the distributor's total sales of coloured fuel during the calendar year preceding the year in which the distributor applies for registration.

16. (1) Subsection 4.18 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 5, is repealed and the following substituted:

Use of dye

(4) Every registered dyer shall use only dye provided by the Minister and shall do so in the manner, with the equipment and using the methods and procedures required under this Act to colour fuel.

(2) Section 4.18 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 5, is amended by adding the following subsections:

Exception

(4.1) Despite subsection (4), a registered dyer may do the following things to fuel destined for export from Canada, if the registered dyer obtains the prior written consent of the Minister to do so:

1. Manually blend dye with the fuel.
2. Blend dye with the fuel using a different quantity of dye from the quantity established by the Minister for the purposes of the definition of "colouring" in subsection 1 (1).

Conditions  
of consent

(4.2) The Minister may give his or her consent for the purposes of subsection (4.1) and may impose such conditions and restrictions on the registered dyer as he or she considers reasonable in the circumstances, including requiring the dyer to reimburse the Minister for the cost of the dye used to colour the fuel destined for export from Canada.

de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Sous réserve de l'article 9, le distributeur qui a l'intention de colorer du carburant a le droit d'être inscrit comme préposé à la coloration et de se voir délivrer un certificat d'inscription sur présentation d'une demande à cet effet (rédigée selon la formule fournie par le ministre) s'il remplit les conditions suivantes :

Le distribu-  
teur comme  
préposé à la  
coloration  
inscrit

- a) il est le propriétaire ou l'exploitant d'une installation de coloration du carburant;
- b) ses ventes totales de carburant coloré provenant de toutes les installations dont il est le propriétaire ou l'exploitant sont supérieures ou égales au pourcentage prescrit de ses ventes totales de carburant coloré de l'année civile précédant l'année de sa demande d'inscription.

16. (1) Le paragraphe 4.18 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) Le préposé à la coloration inscrit n'utilise que le colorant fournit par le ministre et le fait de la manière, à l'aide du matériel et selon les procédés exigés en vertu de la présente loi pour la coloration du carburant.

Utilisation  
du colorant

(2) L'article 4.18 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(4.1) Malgré le paragraphe (4), un préposé à la coloration inscrit peut faire ce qui suit au carburant destiné à être exporté du Canada, s'il obtient au préalable le consentement écrit du ministre pour ce faire :

Exception

1. Mélanger manuellement le colorant au carburant.
2. Mélanger au carburant une quantité de colorant différente de celle que fixe le ministre pour l'application de la définition de «coloration» au paragraphe 1 (1).

(4.2) Le ministre peut donner son consentement pour l'application du paragraphe (4.1) et peut imposer au préposé à la coloration inscrit les conditions et restrictions qu'il estime appropriées dans les circonstances, notamment exiger que le préposé lui rembourse le coût du colorant utilisé pour colorer le carburant destiné à être exporté du Canada.

Conditions  
du consente-  
ment

Same

(4.3) If the registered dyer is required to reimburse the Minister for the cost of dye as described in subsection (4.2), the amount the dyer is required to pay shall be deemed to be tax payable under this Act by the dyer and shall be paid to the Minister on or before the 25th day of the month following the month in which the dyer uses the dye.

17. Subsection 4.19 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 5, is amended by striking out “in accordance with the requirements prescribed by the Minister” in the second, third and fourth lines and substituting “as required by this Act and the regulations”.

18. (1) Subsection 5 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 6, is amended by striking out “driver” in the first line and substituting “operator”.

(2) Section 5 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 6, is further amended by adding the following subsections:

(6) Every operator of a motor vehicle that is found to contain unauthorized fuel in a fuel tank of the motor vehicle is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$1,000.

Offence,  
unauthorized  
fuel

(7) In any proceeding under subsection (6), it is not necessary to prove that unauthorized fuel was acquired and used in contravention of this Act, but only to prove that the fuel tank of a motor vehicle contained unauthorized fuel on the day of the examination under this section.

Burden of  
proof, unau-  
thorized fuel

(8) The fact that the unauthorized fuel that was found in a fuel tank of a motor vehicle is the same unauthorized fuel that was found therein on another occasion that constituted an offence under subsection (6) is not a defence in a prosecution for a subsequent offence under that subsection if a period of more than 24 hours has elapsed since taking a sample of fuel from that motor vehicle.

Subsequent  
offence,  
unauthorized  
fuel

19. Subsection 6 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 7 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by inserting after “collector” in the seventh line “or distributor”.

Idem

(4.3) Si le préposé à la coloration inscrit est tenu de rembourser au ministre le coût du colorant visé au paragraphe (4.2), la somme que le préposé doit payer est réputée une taxe payable aux termes de la présente loi par le préposé et est payée au ministre au plus tard le 25 du mois qui suit le mois au cours duquel le préposé a utilisé le colorant.

17. Le paragraphe 4.19 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 5 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par substitution de «comme l’exigent la présente loi et les règlements» à «conformément aux exigences prescrites par le ministre» aux troisième et quatrième lignes.

18. (1) Le paragraphe 5 (3) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 6 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par substitution de «L’utilisateur» à «Le conducteur» à la première ligne.

(2) L’article 5 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 6 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(6) L’utilisateur d’un véhicule automobile dont il est constaté qu’un réservoir à carburant contient du carburant non autorisé est coupable d’une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d’une amende d’au moins 200 \$ et d’au plus 1 000 \$.

Infraction :  
carburant  
non autorisé

(7) Dans une instance visée au paragraphe (6), il suffit d’établir que le réservoir à carburant du véhicule automobile contenait du carburant non autorisé le jour où a été effectué l’examen visé au présent article, sans qu’il soit nécessaire de prouver l’acquisition et l’utilisation de ce carburant en contravention à la présente loi.

Fardeau de la  
preuve :  
carburant  
non autorisé

(8) Le fait que le carburant non autorisé trouvé dans un réservoir à carburant d’un véhicule automobile soit le même qui y ait été trouvé en une autre occasion où il y avait infraction aux termes du paragraphe (6) ne peut servir de défense dans une poursuite relative à une infraction subséquente aux termes de ce paragraphe, s’il s’est écoulé plus de 24 heures depuis le prélèvement d’un échantillon de carburant de ce véhicule automobile.

Infraction  
subsé-  
quente :  
carburant  
non autorisé

19. Le paragraphe 6 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 7 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par insertion de « , à un distributeur » après «percepteur» à l’avant-dernière ligne.

20. Subsection 6.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 8, is amended by inserting after “collector” in the first line “distributor”.

21. (1) Subsection 7 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 9, is amended by inserting after “collector” in the fourth line “distributor”.

(2) Clause 7 (2) (d) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 9, is amended by inserting after “registered dyer” in the first line “other than a distributor”.

(3) Subsection 7 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 9, is amended by striking out “and” at the end of clause (e), by adding “and” at the end of clause (f) and by adding the following clause:

- (g) every distributor, in an amount not less than the equivalent of an average three months tax collectable and payable by the distributor calculated for the 12-month period immediately preceding the date of the Minister's demand or \$100,000, whichever is the greater.

22. Subsection 10 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 12, is amended by inserting after “collector” in the first line “distributor”.

23. (1) Subsection 11 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 13, is repealed and the following substituted:

(1) Every collector, registered importer, registered consumer or interjurisdictional carrier shall transmit with the return required by section 10 the amount of the tax payable or the amount of the tax payable and collectable, as the case may be, by him, her or it.

(2) Subsection 11 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 13, and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by inserting after “collector” in the second line “distributor”.

24. (1) Clause 11.1 (2) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is amended by striking out “and” at the end of subclause (iii) and by adding the following subclause:

20. Le paragraphe 6.1 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 8 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «le distributeur,» après «percepteur,» à la première ligne.

21. (1) Le paragraphe 7 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 9 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «distributeur,» après «percepteur,» à la quatrième ligne.

(2) L'alinéa 7 (2) d) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 9 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «autre qu'un distributeur,» après «préposé à la coloration inscrit,» à la première ligne.

(3) Le paragraphe 7 (2) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 9 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- g) du distributeur, une garantie d'un montant équivalant au moins à la moyenne de la taxe percevable et payable par lui pour un trimestre, calculée d'après le total obtenu pendant la période de 12 mois précédant la date où le ministre l'exige, ou de 100 000 \$, selon le montant le plus élevé.

22. Le paragraphe 10 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 12 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «un distributeur,» à «percepteur,» à la première ligne.

23. (1) Le paragraphe 11 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 13 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le percepteur, l'importateur inscrit, le consommateur inscrit ou le transporteur interterritorial remet avec la déclaration exigée par l'article 10 le montant de la taxe qu'il est tenu de payer ou qu'il est tenu de payer et de percevoir, selon le cas.

(2) Le paragraphe 11 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 13 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par insertion de «, à un distributeur» après «percepteur» aux première et deuxième lignes.

24. (1) L'alinéa 11.1 (2) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

Transmission  
of tax

Remise de la  
taxe



- (iii.1) all amounts paid on behalf of the Minister under section 21.1 or received under that section in respect of tax paid, to the extent that the Minister subsequently disallows the amounts in respect of a period before that date, and

(2) Clause 11.1 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is amended by striking out “and” at the end of subclause (ii) and by adding the following subclause:

- (ii.1) all amounts paid on behalf of the Minister under section 21.1 before that date or received under that section in respect of tax paid before that date, and

25. Subsection 12 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 14, is further amended by inserting after “collector” in the third line and in the ninth line “distributor”.

26. (1) Subsection 13 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is repealed and the following substituted:

(2) The Minister may, at any time the Minister considers reasonable, assess against any person any tax collected or payable by the person or any penalty that the Minister may assess under this Act against the person.

(2.1) The Minister may, at any time the Minister considers reasonable, send a notice of assessment of a tax or a penalty assessed by the Minister under this Act against a person and the person shall transmit the amount assessed forthwith to the Minister.

(2) Subsection 13 (3) of the Act is amended by inserting after “collector” in the third and fourth lines “distributor”.

(3) Subsection 13 (4) of the Act is amended by inserting after “collector” in the third line and in the fifth line “or distributor”.

(4) Subsection 13 (4) of the Act, as amended by subsection (3), is further amended by striking out “prescribed” at the end and substituting “established by the Minister”.

- (iii.1) de toutes les sommes payées pour le compte du ministre en vertu de l'article 21.1 ou reçues en vertu de cet article à l'égard de la taxe payée, dans la mesure où le ministre refuse ensuite ces sommes à l'égard d'une période antérieure à cette date,

(2) L'alinéa 11.1 (2) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (ii.1) de toutes les sommes payées pour le compte du ministre en vertu de l'article 21.1 avant cette date ou reçues en vertu de cet article à l'égard de la taxe payée avant cette date,

25. Le paragraphe 12 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié de nouveau par insertion de «d'un distributeur,» après «percepteur,» à la quatrième ligne et de «ce distributeur,» après «percepteur,» aux douzième et treizième lignes.

26. (1) Le paragraphe 13 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut, au moment qu'il juge raisonnable, établir une cotisation à l'égard d'une personne pour toute taxe perçue ou payable par celle-ci ou pour toute pénalité qu'il peut établir à son égard aux termes de la présente loi.

(2.1) Le ministre peut, au moment qu'il juge raisonnable, envoyer un avis de cotisation pour une taxe ou une pénalité qu'il a établie aux termes de la présente loi à l'égard d'une personne et laquelle lui remet sans délai le montant de la cotisation.

(2) Le paragraphe 13 (3) de la Loi est modifié par insertion de «d'un distributeur,» après «percepteur,» à la quatrième ligne.

(3) Le paragraphe 13 (4) de la Loi est modifié par insertion de «ou du distributeur» après «percepteur» aux deuxième et troisième lignes et de «ou le distributeur» après «percepteur» à la cinquième ligne.

(4) Le paragraphe 13 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe (3), est modifié en outre par substitution de «qu'il fixe» à «prescrites» à l'avant-dernière ligne.

Same

Same

Idem

Idem

**(5) Subsection 13 (10) of the Act is repealed and the following substituted:**

Assessment

(10) The Minister may assess tax payable or any penalty under this section within four years from the date the tax becomes payable.

Same

(10.1) Despite subsection (10), the Minister may assess tax payable or a penalty under this section at any time the Minister considers reasonable if the Minister establishes that, in making a return or in supplying or omitting to disclose information in respect of tax under the Act, the person has made a misrepresentation that is attributable to neglect, carelessness or wilful default or has committed a fraud.

**27. (1) Subsection 14 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 16 and amended by 1997, chapter 19, section 7, is repealed and the following substituted:**

Notice of objection

(1) A person who objects to an assessment or statement of disallowance under section 13, or to a penalty paid or assessed under this Act, may, within 180 days from the service of the notice of assessment or statement of disallowance, or the payment of the penalty under subsection 8 (11), serve on the Minister a notice of objection in the form approved by the Minister.

Facts and reasons to be given

(1.1) The notice of objection shall,

- (a) clearly describe each issue raised by way of objection; and
- (b) fully set out the facts and reasons relied on by the person in respect of each issue.

Same

(1.2) If a notice of objection does not fully set out the facts and reasons relied on by the person in respect of an issue, the Minister may, in writing, request the person to provide the information, and the person shall be deemed to have complied with clause (1.1) (b) in respect of the issue if the person provides the information to the Minister in writing within 60 days after the day the request is made by the Minister.

Limitation

(1.3) A person shall not raise, by way of objection under this section to a fresh statement or reassessment or to a variation of an assessment or statement under subsection (4), any issue that the person is not entitled to raise by way of appeal under this section in respect of the fresh statement or reassessment or of a variation of the assessment or statement.

**(5) Le paragraphe 13 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

(10) Le ministre peut établir une cotisation à l'égard de la taxe payable ou de toute pénalité aux termes du présent article dans les quatre ans de la date où cette taxe devient payable.

Cotisation

(10.1) Malgré le paragraphe (10), le ministre peut, au moment qu'il juge raisonnable, établir une cotisation à l'égard de la taxe payable ou d'une pénalité aux termes du présent article s'il détermine que la personne a fait une assertion inexacte imputable à la négligence, à un manque de diligence ou à une omission volontaire ou a commis une fraude soit en remplissant une déclaration, soit en communiquant ou en omettant de divulguer des renseignements à l'égard de la taxe visée par la présente loi.

Idem

**27. (1) Le paragraphe 14 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 16 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

(1) La personne qui s'oppose à la cotisation ou à la déclaration de refus prévue à l'article 13 ou à une pénalité payée ou imposée aux termes de la présente loi peut, dans les 180 jours de la signification de l'avis de cotisation ou de la déclaration de refus ou du paiement de la pénalité prévue au paragraphe 8 (11), signifier au ministre un avis d'opposition rédigé selon la formule qu'il approuve.

Avis d'opposition

(1.1) L'avis d'opposition fait ce qui suit :

- a) il énonce clairement chaque question à laquelle s'oppose la personne;
- b) il énonce tous les faits et motifs qu'invoque la personne à l'égard de chaque question.

Faits et motifs

(1.2) Si l'avis d'opposition n'énonce pas tous les faits et motifs qu'invoque la personne à l'égard d'une question, le ministre peut demander par écrit à celle-ci de fournir les renseignements. La personne est réputée s'être conformée à l'alinéa (1.1) b) à l'égard de la question si elle fournit les renseignements au ministre par écrit dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle le ministre les lui a demandés.

Idem

(1.3) Une personne ne peut soulever, lorsqu'elle s'oppose en vertu du présent article à une nouvelle déclaration signifiée ou nouvelle cotisation établie ou à une cotisation ou déclaration modifiée aux termes du paragraphe (4), une question qu'elle n'a pas le droit de soulever dans l'appel de la nouvelle déclaration ou cotisation ou de la cotisation ou dé-

Restriction

(2) Subsection 14 (2) of the Act is amended by adding at the end “or by such other method as the Minister may prescribe”.

(3) Subsection 14 (3) of the Act is repealed.

(4) Subsection 14 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 16, is amended by striking out “and the Minister shall notify the person making the objection of the action by the Minister by letter, either sent by registered mail to, or personally served on, the person” at the end and substituting “and the Minister shall give the person who made the objection written notice of the action taken by the Minister”.

(5) Section 14 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 16, 1994, chapter 18, section 2 and 1997, chapter 19, section 7, is further amended by adding the following subsection:

Computation  
of time

(5.1) For the purpose of calculating the number of days mentioned in subsection (1), (1.2) or (5), the day on which a notice of assessment or a statement referred to in subsection (1) is mailed, a request is made under subsection (1.2) or notice is given under subsection (4) is the date stated on the notice, statement or request.

(6) Subsection 14 (6) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 19, section 7, is repealed and the following substituted:

Appeal, how  
instituted

(6) An appeal to the Ontario Court (General Division) shall be instituted by,

- (a) filing a notice of appeal with the court in the form approved by the Minister;
- (b) paying a fee to the court in the same amount and manner as the fee payable under regulations made under the *Administration of Justice Act* on the issue of a statement of claim; and
- (c) serving on the Minister a copy of the notice of appeal as filed.

Limitation

(6.1) A person is entitled to raise by way of appeal only those issues raised by the person in a notice of objection to the assessment, statement or penalty being appealed and in respect of which the person has complied or was deemed to have complied with subsection (1.1).

claration modifiée qu'elle peut interjeter en vertu du présent article.

(2) Le paragraphe 14 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou par tout autre mode que prescrit le ministre».

(3) Le paragraphe 14 (3) de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 14 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 16 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par substitution de «et avise alors par écrit l'auteur de l'opposition des mesures qu'il prend» à «et avise alors l'auteur de l'opposition des mesures qu'il a prises, au moyen d'une lettre qu'il lui envoie par courrier recommandé ou lui fait signifier à personne» aux cinq dernières lignes.

(5) L'article 14 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(5.1) Aux fins du calcul du nombre de jours mentionné au paragraphe (1), (1.2) ou (5), le jour de la mise à la poste de l'avis de cotisation ou de la déclaration visé au paragraphe (1), de la présentation de la demande prévue au paragraphe (1.2) ou de la remise de l'avis prévu au paragraphe (4) est la date qui est indiquée dans l'avis, la déclaration ou la demande.

Calcul du  
nombre de  
jours

(6) Le paragraphe 14 (6) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) L'appel est interjeté devant la Cour de l'Ontario (Division générale) comme suit :

Procédure  
d'appel

- a) en déposant auprès du tribunal un avis d'appel rédigé selon la formule qu'approuve le ministre;
- b) en payant au tribunal des frais selon le même montant et les mêmes modalités que les frais payables aux termes de règlements pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice* lors de la délivrance d'une déclaration;
- c) en signifiant au ministre une copie de l'avis d'appel qui a été déposé.

(6.1) Une personne n'a le droit de soulever, par voie d'appel, que les questions qu'elle soulève dans un avis d'opposition à la cotisation, à la déclaration ou à la pénalité qui est portée en appel et à l'égard desquelles elle s'est conformée ou est réputée s'être conformée au paragraphe (1.1).

Restriction



Exception	(6.2) Despite subsection (6.1), a person may raise by way of appeal an issue forming the basis of a fresh statement or reassessment or of a variation of an assessment, statement or penalty under subsection (4) if the issue was not part of the assessment, statement or penalty with respect to which the person served the notice of objection.	(6.2) Malgré le paragraphe (6.1), une personne peut soulever, par voie d'appel, une question sur laquelle se fonde une nouvelle cotisation établie ou une cotisation, déclaration ou pénalité modifiée aux termes du paragraphe (4) si la question ne faisait pas partie de la cotisation, de la déclaration ou de la pénalité à l'égard de laquelle elle a signifié l'avis d'opposition.	Exception
Application, subss. (6.1) and (6.2)	(6.3) Subsections (6.1) and (6.2) apply only in respect of appeals in respect of which the period of 90 days referred to in subsection (5) begins after December 31, 1998.	(6.3) Les paragraphes (6.1) et (6.2) ne s'appliquent qu'à l'égard des appels à l'égard desquels la période de 90 jours visée au paragraphe (5) commence après le 31 décembre 1998.	Application des par. (6.1) et (6.2)
Waived right of objection or appeal	(6.4) Despite subsection (5), no person shall institute an appeal under this section to have an assessment, statement or penalty vacated or varied in respect of an issue for which the right of objection or appeal has been waived in writing by or on behalf of the person.	(6.4) Malgré le paragraphe (5), aucune personne ne doit interjeter d'appel en vertu du présent article en vue de faire annuler ou modifier une cotisation, une déclaration ou une pénalité en ce qui concerne une question à l'égard de laquelle la personne ou son représentant a renoncé par écrit au droit d'opposition ou d'appel.	Renonciation au droit d'opposition ou d'appel
Service	(7) A notice of appeal shall be served on the Minister by being sent by registered mail addressed to the Minister, by personal service or by such other method of service as the Minister prescribes.  <b>28. (1) Subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the second line and substituting "Minister".</b>  <b>(2) Subsection 17 (3) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the tenth line and substituting "Minister".</b>  <b>(3) Section 17 of the Act is amended by adding the following subsections:</b>	(7) L'avis d'appel est signifié au ministre par courrier recommandé, par signification à personne ou par tout autre mode de signification que prescrit le ministre.  <b>28. (1) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la deuxième ligne.</b>  <b>(2) Le paragraphe 17 (3) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la huitième ligne.</b>  <b>(3) L'article 17 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :</b>	Signification
Same	(3.1) Despite any provision of this or any other Act, where the Minister has knowledge or suspects that within 90 days a person is, or is about to become, indebted or liable to make any payment to,  (a) a person whose property is subject to the deemed trust created by subsection 3.6.1 (1); or  (b) a secured creditor who has a right to receive the payment that, but for a security interest in favour of the secured creditor, would be payable to the person referred to in clause (a),  the Minister may by ordinary mail or by demand served personally, require the first-named person to pay forthwith to the Minister on account of the liability of the person referred to in clause (a) all or part of the money that would otherwise be paid, and any such payment shall become the property of Her Majesty in right of Ontario despite any security interest in it and shall be paid to the	(3.1) Malgré toute disposition de la présente loi ou d'une autre loi, si le ministre sait ou soupçonne que, dans les 90 jours, une personne sera endettée envers l'une ou l'autre des personnes suivantes ou sera sur le point de l'être ou devra lui verser un paiement :  a) une personne dont les biens sont assujettis à la fiducie réputée créée par le paragraphe 3.6.1 (1);  b) un créancier garanti qui a droit au paiement qui, en l'absence de la sûreté en sa faveur, devrait être fait à la personne visée à l'alinéa a),  le ministre peut, par courrier ordinaire ou par demande signifiée à personne, exiger que la personne mentionnée en premier lieu lui verse sans délai, au titre de la dette de la personne mentionnée à l'alinéa a), la totalité ou une partie des sommes d'argent qui seraient normalement payées. Ce paiement est acquis à Sa Majesté du chef de l'Ontario malgré toute sûreté le grevant et est fait au ministre par priorité sur toute autre sûreté.	Idem

Minister in priority to any such security interest.

Same

(3.2) Subsection (3.1) applies to amounts that become subject to a deemed trust under subsection 3.6.1 (1) on or after January 1, 1999, whether or not the security interest was acquired before that date.

(4) Subsection 17 (4) of the Act is amended by striking out “Treasurer” in the first line and substituting “Minister”.

(5) Subsection 17 (5) of the Act is amended by striking out “Treasurer” in the fifth line and in the eighth line and substituting in each case “Minister”.

(6) Subsection 17 (8) of the Act is amended by striking out “Treasurer” in the third line and in the eleventh line and substituting in each case “Minister”.

(7) Subsection 17 (9) of the Act is amended by striking out “Treasurer” in the second line and substituting “Minister”.

29. Section 17.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is amended by adding the following subsection:

Effect of deemed trust

(11.1) The registration of a notice of lien and charge under this section does not affect the operation of section 3.6.1 and applies to secure any liability of a taxpayer in addition to any deemed trust under that section.

30. (1) Clause 18 (1) (c) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 18, is further amended by inserting after “collector” in the second line “distributor”.

(2) Clause 18 (1) (e) of the Act is amended by striking out “in the proportion prescribed for colouring fuel” in the ninth and tenth lines and substituting “in the proportion established by the Minister for colouring fuel”.

(3) Subsection 18 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 18, is further amended by inserting after “collector” in the sixth line “distributor”.

(4) Subsection 18 (4) of the Act is amended by striking out “Ministry of Revenue” in the fifth and sixth lines and substituting “Ministry of Finance”.

31. Clause 19 (5) (d) of the Act is amended by striking out “prescribed” in the fourth line and substituting “established by the Minister”.

(3.2) Le paragraphe (3.1) s'applique aux sommes qui deviennent assujetties à une fiducie réputée visée au paragraphe 3.6.1 (1) le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ou après cette date, que la sûreté ait été acquise ou non avant cette date.

Idem

(4) Le paragraphe 17 (4) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la première ligne.

(5) Le paragraphe 17 (5) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la cinquième et à la huitième ligne.

(6) Le paragraphe 17 (8) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la troisième et à la dernière ligne.

(7) Le paragraphe 17 (9) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la deuxième ligne.

29. L'article 17.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(11.1) L'enregistrement de l'avis de privilège et de sûreté réelle prévu au présent article n'a pas pour effet de porter atteinte à l'application de l'article 3.6.1 et sert à garantir toute obligation d'un contribuable en plus de toute fiducie réputée aux termes de cet article.

Effet de la fiducie réputée

30. (1) L'alinéa 18 (1) c) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 18 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié de nouveau par insertion de «distributeur,» après «percepteur,» à la deuxième ligne.

(2) L'alinéa 18 (1) e) de la Loi est modifié par substitution de «que fixe le ministre pour la coloration du carburant» à «prescrite pour la coloration du carburant» aux deux dernières lignes.

(3) Le paragraphe 18 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 18 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié de nouveau par insertion de «d'un distributeur,» après «percepteur,» à la sixième ligne.

(4) Le paragraphe 18 (4) de la Loi est modifié par substitution de «ministère des Finances» à «ministère du Revenu» à la cinquième ligne.

31. L'alinéa 19 (5) d) de la Loi est modifié par substitution de «que fixe le ministre» à «prescrite» à la quatrième ligne.

32. (1) Subsection 21 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 19, is amended by striking out “three years” in the fourth line and substituting “four years”.

(2) Subsection 21 (6) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 19, is amended,

(a) by striking out “Treasurer” in the second line and substituting “Minister”; and

(b) by striking out “three years” in the sixth line and substituting “four years”.

33. The Act is amended by adding the following section:

21.1 (1) An eligible retailer who purchases fuel measured by the adjusted temperature method and sells it measured by the unadjusted temperature method may apply to the Minister to receive an amount calculated in the manner directed by the Minister in respect of the amount the retailer paid to the collector or wholesaler (from whom the fuel is purchased) on account of tax in respect of the fuel.

(2) An eligible wholesaler who is not designated a collector and who purchases fuel measured by the adjusted temperature method and sells it measured by the unadjusted temperature method may apply to the Minister to receive an amount calculated in the manner directed by the Minister in respect of the amount the wholesaler paid to the collector (from whom the fuel is purchased) on account of tax in respect of the fuel.

(3) The application shall be made on the form and in the manner approved by the Minister and shall be given to the collector or wholesaler from whom the person purchases the fuel.

(4) Upon the Minister's request, the applicant shall give the Minister evidence satisfactory to the Minister to prove that the person is entitled under this section to the amount for which the application is made.

(5) The collector or wholesaler may make the payment to the applicant on behalf of the Minister at the time of purchase of the fuel and shall do so in a manner approved by the Minister.

(6) The Minister may, by a notice in writing, require a collector or wholesaler to cease making payments under this section or to cease making payments under this section to persons named in the notice, and the collector or wholesaler shall comply with the notice in accordance with its terms.

32. (1) Le paragraphe 21 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 19 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par substitution de «quatre ans» à «trois ans» à la cinquième ligne.

(2) Le paragraphe 21 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 19 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié :

a) par substitution de «ministre» à «trésorier» à la première ligne;

b) par substitution de «quatre ans» à «trois ans» à la sixième ligne.

33. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

21.1 (1) Le détaillant admissible qui achète du carburant mesuré selon la méthode de correction en fonction de la température et le vend mesuré selon la méthode traditionnelle peut demander au ministre de recevoir une somme calculée selon la directive du ministre à l'égard de la somme qu'il a payée au percepteur ou au grossiste (à qui il a acheté le carburant) au titre de la taxe sur le carburant.

(2) Le grossiste admissible qui n'est pas désigné comme percepteur et qui achète du carburant mesuré selon la méthode de correction en fonction de la température et le vend mesuré selon la méthode traditionnelle peut demander au ministre de recevoir une somme calculée selon la directive du ministre à l'égard de la somme qu'il a payée au percepteur (à qui il a acheté le carburant) au titre de la taxe sur le carburant.

(3) La demande est rédigée selon la formule et de la manière qu'approuve le ministre et est remise au percepteur ou au grossiste à qui la personne achète le carburant.

(4) À la demande du ministre, l'auteur de la demande lui fournit une preuve de nature à le convaincre qu'il a droit, aux termes du présent article, à la somme demandée.

(5) Le percepteur ou le grossiste peut faire le paiement à l'auteur de la demande pour le compte du ministre à l'achat du carburant et le fait de la façon qu'approuve celui-ci.

(6) Le ministre peut, par avis écrit, exiger qu'un percepteur ou un grossiste cesse de faire des paiements en vertu du présent article ou cesse d'en faire aux personnes nommées dans l'avis. Le percepteur ou le grossiste se conforme aux termes de l'avis.

Application  
by eligible  
retailer

Application  
by eligible  
wholesaler

Same

Evidence of  
entitlement

Payment on  
behalf of  
Minister

Termination  
of authority  
to make pay-  
ments

Demande du  
détaillant  
admissible

Demande du  
grossiste  
admissible

Idem

Preuve du  
droit

Paiement  
pour le  
compte du  
ministre

Révocation  
du pouvoir  
de faire des  
paiements



Collector may reduce amounts transmitted

(7) A collector may reduce the amounts required to be transmitted to the Minister under subsection 11 (1) by the amount of the payments made by the collector on behalf of the Minister under this section, until the collector receives notice from the Minister that the Minister has determined that all or part of an amount paid under this section is disallowed as an amount that was not properly payable under this section.

Collection of amounts paid

(8) If the Minister notifies a collector that an amount paid by the collector on behalf of the Minister under this section is disallowed by the Minister, the amount shall be deemed to be tax payable under this Act that the collector is required to remit to the Minister at the time indicated in the notice.

Wholesaler may apply for reimbursement

(9) If a wholesaler who is not designated a collector has paid an amount under this section to an eligible retailer or eligible wholesaler, the wholesaler may apply to the Minister in the manner directed by the Minister to be reimbursed for the amount paid.

Application under subs. 21 (6)

(10) Despite subsection (1) or (2), the Minister may require an eligible retailer or an eligible wholesaler to apply under subsection 21 (6) to receive amounts otherwise payable under this section; if the Minister does so, no application may be made under this section in respect of those amounts.

Same

(11) For the purposes of an application under subsection 21 (6) that is required by the Minister under this section, amounts otherwise payable under this section shall be deemed to be an excess amount.

Definitions

(12) In this section,

“eligible retailer” means a retail dealer who is an eligible retailer under the prescribed rules; (“détaillant admissible”)

“eligible wholesaler” means a wholesaler who is an eligible wholesaler under the prescribed rules. (“grossiste admissible”)

**34. Clause 25 (1) (b) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 21, is amended by inserting after “collector” in the fifth line “distributor”.**

**35. Clause 25.1 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 22, is repealed and the following substituted:**

(b) the corporation becomes subject to a proceeding to which section 3.6.1 applies and a claim is made under that section during the period beginning on the date on which the Minister should

(7) Un perceuteur peut déduire les paiements qu’il a faits pour le compte du ministre en vertu du présent article des sommes qu’il doit lui remettre aux termes du paragraphe 11 (1), jusqu’à ce qu’il reçoive du ministre un avis selon lequel celui-ci a décidé de refuser la totalité ou une partie d’une somme payée en vertu du présent article parce que son paiement n’était pas légitime en vertu du présent article.

(8) Si le ministre avise un perceuteur qu’il a refusé une somme que celui-ci a payée pour son compte en vertu du présent article, la somme est réputée une taxe payable aux termes de la présente loi que le perceuteur est tenu de remettre au ministre au moment indiqué dans l’avis.

(9) Le grossiste qui n’est pas désigné comme perceuteur et qui a payé une somme en vertu du présent article à un détaillant admissible ou à un grossiste admissible peut en demander le remboursement au ministre, de la manière qu’ordonne celui-ci.

(10) Malgré le paragraphe (1) ou (2), le ministre peut exiger qu’un détaillant admissible ou un grossiste admissible présente une demande visée au paragraphe 21 (6) pour recevoir des sommes payables par ailleurs en vertu du présent article, auquel cas aucune demande ne peut être présentée en vertu du présent article à l’égard de ces sommes.

(11) Aux fins d’une demande visée au paragraphe 21 (6) qu’exige le ministre en vertu du présent article, les sommes payables par ailleurs en vertu du présent article sont réputées des paiements en trop.

(12) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«détaillant admissible» Le détaillant qui est un détaillant admissible aux termes des règles prescrites. («eligible retailer»)

«grossiste admissible» Le grossiste qui est un grossiste admissible aux termes des règles prescrites. («eligible wholesaler»)

**34. L’alinéa 25 (1) b) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 21 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «d’un distributeur,» après «perceuteur,» à la cinquième ligne.**

**35. L’alinéa 25.1 (2) b) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 22 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

b) la personne morale est assujettie à une instance à laquelle s’applique l’article 3.6.1 et une demande a été présentée aux termes de cet article entre la date à laquelle le ministre aurait dû être avisé

Réduction de sommes remises

Perception de sommes payées

Demande de remboursement du grossiste

Demande présentée en vertu du par. 21 (6)

Idem

Définitions

have been advised of the commencement of those proceedings and ending on the date that is six months after the remaining property of the collector, distributor or registered importer has been finally disposed of.

**36. The Act is amended by adding the following section:**

Penalty re  
coloured fuel

**27.1** (1) Any person who places coloured fuel in a fuel tank of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act* or causes coloured fuel to be placed in such a fuel tank shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Penalty,  
operator

(2) The operator of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act* that has coloured fuel in a fuel tank shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Penalty,  
unauthorized  
fuel

(3) Any person who places unauthorized fuel in a fuel tank of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act* or causes unauthorized fuel to be placed in such a fuel tank shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Penalty,  
operator

(4) The operator of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act* that has unauthorized fuel in a fuel tank shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Subsequent  
penalty

(5) In addition to the penalty assessed against a person under subsection (1), (2), (3) or (4), a person who again engages in an action described in any of those subsections shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to 10 times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

**37. The Act is amended by adding the following section:**

de l'introduction de cette instance et la date qui tombe six mois après la disposition définitive des biens restants du perceuteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit.

**36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**27.1** (1) Quiconque met du carburant coloré dans un réservoir à carburant d'un véhicule automobile auquel une plaque d'immatriculation est fixée tel que l'exige le *Code de la route*, ou fait mettre du carburant coloré dans un tel réservoir, paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à trois fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Pénalité :  
carburant  
coloré

(2) L'utilisateur d'un véhicule automobile auquel une plaque d'immatriculation est fixée tel que l'exige le *Code de la route* et dont un réservoir à carburant contient du carburant coloré paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à trois fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Pénalité :  
utilisateur

(3) Quiconque met du carburant non autorisé dans un réservoir à carburant d'un véhicule automobile auquel une plaque d'immatriculation est fixée tel que l'exige le *Code de la route*, ou fait mettre du carburant non autorisé dans un tel réservoir, paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à trois fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Pénalité :  
carburant  
non autorisé

(4) L'utilisateur d'un véhicule automobile auquel une plaque d'immatriculation est fixée tel que l'exige le *Code de la route* et dont un réservoir à carburant contient du carburant non autorisé paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à trois fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Pénalité :  
utilisateur

(5) En plus de la pénalité imposée à une personne aux termes du paragraphe (1), (2), (3) ou (4), la personne qui accomplit de nouveau un acte visé à l'un ou l'autre de ces paragraphes paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à 10 fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Autre  
pénalité

**37. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

Approval of  
dye by  
Minister

**28.3 (1)** The Minister may approve chemical substances that may be used to colour fuel and establish the quantity of dye in proportion to fuel to be used to colour the fuel.

Same

(2) The Minister may establish the quantity of dye for the purposes of the definitions of "clear fuel" and "coloured fuel" in subsection 1 (1).

Notice

(3) The Minister shall notify registered dyers of the matters approved or established under this section.

*Regulations  
Act*

(4) The *Regulations Act* does not apply with respect to the matters approved or established under this section.

**38. (1)** Clause 29 (2) (i) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 25, is amended by inserting after "collectors" in the fourth line "distributors".

(2) Clause 29 (2) (l) of the Act is repealed and the following substituted:

(l) prescribing additional conditions under which fuel may be coloured using a manual process.

(3) Subsection 29 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 25 and 1997, chapter 19, section 7, is further amended by adding the following clause:

(v) prescribing the fuel that distributors are permitted to sell, additional conditions to be met by distributors and requirements for facilities owned or operated by distributors.

(4) Section 29 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 25, 1994, chapter 18, section 2 and 1997, chapter 19, section 7, is further amended by adding the following subsection:

General or  
specific

(2.1) A regulation made under clause (2) (i) may be general or particular in its application and may be limited to specific types of collectors, distributors or registered importers.

#### GASOLINE TAX ACT

**39.** Subsection 1 (1) of the *Gasoline Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 13, section 1, 1992, chapter 9, section 1, 1994, chapter 18, section 3 and 1996, chapter 10, section 4, is further amended by adding the following definitions:

**28.3 (1)** Le ministre peut approuver les substances chimiques qui peuvent servir à colorer le carburant et fixer la quantité de colorant qui, proportionnellement à celle de carburant, doit servir à cette fin.

Approbation  
du colorant  
par le  
ministre

(2) Le ministre peut établir la quantité de colorant pour l'application des définitions de «carburant coloré» et de «carburant incolore» au paragraphe 1 (1).

Idem

(3) Le ministre avise les préposés à la coloration inscrits de ce qui est approuvé ou fixé en vertu du présent article.

Avis

(4) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas à ce qui est approuvé ou fixé en vertu du présent article.

*Loi sur les  
règlements*

**38. (1)** L'alinéa 29 (2) i) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 25 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «les distributeurs,» après «percepteurs,» à la quatrième ligne.

(2) L'alinéa 29 (2) l) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

l) prescrire les conditions supplémentaires auxquelles le carburant peut être coloré manuellement.

(3) Le paragraphe 29 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 25 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

v) prescrire le carburant que les distributeurs sont autorisés à vendre, les conditions supplémentaires auxquelles ils doivent se conformer et les exigences relatives aux installations dont ils sont les propriétaires ou les exploitants.

(4) L'article 29 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 25 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Les règlements pris en application de l'alinéa (2) i) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent être limités à des genres précis de percepteurs, de distributeurs ou d'importateurs inscrits.

Portée  
générale ou  
particulière

#### LOI DE LA TAXE SUR L'ESSENCE

**39.** Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de la taxe sur l'essence*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 1 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 4 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est



“adjusted temperature method” means the method of measuring the dispensed volume of gasoline, aviation fuel or propane by adjusting the volume to the volume at a reference temperature of 15 degrees Celsius, by means of a dispensing pump or other metering assembly that is equipped to effect the adjustment in accordance with the specifications established under the *Weights and Measures Act* (Canada); (“méthode de correction en fonction de la température”)

“unadjusted temperature method” means a method of measuring the dispensed volume of gasoline, aviation fuel or propane that does not adjust the volume to the volume at a reference temperature of 15 degrees Celsius. (“méthode traditionnelle”)

40. Section 2 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 13, section 2, 1992, chapter 9, section 2, 1994, chapter 18, section 3 and 1996, chapter 10, section 5, is further amended by adding the following subsections:

**modifié de nouveau par adjonction des définitions suivantes :**

«méthode de correction en fonction de la température» Méthode consistant à mesurer le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane distribué en le corrigeant en fonction de la température de référence de 15 degrés Celsius, au moyen d'un ensemble de mesurage, notamment une pompe de distribution, muni des dispositifs nécessaires pour effectuer la correction conformément aux spécifications établies aux termes de la *Loi sur les poids et mesures* (Canada). («adjusted temperature method»)

«méthode traditionnelle» Méthode consistant à mesurer le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane distribué sans le corriger en fonction de la température de référence de 15 degrés Celsius. («unadjusted temperature method»)

40. L'article 2 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 5 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(4.4) La taxe imposée par la présente loi est calculée conformément aux règles suivantes :

Measuring volume and calculating tax

(4.4) The tax imposed by this Act shall be computed in accordance with the following rules:

1. If the volume of gasoline, aviation fuel or propane is measured by the adjusted temperature method for the purpose of determining price, the volume of the gasoline, aviation fuel or propane shall be measured using that method for the purpose of computing amounts in respect of the tax imposed by this Act.
2. If the volume of gasoline, aviation fuel or propane is measured by the unadjusted temperature method for the purpose of determining price, the volume of the gasoline, aviation fuel or propane shall be measured using that method for the purpose of computing amounts in respect of the tax imposed by this Act.
3. A person who is a collector or wholesaler shall use the same method of measuring the volume of gasoline, aviation fuel or propane on all sales to the same person during the same year.

Exception

(4.5) Despite subsection (4.4), a collector or wholesaler may change to the other method of measuring the volume of gasoline, aviation fuel or propane on sales to a particular person,

Mesurage du volume et calcul de la taxe

1. Le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane est mesuré selon la méthode de correction en fonction de la température aux fins du calcul des sommes concernant la taxe imposée par la présente loi si cette méthode sert à son mesurage aux fins de l'établissement du prix.
2. Le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane est mesuré selon la méthode traditionnelle aux fins du calcul des sommes concernant la taxe imposée par la présente loi si cette méthode sert à son mesurage aux fins de l'établissement du prix.
3. Le percepteur ou le grossiste utilise la même méthode pour mesurer le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane lors de toutes les ventes conclues avec une même personne pendant la même année.

Exception

(4.5) Malgré le paragraphe (4.4), le percepteur ou le grossiste peut changer de méthode pour mesurer le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane lors des ventes conclues avec une personne donnée si les conditions suivantes sont réunies :

- (a) if a change in method is made only once; and
- (b) if the determination of the amount of tax in respect of sales after the change in method is based on volumes measured by the new method.

41. Clause 4 (3) (a) of the Act is amended by striking out “under subsection (1)” in the third line.

42. (1) Subsection 4.8 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 19, section 8, is amended by striking out “intends to take or cause to be taken outside Ontario or” in the fifth and sixth lines.

(2) Subsection 4.8 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 5 and amended by 1994, chapter 18, section 3, is further amended by striking out “subsection (1), (2) or (3)” in the second line and substituting “subsection (1) or (3)”.

43. Subsection 8 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 6 and amended by 1996, chapter 10, section 8, is further amended by inserting “interjurisdictional carrier” after “exporter” in the sixth line.

44. (1) Subsection 11 (5) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 7 and amended by 1996, chapter 10, section 11, is repealed and the following substituted:

- a) il change de méthode une seule fois;
- b) la taxe sur les ventes effectuées après le changement de méthode est calculée en fonction de volumes mesurés selon la nouvelle méthode.

41. L’alinéa 4 (3) a) de la Loi est modifié par suppression de «aux termes du paragraphe (1)» à la troisième ligne.

42. (1) Le paragraphe 4.8 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 8 du chapitre 19 des Lois de l’Ontario de 1997, est modifié par suppression de «qu’il a l’intention de sortir ou de faire sortir de l’Ontario ou» aux quatrième, cinquième et sixième lignes.

(2) Le paragraphe 4.8 (4) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 5 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1992 et tel qu’il est modifié par l’article 3 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de «paragraphe (1) ou (3)» à «paragraphe (1), (2) ou (3)» à la deuxième ligne.

43. Le paragraphe 8 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 6 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1992 et tel qu’il est modifié par l’article 8 du chapitre 10 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par insertion de «, le transporteur interterritorial» après «l’exportateur» à la sixième ligne.

44. (1) Le paragraphe 11 (5) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 7 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1992 et tel qu’il est modifié par l’article 11 du chapitre 10 des Lois de l’Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Assessment

(5) The Minister may assess or reassess tax payable by a purchaser or an interjurisdictional carrier or any penalty that the Minister may assess against any person under the Act within four years after the date on which the tax becomes payable.

(2) Subsection 11 (5.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 7 and amended by 1996, chapter 10, section 11, is repealed and the following substituted:

Same

(5.1) Despite subsection (5), the Minister may assess or reassess tax payable or a penalty described in that subsection at any time the Minister considers reasonable if the Minister establishes that, in making a return or in supplying or omitting to disclose information in respect of tax under the Act, the purchaser or interjurisdictional carrier has made a misrepresentation that is attributable to neglect, care-

Cotisation

(5) Le ministre peut établir une cotisation ou une nouvelle cotisation à l’égard de la taxe payable par un acheteur ou un transporteur interterritorial ou de toute pénalité qu’il peut imposer à une personne aux termes de la Loi dans les quatre ans de la date où cette taxe devient payable.

(2) Le paragraphe 11 (5.1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 7 du chapitre 9 des Lois de l’Ontario de 1992 et tel qu’il est modifié par l’article 11 du chapitre 10 des Lois de l’Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(5.1) Malgré le paragraphe (5), le ministre peut, au moment qu’il estime raisonnable, établir une cotisation ou une nouvelle cotisation à l’égard de la taxe payable ou d’une pénalité visées à ce paragraphe s’il détermine que l’acheteur ou le transporteur interterritorial a fait une affirmation inexacte imputable à la négligence, à un manque d’attention ou à une omission volontaire ou a commis une fraude

lessness or wilful default or has committed a fraud.

(3) Subsection 11 (16) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 7, is amended by striking out “three years” in the fourth line and substituting “four years”.

45. (1) Clause 12 (2) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 3, is amended by striking out “and” at the end of subclause (iii) and by adding the following subclause:

- (iii.1) all amounts paid on behalf of the Minister under section 28.2 or received under that section in respect of tax paid, to the extent that the Minister subsequently disallows the amounts in respect of a period before that date, and

(2) Clause 12 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 3, is amended by striking out “and” at the end of subclause (ii) and by adding the following subclause:

- (ii.1) all amounts paid on behalf of the Minister under section 28.2 before that date or received under that section in respect of tax paid before that date, and

46. (1) Subsection 13 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 8 and amended by 1997, chapter 19, section 8, is repealed.

(2) Subsection 13 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) A person who objects under subsection (1) may, within 180 days from the day on which the penalty for which no assessment has been made is paid, or from the day of mailing of the notice of assessment or statement of disallowance, serve on the Minister a notice of objection in the form approved by the Minister.

(3) Subsection 13 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 8, is repealed and the following substituted:

- (3) The notice of objection shall,

soit en remplissant une déclaration, soit en communiquant ou en omettant de divulguer des renseignements à l'égard de la taxe visée par la présente loi.

(3) Le paragraphe 11 (16) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 7 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «quatre ans» à «trois ans» aux troisième et quatrième lignes.

45. (1) L'alinéa 12 (2) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (iii.1) de toutes les sommes payées pour le compte du ministre en vertu de l'article 28.2 ou reçues en vertu de cet article à l'égard de la taxe payée, dans la mesure où le ministre refuse ensuite ces sommes à l'égard d'une période antérieure à cette date,

(2) L'alinéa 12 (2) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (ii.1) de toutes les sommes payées pour le compte du ministre en vertu de l'article 28.2 avant cette date ou reçues en vertu de cet article à l'égard de la taxe payée avant cette date,

46. (1) Le paragraphe 13 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 8 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé.

(2) Le paragraphe 13 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La personne qui présente une opposition en vertu du paragraphe (1) peut, dans les 180 jours de la date du paiement de la pénalité à l'égard de laquelle aucune cotisation n'a été établie ou de la mise à la poste de l'avis de cotisation ou de la déclaration de refus, signifier au ministre un avis d'opposition rédigé selon la formule qu'il approuve.

(3) Le paragraphe 13 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 8 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (3) L'avis d'opposition fait ce qui suit :

Notice of  
objection

Avis  
d'opposition

Facts and  
reasons to be  
given

Faits et  
motifs



	<p>(a) clearly describe each issue raised by way of objection; and</p> <p>(b) fully set out the facts and reasons relied on by the person in respect of each issue.</p>	<p>a) il énonce clairement chaque question à laquelle s'oppose la personne;</p> <p>b) il énonce tous les faits et motifs qu'invoque la personne à l'égard de chaque question.</p>	
Same	<p>(4) If a notice of objection does not fully set out the facts and reasons relied on by the person in respect of an issue, the Minister may in writing request the person to provide the information, and the person shall be deemed to have complied with clause (3) (b) in respect of the issue if the person provides the information to the Minister in writing within 60 days after the day the request is made by the Minister.</p>	<p>(4) Si l'avis d'opposition n'énonce pas tous les faits et motifs qu'invoque la personne à l'égard d'une question, le ministre peut demander par écrit à celle-ci de fournir les renseignements. La personne est réputée s'être conformée à l'alinéa (3) b) à l'égard de la question si elle fournit les renseignements au ministre par écrit dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle le ministre les lui a demandés.</p>	Idem
Service	<p>(5) A notice of objection under this section shall be served by being sent by registered mail addressed to the Minister or by such other method as the Minister may prescribe.</p>	<p>(5) L'avis d'opposition prévu au présent article est signifié au ministre par courrier recommandé ou par tout autre mode que prescrit le ministre.</p>	Signification
Computation of time	<p>(6) For the purpose of calculating the number of days mentioned in subsection (2), (4) or 14 (1), the day on which a notice of assessment or a statement of disallowance referred to in subsection (2) is mailed, a request is made under subsection (4) or a notice is given under subsection (7) is the date stated in the notice, statement or request.</p>	<p>(6) Aux fins du calcul du nombre de jours mentionné au paragraphe (2), (4) ou 14 (1), le jour de la mise à la poste de l'avis de cotisation ou de la déclaration de refus visé au paragraphe (2), de la présentation de la demande prévue au paragraphe (4) ou de la remise de l'avis prévu au paragraphe (7) est la date qui est indiquée dans l'avis, la déclaration ou la demande.</p>	Calcul du nombre de jours
Reconsideration	<p>(7) Upon receipt of a notice of objection, the Minister shall with all due dispatch reconsider and vacate, confirm or vary the assessment, statement of disallowance or penalty, or reassess, and the Minister shall give the person written notice of the action taken by the Minister.</p>	<p>(7) Dès qu'il reçoit l'avis d'opposition, le ministre réexamine avec toute la diligence possible la cotisation, la déclaration de refus ou la pénalité et soit l'annule, la confirme ou la modifie, soit établit une nouvelle cotisation. Il avise la personne par écrit des mesures qu'il prend.</p>	Réexamen
Limitation	<p>(8) A person shall not raise, by way of objection under this section to a statement or reassessment or to a variation of an assessment, penalty or statement under subsection (7), any issue that the person is not entitled to raise by way of appeal under section 14 in respect of the statement or reassessment or of a variation of the assessment, penalty or statement.</p>	<p>(8) Une personne ne peut soulever, lorsqu'elle s'oppose en vertu du présent article à une déclaration signifiée ou une nouvelle cotisation établie ou à une cotisation, pénalité ou déclaration modifiée aux termes du paragraphe (7), une question qu'elle n'a pas le droit de soulever dans l'appel de la déclaration ou de la nouvelle cotisation ou de la cotisation, pénalité ou déclaration modifiée qu'elle peut interjeter en vertu de l'article 14.</p>	Restriction
	<p>47. (1) Subsection 14 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 9, is amended by striking out "subsection 13 (3)" in the second line and at the end and substituting in each case "subsection 13 (7)".</p>	<p>47. (1) Le paragraphe 14 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 9 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «paragraphe 13 (7)» à «paragraphe 13 (3)» à la deuxième ligne et à la douzième ligne.</p>	
	<p>(2) Subsection 14 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 19, section 8, is repealed and the following substituted:</p>	<p>(2) Le paragraphe 14 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>	
Appeal, how instituted	<p>(2) An appeal to the Ontario Court (General Division) shall be instituted by,</p>	<p>(2) L'appel est interjeté devant la Cour de l'Ontario (Division générale) comme suit :</p>	Procédure d'appel

	<p>(a) filing a notice of appeal with the court in the form approved by the Minister;</p> <p>(b) paying a fee to the court in the same amount and manner as the fee payable under regulations made under the <i>Administration of Justice Act</i> on the issue of a statement of claim; and</p> <p>(c) serving on the Minister a copy of the notice of appeal as filed.</p>	<p>a) en déposant auprès du tribunal un avis d'appel rédigé selon la formule qu'approuve le ministre;</p> <p>b) en payant au tribunal des frais selon le même montant et les mêmes modalités que les frais payables aux termes de règlements pris en application de la <i>Loi sur l'administration de la justice</i> lors de la délivrance d'une déclaration;</p> <p>c) en signifiant au ministre une copie de l'avis d'appel qui a été déposé.</p>	
Limitation	(2.1) A person is entitled to raise by way of appeal only those issues raised by the person in a notice of objection to the assessment, statement or penalty being appealed and in respect of which the person has complied or was deemed to have complied with subsection 13 (3).	(2.1) Une personne n'a le droit de soulever, par voie d'appel, que les questions qu'elle soulève dans un avis d'opposition à la cotisation, à la déclaration ou à la pénalité qui est portée en appel et à l'égard desquelles elle s'est conformée ou est réputée s'être conformée au paragraphe 13 (3).	Restriction
Exception	(2.2) Despite subsection (2.1), a person may raise by way of appeal an issue forming the basis of a reassessment or of a variation of assessment, statement or penalty under subsection 13 (7) if the issue was not part of the assessment, statement of disallowance or payment of penalty with respect to which the person served the notice of objection.	(2.2) Malgré le paragraphe (2.1), une personne peut soulever, par voie d'appel, une question sur laquelle se fonde une nouvelle cotisation établie ou une cotisation, déclaration ou pénalité modifiée aux termes du paragraphe 13 (7) si la question ne faisait pas partie de la cotisation, de la déclaration de refus ou de la pénalité à payer à l'égard de laquelle elle a signifié l'avis d'opposition.	Exception
Application, subss. (2.1) and (2.2)	(2.3) Subsections (2.1) and (2.2) apply only in respect of appeals in respect of which the period of 90 days referred to in subsection (1) begins after December 31, 1998.	(2.3) Les paragraphes (2.1) et (2.2) ne s'appliquent qu'à l'égard des appels à l'égard desquels la période de 90 jours visée au paragraphe (1) commence après le 31 décembre 1998.	Application des par. (2.1) et (2.2)
Waived right of objection or appeal	(2.4) Despite subsection (1), no person shall institute an appeal under this section to have an assessment, penalty or statement vacated or varied in respect of an issue for which the right of objection or appeal has been waived in writing by or on behalf of the person.	(2.4) Malgré le paragraphe (1), aucune personne ne doit interjeter d'appel en vertu du présent article en vue de faire annuler ou modifier une cotisation, une pénalité ou une déclaration en ce qui concerne une question à l'égard de laquelle la personne ou son représentant a renoncé par écrit au droit d'opposition ou d'appel.	Renonciation au droit d'opposition ou d'appel
	<b>48. The Act is amended by adding the following section:</b>	<b>48. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</b>	
Trust for moneys collected	<b>18. (1)</b> Any amount collected or collectable as or on account of tax under this Act by a collector or registered importer shall be deemed, despite any security interest in the amount so collected or collectable, to be held in trust for Her Majesty in right of Ontario and separate and apart from the person's property and from property held by any secured creditor that but for the security interest would be the person's property and shall be paid over by the person in the manner and at the time provided under this Act and the regulations.	<b>18. (1)</b> Les sommes perçues ou percevables au titre de la taxe par un percepateur ou un importateur inscrit aux termes de la présente loi sont réputées, malgré toute sûreté les grevant, détenues en fiducie pour Sa Majesté du chef de l'Ontario, séparées des biens de la personne et des biens que détient son créancier garanti et qui, en l'absence de la sûreté, seraient ceux de la personne. La personne remet ces sommes de la manière et au moment prévus par la présente loi et les règlements.	Fiducie
Extension of trust	(2) Despite any other provision of this or any other Act, where at any time an amount deemed by subsection (1) to be held in trust is not paid as required under this Act, property of the collector or registered importer and	(2) Malgré toute autre disposition de la présente loi ou de toute autre loi, en cas de non-versement, contrairement à la présente loi, d'une somme qui est réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), les biens du	Non-versement

property held by any secured creditor of the collector or registered importer that but for a security interest would be property of the collector or registered importer, equal in value to the amount so deemed to be held in trust shall be deemed,

- (a) to be held, from the time the amount was collected or collectable by the collector or registered importer, separate and apart from the property of the collector or registered importer in trust for Her Majesty in right of Ontario whether or not the property is subject to a security interest; and
- (b) to form no part of the estate or property of the collector or registered importer from the time the amount was so collected or collectable whether or not the property has in fact been kept separate and apart from the estate or property of the collector or registered importer and whether or not the property is subject to such security interest.

Same

(3) The property described in subsection (2) shall be deemed to be beneficially owned by Her Majesty in right of Ontario despite any security interest in such property or in the proceeds of such property, and the proceeds of such property shall be paid to the Minister in priority to all such security interests.

Exception

(4) This section and subsection 20 (2.1) do not apply in proceedings to which the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) or the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada) applies.

Minister's certificate

(5) Every person who, as assignee, liquidator, administrator, receiver, receiver-manager, secured or unsecured creditor or agent of the creditor, trustee or other like person, other than a trustee appointed under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), takes control or possession of the property of any collector or registered importer shall, before distributing such property or the proceeds from the realization thereof under that person's control, obtain from the Minister a certificate that the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties payable by the collector or registered importer, has been paid or that security acceptable to the Minister has been given.

No distribution without Minister's certificate

(6) Any person described in subsection (5) who distributes any property described in that subsection or the proceeds of the realization thereof without having obtained the certificate required by that subsection is personally liable to Her Majesty in right of Ontario for an

percepteur ou de l'importateur inscrit et les biens que détient son créancier garanti et qui, en l'absence d'une sûreté, seraient ceux du percepteur ou de l'importateur inscrit, d'une valeur égale à cette somme sont réputés :

- a) d'une part, détenus en fiducie pour Sa Majesté du chef de l'Ontario, à compter du moment où la somme a été perçue ou était percevable par le percepteur ou l'importateur inscrit, séparés des propres biens du percepteur ou de l'importateur inscrit, qu'ils soient ou non grevés d'une sûreté;
- b) d'autre part, ne pas faire partie du patrimoine ou des biens du percepteur ou de l'importateur inscrit à compter du moment où la somme a été perçue ou était percevable ainsi, que ces biens aient été ou non tenus séparés du patrimoine ou des propres biens du percepteur ou de l'importateur inscrit et qu'ils soient ou non grevés d'une telle sûreté.

Idem

(3) Les biens visés au paragraphe (2) sont réputés des biens dont Sa Majesté du chef de l'Ontario est propriétaire bénéficiaire malgré toute sûreté les grevant ou grevant le produit en découlant. Ce produit est versé au ministre par priorité sur une telle sûreté.

Exception

(4) Le présent article et le paragraphe 20 (2.1) ne s'appliquent pas aux instances auxquelles s'applique la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) ou la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada).

Certificat du ministre

(5) La personne qui, à titre de cessionnaire, de liquidateur, d'administrateur, de séquestre, d'administrateur-séquestre, de créancier garanti ou non garanti ou de mandataire du créancier, du fiduciaire ou d'une autre personne semblable, à l'exclusion d'un syndic nommé en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), assume le contrôle ou prend possession des biens du percepteur ou de l'importateur inscrit obtient du ministre, avant de distribuer ces biens ou le produit de leur réalisation, un certificat attestant que la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et les pénalités payables par le percepteur ou l'importateur inscrit, a été payée ou qu'une garantie jugée suffisante par le ministre a été fournie à ce titre.

Aucune distribution sans certificat du ministre

(6) Toute personne visée au paragraphe (5) qui distribue des biens visés à ce paragraphe ou le produit de leur réalisation sans avoir obtenu le certificat exigé par le même paragraphe est personnellement tenue de verser à Sa Majesté du chef de l'Ontario une somme



amount equal to the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties payable by the collector or registered importer.

Notice to be given

(7) The person described in subsection (5) shall, within 30 days from the date of that person's assumption of possession or control give written notice thereof to the Minister.

Minister to advise of indebtedness

(8) As soon as practicable after receiving such notice, the Minister shall advise the person described in subsection (5) of the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties thereon.

Definitions

(9) In this section and in subsection 20 (2.1),

“secured creditor” means a person who has a security interest in the property of another person or who acts for or on behalf of that person with respect to the security interest, and includes a trustee appointed under a trust deed relating to a security interest, a receiver or receiver-manager appointed by a secured creditor or by a court on the application of a secured creditor and any other person performing a similar function; (“créancier garanti”)

“security interest” means any interest in property that secures payment or performance of an obligation, and includes an interest created by or arising out of a debenture, mortgage, lien, pledge, charge, deemed or actual trust, assignment or encumbrance of any kind whatsoever or whenever arising, created or deemed to arise or otherwise provided for, but does not include a security interest prescribed by the Minister as one to which this section does not apply. (“sûreté”)

Application

(10) This section, subsection 19.1 (11.1) and clause 25.1 (2) (b) apply in respect of any tax collected or collectable by a collector or registered importer on or after January 1, 1999, whether or not the security interest was acquired before that date.

**49. Section 19.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 3, is amended by adding the following subsection:**

Effect of deemed trust

(11.1) The registration of a notice of lien and charge under this section does not affect the operation of section 18 and applies to secure any liability of a taxpayer in addition to any deemed trust under that section.

**50. Section 20 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 13 and 1994, chapter 18, section 3, is further amended by adding the following subsections:**

égale à la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et pénalités payables par le percepteur ou l'importateur inscrit.

(7) La personne visée au paragraphe (5) donne au ministre, dans les 30 jours de la date à laquelle elle a pris possession ou assumé le contrôle des biens, un avis écrit à cet effet.

Avis obligatoire

(8) Dès que possible après avoir reçu cet avis, le ministre avise la personne visée au paragraphe (5) de la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et les pénalités qui s'y rapportent.

Avis du ministre

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et au paragraphe 20 (2.1).

Définitions

«créancier garanti» Personne qui détient une sûreté sur le bien d'une autre personne ou qui est mandataire de cette personne quant à cette sûreté, y compris un fiduciaire désigné dans un acte de fiducie portant sur la sûreté, un séquestre ou administrateur-séquestre nommé par un créancier garanti ou par un tribunal à la demande d'un créancier garanti ou une autre personne dont les fonctions sont semblables à celles de l'une de ces personnes. («secured creditor»)

«sûreté» Intérêt sur un bien qui garantit le paiement d'une dette ou l'exécution d'une obligation, y compris un intérêt né ou découlant d'une débiteure, d'une hypothèque, d'un privilège, d'un nantissement, d'une fiducie réputée ou réelle et d'une cession quelle qu'en soit la nature ou à quelque date qu'elle soit créée, réputée exister ou prévue par ailleurs, à l'exclusion d'une sûreté que le ministre prescrit comme n'étant pas assujettie au présent article. («security interest»)

(10) Le présent article, le paragraphe 19.1 (11.1) et l'alinéa 25.1 (2) b) s'appliquent à l'égard de toute taxe perçue ou percevable par un percepteur ou un importateur inscrit le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ou après cette date, que la sûreté ait été acquise ou non avant cette date.

Application

**49. L'article 19.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

(11.1) L'enregistrement de l'avis de privilège et de sûreté réelle prévu au présent article n'a pas pour effet de porter atteinte à l'application de l'article 18 et sert à garantir toute obligation d'un contribuable en plus de toute fiducie réputée aux termes de cet article.

Effet de la fiducie réputée

**50. L'article 20 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 13 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié**

**de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :**

Same

(2.1) Despite any provision of this or any other Act, where the Minister has knowledge or suspects that within 90 days a person is, or is about to become, indebted or liable to make any payment to,

- (a) a person whose property is subject to the deemed trust created by subsection 18 (1); or
- (b) a secured creditor who has a right to receive the payment that, but for a security interest in favour of the secured creditor, would be payable to the person referred to in clause (a),

the Minister may by ordinary mail or by demand served personally, require the first-named person to pay forthwith to the Minister on account of the liability of the person referred to in clause (a) all or part of the money that would otherwise be paid, and any such payment shall become the property of Her Majesty in right of Ontario despite any security interest in it and shall be paid to the Minister in priority to any such security interest.

Same

(2.2) Subsection (2.1) applies to amounts that become subject to a deemed trust under subsection 18 (1) on or after January 1, 1999, whether or not the security interest was acquired before that date.

**51. Subsection 21 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 14, is amended by striking out “three years” in the ninth line and substituting “four years”.**

**52. Clauses 23 (1) (b) and (c) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 16 and amended by 1996, chapter 10, section 14, are repealed and the following substituted:**

- (b) to evade payment of a tax imposed by this Act, destroys, alters, mutilates, hides or otherwise disposes of the records or books of account of a purchaser, person liable to pay tax under subsection 2 (4.1), retailer, wholesaler, collector, importer, exporter, interjurisdictional carrier or interjurisdictional transporter;
- (c) makes, assents to or acquiesces in the making of false or deceptive entries or omits, assents to or acquiesces in the omission to enter a material particular

Idem

(2.1) Malgré toute disposition de la présente loi ou d'une autre loi, si le ministre sait ou soupçonne que, dans les 90 jours, une personne sera endettée envers l'une ou l'autre des personnes suivantes ou sera sur le point de l'être ou devra lui verser un paiement :

- a) une personne dont les biens sont assujettis à la fiducie réputée créée par le paragraphe 18 (1);
- b) un créancier garanti qui a droit au paiement qui, en l'absence de la sûreté en sa faveur, devrait être fait à la personne visée à l'alinéa a),

le ministre peut, par courrier ordinaire ou par demande signifiée à personne, exiger que la personne mentionnée en premier lieu lui verse sans délai, au titre de la dette de la personne mentionnée à l'alinéa a), la totalité ou une partie des sommes d'argent qui seraient normalement payées. Ce paiement est acquis à Sa Majesté du chef de l'Ontario malgré toute sûreté le grevant et est fait au ministre par priorité sur toute autre sûreté.

Idem

(2.2) Le paragraphe (2.1) s'applique aux sommes qui deviennent assujetties à une fiducie réputée visée au paragraphe 18 (1) le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ou après cette date, que la sûreté ait été acquise ou non avant cette date.

**51. Le paragraphe 21 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 14 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de « quatre ans » à « trois ans » à la huitième ligne.**

**52. Les alinéas 23 (1) b) et c) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 16 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tels qu'ils sont modifiés par l'article 14 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**

- b) détruit, altère, mutile, cache ou élimine de toute autre façon les dossiers ou les livres de comptes d'un acheteur, d'une personne redevable de la taxe prévue au paragraphe 2 (4.1), d'un détaillant, d'un grossiste, d'un perceuteur, d'un importateur, d'un exportateur, d'un transporteur interterritorial ou d'un agent interterritorial dans le but d'éviter le paiement d'une taxe imposée par la présente loi;
- c) fait, dans un dossier ou un livre de comptes d'un acheteur, d'une personne redevable de la taxe prévue au paragraphe 2 (4.1), d'un détaillant, d'un gros-

in records or books of account of a purchaser, person liable to pay tax under subsection 2 (4.1), retailer, wholesaler, collector, importer, exporter, interjurisdictional carrier or interjurisdictional transporter.

**53. Clause 25.1 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 18, is repealed and the following substituted:**

- (b) the corporation becomes subject to a proceeding to which section 18 applies and a claim is made under that section during the period beginning on the date on which the Minister should have been advised of the commencement of those proceedings and ending on the date that is six months after the remaining property of the collector or registered importer has been finally disposed of.

**54. Subsection 28 (4) of the Act is amended by striking out “three years” in the third line and in the seventh line and substituting in each case “four years”.**

**55. The Act is amended by adding the following section:**

**28.2 (1)** An eligible retailer who purchases gasoline measured by the adjusted temperature method and sells it measured by the unadjusted temperature method may apply to the Minister to receive an amount calculated in the manner directed by the Minister in respect of the amount the retailer paid to the collector or wholesaler (from whom the gasoline is purchased) on account of tax in respect of the gasoline.

(2) An eligible wholesaler who is not designated a collector and who purchases gasoline measured by the adjusted temperature method and sells it measured by the unadjusted temperature method may apply to the Minister to receive an amount calculated in the manner directed by the Minister in respect of the amount the wholesaler paid to the collector (from whom the gasoline is purchased) on account of tax in respect of the gasoline.

(3) The application shall be made on the form and in the manner approved by the Minister and shall be given to the collector or wholesaler from whom the person purchases the gasoline.

(4) Upon the Minister's request, the applicant shall give the Minister evidence satisfactory to the Minister to prove that the applicant is entitled under this section to the amount for which the application is made.

siste, d'un perceuteur, d'un importateur, d'un exportateur, d'un transporteur interterritorial ou d'un agent interterritorial, des inscriptions fausses ou trompeuses, ou y consent ou y acquiesce, ou omet d'y inscrire un détail important, ou consent ou acquiesce à cette omission.

**53. L'alinéa 25.1 (2) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 18 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

- b) la personne morale est assujettie à une instance à laquelle s'applique l'article 18 et une demande a été présentée aux termes de cet article entre la date à laquelle le ministre aurait dû être avisé de l'introduction de cette instance et la date qui tombe six mois après la disposition définitive des biens restants du perceuteur ou de l'importateur inscrit.

**54. Le paragraphe 28 (4) de la Loi est modifié par substitution de « quatre ans » à « trois ans » à la troisième et à la septième ligne.**

**55. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**28.2 (1)** Le détaillant admissible qui achète de l'essence mesurée selon la méthode de correction en fonction de la température et la vend mesurée selon la méthode traditionnelle peut demander au ministre de recevoir une somme calculée selon la directive du ministre à l'égard de la somme qu'il a payée au perceuteur ou au grossiste (à qui il a acheté de l'essence) au titre de la taxe sur l'essence.

(2) Le grossiste admissible qui n'est pas désigné comme perceuteur et qui achète de l'essence mesurée selon la méthode de correction en fonction de la température et la vend mesurée selon la méthode traditionnelle peut demander au ministre de recevoir une somme calculée selon la directive du ministre à l'égard de la somme qu'il a payée au perceuteur (à qui il a acheté de l'essence) au titre de la taxe sur l'essence.

(3) La demande est rédigée selon la formule et de la manière qu'approuve le ministre et est remise au perceuteur ou au grossiste à qui la personne achète l'essence.

(4) À la demande du ministre, l'auteur de la demande lui fournit une preuve de nature à le convaincre qu'il a droit, aux termes du présent article, à la somme demandée.

Application  
by eligible  
retailer

Application  
by eligible  
wholesaler

Same

Evidence of  
entitlement

Demande du  
détaillant  
admissible

Demande du  
grossiste  
admissible

Idem

Preuve du  
droit



Payment on behalf of Minister

(5) The collector or wholesaler may make the payment to the applicant on behalf of the Minister at the time of purchase of the gasoline and shall do so in a manner approved by the Minister.

(5) Le percepteur ou le grossiste peut faire le paiement à l'auteur de la demande pour le compte du ministre à l'achat de l'essence et le fait de la façon qu'approuve celui-ci.

Paiement pour le compte du ministre

Termination of authority to make payments

(6) The Minister may, by notice in writing, require a collector or wholesaler to cease making payments under this section or to cease making payments under this section to persons named in the notice, and the collector or wholesaler shall comply with the notice in accordance with its terms.

(6) Le ministre peut, par avis écrit, exiger qu'un percepteur ou un grossiste cesse de faire des paiements en vertu du présent article ou cesse d'en faire aux personnes nommées dans l'avis. Le percepteur ou le grossiste se conforme aux termes de l'avis.

Révocation du pouvoir de faire des paiements

Collector may reduce amounts transmitted

(7) A collector may reduce the amounts required to be transmitted to the Minister under subsection 9 (1) by the amount of the payments made by the collector on behalf of the Minister under this section, until the collector receives notice from the Minister that the Minister has determined that all or part of an amount paid under this section is disallowed as an amount that was not properly payable under this section.

(7) Un percepteur peut déduire les paiements qu'il a faits pour le compte du ministre en vertu du présent article des sommes qu'il doit lui remettre aux termes du paragraphe 9 (1), jusqu'à ce qu'il reçoive du ministre un avis selon lequel celui-ci a décidé de refuser la totalité ou une partie d'une somme payée en vertu du présent article parce que son paiement n'était pas légitime en vertu du présent article.

Réduction des sommes remises

Collection of amounts paid

(8) If the Minister notifies a collector that an amount paid by the collector on behalf of the Minister under this section is disallowed by the Minister, the amount shall be deemed to be tax payable under this Act that the collector is required to remit to the Minister at the time indicated in the notice.

(8) Si le ministre avise un percepteur qu'il a refusé une somme que celui-ci a payée pour son compte en vertu du présent article, la somme est réputée une taxe payable aux termes de la présente loi que le percepteur est tenu de remettre au ministre au moment indiqué dans l'avis.

Perception de sommes payées

Wholesaler may apply for reimbursement

(9) If a wholesaler who is not designated a collector has paid an amount under this section to an eligible retailer or an eligible wholesaler, the wholesaler may apply to the Minister, in the manner directed by the Minister, to be reimbursed for the amount paid.

(9) Le grossiste qui n'est pas désigné comme percepteur et qui a payé une somme en vertu du présent article à un détaillant admissible ou à un grossiste admissible peut en demander le remboursement au ministre, de la manière qu'ordonne celui-ci.

Demande de remboursement du grossiste

Application under s. 28

(10) Despite subsection (1) or (2), the Minister may require an eligible retailer or an eligible wholesaler to apply under section 28 to receive amounts otherwise payable under this section; if the Minister does so, no application may be made under this section in respect of those amounts.

(10) Malgré le paragraphe (1) ou (2), le ministre peut exiger qu'un détaillant admissible ou un grossiste admissible présente une demande visée à l'article 28 pour recevoir des sommes payables par ailleurs en vertu du présent article, auquel cas aucune demande ne peut être présentée en vertu du présent article à l'égard de ces sommes.

Demande présentée en vertu de l'art. 28

Same

(11) For the purposes of an application under section 28 that is required by the Minister under this section, amounts otherwise payable under this section shall be deemed to be overpayments.

(11) Aux fins d'une demande visée à l'article 28 qu'exige le ministre en vertu du présent article, les sommes payables par ailleurs en vertu du présent article sont réputées des paiements en trop.

Idem

Definitions

(12) In this section,

(12) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

“eligible retailer” means a retailer who is an eligible retailer under the prescribed rules; (“détaillant admissible”)

«détaillant admissible» Le détaillant qui est un détaillant admissible aux termes des règles prescrites. («eligible retailer»)

“eligible wholesaler” means a wholesaler who is an eligible wholesaler under the prescribed rules. (“grossiste admissible”)

«grossiste admissible» Le grossiste qui est un grossiste admissible aux termes des règles prescrites. («eligible wholesaler»)

56. The French version of section 29 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario,

56. La version française de l'article 29 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'arti-

1992, chapter 9, section 20, is amended by striking out “substantiel” in the fifth line and substituting “important”.

57. Section 33 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 13, section 8, 1992, chapter 9, section 22, 1994, chapter 18, section 3, 1996, chapter 10, section 15 and 1997, chapter 19, section 8, is further amended by adding the following section:

(2.1) A regulation made under clause (2) (i) may be general or particular in its application and may be limited to specific types of collectors, registered importers, wholesalers or retailers.

#### COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

58. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) The following provisions shall be deemed to have come into force on December 1, 1996:

1. Subsections 1 (1) and (9).
2. Subsection 2 (1).
3. Subsection 23 (1).
4. Sections 24, 33, 39, 40, 45 and 55.

(3) The following provisions come into force on January 1, 1999:

1. Subsections 1 (2) and (4), 8 (2) and 16 (1).
2. Section 17.
3. Subsections 26 (4) and 30 (2).
4. Sections 31 and 37.
5. Subsection 38 (2).

59. The short title of this Act is the *Fuel and Gasoline Tax Amendment Act, 1998*.

cle 20 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifiée par substitution de «important» à «substantiel» à la cinquième ligne.

57. L'article 33 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 22 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 15 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 8 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Les règlements pris en application de l'alinéa (2) i) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent être limités à des genres précis de percepteurs, d'importateurs inscrits, de grossistes ou de détaillants.

#### ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

58. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les dispositions suivantes sont réputées être entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1996 :

1. Les paragraphes 1 (1) et (9).
2. Le paragraphe 2 (1).
3. Le paragraphe 23 (1).
4. Les articles 24, 33, 39, 40, 45 et 55.

(3) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 :

1. Les paragraphes 1 (2) et (4), 8 (2) et 16 (1).
2. L'article 17.
3. Les paragraphes 26 (4) et 30 (2).
4. Les articles 31 et 37.
5. Le paragraphe 38 (2).

59. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 modifiant la Loi de la taxe sur les carburants et la Loi de la taxe sur l'essence*.

General or  
specific

Commence-  
ment

Same

Same

Short title

Portée  
générale ou  
particulière

Entrée en  
vigueur

Idem

Idem

Titre abrégé











2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 74

*(Chapter 30  
Statutes of Ontario, 1998)*

### An Act to amend the Fuel Tax Act and the Gasoline Tax Act

**The Hon. C. Hodgson**  
Chair of the Management Board of Cabinet

1st Reading	October 28, 1998
2nd Reading	November 5, 1998
3rd Reading	December 16, 1998
Royal Assent	December 18, 1998

## Projet de loi 74

*(Chapitre 30  
Lois de l'Ontario de 1998)*

### Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants et la Loi de la taxe sur l'essence

**L'honorable C. Hodgson**  
Président du Conseil de gestion du gouvernement

1 <sup>re</sup> lecture	28 octobre 1998
2 <sup>e</sup> lecture	5 novembre 1998
3 <sup>e</sup> lecture	16 décembre 1998
Sanction royale	18 décembre 1998







## An Act to amend the Fuel Tax Act and the Gasoline Tax Act

## Loi modifiant la Loi de la taxe sur les carburants et la Loi de la taxe sur l'essence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

### FUEL TAX ACT

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Fuel Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996, chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definition:

“adjusted temperature method” means the method of measuring the dispensed volume of fuel by adjusting the volume to the volume at a reference temperature of 15 degrees Celsius, by means of a dispensing pump or other metering assembly that is equipped to effect the adjustment in accordance with the specifications established under the *Weights and Measures Act* (Canada). (“méthode de correction en fonction de la température”)

(2) The definitions of “clear fuel”, “coloured fuel”, “colouring” and “colour” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“clear fuel” means fuel that contains no dye or less dye than the minimum quantity established by the Minister; (“carburant incolore”)

“coloured fuel” means fuel which contains dye in a quantity greater than or equal to the amount established by the Minister; (“carburant coloré”)

“colouring” and “colour” mean, in respect of fuel, the addition to the fuel of dye in the proportion established by the Minister by a person authorized to do so by the Minister. (“coloration”, “colorer”)

(3) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

### LOI DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de la taxe sur les carburants*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«méthode de correction en fonction de la température» Méthode consistant à mesurer le volume de carburant distribué en le corrigeant en fonction de la température de référence de 15 degrés Celsius, au moyen d'un ensemble de mesurage, notamment une pompe de distribution, muni des dispositifs nécessaires pour effectuer la correction conformément aux spécifications établies aux termes de la *Loi sur les poids et mesures* (Canada). («adjusted temperature method»)

(2) Les définitions de «carburant coloré», «carburant incolore», «coloration» et «colorer» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«carburant coloré» Carburant qui contient une quantité de colorant égale ou supérieure à la quantité que fixe le ministre. («coloured fuel»)

«carburant incolore» Carburant libre de colorant ou qui contient une quantité de colorant inférieure à la quantité minimale que fixe le ministre. («clear fuel»)

«coloration» et «colorer» À l'égard du carburant, s'entend de l'addition, au carburant, de la quantité de colorant que fixe le ministre par la personne qu'il autorise. («colouring», «colour»)

(3) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et

chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definition:

“distributor” means a person who sells special products only and who is designated as a distributor by the Minister. (“distributeur”)

(4) The definition of “dye” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“dye” means chemical substances that are approved by the Minister for the purpose of blending with fuel to make coloured fuel. (“colorant”)

(5) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996, chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definition:

“facility” means a facility that is owned or operated by a distributor and that meets the requirements set out in the regulations. (“installation”)

(6) The definition of “fuel” in subsection 1 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

“fuel” means any gas or liquid that may be used for the purpose of generating power by internal combustion, and includes any special product or any substance added to the gas or liquid, but does not include,

(7) The definition of “registered dyer” in subsection 1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, is repealed and the following substituted:

“registered dyer” means a collector or distributor who holds a certificate of registration under the Act as a dyer. (“préposé à la coloration inscrit”)

(8) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996, chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definitions:

“special products” means products prescribed by the Minister as special products; (“produits spéciaux”)

par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«distributeur» La personne qui ne vend que des produits spéciaux et que le ministre désigne comme tel. («distributor»)

(4) La définition de «colorant» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«colorant» Substance chimique destinée à être mélangée au carburant pour donner du carburant coloré, qu'approuve le ministre. («dye»)

(5) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«installation» Installation dont un distributeur est le propriétaire ou l'exploitant et qui satisfait aux exigences énoncées dans les règlements. («facility»)

(6) La définition de «carburant» au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée de nouveau par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifiée par substitution de ce qui suit au passage précédant l'alinéa a) :

«carburant» Gaz ou liquide qui peut être utilisé pour produire de l'énergie par combustion interne, y compris tout produit spécial ou toute substance qui y est additionné, à l'exclusion toutefois des produits suivants :

(7) La définition de «préposé à la coloration inscrit» au paragraphe 1 (1) de la Loi, telle qu'elle est adoptée par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«préposé à la coloration inscrit» Percepteur ou distributeur qui est titulaire d'un certificat d'inscription à ce titre délivré aux termes de la présente loi. («registered dyer»)

(8) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction des définitions suivantes :

«carburant non autorisé» Carburant qui a été acquis exempt de taxe dans le territoire d'une autre autorité législative et qui contient une matière qui colore le carburant de quelque manière que ce soit, que la colora-



“unauthorized fuel” means fuel that has been acquired exempt from tax in another jurisdiction and that contains a substance that colours the fuel in any manner, whether or not the colouring has been carried out in accordance with the Act; (“carburant non autorisé”)

(9) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 1, 1994, chapter 18, section 2 and 1996, chapter 10, section 1, is further amended by adding the following definition:

“unadjusted temperature method” means a method of measuring the dispensed volume of fuel that does not adjust the volume to the volume at a reference temperature of 15 degrees Celsius. (“méthode traditionnelle”)

2. (1) Section 2 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 2 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by adding the following subsections:

(4.1) The tax imposed by this Act shall be computed in accordance with the following rules:

1. If the volume of fuel is measured by the adjusted temperature method for the purpose of determining price, the volume of the fuel shall be measured using that method for the purpose of computing amounts in respect of the tax imposed by this Act.
2. If the volume of fuel is measured by the unadjusted temperature method for the purpose of determining price, the volume of the fuel shall be measured using that method for the purpose of computing amounts in respect of the tax imposed by this Act.
3. A person who is a collector or wholesaler shall use the same method of measuring the volume of fuel on all sales to the same person during the same year.

(4.2) Despite subsection (4.1), a person who is a collector or wholesaler may change to the other method of measuring the volume of fuel on sales to a particular person,

- (a) if a change in method is made only once; and
- (b) if the determination of the amount of tax in respect of sales after the change in method is based on volumes measured by the new method.

tion ait été effectuée conformément à la présente loi ou non. («unauthorized fuel»)

«produits spéciaux» Produits que le ministre prescrit comme tels. («special products»)

(9) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 1 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994 et par l’article 1 du chapitre 10 des Lois de l’Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«méthode traditionnelle» Méthode consistant à mesurer le volume de carburant distribué sans le corriger en fonction de la température de référence de 15 degrés Celsius. («unadjusted temperature method»)

2. (1) L’article 2 de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 2 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(4.1) La taxe imposée par la présente loi est calculée conformément aux règles suivantes :

1. Le volume de carburant est mesuré selon la méthode de correction en fonction de la température aux fins du calcul des sommes concernant la taxe imposée par la présente loi si cette méthode sert à son mesurage aux fins de l’établissement du prix.
2. Le volume de carburant est mesuré selon la méthode traditionnelle aux fins du calcul des sommes concernant la taxe imposée par la présente loi si cette méthode sert à son mesurage aux fins de l’établissement du prix.
3. Le percepteur ou le grossiste utilise la même méthode pour mesurer le volume de carburant lors de toutes les ventes conclues avec une même personne pendant la même année.

(4.2) Malgré le paragraphe (4.1), le percepteur ou le grossiste peut changer de méthode pour mesurer le volume de carburant lors des ventes conclues avec une personne donnée si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il change de méthode une seule fois;
- b) la taxe sur les ventes effectuées après le changement de méthode est calculée en fonction de volumes mesurés selon la nouvelle méthode.

Measuring  
volume and  
calculating  
tax

Mesurage du  
volume et  
calcul de la  
taxe

Exception

Exception

(2) Subsection 2 (6) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 2 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by striking out “the fuel tank” in the second line and substituting “a fuel tank”.

(3) Section 2 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 2 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by adding the following subsection:

Prohibition,  
unauthorized  
fuel

(7.1) No person shall place or cause to be placed any unauthorized fuel in a fuel tank of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act*.

3. The Act is amended by adding the following section:

Designation  
of distributor

**3.0.1** (1) The Minister may designate in writing as a distributor a person who sells only special products.

Conditions  
and limita-  
tions

(2) The Minister may attach such conditions and limitations to the designation as the Minister considers appropriate.

Termination

(3) The Minister may terminate a person's designation,

- (a) if the person has not sold or delivered any special product for which the designation was issued for a period of six consecutive months;
- (b) if the person ceases to sell the special product for which the designation was issued;
- (c) if the product sold by the person ceases to be a special product;
- (d) if the person changes the nature of the person's business or ceases to operate the business of selling special products; or
- (e) if the requirements relating to the facility owned or operated by the person are not met.

Notice of  
termination

(4) The termination of a designation is effective 14 days after the date on which the Minister mails notice of the termination.

Distributor  
as agent

(5) Every distributor is an agent of the Minister for the purpose of collecting and remitting the tax imposed by this Act.

Agreements

(6) The Minister may enter into such arrangements and agreements with a distributor as the Minister considers appropriate to

(2) Le paragraphe 2 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de «un réservoir à carburant» à «le réservoir à carburant» aux deuxième et troisième lignes.

(3) L'article 2 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 2 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(7.1) Nul ne doit mettre ou faire mettre du carburant non autorisé dans un réservoir à carburant d'un véhicule automobile auquel une plaque d'immatriculation est fixée tel que l'exige le *Code de la route*.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

**3.0.1** (1) Le ministre peut désigner par écrit comme distributeur toute personne qui ne vend que des produits spéciaux.

(2) Le ministre peut assujettir la désignation aux conditions et restrictions qu'il estime appropriées.

(3) Le ministre peut révoquer la désignation d'une personne si, selon le cas :

- a) la personne n'a vendu ni livré aucun produit spécial visé par la désignation pendant six mois consécutifs;
- b) la personne cesse de vendre le produit spécial visé par la désignation;
- c) le produit vendu par la personne cesse d'être un produit spécial;
- d) la personne modifie la nature de ses activités ou cesse d'exercer l'activité qui consiste à vendre des produits spéciaux;
- e) il n'est pas satisfait aux exigences relatives à l'installation dont la personne est le propriétaire ou l'exploitant.

(4) La révocation d'une désignation entre en vigueur 14 jours après la date à laquelle le ministre en met l'avis à la poste.

(5) Le distributeur est le mandataire du ministre aux fins de la perception et de la remise de la taxe imposée aux termes de la présente loi.

(6) Le ministre peut conclure avec le distributeur les ententes et accords qu'il estime appropriés pour assurer et faciliter la perception de la taxe prévue par la présente loi.

Interdiction :  
carburant  
non autorisé

Désignation  
des distribu-  
teurs

Conditions et  
restrictions

Révocation

Avis de  
révocation

Le distribu-  
teur comme  
mandataire

Ententes

ensure and facilitate the collection of tax under this Act.

4. Subsection 3.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended,

- (a) by inserting after “collector” in the first line “or distributor”; and
- (b) by striking out “the collector” in the third line of the English version and substituting “he, she or it”.

5. (1) Subsection 3.2 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended,

- (a) by inserting after “collector” in the first line “or distributor”; and
- (b) by striking out “the collector” at the end of the English version and substituting “him, her or it”.

(2) Subsection 3.2 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended,

- (a) by inserting after “collector” in the first line “or distributor”; and
- (b) by striking out “the collector” in the fourth line of the English version and substituting “he, she or it”.

6. Subsection 3.4 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after “collector” in the second line “a distributor”.

7. (1) Subsection 3.5 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after “collector” in the second and third lines “distributor”.

(2) Subsection 3.5 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after “collector” in the second line “distributor”.

8. (1) Subsection 3.6 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after “collector” in the last line “distributor”.

(2) Subsection 3.6 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is repealed.

4. Le paragraphe 3.1 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié :

- a) par insertion de «ou le distributeur» après «percepteur» à la première ligne;
- b) par substitution de «he, she or it» à «the collector» à la troisième ligne de la version anglaise.

5. (1) Le paragraphe 3.2 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau :

- a) par insertion de «ou le distributeur» après «percepteur» à la première ligne;
- b) par substitution de «him, her or it» à «the collector» aux deux dernières lignes de la version anglaise.

(2) Le paragraphe 3.2 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau :

- a) par insertion de «ou le distributeur» après «percepteur» à la première ligne;
- b) par substitution de «he, she or it» à «the collector» à la quatrième ligne de la version anglaise.

6. Le paragraphe 3.4 (4) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «a, distributeur» après «percepteur» à la deuxième ligne.

7. (1) Le paragraphe 3.5 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «a, au distributeur» après «percepteur» aux deuxième et troisième lignes.

(2) Le paragraphe 3.5 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «a, distributeur» après «percepteur» à la deuxième ligne.

8. (1) Le paragraphe 3.6 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «a, à un distributeur» après «percepteur» à l’avant-dernière ligne.

(2) Le paragraphe 3.6 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est abrogé.



**9. The Act is amended, by adding the following section:**

**9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

Trust for  
moneys  
collected

**3.6.1** (1) Any amount collected or collectable as or on account of tax under this Act by a collector, distributor or registered importer shall be deemed, despite any security interest in the amount so collected or collectable, to be held in trust for Her Majesty in right of Ontario and separate and apart from the property of the collector, distributor or registered importer, and from property held by any secured creditor that but for the security interest would be the property of the collector, distributor or registered importer, and shall be paid over by the collector, distributor or registered importer in the manner and at the time provided under this Act and the regulations.

**3.6.1** (1) Les sommes perçues ou percevables au titre de la taxe par un percep- teur, un distributeur ou un importateur inscrit aux termes de la présente loi sont réputées, malgré toute sûreté les grevant, détenues en fiducie pour Sa Majesté du chef de l'Ontario, séparées des biens du percep- teur, du distributeur ou de l'importateur inscrit et des biens que détient son créancier garanti et qui, en l'absence de la sûreté, seraient ceux du percep- teur, du distri- buteur ou de l'importateur inscrit. Le percep- teur, le distributeur ou l'importateur inscrit remet ces sommes de la manière et au moment prévus par la présente loi et les règlements.

Fiducie

Extension of  
trust

(2) Despite any provision of this or any other Act, where at any time an amount deemed by subsection (1) to be held in trust is not paid as required under this Act, property of the collector, distributor or registered importer and property held by any secured creditor of the collector, distributor or registered importer that, but for a security interest would be property of the collector, distributor or registered importer, equal in value to the amount so deemed to be held in trust shall be deemed,

(2) Malgré toute disposition de la présente loi ou de toute autre loi, en cas de non-versement, contrairement à la présente loi, d'une somme qui est réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), les biens du percep- teur, du distributeur ou de l'importateur inscrit et les biens que détient son créancier garanti et qui, en l'absence d'une sûreté, seraient ceux du percep- teur, du distributeur ou de l'importa- teur inscrit, d'une valeur égale à cette somme sont réputés :

Non-  
versement

(a) to be held, from the time the amount was collected or collectable by the collector, distributor or registered importer, separate and apart from the property of the collector, distributor or registered importer in trust for Her Majesty in right of Ontario whether or not the property is subject to a security interest; and

a) d'une part, détenus en fiducie pour Sa Majesté du chef de l'Ontario, à compter du moment où la somme a été perçue ou était percevable par le percep- teur, le distributeur ou l'importateur inscrit, sé- parés des propres biens du percep- teur, du distributeur ou de l'importateur ins- crit, qu'ils soient ou non grevés d'une sûreté;

(b) to form no part of the estate or property of the collector, distributor or registered importer from the time the amount was so collected or collectable whether or not the property has in fact been kept separate and apart from the estate or property of the collector, distributor or registered importer and whether or not the property is subject to such security interest.

b) d'autre part, ne pas faire partie du patri- moine ou des biens du percep- teur, du distributeur ou de l'importateur inscrit à compter du moment où la somme a été perçue ou était percevable ainsi, que ces biens aient été ou non tenus séparés du patrimoine ou des propres biens du percep- teur, du distributeur ou de l'im- portateur inscrit et qu'ils soient ou non grevés d'une telle sûreté.

Same

(3) The property described in subsection (2) shall be deemed to be beneficially owned by Her Majesty in right of Ontario despite any security interest in such property or in the proceeds of such property, and the proceeds of such property shall be paid to the Minister in priority to all such security interests.

(3) Les biens visés au paragraphe (2) sont réputés des biens dont Sa Majesté du chef de l'Ontario est propriétaire bénéficiaire malgré toute sûreté les grevant ou grevant le produit en découlant. Ce produit est versé au ministre par priorité sur une telle sûreté.

Idem

Exception

(4) This section and subsection 17 (3.1) do not apply in proceedings to which the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) or the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada) applies.

(4) Le présent article et le paragraphe 17 (3.1) ne s'appliquent pas aux instances aux- quelles s'applique la *Loi sur la faillite et l'in- solvabilité* (Canada) ou la *Loi sur les arrange-*

Exception

ments avec les créanciers des compagnies (Canada).

(5) La personne qui, à titre de cessionnaire, de liquidateur, d'administrateur, de séquestre, d'administrateur-séquestre, de créancier garanti ou non garanti ou de mandataire du créancier, du fiduciaire ou d'une autre personne semblable, à l'exclusion d'un syndic nommé en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), assume le contrôle ou prend possession des biens du percepteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit obtient du ministre, avant de distribuer ces biens ou le produit de leur réalisation, un certificat attestant que la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et les pénalités payables par le percepteur, le distributeur ou l'importateur inscrit, a été payée ou qu'une garantie jugée suffisante par le ministre a été fournie à ce titre.

Certificat du ministre

(6) Toute personne visée au paragraphe (5) qui distribue des biens visés à ce paragraphe ou le produit de leur réalisation sans avoir obtenu le certificat exigé par le même paragraphe est personnellement tenue de verser à Sa Majesté du chef de l'Ontario une somme égale à la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et pénalités payables par le percepteur, le distributeur ou l'importateur inscrit.

Aucune distribution sans certificat du ministre

(7) La personne visée au paragraphe (5) donne au ministre, dans les 30 jours de la date à laquelle elle a pris possession ou assumé le contrôle des biens, un avis écrit à cet effet.

Avis obligatoire

(8) Dès que possible après avoir reçu cet avis, le ministre avise la personne visée au paragraphe (5) de la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et les pénalités qui s'y rapportent.

Avis du ministre

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et au paragraphe 17 (3.1).

Définitions

«créancier garanti» Personne qui détient une sûreté sur le bien d'une autre personne ou qui est mandataire de cette personne quant à cette sûreté, y compris un fiduciaire désigné dans un acte de fiducie portant sur la sûreté, un séquestre ou administrateur-séquestre nommé par un créancier garanti ou par un tribunal à la demande d'un créancier garanti ou une autre personne dont les fonctions sont semblables à celles de l'une de ces personnes. («secured creditor»)

«sûreté» Intérêt sur un bien qui garantit le paiement d'une dette ou l'exécution d'une obligation, y compris un intérêt né ou découlant d'une débenture, d'une hypothèque, d'un privilège, d'un nantissement, d'une fiducie réputée ou réelle et d'une cession quelle qu'en soit la nature ou à quelque date

Minister's certificate

(5) Every person who, as assignee, liquidator, administrator, receiver, receiver-manager, secured or unsecured creditor or agent of the creditor, trustee or other like person, other than a trustee appointed under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), takes control or possession of the property of any collector, distributor or registered importer shall, before distributing such property or the proceeds from the realization thereof under that person's control, obtain from the Minister a certificate that the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties payable by the collector, distributor or registered importer, has been paid or that security acceptable to the Minister has been given.

No distribution without Minister's certificate

(6) Any person described in subsection (5) who distributes any property described in that subsection or the proceeds of the realization thereof without having obtained the certificate required by that subsection is personally liable to Her Majesty in right of Ontario for an amount equal to the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties payable by the collector, distributor or registered importer.

Notice to be given

(7) The person described in subsection (5) shall, within 30 days from the date of that person's assumption of possession or control give written notice thereof to the Minister.

Minister to advise of indebtedness

(8) As soon as practicable after receiving such notice, the Minister shall advise the person described in subsection (5) of the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties thereon.

Definitions

(9) In this section and in subsection 17 (3.1),

“secured creditor” means a person who has a security interest in the property of another person or who acts for or on behalf of that person with respect to the security interest, and includes a trustee appointed under a trust deed relating to a security interest, a receiver or receiver-manager appointed by a secured creditor or by a court on the application of a secured creditor and any other person performing a similar function; (“créancier garanti”)

“security interest” means any interest in property that secures payment or performance of an obligation, and includes an interest created by or arising out of a debenture, mortgage, lien, pledge, charge, deemed or actual trust, assignment or encumbrance of any kind whatsoever or whenever arising, cre-

ated or deemed to arise or otherwise provided for, but does not include a security interest prescribed by the Minister as one to which this section does not apply. (“sûreté”)

Application

(10) This section, subsection 17.1 (11.1) and clause 25.1 (2) (b) apply in respect of any tax collected or collectable by a collector, distributor or registered importer on or after January 1, 1999, whether or not the security interest was acquired before that date.

**10. Section 3.8 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is repealed.**

**11. (1) Subsection 3.9 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended,**

- (a) by inserting after “collector” in the first line “distributor”; and
- (b) by striking out “the collector, registered importer, wholesaler or retail dealer” in the seventh and eighth lines of the English version and substituting “he, she or it”.

(2) Subsection 3.9 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 3, is amended by inserting after “collector” in the first line “distributor”.

**12. Subsection 4.3 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 4, is amended by striking out “Treasurer” in the second line and substituting “Minister”.**

**13. (1) Subsection 4.8 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 19, section 7, is repealed and the following substituted:**

(1) Every exporter shall transmit to the Minister (in the form and manner required by the Minister) information in respect of fuel in bulk that the exporter delivers or causes to be delivered to a person outside Ontario.

(2) Subsection 4.8 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 4 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by striking out “subsection (1), (2) or (3)” in the second line and substituting “subsection (1) or (3)”.

**14. Subsection 4.11 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 4, is amended by inserting after “collector” in the fifth line “or distributor”.**

**15. Section 4.17 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, sec-**

Export of fuel

qu’elle soit créée, réputée exister ou prévue par ailleurs, à l’exclusion d’une sûreté que le ministre prescrit comme n’étant pas assujettie au présent article. («security interest»)

Application

(10) Le présent article, le paragraphe 17.1 (11.1) et l’alinéa 25.1 (2) b) s’appliquent à l’égard de toute taxe perçue ou percevable par un perceuteur, un distributeur ou un importateur inscrit le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ou après cette date, que la sûreté ait été acquise ou non avant cette date.

**10. L’article 3.8 de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est abrogé.**

**11. (1) Le paragraphe 3.9 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié :**

- a) par insertion de « , le distributeur » après «perceuteur» à la première ligne;
- b) par substitution de «he, she or it» à «the collector, registered importer, wholesaler or retail dealer» aux septième et huitième lignes de la version anglaise.

(2) Le paragraphe 3.9 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 3 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de « , le distributeur » après «perceuteur» à la première ligne.

**12. Le paragraphe 4.3 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 4 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» aux première et deuxième lignes.**

**13. (1) Le paragraphe 4.8 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 7 du chapitre 19 des Lois de l’Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

(1) L’exportateur remet au ministre (selon la formule et de la manière qu’exige celui-ci) les renseignements à l’égard du carburant en vrac qu’il livre ou fait livrer à une personne à l’extérieur de l’Ontario.

(2) Le paragraphe 4.8 (4) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 4 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de «paragraphe (1) ou (3)» à «paragraphe (1), (2) ou (3)» à la deuxième ligne.

**14. Le paragraphe 4.11 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 4 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «ou au distributeur» après «perceuteur» à la dernière ligne.**

**15. L’article 4.17 de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 5 du chapitre 49 des Lois**

Exportation de carburant



tion 5 and amended by 1997, chapter 19, section 7, is further amended by adding the following subsection:

Distributor  
as registered  
dye

(2.1) Subject to section 9, every distributor who proposes to colour fuel is entitled to be registered as a dyer and to be issued a certificate of registration upon application (on the form provided by the Minister),

- (a) if the distributor owns or operates a facility for the purposes of colouring fuel; and
- (b) if the distributor has total sales of coloured fuel from all facilities owned or operated by the distributor that are greater than or equal to the prescribed percentage of the distributor's total sales of coloured fuel during the calendar year preceding the year in which the distributor applies for registration.

**16. (1) Subsection 4.18 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 5, is repealed and the following substituted:**

Use of dye

(4) Every registered dyer shall use only dye provided by the Minister and shall do so in the manner, with the equipment and using the methods and procedures required under this Act to colour fuel.

**(2) Section 4.18 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 5, is amended by adding the following subsections:**

Exception

(4.1) Despite subsection (4), a registered dyer may do the following things to fuel destined for export from Canada, if the registered dyer obtains the prior written consent of the Minister to do so:

- 1. Manually blend dye with the fuel.
- 2. Blend dye with the fuel using a different quantity of dye from the quantity established by the Minister for the purposes of the definition of "colouring" in subsection 1 (1).

Conditions  
of consent

(4.2) The Minister may give his or her consent for the purposes of subsection (4.1) and may impose such conditions and restrictions on the registered dyer as he or she considers reasonable in the circumstances, including requiring the dyer to reimburse the Minister for the cost of the dye used to colour the fuel destined for export from Canada.

de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Sous réserve de l'article 9, le distributeur qui a l'intention de colorer du carburant a le droit d'être inscrit comme préposé à la coloration et de se voir délivrer un certificat d'inscription sur présentation d'une demande à cet effet (rédigée selon la formule fournie par le ministre) s'il remplit les conditions suivantes :

Le distribu-  
teur comme  
préposé à la  
coloration  
inscrit

- a) il est le propriétaire ou l'exploitant d'une installation de coloration du carburant;
- b) ses ventes totales de carburant coloré provenant de toutes les installations dont il est le propriétaire ou l'exploitant sont supérieures ou égales au pourcentage prescrit de ses ventes totales de carburant coloré de l'année civile précédant l'année de sa demande d'inscription.

**16. (1) Le paragraphe 4.18 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

(4) Le préposé à la coloration inscrit n'utilise que le colorant fournit par le ministre et le fait de la manière, à l'aide du matériel et selon les procédés exigés en vertu de la présente loi pour la coloration du carburant.

Utilisation  
du colorant

**(2) L'article 4.18 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**

(4.1) Malgré le paragraphe (4), un préposé à la coloration inscrit peut faire ce qui suit au carburant destiné à être exporté du Canada, s'il obtient au préalable le consentement écrit du ministre pour ce faire :

Exception

- 1. Mélanger manuellement le colorant au carburant.
- 2. Mélanger au carburant une quantité de colorant différente de celle que fixe le ministre pour l'application de la définition de «coloration» au paragraphe 1 (1).

(4.2) Le ministre peut donner son consentement pour l'application du paragraphe (4.1) et peut imposer au préposé à la coloration inscrit les conditions et restrictions qu'il estime appropriées dans les circonstances, notamment exiger que le préposé lui rembourse le coût du colorant utilisé pour colorer le carburant destiné à être exporté du Canada.

Conditions  
du consente-  
ment

Same

(4.3) If the registered dyer is required to reimburse the Minister for the cost of dye as described in subsection (4.2), the amount the dyer is required to pay shall be deemed to be tax payable under this Act by the dyer and shall be paid to the Minister on or before the 25th day of the month following the month in which the dyer uses the dye.

17. Subsection 4.19 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 5, is amended by striking out “in accordance with the requirements prescribed by the Minister” in the second, third and fourth lines and substituting “as required by this Act and the regulations”.

18. (1) Subsection 5 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 6, is amended by striking out “driver” in the first line and substituting “operator”.

(2) Section 5 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 6, is further amended by adding the following subsections:

Offence,  
unauthorized  
fuel

(6) Every operator of a motor vehicle that is found to contain unauthorized fuel in a fuel tank of the motor vehicle is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$1,000.

Burden of  
proof, unau-  
thorized fuel

(7) In any proceeding under subsection (6), it is not necessary to prove that unauthorized fuel was acquired and used in contravention of this Act, but only to prove that the fuel tank of a motor vehicle contained unauthorized fuel on the day of the examination under this section.

Subsequent  
offence,  
unauthorized  
fuel

(8) The fact that the unauthorized fuel that was found in a fuel tank of a motor vehicle is the same unauthorized fuel that was found therein on another occasion that constituted an offence under subsection (6) is not a defence in a prosecution for a subsequent offence under that subsection if a period of more than 24 hours has elapsed since taking a sample of fuel from that motor vehicle.

19. Subsection 6 (2) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 7 and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by inserting after “collector” in the seventh line “or distributor”.

Idem

(4.3) Si le préposé à la coloration inscrit est tenu de rembourser au ministre le coût du colorant visé au paragraphe (4.2), la somme que le préposé doit payer est réputée une taxe payable aux termes de la présente loi par le préposé et est payée au ministre au plus tard le 25 du mois qui suit le mois au cours duquel le préposé a utilisé le colorant.

17. Le paragraphe 4.19 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 5 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par substitution de «comme l’exigent la présente loi et les règlements» à «conformément aux exigences prescrites par le ministre» aux troisième et quatrième lignes.

18. (1) Le paragraphe 5 (3) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 6 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par substitution de «L’utilisateur» à «Le conducteur» à la première ligne.

(2) L’article 5 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 6 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

Infraction :  
carburant  
non autorisé

(6) L’utilisateur d’un véhicule automobile dont il est constaté qu’un réservoir à carburant contient du carburant non autorisé est coupable d’une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d’une amende d’au moins 200 \$ et d’au plus 1 000 \$.

Fardeau de la  
preuve :  
carburant  
non autorisé

(7) Dans une instance visée au paragraphe (6), il suffit d’établir que le réservoir à carburant du véhicule automobile contenait du carburant non autorisé le jour où a été effectué l’examen visé au présent article, sans qu’il soit nécessaire de prouver l’acquisition et l’utilisation de ce carburant en contravention à la présente loi.

Infraction  
subsé-  
quente :  
carburant  
non autorisé

(8) Le fait que le carburant non autorisé trouvé dans un réservoir à carburant d’un véhicule automobile soit le même qui y ait été trouvé en une autre occasion où il y avait infraction aux termes du paragraphe (6) ne peut servir de défense dans une poursuite relative à une infraction subséquente aux termes de ce paragraphe, s’il s’est écoulé plus de 24 heures depuis le prélèvement d’un échantillon de carburant de ce véhicule automobile.

19. Le paragraphe 6 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 7 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par insertion de «, à un distributeur» après «percepteur» à l’avant-dernière ligne.

20. Subsection 6.1 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 8, is amended by inserting after “collector” in the first line “distributor”.

21. (1) Subsection 7 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 9, is amended by inserting after “collector” in the fourth line “distributor”.

(2) Clause 7 (2) (d) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 9, is amended by inserting after “registered dyer” in the first line “other than a distributor”.

(3) Subsection 7 (2) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 9, is amended by striking out “and” at the end of clause (e), by adding “and” at the end of clause (f) and by adding the following clause:

- (g) every distributor, in an amount not less than the equivalent of an average three months tax collectable and payable by the distributor calculated for the 12-month period immediately preceding the date of the Minister’s demand or \$100,000, whichever is the greater.

22. Subsection 10 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 12, is amended by inserting after “collector” in the first line “distributor”.

23. (1) Subsection 11 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 13, is repealed and the following substituted:

(1) Every collector, registered importer, registered consumer or interjurisdictional carrier shall transmit with the return required by section 10 the amount of the tax payable or the amount of the tax payable and collectable, as the case may be, by him, her or it.

(2) Subsection 11 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 13, and amended by 1994, chapter 18, section 2, is further amended by inserting after “collector” in the second line “distributor”.

24. (1) Clause 11.1 (2) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is amended by striking out “and” at the end of subclause (iii) and by adding the following subclause:

20. Le paragraphe 6.1 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 8 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «le distributeur,» après «percepteur,» à la première ligne.

21. (1) Le paragraphe 7 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 9 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «distributeur,» après «percepteur,» à la quatrième ligne.

(2) L’alinéa 7 (2) d) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 9 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «autre qu’un distributeur,» après «préposé à la coloration inscrit,» à la première ligne.

(3) Le paragraphe 7 (2) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 9 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- g) du distributeur, une garantie d’un montant équivalant au moins à la moyenne de la taxe percevable et payable par lui pour un trimestre, calculée d’après le total obtenu pendant la période de 12 mois précédant la date où le ministre l’exige, ou de 100 000 \$, selon le montant le plus élevé.

22. Le paragraphe 10 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 12 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est modifié par insertion de «un distributeur,» à «percepteur,» à la première ligne.

23. (1) Le paragraphe 11 (1) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 13 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le percepteur, l’importateur inscrit, le consommateur inscrit ou le transporteur interterritorial remet avec la déclaration exigée par l’article 10 le montant de la taxe qu’il est tenu de payer ou qu’il est tenu de payer et de percevoir, selon le cas.

(2) Le paragraphe 11 (4) de la Loi, tel qu’il est adopté de nouveau par l’article 13 du chapitre 49 des Lois de l’Ontario de 1991 et tel qu’il est modifié par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par insertion de «, à un distributeur» après «percepteur» aux première et deuxième lignes.

24. (1) L’alinéa 11.1 (2) a) de la Loi, tel qu’il est adopté par l’article 2 du chapitre 18 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

Transmission  
of tax

Remise de la  
taxe



- (iii.1) all amounts paid on behalf of the Minister under section 21.1 or received under that section in respect of tax paid, to the extent that the Minister subsequently disallows the amounts in respect of a period before that date, and

- (iii.1) de toutes les sommes payées pour le compte du ministre en vertu de l'article 21.1 ou reçues en vertu de cet article à l'égard de la taxe payée, dans la mesure où le ministre refuse ensuite ces sommes à l'égard d'une période antérieure à cette date,

(2) Clause 11.1 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is amended by striking out "and" at the end of subclause (ii) and by adding the following subclause:

(2) L'alinéa 11.1 (2) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (ii.1) all amounts paid on behalf of the Minister under section 21.1 before that date or received under that section in respect of tax paid before that date, and

- (ii.1) de toutes les sommes payées pour le compte du ministre en vertu de l'article 21.1 avant cette date ou reçues en vertu de cet article à l'égard de la taxe payée avant cette date,

25. Subsection 12 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 14, is further amended by inserting after "collector" in the third line and in the ninth line "distributor".

25. Le paragraphe 12 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 14 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié de nouveau par insertion de «d'un distributeur,» après «percepteur,» à la quatrième ligne et de «ce distributeur,» après «percepteur,» aux douzième et treizième lignes.

26. (1) Subsection 13 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is repealed and the following substituted:

26. (1) Le paragraphe 13 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Same

(2) The Minister may, at any time the Minister considers reasonable, assess against any person any tax collected or payable by the person or any penalty that the Minister may assess under this Act against the person.

(2) Le ministre peut, au moment qu'il juge raisonnable, établir une cotisation à l'égard d'une personne pour toute taxe perçue ou payable par celle-ci ou pour toute pénalité qu'il peut établir à son égard aux termes de la présente loi. Idem

Same

(2.1) The Minister may, at any time the Minister considers reasonable, send a notice of assessment of a tax or a penalty assessed by the Minister under this Act against a person and the person shall transmit the amount assessed forthwith to the Minister.

(2.1) Le ministre peut, au moment qu'il juge raisonnable, envoyer un avis de cotisation pour une taxe ou une pénalité qu'il a établie aux termes de la présente loi à l'égard d'une personne et laquelle lui remet sans délai le montant de la cotisation. Idem

(2) Subsection 13 (3) of the Act is amended by inserting after "collector" in the third and fourth lines "distributor".

(2) Le paragraphe 13 (3) de la Loi est modifié par insertion de «d'un distributeur,» après «percepteur,» à la quatrième ligne.

(3) Subsection 13 (4) of the Act is amended by inserting after "collector" in the third line and in the fifth line "or distributor".

(3) Le paragraphe 13 (4) de la Loi est modifié par insertion de «ou du distributeur» après «percepteur» aux deuxième et troisième lignes et de «ou le distributeur» après «percepteur» à la cinquième ligne.

(4) Subsection 13 (4) of the Act, as amended by subsection (3), is further amended by striking out "prescribed" at the end and substituting "established by the Minister".

(4) Le paragraphe 13 (4) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe (3), est modifié en outre par substitution de «qu'il fixe» à «prescrites» à l'avant-dernière ligne.

**(5) Subsection 13 (10) of the Act is repealed and the following substituted:**

**(5) Le paragraphe 13 (10) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Assessment

(10) The Minister may assess tax payable or any penalty under this section within four years from the date the tax becomes payable.

(10) Le ministre peut établir une cotisation à l'égard de la taxe payable ou de toute pénalité aux termes du présent article dans les quatre ans de la date où cette taxe devient payable.

Cotisation

Same

(10.1) Despite subsection (10), the Minister may assess tax payable or a penalty under this section at any time the Minister considers reasonable if the Minister establishes that, in making a return or in supplying or omitting to disclose information in respect of tax under the Act, the person has made a misrepresentation that is attributable to neglect, carelessness or wilful default or has committed a fraud.

(10.1) Malgré le paragraphe (10), le ministre peut, au moment qu'il juge raisonnable, établir une cotisation à l'égard de la taxe payable ou d'une pénalité aux termes du présent article s'il détermine que la personne a fait une assertion inexacte imputable à la négligence, à un manque de diligence ou à une omission volontaire ou a commis une fraude soit en remplissant une déclaration, soit en communiquant ou en omettant de divulguer des renseignements à l'égard de la taxe visée par la présente loi.

Idem

**27. (1) Subsection 14 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 16 and amended by 1997, chapter 19, section 7, is repealed and the following substituted:**

**27. (1) Le paragraphe 14 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 16 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Notice of objection

(1) A person who objects to an assessment or statement of disallowance under section 13, or to a penalty paid or assessed under this Act, may, within 180 days from the service of the notice of assessment or statement of disallowance, or the payment of the penalty under subsection 8 (11), serve on the Minister a notice of objection in the form approved by the Minister.

(1) La personne qui s'oppose à la cotisation ou à la déclaration de refus prévue à l'article 13 ou à une pénalité payée ou imposée aux termes de la présente loi peut, dans les 180 jours de la signification de l'avis de cotisation ou de la déclaration de refus ou du paiement de la pénalité prévue au paragraphe 8 (11), signifier au ministre un avis d'opposition rédigé selon la formule qu'il approuve.

Avis d'opposition

Facts and reasons to be given

- (1.1) The notice of objection shall,
- (a) clearly describe each issue raised by way of objection; and
  - (b) fully set out the facts and reasons relied on by the person in respect of each issue.

(1.1) L'avis d'opposition fait ce qui suit :

- a) il énonce clairement chaque question à laquelle s'oppose la personne;
- b) il énonce tous les faits et motifs qu'invoque la personne à l'égard de chaque question.

Faits et motifs

Same

(1.2) If a notice of objection does not fully set out the facts and reasons relied on by the person in respect of an issue, the Minister may, in writing, request the person to provide the information, and the person shall be deemed to have complied with clause (1.1) (b) in respect of the issue if the person provides the information to the Minister in writing within 60 days after the day the request is made by the Minister.

(1.2) Si l'avis d'opposition n'énonce pas tous les faits et motifs qu'invoque la personne à l'égard d'une question, le ministre peut demander par écrit à celle-ci de fournir les renseignements. La personne est réputée s'être conformée à l'alinéa (1.1) b) à l'égard de la question si elle fournit les renseignements au ministre par écrit dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle le ministre les lui a demandés.

Idem

Limitation

(1.3) A person shall not raise, by way of objection under this section to a fresh statement or reassessment or to a variation of an assessment or statement under subsection (4), any issue that the person is not entitled to raise by way of appeal under this section in respect of the fresh statement or reassessment or of a variation of the assessment or statement.

(1.3) Une personne ne peut soulever, lorsqu'elle s'oppose en vertu du présent article à une nouvelle déclaration signifiée ou nouvelle cotisation établie ou à une cotisation ou déclaration modifiée aux termes du paragraphe (4), une question qu'elle n'a pas le droit de soulever dans l'appel de la nouvelle déclaration ou cotisation ou de la cotisation ou dé-

Restriction

(2) Subsection 14 (2) of the Act is amended by adding at the end “or by such other method as the Minister may prescribe”.

(3) Subsection 14 (3) of the Act is repealed.

(4) Subsection 14 (4) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 16, is amended by striking out “and the Minister shall notify the person making the objection of the action by the Minister by letter, either sent by registered mail to, or personally served on, the person” at the end and substituting “and the Minister shall give the person who made the objection written notice of the action taken by the Minister”.

(5) Section 14 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 16, 1994, chapter 18, section 2 and 1997, chapter 19, section 7, is further amended by adding the following subsection:

Computation  
of time

(5.1) For the purpose of calculating the number of days mentioned in subsection (1), (1.2) or (5), the day on which a notice of assessment or a statement referred to in subsection (1) is mailed, a request is made under subsection (1.2) or notice is given under subsection (4) is the date stated on the notice, statement or request.

(6) Subsection 14 (6) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 19, section 7, is repealed and the following substituted:

Appeal, how  
instituted

(6) An appeal to the Ontario Court (General Division) shall be instituted by,

- (a) filing a notice of appeal with the court in the form approved by the Minister;
- (b) paying a fee to the court in the same amount and manner as the fee payable under regulations made under the *Administration of Justice Act* on the issue of a statement of claim; and
- (c) serving on the Minister a copy of the notice of appeal as filed.

Limitation

(6.1) A person is entitled to raise by way of appeal only those issues raised by the person in a notice of objection to the assessment, statement or penalty being appealed and in respect of which the person has complied or was deemed to have complied with subsection (1.1).

claration modifiée qu'elle peut interjeter en vertu du présent article.

(2) Le paragraphe 14 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou par tout autre mode que prescrit le ministre».

(3) Le paragraphe 14 (3) de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe 14 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 16 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par substitution de «et avise alors par écrit l'auteur de l'opposition des mesures qu'il prend» à «et avise alors l'auteur de l'opposition des mesures qu'il a prises, au moyen d'une lettre qu'il lui envoie par courrier recommandé ou lui fait signifier à personne» aux cinq dernières lignes.

(5) L'article 14 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 16 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(5.1) Aux fins du calcul du nombre de jours mentionné au paragraphe (1), (1.2) ou (5), le jour de la mise à la poste de l'avis de cotisation ou de la déclaration visé au paragraphe (1), de la présentation de la demande prévue au paragraphe (1.2) ou de la remise de l'avis prévu au paragraphe (4) est la date qui est indiquée dans l'avis, la déclaration ou la demande.

Calcul du  
nombre de  
jours

(6) Le paragraphe 14 (6) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(6) L'appel est interjeté devant la Cour de l'Ontario (Division générale) comme suit :

Procédure  
d'appel

- a) en déposant auprès du tribunal un avis d'appel rédigé selon la formule qu'approuve le ministre;
- b) en payant au tribunal des frais selon le même montant et les mêmes modalités que les frais payables aux termes de règlements pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice* lors de la délivrance d'une déclaration;
- c) en signifiant au ministre une copie de l'avis d'appel qui a été déposé.

(6.1) Une personne n'a le droit de soulever, par voie d'appel, que les questions qu'elle soulève dans un avis d'opposition à la cotisation, à la déclaration ou à la pénalité qui est portée en appel et à l'égard desquelles elle s'est conformée ou est réputée s'être conformée au paragraphe (1.1).

Restriction



Exception	(6.2) Despite subsection (6.1), a person may raise by way of appeal an issue forming the basis of a fresh statement or reassessment or of a variation of an assessment, statement or penalty under subsection (4) if the issue was not part of the assessment, statement or penalty with respect to which the person served the notice of objection.	(6.2) Malgré le paragraphe (6.1), une personne peut soulever, par voie d'appel, une question sur laquelle se fonde une nouvelle cotisation établie ou une cotisation, déclaration ou pénalité modifiée aux termes du paragraphe (4) si la question ne faisait pas partie de la cotisation, de la déclaration ou de la pénalité à l'égard de laquelle elle a signifié l'avis d'opposition.	Exception
Application, subss. (6.1) and (6.2)	(6.3) Subsections (6.1) and (6.2) apply only in respect of appeals in respect of which the period of 90 days referred to in subsection (5) begins after December 31, 1998.	(6.3) Les paragraphes (6.1) et (6.2) ne s'appliquent qu'à l'égard des appels à l'égard desquels la période de 90 jours visée au paragraphe (5) commence après le 31 décembre 1998.	Application des par. (6.1) et (6.2)
Waived right of objection or appeal	(6.4) Despite subsection (5), no person shall institute an appeal under this section to have an assessment, statement or penalty vacated or varied in respect of an issue for which the right of objection or appeal has been waived in writing by or on behalf of the person.	(6.4) Malgré le paragraphe (5), aucune personne ne doit interjeter d'appel en vertu du présent article en vue de faire annuler ou modifier une cotisation, une déclaration ou une pénalité en ce qui concerne une question à l'égard de laquelle la personne ou son représentant a renoncé par écrit au droit d'opposition ou d'appel.	Renonciation au droit d'opposition ou d'appel
Service	(7) A notice of appeal shall be served on the Minister by being sent by registered mail addressed to the Minister, by personal service or by such other method of service as the Minister prescribes.  <b>28. (1) Subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the second line and substituting "Minister".</b>  <b>(2) Subsection 17 (3) of the Act is amended by striking out "Treasurer" in the tenth line and substituting "Minister".</b>  <b>(3) Section 17 of the Act is amended by adding the following subsections:</b>	(7) L'avis d'appel est signifié au ministre par courrier recommandé, par signification à personne ou par tout autre mode de signification que prescrit le ministre.  <b>28. (1) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la deuxième ligne.</b>  <b>(2) Le paragraphe 17 (3) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la huitième ligne.</b>  <b>(3) L'article 17 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :</b>	Signification
Same	(3.1) Despite any provision of this or any other Act, where the Minister has knowledge or suspects that within 90 days a person is, or is about to become, indebted or liable to make any payment to,  (a) a person whose property is subject to the deemed trust created by subsection 3.6.1 (1); or  (b) a secured creditor who has a right to receive the payment that, but for a security interest in favour of the secured creditor, would be payable to the person referred to in clause (a),  the Minister may by ordinary mail or by demand served personally, require the first-named person to pay forthwith to the Minister on account of the liability of the person referred to in clause (a) all or part of the money that would otherwise be paid, and any such payment shall become the property of Her Majesty in right of Ontario despite any security interest in it and shall be paid to the	(3.1) Malgré toute disposition de la présente loi ou d'une autre loi, si le ministre sait ou soupçonne que, dans les 90 jours, une personne sera endettée envers l'une ou l'autre des personnes suivantes ou sera sur le point de l'être ou devra lui verser un paiement :  a) une personne dont les biens sont assujettis à la fiducie réputée créée par le paragraphe 3.6.1 (1);  b) un créancier garanti qui a droit au paiement qui, en l'absence de la sûreté en sa faveur, devrait être fait à la personne visée à l'alinéa a),  le ministre peut, par courrier ordinaire ou par demande signifiée à personne, exiger que la personne mentionnée en premier lieu lui verse sans délai, au titre de la dette de la personne mentionnée à l'alinéa a), la totalité ou une partie des sommes d'argent qui seraient normalement payées. Ce paiement est acquis à Sa Majesté du chef de l'Ontario malgré toute sûreté le grevant et est fait au ministre par priorité sur toute autre sûreté.	Idem

Minister in priority to any such security interest.

Same

(3.2) Subsection (3.1) applies to amounts that become subject to a deemed trust under subsection 3.6.1 (1) on or after January 1, 1999, whether or not the security interest was acquired before that date.

(4) Subsection 17 (4) of the Act is amended by striking out “Treasurer” in the first line and substituting “Minister”.

(5) Subsection 17 (5) of the Act is amended by striking out “Treasurer” in the fifth line and in the eighth line and substituting in each case “Minister”.

(6) Subsection 17 (8) of the Act is amended by striking out “Treasurer” in the third line and in the eleventh line and substituting in each case “Minister”.

(7) Subsection 17 (9) of the Act is amended by striking out “Treasurer” in the second line and substituting “Minister”.

29. Section 17.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 2, is amended by adding the following subsection:

Effect of  
deemed trust

(11.1) The registration of a notice of lien and charge under this section does not affect the operation of section 3.6.1 and applies to secure any liability of a taxpayer in addition to any deemed trust under that section.

30. (1) Clause 18 (1) (c) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 18, is further amended by inserting after “collector” in the second line “distributor”.

(2) Clause 18 (1) (e) of the Act is amended by striking out “in the proportion prescribed for colouring fuel” in the ninth and tenth lines and substituting “in the proportion established by the Minister for colouring fuel”.

(3) Subsection 18 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 18, is further amended by inserting after “collector” in the sixth line “distributor”.

(4) Subsection 18 (4) of the Act is amended by striking out “Ministry of Revenue” in the fifth and sixth lines and substituting “Ministry of Finance”.

31. Clause 19 (5) (d) of the Act is amended by striking out “prescribed” in the fourth line and substituting “established by the Minister”.

(3.2) Le paragraphe (3.1) s'applique aux sommes qui deviennent assujetties à une fiducie réputée visée au paragraphe 3.6.1 (1) le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ou après cette date, que la sûreté ait été acquise ou non avant cette date. Idem

(4) Le paragraphe 17 (4) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la première ligne.

(5) Le paragraphe 17 (5) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la cinquième et à la huitième ligne.

(6) Le paragraphe 17 (8) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la troisième et à la dernière ligne.

(7) Le paragraphe 17 (9) de la Loi est modifié par substitution de «ministre» à «trésorier» à la deuxième ligne.

29. L'article 17.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(11.1) L'enregistrement de l'avis de privilège et de sûreté réelle prévu au présent article n'a pas pour effet de porter atteinte à l'application de l'article 3.6.1 et sert à garantir toute obligation d'un contribuable en plus de toute fiducie réputée aux termes de cet article.

Effet de la  
fiducie  
réputée

30. (1) L'alinéa 18 (1) c) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 18 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié de nouveau par insertion de «distributeur,» après «percepteur,» à la deuxième ligne.

(2) L'alinéa 18 (1) e) de la Loi est modifié par substitution de «que fixe le ministre pour la coloration du carburant» à «prescrite pour la coloration du carburant» aux deux dernières lignes.

(3) Le paragraphe 18 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 18 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié de nouveau par insertion de «d'un distributeur,» après «percepteur,» à la sixième ligne.

(4) Le paragraphe 18 (4) de la Loi est modifié par substitution de «ministère des Finances» à «ministère du Revenu» à la cinquième ligne.

31. L'alinéa 19 (5) d) de la Loi est modifié par substitution de «que fixe le ministre» à «prescrite» à la quatrième ligne.

32. (1) Subsection 21 (3) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 19, is amended by striking out “three years” in the fourth line and substituting “four years”.

(2) Subsection 21 (6) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 19, is amended,

(a) by striking out “Treasurer” in the second line and substituting “Minister”; and

(b) by striking out “three years” in the sixth line and substituting “four years”.

33. The Act is amended by adding the following section:

**21.1** (1) An eligible retailer who purchases fuel measured by the adjusted temperature method and sells it measured by the unadjusted temperature method may apply to the Minister to receive an amount calculated in the manner directed by the Minister in respect of the amount the retailer paid to the collector or wholesaler (from whom the fuel is purchased) on account of tax in respect of the fuel.

(2) An eligible wholesaler who is not designated a collector and who purchases fuel measured by the adjusted temperature method and sells it measured by the unadjusted temperature method may apply to the Minister to receive an amount calculated in the manner directed by the Minister in respect of the amount the wholesaler paid to the collector (from whom the fuel is purchased) on account of tax in respect of the fuel.

(3) The application shall be made on the form and in the manner approved by the Minister and shall be given to the collector or wholesaler from whom the person purchases the fuel.

(4) Upon the Minister's request, the applicant shall give the Minister evidence satisfactory to the Minister to prove that the person is entitled under this section to the amount for which the application is made.

(5) The collector or wholesaler may make the payment to the applicant on behalf of the Minister at the time of purchase of the fuel and shall do so in a manner approved by the Minister.

(6) The Minister may, by a notice in writing, require a collector or wholesaler to cease making payments under this section or to cease making payments under this section to persons named in the notice, and the collector or wholesaler shall comply with the notice in accordance with its terms.

32. (1) Le paragraphe 21 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 19 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par substitution de «quatre ans» à «trois ans» à la cinquième ligne.

(2) Le paragraphe 21 (6) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 19 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié :

a) par substitution de «ministre» à «trésorier» à la première ligne;

b) par substitution de «quatre ans» à «trois ans» à la sixième ligne.

33. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

**21.1** (1) Le détaillant admissible qui achète du carburant mesuré selon la méthode de correction en fonction de la température et le vend mesuré selon la méthode traditionnelle peut demander au ministre de recevoir une somme calculée selon la directive du ministre à l'égard de la somme qu'il a payée au percepteur ou au grossiste (à qui il a acheté le carburant) au titre de la taxe sur le carburant.

(2) Le grossiste admissible qui n'est pas désigné comme percepteur et qui achète du carburant mesuré selon la méthode de correction en fonction de la température et le vend mesuré selon la méthode traditionnelle peut demander au ministre de recevoir une somme calculée selon la directive du ministre à l'égard de la somme qu'il a payée au percepteur (à qui il a acheté le carburant) au titre de la taxe sur le carburant.

(3) La demande est rédigée selon la formule et de la manière qu'approuve le ministre et est remise au percepteur ou au grossiste à qui la personne achète le carburant.

(4) À la demande du ministre, l'auteur de la demande lui fournit une preuve de nature à le convaincre qu'il a droit, aux termes du présent article, à la somme demandée.

(5) Le percepteur ou le grossiste peut faire le paiement à l'auteur de la demande pour le compte du ministre à l'achat du carburant et le fait de la façon qu'approuve celui-ci.

(6) Le ministre peut, par avis écrit, exiger qu'un percepteur ou un grossiste cesse de faire des paiements en vertu du présent article ou cesse d'en faire aux personnes nommées dans l'avis. Le percepteur ou le grossiste se conforme aux termes de l'avis.

Application  
by eligible  
retailer

Application  
by eligible  
wholesaler

Same

Evidence of  
entitlement

Payment on  
behalf of  
Minister

Termination  
of authority  
to make pay-  
ments

Demande du  
détaillant  
admissible

Demande du  
grossiste  
admissible

Idem

Preuve du  
droit

Paiement  
pour le  
compte du  
ministre

Révocation  
du pouvoir  
de faire des  
paiements



Collector may reduce amounts transmitted

(7) A collector may reduce the amounts required to be transmitted to the Minister under subsection 11 (1) by the amount of the payments made by the collector on behalf of the Minister under this section, until the collector receives notice from the Minister that the Minister has determined that all or part of an amount paid under this section is disallowed as an amount that was not properly payable under this section.

(7) Un percepteur peut déduire les paiements qu'il a faits pour le compte du ministre en vertu du présent article des sommes qu'il doit lui remettre aux termes du paragraphe 11 (1), jusqu'à ce qu'il reçoive du ministre un avis selon lequel celui-ci a décidé de refuser la totalité ou une partie d'une somme payée en vertu du présent article parce que son paiement n'était pas légitime en vertu du présent article.

Réduction des sommes remises

Collection of amounts paid

(8) If the Minister notifies a collector that an amount paid by the collector on behalf of the Minister under this section is disallowed by the Minister, the amount shall be deemed to be tax payable under this Act that the collector is required to remit to the Minister at the time indicated in the notice.

(8) Si le ministre avise un percepteur qu'il a refusé une somme que celui-ci a payée pour son compte en vertu du présent article, la somme est réputée une taxe payable aux termes de la présente loi que le percepteur est tenu de remettre au ministre au moment indiqué dans l'avis.

Perception de sommes payées

Wholesaler may apply for reimbursement

(9) If a wholesaler who is not designated a collector has paid an amount under this section to an eligible retailer or eligible wholesaler, the wholesaler may apply to the Minister in the manner directed by the Minister to be reimbursed for the amount paid.

(9) Le grossiste qui n'est pas désigné comme percepteur et qui a payé une somme en vertu du présent article à un détaillant admissible ou à un grossiste admissible peut en demander le remboursement au ministre, de la manière qu'ordonne celui-ci.

Demande de remboursement du grossiste

Application under subs. 21 (6)

(10) Despite subsection (1) or (2), the Minister may require an eligible retailer or an eligible wholesaler to apply under subsection 21 (6) to receive amounts otherwise payable under this section; if the Minister does so, no application may be made under this section in respect of those amounts.

(10) Malgré le paragraphe (1) ou (2), le ministre peut exiger qu'un détaillant admissible ou un grossiste admissible présente une demande visée au paragraphe 21 (6) pour recevoir des sommes payables par ailleurs en vertu du présent article, auquel cas aucune demande ne peut être présentée en vertu du présent article à l'égard de ces sommes.

Demande présentée en vertu du par. 21 (6)

Same

(11) For the purposes of an application under subsection 21 (6) that is required by the Minister under this section, amounts otherwise payable under this section shall be deemed to be an excess amount.

(11) Aux fins d'une demande visée au paragraphe 21 (6) qu'exige le ministre en vertu du présent article, les sommes payables par ailleurs en vertu du présent article sont réputées des paiements en trop.

Idem

Definitions

(12) In this section,

(12) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

“eligible retailer” means a retail dealer who is an eligible retailer under the prescribed rules; (“détaillant admissible”)

«détaillant admissible» Le détaillant qui est un détaillant admissible aux termes des règles prescrites. («eligible retailer»)

“eligible wholesaler” means a wholesaler who is an eligible wholesaler under the prescribed rules. (“grossiste admissible”)

«grossiste admissible» Le grossiste qui est un grossiste admissible aux termes des règles prescrites. («eligible wholesaler»)

34. Clause 25 (1) (b) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 21, is amended by inserting after “collector” in the fifth line “distributor”.

34. L'alinéa 25 (1) b) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 21 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «d'un distributeur,» après «percepteur,» à la cinquième ligne.

35. Clause 25.1 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 22, is repealed and the following substituted:

35. L'alinéa 25.1 (2) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 22 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(b) the corporation becomes subject to a proceeding to which section 3.6.1 applies and a claim is made under that section during the period beginning on the date on which the Minister should

b) la personne morale est assujettie à une instance à laquelle s'applique l'article 3.6.1 et une demande a été présentée aux termes de cet article entre la date à laquelle le ministre aurait dû être avisé

have been advised of the commencement of those proceedings and ending on the date that is six months after the remaining property of the collector, distributor or registered importer has been finally disposed of.

**36. The Act is amended by adding the following section:**

Penalty re  
coloured fuel

**27.1** (1) Any person who places coloured fuel in a fuel tank of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act* or causes coloured fuel to be placed in such a fuel tank shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Penalty,  
operator

(2) The operator of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act* that has coloured fuel in a fuel tank shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Penalty,  
unauthorized  
fuel

(3) Any person who places unauthorized fuel in a fuel tank of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act* or causes unauthorized fuel to be placed in such a fuel tank shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Penalty,  
operator

(4) The operator of a motor vehicle to which a number plate is attached as required under the *Highway Traffic Act* that has unauthorized fuel in a fuel tank shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to three times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

Subsequent  
penalty

(5) In addition to the penalty assessed against a person under subsection (1), (2), (3) or (4), a person who again engages in an action described in any of those subsections shall pay a penalty, when assessed therefor, equal to 10 times the tax that would be payable under section 2 if the fuel were clear fuel sold to a purchaser in Ontario.

**37. The Act is amended by adding the following section:**

de l'introduction de cette instance et la date qui tombe six mois après la disposition définitive des biens restants du perceuteur, du distributeur ou de l'importateur inscrit.

**36. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**27.1** (1) Quiconque met du carburant coloré dans un réservoir à carburant d'un véhicule automobile auquel une plaque d'immatriculation est fixée tel que l'exige le *Code de la route*, ou fait mettre du carburant coloré dans un tel réservoir, paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à trois fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Pénalité :  
carburant  
coloré

(2) L'utilisateur d'un véhicule automobile auquel une plaque d'immatriculation est fixée tel que l'exige le *Code de la route* et dont un réservoir à carburant contient du carburant coloré paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à trois fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Pénalité :  
utilisateur

(3) Quiconque met du carburant non autorisé dans un réservoir à carburant d'un véhicule automobile auquel une plaque d'immatriculation est fixée tel que l'exige le *Code de la route*, ou fait mettre du carburant non autorisé dans un tel réservoir, paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à trois fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Pénalité :  
carburant  
non autorisé

(4) L'utilisateur d'un véhicule automobile auquel une plaque d'immatriculation est fixée tel que l'exige le *Code de la route* et dont un réservoir à carburant contient du carburant non autorisé paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à trois fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Pénalité :  
utilisateur

(5) En plus de la pénalité imposée à une personne aux termes du paragraphe (1), (2), (3) ou (4), la personne qui accomplit de nouveau un acte visé à l'un ou l'autre de ces paragraphes paie, lorsqu'une cotisation est établie à cet égard, une pénalité égale à 10 fois la taxe qui serait payable aux termes de l'article 2 si le carburant était un carburant incolore vendu à un acheteur en Ontario.

Autre  
pénalité

**37. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**



Approval of  
dye by  
Minister

**28.3 (1)** The Minister may approve chemical substances that may be used to colour fuel and establish the quantity of dye in proportion to fuel to be used to colour the fuel.

**28.3 (1)** Le ministre peut approuver les substances chimiques qui peuvent servir à colorer le carburant et fixer la quantité de colorant qui, proportionnellement à celle de carburant, doit servir à cette fin.

Approbation  
du colorant  
par le  
ministre

Same

(2) The Minister may establish the quantity of dye for the purposes of the definitions of "clear fuel" and "coloured fuel" in subsection 1 (1).

(2) Le ministre peut établir la quantité de colorant pour l'application des définitions de «carburant coloré» et de «carburant incolore» au paragraphe 1 (1).

Idem

Notice

(3) The Minister shall notify registered dyers of the matters approved or established under this section.

(3) Le ministre avise les préposés à la coloration inscrits de ce qui est approuvé ou fixé en vertu du présent article.

Avis

*Regulations  
Act*

(4) The *Regulations Act* does not apply with respect to the matters approved or established under this section.

(4) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas à ce qui est approuvé ou fixé en vertu du présent article.

*Loi sur les  
règlements*

**38. (1)** Clause 29 (2) (i) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 25, is amended by inserting after "collectors" in the fourth line "distributors".

**38. (1)** L'alinéa 29 (2) i) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 25 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, est modifié par insertion de «les distributeurs,» après «percepteurs,» à la quatrième ligne.

(2) Clause 29 (2) (l) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) L'alinéa 29 (2) l) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(l) prescribing additional conditions under which fuel may be coloured using a manual process.

l) prescrire les conditions supplémentaires auxquelles le carburant peut être coloré manuellement.

(3) Subsection 29 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 25 and 1997, chapter 19, section 7, is further amended by adding the following clause:

(3) Le paragraphe 29 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 25 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991 et par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction de l'alinéa suivant :

(v) prescribing the fuel that distributors are permitted to sell, additional conditions to be met by distributors and requirements for facilities owned or operated by distributors.

v) prescrire le carburant que les distributeurs sont autorisés à vendre, les conditions supplémentaires auxquelles ils doivent se conformer et les exigences relatives aux installations dont ils sont les propriétaires ou les exploitants.

(4) Section 29 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 49, section 25, 1994, chapter 18, section 2 and 1997, chapter 19, section 7, is further amended by adding the following subsection:

(4) L'article 29 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 25 du chapitre 49 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 7 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

General or  
specific

(2.1) A regulation made under clause (2) (i) may be general or particular in its application and may be limited to specific types of collectors, distributors or registered importers.

(2.1) Les règlements pris en application de l'alinéa (2) i) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent être limités à des genres précis de percepteurs, de distributeurs ou d'importateurs inscrits.

Portée  
générale ou  
particulière

#### GASOLINE TAX ACT

#### LOI DE LA TAXE SUR L'ESSENCE

**39.** Subsection 1 (1) of the *Gasoline Tax Act*, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 13, section 1, 1992, chapter 9, section 1, 1994, chapter 18, section 3 and 1996, chapter 10, section 4, is further amended by adding the following definitions:

**39.** Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de la taxe sur l'essence*, tel qu'il est modifié par l'article 1 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 1 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 4 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est



“adjusted temperature method” means the method of measuring the dispensed volume of gasoline, aviation fuel or propane by adjusting the volume to the volume at a reference temperature of 15 degrees Celsius, by means of a dispensing pump or other metering assembly that is equipped to effect the adjustment in accordance with the specifications established under the *Weights and Measures Act* (Canada); (“méthode de correction en fonction de la température”)

“unadjusted temperature method” means a method of measuring the dispensed volume of gasoline, aviation fuel or propane that does not adjust the volume to the volume at a reference temperature of 15 degrees Celsius. (“méthode traditionnelle”)

40. Section 2 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 13, section 2, 1992, chapter 9, section 2, 1994, chapter 18, section 3 and 1996, chapter 10, section 5, is further amended by adding the following subsections:

(4.4) The tax imposed by this Act shall be computed in accordance with the following rules:

1. If the volume of gasoline, aviation fuel or propane is measured by the adjusted temperature method for the purpose of determining price, the volume of the gasoline, aviation fuel or propane shall be measured using that method for the purpose of computing amounts in respect of the tax imposed by this Act.
2. If the volume of gasoline, aviation fuel or propane is measured by the unadjusted temperature method for the purpose of determining price, the volume of the gasoline, aviation fuel or propane shall be measured using that method for the purpose of computing amounts in respect of the tax imposed by this Act.
3. A person who is a collector or wholesaler shall use the same method of measuring the volume of gasoline, aviation fuel or propane on all sales to the same person during the same year.

(4.5) Despite subsection (4.4), a collector or wholesaler may change to the other method of measuring the volume of gasoline, aviation fuel or propane on sales to a particular person,

**modifié de nouveau par adjonction des définitions suivantes :**

«méthode de correction en fonction de la température» Méthode consistant à mesurer le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane distribué en le corrigeant en fonction de la température de référence de 15 degrés Celsius, au moyen d'un ensemble de mesurage, notamment une pompe de distribution, muni des dispositifs nécessaires pour effectuer la correction conformément aux spécifications établies aux termes de la *Loi sur les poids et mesures* (Canada). («adjusted temperature method»)

«méthode traditionnelle» Méthode consistant à mesurer le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane distribué sans le corriger en fonction de la température de référence de 15 degrés Celsius. («unadjusted temperature method»)

40. L'article 2 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 2 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994 et par l'article 5 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :

(4.4) La taxe imposée par la présente loi est calculée conformément aux règles suivantes :

1. Le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane est mesuré selon la méthode de correction en fonction de la température aux fins du calcul des sommes concernant la taxe imposée par la présente loi si cette méthode sert à son mesurage aux fins de l'établissement du prix.
2. Le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane est mesuré selon la méthode traditionnelle aux fins du calcul des sommes concernant la taxe imposée par la présente loi si cette méthode sert à son mesurage aux fins de l'établissement du prix.
3. Le percepteur ou le grossiste utilise la même méthode pour mesurer le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane lors de toutes les ventes conclues avec une même personne pendant la même année.

(4.5) Malgré le paragraphe (4.4), le percepteur ou le grossiste peut changer de méthode pour mesurer le volume d'essence, de carburant aviation ou de propane lors des ventes conclues avec une personne donnée si les conditions suivantes sont réunies :

Measuring  
volume and  
calculating  
tax

Mesurage du  
volume et  
calcul de la  
taxe

Exception

Exception

- (a) if a change in method is made only once; and
- (b) if the determination of the amount of tax in respect of sales after the change in method is based on volumes measured by the new method.

41. Clause 4 (3) (a) of the Act is amended by striking out “under subsection (1)” in the third line.

42. (1) Subsection 4.8 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 19, section 8, is amended by striking out “intends to take or cause to be taken outside Ontario or” in the fifth and sixth lines.

(2) Subsection 4.8 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 5 and amended by 1994, chapter 18, section 3, is further amended by striking out “subsection (1), (2) or (3)” in the second line and substituting “subsection (1) or (3)”.

43. Subsection 8 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 6 and amended by 1996, chapter 10, section 8, is further amended by inserting “interjurisdictional carrier” after “exporter” in the sixth line.

44. (1) Subsection 11 (5) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 7 and amended by 1996, chapter 10, section 11, is repealed and the following substituted:

Assessment

(5) The Minister may assess or reassess tax payable by a purchaser or an interjurisdictional carrier or any penalty that the Minister may assess against any person under the Act within four years after the date on which the tax becomes payable.

(2) Subsection 11 (5.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 7 and amended by 1996, chapter 10, section 11, is repealed and the following substituted:

Same

(5.1) Despite subsection (5), the Minister may assess or reassess tax payable or a penalty described in that subsection at any time the Minister considers reasonable if the Minister establishes that, in making a return or in supplying or omitting to disclose information in respect of tax under the Act, the purchaser or interjurisdictional carrier has made a misrepresentation that is attributable to neglect, care-

a) il change de méthode une seule fois;

b) la taxe sur les ventes effectuées après le changement de méthode est calculée en fonction de volumes mesurés selon la nouvelle méthode.

41. L'alinéa 4 (3) a) de la Loi est modifié par suppression de «aux termes du paragraphe (1)» à la troisième ligne.

42. (1) Le paragraphe 4.8 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 8 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié par suppression de «qu'il a l'intention de sortir ou de faire sortir de l'Ontario ou» aux quatrième, cinquième et sixième lignes.

(2) Le paragraphe 4.8 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 5 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié de nouveau par substitution de «paragraphe (1) ou (3)» à «paragraphe (1), (2) ou (3)» à la deuxième ligne.

43. Le paragraphe 8 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 6 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est modifié de nouveau par insertion de «, le transporteur interterritorial» après «l'exportateur» à la sixième ligne.

44. (1) Le paragraphe 11 (5) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 7 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 11 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cotisation

(5) Le ministre peut établir une cotisation ou une nouvelle cotisation à l'égard de la taxe payable par un acheteur ou un transporteur interterritorial ou de toute pénalité qu'il peut imposer à une personne aux termes de la Loi dans les quatre ans de la date où cette taxe devient payable.

(2) Le paragraphe 11 (5.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 7 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 11 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(5.1) Malgré le paragraphe (5), le ministre peut, au moment qu'il estime raisonnable, établir une cotisation ou une nouvelle cotisation à l'égard de la taxe payable ou d'une pénalité visées à ce paragraphe s'il détermine que l'acheteur ou le transporteur interterritorial a fait une affirmation inexacte imputable à la négligence, à un manque d'attention ou à une omission volontaire ou a commis une fraude

lessness or wilful default or has committed a fraud.

(3) Subsection 11 (16) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 7, is amended by striking out “three years” in the fourth line and substituting “four years”.

45. (1) Clause 12 (2) (a) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 3, is amended by striking out “and” at the end of subclause (iii) and by adding the following subclause:

- (iii.1) all amounts paid on behalf of the Minister under section 28.2 or received under that section in respect of tax paid, to the extent that the Minister subsequently disallows the amounts in respect of a period before that date, and

(2) Clause 12 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 3, is amended by striking out “and” at the end of subclause (ii) and by adding the following subclause:

- (ii.1) all amounts paid on behalf of the Minister under section 28.2 before that date or received under that section in respect of tax paid before that date, and

46. (1) Subsection 13 (1.1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 8 and amended by 1997, chapter 19, section 8, is repealed.

(2) Subsection 13 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) A person who objects under subsection (1) may, within 180 days from the day on which the penalty for which no assessment has been made is paid, or from the day of mailing of the notice of assessment or statement of disallowance, serve on the Minister a notice of objection in the form approved by the Minister.

(3) Subsection 13 (3) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 8, is repealed and the following substituted:

- (3) The notice of objection shall,

soit en remplissant une déclaration, soit en communiquant ou en omettant de divulguer des renseignements à l'égard de la taxe visée par la présente loi.

(3) Le paragraphe 11 (16) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 7 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de « quatre ans » à « trois ans » aux troisième et quatrième lignes.

45. (1) L'alinéa 12 (2) a) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (iii.1) de toutes les sommes payées pour le compte du ministre en vertu de l'article 28.2 ou reçues en vertu de cet article à l'égard de la taxe payée, dans la mesure où le ministre refuse ensuite ces sommes à l'égard d'une période antérieure à cette date,

(2) L'alinéa 12 (2) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (ii.1) de toutes les sommes payées pour le compte du ministre en vertu de l'article 28.2 avant cette date ou reçues en vertu de cet article à l'égard de la taxe payée avant cette date,

46. (1) Le paragraphe 13 (1.1) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 8 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé.

(2) Le paragraphe 13 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) La personne qui présente une opposition en vertu du paragraphe (1) peut, dans les 180 jours de la date du paiement de la pénalité à l'égard de laquelle aucune cotisation n'a été établie ou de la mise à la poste de l'avis de cotisation ou de la déclaration de refus, signifier au ministre un avis d'opposition rédigé selon la formule qu'il approuve.

(3) Le paragraphe 13 (3) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 8 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (3) L'avis d'opposition fait ce qui suit :

Notice of  
objection

Avis  
d'opposition

Facts and  
reasons to be  
given

Faits et  
motifs



	<p>(a) clearly describe each issue raised by way of objection; and</p> <p>(b) fully set out the facts and reasons relied on by the person in respect of each issue.</p>	<p>a) il énonce clairement chaque question à laquelle s'oppose la personne;</p> <p>b) il énonce tous les faits et motifs qu'invoque la personne à l'égard de chaque question.</p>	
Same	<p>(4) If a notice of objection does not fully set out the facts and reasons relied on by the person in respect of an issue, the Minister may in writing request the person to provide the information, and the person shall be deemed to have complied with clause (3) (b) in respect of the issue if the person provides the information to the Minister in writing within 60 days after the day the request is made by the Minister.</p>	<p>(4) Si l'avis d'opposition n'énonce pas tous les faits et motifs qu'invoque la personne à l'égard d'une question, le ministre peut demander par écrit à celle-ci de fournir les renseignements. La personne est réputée s'être conformée à l'alinéa (3) b) à l'égard de la question si elle fournit les renseignements au ministre par écrit dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle le ministre les lui a demandés.</p>	Idem
Service	<p>(5) A notice of objection under this section shall be served by being sent by registered mail addressed to the Minister or by such other method as the Minister may prescribe.</p>	<p>(5) L'avis d'opposition prévu au présent article est signifié au ministre par courrier recommandé ou par tout autre mode que prescrit le ministre.</p>	Signification
Computation of time	<p>(6) For the purpose of calculating the number of days mentioned in subsection (2), (4) or 14 (1), the day on which a notice of assessment or a statement of disallowance referred to in subsection (2) is mailed, a request is made under subsection (4) or a notice is given under subsection (7) is the date stated in the notice, statement or request.</p>	<p>(6) Aux fins du calcul du nombre de jours mentionné au paragraphe (2), (4) ou 14 (1), le jour de la mise à la poste de l'avis de cotisation ou de la déclaration de refus visé au paragraphe (2), de la présentation de la demande prévue au paragraphe (4) ou de la remise de l'avis prévu au paragraphe (7) est la date qui est indiquée dans l'avis, la déclaration ou la demande.</p>	Calcul du nombre de jours
Reconsideration	<p>(7) Upon receipt of a notice of objection, the Minister shall with all due dispatch reconsider and vacate, confirm or vary the assessment, statement of disallowance or penalty, or reassess, and the Minister shall give the person written notice of the action taken by the Minister.</p>	<p>(7) Dès qu'il reçoit l'avis d'opposition, le ministre réexamine avec toute la diligence possible la cotisation, la déclaration de refus ou la pénalité et soit l'annule, la confirme ou la modifie, soit établit une nouvelle cotisation. Il avise la personne par écrit des mesures qu'il prend.</p>	Réexamen
Limitation	<p>(8) A person shall not raise, by way of objection under this section to a statement or reassessment or to a variation of an assessment, penalty or statement under subsection (7), any issue that the person is not entitled to raise by way of appeal under section 14 in respect of the statement or reassessment or of a variation of the assessment, penalty or statement.</p> <p>47. (1) Subsection 14 (1) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 9, is amended by striking out "subsection 13 (3)" in the second line and at the end and substituting in each case "subsection 13 (7)".</p> <p>(2) Subsection 14 (2) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1997, chapter 19, section 8, is repealed and the following substituted:</p> <p>(2) An appeal to the Ontario Court (General Division) shall be instituted by,</p>	<p>(8) Une personne ne peut soulever, lorsqu'elle s'oppose en vertu du présent article à une déclaration signifiée ou une nouvelle cotisation établie ou à une cotisation, pénalité ou déclaration modifiée aux termes du paragraphe (7), une question qu'elle n'a pas le droit de soulever dans l'appel de la déclaration ou de la nouvelle cotisation ou de la cotisation, pénalité ou déclaration modifiée qu'elle peut interjeter en vertu de l'article 14.</p> <p>47. (1) Le paragraphe 14 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 9 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de «paragraphe 13 (7)» à «paragraphe 13 (3)» à la deuxième ligne et à la douzième ligne.</p> <p>(2) Le paragraphe 14 (2) de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>(2) L'appel est interjeté devant la Cour de l'Ontario (Division générale) comme suit :</p>	Restriction
Appeal, how instituted	<p>(2) An appeal to the Ontario Court (General Division) shall be instituted by,</p>	<p>(2) L'appel est interjeté devant la Cour de l'Ontario (Division générale) comme suit :</p>	Procédure d'appel

- (a) filing a notice of appeal with the court in the form approved by the Minister;
- (b) paying a fee to the court in the same amount and manner as the fee payable under regulations made under the *Administration of Justice Act* on the issue of a statement of claim; and
- (c) serving on the Minister a copy of the notice of appeal as filed.

Limitation

(2.1) A person is entitled to raise by way of appeal only those issues raised by the person in a notice of objection to the assessment, statement or penalty being appealed and in respect of which the person has complied or was deemed to have complied with subsection 13 (3).

Exception

(2.2) Despite subsection (2.1), a person may raise by way of appeal an issue forming the basis of a reassessment or of a variation of assessment, statement or penalty under subsection 13 (7) if the issue was not part of the assessment, statement of disallowance or payment of penalty with respect to which the person served the notice of objection.

Application, subss. (2.1) and (2.2)

(2.3) Subsections (2.1) and (2.2) apply only in respect of appeals in respect of which the period of 90 days referred to in subsection (1) begins after December 31, 1998.

Waived right of objection or appeal

(2.4) Despite subsection (1), no person shall institute an appeal under this section to have an assessment, penalty or statement vacated or varied in respect of an issue for which the right of objection or appeal has been waived in writing by or on behalf of the person.

#### 48. The Act is amended by adding the following section:

Trust for moneys collected

**18. (1)** Any amount collected or collectable as or on account of tax under this Act by a collector or registered importer shall be deemed, despite any security interest in the amount so collected or collectable, to be held in trust for Her Majesty in right of Ontario and separate and apart from the person's property and from property held by any secured creditor that but for the security interest would be the person's property and shall be paid over by the person in the manner and at the time provided under this Act and the regulations.

Extension of trust

(2) Despite any other provision of this or any other Act, where at any time an amount deemed by subsection (1) to be held in trust is not paid as required under this Act, property of the collector or registered importer and

- a) en déposant auprès du tribunal un avis d'appel rédigé selon la formule qu'approuve le ministre;
- b) en payant au tribunal des frais selon le même montant et les mêmes modalités que les frais payables aux termes de règlements pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice* lors de la délivrance d'une déclaration;
- c) en signifiant au ministre une copie de l'avis d'appel qui a été déposé.

(2.1) Une personne n'a le droit de soulever, par voie d'appel, que les questions qu'elle soulève dans un avis d'opposition à la cotisation, à la déclaration ou à la pénalité qui est portée en appel et à l'égard desquelles elle s'est conformée ou est réputée s'être conformée au paragraphe 13 (3).

Restriction

(2.2) Malgré le paragraphe (2.1), une personne peut soulever, par voie d'appel, une question sur laquelle se fonde une nouvelle cotisation établie ou une cotisation, déclaration ou pénalité modifiée aux termes du paragraphe 13 (7) si la question ne faisait pas partie de la cotisation, de la déclaration de refus ou de la pénalité à payer à l'égard de laquelle elle a signifié l'avis d'opposition.

Exception

(2.3) Les paragraphes (2.1) et (2.2) ne s'appliquent qu'à l'égard des appels à l'égard desquels la période de 90 jours visée au paragraphe (1) commence après le 31 décembre 1998.

Application des par. (2.1) et (2.2)

(2.4) Malgré le paragraphe (1), aucune personne ne doit interjeter d'appel en vertu du présent article en vue de faire annuler ou modifier une cotisation, une pénalité ou une déclaration en ce qui concerne une question à l'égard de laquelle la personne ou son représentant a renoncé par écrit au droit d'opposition ou d'appel.

Renonciation au droit d'opposition ou d'appel

#### 48. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

**18. (1)** Les sommes perçues ou percevables au titre de la taxe par un percepteur ou un importateur inscrit aux termes de la présente loi sont réputées, malgré toute sûreté les grevant, détenues en fiducie pour Sa Majesté du chef de l'Ontario, séparées des biens de la personne et des biens que détient son créancier garanti et qui, en l'absence de la sûreté, seraient ceux de la personne. La personne remet ces sommes de la manière et au moment prévus par la présente loi et les règlements.

Fiducie

(2) Malgré toute autre disposition de la présente loi ou de toute autre loi, en cas de non-versement, contrairement à la présente loi, d'une somme qui est réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), les biens du

Non-versement

property held by any secured creditor of the collector or registered importer that but for a security interest would be property of the collector or registered importer, equal in value to the amount so deemed to be held in trust shall be deemed,

- (a) to be held, from the time the amount was collected or collectable by the collector or registered importer, separate and apart from the property of the collector or registered importer in trust for Her Majesty in right of Ontario whether or not the property is subject to a security interest; and
- (b) to form no part of the estate or property of the collector or registered importer from the time the amount was so collected or collectable whether or not the property has in fact been kept separate and apart from the estate or property of the collector or registered importer and whether or not the property is subject to such security interest.

Same

(3) The property described in subsection (2) shall be deemed to be beneficially owned by Her Majesty in right of Ontario despite any security interest in such property or in the proceeds of such property, and the proceeds of such property shall be paid to the Minister in priority to all such security interests.

Exception

(4) This section and subsection 20 (2.1) do not apply in proceedings to which the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) or the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada) applies.

Minister's certificate

(5) Every person who, as assignee, liquidator, administrator, receiver, receiver-manager, secured or unsecured creditor or agent of the creditor, trustee or other like person, other than a trustee appointed under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada), takes control or possession of the property of any collector or registered importer shall, before distributing such property or the proceeds from the realization thereof under that person's control, obtain from the Minister a certificate that the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties payable by the collector or registered importer, has been paid or that security acceptable to the Minister has been given.

No distribution without Minister's certificate

(6) Any person described in subsection (5) who distributes any property described in that subsection or the proceeds of the realization thereof without having obtained the certificate required by that subsection is personally liable to Her Majesty in right of Ontario for an

percepteur ou de l'importateur inscrit et les biens que détient son créancier garanti et qui, en l'absence d'une sûreté, seraient ceux du percepteur ou de l'importateur inscrit, d'une valeur égale à cette somme sont réputés :

- a) d'une part, détenus en fiducie pour Sa Majesté du chef de l'Ontario, à compter du moment où la somme a été perçue ou était percevable par le percepteur ou l'importateur inscrit, séparés des propres biens du percepteur ou de l'importateur inscrit, qu'ils soient ou non grevés d'une sûreté;
- b) d'autre part, ne pas faire partie du patrimoine ou des biens du percepteur ou de l'importateur inscrit à compter du moment où la somme a été perçue ou était percevable ainsi, que ces biens aient été ou non tenus séparés du patrimoine ou des propres biens du percepteur ou de l'importateur inscrit et qu'ils soient ou non grevés d'une telle sûreté.

(3) Les biens visés au paragraphe (2) sont réputés des biens dont Sa Majesté du chef de l'Ontario est propriétaire bénéficiaire malgré toute sûreté les grevant ou grevant le produit en découlant. Ce produit est versé au ministre par priorité sur une telle sûreté.

Idem

(4) Le présent article et le paragraphe 20 (2.1) ne s'appliquent pas aux instances auxquelles s'applique la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada) ou la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada).

Exception

(5) La personne qui, à titre de cessionnaire, de liquidateur, d'administrateur, de séquestre, d'administrateur-séquestre, de créancier garanti ou non garanti ou de mandataire du créancier, du fiduciaire ou d'une autre personne semblable, à l'exclusion d'un syndic nommé en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada), assume le contrôle ou prend possession des biens du percepteur ou de l'importateur inscrit obtient du ministre, avant de distribuer ces biens ou le produit de leur réalisation, un certificat attestant que la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et les pénalités payables par le percepteur ou l'importateur inscrit, a été payée ou qu'une garantie jugée suffisante par le ministre a été fournie à ce titre.

Certificat du ministre

(6) Toute personne visée au paragraphe (5) qui distribue des biens visés à ce paragraphe ou le produit de leur réalisation sans avoir obtenu le certificat exigé par le même paragraphe est personnellement tenue de verser à Sa Majesté du chef de l'Ontario une somme

Aucune distribution sans certificat du ministre



amount equal to the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties payable by the collector or registered importer.

Notice to be given

(7) The person described in subsection (5) shall, within 30 days from the date of that person's assumption of possession or control give written notice thereof to the Minister.

Minister to advise of indebtedness

(8) As soon as practicable after receiving such notice, the Minister shall advise the person described in subsection (5) of the amount deemed by subsection (1) to be held in trust, including any interest and penalties thereon.

Definitions

(9) In this section and in subsection 20 (2.1),

“secured creditor” means a person who has a security interest in the property of another person or who acts for or on behalf of that person with respect to the security interest, and includes a trustee appointed under a trust deed relating to a security interest, a receiver or receiver-manager appointed by a secured creditor or by a court on the application of a secured creditor and any other person performing a similar function; (“créancier garanti”)

“security interest” means any interest in property that secures payment or performance of an obligation, and includes an interest created by or arising out of a debenture, mortgage, lien, pledge, charge, deemed or actual trust, assignment or encumbrance of any kind whatsoever or whenever arising, created or deemed to arise or otherwise provided for, but does not include a security interest prescribed by the Minister as one to which this section does not apply. (“sûreté”)

Application

(10) This section, subsection 19.1 (11.1) and clause 25.1 (2) (b) apply in respect of any tax collected or collectable by a collector or registered importer on or after January 1, 1999, whether or not the security interest was acquired before that date.

**49. Section 19.1 of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 18, section 3, is amended by adding the following subsection:**

Effect of deemed trust

(11.1) The registration of a notice of lien and charge under this section does not affect the operation of section 18 and applies to secure any liability of a taxpayer in addition to any deemed trust under that section.

**50. Section 20 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 13 and 1994, chapter 18, section 3, is further amended by adding the following subsections:**

égale à la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et pénalités payables par le perceuteur ou l'importateur inscrit.

(7) La personne visée au paragraphe (5) donne au ministre, dans les 30 jours de la date à laquelle elle a pris possession ou assumé le contrôle des biens, un avis écrit à cet effet.

Avis obligatoire

(8) Dès que possible après avoir reçu cet avis, le ministre avise la personne visée au paragraphe (5) de la somme réputée détenue en fiducie aux termes du paragraphe (1), y compris les intérêts et les pénalités qui s'y rapportent.

Avis du ministre

(9) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et au paragraphe 20 (2.1).

Définitions

«créancier garanti» Personne qui détient une sûreté sur le bien d'une autre personne ou qui est mandataire de cette personne quant à cette sûreté, y compris un fiduciaire désigné dans un acte de fiducie portant sur la sûreté, un séquestre ou administrateur-séquestre nommé par un créancier garanti ou par un tribunal à la demande d'un créancier garanti ou une autre personne dont les fonctions sont semblables à celles de l'une de ces personnes. («secured creditor»)

«sûreté» Intérêt sur un bien qui garantit le paiement d'une dette ou l'exécution d'une obligation, y compris un intérêt né ou découlant d'une débenture, d'une hypothèque, d'un privilège, d'un nantissement, d'une fiducie réputée ou réelle et d'une cession quelle qu'en soit la nature ou à quelque date qu'elle soit créée, réputée exister ou prévue par ailleurs, à l'exclusion d'une sûreté que le ministre prescrit comme n'étant pas assujettie au présent article. («security interest»)

(10) Le présent article, le paragraphe 19.1 (11.1) et l'alinéa 25.1 (2) b) s'appliquent à l'égard de toute taxe perçue ou percevable par un perceuteur ou un importateur inscrit le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ou après cette date, que la sûreté ait été acquise ou non avant cette date.

Application

**49. L'article 19.1 de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

(11.1) L'enregistrement de l'avis de privilège et de sûreté réelle prévu au présent article n'a pas pour effet de porter atteinte à l'application de l'article 18 et sert à garantir toute obligation d'un contribuable en plus de toute fiducie réputée aux termes de cet article.

Effet de la fiducie réputée

**50. L'article 20 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 13 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié**

Same

(2.1) Despite any provision of this or any other Act, where the Minister has knowledge or suspects that within 90 days a person is, or is about to become, indebted or liable to make any payment to,

- (a) a person whose property is subject to the deemed trust created by subsection 18 (1); or
- (b) a secured creditor who has a right to receive the payment that, but for a security interest in favour of the secured creditor, would be payable to the person referred to in clause (a),

the Minister may by ordinary mail or by demand served personally, require the first-named person to pay forthwith to the Minister on account of the liability of the person referred to in clause (a) all or part of the money that would otherwise be paid, and any such payment shall become the property of Her Majesty in right of Ontario despite any security interest in it and shall be paid to the Minister in priority to any such security interest.

Same

(2.2) Subsection (2.1) applies to amounts that become subject to a deemed trust under subsection 18 (1) on or after January 1, 1999, whether or not the security interest was acquired before that date.

51. Subsection 21 (1) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 14, is amended by striking out “three years” in the ninth line and substituting “four years”.

52. Clauses 23 (1) (b) and (c) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 16 and amended by 1996, chapter 10, section 14, are repealed and the following substituted:

- (b) to evade payment of a tax imposed by this Act, destroys, alters, mutilates, hides or otherwise disposes of the records or books of account of a purchaser, person liable to pay tax under subsection 2 (4.1), retailer, wholesaler, collector, importer, exporter, interjurisdictional carrier or interjurisdictional transporter;
- (c) makes, assents to or acquiesces in the making of false or deceptive entries or omits, assents to or acquiesces in the omission to enter a material particular

**de nouveau par adjonction des paragraphes suivants :**

(2.1) Malgré toute disposition de la présente loi ou d'une autre loi, si le ministre sait ou soupçonne que, dans les 90 jours, une personne sera endettée envers l'une ou l'autre des personnes suivantes ou sera sur le point de l'être ou devra lui verser un paiement :

- a) une personne dont les biens sont assujettis à la fiducie réputée créée par le paragraphe 18 (1);
- b) un créancier garanti qui a droit au paiement qui, en l'absence de la sûreté en sa faveur, devrait être fait à la personne visée à l'alinéa a),

le ministre peut, par courrier ordinaire ou par demande signifiée à personne, exiger que la personne mentionnée en premier lieu lui verse sans délai, au titre de la dette de la personne mentionnée à l'alinéa a), la totalité ou une partie des sommes d'argent qui seraient normalement payées. Ce paiement est acquis à Sa Majesté du chef de l'Ontario malgré toute sûreté le grevant et est fait au ministre par priorité sur toute autre sûreté.

(2.2) Le paragraphe (2.1) s'applique aux sommes qui deviennent assujetties à une fiducie réputée visée au paragraphe 18 (1) le 1<sup>er</sup> janvier 1999 ou après cette date, que la sûreté ait été acquise ou non avant cette date.

51. Le paragraphe 21 (1) de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 14 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifié par substitution de « quatre ans » à « trois ans » à la huitième ligne.

52. Les alinéas 23 (1) b) et c) de la Loi, tels qu'ils sont adoptés de nouveau par l'article 16 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992 et tels qu'ils sont modifiés par l'article 14 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996, sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) détruit, altère, mutile, cache ou élimine de toute autre façon les dossiers ou les livres de comptes d'un acheteur, d'une personne redevable de la taxe prévue au paragraphe 2 (4.1), d'un détaillant, d'un grossiste, d'un percepteur, d'un importateur, d'un exportateur, d'un transporteur interterritorial ou d'un agent interterritorial dans le but d'éluider le paiement d'une taxe imposée par la présente loi;
- c) fait, dans un dossier ou un livre de comptes d'un acheteur, d'une personne redevable de la taxe prévue au paragraphe 2 (4.1), d'un détaillant, d'un gros-

in records or books of account of a purchaser, person liable to pay tax under subsection 2 (4.1), retailer, wholesaler, collector, importer, exporter, interjurisdictional carrier or interjurisdictional transporter.

**53. Clause 25.1 (2) (b) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 9, section 18, is repealed and the following substituted:**

(b) the corporation becomes subject to a proceeding to which section 18 applies and a claim is made under that section during the period beginning on the date on which the Minister should have been advised of the commencement of those proceedings and ending on the date that is six months after the remaining property of the collector or registered importer has been finally disposed of.

**54. Subsection 28 (4) of the Act is amended by striking out “three years” in the third line and in the seventh line and substituting in each case “four years”.**

**55. The Act is amended by adding the following section:**

**28.2 (1)** An eligible retailer who purchases gasoline measured by the adjusted temperature method and sells it measured by the unadjusted temperature method may apply to the Minister to receive an amount calculated in the manner directed by the Minister in respect of the amount the retailer paid to the collector or wholesaler (from whom the gasoline is purchased) on account of tax in respect of the gasoline.

(2) An eligible wholesaler who is not designated a collector and who purchases gasoline measured by the adjusted temperature method and sells it measured by the unadjusted temperature method may apply to the Minister to receive an amount calculated in the manner directed by the Minister in respect of the amount the wholesaler paid to the collector (from whom the gasoline is purchased) on account of tax in respect of the gasoline.

(3) The application shall be made on the form and in the manner approved by the Minister and shall be given to the collector or wholesaler from whom the person purchases the gasoline.

(4) Upon the Minister's request, the applicant shall give the Minister evidence satisfactory to the Minister to prove that the applicant is entitled under this section to the amount for which the application is made.

siste, d'un perceuteur, d'un importateur, d'un exportateur, d'un transporteur interterritorial ou d'un agent interterritorial, des inscriptions fausses ou trompeuses, ou y consent ou y acquiesce, ou omet d'y inscrire un détail important, ou consent ou acquiesce à cette omission.

**53. L'alinéa 25.1 (2) b) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 18 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

b) la personne morale est assujettie à une instance à laquelle s'applique l'article 18 et une demande a été présentée aux termes de cet article entre la date à laquelle le ministre aurait dû être avisé de l'introduction de cette instance et la date qui tombe six mois après la disposition définitive des biens restants du perceuteur ou de l'importateur inscrit.

**54. Le paragraphe 28 (4) de la Loi est modifié par substitution de « quatre ans » à « trois ans » à la troisième et à la septième ligne.**

**55. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**

**28.2 (1)** Le détaillant admissible qui achète de l'essence mesurée selon la méthode de correction en fonction de la température et la vend mesurée selon la méthode traditionnelle peut demander au ministre de recevoir une somme calculée selon la directive du ministre à l'égard de la somme qu'il a payée au perceuteur ou au grossiste (à qui il a acheté de l'essence) au titre de la taxe sur l'essence.

(2) Le grossiste admissible qui n'est pas désigné comme perceuteur et qui achète de l'essence mesurée selon la méthode de correction en fonction de la température et la vend mesurée selon la méthode traditionnelle peut demander au ministre de recevoir une somme calculée selon la directive du ministre à l'égard de la somme qu'il a payée au perceuteur (à qui il a acheté de l'essence) au titre de la taxe sur l'essence.

(3) La demande est rédigée selon la formule et de la manière qu'approuve le ministre et est remise au perceuteur ou au grossiste à qui la personne achète l'essence.

(4) À la demande du ministre, l'auteur de la demande lui fournit une preuve de nature à le convaincre qu'il a droit, aux termes du présent article, à la somme demandée.

Application  
by eligible  
retailer

Application  
by eligible  
wholesaler

Same

Evidence of  
entitlement

Demande du  
détaillant  
admissible

Demande du  
grossiste  
admissible

Idem

Preuve du  
droit



Payment on behalf of Minister

(5) The collector or wholesaler may make the payment to the applicant on behalf of the Minister at the time of purchase of the gasoline and shall do so in a manner approved by the Minister.

(5) Le percepteur ou le grossiste peut faire le paiement à l'auteur de la demande pour le compte du ministre à l'achat de l'essence et le fait de la façon qu'approuve celui-ci.

Paiement pour le compte du ministre

Termination of authority to make payments

(6) The Minister may, by notice in writing, require a collector or wholesaler to cease making payments under this section or to cease making payments under this section to persons named in the notice, and the collector or wholesaler shall comply with the notice in accordance with its terms.

(6) Le ministre peut, par avis écrit, exiger qu'un percepteur ou un grossiste cesse de faire des paiements en vertu du présent article ou cesse d'en faire aux personnes nommées dans l'avis. Le percepteur ou le grossiste se conforme aux termes de l'avis.

Révocation du pouvoir de faire des paiements

Collector may reduce amounts transmitted

(7) A collector may reduce the amounts required to be transmitted to the Minister under subsection 9 (1) by the amount of the payments made by the collector on behalf of the Minister under this section, until the collector receives notice from the Minister that the Minister has determined that all or part of an amount paid under this section is disallowed as an amount that was not properly payable under this section.

(7) Un percepteur peut déduire les paiements qu'il a faits pour le compte du ministre en vertu du présent article des sommes qu'il doit lui remettre aux termes du paragraphe 9 (1), jusqu'à ce qu'il reçoive du ministre un avis selon lequel celui-ci a décidé de refuser la totalité ou une partie d'une somme payée en vertu du présent article parce que son paiement n'était pas légitime en vertu du présent article.

Réduction des sommes remises

Collection of amounts paid

(8) If the Minister notifies a collector that an amount paid by the collector on behalf of the Minister under this section is disallowed by the Minister, the amount shall be deemed to be tax payable under this Act that the collector is required to remit to the Minister at the time indicated in the notice.

(8) Si le ministre avise un percepteur qu'il a refusé une somme que celui-ci a payée pour son compte en vertu du présent article, la somme est réputée une taxe payable aux termes de la présente loi que le percepteur est tenu de remettre au ministre au moment indiqué dans l'avis.

Perception de sommes payées

Wholesaler may apply for reimbursement

(9) If a wholesaler who is not designated a collector has paid an amount under this section to an eligible retailer or an eligible wholesaler, the wholesaler may apply to the Minister, in the manner directed by the Minister, to be reimbursed for the amount paid.

(9) Le grossiste qui n'est pas désigné comme percepteur et qui a payé une somme en vertu du présent article à un détaillant admissible ou à un grossiste admissible peut en demander le remboursement au ministre, de la manière qu'ordonne celui-ci.

Demande de remboursement du grossiste

Application under s. 28

(10) Despite subsection (1) or (2), the Minister may require an eligible retailer or an eligible wholesaler to apply under section 28 to receive amounts otherwise payable under this section; if the Minister does so, no application may be made under this section in respect of those amounts.

(10) Malgré le paragraphe (1) ou (2), le ministre peut exiger qu'un détaillant admissible ou un grossiste admissible présente une demande visée à l'article 28 pour recevoir des sommes payables par ailleurs en vertu du présent article, auquel cas aucune demande ne peut être présentée en vertu du présent article à l'égard de ces sommes.

Demande présentée en vertu de l'art. 28

Same

(11) For the purposes of an application under section 28 that is required by the Minister under this section, amounts otherwise payable under this section shall be deemed to be overpayments.

(11) Aux fins d'une demande visée à l'article 28 qu'exige le ministre en vertu du présent article, les sommes payables par ailleurs en vertu du présent article sont réputées des paiements en trop.

Idem

Definitions

(12) In this section,

(12) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"eligible retailer" means a retailer who is an eligible retailer under the prescribed rules; ("détaillant admissible")

«détaillant admissible» Le détaillant qui est un détaillant admissible aux termes des règles prescrites. («eligible retailer»)

"eligible wholesaler" means a wholesaler who is an eligible wholesaler under the prescribed rules. ("grossiste admissible")

«grossiste admissible» Le grossiste qui est un grossiste admissible aux termes des règles prescrites. («eligible wholesaler»)

56. The French version of section 29 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario,

56. La version française de l'article 29 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'arti-

1992, chapter 9, section 20, is amended by striking out “substantiel” in the fifth line and substituting “important”.

57. Section 33 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 13, section 8, 1992, chapter 9, section 22, 1994, chapter 18, section 3, 1996, chapter 10, section 15 and 1997, chapter 19, section 8, is further amended by adding the following section:

(2.1) A regulation made under clause (2) (i) may be general or particular in its application and may be limited to specific types of collectors, registered importers, wholesalers or retailers.

#### COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

58. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) The following provisions shall be deemed to have come into force on December 1, 1996:

1. Subsections 1 (1) and (9).
2. Subsection 2 (1).
3. Subsection 23 (1).
4. Sections 24, 33, 39, 40, 45 and 55.

(3) The following provisions come into force on January 1, 1999:

1. Subsections 1 (2) and (4), 8 (2) and 16 (1).
2. Section 17.
3. Subsections 26 (4) and 30 (2).
4. Sections 31 and 37.
5. Subsection 38 (2).

59. The short title of this Act is the *Fuel and Gasoline Tax Amendment Act, 1998*.

cle 20 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, est modifiée par substitution de «important» à «substantiel» à la cinquième ligne.

57. L'article 33 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 8 du chapitre 13 des Lois de l'Ontario de 1991, par l'article 22 du chapitre 9 des Lois de l'Ontario de 1992, par l'article 3 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1994, par l'article 15 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1996 et par l'article 8 du chapitre 19 des Lois de l'Ontario de 1997, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) Les règlements pris en application de l'alinéa (2) i) peuvent avoir une portée générale ou particulière et peuvent être limités à des genres précis de percepteurs, d'importateurs inscrits, de grossistes ou de détaillants.

#### ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

58. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les dispositions suivantes sont réputées être entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1996 :

1. Les paragraphes 1 (1) et (9).
2. Le paragraphe 2 (1).
3. Le paragraphe 23 (1).
4. Les articles 24, 33, 39, 40, 45 et 55.

(3) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 :

1. Les paragraphes 1 (2) et (4), 8 (2) et 16 (1).
2. L'article 17.
3. Les paragraphes 26 (4) et 30 (2).
4. Les articles 31 et 37.
5. Le paragraphe 38 (2).

59. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 modifiant la Loi de la taxe sur les carburants et la Loi de la taxe sur l'essence*.

General or  
specific

Portée  
générale ou  
particulière

Commence-  
ment

Entrée en  
vigueur

Same

Idem

Same

Idem

Short title

Titre abrégé









120N  
XB  
-B56



Publications

2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 75

## Projet de loi 75

**An Act to amend the Workplace  
Safety and Insurance Act, 1997**

**Loi modifiant la Loi de 1997 sur la  
sécurité professionnelle et l'assurance  
contre les accidents du travail**

**Mr. Arnott**

**M. Arnott**

**Private Member's Bill**

**Projet de loi de député**

1st Reading      October 29, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

1<sup>re</sup> lecture      29 octobre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly  
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative  
de l'Ontario





## EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the application of certain provisions of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* with respect to members of municipal volunteer fire brigades and municipal volunteer ambulance brigades. In particular, the deemed employer of each member of a municipal volunteer fire brigade or a municipal volunteer ambulance brigade sets the amount to be attributed to the member for the purposes of the insurance plan under the Act without reference to the member's actual employment, if any, as was previously the case.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie l'application de certaines dispositions de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* en ce qui concerne les membres des corps municipaux de pompiers auxiliaires et d'ambulanciers auxiliaires. En particulier, l'employeur réputé l'employeur de chaque membre d'un corps municipal de pompiers auxiliaires ou d'ambulanciers auxiliaires énonce le montant à attribuer au membre aux fins du régime d'assurance visé par la Loi sans faire mention de l'emploi réel du membre, le cas échéant, comme c'était le cas auparavant.

## An Act to amend the Workplace Safety and Insurance Act, 1997

## Loi modifiant la Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**1. Section 25 of the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997* is amended by adding the following subsection:**

Certain  
volunteers

(3.1) Subsection (3) applies with respect to a member of a municipal volunteer fire brigade or a municipal volunteer ambulance brigade as though the member were an emergency worker.

**2. Section 40 of the Act is amended by adding the following subsection:**

Certain  
volunteers

(4.1) Subsection (4) applies with respect to a member of a municipal volunteer fire brigade or a municipal volunteer ambulance brigade as though the member were an emergency worker.

**3. Section 41 of the Act is amended by adding the following subsection:**

Certain  
volunteers

(17) Subsection (16) applies with respect to a member of a municipal volunteer fire brigade or a municipal volunteer ambulance brigade as though the member were an emergency worker.

**4. Subsection 78 (3) of the Act is repealed and the following substituted:**

Same, volun-  
teer fire or  
ambulance  
brigade

(3) The statement by a deemed employer of a municipal volunteer fire brigade or a municipal volunteer ambulance brigade must set out the number of members of the brigade and the amount of earnings, fixed by the deemed employer, to be attributed to each member for the purposes of the insurance plan.

Commence-  
ment

**5. (1) Subject to subsection (2), this Act shall be deemed to have come into force on January 1, 1998.**

Same

**(2) Section 2 comes into force on the day this Act receives Royal Assent.**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**1. L'article 25 de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

Certains  
auxiliaires

(3.1) Le paragraphe (3) s'applique à l'égard d'un membre d'un corps municipal de pompiers auxiliaires ou d'ambulanciers auxiliaires comme si le membre était un travailleur dans une situation d'urgence.

**2. L'article 40 de la *Loi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

Certains  
auxiliaires

(4.1) Le paragraphe (4) s'applique à l'égard d'un membre d'un corps municipal de pompiers auxiliaires ou d'ambulanciers auxiliaires comme si le membre était un travailleur dans une situation d'urgence.

**3. L'article 41 de la *Loi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

Certains  
auxiliaires

(17) Le paragraphe (16) s'applique à l'égard d'un membre d'un corps municipal de pompiers auxiliaires ou d'ambulanciers auxiliaires comme si le membre était un travailleur dans une situation d'urgence.

**4. Le paragraphe 78 (3) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

Idem, corps  
de pompiers  
ou d'ambu-  
lanciers  
auxiliaires

(3) L'état remis par l'employeur réputé être l'employeur d'un corps municipal de pompiers auxiliaires ou d'ambulanciers auxiliaires énonce le nombre de membres du corps de pompiers ou d'ambulanciers et le montant des gains, fixé par cet employeur, à attribuer à chaque membre aux fins du régime d'assurance.

**5. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998.**

Entrée en  
vigueur

**(2) L'article 2 entre en vigueur le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.**

Idem

Short title

6. The short title of this Act is the *Emergency Volunteers Protection Act, 1998*.

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 sur la protection des travailleurs auxiliaires en situation d'urgence*. Titre abrégé



CAYON  
XB  
B36



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 76

## Projet de loi 76

**An Act to Establish the Ontario  
College of Social Workers and Social  
Service Workers**

**Loi créant l'Ordre des travailleurs  
sociaux et des techniciens en travail  
social de l'Ontario**

**The Hon. J. Ecker**  
Minister of Community and Social Services

**L'honorable J. Ecker**  
Ministre des Services sociaux et communautaires

### Government Bill

### Projet de loi du gouvernement

1st Reading      November 2, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

1<sup>re</sup> lecture      2 novembre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale



## EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers to govern the practice of social work and the practice of social service work.

Part I of the Bill contains general provisions relating to the objects, organization and administration of the College and its board of directors, the Council. The Part includes provisions respecting the relationship between the College and the Minister of Community and Social Services. Membership in the College is defined and annual meetings of the members are required.

Part II of the Bill sets out the powers and duties of the Registrar and the Registration Appeals Committee in relation to the registration of members of the College. The Part also provides for the keeping of a register and for suspension by the Registrar for failure to pay fees or to provide information required by the by-laws.

Part III of the Bill sets out the powers and duties of the Complaints Committee, the Discipline Committee and the Fitness to Practise Committee. The Complaints Committee is responsible for receiving complaints and referring them to the appropriate committee for consideration. The Discipline Committee is responsible for reviewing allegations of professional misconduct or incompetence and the Fitness to Practise Committee is responsible for reviewing allegations of incapacity.

Part IV of the Bill provides for procedures for relief from sanctions imposed on members of the College under the Bill.

Part V of the Bill permits appeals to the Divisional Court from decisions of the Registration Appeals Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee and sets out procedures for those appeals.

Part VI of the Bill permits the Registrar, in specified circumstances, to appoint an investigator to inquire into the conduct or actions of a member of the College.

Part VII provides authority to make regulations and by-laws.

Part VIII provides for reports to the College concerning members' conduct.

Part IX contains miscellaneous provisions, including limitations on the use of titles and offences.

Part X contains transitional provisions and the commencement and short title provisions.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario chargé de régir l'exercice de la profession de travailleur social et celle de technicien en travail social.

La partie I du projet de loi contient des dispositions générales concernant les objets, l'organisation et l'administration de l'Ordre ainsi que le conseil de l'Ordre qui est son conseil d'administration. Elle renferme également des dispositions portant sur les rapports entre l'Ordre et le ministre des Services sociaux et communautaires. L'adhésion à l'Ordre y est explicitée et les assemblées annuelles des membres y sont exigées.

La partie II du projet de loi énonce les pouvoirs et fonctions du registrateur et du comité d'appel des inscriptions relativement à l'inscription des membres de l'Ordre. Elle prévoit également la tenue d'un tableau par le registrateur et permet à celui-ci de suspendre un certificat pour défaut de paiement des droits ou de communication des renseignements qu'exigent les règlements administratifs.

La partie III du projet de loi énonce les pouvoirs et fonctions du comité des plaintes, du comité de discipline et du comité d'aptitude professionnelle. Le comité des plaintes est chargé de recevoir les plaintes et de les renvoyer au comité approprié pour étude. Il appartient au comité de discipline d'étudier les allégations de faute professionnelle ou d'incompétence et au comité d'aptitude professionnelle d'étudier les allégations d'incapacité.

La partie IV du projet de loi prévoit les recours dont disposent les membres de l'Ordre à l'égard des sanctions imposées aux termes du projet de loi.

La partie V du projet de loi permet d'interjeter appel devant la Cour divisionnaire des décisions du comité d'appel des inscriptions, du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle et énonce la procédure d'appel.

La partie VI du projet de loi permet au registrateur, dans les circonstances précisées, de nommer un enquêteur chargé de faire enquête sur la conduite ou les actes d'un membre de l'Ordre.

La partie VII autorise la prise de règlements et de règlements administratifs.

La partie VIII prévoit la présentation de rapports à l'Ordre concernant la conduite des membres.

La partie IX contient des dispositions diverses, dont celles qui restreignent l'emploi des titres et prévoient des infractions.

La partie X contient des dispositions transitoires et les dispositions relatives à l'entrée en vigueur et au titre abrégé.

**An Act to Establish the Ontario  
College of Social Workers and Social  
Service Workers**

**Loi créant l'Ordre des travailleurs  
sociaux et des techniciens en travail  
social de l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**CONTENTS**

1. Definitions

**PART I  
COLLEGE**

2. College established
3. Duty to protect public interest
4. Council
5. Term of office
6. Qualifications to vote
7. Quorum
8. Meetings open to public
9. Employees and officers
10. Annual report
11. Minister's powers and duties
12. Annual meeting of members
13. Membership in College
14. Committees of Council
15. Other committees
16. Vacancies in committees
17. Delegation of Council's powers

**PART II  
REGISTRATION**

18. Approval of application for registration
19. Disclosure of application file
20. Notice of proposal to refuse to issue, etc.
21. Duties of Registration Appeals Committee
22. Register
23. Suspension: failure to pay fees, provide information

**PART III  
COMPLAINTS COMMITTEE, DISCIPLINE  
COMMITTEE AND FITNESS TO PRACTISE  
COMMITTEE**

24. Duties of Complaints Committee
25. Reference by Council or Executive Committee
26. Duties of Discipline Committee
27. Duties of Fitness to Practise Committee
28. Procedure on hearings

**SOMMAIRE**

1. Définitions

**PARTIE I  
ORDRE**

2. Création de l'Ordre
3. Obligation de protéger l'intérêt public
4. Conseil
5. Mandat
6. Habilité à voter
7. Quorum
8. Caractère public des réunions
9. Employés et dirigeants
10. Rapport annuel
11. Pouvoirs et fonctions du ministre
12. Assemblée annuelle des membres
13. Qualité de membre de l'Ordre
14. Comités du conseil
15. Autres comités
16. Vacances au sein des comités
17. Délégation des pouvoirs du conseil

**PARTIE II  
INSCRIPTION**

18. Approbation d'une demande d'inscription
19. Communication des documents relatifs à la demande
20. Avis d'intention de refuser un certificat
21. Fonctions du comité d'appel des inscriptions
22. Tableau
23. Suspension : défaut de paiement de droits, défaut de fournir des renseignements

**PARTIE III  
COMITÉ DES PLAINTES, COMITÉ DE  
DISCIPLINE ET COMITÉ D'APTITUDE  
PROFESSIONNELLE**

24. Fonctions du comité des plaintes
25. Renvoi par le conseil ou le bureau
26. Fonctions du comité de discipline
27. Fonctions du comité d'aptitude professionnelle
28. Procédure



**PART IV  
REINSTATEMENT AND VARIATION**

- 29. Reinstatement after disciplinary proceedings
- 30. Reinstatement: no hearing

**PART V  
APPEALS TO COURT**

- 31. Appeal to court

**PART VI  
REGISTRAR'S POWERS OF  
INVESTIGATION**

- 32. Registrar's investigation
- 33. Entries and searches
- 34. Copying of documents and objects
- 35. Report of investigation

**PART VII  
REGULATIONS AND BY-LAWS**

- 36. Regulations of College, subject to approval
- 37. By-laws
- 38. Regulations by L. G. in C.
- 39. Regulations and by-laws: general or specific
- 40. Copies of regulations, by-laws

**PART VIII  
REPORTS TO COLLEGE CONCERNING  
MEMBERS' CONDUCT**

- 41. Employer's report, termination for misconduct, etc.
- 42. Employer's report, member convicted of offence
- 43. Member's report, sexual abuse by another member
- 44. Time for filing report
- 45. No proceeding against person reporting

**PART IX  
MISCELLANEOUS**

- 46. Use of title, social worker
- 47. Use of title, social service worker
- 48. Right to use French
- 49. Immunity of College
- 50. Confidentiality
- 51. Service of notice or document
- 52. Registrar's certificate as evidence
- 53. *Statutory Powers Procedure Act*
- 54. Compliance order
- 55. Offence, use of title
- 56. Review by Minister

**PARTIE IV  
REMISE EN VIGUEUR ET MODIFICATION**

- 29. Remise en vigueur après une instance disciplinaire
- 30. Remise en vigueur : aucune audience

**PARTIE V  
APPELS**

- 31. Appel

**PARTIE VI  
POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR**

- 32. Enquête du registrateur
- 33. Perquisitions
- 34. Reproduction de documents et d'objets
- 35. Rapport d'enquête

**PARTIE VII  
RÈGLEMENTS ET RÈGLEMENTS  
ADMINISTRATIFS**

- 36. Règlements de l'Ordre sous réserve d'approbation
- 37. Règlements administratifs
- 38. Règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil
- 39. Portée des règlements et des règlements administratifs
- 40. Copies des règlements et des règlements administratifs

**PARTIE VIII  
RAPPORTS À L'ORDRE CONCERNANT LA  
CONDUITE DES MEMBRES**

- 41. Rapport de l'employeur : congédiement pour inconduite
- 42. Rapport de l'employeur : membre déclaré coupable d'une infraction
- 43. Rapport du membre : allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel par un autre membre
- 44. Délai de dépôt du rapport
- 45. Immunité touchant les rapports

**PARTIE IX  
DISPOSITIONS DIVERSES**

- 46. Emploi du titre de travailleur social
- 47. Emploi du titre de technicien en travail social
- 48. Droit d'utilisation du français
- 49. Immunité de l'Ordre
- 50. Secret professionnel
- 51. Signification
- 52. Preuve
- 53. *Loi sur l'exercice des compétences légales*
- 54. Ordonnance enjoignant de se conformer
- 55. Infraction : emploi du titre
- 56. Examen par le ministre

**PART X  
TRANSITIONAL PROVISIONS,  
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

57. Appointment of transitional Council
58. Committees of transitional Council
59. Initial certificate
60. Revoke certificate
61. First election of Council
62. First annual meeting of members
63. Certificate without academic credentials
64. Commencement
65. Short title

Definitions

**1. In this Act,**

“by-laws” means the by-laws made under this Act; (“règlements administratifs”)

“College” means the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers; (“Ordre”)

“Council” means the Council of the College, elected and appointed under section 4; (“conseil”)

“Minister” means the Minister of Community and Social Services; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

**PART I  
COLLEGE**

College established

**2. (1)** The Ontario College of Social Workers and Social Service Workers is established.

Body corporate

**(2)** The College is a body corporate without share capital and with all the powers of a natural person.

Non-application of certain Acts

**(3)** The *Corporations Act* and *Corporations Information Act* do not apply to the College.

Duty to protect public interest

**3. (1)** In carrying out its objects, the College’s primary duty is to serve and protect the public interest.

Objects

**(2)** The College has the following objects:

1. To regulate the practice of social work and the practice of social service work and to govern its members.
2. To develop, establish and maintain qualifications for membership in the College.
3. To approve professional education programs offered by educational institutions for the purpose of applications for membership in the College.

**PARTIE X  
DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE  
EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

57. Nomination d’un conseil transitoire
58. Comités du conseil transitoire
59. Certificat initial
60. Révocation du certificat
61. Première élection du conseil
62. Première assemblée annuelle des membres
63. Certificat sans titres
64. Entrée en vigueur
65. Titre abrégé

Définitions

**1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.**

«conseil» Le conseil de l’Ordre, élu et nommé aux termes de l’article 4. («Council»)

«ministre» Le ministre des Services sociaux et communautaires. («Minister»)

«Ordre» L’Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l’Ontario. («College»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«règlements administratifs» Les règlements administratifs pris en application de la présente loi. («by-laws»)

**PARTIE I  
ORDRE**

**2. (1)** Est créé l’Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l’Ontario.

Création de l’Ordre

**(2)** L’Ordre est une personne morale sans capital-actions, dotée de tous les pouvoirs d’une personne physique.

Personne morale

**(3)** La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s’appliquent pas à l’Ordre.

Non-application de certaines lois

**3. (1)** Dans la poursuite de ses objets, l’Ordre est tenu avant tout de servir et de protéger l’intérêt public.

Obligation de protéger l’intérêt public

**(2)** Les objets de l’Ordre sont les suivants :

Objets

1. Réglementer l’exercice de la profession de travailleur social et l’exercice de la profession de technicien en travail social et régir l’activité des membres.
2. Élaborer, établir et maintenir des normes d’admissibilité à l’Ordre.
3. Approuver les programmes de formation professionnelle offerts par les établissements d’enseignement aux fins des demandes d’adhésion à l’Ordre.

4. To approve ongoing education programs for the purpose of continuing education for members of the College.
5. To provide for the ongoing education of members of the College.
6. To issue certificates of registration to members of the College and to renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate those certificates.
7. To establish and enforce professional standards and ethical standards applicable to members of the College.
8. To receive and investigate complaints against members of the College and to deal with issues of discipline, professional misconduct, incompetency and incapacity.
9. To promote high standards and quality assurance with respect to social work and social service work and to communicate with the public on behalf of the members.
10. To perform the additional functions prescribed by the regulations.

Council

4. (1) The College shall have a Council that shall be its governing body and board of directors and that shall manage and administer its affairs.

Composition of Council

(2) The Council shall be composed of,

- (a) seven social workers who are members of the College and who are elected by the members of the College in accordance with the by-laws;
- (b) seven social service workers who are members of the College and who are elected by the members of the College in accordance with the by-laws; and
- (c) seven persons who are appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Role of Registrar

(3) The Registrar shall serve as secretary to the Council and has all the rights of participation at meetings of the Council that a Council member has, other than the right to vote.

Expenses and remuneration

(4) The Minister shall pay to Council members appointed by the Lieutenant Governor in Council the expenses and remuneration determined by the Lieutenant Governor in Council.

Term of office

5. (1) No term of an elected Council member shall exceed three years.

Multiple terms

(2) A person may be a Council member for more than one term but no person may be a

4. Approuver les programmes de formation continue aux fins de l'éducation permanente des membres.
5. Prévoir la formation continue des membres.
6. Délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur des certificats d'inscription.
7. Établir et faire respecter les normes professionnelles et les normes de déontologie applicables aux membres.
8. Recevoir les plaintes déposées contre ses membres, faire enquête sur ces plaintes et traiter des questions de discipline, de faute professionnelle, d'incompétence et d'incapacité.
9. Promouvoir des normes élevées et des programmes d'assurance de la qualité en ce qui concerne le travail social et les techniques de travail social et communiquer avec le public au nom des membres.
10. S'acquitter des autres fonctions que prescrivent les règlements.

4. (1) L'Ordre a un conseil qui est son corps dirigeant et son conseil d'administration et qui gère ses affaires.

Conseil

(2) Le conseil se compose des personnes suivantes :

Composition du conseil

- a) sept travailleurs sociaux qui sont membres de l'Ordre et qui sont élus par les membres conformément aux règlements administratifs;
- b) sept techniciens en travail social qui sont membres de l'Ordre et qui sont élus par les membres conformément aux règlements administratifs;
- c) sept personnes qui sont nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(3) Le registrateur fait office de secrétaire du conseil et a les mêmes droits de participation à ses réunions qu'un membre du conseil, à l'exclusion du droit de vote.

Rôle du registrateur

(4) Les membres du conseil nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil reçoivent du ministre la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Rémunération et indemnités

5. (1) Le mandat des membres élus du conseil ne doit pas dépasser trois ans.

Mandat

(2) Les membres du conseil peuvent siéger pendant plus d'un mandat. Ils ne peuvent tou-

Mandats successifs



	Council member for more than 10 consecutive years.	tefois siéger pendant plus de 10 années consécutives.	
Qualifications to vote	6. (1) Subject to the by-laws, every member of the College who is in good standing is entitled to vote at an election of members of the Council.	6. (1) Sous réserve des règlements administratifs, tout membre en règle de l'Ordre est habilité à voter à l'élection des membres du conseil.	Habileté à voter
Member in good standing	(2) A member of the College is in good standing for the purposes of this section if, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the member is not in default of payment of a membership fee prescribed by the by-laws; and</li> <li>(b) the member's certificate of registration is not suspended.</li> </ul>	(2) Pour l'application du présent article, un membre de l'Ordre est en règle s'il remplit les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) il n'est pas en défaut de paiement d'une cotisation prescrite par les règlements administratifs;</li> <li>b) son certificat d'inscription n'est pas suspendu.</li> </ul>	Membre en règle
Quorum	7. A majority of the members of Council constitute a quorum.	7. La majorité des membres du conseil constituent le quorum.	Quorum
Meetings open to public	8. (1) Subject to subsections (2) and (3), the meetings of the Council shall be open to the public and reasonable notice shall be given to the members of the College and to the public.	8. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), les réunions du conseil sont publiques et un préavis raisonnable en est donné aux membres de l'Ordre ainsi qu'au public.	Caractère public des réunions
Exceptions	(2) The Council may exclude the public, including members of the College, from a meeting or any part of a meeting if it is satisfied that, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that the meetings be open to the public;</li> <li>(b) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;</li> <li>(c) the safety of a person may be jeopardized;</li> <li>(d) personnel matters or property transactions will be discussed; or</li> <li>(e) litigation affecting the College will be discussed or instructions will be given to or opinions received from solicitors for the College.</li> </ul>	(2) Le conseil peut exclure le public, y compris les membres de l'Ordre, d'une réunion ou d'une partie de réunion s'il est convaincu que, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les réunions doivent être publiques;</li> <li>b) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;</li> <li>c) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;</li> <li>d) des questions de personnel ou des opérations portant sur des biens feront l'objet de discussions;</li> <li>e) des litiges impliquant l'Ordre feront l'objet de discussions, des instructions seront données aux procureurs représentant l'Ordre ou des avis seront reçus de ces derniers.</li> </ul>	Exceptions
Same	(3) The Council may also exclude the public, including members of the College, from a meeting or any part of a meeting in which it will deliberate whether to exclude the public from a meeting or part of a meeting.	(3) Le conseil peut aussi exclure le public, y compris les membres de l'Ordre, d'une réunion ou d'une partie de réunion au cours de laquelle il délibérera de la question de savoir s'il doit exclure le public d'une réunion ou d'une partie de réunion.	Idem
Employees and officers	9. (1) The Council may employ the persons it considers advisable and shall have the officers provided for by the by-laws.	9. (1) Le conseil peut engager le personnel qu'il juge souhaitable et doit avoir les dirigeants prévus par les règlements administratifs.	Employés et dirigeants

Registrar appointed	(2) The Council shall appoint one of its employees as the Registrar.	(2) Le conseil nomme un de ses employés registrateur.	Nomination du registra- teur
Deputy registrars	(3) The Council may appoint one or more deputy registrars who shall have the powers of the Registrar as set out in the by-laws.	(3) Le conseil peut nommer un ou plusieurs registrateurs adjoints qui exercent les pouvoirs du registra- teur qu'énoncent les règlements ad- ministratifs.	Registrateurs adjoints
Chief execu- tive officer	(4) The Registrar shall be the chief execu- tive officer of the College.	(4) Le registra- teur est le chef de la direc- tion de l'Ordre.	Chef de la direction
Annual report	10. (1) The Council shall report annually to the Minister on the activities and financial affairs of the College.	10. (1) Le conseil présente chaque année au ministre un rapport sur les activités et la situation financière de l'Ordre.	Rapport annuel
Same	(2) The report shall include an audited financial statement.	(2) Le rapport comprend un état financier vérifié.	Idem
Minister's powers and duties	11. (1) The Minister may, (a) review the activities of the Council and require the Council to provide reports and information; (b) require the Council to do anything that the Minister believes is necessary or advisable to carry out the objects of the College; (c) require the Council to make, amend or revoke a regulation under section 36.	11. (1) Le ministre peut : a) examiner les activités du conseil et exi- ger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements; b) exiger du conseil qu'il fasse tout ce que le ministre croit nécessaire ou souhaita- ble pour réaliser les objets de l'Ordre; c) exiger du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'article 36.	Pouvoirs et fonctions du ministre
Council to comply	(2) If the Minister requires the Council to do anything under subsection (1), the Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the require- ment and submit a report to the Minister respecting the compliance.	(2) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne l'une ou l'autre des mesures prévues au paragraphe (1), le conseil doit, dans le dé- lai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport au ministre à cet effet.	Obligation du conseil
Regulations	(3) If the Minister requires the Council to make, amend or revoke a regulation under clause (1) (c) and the Council does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, make, amend or revoke the regulation.	(3) Si le ministre exige du conseil, en vertu de l'alinéa (1) c), qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement et que le conseil n'ob- tempère pas dans les 60 jours, le lieutenant- gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Annual meeting of members	12. The College shall hold an annual meet- ing of the members of the College not more than 15 months after the holding of the last preceding annual meeting of members.	12. L'Ordre tient l'assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après sa plus récente assemblée annuelle.	Assemblée annuelle des membres
Membership in College	13. (1) Every person who holds a certi- ficate of registration is a member of the Col- lege, subject to any term, condition or limita- tion to which the certificate is subject.	13. (1) Le titulaire d'un certificat d'ins- cription est membre de l'Ordre, sous réserve des conditions ou restrictions dont est assorti son certificat.	Qualité de membre de l'Ordre
Resignation of member- ship	(2) A member of the College may resign his or her membership by filing a resignation in writing with the Registrar and when the member does so, the certificate of registration is cancelled.	(2) Un membre peut démissionner de l'Or- dre en déposant sa démission écrite auprès du registra- teur, auquel cas son certificat d'ins- cription est annulé.	Démission d'un membre
Continuing jurisdiction: revocation, cancellation	(3) A person whose certificate of registra- tion is revoked or cancelled or expires contin- ues to be subject to the jurisdiction of the College for professional misconduct, incom- petence or incapacity referable to any time during which the person held a certificate of registration under this Act.	(3) La personne dont le certificat d'inscrip- tion est révoqué ou annulé ou arrive à expira- tion continue de relever de l'autorité de l'Ordre en cas de faute professionnelle, d'in- compétence ou d'incapacité se rapportant à quelque moment que ce soit où elle était	Autorité continue : révocation, annulation

Committees of Council	<b>14. (1) The Council shall establish the following committees:</b>	titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi.	Comités du conseil
	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Executive Committee.</li> <li>2. Registration Appeals Committee.</li> <li>3. Complaints Committee.</li> <li>4. Discipline Committee.</li> <li>5. Fitness to Practise Committee.</li> </ol>	<b>14. (1) Le conseil crée les comités suivants :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le bureau.</li> <li>2. Le comité d'appel des inscriptions.</li> <li>3. Le comité des plaintes.</li> <li>4. Le comité de discipline.</li> <li>5. Le comité d'aptitude professionnelle.</li> </ol>	
Same	<b>(2) In appointing persons to each committee, the Council shall ensure that,</b>	<b>(2) Lorsqu'il nomme des personnes au sein de chaque comité, le conseil s'assure de ce qui suit :</b>	Idem
	<ol style="list-style-type: none"> <li>(a) each committee has at least one member who was elected to the Council as a social worker, at least one member who was elected to the Council as a social service worker and at least one member who was appointed to the Council;</li> <li>(b) at least one-half of the members of each committee are persons elected to the Council;</li> <li>(c) at least one-third of the members of each committee are persons appointed to the Council;</li> <li>(d) no person who is a member of the Complaints Committee is also a member of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee; and</li> <li>(e) the appointments are made in accordance with the by-laws.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>a) chaque comité comprend au moins un membre élu au conseil à titre de travailleur social, au moins un membre élu au conseil à titre de technicien en travail social et au moins un membre nommé au conseil;</li> <li>b) au moins la moitié des membres de chaque comité sont des personnes élues au conseil;</li> <li>c) au moins le tiers des membres de chaque comité sont des personnes nommées au conseil;</li> <li>d) quiconque est membre du comité des plaintes n'est aussi membre du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle;</li> <li>e) les nominations sont faites conformément aux règlements administratifs.</li> </ol>	
Chair	<b>(3) The Council shall appoint one of the members of each committee referred to in subsection (1) as the Chair of that committee.</b>	<b>(3) Le conseil nomme un des membres de chaque comité visé au paragraphe (1) président de ce comité.</b>	Président
Panel appointed	<b>(4) The chair of a committee may appoint panels from among the committee's members and authorize them to conduct reviews, to consider and investigate written complaints and to hold hearings.</b>	<b>(4) Le président d'un comité peut constituer des sous-comités dont les membres sont choisis parmi les membres du comité et peut les autoriser à procéder à des examens, à étudier des plaintes écrites et à faire enquête sur elles et à tenir des audiences.</b>	Constitution de sous-comités
Same	<b>(5) Each panel appointed under subsection (4) shall be composed of at least three persons and at least one-third of the members of each panel shall be persons appointed to the Council.</b>	<b>(5) Chaque sous-comité constitué en vertu du paragraphe (4) se compose d'au moins trois personnes et au moins le tiers des membres de chaque sous-comité sont des personnes nommées au conseil.</b>	Idem
Same	<b>(6) A decision of a panel appointed under subsection (4) shall be deemed to be the decision of the committee from which it was appointed.</b>	<b>(6) La décision d'un sous-comité constitué en vertu du paragraphe (4) est réputée la décision du comité qui l'a constitué.</b>	Idem
Other committees	<b>15. The Council may establish other committees that the Council from time to time considers necessary.</b>	<b>15. Le conseil peut créer les autres comités qu'il juge nécessaires.</b>	Autres comités
Vacancies in committees	<b>16. If one or more vacancies occur in the membership of a committee of the Council,</b>	<b>16. Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein d'un comité du conseil, les mem-</b>	Vacances au sein des comités



the members remaining on the committee constitute the committee so long as their number is not fewer than the quorum established in the by-laws.

Delegation  
of Council's  
powers

17. The Council may delegate to the Executive Committee the authority to exercise any power or perform any duty of the Council other than the power to make, amend or revoke a regulation or by-law.

## PART II REGISTRATION

Approval of  
application  
for registra-  
tion

18. (1) The Registrar shall issue a certificate of registration for social work to an applicant if the applicant,

- (a) applies for it in accordance with the regulations and the by-laws;
- (b) produces documentation satisfactory to the Registrar that shows that the applicant,
  - (i) has obtained a degree in social work from a social work program or an equivalent program, as prescribed by the regulations, or
  - (ii) has a combination of academic qualifications and practical experience that is substantially equivalent to the qualifications required for such a degree, as prescribed by the regulations;
- (c) has paid the fees prescribed by the by-laws; and
- (d) meets any other requirements prescribed by the regulations for registration.

Same

(2) The Registrar shall issue a certificate of registration for social service work to an applicant if the applicant,

- (a) applies for it in accordance with the regulations and the by-laws;
- (b) produces documentation satisfactory to the Registrar that shows that the applicant,
  - (i) has obtained a diploma in social service work from a social service work program or an equivalent program, as prescribed by the regulations, or
  - (ii) has a combination of academic qualifications and practical experi-

bres qui restent constituent le comité à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum que fixent les règlements administratifs.

17. Le conseil peut déléguer au bureau ses pouvoirs ou fonctions, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement ou un règlement administratif.

Délégation  
des pouvoirs  
du conseil

## PARTIE II INSCRIPTION

18. (1) Le registrateur délivre un certificat d'inscription de travailleur social à l'auteur d'une demande qui remplit les conditions suivantes :

Approbation  
d'une  
demande  
d'inscription

- a) il présente sa demande conformément aux règlements et aux règlements administratifs;
- b) il présente les documents que le registrateur juge satisfaisants et qui attestent que, selon le cas :
  - (i) il a obtenu un diplôme en travail social dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent, selon ce que prescrivent les règlements,
  - (ii) il réunit les titres et une expérience pratique qui sont essentiellement équivalents aux qualités requises pour obtenir un tel diplôme, selon ce que prescrivent les règlements;
- c) il a acquitté les droits que prescrivent les règlements administratifs;
- d) il satisfait aux autres exigences que prescrivent les règlements aux fins de l'inscription.

(2) Le registrateur délivre un certificat d'inscription de technicien en travail social à l'auteur d'une demande qui remplit les conditions suivantes :

Idem

- a) il présente sa demande conformément aux règlements et aux règlements administratifs;
- b) il présente les documents que le registrateur juge satisfaisants et qui attestent que, selon le cas :
  - (i) il a obtenu un diplôme en techniques de travail social dans le cadre d'un programme de techniques de travail social ou d'un programme équivalent, selon ce que prescrivent les règlements,
  - (ii) il réunit les titres et une expérience pratique qui sont essentiel-

	<p>ence that is substantially equivalent to the qualifications required for such a diploma, as prescribed by the regulations;</p> <p>(c) has paid the fees prescribed by the by-laws; and</p> <p>(d) meets any other requirements prescribed by the regulations for registration.</p>	<p>lement équivalents aux qualités requises pour obtenir un tel diplôme, selon ce que prescrivent les règlements;</p> <p>c) il a acquitté les droits que prescrivent les règlements administratifs;</p> <p>d) il satisfait aux autres exigences que prescrivent les règlements aux fins de l'inscription.</p>	
Grounds for refusal	<p>(3) The Registrar may refuse to issue a certificate of registration for social work or social service work if the Registrar has reasonable grounds to believe that,</p> <p>(a) the past conduct or actions of the applicant afford grounds for belief that the applicant will not perform his or her duties as a social worker or social service worker, as the case may be, in accordance with the law, including but not limited to this Act, the regulations and the by-laws; or</p> <p>(b) the applicant does not fulfil the requirements under this Act for the issuance of the certificate.</p>	<p>(3) Le registrateur peut refuser de délivrer un certificat d'inscription de travailleur social ou de technicien en travail social s'il a des motifs raisonnables de croire :</p> <p>a) soit que la conduite ou les actes antérieurs de l'auteur de la demande offrent des motifs de croire qu'il ne s'acquittera pas de ses fonctions de travailleur social ou de technicien en travail social, selon le cas, conformément à la loi, notamment la présente loi, les règlements et les règlements administratifs;</p> <p>b) soit que l'auteur de la demande ne satisfait pas aux exigences prévues par la présente loi pour la délivrance du certificat.</p>	Motifs de refus
Same	<p>(4) Except as otherwise directed under this Act, the Registrar shall refuse to issue a certificate of registration for social work or social service work to an applicant who previously held such a certificate of registration that was revoked as a result of a decision of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee and that was not reinstated under section 29 or 30.</p>	<p>(4) Sauf disposition contraire de la présente loi, le registrateur refuse de délivrer un certificat d'inscription de travailleur social ou de technicien en travail social à l'auteur d'une demande qui était précédemment titulaire d'un tel certificat qui a été révoqué par suite d'une décision du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle et qui n'a pas été remis en vigueur aux termes de l'article 29 ou 30.</p>	Idem
Terms, etc.	<p>(5) If the Registrar believes that a certificate of registration should be issued to an applicant with terms, conditions or limitations, the Registrar may impose those terms, conditions or limitations.</p>	<p>(5) S'il croit que devrait être délivré à l'auteur d'une demande un certificat d'inscription assorti de conditions ou de restrictions, le registrateur peut imposer ces conditions ou restrictions.</p>	Conditions ou restrictions
Disclosure of application file	<p><b>19.</b> (1) The Registrar shall give an applicant for a certificate of registration, at the applicant's request, a copy of each document the College has that is relevant to the application.</p>	<p><b>19.</b> (1) Le registrateur remet sur demande à l'auteur d'une demande de certificat d'inscription une copie de chaque document se rapportant à celle-ci qui est en la possession de l'Ordre.</p>	Communication des documents relatifs à la demande
Exception	<p>(2) The Registrar may refuse to give an applicant anything that may, in the Registrar's opinion, jeopardize the safety of any person.</p>	<p>(2) Le registrateur peut refuser de remettre à l'auteur d'une demande tout ce qui pourrait, à son avis, compromettre la sécurité de quiconque.</p>	Exception
Notice of proposal to refuse to issue, etc.	<p><b>20.</b> (1) If the Registrar proposes to do one of the following, the Registrar shall first serve notice of the proposal, with written reasons for it, on the applicant:</p> <p>1. Refuse to issue a certificate of registration.</p> <p>2. Impose terms, conditions or limitations to which the applicant has not con-</p>	<p><b>20.</b> (1) Le registrateur signifie d'abord un avis de son intention, accompagné des motifs écrits, à l'auteur de la demande s'il a l'intention :</p> <p>1. soit de refuser de délivrer un certificat d'inscription;</p> <p>2. soit d'assortir de conditions ou de restrictions auxquelles n'a pas consenti</p>	Avis d'intention de refuser un certificat

	sented on a certificate of registration to be issued.	l'auteur de la demande un certificat d'inscription qui doit être délivré.	
Exception	(2) Subsection (1) does not apply if the Registrar refuses to issue a certificate under subsection 18 (4).	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le registrateur refuse de délivrer un certificat aux termes du paragraphe 18 (4).	Exception
Contents of notice	(3) A notice under subsection (1) shall state that the applicant may request a review by the Registration Appeals Committee in accordance with subsection (4).	(3) L'avis prévu au paragraphe (1) indique que l'auteur de la demande peut solliciter un examen par le comité d'appel des inscriptions conformément au paragraphe (4).	Teneur de l'avis
Request for review	(4) The request for review shall be in writing and shall be served on the Registrar within 60 days after the notice under subsection (1) is served on the applicant.	(4) La demande d'examen est présentée par écrit et est signifiée au registrateur dans les 60 jours qui suivent la signification à l'auteur de la demande de l'avis prévu au paragraphe (1).	Demande d'examen
Submissions	(5) The request for review may be accompanied by written submissions.	(5) La demande d'examen peut être accompagnée d'observations écrites.	Observations
Power of Registrar if no request	(6) If an applicant does not request a review in accordance with subsection (4), the Registrar shall carry out the proposal stated in the notice under subsection (1).	(6) Si l'auteur de la demande ne sollicite pas d'examen conformément au paragraphe (4), le registrateur donne suite à l'intention indiquée dans l'avis prévu au paragraphe (1).	Pouvoir du registrateur en l'absence de demande d'examen
Duties of Registration Appeals Committee	<b>21.</b> (1) If an applicant requests a review in accordance with subsection 20 (4), the Registration Appeals Committee shall conduct the review.	<b>21.</b> (1) Si l'auteur d'une demande sollicite un examen conformément au paragraphe 20 (4), le comité d'appel des inscriptions effectue l'examen.	Fonctions du comité d'appel des inscriptions
Exception	(2) Despite subsection (1), the Committee shall refuse to conduct a review if, in its opinion, the request for review is frivolous, vexatious or an abuse of process.	(2) Malgré le paragraphe (1), le comité refuse d'effectuer un examen s'il est d'avis que la demande d'examen est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.	Exception
Extension of time for requesting review	(3) The Committee may extend the time for requesting a review under subsection 20 (4) if it is satisfied that there are apparent grounds for granting relief on the review and that there are reasonable grounds for applying for the extension.	(3) Le comité peut proroger le délai accordé pour solliciter un examen en vertu du paragraphe 20 (4) s'il est convaincu que la demande d'examen semble fondée à première vue et qu'il existe des motifs raisonnables pour demander la prorogation.	Prorogation du délai
Examination of documents, submissions	(4) The Committee shall ensure that the person requesting the review is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the review.	(4) Le comité veille à ce que la personne qui sollicite l'examen ait l'occasion d'examiner les documents que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de ceux-ci.	Examen des documents, observations
No hearing	(5) Except as provided by section 20 and this section, the Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this part.	(5) Sous réserve de l'article 20 et du présent article, le comité n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu de la présente partie.	Aucune audience
Order	(6) After considering the request for review, the submissions and any document that the Committee considers relevant, the Committee may make an order doing one or more of the following:  1. Directing the Registrar to issue the appropriate certificate of registration.	(6) Après étude de la demande d'examen, des observations et de tout document qu'il estime pertinent, le comité peut, par ordonnance :  1. Enjoindre au registrateur de délivrer le certificat d'inscription approprié.	Ordonnance



	<p>2. Directing the Registrar to issue the appropriate certificate of registration and to make it subject to specified terms, conditions or limitations.</p> <p>3. Directing the Registrar to vary specified terms, conditions or limitations in the Registrar's proposal.</p> <p>4. Directing the Registrar to refuse to issue a certificate of registration.</p>	<p>2. Enjoindre au registrateur de délivrer le certificat d'inscription approprié et de l'assortir des conditions ou des restrictions précisées.</p> <p>3. Enjoindre au registrateur de modifier les conditions ou restrictions figurant dans son avis d'intention qui sont précisées.</p> <p>4. Enjoindre au registrateur de refuser de délivrer un certificat d'inscription.</p>	
Service of decision on parties	(7) The Committee shall give its decision under this section in writing to the Registrar, with reasons, within 60 days after considering the request for review and shall serve the person who requested the review with a copy.	(7) Le comité remet par écrit au registrateur, dans les 60 jours qui suivent l'étude de la demande d'examen, la décision motivée qu'il rend aux termes du présent article, et en signifie une copie à la personne qui a sollicité l'examen.	Signification de la décision
Register	<b>22.</b> (1) The Registrar shall maintain a register.	<b>22.</b> (1) Le registrateur tient un tableau.	Tableau
Contents	<p>(2) Subject to any by-law respecting the removal of information from the register, the register shall contain,</p> <p>(a) the name of each member of the College and the class of certificate of registration that the member holds;</p> <p>(b) any terms, conditions and limitations imposed on the member's certificate of registration;</p> <p>(c) a notation of every revocation, cancellation and suspension of a member's certificate of registration;</p> <p>(d) information that a committee required by subsection 14 (1) directs shall be included; and</p> <p>(e) information that the by-laws prescribe as information to be kept in the register.</p>	<p>(2) Sous réserve de tout règlement administratif se rapportant à la suppression de renseignements, le tableau contient ce qui suit :</p> <p>a) le nom de chaque membre de l'Ordre et la catégorie de certificat d'inscription dont il est titulaire;</p> <p>b) les conditions et les restrictions dont est assorti, le cas échéant, le certificat d'inscription du membre;</p> <p>c) l'indication de chaque révocation, annulation et suspension du certificat d'inscription d'un membre;</p> <p>d) les renseignements qu'ordonne d'y consigner un comité qu'exige le paragraphe 14 (1);</p> <p>e) les renseignements que les règlements administratifs prescrivent comme devant y figurer.</p>	Contenu du tableau
Inspection	(3) Any person has the right, during normal business hours, to inspect the register.	(3) Toute personne a le droit de consulter le tableau pendant les heures de bureau.	Consultation
Copies	(4) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any part of the register.	(4) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de toute partie du tableau.	Copies
Suspension: failure to pay fees, provide information	<p><b>23.</b> (1) The Registrar may suspend the certificate of registration of a member of the College for,</p> <p>(a) failure to pay a fee or penalty prescribed by the by-laws; or</p> <p>(b) failure to provide information required by the by-laws.</p>	<p><b>23.</b> (1) Le registrateur peut suspendre le certificat d'inscription d'un membre de l'Ordre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :</p> <p>a) défaut de paiement de droits ou de pénalités prescrits par les règlements administratifs;</p> <p>b) défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs.</p>	Suspension : défaut de paiement de droits, défaut de fournir des renseignements
Same	(2) The Registrar shall not suspend a member's certificate of registration without first giving the member two-months notice of the default and intention to suspend.	(2) Le registrateur ne peut suspendre le certificat d'inscription d'un membre sans d'abord donner à celui-ci un avis de deux mois du défaut et de son intention.	Idem

Reinstate-  
ment

(3) A person whose certificate of registration has been suspended under subsection (1) is entitled to have the suspension removed on payment of the fees and penalties prescribed by the by-laws or on provision of the information required by the by-laws, as the case may be.

**PART III  
COMPLAINTS COMMITTEE,  
DISCIPLINE COMMITTEE AND FITNESS  
TO PRACTISE COMMITTEE**

Duties of  
Complaints  
Committee

**24.** (1) The Complaints Committee shall consider and investigate written complaints regarding the conduct or actions of members of the College.

Same

(2) Despite subsection (1), the Complaints Committee shall refuse to consider and investigate a written complaint if, in its opinion,

- (a) the complaint does not relate to professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of a member of the College; or
- (b) the complaint is frivolous, vexatious or an abuse of process.

Same

(3) No action shall be taken by the Complaints Committee under subsection (5) unless,

- (a) a complaint in a form prescribed by the by-laws has been filed with the Registrar;
- (b) the member of the College whose conduct or actions are being investigated has been notified of the complaint and given at least 30 days in which to submit in writing to the Committee any explanations or representations the member may wish to make concerning the matter; and
- (c) the Committee has examined all the information and documents that the College has that are relevant to the complaint.

Same

(4) Notice of a complaint under clause 3 (b) shall include reasonable information about any allegations contained in the complaint.

Same

(5) The Complaints Committee in accordance with the information it receives shall,

- (a) direct that the matter be referred, in whole or in part, to the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee;

(3) La personne dont le certificat d'inscription a été suspendu en vertu du paragraphe (1) a le droit de faire annuler la suspension en acquittant les droits et pénalités prescrits par les règlements administratifs ou en fournissant les renseignements exigés par eux, selon le cas.

Remise en  
vigueur

**PARTIE III  
COMITÉ DES PLAINTES, COMITÉ DE  
DISCIPLINE ET COMITÉ  
D'APTITUDE PROFESSIONNELLE**

**24.** (1) Le comité des plaintes étudie les plaintes écrites se rapportant à la conduite ou aux actes des membres de l'Ordre et fait enquête sur elles.

Fonctions du  
comité des  
plaintes

(2) Malgré le paragraphe (1), le comité des plaintes refuse d'étudier une plainte écrite et de faire enquête sur elle s'il est d'avis que, selon le cas :

Idem

- a) la plainte ne porte pas sur une faute professionnelle de la part d'un membre de l'Ordre ou sur l'incompétence ou l'incapacité d'un tel membre;
- b) la plainte est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.

(3) Le comité des plaintes ne doit prendre aucune des mesures prévues au paragraphe (5) à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :

Idem

- a) une plainte a été déposée auprès du registraire dans la forme prescrite par les règlements administratifs;
- b) le membre de l'Ordre dont la conduite ou les actes font l'objet de l'enquête a été avisé de la plainte et a bénéficié d'au moins 30 jours pour présenter par écrit au comité des explications ou des observations sur la question;
- c) le comité a examiné tous les renseignements et documents pertinents en la possession de l'Ordre.

(4) L'avis de plainte qui est donné aux termes de l'alinéa (3) b) comprend des renseignements raisonnables sur toute allégation que renferme la plainte.

Idem

(5) À la lumière des renseignements qu'il reçoit, le comité des plaintes, selon le cas :

Idem

- a) ordonne que la question soit renvoyée, en tout ou en partie, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle;

	<ul style="list-style-type: none"> <li>(b) direct that the matter not be referred under clause (a);</li> <li>(c) require the person complained against to appear before the Complaints Committee to be cautioned;</li> <li>(d) refer the matter for alternative dispute resolution if the Committee considers it appropriate to do so and the complainant and the member agree; or</li> <li>(e) take any action it considers appropriate in the circumstances and that is not inconsistent with this Act, the regulations or the by-laws.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>b) ordonne que la question ne soit pas renvoyée aux termes de l'alinéa a);</li> <li>c) exige de la personne qui fait l'objet de la plainte qu'elle se présente devant lui pour recevoir un avertissement;</li> <li>d) renvoie la question aux fins de règlement extrajudiciaire des différends s'il estime que cela est approprié et que le plaignant et le membre sont d'accord;</li> <li>e) prend les mesures qu'il juge appropriées dans les circonstances et qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, les règlements ou les règlements administratifs.</li> </ul>	
Decision and reasons	(6) The Complaints Committee shall give its decision in writing to the Registrar and, except in the case of a decision made under clause (5) (a), its reasons for the decision.	(6) Le comité des plaintes remet sa décision par écrit au registrateur et, à moins que celle-ci n'ait été rendue aux termes de l'alinéa (5) a), les motifs de sa décision.	Décision et motifs
Notice	(7) The Registrar shall provide the complainant and the person complained against with a copy of the written decision made by the Complaints Committee and its reasons for the decision, if any.	(7) Le registrateur donne au plaignant et à la personne qui fait l'objet de la plainte une copie de la décision écrite du comité des plaintes et, le cas échéant, des motifs de la décision.	Avis
No hearing	(8) Except as provided by this section, the Complaints Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(8) Sous réserve du présent article, le comité des plaintes n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive aux termes du présent article.	Aucune audience
Timely disposal	(9) The Complaints Committee shall use its best efforts to dispose of a complaint within 120 days of its being filed with the Registrar.	(9) Le comité des plaintes fait tous les efforts possibles pour statuer sur une plainte dans les 120 jours qui suivent son dépôt auprès du registrateur.	Délai pour statuer sur la plainte
Reference by Council or Executive Committee	<b>25. (1)</b> The Council or the Executive Committee may direct the Discipline Committee to hold a hearing and determine any allegation of professional misconduct or incompetence on the part of a member of the College.	<b>25. (1)</b> Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité de discipline de tenir une audience et de statuer sur toute allégation de faute professionnelle ou d'incompétence à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Renvoi par le conseil ou le bureau
Same	(2) The Council or the Executive Committee may direct the Fitness to Practise Committee to hold a hearing and determine any allegation of incapacity on the part of a member of the College.	(2) Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité d'aptitude professionnelle de tenir une audience et de statuer sur toute allégation d'incapacité à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Idem
Interim suspension	(3) The Council or the Executive Committee may make an interim order directing the Registrar to suspend the certificate of registration of a member of the College or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of registration if, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) an allegation respecting the member has been referred to the Discipline Committee or to the Fitness to Practise Committee; and</li> <li>(b) the Council or the Executive Committee believes that the actions or conduct of the member in the course of his or</li> </ul>	(3) Le conseil ou le bureau peut rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registrateur de suspendre le certificat d'inscription d'un membre de l'Ordre ou d'assortir son certificat de conditions ou de restrictions si : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) d'une part, une allégation concernant le membre a été renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle;</li> <li>b) d'autre part, le conseil ou le bureau croit que les actes ou la conduite du membre dans l'exercice de sa profes-</li> </ul>	Suspension provisoire



her practice exposes or is likely to expose a person or persons to harm or injury.

Restriction

(4) No order shall be made under subsection (3) unless the member has been given,

- (a) notice of the Council's or the Executive Committee's intention to make the order; and
- (b) at least 14 days to make written submissions to the Council or the Executive Committee.

Same

(5) Clause (4) (b) does not apply if the Council or the Executive Committee believes that the delay would be inappropriate in view of the risk of harm or injury to a person or persons.

No hearing

(6) Except as provided by this section, the Council or the Executive Committee need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.

Procedure following order

(7) If an order is made under subsection (3) in relation to a matter referred to the Discipline Committee or to the Fitness to Practise Committee,

- (a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and
- (b) the committee shall give precedence to the matter.

Duration of order

(8) An order under subsection (3) continues in force until the matter is disposed of by the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee.

Duties of Discipline Committee

**26. (1)** The Discipline Committee shall,

- (a) hear and determine matters directed or referred to it under sections 24, 25 and 29; and
- (b) perform any other duties assigned to it by the Council.

Professional misconduct

(2) The Discipline Committee may find a member of the College guilty of professional misconduct if, after a hearing, the Committee believes that the member has engaged in conduct that,

- (a) contravenes this Act, the regulations or the by-laws;

sion exposent ou exposeront vraisemblablement une ou des personnes à un préjudice ou à des blessures.

Restriction

(4) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (3) à moins que le membre :

- a) d'une part, n'ait été avisé de l'intention du conseil ou du bureau de rendre l'ordonnance;
- b) d'autre part, n'ait bénéficié d'un délai d'au moins 14 jours pour présenter des observations par écrit au conseil ou au bureau.

Idem

(5) L'alinéa (4) b) ne s'applique pas si le conseil ou le bureau croit que le délai ne serait pas approprié compte tenu du risque de préjudice ou de blessures auxquels sont exposées une ou des personnes.

Aucune audience

(6) Sous réserve du présent article, le conseil ou le bureau n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.

Procédure suivant l'ordonnance

(7) Si une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (3) à l'égard d'une question renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle :

- a) d'une part, l'Ordre traite la question avec célérité;
- b) d'autre part, le comité donne priorité à la question.

Effet de l'ordonnance

(8) L'ordonnance prévue au paragraphe (3) demeure en vigueur jusqu'à ce que le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle ait statué sur la question.

Fonctions du comité de discipline

**26. (1)** Le comité de discipline fait ce qui suit :

- a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes des articles 24, 25 et 29;
- b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.

Faute professionnelle

(2) Le comité de discipline peut conclure qu'un membre de l'Ordre a commis une faute professionnelle si, à la suite d'une audience, le comité croit que le membre, de par sa conduite, a, selon le cas :

- a) contrevenu à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs;

(b) contravenes an order of the Discipline Committee, the Complaints Committee, the Council or the Registrar; or

(c) is defined as being professional misconduct in the regulations.

Incompetence

(3) The Discipline Committee may, after a hearing, find a member of the College to be incompetent if, in its opinion, the member has displayed in his or her professional responsibilities a lack of knowledge, skill or judgment or disregard for the welfare of a person or persons of a nature or extent that demonstrates that the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities or that a certificate of registration held by the member under this Act should be made subject to terms, conditions or limitations.

Powers of Discipline Committee

(4) If the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct or to be incompetent, it shall make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to revoke any certificate of registration held by the member under this Act.
2. Directing the Registrar to suspend any certificate of registration held by the member under this Act for a specified period, not exceeding 24 months.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on any certificate of registration held by the member under this Act.
4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.

Same

(5) If the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct, it may, in addition to exercising its powers under subsection (4), make an order doing one or more of the following:

1. Requiring that the member be reprimanded, admonished or counselled by the Committee or its delegate and, if considered warranted, directing that the fact of the reprimand, admonishment or counselling be recorded on the register for a specified or an unlimited period.
2. Imposing a fine in an amount that the Committee considers appropriate, to a maximum of \$5,000, to be paid by the member to the Minister of Finance for

b) contrevenu à une ordonnance du comité de discipline, du comité des plaintes ou du conseil, ou à un ordre du registraire;

c) commis une faute professionnelle au sens des règlements.

Incompétence

(3) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre de l'Ordre est incompétent s'il est d'avis que ce dernier a fait preuve, dans l'exercice de ses fonctions, d'un manque de connaissances, de compétence ou de jugement ou encore d'indifférence pour le bien-être d'une ou de plusieurs personnes d'une nature ou d'un degré tels que le membre est manifestement inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles ou qu'un certificat d'inscription dont il est titulaire en vertu de la présente loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.

(4) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompétent, il rend une ordonnance visant une ou plusieurs des fins suivantes :

Pouvoirs du comité de discipline

1. Enjoindre au registraire de révoquer tout certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
2. Enjoindre au registraire de suspendre, pendant une période précisée qui ne dépasse pas 24 mois, tout certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
3. Enjoindre au registraire d'assortir de conditions ou de restrictions précisées tout certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période précisée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.

(5) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle, outre qu'il exerce les pouvoirs que lui confère le paragraphe (4), il peut, par ordonnance :

Idem

1. Exiger que le membre reçoive une réprimande, un avertissement ou des conseils de la part du comité ou de son délégué et, si cela est nécessaire, ordonner que ce fait soit consigné au tableau pendant une période déterminée ou indéterminée.
2. Infliger une amende selon le montant que le comité juge approprié, lequel ne peut dépasser 5 000 \$, et que le mem-

payment into the Consolidated Revenue Fund.

3. Directing that the finding and the order of the Committee be published, in detail or in summary, with or without the name of the member, in the official publication of the College and in any other manner or medium that the Committee considers appropriate in the particular case.

4. Fixing costs to be paid by the member.

Same

(6) In making an order under paragraph 4 of subsection (4), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the successful completion by the member of specified courses of study.

Same

(7) In making an order revoking or suspending a certificate of registration or imposing terms, conditions or limitations on a certificate of registration, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 29.

Publication on request

(8) The Discipline Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of professional misconduct or incompetence was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.

Costs

(9) If the Discipline Committee believes that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member of the College for his or her costs or the portion of them fixed by the Discipline Committee.

Duties of Fitness to Practise Committee

**27. (1)** The Fitness to Practise Committee shall,

- (a) hear and determine matters directed or referred to it under sections 24, 25 or 29; and
- (b) perform any other duties assigned to it by the Council.

Incapacity

(2) The Fitness to Practise Committee may, after a hearing, find a member of the College to be incapacitated if, in its opinion, the member is suffering from a physical or mental condition or disorder such that,

- (a) the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities; or
- (b) a certificate of registration held by the member under this Act should be made

bre doit payer au ministre des Finances qui la verse au Trésor.

3. Ordonner que la conclusion et l'ordonnance du comité soient publiées de façon détaillée ou sommaire, avec ou sans indication du nom du membre, dans la publication officielle de l'Ordre et de toute autre manière ou par tout autre moyen que le comité juge approprié en l'occurrence.

4. Fixer les frais que le membre doit payer.

(6) Lorsqu'il rend une ordonnance aux termes de la disposition 4 du paragraphe (4), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il termine avec succès des programmes d'études précisés.

Idem

(7) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat d'inscription ou à assortir un certificat d'inscription de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 29.

Idem

(8) Si le comité de discipline conclut qu'une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.

Publication sur demande

(9) Si le comité de discipline croit que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre de l'Ordre tout ou partie des frais que fixe le comité.

Frais

**27. (1)** Le comité d'aptitude professionnelle fait ce qui suit :

Fonctions du comité d'aptitude professionnelle

- a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes des articles 24, 25 ou 29;
- b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.

(2) À la suite d'une audience, le comité d'aptitude professionnelle peut conclure qu'un membre de l'Ordre est frappé d'incapacité s'il est d'avis que ce dernier est atteint d'une affection physique ou mentale ou de troubles physiques ou mentaux qui sont tels que, selon le cas :

Incapacité

- a) le membre est inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles;
- b) le certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente



	subject to terms, conditions or limitations.	loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.	
Powers of Fitness to Practise Committee	<p>(3) If the Fitness to Practise Committee finds a member to be incapacitated, it shall make an order doing one or more of the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration.</li> <li>2. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration for a specified period, not exceeding 24 months.</li> <li>3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on the member's certificate of registration.</li> <li>4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.</li> </ol>	<p>(3) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'un membre est frappé d'incapacité, il rend une ordonnance visant une ou plusieurs des fins suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d'inscription du membre.</li> <li>2. Enjoindre au registrateur de suspendre, pendant une période précisée qui ne dépasse pas 24 mois, le certificat d'inscription du membre.</li> <li>3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées le certificat d'inscription du membre.</li> <li>4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période précisée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.</li> </ol>	Pouvoirs du comité d'aptitude professionnelle
Same	(4) In making an order under paragraph 4 of subsection (3), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the production to the Committee of evidence satisfactory to it that any physical or mental condition or disorder in respect of which the penalty was imposed has been resolved.	(4) Lorsqu'il rend une ordonnance aux termes de la disposition 4 du paragraphe (3), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il produise au comité des preuves qui le convainquent que l'affection physique ou mentale ou les troubles physiques ou mentaux qui ont donné lieu à la pénalité ont été surmontés.	Idem
Same	(5) In making an order revoking or suspending a certificate of registration or imposing terms, conditions or limitations on a certificate of registration, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 29.	(5) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat d'inscription ou à assortir un tel certificat de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 29.	Idem
Publication on request	(6) The Fitness to Practise Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of incapacity was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.	(6) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'une allégation d'incapacité n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.	Publication sur demande
Costs	(7) If the Fitness to Practise Committee believes that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member for his or her costs or the portion of them fixed by the Committee.	(7) Si le comité d'aptitude professionnelle croit que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre tout ou partie des frais que fixe le comité.	Frais
Procedure on hearings	<b>28.</b> (1) This section applies to hearings of the Discipline Committee under section 26 and to hearings of the Fitness to Practise Committee under section 27.	<b>28.</b> (1) Le présent article s'applique aux audiences que tient le comité de discipline aux termes de l'article 26 et à celles que tient le comité d'aptitude professionnelle aux termes de l'article 27.	Procédure
Parties	(2) The College and the member of the College whose conduct or actions are being investigated are parties to the hearing.	(2) L'Ordre et le membre de l'Ordre dont la conduite ou les actes font l'objet d'une enquête sont parties à l'audience.	Parties

Examination  
of documen-  
tary evidence

(3) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.

(3) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.

Examen de  
la preuve do-  
cumentaire

Members  
holding  
hearing not  
to have taken  
part in  
investigation

(4) Members of the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee holding a hearing shall not have taken part before the hearing in any investigation of the subject-matter of the hearing, other than as a member of the Council or Executive Committee considering the referral of the matter to the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee, and shall not communicate directly or indirectly about the subject-matter of the hearing with any person or with any party or representative of a party except on notice to and opportunity for all parties to participate.

(4) Les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle qui tiennent une audience ne doivent pas avoir pris part, avant l'audience, à une enquête portant sur l'objet de l'audience, si ce n'est à titre de membre du conseil ou du bureau qui examine le renvoi de la question au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle. Ils ne doivent pas non plus communiquer directement ou indirectement avec une personne, une partie ou un représentant de cette dernière au sujet de l'objet de l'audience sauf si toutes les parties en sont avisées et ont l'occasion de participer.

Restriction  
relative aux  
enquêtes

Same

(5) Despite subsection (4), the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee may seek legal advice from an adviser independent from the parties and, in that case, the nature of the advice shall be made known to the parties so that they may make submissions as to the law.

(5) Malgré le paragraphe (4), le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut demander des conseils juridiques à un conseiller indépendant des parties. Dans ce cas, la nature des conseils est communiquée aux parties pour qu'elles puissent présenter des observations quant au droit applicable.

Idem

Discipline  
Committee  
hearings to  
be public

(6) A hearing of the Discipline Committee shall, subject to subsections (7) and (8), be open to the public.

(6) Sous réserve des paragraphes (7) et (8), les audiences du comité de discipline sont publiques.

Caractère  
public des  
audiences

Exceptions

(7) The Discipline Committee may make an order that the public, including members of the College, be excluded from a hearing or any part of a hearing if the Committee is satisfied that,

(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance excluant le public, y compris les membres de l'Ordre, d'une audience ou d'une partie d'audience s'il est convaincu que, selon le cas :

Exceptions

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced; or
- (d) the safety of a person may be jeopardized.

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise.

Same

(8) The Discipline Committee may also make an order that the public, including members of the College, be excluded from any part of a hearing in which it will deliberate whether to exclude them from a hearing or a part of a hearing.

(8) Le comité de discipline peut aussi rendre une ordonnance excluant le public, y compris les membres de l'Ordre, de toute partie d'une audience au cours de laquelle il délibérera de la question de savoir s'il doit exclure le public d'une audience ou d'une partie d'audience.

Idem

Fitness to  
Practise  
Committee  
hearings to  
be closed

(9) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall, subject to subsection (10), be closed to the public, including members of the College.

(9) Sous réserve du paragraphe (10), le public, y compris les membres de l'Ordre, est exclu des audiences du comité d'aptitude professionnelle.

Huis clos

Open on request of member in some cases

(10) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall be open to the public, including members of the College, if the person who is alleged to be incapacitated requests it in a written notice received by the Registrar before the day the hearing commences, unless the Fitness to Practise Committee is satisfied that,

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of acceding to the request of the person who is alleged to be incapacitated;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced; or
- (d) the safety of a person may be jeopardized.

Same

(11) The Fitness to Practise Committee may also make an order that the public, including members of the College, be excluded from any part of a hearing in which it will deliberate whether to exclude them from a hearing or a part of a hearing.

Recording of evidence

(12) The oral evidence taken before the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.

Only members at hearing to participate in decision

(13) No member of the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall participate in a decision of the committee following a hearing unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties.

Release of documentary evidence

(14) Documents and things put in evidence at a hearing shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.

Service of decision, reasons

(15) Subject to subsection (16), the committee shall give its decision in writing with reasons and serve it,

- (a) on the parties; and
- (b) if the matter was referred to the Discipline Committee as a result of a complaint under subsection 24 (1), on the complainant.

Same

(16) If the hearing was closed, the Discipline Committee or Fitness to Practise Com-

(10) Une audience du comité d'aptitude professionnelle est publique, et les membres de l'Ordre peuvent y assister, si la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité en fait la demande par avis écrit, lequel doit parvenir au registrateur avant le jour où débute l'audience, à moins que le comité ne soit convaincu que, selon le cas :

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'accéder à la demande de la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise.

(11) Le comité d'aptitude professionnelle peut aussi rendre une ordonnance excluant le public, y compris les membres de l'Ordre, de toute partie d'une audience au cours de laquelle il délibérera de la question de savoir s'il doit exclure le public d'une audience ou d'une partie d'audience.

(12) Les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle sont consignés et une copie de leur transcription est fournie à toute partie, à ses frais, sur demande.

(13) Seuls les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité à l'issue d'une audience.

(14) Les documents et choses produits en preuve à une audience sont remis sur demande par le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.

(15) Sous réserve du paragraphe (16), le comité rend sa décision par écrit, accompagnée des motifs, et la signifie :

- a) aux parties;
- b) au plaignant, si la question a été renvoyée au comité de discipline par suite d'une plainte déposée aux termes du paragraphe 24 (1).

(16) Si l'audience a été tenue à huis clos, le comité de discipline ou le comité d'aptitude

Audience publique sur demande du membre dans certains cas

Idem

Consignation des témoignages

Participation à la décision

Remise de la preuve documentaire

Signification de la décision et motifs

Idem



mittee may, in its discretion, withhold reasons when it serves its decision on the complainant.

#### PART IV REINSTATEMENT AND VARIATION

Reinstatement after disciplinary proceedings

29. (1) A person who has had a certificate of registration revoked or suspended as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar to have a new certificate issued or the suspension removed.

Variation after disciplinary proceedings

(2) A person who has a certificate of registration that is subject to terms, conditions or limitations as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar for the removal or modification of the terms, conditions or limitations.

Time of application

(3) An application under subsection (1) or (2) shall not be made before the expiry of the period fixed for the purpose by the Discipline Committee under subsection 26 (7) or under paragraph 6 of subsection (6), as the case may be.

Same

(4) If the Discipline Committee did not fix a period under subsection 26 (7) or under paragraph 6 of subsection (6), an application under subsection (1) or (2) shall not be made earlier than one year from the date of the order under section 26 or the date of the last order made under this section, as the case may be.

Referral to Discipline Committee

(5) The Registrar shall refer an application under subsection (1) or (2) to the Discipline Committee.

Order

(6) The Discipline Committee may, after a hearing, make an order doing one or more of the following:

1. Refusing the application.
2. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant.
3. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate of registration.
4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of registration.
5. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation on the applicant's certificate of registration.
6. Fixing a period during which the applicant may not apply under this section.

professionnelle peut, à sa discrétion, signifier sa décision au plaignant sans les motifs.

#### PARTIE IV REMISE EN VIGUEUR ET MODIFICATION

29. (1) La personne dont le certificat d'inscription a été révoqué ou suspendu à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registrateur qu'un nouveau certificat lui soit délivré ou que la suspension soit annulée.

Remise en vigueur après une instance disciplinaire

(2) La personne dont le certificat d'inscription est assorti de conditions ou de restrictions à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registrateur que ces conditions ou restrictions soient supprimées ou modifiées.

Modification après une instance disciplinaire

(3) La demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée avant l'expiration du délai fixé à cette fin par le comité de discipline en vertu du paragraphe 26 (7) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), selon le cas.

Délai de présentation

(4) Si le comité de discipline n'a fixé aucun délai en vertu du paragraphe 26 (7) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée en-deçà d'un an à compter de la date de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 26 ou de la date de la dernière ordonnance rendue en vertu du présent article, selon le cas.

Idem

(5) Le registrateur renvoie la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) au comité de discipline.

Renvoi au comité de discipline

(6) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut, par ordonnance :

Ordonnance

1. Refuser la demande.
2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande.
3. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
4. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions et de restrictions précisées le certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
5. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
6. Fixer un délai dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du présent article.

Parties	(7) The College and the applicant are parties to the hearing under this section.	(7) L'Ordre et l'auteur de la demande sont parties à l'audience tenue aux termes du présent article.	Parties
Examination of documentary evidence	(8) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.	(8) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.	Examen de la preuve documentaire
Closed hearings	(9) Hearings of the Discipline Committee under this section shall be closed to the public, including members of the College.	(9) Est exclu des audiences que tient le comité de discipline aux termes du présent article le public, y compris les membres de l'Ordre.	Huis clos
Recording of evidence	(10) If requested by a party, the oral evidence taken before the Discipline Committee under this section shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.	(10) À la demande d'une partie, les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline aux termes du présent article sont consignés et, à la demande d'une partie, une copie de leur transcription est fournie à celle-ci, à ses frais.	Consignation des témoignages
Only members at hearing to participate in decision	(11) No member of the Discipline Committee shall participate in a decision of the Committee under this section unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and the argument of the parties.	(11) Seuls les membres du comité de discipline qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité aux termes du présent article.	Participation à la décision
Release of documentary evidence	(12) Documents and things put in evidence at a hearing under this section shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.	(12) Les documents et choses produits en preuve à une audience tenue aux termes du présent article sont remis sur demande par le comité de discipline à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.	Remise de la preuve documentaire
Service of decision on parties	(13) The Discipline Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve each party with a copy of the decision.	(13) Le comité de discipline rend aux termes du présent article sa décision par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à chacune des parties.	Signification de la décision aux parties
Fitness to Practise Committee	(14) Subsections (1) to (13) apply with necessary modifications to the Fitness to Practise Committee and, for the purpose,	(14) Les paragraphes (1) à (13) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au comité d'aptitude professionnelle et, à cet égard :	Comité d'aptitude professionnelle
	(a) a reference to the Discipline Committee shall be deemed to be a reference to the Fitness to Practise Committee; and	a) la mention du comité de discipline est réputée une mention du comité d'aptitude professionnelle;	
	(b) a reference to subsection 26 (7) shall be deemed to be a reference to subsection 27 (5).	b) la mention du paragraphe 26 (7) est réputée une mention du paragraphe 27 (5).	
Reinstatement: no hearing	<b>30.</b> The Council or Executive Committee may, without a hearing, with respect to a person who has had a certificate suspended or revoked for any reason under this Act, make an order doing one or more of the following:	<b>30.</b> Dans le cas d'une personne dont le certificat d'inscription a été suspendu ou révoqué pour quelque motif que ce soit en vertu de la présente loi, le conseil ou le bureau peut, par ordonnance et sans tenir d'audience :	Remise en vigueur : aucune audience
	1. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the person.	1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à la personne.	
	2. Directing the Registrar to remove the suspension of the person's certificate of registration.	2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de la personne.	

## PART V APPEALS TO COURT

Appeal to  
court

**31. (1)** A party to a proceeding before the Registration Appeals Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee may appeal to the Divisional Court, in accordance with the rules of court, from the decision or order of the committee.

Same

(2) For purposes of this section, a person who requests a review under section 20 is a party to the review by the Registration Appeals Committee.

Certified  
copy of  
record

(3) On the request of a party desiring to appeal to the Divisional Court and on payment of the fee prescribed by the by-laws for the purpose, the Registrar shall give the party a certified copy of the record of the proceeding, including any documents received in evidence and the decision or order appealed from.

Powers of  
court on  
appeal

(4) An appeal under this section may be made on questions of law or fact or both and the court may affirm or may rescind the decision of the committee appealed from and may exercise all powers of the committee and may direct the committee to take any action which the committee may take and that the court considers appropriate and, for the purpose, the court may substitute its opinion for that of the committee or the court may refer the matter back to the committee for rehearing, in whole or in part, in accordance with any directions the court considers appropriate.

Effect of  
appeal

(5) An appeal from a decision or order of a committee mentioned in subsection (1) does not operate as a stay of that decision or order.

## PART VI REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION

Registrar's  
investigation

**32. (1)** If the Registrar believes on reasonable and probable grounds,

- (a) that a member of the College has committed an act of professional misconduct or is incompetent or incapacitated;
- (b) that there is cause to refuse to issue a certificate applied for under this Act;
- (c) that there is cause to suspend or revoke a certificate issued under this Act; or
- (d) that there is cause to impose terms, conditions or limitations on a certificate applied for or issued under this Act,

## PARTIE V APPELS

**31. (1)** Une partie à une instance devant le comité d'appel des inscriptions, le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire de la décision ou de l'ordonnance du comité conformément aux règles de pratique.

Appel

(2) Pour l'application du présent article, la personne qui sollicite un examen en vertu de l'article 20 est partie à l'examen qu'effectue le comité d'appel des inscriptions.

Idem

(3) À la demande d'une partie qui souhaite interjeter appel devant la Cour divisionnaire et sur acquittement des droits prescrits par les règlements administratifs à cet effet, le registraire remet à la partie une copie certifiée conforme du dossier de l'instance, y compris les documents reçus en preuve et la décision ou l'ordonnance portée en appel.

Copie  
conforme du  
dossier

(4) L'appel interjeté en vertu du présent article peut porter sur des questions de droit ou de fait, ou les deux. Le tribunal peut confirmer ou annuler la décision du comité portée en appel, exercer les pouvoirs du comité et enjoindre à celui-ci de prendre toute mesure qu'il est habilité à prendre et que le tribunal juge appropriée. À cette fin, le tribunal peut substituer son opinion à celle du comité ou lui renvoyer la question pour qu'il l'entende de nouveau, en totalité ou en partie, conformément aux directives que le tribunal juge appropriées.

Pouvoirs du  
tribunal saisi  
de l'appel

(5) L'appel d'une décision ou d'une ordonnance d'un comité visé au paragraphe (1) n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de cette décision ou de cette ordonnance.

Effet de  
l'appel

## PARTIE VI POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR

**32. (1)** Le registraire peut nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés d'établir le bien-fondé de ses prétentions s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables :

Enquête du  
registraire

- a) soit qu'un membre de l'Ordre a commis une faute professionnelle ou est incompetent ou frappé d'incapacité;
- b) soit qu'il y a lieu de refuser de délivrer un certificat demandé en vertu de la présente loi;
- c) soit qu'il y a lieu de suspendre ou de révoquer un certificat délivré en vertu de la présente loi;
- d) soit qu'il y a lieu d'assortir de conditions ou de restrictions un certificat demandé ou délivré en vertu de la présente loi.



the Registrar may appoint one or more investigators to investigate whether such act has occurred, such incompetence or incapacity exists or there is such cause.

Approval of  
Executive  
Committee

(2) The Registrar shall not make an appointment under subsection (1) without the approval of the Executive Committee.

Powers of  
investigator

(3) The investigator may inquire into and examine the conduct or actions of the member to be investigated as the conduct or actions relate to the matter the Registrar sought to be investigated in appointing the investigator.

Same

(4) The investigator has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*.

Same

(5) The investigator may, on production of his or her appointment, enter at any reasonable time the place of work of the member or the premises of the member's employer and may examine anything found there that is relevant to the investigation.

Obstruction  
of investi-  
gator

(6) No person shall obstruct an investigator in the course of his or her duties or withhold or conceal from him or her or destroy anything that is relevant to the investigation.

Entries and  
searches

**33.** (1) A justice of the peace may, on the application of an investigator, issue a warrant authorizing the investigator to enter and search a place and examine anything that is relevant to the investigation if the justice of the peace is satisfied that the investigator has been properly appointed and that there are reasonable and probable grounds for believing that,

(a) the member being investigated has committed an act of professional misconduct or is incompetent or incapacitated; and

(b) there is something relevant to the investigation at the place.

Searches by  
day unless  
stated

(2) A warrant issued under subsection (1) does not authorize an entry or search after sunset or before sunrise unless it is expressly stated in the warrant.

Assistance  
and entry by  
force

(3) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) may be assisted by other persons and may enter a place by force.

Investigator  
to show  
identification

(4) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) shall produce his or her identification, on request, to any person at the place.

(2) Le registrateur ne peut procéder à la nomination visée au paragraphe (1) sans l'approbation du bureau.

Approbation  
du bureau

(3) L'enquêteur peut examiner la conduite ou les actes du membre qui doit faire l'objet de l'enquête dans la mesure où cette conduite ou ces actes se rapportent à la question sur laquelle le registrateur, en nommant l'enquêteur, voulait faire porter l'enquête.

Pouvoirs de  
l'enquêteur

(4) Pour les besoins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*.

Idem

(5) L'enquêteur peut, sur production de l'acte de sa nomination, pénétrer à toute heure raisonnable dans le lieu de travail du membre ou dans les locaux de son employeur et examiner tout ce qui est pertinent.

Idem

(6) Nul ne doit entraver le travail d'un enquêteur dans l'exercice de ses fonctions, ni garder par-devers soi, lui dissimuler ou détruire quoi que ce soit qui est pertinent.

Entrave au  
travail de  
l'enquêteur

**33.** (1) Un juge de paix peut décerner à l'enquêteur qui en fait la demande un mandat l'autorisant à pénétrer dans un lieu et à y perquisitionner, ainsi qu'à examiner tout ce qui est pertinent, s'il est convaincu que l'enquêteur a été nommé de façon régulière et qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que :

Perquisitions

a) d'une part, le membre qui fait l'objet de l'enquête a commis une faute professionnelle ou est incompetent ou frappé d'incapacité;

b) d'autre part, il se trouve quelque chose de pertinent dans ce lieu.

(2) Le mandat décerné aux termes du paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une entrée ou une perquisition entre le coucher et le lever du soleil, sauf indication contraire expresse dans le mandat.

Perquisition  
de jour sauf  
indication  
contraire

(3) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) peut se faire aider par d'autres personnes et peut avoir recours à la force pour y pénétrer.

Aide et  
recours à la  
force

(4) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) est tenu de présenter une pièce d'identité à toute personne

Obligation  
de l'enquê-  
teur de pré-  
senter  
une pièce  
d'identité

qui se trouve sur les lieux et qui en fait la demande.

**34. (1)** L'enquêteur peut, aux frais de l'Ordre, faire une copie des documents ou objets qu'il peut examiner en vertu de l'article 32 ou d'un mandat décerné aux termes de l'article 33.

Reproduction de documents et d'objets

**(2)** L'enquêteur peut enlever les documents ou objets visés au paragraphe (1) si, selon le cas :

Enlèvement de documents et d'objets

a) il n'est pas possible d'en faire une copie sur les lieux mêmes;

b) une copie ne suffit pas pour les besoins de l'enquête.

**(3)** S'il est possible de faire une copie des documents ou objets enlevés en vertu paragraphe (2), l'enquêteur :

Restitution des documents et objets ou des copies

a) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) a), restitue les documents ou objets dans un délai raisonnable;

b) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) b), fournit à la personne qui était en possession des documents ou objets une copie de ceux-ci, dans un délai raisonnable.

**(4)** Les copies de documents ou d'objets qui sont certifiées conformes aux originaux par un enquêteur sont reçues en preuve dans toute instance dans la même mesure que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

Copies à titre de preuve

**35.** Le registrateur présente un rapport faisant état du résultat de l'enquête au bureau, au comité d'appel des inscriptions, au comité des plaintes, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle, ou à plusieurs d'entre eux, selon ce qu'il juge approprié.

Rapport d'enquête

## PART VII REGULATIONS AND BY-LAWS

**36. (1)** Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

1. prescribing classes of certificates of registration and imposing terms, conditions and limitations on the certificates of registration as a class;
2. respecting applications for certificates of registration or classes of them and the issuing, suspension, revocation and expiration of the certificates or classes of them;

## PARTIE VII RÈGLEMENTS ET RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

**36. (1)** Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement :

Règlements de l'Ordre sous réserve d'approbation

1. prescrire les catégories de certificats d'inscription et fixer les conditions et les restrictions dont sont assortis les certificats d'inscription d'une catégorie donnée;

2. traiter des demandes de certificats d'inscription ou de catégories de ceux-ci et de la délivrance, de la suspension, de la révocation et de l'expiration des certificats ou des catégories de ceux-ci;

Copying of documents and objects

**34. (1)** An investigator may copy, at the College's expense, a document or object that an investigator may examine under section 32 or under the authority of a warrant issued under section 33.

Removal of documents and objects

**(2)** An investigator may remove a document or object described in subsection (1) if,

(a) it is not practicable to copy it in the place where it is examined; or

(b) a copy of it is not sufficient for the purposes of the investigation.

Return of documents and objects or copies

**(3)** If it is practicable to copy a document or object removed under subsection (2), the investigator shall,

(a) if it was removed under clause (2) (a), return the document or object within a reasonable time; or

(b) if it was removed under clause (2) (b), provide the person who was in possession of the document or object with a copy of it within a reasonable time.

Copy as evidence

**(4)** A copy of a document or object certified by an investigator to be a true copy shall be received in evidence in any proceeding to the same extent and shall have the same evidentiary value as the document or object itself.

Report of investigation

**35.** The Registrar shall report the results of an investigation to one or more of the Executive Committee, the Registration Appeals Committee, the Complaints Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee, as the Registrar considers appropriate.

Regulations of College, subject to approval

3. prescribing social work programs and equivalent programs and social service work programs and equivalent programs for the purposes of section 18 (registration);
  4. prescribing standards, qualifications and other requirements for the issue of certificates of registration, including, without limiting the generality of the foregoing, prescribing combinations of academic qualifications and practical experience sufficient for membership;
  5. defining specialties in the professions, providing for certificates relating to those specialties and the qualifications for and suspension and revocation of those certificates and governing the use of prescribed terms, titles or designations by members of the College indicating a specialization in the professions;
  6. prescribing ongoing education requirements for members of the College;
  7. requiring and providing for the inspection and examination of premises used in connection with the practice of the profession and of equipment, books, accounts, reports and records of members of the College relating to their practices;
  8. prescribing what constitutes a conflict of interest in the practice of social work and regulating or prohibiting the practice of social work in cases where there is a conflict of interest;
  9. prescribing what constitutes a conflict of interest in the practice of social service work and regulating or prohibiting the practice of social service work in cases where there is a conflict of interest;
  10. defining professional misconduct for the purposes of clause 26 (2) (c);
  11. respecting the promotion or advertising of the practice of the professions;
  12. respecting the reporting and publication of decisions of committees;
  13. requiring members of the College to keep records in respect of their practice and prescribing the contents of those records;
  14. regulating or prohibiting the use of terms, titles and designations by mem-
3. prescrire les programmes de travail social et les programmes équivalents ainsi que les programmes de techniques de travail social et les programmes équivalents pour l'application de l'article 18 (inscription);
  4. prescrire les normes, les qualités requises et les autres conditions de délivrance des certificats d'inscription, notamment prescrire les combinaisons de titres et d'expérience pratique suffisantes pour devenir membre;
  5. définir les spécialités de chacune des professions, prévoir les certificats relatifs à ces spécialités et les qualités nécessaires à leur obtention, prévoir la suspension et la révocation de ces certificats, et régir l'emploi par les membres de l'Ordre des termes, désignations ou titres prescrits qui indiquent une spécialisation dans ces professions;
  6. prescrire des exigences en matière de formation continue des membres de l'Ordre;
  7. exiger et prévoir l'inspection des locaux servant à l'exercice de la profession de même que l'inspection de l'équipement et l'examen des livres, comptes, rapports et dossiers des membres de l'Ordre relatifs à l'exercice de leur profession;
  8. prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts dans l'exercice de la profession de travailleur social et réglementer ou interdire l'exercice de cette profession en cas de conflit d'intérêts;
  9. prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts dans l'exercice de la profession de technicien en travail social et réglementer ou interdire l'exercice de cette profession en cas de conflit d'intérêts;
  10. définir ce qui constitue une faute professionnelle pour l'application de l'alinéa 26 (2) c);
  11. traiter de la promotion de l'exercice de chacune des professions ou de la publicité à cet égard;
  12. traiter du compte rendu et de la publication des décisions des comités;
  13. exiger des membres de l'Ordre qu'ils tiennent des dossiers relativement à l'exercice de leur profession et prescrire le contenu de ces dossiers;
  14. réglementer ou interdire l'emploi par les membres de l'Ordre de certains



bers of the College in respect of their practices;

15. respecting the giving of notice of meetings and hearings that are to be open to the public;
16. providing for the exemption of any member or class of members of the College from any of the regulations made under this section;
17. prescribing conditions to be met before the Registrar issues certificates of registration under subsection 63 (1) or (2);
18. prescribing anything that is referred to in this Act as being prescribed by the regulations.

Examina-  
tions  
permitted

(2) A regulation made under paragraph 4 of subsection (1) may authorize the Registrar to assess the qualifications or competency of potential members by examinations or other means.

By-laws

37. (1) The Council may make by-laws relating to the administrative and domestic affairs of the College including, but not limited to, by-laws,

1. adopting a seal for the College;
2. providing for the execution of documents by the College;
3. respecting banking and finance;
4. fixing the financial year of the College and providing for the audit of the accounts and transactions of the College;
5. respecting the election of Council members, including the requirements for members of the College to be able to vote, electoral districts and election recounts;
6. respecting the qualification of Council members who are elected;
7. prescribing conditions disqualifying elected members of the Council from sitting on the Council and governing the removal of disqualified Council members;
8. prescribing positions of officers of the College, providing for the election or appointment of officers and prescribing the duties of officers;

termes, titres et désignations relativement à l'exercice de leur profession;

15. traiter de la remise des avis des réunions et audiences publiques;
16. prévoir l'exemption de tout membre ou toute catégorie de membres de l'Ordre de l'application de tout règlement pris en application du présent article;
17. prescrire les conditions à remplir avant que ne soient délivrés, par le registra-  
teur, des certificats d'inscription aux termes du paragraphe 63 (1) ou (2);
18. prescrire tout ce qui est indiqué dans la présente loi comme étant prescrit par les règlements.

Examens  
autorisés

(2) Tout règlement pris en application de la disposition 4 du paragraphe (1) peut autoriser le registra-  
teur à évaluer les qualités ou la compétence des membres éventuels en leur faisant passer des examens ou par d'autres moyens.

37. (1) Le conseil peut, par règlement administratif, traiter des affaires administratives et internes de l'Ordre, notamment :

Règlements  
administra-  
tifs

1. adopter le sceau de l'Ordre;
2. prévoir la passation des documents par l'Ordre;
3. traiter des affaires bancaires et financières de l'Ordre;
4. fixer l'exercice de l'Ordre et prévoir la vérification de ses comptes et de ses opérations;
5. traiter de l'élection des membres du conseil, notamment les exigences auxquelles les membres de l'Ordre doivent satisfaire pour pouvoir voter, les circonscriptions électorales et les nouveaux dépouillements;
6. traiter des qualités requises des membres du conseil qui sont élus;
7. prescrire les conditions qui rendent les membres élus du conseil inaptes à y siéger et régir la destitution des membres du conseil jugés inaptes;
8. prescrire les postes des dirigeants de l'Ordre, prévoir leur élection ou leur nomination, et prescrire leurs fonctions;

9. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the Council and the duties of members of the Council;
  10. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the members of the College;
  11. respecting conflict of interest rules for members of the Council, for members of committees and for officers and employees of the College;
  12. providing for the remuneration of members of the Council and committees, other than persons appointed by the Lieutenant Governor in Council, and for the payment of the expenses of the Council and committees in the conduct of their business;
  13. respecting the filling of vacancies on the Council or on committees;
  14. respecting the membership and practices and procedures of the committees required by subsection 14 (1), including
    - i. the number of members to be appointed to each committee,
    - ii. the terms of office of those members,
    - iii. the conditions disqualifying members of the College from sitting on those committees,
    - iv. the removal of disqualified committee members, and
    - v. the quorum of those committees;
  15. respecting the membership, powers, duties and practices and procedures of committees other than those required by subsection 14 (1), including
    - i. the number of members to be appointed to each committee,
    - ii. the terms of office of those members,
    - iii. the conditions disqualifying members of the College from sitting on those committees,
    - iv. the removal of disqualified committee members, and
    - v. the quorum for those committees;
9. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions du conseil, ainsi que des fonctions de ses membres;
  10. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des assemblées des membres de l'Ordre;
  11. traiter des règles applicables aux membres du conseil, aux membres des comités ainsi qu'aux dirigeants et employés de l'Ordre en ce qui concerne les conflits d'intérêts;
  12. prévoir la rémunération des membres du conseil et des comités, à l'exclusion des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi que le paiement des dépenses du conseil et des comités dans l'exercice de leurs activités;
  13. traiter de la façon de combler les vacances au sein du conseil ou des comités;
  14. traiter des règles qui régissent les membres et des règles de pratique et de procédure des comités qu'exige le paragraphe 14 (1), notamment :
    - i. le nombre de membres qui doivent être nommés au sein de chaque comité,
    - ii. le mandat de ces membres,
    - iii. les conditions qui rendent les membres de l'Ordre inaptes à siéger à ces comités,
    - iv. la destitution des membres d'un comité jugés inaptes,
    - v. le quorum de ces comités;
  15. traiter des règles qui régissent les membres, des pouvoirs, des fonctions et des règles de pratique et de procédure des comités autres que ceux qu'exige le paragraphe 14 (1), notamment :
    - i. le nombre de membres qui doivent être nommés au sein de chaque comité,
    - ii. le mandat de ces membres,
    - iii. les conditions qui rendent les membres de l'Ordre inaptes à siéger à ces comités,
    - iv. la destitution des membres d'un comité jugés inaptes,
    - v. le quorum de ces comités;

- |   |  |
|---|--|
| 16. respecting the composition, practices and procedures of and quorum for panels of committees;  | 16. traiter de la composition, des règles de pratique et de procédure et du quorum des sous-comités des comités;   |
| 17. delegating to the Executive Committee powers and duties of the Council, other than the power to make, amend or revoke regulations or by-laws;   | 17. déléguer au bureau les pouvoirs et fonctions du conseil, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger des règlements ou des règlements administratifs;   |
| 18. prescribing a code of ethics and standards of practice for members or classes of members of the College;  | 18. prescrire un code de déontologie et des normes d'exercice de la profession pour les membres ou catégories de membres de l'Ordre;   |
| 19. providing for the appointment of investigators;   | 19. prévoir la nomination des enquêteurs;  |
| 20. respecting the keeping of a register of members of the College, including, but not limited to, prescribing the information that must be kept in the register and information that may be removed from the register;   | 20. traiter de la tenue d'un tableau des membres de l'Ordre, notamment prescrire les renseignements qui doivent y figurer et ceux qui peuvent en être supprimés;   |
| 21. requiring members of the College to provide the College with information necessary for establishing and maintaining the register and for establishing and maintaining records necessary for the proper functioning of the College;  | 21. exiger des membres de l'Ordre qu'ils lui fournissent les renseignements nécessaires pour dresser le tableau et le tenir à jour et pour constituer et tenir à jour les dossiers nécessaires à la bonne marche de l'Ordre;   |
| 22. respecting the duties and office of the Registrar and the powers and duties of deputy registrars;   | 22. traiter des fonctions et du poste de registraire et des pouvoirs et fonctions des registrateurs adjoints;  |
| 23. prescribing procedures for making, amending and revoking by-laws;   | 23. prescrire la procédure pour prendre, modifier et abroger des règlements administratifs;  |
| 24. prescribing forms and providing for their use;  | 24. prescrire des formules et en prévoir l'utilisation;  |
| 25. respecting the management of property of the College;   | 25. traiter de la gestion des biens de l'Ordre;  |
| 26. respecting membership of the College in a national organization of bodies with similar functions, the payment of annual assessments and representation at meetings;   | 26. traiter de l'affiliation de l'Ordre à une association nationale regroupant des organismes chargés de fonctions analogues, du paiement des cotisations annuelles et de la représentation aux réunions;  |
| 27. authorizing the making of grants to advance knowledge or the education of persons wishing to practise social work or social service work, to maintain or improve the standards of practice of social work and social service work or to provide public information about, and encourage interest in, the past and present role of social work and social service work in society; | 27. autoriser l'octroi de subventions en vue de faire avancer les connaissances ou de promouvoir l'éducation des personnes qui désirent exercer la profession de travailleur social ou de technicien en travail social, de maintenir ou de rehausser les normes d'exercice de ces professions, ou encore de renseigner le public sur le rôle présent et passé de ces professions au sein de la société et d'encourager le public à s'y intéresser; |
| 28. requiring members of the College to pay annual fees, fees upon registration, fees for election recounts and continuing education programs and fees for  | 28. exiger des membres de l'Ordre qu'ils acquittent les cotisations annuelles, les droits d'inscription, les droits applicables aux nouveaux dépouillements et   |



anything the Registrar or a committee of the College is required or authorized to do with respect to members, requiring members to pay penalties for the late payment of any fee and specifying the amount of any such fee or penalty;

29. requiring persons to pay fees, set by the Registrar or by-law, for applying for a certificate and anything the Registrar is required or authorized to do with respect to persons who are not members;
30. authorizing the College to make arrangements for the indemnity of members of the College against professional liability and providing levies to be paid by members;
31. requiring members of the College to have professional liability insurance that satisfies the requirements specified in the by-laws or to belong to a specified association that provides protection against professional liability and requiring members to give proof of the insurance or membership to the Registrar in the manner set out in the by-laws;
32. respecting the designation of life or honorary members of the College and prescribing their rights and privileges;
33. exempting any member or class of member of the College from a by-law made under this section;
34. respecting indemnification by the College of members of the Council, of members of committees and of officers and employees of the College;
35. respecting service of documents and giving of documents.

Meetings by telecommu-  
nications,  
etc.

(2) A by-law made under paragraph 9 or 10 of subsection (1) may provide for the meetings to be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously.

Unanimous  
by-laws

(3) A by-law or resolution signed by all the members of the Council is as valid and effective as if passed at a meeting of the Council called, constituted and held for the purpose.

aux programmes d'éducation permanente et les droits relatifs à tout ce que le registrateur ou un comité de l'Ordre doit ou peut faire à l'égard des membres, exiger des membres qu'ils versent des amendes en cas d'acquiescement des droits en retard, et préciser le montant de ces droits ou amendes;

29. exiger l'acquiescement des droits que fixe le registrateur ou un règlement administratif à l'égard d'une demande de certificat et pour tout ce que le registrateur doit ou peut faire à l'égard des personnes qui ne sont pas membres;
30. autoriser l'Ordre à prendre des arrangements pour la protection de ses membres contre la responsabilité professionnelle et prévoir les contributions que ceux-ci doivent payer;
31. exiger des membres de l'Ordre qu'ils aient une assurance-responsabilité professionnelle qui satisfasse aux exigences précisées dans les règlements administratifs ou qu'ils adhèrent à une association précisée qui offre la protection contre la responsabilité professionnelle, et exiger des membres qu'ils fournissent au registrateur la preuve de leur assurance ou de leur adhésion de la manière prévue dans les règlements administratifs;
32. traiter de la désignation des membres à vie ou des membres honoraires de l'Ordre et prescrire leurs droits et privilèges;
33. exempter tout membre ou toute catégorie de membres de l'Ordre de l'application d'un règlement administratif pris en application du présent article;
34. traiter de l'indemnisation, par l'Ordre, des membres du conseil, des membres des comités ainsi que des dirigeants et employés de l'Ordre;
35. traiter de la signification et de la remise des documents.

(2) Les règlements administratifs pris en application de la disposition 9 ou 10 du paragraphe (1) peuvent prévoir que les réunions ou les assemblées soient tenues de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément.

Réunions ou  
assemblées à  
l'aide des  
télécommu-  
nications

(3) Les règlements administratifs ou les résolutions que signent tous les membres du conseil sont aussi valides et exécutoires que s'ils avaient été adoptés à une réunion du conseil convoquée, formée et tenue à cette fin.

Unanimité à  
l'égard des  
règlements  
administra-  
tifs

Copies of by-laws	(4) The Council shall ensure that a copy of each by-law is given to the Minister.	(4) Le conseil veille à ce qu'une copie des règlements administratifs soit remise au ministre.	Copies des règlements administratifs
Regulations by L. G. in C.	<p><b>38. (1)</b> The Lieutenant Governor in Council may make regulations,</p> <p>(a) prescribing additional functions of the College for the purposes of paragraph 10 of subsection 3 (2);</p> <p>(b) respecting the appointment of persons to the Council under clause 4 (2) (c), including but not limited to regulations specifying how different interests are to be represented on the Council;</p> <p>(c) providing for any transitional matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the establishment of the College or the assumption of powers and duties by the College;</p> <p>(d) providing for any other matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the College.</p>	<p><b>38. (1)</b> Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) prescrire les autres fonctions de l'Ordre pour l'application de la disposition 10 du paragraphe 3 (2);</p> <p>b) traiter de la nomination de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) c), notamment préciser la représentation des intérêts différents au conseil;</p> <p>c) traiter de toute question transitoire que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaire ou souhaitable en rapport avec la création de l'Ordre ou la prise en charge de pouvoirs et de fonctions par l'Ordre;</p> <p>d) traiter de toute autre question que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaire ou souhaitable en ce qui concerne l'Ordre.</p>	Règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil
Conflict	(2) In the event of a conflict between a regulation made under clause (1) (c) and this Act, the regulation prevails.	(2) Les dispositions des règlements pris en application de l'alinéa (1) c) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi.	Incompatibilité
Regulations and by-laws: general or specific	<b>39. (1)</b> A regulation or by-law made under this Act may be general or specific.	<b>39. (1)</b> Les règlements et les règlements administratifs pris en application de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée des règlements et des règlements administratifs
Same	(2) Without limiting the generality of subsection (1), a regulation or by-law may be limited in its application to any class of members of the College, certificates or qualifications.	(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règlements et les règlements administratifs peuvent être restreints à une catégorie de membres de l'Ordre, de certificats ou de compétences.	Idem
Copies of regulations, by-laws	<b>40. (1)</b> The Council shall ensure that a copy of each regulation and by-law made under this Act is available for public inspection in the office of the College.	<b>40. (1)</b> Le conseil veille à ce qu'une copie des règlements et règlements administratifs pris en application de la présente loi soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.	Copies des règlements et des règlements administratifs
Same	(2) The Registrar shall provide to any person on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation or by-law made under this Act.	(2) Le registrateur fournit à quiconque acquitte des droits raisonnables une copie de tout règlement ou règlement administratif pris en application de la présente loi.	Idem

#### PART VIII REPORTS TO COLLEGE CONCERNING MEMBERS' CONDUCT

Employer's report, termination for misconduct, etc.

**41. (1)** A person who, for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity of a member of the College, terminates the employment of the member shall file with the Registrar within 30 days after the termination, a written report setting out the reasons.

#### PARTIE VIII RAPPORTS À L'ORDRE CONCERNANT LA CONDUITE DES MEMBRES

**41. (1)** Quiconque met fin à l'emploi d'un membre de l'Ordre pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant le congédiement, un rapport écrit énonçant les motifs de la décision.

Rapport de l'employeur : congédiement pour inconduite

Report to College, intention to terminate for misconduct, etc.	(2) If a person intended to terminate the employment of a member for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity but the person did not do so because the member resigned, the person shall file with the Registrar within 30 days after the resignation a written report setting out the reasons upon which the person intended to act.	(2) Quiconque avait l'intention de mettre fin à l'emploi d'un membre pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, mais ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné, dépose auprès du registraire, dans les 30 jours suivant la démission, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.	Rapport à l'Ordre sur l'intention de congédier un membre pour inconduite
Employer's report, member convicted of offence	42. (1) A person shall promptly notify the College in writing if the person becomes aware that a member of the College who is or has been employed by the person has been convicted of an offence under the <i>Criminal Code</i> (Canada) involving sexual conduct.	42. (1) Avise l'Ordre promptement par écrit, la personne qui apprend qu'un membre de l'Ordre qui est ou a déjà été employé par elle a été déclaré coupable d'une infraction au <i>Code criminel</i> (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel.	Rapport de l'employeur : membre déclaré coupable d'une infraction
Member's report, member convicted of offence	(2) A member of the College shall promptly notify the College in writing if he or she is convicted of an offence under the <i>Criminal Code</i> (Canada) involving sexual conduct.	(2) Le membre de l'Ordre avise celui-ci promptement par écrit s'il est déclaré coupable d'une infraction au <i>Code criminel</i> (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel.	Rapport du membre déclaré coupable d'une infraction
Member's report, sexual abuse by another member	43. (1) A member of the College shall file a report to the College in accordance with section 44 if, in the course of his or her practice, the member obtains reasonable grounds to believe that another member has sexually abused a client.	43. (1) Le membre de l'Ordre dépose un rapport auprès de celui-ci conformément à l'article 44 si, dans l'exercice de sa profession, il lui est donné des motifs raisonnables de croire qu'un autre membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un client.	Rapport du membre : allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel par un autre membre
Exception	(2) A member is not required to file a report under subsection (1) if the member does not have information to identify the member who would be the subject of the report.	(2) Le membre n'est pas tenu de déposer un rapport aux termes du paragraphe (1) s'il n'a pas de renseignements permettant d'identifier le membre qui ferait l'objet du rapport.	Exception
Information from client	(3) If a member is required to file a report because of reasonable grounds obtained from one of the member's clients, the member shall use his or her best efforts to advise the client of the requirement to file the report before doing so.	(3) Le membre qui est tenu de déposer un rapport en raison de motifs raisonnables acquis auprès d'un de ses clients fait tout en son pouvoir pour informer le client de cette exigence avant de déposer le rapport.	Renseignements provenant d'un client
Definition	(4) In this section and section 44, "sexual abuse", with respect to a client by a member of the College means, (a) sexual intercourse or another form of physical sexual relations between the member and the client, (b) touching, of a sexual nature, of the client by the member, or (c) behaviour or remarks of a sexual nature by the member towards the client, other than behaviour or remarks of a clinical nature appropriate to the service provided.	(4) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 44. «mauvais traitements d'ordre sexuel» Dans le cas de tels traitements infligés à un client par un membre de l'Ordre, s'entend, selon le cas : a) des rapports sexuels ou de toute autre forme de rapports physiques d'ordre sexuel entre le membre et le client; b) des attouchements d'ordre sexuel du client par le membre; c) des comportements ou des remarques d'ordre sexuel du membre à l'endroit du client, à l'exception des comportements ou des remarques de nature clinique qui sont appropriés au service fourni.	Définition
Time for filing report	44. (1) A report under section 43 shall be filed, (a) forthwith, if the person who is required to file the report has reasonable grounds to believe that the member will continue to sexually abuse the client or will sexually abuse other clients; or	44. (1) Le rapport visé à l'article 43 est déposé : a) sans délai, si la personne qui est tenue de le déposer a des motifs raisonnables de croire que le membre continuera d'infliger des mauvais traitements d'or-	Délai de dépôt du rapport



		dre sexuel au client ou en infligera à d'autres clients;	
	(b) within 30 days after the obligation to report arose, otherwise.	b) dans les 30 jours qui suivent le jour où naît l'obligation de déposer un rapport, dans les autres cas.	
Contents of report	(2) The report shall include,	(2) Le rapport doit contenir :	Contenu du rapport
	(a) the name of the person filing the report;	a) le nom de la personne qui dépose le rapport;	
	(b) the name of the member who is the subject of the report;	b) le nom du membre qui fait l'objet du rapport;	
	(c) an explanation of the alleged sexual abuse;	c) une explication des mauvais traitements d'ordre sexuel faisant l'objet de l'allégation;	
	(d) if the grounds of the person filing the report are related to a particular client of the member who is the subject of the report, the name of that client, subject to subsection (3).	d) sous réserve du paragraphe (3), le nom du client du membre qui fait l'objet du rapport si les motifs de la personne qui dépose le rapport sont liés à ce client.	
Consent required re name	(3) The name of a client who may have been sexually abused shall not be included in a report unless the client, or if the client is incapable, the client's representative, consents in writing to the inclusion of the client's name.	(3) Le nom d'un client qui peut avoir été victime de mauvais traitements d'ordre sexuel ne doit pas figurer dans le rapport sans le consentement écrit du client ou, si celui-ci est incapable, de son représentant.	Consentement requis
No proceeding against person reporting	45. No proceeding shall be instituted against a person for filing a report in good faith under this Part.	45. Sont irrecevables les instances introduites contre une personne pour avoir déposé de bonne foi un rapport aux termes de la présente partie.	Immunité touchant les rapports

#### PART IX MISCELLANEOUS

Use of title, social worker	46. (1) No person except a registered social worker shall use the English title "social worker" or "registered social worker" or the French title "travailleur social" or "travailleur social inscrit" or an abbreviation of any of those titles to represent expressly or by implication that he or she is a social worker or registered social worker.	
Same	(2) No person except a registered social worker shall represent or hold out expressly or by implication that he or she is a social worker or a registered social worker.	
Use of title, social service worker	47. (1) No person except a registered social service worker shall use the English title "social service worker" or "registered social service worker" or the French title "technicien en travail social" or "technicien en travail social inscrit" or an abbreviation of any of those titles to represent expressly or by implication that he or she is a social service worker or registered social service worker.	
Same	(2) No person except a registered social service worker shall represent or hold out	

#### PARTIE IX DISPOSITIONS DIVERSES

Emploi du titre de travailleur social	46. (1) Quiconque n'est pas travailleur social inscrit ne doit employer le titre de «travailleur social» ou de «travailleur social inscrit» en français ou le titre de «social worker» ou de «registered social worker» en anglais ou une abréviation de l'un ou l'autre de ces titres pour se présenter expressément ou implicitement comme un travailleur social ou un travailleur social inscrit.	
Idem	(2) Quiconque n'est pas travailleur social inscrit ne doit, expressément ou implicitement, se présenter comme un travailleur social ou un travailleur social inscrit, ni se faire passer pour l'un ou l'autre.	
Emploi du titre de technicien en travail social	47. (1) Quiconque n'est pas technicien en travail social inscrit ne doit employer le titre de «technicien en travail social» ou de «technicien en travail social inscrit» en français ou le titre de «social service worker» ou de «registered social service worker» en anglais ou une abréviation de l'un ou l'autre de ces titres pour se présenter expressément ou implicitement comme un technicien en travail social ou un technicien en travail social inscrit.	
Idem	(2) Quiconque n'est pas technicien en travail social inscrit ne doit, expressément ou	

expressly or by implication that he or she is a social service worker or a registered social service worker.

Right to use French

**48.** (1) A person has the right to use French in all dealings with the College.

Same

(2) The Council shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that persons may use French in all dealings with the College.

Limitation

(3) The right to use French given by this section is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.

Definition

(4) In this section,

“dealings” means any practice or procedure available to the public or to members of the College and includes giving or receiving communications, information or notices, making applications, taking examinations or tests and participating in programs or in hearings or reviews.

Immunity of College

**49.** No proceeding for damages shall be instituted against the College, the Council, a committee of the College, a member of the Council or a committee of the College, or an officer, employee, agent or appointee of the College for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act, a regulation or a by-law, or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of the duty or power.

Confidentiality

**50.** (1) Every person engaged in the administration of this Act, including an investigator appointed under section 32, shall preserve secrecy with respect to all information that comes to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any of those matters to any other person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations and by-laws or any proceeding under this Act or the regulations or by-laws;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates;

implicitement, se présenter comme un technicien en travail social ou un technicien en travail social inscrit, ni se faire passer pour l'un ou l'autre.

**48.** (1) Quiconque a le droit d'utiliser le français dans ses rapports avec l'Ordre.

Droit d'utilisation du français

Idem

(2) Le conseil prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte que quiconque puisse utiliser le français dans ses rapports avec l'Ordre.

(3) Le droit d'utilisation du français que confère le présent article est assujéti aux limites qui sont raisonnables dans les circonstances.

Restriction

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

Définition

«rapports» S'entend de toute pratique ou procédure concernant le public ou les membres de l'Ordre. S'entend en outre du fait de donner ou de recevoir des communications, des renseignements ou des avis, de présenter des demandes, de passer des examens ou des tests et de prendre part à des programmes, à des audiences ou à des examens.

**49.** Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre l'Ordre, le conseil, un comité de l'Ordre, un membre du conseil ou d'un comité de l'Ordre, un dirigeant, un employé ou un mandataire de l'Ordre ou une personne nommée par l'Ordre pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribue la présente loi, un règlement ou un règlement administratif, ou pour une négligence ou un manquement dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

Immunité de l'Ordre

**50.** (1) Quiconque travaille à l'application de la présente loi, y compris un enquêteur nommé en vertu de l'article 32, est tenu au secret à l'égard de tous les renseignements venant à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf :

Secret professionnel

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs ou toute instance introduite sous leur régime;
- b) à son avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;

	<p>(d) to a police officer to aid an investigation undertaken with a view to a law enforcement proceeding or from which a law enforcement proceeding is likely to result; or</p> <p>(e) to the extent that the information is available to the public under this Act.</p>	<p>d) à un agent de police afin de faciliter une enquête menée en vue d'une poursuite ou qui aboutira vraisemblablement à une poursuite;</p> <p>e) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi.</p>	
Definition	<p>(2) In clause (1) (d),</p> <p>“law enforcement proceeding” means a proceeding in a court or tribunal that could result in a penalty or sanction being imposed.</p>	<p>(2) La définition qui suit s'applique à l'alinéa (1) d).</p> <p>«poursuite» Instance devant un tribunal judiciaire ou administratif qui pourrait donner lieu à l'imposition d'une peine ou d'une sanction.</p>	Définition
Limitation	<p>(3) No person described in subsection (1) shall disclose, under clause (1) (d), any information with respect to a person other than a member.</p>	<p>(3) Aucune personne visée au paragraphe (1) ne doit divulguer, aux termes de l'alinéa (1) d), des renseignements relatifs à une personne autre qu'un membre.</p>	Restriction
No requirement	<p>(4) Nothing in clause (1) (d) shall require a person described in subsection (1) to disclose information to a police officer unless the information is required to be produced under a warrant.</p>	<p>(4) L'alinéa (1) d) n'a pas pour effet d'exiger d'une personne visée au paragraphe (1) qu'elle divulgue des renseignements à un agent de police à moins qu'ils ne doivent être produits aux termes d'un mandat.</p>	Aucune exigence
Persons not compellable	<p>(5) No person to whom subsection (1) applies shall be compelled to give testimony in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or a judicial review relating to a proceeding under this Act, with regard to information obtained in the course of his or her duties.</p>	<p>(5) Aucune personne visée au paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant, au sujet de renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions.</p>	Contraignabilité
Documents not admissible	<p>(6) No record of a proceeding under this Act and no document or thing prepared for or statement given at such a proceeding and no order or decision made in such a proceeding is admissible in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act.</p>	<p>(6) Le dossier d'une instance introduite en vertu de la présente loi, les documents ou choses préparés aux fins de celle-ci, les déclarations qui y sont faites ainsi que les ordonnances ou décisions qui y sont rendues ne sont pas admissibles en preuve dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant.</p>	Documents inadmissibles
Service of notice or document	<p><b>51.</b> (1) A notice or document to be given or served under this Act is sufficiently given or served if it is,</p> <p>(a) delivered personally;</p> <p>(b) sent by mail; or</p> <p>(c) given or served in accordance with by-laws respecting service.</p>	<p><b>51.</b> (1) L'avis ou le document qui doit être donné, remis ou signifié aux termes de la présente loi l'est suffisamment :</p> <p>a) s'il est remis à personne;</p> <p>b) s'il est envoyé par la poste;</p> <p>c) s'il est donné, remis ou signifié conformément aux règlements administratifs portant sur la signification.</p>	Signification
Same	<p>(2) If a notice or document is sent by mail addressed to a person at the last address of the person in the records of the College, there is a rebuttable presumption that the notice or document is delivered to the person on the fifth day after the day of mailing.</p>	<p>(2) Si un avis ou un document est envoyé par la poste à la dernière adresse connue du destinataire telle qu'elle figure dans les dossiers de l'Ordre, il existe une présomption rébutable selon laquelle cet avis ou ce document est livré au destinataire le cinquième jour qui suit sa mise à la poste.</p>	Idem
Registrar's certificate as evidence	<p><b>52.</b> A statement containing information from the records required to be kept by the</p>	<p><b>52.</b> La déclaration qui contient des renseignements provenant des dossiers que le regis-</p>	Preuve



Registrar under this Act, purporting to be certified by the Registrar under the seal of the College, is admissible in evidence in a court of law as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it, without proof of the appointment or signature of the Registrar and without proof of the seal.

Statutory  
Powers  
Procedure  
Act

**53.** If there is a conflict between this Act, the regulations or the by-laws and the *Statutory Powers Procedure Act*, the provisions of this Act, the regulations and the by-laws prevail.

Compliance  
order

**54.** If it appears to the College that a person does not comply with this Act or the regulations or the by-laws, despite the imposition of a penalty in respect of that non-compliance and in addition to any other rights it may have, the College may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order directing the person to comply with the provision, and the judge may make the order or any other order the judge thinks fit.

Offence, use  
of title

**55.** (1) Every person who contravenes subsection 46 (1) or (2) or subsection 47 (1) or (2) (use of title) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Offence,  
obstruct  
investigator

(2) Every person who contravenes subsection 32 (6) (obstruction of investigator) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Offence,  
false repre-  
sentation

(3) Every person who makes a representation, knowing it to be false, for the purpose of having a certificate issued under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Offence,  
assist in false  
representa-  
tion

(4) Every person who knowingly assists a person in committing an offence under subsection (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Offence,  
reports by  
employers,  
members

(5) Every person who contravenes section 41 (Employer's report, termination for misconduct, etc.), section 42 (Employer's report, member convicted of offence) or section 43 (Member's Report, sexual abuse by another member) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

trateur doit tenir aux termes de la présente loi et qui se présente comme étant certifiée conforme par le registrateur sous le sceau de l'Ordre est admissible en preuve devant une cour de justice comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la nomination ou de la signature du registrateur, ni celle du sceau de l'Ordre.

**53.** Les dispositions de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

*Loi sur  
l'exercice  
des compé-  
tences  
légales*

**54.** S'il semble à l'Ordre qu'une personne ne se conforme pas à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs, il peut, malgré l'imposition d'une peine à cet égard et en plus de tout autre recours dont il dispose, demander par requête à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) qu'il rende une ordonnance enjoignant à la personne de se conformer à la disposition, auquel cas le juge peut rendre cette ordonnance ou toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

Ordonnance  
enjoignant  
de se  
conformer

**55.** (1) Quiconque contrevient au paragraphe 46 (1) ou (2) ou au paragraphe 47 (1) ou (2) (emploi du titre) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ à l'égard d'une première infraction et d'une amende d'au plus 10 000 \$ à l'égard d'une infraction subséquente.

Infraction :  
emploi du  
titre

(2) Quiconque contrevient au paragraphe 32 (6) (entrave au travail de l'enquêteur) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction :  
entrave au  
travail de  
l'enquêteur

(3) Quiconque fait une déclaration qu'il sait fausse en vue de se faire délivrer un certificat en vertu de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction :  
fausses dé-  
clarations

(4) Quiconque aide sciemment une personne à commettre l'infraction prévue au paragraphe (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction :  
aide dans la  
commission  
de l'infraction

(5) Quiconque contrevient à l'article 41 (Rapport de l'employeur : congédiement pour inconduite), à l'article 42 (Rapport de l'employeur : membre déclaré coupable d'une infraction) ou à l'article 43 (Rapport du membre : allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel par un autre membre) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Infraction :  
rapports  
par les em-  
ployeurs ou  
les membres

Offence re preserving secrecy	(6) A person who contravenes subsection 50 (1) (Confidentiality) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.	(6) Quiconque contrevient au paragraphe 50 (1) (Secret professionnel) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.	Infraction : secret professionnel
Review by Minister	<b>56.</b> (1) The Minister shall conduct a review of this Act within five years after this section comes into force.	<b>56.</b> (1) Le ministre effectue un examen de la présente loi dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent article.	Examen par le ministre
Same	(2) The Minister shall,  (a) inform the public when a review under this section begins; and  (b) prepare a written report respecting the review and make that report available to the public.	(2) Le ministre :  a) d'une part, informe le public de la date où commence l'examen prévu au présent article;  b) d'autre part, prépare un rapport écrit sur l'examen et le met à la disposition du public.	Idem

**PART X  
TRANSITIONAL PROVISIONS,  
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

**PARTIE X  
DISPOSITIONS TRANSITOIRES,  
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE  
ABRÉGÉ**

Appointment of transitional Council	<b>57.</b> (1) Despite any other provision of this Act, the Minister shall, on the terms determined by the Minister, appoint a transitional Council of the College to act as a transitional Council of the College until the first meeting of the first duly elected and appointed Council.	<b>57.</b> (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre nomme, aux conditions qu'il précise, un conseil transitoire de l'Ordre chargé d'agir en cette capacité jusqu'à la première réunion du premier conseil dûment élu et nommé.	Nomination d'un conseil transitoire
Composition	(2) The transitional Council shall be composed of an equal number of social workers and social service workers and such other persons as the Minister considers appropriate.	(2) Le conseil transitoire se compose d'un nombre égal de travailleurs sociaux et de techniciens en travail social et des autres personnes que le ministre juge appropriées.	Composition
Registrar	(3) The transitional Council shall appoint a Registrar who shall act for the period beginning on the day set out in his or her appointment and ending when the first duly elected and appointed Council appoints a Registrar.	(3) Le conseil transitoire nomme un registraire qui exerce ses fonctions pendant la période commençant le jour prévu dans l'acte de nomination de ce dernier et prenant fin lorsque le premier conseil dûment élu et nommé nomme un registraire.	Registraire
Powers and duties of transitional Council	(4) During the period mentioned in subsection (1), this Act and the Regulations and by-laws apply with respect to the transitional Council as if it were the Council.	(4) Pendant la période mentionnée au paragraphe (1), la présente loi, les règlements et les règlements administratifs s'appliquent à l'égard du conseil transitoire comme s'il était le conseil.	Pouvoirs et fonctions du conseil transitoire
Committees of transitional Council	<b>58.</b> The transitional Council may establish any committees that it from time to time considers necessary.	<b>58.</b> Le conseil transitoire peut créer tout comité qu'il juge nécessaire.	Comités du conseil transitoire
Initial certificate	<b>59.</b> (1) The Registrar appointed by the transitional Council or the Registrar appointed under subsection 9 (2), as the case may be, shall issue a certificate of registration for social work to an applicant if,  (a) his or her application and the fees prescribed by the by-laws are received by the College before the day that is two years after the day subsection 57 (1) is proclaimed in force; and	<b>59.</b> (1) Le registraire nommé par le conseil transitoire ou le registraire nommé aux termes du paragraphe 9 (2), selon le cas, délivre un certificat d'inscription de travailleur social à l'auteur d'une demande si les conditions suivantes sont réunies :  a) l'Ordre reçoit la demande et les droits prescrits par les règlements administratifs avant le jour qui tombe deux ans après le jour où le paragraphe 57 (1) est proclamé en vigueur;	Certificat initial

- (b) the applicant has obtained a degree in social work from a social work program or an equivalent program, as prescribed by the regulations.

- b) l'auteur de la demande a obtenu un diplôme en travail social dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent, selon ce que prescrivent les règlements.

Same

(2) The Registrar appointed by the transitional Council or the Registrar appointed under subsection 9 (2), shall issue a certificate of registration for social service work to an applicant if,

(2) Le registrateur nommé par le conseil transitoire ou le registrateur nommé aux termes du paragraphe 9 (2), selon le cas, délivre un certificat d'inscription de technicien en travail social à l'auteur d'une demande si les conditions suivantes sont réunies :

Idem

- (a) his or her application and the fees prescribed by the by-laws are received by the College before the day that is two years after the day subsection 57 (1) is proclaimed in force; and
- (b) the applicant has obtained a diploma in social service work from a social service work program or an equivalent program, as prescribed by the regulations.

- a) l'Ordre reçoit la demande et les droits prescrits par les règlements administratifs avant le jour qui tombe deux ans après le jour où le paragraphe 57 (1) est proclamé en vigueur;
- b) l'auteur de la demande a obtenu un diplôme en techniques de travail social dans le cadre d'un programme de techniques de travail social ou d'un programme équivalent, selon ce que prescrivent les règlements.

Defer application

(3) The Registrar appointed by the transitional Council may defer an application under this section for a certificate of registration until a Registrar is appointed under subsection 9 (2) if, based on the past conduct or actions of the applicant, the Registrar has reasonable grounds to believe that the applicant will not perform his or her duties as a social worker or a social service worker, as the case may be, in accordance with the law, including, but not limited to, this Act, the regulations and the by-laws.

(3) Le registrateur nommé par le conseil transitoire peut reporter une demande de certificat d'inscription visée au présent article jusqu'à ce qu'un registrateur soit nommé aux termes du paragraphe 9 (2) si, en se basant sur la conduite ou les actes antérieurs de l'auteur de la demande, il a des motifs raisonnables de croire que l'auteur de la demande ne s'acquittera pas de ses fonctions de travailleur social ou de technicien en travail social, selon le cas, conformément à la loi, notamment la présente loi, les règlements et les règlements administratifs.

Demande reportée

Same

(4) Before deferring an application under subsection (3), the Registrar shall give the applicant,

(4) Avant de renvoyer une demande en vertu du paragraphe (3), le registrateur donne à l'auteur de la demande :

Idem

- (a) notice of his or her intention to defer the application; and
- (b) at least 14 days to make written submissions to the Registrar as to why that action should not be taken.

- a) d'une part, un avis de son intention de reporter la demande;
- b) d'autre part, au moins 14 jours pour qu'il lui présente des observations écrites indiquant pourquoi cette mesure ne devrait pas être prise.

Same

(5) The Registrar need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions, other than as provided in this section, before deferring an application under this section.

(5) Le registrateur n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites, si ce n'est comme le prévoit le présent article, avant de reporter une demande en vertu du présent article.

Idem

Revoke certificate

60. (1) The Registrar appointed by the transitional Council may revoke a certificate of registration issued under section 59 if he or she has reasonable grounds to believe that the past conduct or actions of the member in the course of his or her practice exposes or is likely to expose a person or persons to harm or injury.

60. (1) Le registrateur nommé par le conseil transitoire peut révoquer un certificat d'inscription délivré en vertu de l'article 59 s'il a des motifs raisonnables de croire que la conduite ou les actes antérieurs du membre dans l'exercice de sa profession expose ou exposera vraisemblablement une ou des personnes à un préjudice ou à des blessures.

Révocation du certificat



Same	<p>(2) Before revoking a certificate under subsection (1), the Registrar shall give the member,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) notice of his or her intention to revoke the certificate; and</li> <li>(b) at least 14 days to make written submissions to the Registrar as to why that action should not be taken.</li> </ul>	<p>(2) Avant de révoquer un certificat en vertu du paragraphe (1), le registrateur donne au membre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) d'une part, un avis de son intention de révoquer le certificat;</li> <li>b) d'autre part, au moins 14 jours pour qu'il lui présente des observations écrites indiquant pourquoi cette mesure ne devrait pas être prise.</li> </ul>	Idem
Same	<p>(3) Clause (2) (b) does not apply with respect to the revocation of a certificate of registration if the Registrar believes that the delay would be inappropriate in view of the risk of harm or injury to a person or persons.</p>	<p>(3) L'alinéa (2) b) ne s'applique pas à l'égard de la révocation d'un certificat d'inscription si le registrateur croit que le retard ne serait pas approprié compte tenu du risque de préjudice ou de blessure à une ou à des personnes.</p>	Idem
Same	<p>(4) The Registrar need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions, other than as provided in this section, before revoking a certificate of registration under this section.</p>	<p>(4) Le registrateur n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites, si ce n'est comme le prévoit le présent article, avant de révoquer un certificat d'inscription en vertu du présent article.</p>	Idem
First election of Council	<p><b>61.</b> The transitional Council shall hold the election for the elected members of the first duly elected and appointed Council within one year after the transitional Council is appointed.</p>	<p><b>61.</b> Le conseil transitoire tient, dans l'année qui suit sa nomination, l'élection des membres à élire au premier conseil dûment élu et nommé.</p>	Première élection du conseil
First annual meeting of members	<p><b>62.</b> The College shall hold the first annual meeting of the members of the College not more than 15 months after the first duly elected and appointed Council takes office.</p>	<p><b>62.</b> L'Ordre tient la première assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après l'entrée en fonction du premier conseil dûment élu et nommé.</p>	Première assemblée annuelle des membres
Certificate without academic credentials	<p><b>63.</b> (1) During the period of two years following the day the first duly elected and appointed Council takes office, the Registrar shall issue a certificate of registration for social work to an applicant under subsection 18 (1) who does not satisfy the requirements of clause 18 (1) (b) (academic qualifications) if the applicant satisfies the Registrar that he or she has experience in performing the role of a social worker and meets the conditions prescribed by the regulations.</p>	<p><b>63.</b> (1) Pendant les deux années qui suivent le jour où le premier conseil dûment élu et nommé entre en fonction, le registrateur délivre un certificat d'inscription de travailleur social à l'auteur d'une demande visé au paragraphe 18 (1) qui ne satisfait pas aux exigences de l'alinéa 18 (1) b) (titres) si celui-ci le convainc qu'il possède une expérience de travail à titre de travailleur social et qu'il remplit les conditions que prescrivent les règlements.</p>	Certificat sans titres
Same	<p>(2) During the period of two years following the day the first duly elected and appointed Council takes office, the Registrar shall issue a certificate of registration for social service work to an applicant under subsection 18 (2) who does not satisfy the requirements of clause 18 (2) (b) (academic qualifications) if the applicant satisfies the Registrar that he or she has experience in performing the role of a social service worker and meets the conditions prescribed by the regulations.</p>	<p>(2) Pendant les deux années qui suivent le jour où le premier conseil dûment élu et nommé entre en fonction, le registrateur délivre un certificat d'inscription de technicien en travail social à l'auteur d'une demande visé au paragraphe 18 (2) qui ne satisfait pas aux exigences de l'alinéa 18 (2) b) (titres) si celui-ci le convainc qu'il possède une expérience de travail à titre de technicien en travail social et qu'il remplit les conditions que prescrivent les règlements.</p>	Idem

Commence- ment	64. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	64. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	65. The short title of this Act is the <i>Social Work and Social Service Work Act, 1998</i> .	65. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1998 sur le travail social et les techniques de travail social</i> .	Titre abrégé









C13011  
XB  
-B56



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 76

## Projet de loi 76

**An Act to Establish the Ontario  
College of Social Workers and Social  
Service Workers**

**Loi créant l'Ordre des travailleurs  
sociaux et des techniciens en travail  
social de l'Ontario**

**The Hon. J. Ecker**  
Minister of Community and Social Services

**L'honorable J. Ecker**  
Ministre des Services sociaux et communautaires

### Government Bill

### Projet de loi du gouvernement

1st Reading      November 2, 1998  
2nd Reading      December 10, 1998  
3rd Reading  
Royal Assent

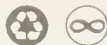
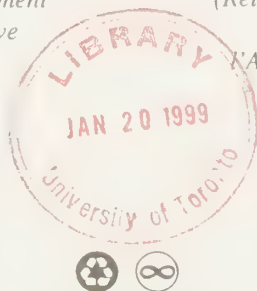
1<sup>re</sup> lecture      2 novembre 1998  
2<sup>e</sup> lecture      10 décembre 1998  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale

*(Reprinted as amended by the Social Development  
Committee and as reported to the Legislative  
Assembly December 16, 1998)*

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité  
des affaires sociales et rapporté à  
l'Assemblée législative le 16 décembre 1998)*

Printed by the Legislative Assembly  
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative  
de l'Ontario





## EXPLANATORY NOTE

The Bill establishes the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers to govern the practice of social work and the practice of social service work.

Part I of the Bill contains general provisions relating to the objects, organization and administration of the College and its board of directors, the Council. The Part includes provisions respecting the relationship between the College and the Minister of Community and Social Services. Membership in the College is defined and annual meetings of the members are required.

Part II of the Bill sets out the powers and duties of the Registrar and the Registration Appeals Committee in relation to the registration of members of the College. The Part also provides for the keeping of a register and for suspension by the Registrar for failure to pay fees or to provide information required by the by-laws.

Part III of the Bill sets out the powers and duties of the Complaints Committee, the Discipline Committee and the Fitness to Practise Committee. The Complaints Committee is responsible for receiving complaints and referring them to the appropriate committee for consideration. The Discipline Committee is responsible for reviewing allegations of professional misconduct or incompetence and the Fitness to Practise Committee is responsible for reviewing allegations of incapacity.

Part IV of the Bill provides for procedures for relief from sanctions imposed on members of the College under the Bill.

Part V of the Bill permits appeals to the Divisional Court from decisions of the Registration Appeals Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee and sets out procedures for those appeals.

Part VI of the Bill permits the Registrar, in specified circumstances, to appoint an investigator to inquire into the conduct or actions of a member of the College.

Part VII provides authority to make regulations and by-laws.

Part VIII provides for reports to the College concerning members' conduct.

Part IX contains miscellaneous provisions, including limitations on the use of titles and offences.

Part X contains transitional provisions and the commencement and short title provisions.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi crée l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario chargé de régir l'exercice de la profession de travailleur social et celle de technicien en travail social.

La partie I du projet de loi contient des dispositions générales concernant les objets, l'organisation et l'administration de l'Ordre ainsi que le conseil de l'Ordre qui est son conseil d'administration. Elle renferme également des dispositions portant sur les rapports entre l'Ordre et le ministre des Services sociaux et communautaires. L'adhésion à l'Ordre y est explicitée et les assemblées annuelles des membres y sont exigées.

La partie II du projet de loi énonce les pouvoirs et fonctions du registrateur et du comité d'appel des inscriptions relativement à l'inscription des membres de l'Ordre. Elle prévoit également la tenue d'un tableau par le registrateur et permet à celui-ci de suspendre un certificat pour défaut de paiement des droits ou de communication des renseignements qu'exigent les règlements administratifs.

La partie III du projet de loi énonce les pouvoirs et fonctions du comité des plaintes, du comité de discipline et du comité d'aptitude professionnelle. Le comité des plaintes est chargé de recevoir les plaintes et de les renvoyer au comité approprié pour étude. Il appartient au comité de discipline d'étudier les allégations de faute professionnelle ou d'incompétence et au comité d'aptitude professionnelle d'étudier les allégations d'incapacité.

La partie IV du projet de loi prévoit les recours dont disposent les membres de l'Ordre à l'égard des sanctions imposées aux termes du projet de loi.

La partie V du projet de loi permet d'interjeter appel devant la Cour divisionnaire des décisions du comité d'appel des inscriptions, du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle et énonce la procédure d'appel.

La partie VI du projet de loi permet au registrateur, dans les circonstances précisées, de nommer un enquêteur chargé de faire enquête sur la conduite ou les actes d'un membre de l'Ordre.

La partie VII autorise la prise de règlements et de règlements administratifs.

La partie VIII prévoit la présentation de rapports à l'Ordre concernant la conduite des membres.

La partie IX contient des dispositions diverses, dont celles qui restreignent l'emploi des titres et prévoient des infractions.

La partie X contient des dispositions transitoires et les dispositions relatives à l'entrée en vigueur et au titre abrégé.

**An Act to Establish the Ontario  
College of Social Workers and Social  
Service Workers**

**Loi créant l'Ordre des travailleurs  
sociaux et des techniciens en travail  
social de l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**CONTENTS**

1. Definitions

**PART I  
COLLEGE**

2. College established
3. Duty to protect public interest
4. Council
5. Term of office
6. Qualifications to vote
7. Quorum
8. Meetings open to public
9. Employees and officers
10. Annual report
11. Minister's powers and duties
12. Annual meeting of members
13. Membership in College
14. Committees of Council
15. Other committees
16. Vacancies in committees
17. Delegation of Council's powers

**PART II  
REGISTRATION**

18. Approval of application for registration
19. Disclosure of application file
20. Notice of proposal to refuse to issue, etc.
21. Duties of Registration Appeals Committee
22. Register
23. Suspension: failure to pay fees, provide information

**PART III  
COMPLAINTS COMMITTEE, DISCIPLINE  
COMMITTEE AND FITNESS TO PRACTISE  
COMMITTEE**

24. Duties of Complaints Committee
25. Reference by Council or Executive Committee
26. Duties of Discipline Committee
27. Duties of Fitness to Practise Committee
28. Procedure on hearings

**SOMMAIRE**

1. Définitions

**PARTIE I  
ORDRE**

2. Création de l'Ordre
3. Obligation de protéger l'intérêt public
4. Conseil
5. Mandat
6. Habilité à voter
7. Quorum
8. Caractère public des réunions
9. Employés et dirigeants
10. Rapport annuel
11. Pouvoirs et fonctions du ministre
12. Assemblée annuelle des membres
13. Qualité de membre de l'Ordre
14. Comités du conseil
15. Autres comités
16. Vacances au sein des comités
17. Délégation des pouvoirs du conseil

**PARTIE II  
INSCRIPTION**

18. Approbation d'une demande d'inscription
19. Communication des documents relatifs à la demande
20. Avis d'intention de refuser un certificat
21. Fonctions du comité d'appel des inscriptions
22. Tableau
23. Suspension : défaut de paiement de droits, défaut de fournir des renseignements

**PARTIE III  
COMITÉ DES PLAINTES, COMITÉ DE  
DISCIPLINE ET COMITÉ D'APTITUDE  
PROFESSIONNELLE**

24. Fonctions du comité des plaintes
25. Renvoi par le conseil ou le bureau
26. Fonctions du comité de discipline
27. Fonctions du comité d'aptitude professionnelle
28. Procédure

**PART IV  
REINSTATEMENT AND VARIATION**

- 29. Reinstatement after disciplinary proceedings
- 30. Reinstatement: no hearing

**PART V  
APPEALS TO COURT**

- 31. Appeal to court

**PART VI  
REGISTRAR'S POWERS OF  
INVESTIGATION**

- 32. Registrar's investigation
- 33. Entries and searches
- 34. Copying of documents and objects
- 35. Report of investigation

**PART VII  
REGULATIONS AND BY-LAWS**

- 36. Regulations of College, subject to approval
- 37. By-laws
- 38. Regulations by L. G. in C.
- 39. Regulations and by-laws: general or specific
- 40. Copies of regulations, by-laws

**PART VIII  
REPORTS TO COLLEGE CONCERNING  
MEMBERS' CONDUCT**

- 41. Employer's report, termination for misconduct, etc.
- 42. Employer's report, member convicted of offence
- 43. Member's report, sexual abuse by another member
- 44. Time for filing report
- 45. No proceeding against person reporting

**PART IX  
MISCELLANEOUS**

- 46. Use of title, social worker
- 47. Use of title, social service worker
- 48. Right to use French
- 49. Immunity of College
- 50. Confidentiality
- 51. Service of notice or document
- 52. Registrar's certificate as evidence
- 53. *Statutory Powers Procedure Act*
- 54. Compliance order
- 55. Offence, use of title
- 56. Review by Minister

**PARTIE IV  
REMISE EN VIGUEUR ET MODIFICATION**

- 29. Remise en vigueur après une instance disciplinaire
- 30. Remise en vigueur : aucune audience

**PARTIE V  
APPELS**

- 31. Appel

**PARTIE VI  
POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR**

- 32. Enquête du registrateur
- 33. Perquisitions
- 34. Reproduction de documents et d'objets
- 35. Rapport d'enquête

**PARTIE VII  
RÈGLEMENTS ET RÈGLEMENTS  
ADMINISTRATIFS**

- 36. Règlements de l'Ordre sous réserve d'approbation
- 37. Règlements administratifs
- 38. Règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil
- 39. Portée des règlements et des règlements administratifs
- 40. Copies des règlements et des règlements administratifs

**PARTIE VIII  
RAPPORTS À L'ORDRE CONCERNANT LA  
CONDUITE DES MEMBRES**

- 41. Rapport de l'employeur : congédiement pour inconduite
- 42. Rapport de l'employeur : membre déclaré coupable d'une infraction
- 43. Rapport du membre : allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel par un autre membre
- 44. Délai de dépôt du rapport
- 45. Immunité touchant les rapports

**PARTIE IX  
DISPOSITIONS DIVERSES**

- 46. Emploi du titre de travailleur social
- 47. Emploi du titre de technicien en travail social
- 48. Droit d'utilisation du français
- 49. Immunité de l'Ordre
- 50. Secret professionnel
- 51. Signification
- 52. Preuve
- 53. *Loi sur l'exercice des compétences légales*
- 54. Ordonnance enjoignant de se conformer
- 55. Infraction : emploi du titre
- 56. Examen par le ministre



**PART X  
TRANSITIONAL PROVISIONS,  
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

57. Appointment of transitional Council
58. Committees of transitional Council
59. Initial certificate
60. Revoke certificate
61. First election of Council
62. First annual meeting of members
63. Certificate without academic credentials
64. Commencement
65. Short title

Definitions

**1. In this Act,**

“by-laws” means the by-laws made under this Act; (“règlements administratifs”)

“College” means the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers; (“Ordre”)

“Council” means the Council of the College, elected and appointed under section 4; (“conseil”)

“Minister” means the Minister of Community and Social Services; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

**PART I  
COLLEGE**

College established

**2. (1)** The Ontario College of Social Workers and Social Service Workers is established.

Body corporate

**(2)** The College is a body corporate without share capital and with all the powers of a natural person.

Non-application of certain Acts

**(3)** The *Corporations Act* and *Corporations Information Act* do not apply to the College.

Duty to protect public interest

**3. (1)** In carrying out its objects, the College’s primary duty is to serve and protect the public interest.

Objects

**(2)** The College has the following objects:

1. To regulate the practice of social work and the practice of social service work and to govern its members.
2. To develop, establish and maintain qualifications for membership in the College.
3. To approve professional education programs offered by educational institutions for the purpose of applications for membership in the College.

**PARTIE X  
DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE  
EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

57. Nomination d’un conseil transitoire
58. Comités du conseil transitoire
59. Certificat initial
60. Révocation du certificat
61. Première élection du conseil
62. Première assemblée annuelle des membres
63. Certificat sans titres
64. Entrée en vigueur
65. Titre abrégé

Définitions

**1. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.**

«conseil» Le conseil de l’Ordre, élu et nommé aux termes de l’article 4. («Council»)

«ministre» Le ministre des Services sociaux et communautaires. («Minister»)

«Ordre» L’Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l’Ontario. («College»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«règlements administratifs» Les règlements administratifs pris en application de la présente loi. («by-laws»)

**PARTIE I  
ORDRE**

**2. (1)** Est créé l’Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l’Ontario.

Création de l’Ordre

**(2)** L’Ordre est une personne morale sans capital-actions, dotée de tous les pouvoirs d’une personne physique.

Personne morale

**(3)** La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s’appliquent pas à l’Ordre.

Non-application de certaines lois

**3. (1)** Dans la poursuite de ses objets, l’Ordre est tenu avant tout de servir et de protéger l’intérêt public.

Obligation de protéger l’intérêt public

**(2)** Les objets de l’Ordre sont les suivants :

Objets

1. Réglementer l’exercice de la profession de travailleur social et l’exercice de la profession de technicien en travail social et régir l’activité des membres.
2. Élaborer, établir et maintenir des normes d’admissibilité à l’Ordre.
3. Approuver les programmes de formation professionnelle offerts par les établissements d’enseignement aux fins des demandes d’adhésion à l’Ordre.

	<p>4. To approve ongoing education programs for the purpose of continuing education for members of the College.</p> <p>5. To provide for the ongoing education of members of the College.</p> <p>6. To issue certificates of registration to members of the College and to renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate those certificates.</p> <p>7. To establish and enforce professional standards and ethical standards applicable to members of the College.</p> <p>8. To receive and investigate complaints against members of the College and to deal with issues of discipline, professional misconduct, incompetency and incapacity.</p> <p>9. To promote high standards and quality assurance with respect to social work and social service work and to communicate with the public on behalf of the members.</p> <p>10. To perform the additional functions prescribed by the regulations.</p>	<p>4. Approuver les programmes de formation continue aux fins de l'éducation permanente des membres.</p> <p>5. Prévoir la formation continue des membres.</p> <p>6. Délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur des certificats d'inscription.</p> <p>7. Établir et faire respecter les normes professionnelles et les normes de déontologie applicables aux membres.</p> <p>8. Recevoir les plaintes déposées contre ses membres, faire enquête sur ces plaintes et traiter des questions de discipline, de faute professionnelle, d'incompétence et d'incapacité.</p> <p>9. Promouvoir des normes élevées et des programmes d'assurance de la qualité en ce qui concerne le travail social et les techniques de travail social et communiquer avec le public au nom des membres.</p> <p>10. S'acquitter des autres fonctions que prescrivent les règlements.</p>	
Council	<p>4. (1) The College shall have a Council that shall be its governing body and board of directors and that shall manage and administer its affairs.</p>	<p>4. (1) L'Ordre a un conseil qui est son corps dirigeant et son conseil d'administration et qui gère ses affaires.</p>	Conseil
Composition of Council	<p>(2) The Council shall be composed of,</p> <p>(a) seven social workers who are members of the College and who are elected by the members of the College in accordance with the by-laws;</p> <p>(b) seven social service workers who are members of the College and who are elected by the members of the College in accordance with the by-laws; and</p> <p>(c) seven persons who are appointed by the Lieutenant Governor in Council.</p>	<p>(2) Le conseil se compose des personnes suivantes :</p> <p>a) sept travailleurs sociaux qui sont membres de l'Ordre et qui sont élus par les membres conformément aux règlements administratifs;</p> <p>b) sept techniciens en travail social qui sont membres de l'Ordre et qui sont élus par les membres conformément aux règlements administratifs;</p> <p>c) sept personnes qui sont nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil.</p>	Composition du conseil
Role of Registrar	<p>(3) The Registrar shall serve as secretary to the Council and has all the rights of participation at meetings of the Council that a Council member has, other than the right to vote.</p>	<p>(3) Le registrateur fait office de secrétaire du conseil et a les mêmes droits de participation à ses réunions qu'un membre du conseil, à l'exclusion du droit de vote.</p>	Rôle du registrateur
Expenses and remuneration	<p>(4) The Minister shall pay to Council members appointed by the Lieutenant Governor in Council the expenses and remuneration determined by the Lieutenant Governor in Council.</p>	<p>(4) Les membres du conseil nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil reçoivent du ministre la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.</p>	Rémunération et indemnités
Term of office	<p>5. (1) No term of an elected Council member shall exceed three years.</p>	<p>5. (1) Le mandat des membres élus du conseil ne doit pas dépasser trois ans.</p>	Mandat
Multiple terms	<p>(2) A person may be a Council member for more than one term but no person may be a</p>	<p>(2) Les membres du conseil peuvent siéger pendant plus d'un mandat. Ils ne peuvent tou-</p>	Mandats successifs

	Council member for more than 10 consecutive years.	tefois siéger pendant plus de 10 années consécutives.	
Qualifications to vote	6. (1) Subject to the by-laws, every member of the College who is in good standing is entitled to vote at an election of members of the Council.	6. (1) Sous réserve des règlements administratifs, tout membre en règle de l'Ordre est habilité à voter à l'élection des membres du conseil.	Habileté à voter
Member in good standing	(2) A member of the College is in good standing for the purposes of this section if, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the member is not in default of payment of a membership fee prescribed by the by-laws; and</li> <li>(b) the member's certificate of registration is not suspended.</li> </ul>	(2) Pour l'application du présent article, un membre de l'Ordre est en règle s'il remplit les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) il n'est pas en défaut de paiement d'une cotisation prescrite par les règlements administratifs;</li> <li>b) son certificat d'inscription n'est pas suspendu.</li> </ul>	Membre en règle
Quorum	7. A majority of the members of Council constitute a quorum.	7. La majorité des membres du conseil constituent le quorum.	Quorum
Meetings open to public	8. (1) Subject to subsections (2) and (3), the meetings of the Council shall be open to the public and reasonable notice shall be given to the members of the College and to the public.	8. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), les réunions du conseil sont publiques et un préavis raisonnable en est donné aux membres de l'Ordre ainsi qu'au public.	Caractère public des réunions
Exceptions	(2) The Council may exclude the public, including members of the College, from a meeting or any part of a meeting if it is satisfied that, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that the meetings be open to the public;</li> <li>(b) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;</li> <li>(c) the safety of a person may be jeopardized;</li> <li>(d) personnel matters or property transactions will be discussed; or</li> <li>(e) litigation affecting the College will be discussed or instructions will be given to or opinions received from solicitors for the College.</li> </ul>	(2) Le conseil peut exclure le public, y compris les membres de l'Ordre, d'une réunion ou d'une partie de réunion s'il est convaincu que, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les réunions doivent être publiques;</li> <li>b) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;</li> <li>c) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;</li> <li>d) des questions de personnel ou des opérations portant sur des biens feront l'objet de discussions;</li> <li>e) des litiges impliquant l'Ordre feront l'objet de discussions, des instructions seront données aux procureurs représentant l'Ordre ou des avis seront reçus de ces derniers.</li> </ul>	Exceptions
Same	(3) The Council may also exclude the public, including members of the College, from a meeting or any part of a meeting in which it will deliberate whether to exclude the public from a meeting or part of a meeting.	(3) Le conseil peut aussi exclure le public, y compris les membres de l'Ordre, d'une réunion ou d'une partie de réunion au cours de laquelle il délibérera de la question de savoir s'il doit exclure le public d'une réunion ou d'une partie de réunion.	Idem
Employees and officers	9. (1) The Council may employ the persons it considers advisable and shall have the officers provided for by the by-laws.	9. (1) Le conseil peut engager le personnel qu'il juge souhaitable et doit avoir les dirigeants prévus par les règlements administratifs.	Employés et dirigeants



Registrar appointed	(2) The Council shall appoint one of its employees as the Registrar.	(2) Le conseil nomme un de ses employés registrateur.	Nomination du registra- teur
Deputy registrars	(3) The Council may appoint one or more deputy registrars who shall have the powers of the Registrar as set out in the by-laws.	(3) Le conseil peut nommer un ou plusieurs registrateurs adjoints qui exercent les pouvoirs du registra- teur qu'énoncent les règlements ad- ministratifs.	Registrateurs adjoints
Chief execu- tive officer	(4) The Registrar shall be the chief execu- tive officer of the College.	(4) Le registra- teur est le chef de la direc- tion de l'Ordre.	Chef de la direction
Annual report	<b>10.</b> (1) The Council shall report annually to the Minister on the activities and financial affairs of the College.	<b>10.</b> (1) Le conseil présente chaque année au ministre un rapport sur les activités et la situation financière de l'Ordre.	Rapport annuel
Same	(2) The report shall include an audited financial statement.	(2) Le rapport comprend un état financier vérifié.	Idem
Minister's powers and duties	<b>11.</b> (1) The Minister may, (a) review the activities of the Council and require the Council to provide reports and information; (b) require the Council to do anything that the Minister believes is necessary or advisable to carry out the objects of the College; (c) require the Council to make, amend or revoke a regulation under section 36.	<b>11.</b> (1) Le ministre peut : a) examiner les activités du conseil et exiger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements; b) exiger du conseil qu'il fasse tout ce que le ministre croit nécessaire ou souhaitable pour réaliser les objets de l'Ordre; c) exiger du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'article 36.	Pouvoirs et fonctions du ministre
Council to comply	(2) If the Minister requires the Council to do anything under subsection (1), the Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report to the Minister respecting the compliance.	(2) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne l'une ou l'autre des mesures prévues au paragraphe (1), le conseil doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport au ministre à cet effet.	Obligation du conseil
Regulations	(3) If the Minister requires the Council to make, amend or revoke a regulation under clause (1) (c) and the Council does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, make, amend or revoke the regulation.	(3) Si le ministre exige du conseil, en vertu de l'alinéa (1) c), qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement et que le conseil n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Annual meeting of members	<b>12.</b> The College shall hold an annual meeting of the members of the College not more than 15 months after the holding of the last preceding annual meeting of members.	<b>12.</b> L'Ordre tient l'assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après sa plus récente assemblée annuelle.	Assemblée annuelle des membres
Membership in College	<b>13.</b> (1) Every person who holds a certificate of registration is a member of the College, subject to any term, condition or limitation to which the certificate is subject.	<b>13.</b> (1) Le titulaire d'un certificat d'inscription est membre de l'Ordre, sous réserve des conditions ou restrictions dont est assorti son certificat.	Qualité de membre de l'Ordre
Resignation of member- ship	(2) A member of the College may resign his or her membership by filing a resignation in writing with the Registrar and when the member does so, the certificate of registration is cancelled.	(2) Un membre peut démissionner de l'Ordre en déposant sa démission écrite auprès du registra- teur, auquel cas son certificat d'ins- cription est annulé.	Démission d'un membre
Continuing jurisdiction; revocation cancellation	(3) A person whose certificate of registration is revoked or cancelled or expires continues to be subject to the jurisdiction of the College for professional misconduct, incompetence or incapacity referable to any time during which the person held a certificate of registration under this Act.	(3) La personne dont le certificat d'inscrip- tion est révoqué ou annulé ou arrive à expira- tion continue de relever de l'autorité de l'Ordre en cas de faute professionnelle, d'in- compétence ou d'incapacité se rapportant à quelque moment que ce soit où elle était	Autorité continue : révocation, annulation

Committees of Council	<b>14.</b> (1) The Council shall establish the following committees:	titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi.	Comités du conseil
	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Executive Committee.</li> <li>2. Registration Appeals Committee.</li> <li>3. Complaints Committee.</li> <li>4. Discipline Committee.</li> <li>5. Fitness to Practise Committee.</li> </ol>	<b>14.</b> (1) Le conseil crée les comités suivants :	
Same	(2) In appointing persons to each committee, the Council shall ensure that,	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le bureau.</li> <li>2. Le comité d'appel des inscriptions.</li> <li>3. Le comité des plaintes.</li> <li>4. Le comité de discipline.</li> <li>5. Le comité d'aptitude professionnelle.</li> </ol>	Idem
	<ol style="list-style-type: none"> <li>(a) each committee has at least one member who was elected to the Council as a social worker, at least one member who was elected to the Council as a social service worker and at least one member who was appointed to the Council;</li> <li>(b) at least one-half of the members of each committee are persons elected to the Council;</li> <li>(c) at least one-third of the members of each committee are persons appointed to the Council;</li> <li>(d) no person who is a member of the Complaints Committee is also a member of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee; and</li> <li>(e) the appointments are made in accordance with the by-laws.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>(2) Lorsqu'il nomme des personnes au sein de chaque comité, le conseil s'assure de ce qui suit :</li> <li>a) chaque comité comprend au moins un membre élu au conseil à titre de travailleur social, au moins un membre élu au conseil à titre de technicien en travail social et au moins un membre nommé au conseil;</li> <li>b) au moins la moitié des membres de chaque comité sont des personnes élues au conseil;</li> <li>c) au moins le tiers des membres de chaque comité sont des personnes nommées au conseil;</li> <li>d) quiconque est membre du comité des plaintes n'est aussi membre du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle;</li> <li>e) les nominations sont faites conformément aux règlements administratifs.</li> </ol>	
Chair	(3) The Council shall appoint one of the members of each committee referred to in subsection (1) as the Chair of that committee.	(3) Le conseil nomme un des membres de chaque comité visé au paragraphe (1) président de ce comité.	Président
Panel appointed	(4) The chair of a committee may appoint panels from among the committee's members and authorize them to conduct reviews, to consider and investigate written complaints and to hold hearings.	(4) Le président d'un comité peut constituer des sous-comités dont les membres sont choisis parmi les membres du comité et peut les autoriser à procéder à des examens, à étudier des plaintes écrites et à faire enquête sur elles et à tenir des audiences.	Constitution de sous-comités
Same	(5) Each panel appointed under subsection (4) shall be composed of at least three persons and at least one-third of the members of each panel shall be persons appointed to the Council.	(5) Chaque sous-comité constitué en vertu du paragraphe (4) se compose d'au moins trois personnes et au moins le tiers des membres de chaque sous-comité sont des personnes nommées au conseil.	Idem
Same	(6) A decision of a panel appointed under subsection (4) shall be deemed to be the decision of the committee from which it was appointed.	(6) La décision d'un sous-comité constitué en vertu du paragraphe (4) est réputée la décision du comité qui l'a constitué.	Idem
Other committees	<b>15.</b> The Council may establish other committees that the Council from time to time considers necessary.	<b>15.</b> Le conseil peut créer les autres comités qu'il juge nécessaires.	Autres comités
Vacancies in committees	<b>16.</b> If one or more vacancies occur in the membership of a committee of the Council,	<b>16.</b> Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein d'un comité du conseil, les mem-	Vacances au sein des comités

the members remaining on the committee constitute the committee so long as their number is not fewer than the quorum established in the by-laws.

Delegation  
of Council's  
powers

17. The Council may delegate to the Executive Committee the authority to exercise any power or perform any duty of the Council other than the power to make, amend or revoke a regulation or by-law.

## PART II REGISTRATION

Approval of  
application  
for registra-  
tion

18. (1) The Registrar shall issue a certificate of registration for social work to an applicant if the applicant,

- (a) applies for it in accordance with the regulations and the by-laws;
- (b) produces documentation satisfactory to the Registrar that shows that the applicant,



(i) has obtained a degree in social work from a social work program accredited by the Canadian Association of Schools of Social Work, a degree from a social work program or an equivalent program approved by a body prescribed by the regulations or a degree from a social work program or an equivalent program prescribed by the regulations, or



(ii) has a combination of academic qualifications and practical experience that is substantially equivalent to the qualifications required for such a degree, as prescribed by the regulations;

- (c) has paid the fees prescribed by the by-laws; and
- (d) meets any other requirements prescribed by the regulations for registration.

Same

(2) The Registrar shall issue a certificate of registration for social service work to an applicant if the applicant,

- (a) applies for it in accordance with the regulations and the by-laws;
- (b) produces documentation satisfactory to the Registrar that shows that the applicant,

bres qui restent constituent le comité à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum que fixent les règlements administratifs.

17. Le conseil peut déléguer au bureau ses pouvoirs ou fonctions, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement ou un règlement administratif.

Délégation  
des pouvoirs  
du conseil

## PARTIE II INSCRIPTION

18. (1) Le registrateur délivre un certificat d'inscription de travailleur social à l'auteur d'une demande qui remplit les conditions suivantes :

Approbaton  
d'une  
demande  
d'inscription

- a) il présente sa demande conformément aux règlements et aux règlements administratifs;
- b) il présente les documents que le registrateur juge satisfaisants et qui attestent que, selon le cas :



(i) il a obtenu un diplôme en travail social dans le cadre d'un programme de travail social agréé par l'Association canadienne des écoles de service social, un diplôme dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent approuvé par un organisme que prescrivent les règlements ou un diplôme dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent que prescrivent les règlements,



(ii) il réunit les titres et une expérience pratique qui sont essentiellement équivalents aux qualités requises pour obtenir un tel diplôme, selon ce que prescrivent les règlements;

- c) il a acquitté les droits que prescrivent les règlements administratifs;
- d) il satisfait aux autres exigences que prescrivent les règlements aux fins de l'inscription.

(2) Le registrateur délivre un certificat d'inscription de technicien en travail social à l'auteur d'une demande qui remplit les conditions suivantes :

Idem

- a) il présente sa demande conformément aux règlements et aux règlements administratifs;
- b) il présente les documents que le registrateur juge satisfaisants et qui attestent que, selon le cas :



	<p>(i) has obtained a diploma in social service work from a social service work program or an equivalent program, as prescribed by the regulations, or</p> <p>(ii) has a combination of academic qualifications and practical experience that is substantially equivalent to the qualifications required for such a diploma, as prescribed by the regulations;</p> <p>(c) has paid the fees prescribed by the by-laws; and</p> <p>(d) meets any other requirements prescribed by the regulations for registration.</p>	<p>(i) il a obtenu un diplôme en techniques de travail social dans le cadre d'un programme de techniques de travail social ou d'un programme équivalent, selon ce que prescrivent les règlements,</p> <p>(ii) il réunit les titres et une expérience pratique qui sont essentiellement équivalents aux qualités requises pour obtenir un tel diplôme, selon ce que prescrivent les règlements;</p> <p>c) il a acquitté les droits que prescrivent les règlements administratifs;</p> <p>d) il satisfait aux autres exigences que prescrivent les règlements aux fins de l'inscription.</p>	
Grounds for refusal	<p>(3) The Registrar may refuse to issue a certificate of registration for social work or social service work if the Registrar has reasonable grounds to believe that,</p> <p>(a) the past conduct or actions of the applicant afford grounds for belief that the applicant will not perform his or her duties as a social worker or social service worker, as the case may be, in accordance with the law, including but not limited to this Act, the regulations and the by-laws; or</p> <p>(b) the applicant does not fulfil the requirements under this Act for the issuance of the certificate.</p>	<p>(3) Le registrateur peut refuser de délivrer un certificat d'inscription de travailleur social ou de technicien en travail social s'il a des motifs raisonnables de croire :</p> <p>a) soit que la conduite ou les actes antérieurs de l'auteur de la demande offrent des motifs de croire qu'il ne s'acquittera pas de ses fonctions de travailleur social ou de technicien en travail social, selon le cas, conformément à la loi, notamment la présente loi, les règlements et les règlements administratifs;</p> <p>b) soit que l'auteur de la demande ne satisfait pas aux exigences prévues par la présente loi pour la délivrance du certificat.</p>	Motifs de refus
Same	<p>(4) Except as otherwise directed under this Act, the Registrar shall refuse to issue a certificate of registration for social work or social service work to an applicant who previously held such a certificate of registration that was revoked as a result of a decision of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee and that was not reinstated under section 29 or 30.</p>	<p>(4) Sauf disposition contraire de la présente loi, le registrateur refuse de délivrer un certificat d'inscription de travailleur social ou de technicien en travail social à l'auteur d'une demande qui était précédemment titulaire d'un tel certificat qui a été révoqué par suite d'une décision du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle et qui n'a pas été remis en vigueur aux termes de l'article 29 ou 30.</p>	Idem
Terms, etc.	<p>(5) If the Registrar believes that a certificate of registration should be issued to an applicant with terms, conditions or limitations, the Registrar may impose those terms, conditions or limitations.</p>	<p>(5) S'il croit que devrait être délivré à l'auteur d'une demande un certificat d'inscription assorti de conditions ou de restrictions, le registrateur peut imposer ces conditions ou restrictions.</p>	Conditions ou restrictions
Disclosure of application file	<p><b>19. (1)</b> The Registrar shall give an applicant for a certificate of registration, at the applicant's request, a copy of each document the College has that is relevant to the application.</p>	<p><b>19. (1)</b> Le registrateur remet sur demande à l'auteur d'une demande de certificat d'inscription une copie de chaque document se rapportant à celle-ci qui est en la possession de l'Ordre.</p>	Communication des documents relatifs à la demande
Exception	<p>(2) The Registrar may refuse to give an applicant anything that may, in the Registrar's opinion, jeopardize the safety of any person.</p>	<p>(2) Le registrateur peut refuser de remettre à l'auteur d'une demande tout ce qui pourrait, à son avis, compromettre la sécurité de quiconque.</p>	Exception

Notice of proposal to refuse to issue, etc.	<p><b>20. (1)</b> If the Registrar proposes to do one of the following, the Registrar shall first serve notice of the proposal, with written reasons for it, on the applicant:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Refuse to issue a certificate of registration.</li> <li>2. Impose terms, conditions or limitations to which the applicant has not consented on a certificate of registration to be issued.</li> </ol>	<p><b>20. (1)</b> Le registrateur signifie d'abord un avis de son intention, accompagné des motifs écrits, à l'auteur de la demande s'il a l'intention :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. soit de refuser de délivrer un certificat d'inscription;</li> <li>2. soit d'assortir de conditions ou de restrictions auxquelles n'a pas consenti l'auteur de la demande un certificat d'inscription qui doit être délivré.</li> </ol>	Avis d'intention de refuser un certificat
Exception	(2) Subsection (1) does not apply if the Registrar refuses to issue a certificate under subsection 18 (4).	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le registrateur refuse de délivrer un certificat aux termes du paragraphe 18 (4).	Exception
Contents of notice	(3) A notice under subsection (1) shall state that the applicant may request a review by the Registration Appeals Committee in accordance with subsection (4).	(3) L'avis prévu au paragraphe (1) indique que l'auteur de la demande peut solliciter un examen par le comité d'appel des inscriptions conformément au paragraphe (4).	Teneur de l'avis
Request for review	(4) The request for review shall be in writing and shall be served on the Registrar within 60 days after the notice under subsection (1) is served on the applicant.	(4) La demande d'examen est présentée par écrit et est signifiée au registrateur dans les 60 jours qui suivent la signification à l'auteur de la demande de l'avis prévu au paragraphe (1).	Demande d'examen
Submissions	(5) The request for review may be accompanied by written submissions.	(5) La demande d'examen peut être accompagnée d'observations écrites.	Observations
Power of Registrar if no request	(6) If an applicant does not request a review in accordance with subsection (4), the Registrar shall carry out the proposal stated in the notice under subsection (1).	(6) Si l'auteur de la demande ne sollicite pas d'examen conformément au paragraphe (4), le registrateur donne suite à l'intention indiquée dans l'avis prévu au paragraphe (1).	Pouvoir du registrateur en l'absence de demande d'examen
Duties of Registration Appeals Committee	<b>21. (1)</b> If an applicant requests a review in accordance with subsection 20 (4), the Registration Appeals Committee shall conduct the review.	<b>21. (1)</b> Si l'auteur d'une demande sollicite un examen conformément au paragraphe 20 (4), le comité d'appel des inscriptions effectue l'examen.	Fonctions du comité d'appel des inscriptions
Exception	(2) Despite subsection (1), the Committee shall refuse to conduct a review if, in its opinion, the request for review is frivolous, vexatious or an abuse of process.	(2) Malgré le paragraphe (1), le comité refuse d'effectuer un examen s'il est d'avis que la demande d'examen est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.	Exception
Extension of time for requesting review	(3) The Committee may extend the time for requesting a review under subsection 20 (4) if it is satisfied that there are apparent grounds for granting relief on the review and that there are reasonable grounds for applying for the extension.	(3) Le comité peut proroger le délai accordé pour solliciter un examen en vertu du paragraphe 20 (4) s'il est convaincu que la demande d'examen semble fondée à première vue et qu'il existe des motifs raisonnables pour demander la prorogation.	Prorogation du délai
Examination of documents, submissions	(4) The Committee shall ensure that the person requesting the review is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the review.	(4) Le comité veille à ce que la personne qui sollicite l'examen ait l'occasion d'examiner les documents que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de ceux-ci.	Examen des documents, observations
No hearing	(5) Except as provided by section 20 and this section, the Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this part.	(5) Sous réserve de l'article 20 et du présent article, le comité n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu de la présente partie.	Aucune audience
Order	(6) After considering the request for review, the submissions and any document	(6) Après étude de la demande d'examen, des observations et de tout document qu'il	Ordonnance

that the Committee considers relevant, the Committee may make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue the appropriate certificate of registration.
2. Directing the Registrar to issue the appropriate certificate of registration and to make it subject to specified terms, conditions or limitations.
3. Directing the Registrar to vary specified terms, conditions or limitations in the Registrar's proposal.
4. Directing the Registrar to refuse to issue a certificate of registration.

Service of  
decision on  
parties

(7) The Committee shall give its decision under this section in writing to the Registrar, with reasons, within 60 days after considering the request for review and shall serve the person who requested the review with a copy.

Register

**22.** (1) The Registrar shall maintain a register.

Contents

(2) Subject to any by-law respecting the removal of information from the register, the register shall contain,

- (a) the name of each member of the College and the class of certificate of registration that the member holds;
- (b) any terms, conditions and limitations imposed on the member's certificate of registration;
- (c) a notation of every revocation, cancellation and suspension of a member's certificate of registration;
- (d) information that a committee required by subsection 14 (1) directs shall be included; and
- (e) information that the by-laws prescribe as information to be kept in the register.

Inspection

(3) Any person has the right, during normal business hours, to inspect the register.

Copies

(4) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any part of the register.

Suspension:  
failure to pay fees,  
provide  
information

**23.** (1) The Registrar may suspend the certificate of registration of a member of the College for,

- (a) failure to pay a fee or penalty prescribed by the by-laws; or
- (b) failure to provide information required by the by-laws.

estime pertinent, le comité peut, par ordonnance :

1. Enjoindre au registrateur de délivrer le certificat d'inscription approprié.
2. Enjoindre au registrateur de délivrer le certificat d'inscription approprié et de l'assortir des conditions ou des restrictions précisées.
3. Enjoindre au registrateur de modifier les conditions ou restrictions figurant dans son avis d'intention qui sont précisées.
4. Enjoindre au registrateur de refuser de délivrer un certificat d'inscription.

(7) Le comité remet par écrit au registrateur, dans les 60 jours qui suivent l'étude de la demande d'examen, la décision motivée qu'il rend aux termes du présent article, et en signifie une copie à la personne qui a sollicité l'examen.

Signification  
de la déci-  
sion

**22.** (1) Le registrateur tient un tableau.

Tableau

(2) Sous réserve de tout règlement administratif se rapportant à la suppression de renseignements, le tableau contient ce qui suit :

Contenu du  
tableau

- a) le nom de chaque membre de l'Ordre et la catégorie de certificat d'inscription dont il est titulaire;
- b) les conditions et les restrictions dont est assorti, le cas échéant, le certificat d'inscription du membre;
- c) l'indication de chaque révocation, annulation et suspension du certificat d'inscription d'un membre;
- d) les renseignements qu'ordonne d'y consigner un comité qu'exige le paragraphe 14 (1);
- e) les renseignements que les règlements administratifs prescrivent comme devant y figurer.

(3) Toute personne a le droit de consulter le tableau pendant les heures de bureau.

Consultation

(4) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de toute partie du tableau.

Copies

**23.** (1) Le registrateur peut suspendre le certificat d'inscription d'un membre de l'Ordre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

Suspension :  
défaut de  
paiement de  
droits, défaut  
de fournir  
des rensei-  
gnements

- a) défaut de paiement de droits ou de pénalités prescrits par les règlements administratifs;
- b) défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs.



Same	(2) The Registrar shall not suspend a member's certificate of registration without first giving the member two-months notice of the default and intention to suspend.	(2) Le registrateur ne peut suspendre le certificat d'inscription d'un membre sans d'abord donner à celui-ci un avis de deux mois du défaut et de son intention.	Idem
Reinstatement	(3) A person whose certificate of registration has been suspended under subsection (1) is entitled to have the suspension removed on payment of the fees and penalties prescribed by the by-laws or on provision of the information required by the by-laws, as the case may be.	(3) La personne dont le certificat d'inscription a été suspendu en vertu du paragraphe (1) a le droit de faire annuler la suspension en acquittant les droits et pénalités prescrits par les règlements administratifs ou en fournissant les renseignements exigés par eux, selon le cas.	Remise en vigueur

**PART III  
COMPLAINTS COMMITTEE,  
DISCIPLINE COMMITTEE AND FITNESS  
TO PRACTISE COMMITTEE**

Duties of Complaints Committee	<b>24.</b> (1) The Complaints Committee shall consider and investigate written complaints regarding the conduct or actions of members of the College.	<b>24.</b> (1) Le comité des plaintes étudie les plaintes écrites se rapportant à la conduite ou aux actes des membres de l'Ordre et fait enquête sur elles.	Fonctions du comité des plaintes
Same	(2) Despite subsection (1), the Complaints Committee shall refuse to consider and investigate a written complaint if, in its opinion,  (a) the complaint does not relate to professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of a member of the College; or  (b) the complaint is frivolous, vexatious or an abuse of process.	(2) Malgré le paragraphe (1), le comité des plaintes refuse d'étudier une plainte écrite et de faire enquête sur elle s'il est d'avis que, selon le cas :  a) la plainte ne porte pas sur une faute professionnelle de la part d'un membre de l'Ordre ou sur l'incompétence ou l'incapacité d'un tel membre;  b) la plainte est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.	Idem
Same	(3) No action shall be taken by the Complaints Committee under subsection (5) unless,  (a) a complaint in a form prescribed by the by-laws has been filed with the Registrar;  (b) the member of the College whose conduct or actions are being investigated has been notified of the complaint and given at least 30 days in which to submit in writing to the Committee any explanations or representations the member may wish to make concerning the matter; and  (c) the Committee has examined all the information and documents that the College has that are relevant to the complaint.	(3) Le comité des plaintes ne doit prendre aucune des mesures prévues au paragraphe (5) à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :  a) une plainte a été déposée auprès du registrateur dans la forme prescrite par les règlements administratifs;  b) le membre de l'Ordre dont la conduite ou les actes font l'objet de l'enquête a été avisé de la plainte et a bénéficié d'au moins 30 jours pour présenter par écrit au comité des explications ou des observations sur la question;  c) le comité a examiné tous les renseignements et documents pertinents en la possession de l'Ordre.	Idem
Same	(4) Notice of a complaint under clause 3 (b) shall include reasonable information about any allegations contained in the complaint.	(4) L'avis de plainte qui est donné aux termes de l'alinéa (3) b) comprend des renseignements raisonnables sur toute allégation que renferme la plainte.	Idem
Same	(5) The Complaints Committee in accordance with the information it receives shall,  (a) direct that the matter be referred, in whole or in part, to the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee;	(5) À la lumière des renseignements qu'il reçoit, le comité des plaintes, selon le cas :  a) ordonne que la question soit renvoyée, en tout ou en partie, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle;	Idem

	<p>(b) direct that the matter not be referred under clause (a);</p> <p>(c) require the person complained against to appear before the Complaints Committee to be cautioned;</p> <p>(d) refer the matter for alternative dispute resolution if the Committee considers it appropriate to do so and the complainant and the member agree; or</p> <p>(e) take any action it considers appropriate in the circumstances and that is not inconsistent with this Act, the regulations or the by-laws.</p>	<p>b) ordonne que la question ne soit pas renvoyée aux termes de l'alinéa a);</p> <p>c) exige de la personne qui fait l'objet de la plainte qu'elle se présente devant lui pour recevoir un avertissement;</p> <p>d) renvoie la question aux fins de règlement extrajudiciaire des différends s'il estime que cela est approprié et que le plaignant et le membre sont d'accord;</p> <p>e) prend les mesures qu'il juge appropriées dans les circonstances et qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, les règlements ou les règlements administratifs.</p>	
Decision and reasons	(6) The Complaints Committee shall give its decision in writing to the Registrar and, except in the case of a decision made under clause (5) (a), its reasons for the decision.	(6) Le comité des plaintes remet sa décision par écrit au registrateur et, à moins que celle-ci n'ait été rendue aux termes de l'alinéa (5) a), les motifs de sa décision.	Décision et motifs
Notice	(7) The Registrar shall provide the complainant and the person complained against with a copy of the written decision made by the Complaints Committee and its reasons for the decision, if any.	(7) Le registrateur donne au plaignant et à la personne qui fait l'objet de la plainte une copie de la décision écrite du comité des plaintes et, le cas échéant, des motifs de la décision.	Avis
No hearing	(8) Except as provided by this section, the Complaints Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(8) Sous réserve du présent article, le comité des plaintes n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive aux termes du présent article.	Aucune audience
Timely disposal	(9) The Complaints Committee shall use its best efforts to dispose of a complaint within 120 days of its being filed with the Registrar.	(9) Le comité des plaintes fait tous les efforts possibles pour statuer sur une plainte dans les 120 jours qui suivent son dépôt auprès du registrateur.	Délai pour statuer sur la plainte
Reference by Council or Executive Committee	<b>25.</b> (1) The Council or the Executive Committee may direct the Discipline Committee to hold a hearing and determine any allegation of professional misconduct or incompetence on the part of a member of the College.	<b>25.</b> (1) Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité de discipline de tenir une audience et de statuer sur toute allégation de faute professionnelle ou d'incompétence à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Renvoi par le conseil ou le bureau
Same	(2) The Council or the Executive Committee may direct the Fitness to Practise Committee to hold a hearing and determine any allegation of incapacity on the part of a member of the College.	(2) Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité d'aptitude professionnelle de tenir une audience et de statuer sur toute allégation d'incapacité à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Idem
Interim suspension	(3) The Council or the Executive Committee may make an interim order directing the Registrar to suspend the certificate of registration of a member of the College or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of registration if,	(3) Le conseil ou le bureau peut rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registrateur de suspendre le certificat d'inscription d'un membre de l'Ordre ou d'assortir son certificat de conditions ou de restrictions si :	Suspension provisoire
	<p>(a) an allegation respecting the member has been referred to the Discipline Committee or to the Fitness to Practise Committee; and</p> <p>(b) the Council or the Executive Committee believes that the actions or conduct of the member in the course of his or</p>	<p>a) d'une part, une allégation concernant le membre a été renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle;</p> <p>b) d'autre part, le conseil ou le bureau croit que les actes ou la conduite du membre dans l'exercice de sa profes-</p>	

	her practice exposes or is likely to expose a person or persons to harm or injury.	sion exposent ou exposeront vraisemblablement une ou des personnes à un préjudice ou à des blessures.	
Restriction	(4) No order shall be made under subsection (3) unless the member has been given,	(4) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (3) à moins que le membre :	Restriction
	(a) notice of the Council's or the Executive Committee's intention to make the order; and	a) d'une part, n'ait été avisé de l'intention du conseil ou du bureau de rendre l'ordonnance;	
	(b) at least 14 days to make written submissions to the Council or the Executive Committee.	b) d'autre part, n'ait bénéficié d'un délai d'au moins 14 jours pour présenter des observations par écrit au conseil ou au bureau.	
Same	(5) Clause (4) (b) does not apply if the Council or the Executive Committee believes that the delay would be inappropriate in view of the risk of harm or injury to a person or persons.	(5) L'alinéa (4) b) ne s'applique pas si le conseil ou le bureau croit que le délai ne serait pas approprié compte tenu du risque de préjudice ou de blessures auxquels sont exposées une ou des personnes.	Idem
No hearing	(6) Except as provided by this section, the Council or the Executive Committee need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(6) Sous réserve du présent article, le conseil ou le bureau n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.	Aucune audience
Procedure following order	(7) If an order is made under subsection (3) in relation to a matter referred to the Discipline Committee or to the Fitness to Practise Committee,	(7) Si une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (3) à l'égard d'une question renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle :	Procédure suivant l'ordonnance
	(a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and	a) d'une part, l'Ordre traite la question avec célérité;	
	(b) the committee shall give precedence to the matter.	b) d'autre part, le comité donne priorité à la question.	
Duration of order	(8) An order under subsection (3) continues in force until the matter is disposed of by the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee.	(8) L'ordonnance prévue au paragraphe (3) demeure en vigueur jusqu'à ce que le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle ait statué sur la question.	Effet de l'ordonnance
Duties of Discipline Committee	<b>26.</b> (1) The Discipline Committee shall,	<b>26.</b> (1) Le comité de discipline fait ce qui suit :	Fonctions du comité de discipline
	(a) hear and determine matters directed or referred to it under sections 24, 25 and 29; and	a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes des articles 24, 25 et 29;	
	(b) perform any other duties assigned to it by the Council.	b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.	
Professional misconduct	(2) The Discipline Committee may find a member of the College guilty of professional misconduct if, after a hearing, the Committee believes that the member has engaged in conduct that,	(2) Le comité de discipline peut conclure qu'un membre de l'Ordre a commis une faute professionnelle si, à la suite d'une audience, le comité croit que le membre, de par sa conduite, a, selon le cas :	Faute professionnelle
	(a) contravenes this Act, the regulations or the by-laws;	a) contrevenu à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs;	



	<p>(b) contravenes an order of the Discipline Committee, the Complaints Committee, the Council or the Registrar; or</p> <p>(c) is defined as being professional misconduct in the regulations.</p>	<p>b) contrevenu à une ordonnance du comité de discipline, du comité des plaintes ou du conseil, ou à un ordre du registraire;</p> <p>c) commis une faute professionnelle au sens des règlements.</p>	
Incompetence	<p>(3) The Discipline Committee may, after a hearing, find a member of the College to be incompetent if, in its opinion, the member has displayed in his or her professional responsibilities a lack of knowledge, skill or judgment or disregard for the welfare of a person or persons of a nature or extent that demonstrates that the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities or that a certificate of registration held by the member under this Act should be made subject to terms, conditions or limitations.</p>	<p>(3) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre de l'Ordre est incompetent s'il est d'avis que ce dernier a fait preuve, dans l'exercice de ses fonctions, d'un manque de connaissances, de compétence ou de jugement ou encore d'indifférence pour le bien-être d'une ou de plusieurs personnes d'une nature ou d'un degré tels que le membre est manifestement inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles ou qu'un certificat d'inscription dont il est titulaire en vertu de la présente loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.</p>	Incompétence
Powers of Discipline Committee	<p>(4) If the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct or to be incompetent, it shall make an order doing one or more of the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Directing the Registrar to revoke any certificate of registration held by the member under this Act.</li> <li>2. Directing the Registrar to suspend any certificate of registration held by the member under this Act for a specified period, not exceeding 24 months.</li> <li>3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on any certificate of registration held by the member under this Act.</li> <li>4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.</li> </ol>	<p>(4) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompetent, il rend une ordonnance visant une ou plusieurs des fins suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Enjoindre au registraire de révoquer tout certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.</li> <li>2. Enjoindre au registraire de suspendre, pendant une période précisée qui ne dépasse pas 24 mois, tout certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.</li> <li>3. Enjoindre au registraire d'assortir de conditions ou de restrictions précisées tout certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.</li> <li>4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période précisée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.</li> </ol>	Pouvoirs du comité de discipline
Same	<p>(5) If the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct, it may, in addition to exercising its powers under subsection (4), make an order doing one or more of the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Requiring that the member be reprimanded, admonished or counselled by the Committee or its delegate and, if considered warranted, directing that the fact of the reprimand, admonishment or counselling be recorded on the register for a specified or an unlimited period.</li> <li>2. Imposing a fine in an amount that the Committee considers appropriate, to a maximum of \$5,000, to be paid by the member to the Minister of Finance for</li> </ol>	<p>(5) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle, outre qu'il exerce les pouvoirs que lui confère le paragraphe (4), il peut, par ordonnance :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Exiger que le membre reçoive une réprimande, un avertissement ou des conseils de la part du comité ou de son délégué et, si cela est nécessaire, ordonner que ce fait soit consigné au tableau pendant une période déterminée ou indéterminée.</li> <li>2. Infliger une amende selon le montant que le comité juge approprié, lequel ne peut dépasser 5 000 \$, et que le mem-</li> </ol>	Idem

payment into the Consolidated Revenue Fund.

3. Directing that the finding and the order of the Committee be published, in detail or in summary, with or without the name of the member, in the official publication of the College and in any other manner or medium that the Committee considers appropriate in the particular case.

4. Fixing costs to be paid by the member.

Same

(6) In making an order under paragraph 4 of subsection (4), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the successful completion by the member of specified courses of study.

Same

(7) In making an order revoking or suspending a certificate of registration or imposing terms, conditions or limitations on a certificate of registration, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 29.

Publication on request

(8) The Discipline Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of professional misconduct or incompetence was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.

Costs

(9) If the Discipline Committee believes that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member of the College for his or her costs or the portion of them fixed by the Discipline Committee.

Duties of Fitness to Practise Committee

**27. (1)** The Fitness to Practise Committee shall,

- (a) hear and determine matters directed or referred to it under sections 24, 25 or 29; and
- (b) perform any other duties assigned to it by the Council.

Incapacity

(2) The Fitness to Practise Committee may, after a hearing, find a member of the College to be incapacitated if, in its opinion, the member is suffering from a physical or mental condition or disorder such that,

- (a) the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities; or
- (b) a certificate of registration held by the member under this Act should be made

bre doit payer au ministre des Finances qui la verse au Trésor.

3. Ordonner que la conclusion et l'ordonnance du comité soient publiées de façon détaillée ou sommaire, avec ou sans indication du nom du membre, dans la publication officielle de l'Ordre et de toute autre manière ou par tout autre moyen que le comité juge approprié en l'occurrence.

4. Fixer les frais que le membre doit payer.

Idem

(6) Lorsqu'il rend une ordonnance aux termes de la disposition 4 du paragraphe (4), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il termine avec succès des programmes d'études précisés.

Idem

(7) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat d'inscription ou à assortir un certificat d'inscription de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 29.

Publication sur demande

(8) Si le comité de discipline conclut qu'une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.

Frais

(9) Si le comité de discipline croit que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre de l'Ordre tout ou partie des frais que fixe le comité.

**27. (1)** Le comité d'aptitude professionnelle fait ce qui suit :

Fonctions du comité d'aptitude professionnelle

- a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes des articles 24, 25 ou 29;
- b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.

Incapacité

(2) À la suite d'une audience, le comité d'aptitude professionnelle peut conclure qu'un membre de l'Ordre est frappé d'incapacité s'il est d'avis que ce dernier est atteint d'une affection physique ou mentale ou de troubles physiques ou mentaux qui sont tels que, selon le cas :

- a) le membre est inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles;
- b) le certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente

subject to terms, conditions or limitations.

loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.

Powers of  
Fitness to  
Practise  
Committee

(3) If the Fitness to Practise Committee finds a member to be incapacitated, it shall make an order doing one or more of the following:

(3) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'un membre est frappé d'incapacité, il rend une ordonnance visant une ou plusieurs des fins suivantes :

Pouvoirs du  
comité d'ap-  
titude profes-  
sionnelle

1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration.
2. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration for a specified period, not exceeding 24 months.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on the member's certificate of registration.
4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.

1. Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d'inscription du membre.
2. Enjoindre au registrateur de suspendre, pendant une période précisée qui ne dépasse pas 24 mois, le certificat d'inscription du membre.
3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées le certificat d'inscription du membre.
4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période précisée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.

Same

(4) In making an order under paragraph 4 of subsection (3), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the production to the Committee of evidence satisfactory to it that any physical or mental condition or disorder in respect of which the penalty was imposed has been resolved.

(4) Lorsqu'il rend une ordonnance aux termes de la disposition 4 du paragraphe (3), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il produise au comité des preuves qui le convainquent que l'affection physique ou mentale ou les troubles physiques ou mentaux qui ont donné lieu à la pénalité ont été surmontés.

Idem

Same

(5) In making an order revoking or suspending a certificate of registration or imposing terms, conditions or limitations on a certificate of registration, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 29.

(5) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat d'inscription ou à assortir un tel certificat de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 29.

Idem

Publication  
on request

(6) The Fitness to Practise Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of incapacity was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.

(6) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'une allégation d'incapacité n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.

Publication  
sur demande

Costs

(7) If the Fitness to Practise Committee believes that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member for his or her costs or the portion of them fixed by the Committee.

(7) Si le comité d'aptitude professionnelle croit que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre tout ou partie des frais que fixe le comité.

Frais

Procedure on  
hearings

**28.** (1) This section applies to hearings of the Discipline Committee under section 26 and to hearings of the Fitness to Practise Committee under section 27.

**28.** (1) Le présent article s'applique aux audiences que tient le comité de discipline aux termes de l'article 26 et à celles que tient le comité d'aptitude professionnelle aux termes de l'article 27.

Procédure

Parties

(2) The College and the member of the College whose conduct or actions are being investigated are parties to the hearing.

(2) L'Ordre et le membre de l'Ordre dont la conduite ou les actes font l'objet d'une enquête sont parties à l'audience.

Parties



Examination  
of document-  
ary evidence

(3) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.

(3) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.

Examen de  
la preuve do-  
cumentaire

Members  
holding  
hearing not  
to have taken  
part in  
investigation

(4) Members of the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee holding a hearing shall not have taken part before the hearing in any investigation of the subject-matter of the hearing, other than as a member of the Council or Executive Committee considering the referral of the matter to the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee, and shall not communicate directly or indirectly about the subject-matter of the hearing with any person or with any party or representative of a party except on notice to and opportunity for all parties to participate.

(4) Les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle qui tiennent une audience ne doivent pas avoir pris part, avant l'audience, à une enquête portant sur l'objet de l'audience, si ce n'est à titre de membre du conseil ou du bureau qui examine le renvoi de la question au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle. Ils ne doivent pas non plus communiquer directement ou indirectement avec une personne, une partie ou un représentant de cette dernière au sujet de l'objet de l'audience sauf si toutes les parties en sont avisées et ont l'occasion de participer.

Restriction  
relative aux  
enquêtes

Same

(5) Despite subsection (4), the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee may seek legal advice from an adviser independent from the parties and, in that case, the nature of the advice shall be made known to the parties so that they may make submissions as to the law.

(5) Malgré le paragraphe (4), le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut demander des conseils juridiques à un conseiller indépendant des parties. Dans ce cas, la nature des conseils est communiquée aux parties pour qu'elles puissent présenter des observations quant au droit applicable.

Idem

Discipline  
Committee  
hearings to  
be public

(6) A hearing of the Discipline Committee shall, subject to subsections (7) and (8), be open to the public.

(6) Sous réserve des paragraphes (7) et (8), les audiences du comité de discipline sont publiques.

Caractère  
public des  
audiences

Exceptions

(7) The Discipline Committee may make an order that the public, including members of the College, be excluded from a hearing or any part of a hearing if the Committee is satisfied that,

(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance excluant le public, y compris les membres de l'Ordre, d'une audience ou d'une partie d'audience s'il est convaincu que, selon le cas :

Exceptions

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced; or
- (d) the safety of a person may be jeopardized.

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise.

Same

(8) The Discipline Committee may also make an order that the public, including members of the College, be excluded from any part of a hearing in which it will deliberate whether to exclude them from a hearing or a part of a hearing.

(8) Le comité de discipline peut aussi rendre une ordonnance excluant le public, y compris les membres de l'Ordre, de toute partie d'une audience au cours de laquelle il délibérera de la question de savoir s'il doit exclure le public d'une audience ou d'une partie d'audience.

Idem

Fitness to  
Practise  
Committee  
hearings to  
be closed

(9) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall, subject to subsection (10), be closed to the public, including members of the College.

(9) Sous réserve du paragraphe (10), le public, y compris les membres de l'Ordre, est exclu des audiences du comité d'aptitude professionnelle.

Huis clos

Open on request of member in some cases

(10) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall be open to the public, including members of the College, if the person who is alleged to be incapacitated requests it in a written notice received by the Registrar before the day the hearing commences, unless the Fitness to Practise Committee is satisfied that,

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of acceding to the request of the person who is alleged to be incapacitated;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced; or
- (d) the safety of a person may be jeopardized.

(10) Une audience du comité d'aptitude professionnelle est publique, et les membres de l'Ordre peuvent y assister, si la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité en fait la demande par avis écrit, lequel doit parvenir au registraire avant le jour où débute l'audience, à moins que le comité ne soit convaincu que, selon le cas :

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'accéder à la demande de la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise.

Audience publique sur demande du membre dans certains cas

Same

(11) The Fitness to Practise Committee may also make an order that the public, including members of the College, be excluded from any part of a hearing in which it will deliberate whether to exclude them from a hearing or a part of a hearing.

(11) Le comité d'aptitude professionnelle peut aussi rendre une ordonnance excluant le public, y compris les membres de l'Ordre, de toute partie d'une audience au cours de laquelle il délibérera de la question de savoir s'il doit exclure le public d'une audience ou d'une partie d'audience.

Idem

Recording of evidence

(12) The oral evidence taken before the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.

(12) Les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle sont consignés et une copie de leur transcription est fournie à toute partie, à ses frais, sur demande.

Consignation des témoignages

Only members at hearing to participate in decision

(13) No member of the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall participate in a decision of the committee following a hearing unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties.

(13) Seuls les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité à l'issue d'une audience.

Participation à la décision

Release of documentary evidence

(14) Documents and things put in evidence at a hearing shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.

(14) Les documents et choses produits en preuve à une audience sont remis sur demande par le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.

Remise de la preuve documentaire

Service of decision, reasons

(15) Subject to subsection (16), the committee shall give its decision in writing with reasons and serve it,

(15) Sous réserve du paragraphe (16), le comité rend sa décision par écrit, accompagnée des motifs, et la signifie :

Signification de la décision et motifs

- (a) on the parties; and
- (b) if the matter was referred to the Discipline Committee as a result of a complaint under subsection 24 (1), on the complainant.

- a) aux parties;
- b) au plaignant, si la question a été renvoyée au comité de discipline par suite d'une plainte déposée aux termes du paragraphe 24 (1).

Same

(16) If the hearing was closed, the Discipline Committee or Fitness to Practise Com-

(16) Si l'audience a été tenue à huis clos, le comité de discipline ou le comité d'aptitude

Idem

mittee may, in its discretion, withhold reasons when it serves its decision on the complainant.

#### **PART IV REINSTATEMENT AND VARIATION**

Reinstatement after disciplinary proceedings

29. (1) A person who has had a certificate of registration revoked or suspended as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar to have a new certificate issued or the suspension removed.

Variation after disciplinary proceedings

(2) A person who has a certificate of registration that is subject to terms, conditions or limitations as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar for the removal or modification of the terms, conditions or limitations.

Time of application

(3) An application under subsection (1) or (2) shall not be made before the expiry of the period fixed for the purpose by the Discipline Committee under subsection 26 (7) or under paragraph 6 of subsection (6), as the case may be.

Same

(4) If the Discipline Committee did not fix a period under subsection 26 (7) or under paragraph 6 of subsection (6), an application under subsection (1) or (2) shall not be made earlier than one year from the date of the order under section 26 or the date of the last order made under this section, as the case may be.

Referral to Discipline Committee

(5) The Registrar shall refer an application under subsection (1) or (2) to the Discipline Committee.

Order

(6) The Discipline Committee may, after a hearing, make an order doing one or more of the following:

1. Refusing the application.
2. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant.
3. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate of registration.
4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of registration.
5. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation on the applicant's certificate of registration.
6. Fixing a period during which the applicant may not apply under this section.

professionnelle peut, à sa discrétion, signifier sa décision au plaignant sans les motifs.

#### **PARTIE IV REMISE EN VIGUEUR ET MODIFICATION**

29. (1) La personne dont le certificat d'inscription a été révoqué ou suspendu à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registrateur qu'un nouveau certificat lui soit délivré ou que la suspension soit annulée.

(2) La personne dont le certificat d'inscription est assorti de conditions ou de restrictions à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registrateur que ces conditions ou restrictions soient supprimées ou modifiées.

(3) La demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée avant l'expiration du délai fixé à cette fin par le comité de discipline en vertu du paragraphe 26 (7) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), selon le cas.

(4) Si le comité de discipline n'a fixé aucun délai en vertu du paragraphe 26 (7) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée en-deçà d'un an à compter de la date de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 26 ou de la date de la dernière ordonnance rendue en vertu du présent article, selon le cas.

(5) Le registrateur renvoie la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) au comité de discipline.

(6) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut, par ordonnance :

1. Refuser la demande.
2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande.
3. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
4. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions et de restrictions précisées le certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
5. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
6. Fixer un délai dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du présent article.

Remise en vigueur après une instance disciplinaire

Modification après une instance disciplinaire

Délai de présentation

Idem

Renvoi au comité de discipline

Ordonnance



Parties	(7) The College and the applicant are parties to the hearing under this section.	(7) L'Ordre et l'auteur de la demande sont parties à l'audience tenue aux termes du présent article.	Parties
Examination of documentary evidence	(8) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.	(8) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.	Examen de la preuve documentaire
Closed hearings	(9) Hearings of the Discipline Committee under this section shall be closed to the public, including members of the College.	(9) Est exclu des audiences que tient le comité de discipline aux termes du présent article le public, y compris les membres de l'Ordre.	Huis clos
Recording of evidence	(10) If requested by a party, the oral evidence taken before the Discipline Committee under this section shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.	(10) À la demande d'une partie, les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline aux termes du présent article sont consignés et, à la demande d'une partie, une copie de leur transcription est fournie à celle-ci, à ses frais.	Consignation des témoignages
Only members at hearing to participate in decision	(11) No member of the Discipline Committee shall participate in a decision of the Committee under this section unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and the argument of the parties.	(11) Seuls les membres du comité de discipline qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité aux termes du présent article.	Participation à la décision
Release of documentary evidence	(12) Documents and things put in evidence at a hearing under this section shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.	(12) Les documents et choses produits en preuve à une audience tenue aux termes du présent article sont remis sur demande par le comité de discipline à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.	Remise de la preuve documentaire
Service of decision on parties	(13) The Discipline Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve each party with a copy of the decision.	(13) Le comité de discipline rend aux termes du présent article sa décision par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à chacune des parties.	Signification de la décision aux parties
Fitness to Practise Committee	(14) Subsections (1) to (13) apply with necessary modifications to the Fitness to Practise Committee and, for the purpose,	(14) Les paragraphes (1) à (13) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au comité d'aptitude professionnelle et, à cet égard :	Comité d'aptitude professionnelle
	(a) a reference to the Discipline Committee shall be deemed to be a reference to the Fitness to Practise Committee; and	a) la mention du comité de discipline est réputée une mention du comité d'aptitude professionnelle;	
	(b) a reference to subsection 26 (7) shall be deemed to be a reference to subsection 27 (5).	b) la mention du paragraphe 26 (7) est réputée une mention du paragraphe 27 (5).	
Reinstatement: no hearing	<b>30.</b> The Council or Executive Committee may, without a hearing, with respect to a person who has had a certificate suspended or revoked for any reason under this Act, make an order doing one or more of the following:	<b>30.</b> Dans le cas d'une personne dont le certificat d'inscription a été suspendu ou révoqué pour quelque motif que ce soit en vertu de la présente loi, le conseil ou le bureau peut, par ordonnance et sans tenir d'audience :	Remise en vigueur : aucune audience
	1. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the person.	1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à la personne.	
	2. Directing the Registrar to remove the suspension of the person's certificate of registration.	2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de la personne.	

## PART V APPEALS TO COURT

Appeal to  
court

31. (1) A party to a proceeding before the Registration Appeals Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee may appeal to the Divisional Court, in accordance with the rules of court, from the decision or order of the committee.

Same

(2) For purposes of this section, a person who requests a review under section 20 is a party to the review by the Registration Appeals Committee.

Certified  
copy of  
record

(3) On the request of a party desiring to appeal to the Divisional Court and on payment of the fee prescribed by the by-laws for the purpose, the Registrar shall give the party a certified copy of the record of the proceeding, including any documents received in evidence and the decision or order appealed from.

Powers of  
court on  
appeal

(4) An appeal under this section may be made on questions of law or fact or both and the court may affirm or may rescind the decision of the committee appealed from and may exercise all powers of the committee and may direct the committee to take any action which the committee may take and that the court considers appropriate and, for the purpose, the court may substitute its opinion for that of the committee or the court may refer the matter back to the committee for rehearing, in whole or in part, in accordance with any directions the court considers appropriate.

Effect of  
appeal

(5) An appeal from a decision or order of a committee mentioned in subsection (1) does not operate as a stay of that decision or order.

## PART VI REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION

Registrar's  
investigation

32. (1) If the Registrar believes on reasonable and probable grounds,

- (a) that a member of the College has committed an act of professional misconduct or is incompetent or incapacitated;
- (b) that there is cause to refuse to issue a certificate applied for under this Act;
- (c) that there is cause to suspend or revoke a certificate issued under this Act; or
- (d) that there is cause to impose terms, conditions or limitations on a certificate applied for or issued under this Act,

## PARTIE V APPELS

31. (1) Une partie à une instance devant le comité d'appel des inscriptions, le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire de la décision ou de l'ordonnance du comité conformément aux règles de pratique.

Appel

(2) Pour l'application du présent article, la personne qui sollicite un examen en vertu de l'article 20 est partie à l'examen qu'effectue le comité d'appel des inscriptions.

Idem

(3) À la demande d'une partie qui souhaite interjeter appel devant la Cour divisionnaire et sur acquittement des droits prescrits par les règlements administratifs à cet effet, le registraire remet à la partie une copie certifiée conforme du dossier de l'instance, y compris les documents reçus en preuve et la décision ou l'ordonnance portée en appel.

Copie  
conforme du  
dossier

(4) L'appel interjeté en vertu du présent article peut porter sur des questions de droit ou de fait, ou les deux. Le tribunal peut confirmer ou annuler la décision du comité portée en appel, exercer les pouvoirs du comité et enjoindre à celui-ci de prendre toute mesure qu'il est habilité à prendre et que le tribunal juge appropriée. À cette fin, le tribunal peut substituer son opinion à celle du comité ou lui renvoyer la question pour qu'il l'entende de nouveau, en totalité ou en partie, conformément aux directives que le tribunal juge appropriées.

Pouvoirs du  
tribunal saisi  
de l'appel

(5) L'appel d'une décision ou d'une ordonnance d'un comité visé au paragraphe (1) n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de cette décision ou de cette ordonnance.

Effet de  
l'appel

## PARTIE VI POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR

32. (1) Le registraire peut nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés d'établir le bien-fondé de ses prétentions s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables :

Enquête du  
registraire

- a) soit qu'un membre de l'Ordre a commis une faute professionnelle ou est incompetent ou frappé d'incapacité;
- b) soit qu'il y a lieu de refuser de délivrer un certificat demandé en vertu de la présente loi;
- c) soit qu'il y a lieu de suspendre ou de révoquer un certificat délivré en vertu de la présente loi;
- d) soit qu'il y a lieu d'assortir de conditions ou de restrictions un certificat demandé ou délivré en vertu de la présente loi.

the Registrar may appoint one or more investigators to investigate whether such act has occurred, such incompetence or incapacity exists or there is such cause.

Approval of Executive Committee

(2) The Registrar shall not make an appointment under subsection (1) without the approval of the Executive Committee.

(2) Le registrateur ne peut procéder à la nomination visée au paragraphe (1) sans l'approbation du bureau.

Approbation du bureau

Powers of investigator

(3) The investigator may inquire into and examine the conduct or actions of the member to be investigated as the conduct or actions relate to the matter the Registrar sought to be investigated in appointing the investigator.

(3) L'enquêteur peut examiner la conduite ou les actes du membre qui doit faire l'objet de l'enquête dans la mesure où cette conduite ou ces actes se rapportent à la question sur laquelle le registrateur, en nommant l'enquêteur, voulait faire porter l'enquête.

Pouvoirs de l'enquêteur

Same

(4) The investigator has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*.

(4) Pour les besoins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*.

Idem

Same

(5) The investigator may, on production of his or her appointment, enter at any reasonable time the place of work of the member or the premises of the member's employer and may examine anything found there that is relevant to the investigation.

(5) L'enquêteur peut, sur production de l'acte de sa nomination, pénétrer à toute heure raisonnable dans le lieu de travail du membre ou dans les locaux de son employeur et examiner tout ce qui est pertinent.

Idem

Obstruction of investigator

(6) No person shall obstruct an investigator in the course of his or her duties or withhold or conceal from him or her or destroy anything that is relevant to the investigation.

(6) Nul ne doit entraver le travail d'un enquêteur dans l'exercice de ses fonctions, ni garder par-devers soi, lui dissimuler ou détruire quoi que ce soit qui est pertinent.

Entrave au travail de l'enquêteur

Entries and searches

33. (1) A justice of the peace may, on the application of an investigator, issue a warrant authorizing the investigator to enter and search a place and examine anything that is relevant to the investigation if the justice of the peace is satisfied that the investigator has been properly appointed and that there are reasonable and probable grounds for believing that,

33. (1) Un juge de paix peut décerner à l'enquêteur qui en fait la demande un mandat l'autorisant à pénétrer dans un lieu et à y perquisitionner, ainsi qu'à examiner tout ce qui est pertinent, s'il est convaincu que l'enquêteur a été nommé de façon régulière et qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que :

Perquisitions

(a) the member being investigated has committed an act of professional misconduct or is incompetent or incapacitated; and

a) d'une part, le membre qui fait l'objet de l'enquête a commis une faute professionnelle ou est incompetent ou frappé d'incapacité;

(b) there is something relevant to the investigation at the place.

b) d'autre part, il se trouve quelque chose de pertinent dans ce lieu.

Searches by day unless stated

(2) A warrant issued under subsection (1) does not authorize an entry or search after sunset or before sunrise unless it is expressly stated in the warrant.

(2) Le mandat décerné aux termes du paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une entrée ou une perquisition entre le coucher et le lever du soleil, sauf indication contraire expresse dans le mandat.

Perquisition de jour sauf indication contraire

Assistance and entry by force

(3) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) may be assisted by other persons and may enter a place by force.

(3) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) peut se faire aider par d'autres personnes et peut avoir recours à la force pour y pénétrer.

Aide et recours à la force

Investigator to show identification

(4) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) shall produce his or her identification, on request, to any person at the place.

(4) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) est tenu de présenter une pièce d'identité à toute personne

Obligation de l'enquêteur de présenter une pièce d'identité



Copying of documents and objects

**34.** (1) An investigator may copy, at the College's expense, a document or object that an investigator may examine under section 32 or under the authority of a warrant issued under section 33.

Removal of documents and objects

(2) An investigator may remove a document or object described in subsection (1) if,

- (a) it is not practicable to copy it in the place where it is examined; or
- (b) a copy of it is not sufficient for the purposes of the investigation.

Return of documents and objects or copies

(3) If it is practicable to copy a document or object removed under subsection (2), the investigator shall,

- (a) if it was removed under clause (2) (a), return the document or object within a reasonable time; or
- (b) if it was removed under clause (2) (b), provide the person who was in possession of the document or object with a copy of it within a reasonable time.

Copy as evidence

(4) A copy of a document or object certified by an investigator to be a true copy shall be received in evidence in any proceeding to the same extent and shall have the same evidentiary value as the document or object itself.

Report of investigation

**35.** The Registrar shall report the results of an investigation to one or more of the Executive Committee, the Registration Appeals Committee, the Complaints Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practice Committee, as the Registrar considers appropriate.

## PART VII REGULATIONS AND BY-LAWS

Regulations of College, subject to approval

**36.** (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,

- 1. prescribing classes of certificates of registration and imposing terms, conditions and limitations on the certificates of registration as a class;
- 2. respecting applications for certificates of registration or classes of them and the issuing, suspension, revocation and expiration of the certificates or classes of them;

qui se trouve sur les lieux et qui en fait la demande.

**34.** (1) L'enquêteur peut, aux frais de l'Ordre, faire une copie des documents ou objets qu'il peut examiner en vertu de l'article 32 ou d'un mandat décerné aux termes de l'article 33.

(2) L'enquêteur peut enlever les documents ou objets visés au paragraphe (1) si, selon le cas :

- a) il n'est pas possible d'en faire une copie sur les lieux mêmes;
- b) une copie ne suffit pas pour les besoins de l'enquête.

(3) S'il est possible de faire une copie des documents ou objets enlevés en vertu du paragraphe (2), l'enquêteur :

- a) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) a), restitue les documents ou objets dans un délai raisonnable;
- b) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) b), fournit à la personne qui était en possession des documents ou objets une copie de ceux-ci, dans un délai raisonnable.

(4) Les copies de documents ou d'objets qui sont certifiées conformes aux originaux par un enquêteur sont reçues en preuve dans toute instance dans la même mesure que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.

**35.** Le registrateur présente un rapport faisant état du résultat de l'enquête au bureau, au comité d'appel des inscriptions, au comité des plaintes, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle, ou à plusieurs d'entre eux, selon ce qu'il juge approprié.

## PARTIE VII RÈGLEMENTS ET RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

**36.** (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement :

- 1. prescrire les catégories de certificats d'inscription et fixer les conditions et les restrictions dont sont assortis les certificats d'inscription d'une catégorie donnée;
- 2. traiter des demandes de certificats d'inscription ou de catégories de ceux-ci et de la délivrance, de la suspension, de la révocation et de l'expiration des certificats ou des catégories de ceux-ci;

Reproduction de documents et d'objets

Enlèvement de documents et d'objets

Restitution des documents et objets ou des copies

Copies à titre de preuve

Rapport d'enquête

Règlements de l'Ordre sous réserve d'approbation

3. prescribing social work programs and equivalent programs and social service work programs and equivalent programs for the purposes of section 18 (registration);
  4. prescribing standards, qualifications and other requirements for the issue of certificates of registration, including, without limiting the generality of the foregoing, prescribing combinations of academic qualifications and practical experience sufficient for membership;
  5. defining specialties in the professions, providing for certificates relating to those specialties and the qualifications for and suspension and revocation of those certificates and governing the use of prescribed terms, titles or designations by members of the College indicating a specialization in the professions;
  6. prescribing ongoing education requirements for members of the College;
  7. requiring and providing for the inspection and examination of premises used in connection with the practice of the profession and of equipment, books, accounts, reports and records of members of the College relating to their practices;
  8. prescribing what constitutes a conflict of interest in the practice of social work and regulating or prohibiting the practice of social work in cases where there is a conflict of interest;
  9. prescribing what constitutes a conflict of interest in the practice of social service work and regulating or prohibiting the practice of social service work in cases where there is a conflict of interest;
  10. defining professional misconduct for the purposes of clause 26 (2) (c);
  11. respecting the promotion or advertising of the practice of the professions;
  12. respecting the reporting and publication of decisions of committees;
  13. requiring members of the College to keep records in respect of their practice and prescribing the contents of those records;
  14. regulating or prohibiting the use of terms, titles and designations by mem-
3. prescrire les programmes de travail social et les programmes équivalents ainsi que les programmes de techniques de travail social et les programmes équivalents pour l'application de l'article 18 (inscription);
  4. prescrire les normes, les qualités requises et les autres conditions de délivrance des certificats d'inscription, notamment prescrire les combinaisons de titres et d'expérience pratique suffisantes pour devenir membre;
  5. définir les spécialités de chacune des professions, prévoir les certificats relatifs à ces spécialités et les qualités nécessaires à leur obtention, prévoir la suspension et la révocation de ces certificats, et régir l'emploi par les membres de l'Ordre des termes, désignations ou titres prescrits qui indiquent une spécialisation dans ces professions;
  6. prescrire des exigences en matière de formation continue des membres de l'Ordre;
  7. exiger et prévoir l'inspection des locaux servant à l'exercice de la profession de même que l'inspection de l'équipement et l'examen des livres, comptes, rapports et dossiers des membres de l'Ordre relatifs à l'exercice de leur profession;
  8. prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts dans l'exercice de la profession de travailleur social et réglementer ou interdire l'exercice de cette profession en cas de conflit d'intérêts;
  9. prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts dans l'exercice de la profession de technicien en travail social et réglementer ou interdire l'exercice de cette profession en cas de conflit d'intérêts;
  10. définir ce qui constitue une faute professionnelle pour l'application de l'alinéa 26 (2) c);
  11. traiter de la promotion de l'exercice de chacune des professions ou de la publicité à cet égard;
  12. traiter du compte rendu et de la publication des décisions des comités;
  13. exiger des membres de l'Ordre qu'ils tiennent des dossiers relativement à l'exercice de leur profession et prescrire le contenu de ces dossiers;
  14. réglementer ou interdire l'emploi par les membres de l'Ordre de certains

bers of the College in respect of their practices;

15. respecting the giving of notice of meetings and hearings that are to be open to the public;
16. providing for the exemption of any member or class of members of the College from any of the regulations made under this section;
17. prescribing conditions to be met before the Registrar issues certificates of registration under subsection 63 (1) or (2);
18. prescribing anything that is referred to in this Act as being prescribed by the regulations.

Examina-  
tions  
permitted

(2) A regulation made under paragraph 4 of subsection (1) may authorize the Registrar to assess the qualifications or competency of potential members by examinations or other means.

By-laws

**37. (1)** The Council may make by-laws relating to the administrative and domestic affairs of the College including, but not limited to, by-laws,

1. adopting a seal for the College;
2. providing for the execution of documents by the College;
3. respecting banking and finance;
4. fixing the financial year of the College and providing for the audit of the accounts and transactions of the College;
5. respecting the election of Council members, including the requirements for members of the College to be able to vote, electoral districts and election recounts;
6. respecting the qualification of Council members who are elected;
7. prescribing conditions disqualifying elected members of the Council from sitting on the Council and governing the removal of disqualified Council members;
8. prescribing positions of officers of the College, providing for the election or appointment of officers and prescribing the duties of officers;

termes, titres et désignations relativement à l'exercice de leur profession;

15. traiter de la remise des avis des réunions et audiences publiques;
16. prévoir l'exemption de tout membre ou toute catégorie de membres de l'Ordre de l'application de tout règlement pris en application du présent article;
17. prescrire les conditions à remplir avant que ne soient délivrés, par le registra-  
teur, des certificats d'inscription aux termes du paragraphe 63 (1) ou (2);
18. prescrire tout ce qui est indiqué dans la présente loi comme étant prescrit par les règlements.

Examens  
autorisés

(2) Tout règlement pris en application de la disposition 4 du paragraphe (1) peut autoriser le registra-  
teur à évaluer les qualités ou la compétence des membres éventuels en leur faisant passer des examens ou par d'autres moyens.

**37. (1)** Le conseil peut, par règlement administratif, traiter des affaires administratives et internes de l'Ordre, notamment :

Règlements  
administra-  
tifs

1. adopter le sceau de l'Ordre;
2. prévoir la passation des documents par l'Ordre;
3. traiter des affaires bancaires et financières de l'Ordre;
4. fixer l'exercice de l'Ordre et prévoir la vérification de ses comptes et de ses opérations;
5. traiter de l'élection des membres du conseil, notamment les exigences auxquelles les membres de l'Ordre doivent satisfaire pour pouvoir voter, les circonscriptions électorales et les nouveaux dépouillements;
6. traiter des qualités requises des membres du conseil qui sont élus;
7. prescrire les conditions qui rendent les membres élus du conseil inaptes à y siéger et régir la destitution des membres du conseil jugés inaptes;
8. prescrire les postes des dirigeants de l'Ordre, prévoir leur élection ou leur nomination, et prescrire leurs fonctions;



9. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the Council and the duties of members of the Council;
  10. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the members of the College;
  11. respecting conflict of interest rules for members of the Council, for members of committees and for officers and employees of the College;
  12. providing for the remuneration of members of the Council and committees, other than persons appointed by the Lieutenant Governor in Council, and for the payment of the expenses of the Council and committees in the conduct of their business;
  13. respecting the filling of vacancies on the Council or on committees;
  14. respecting the membership and practices and procedures of the committees required by subsection 14 (1), including
    - i. the number of members to be appointed to each committee,
    - ii. the terms of office of those members,
    - iii. the conditions disqualifying members of the College from sitting on those committees,
    - iv. the removal of disqualified committee members, and
    - v. the quorum of those committees;
  15. respecting the membership, powers, duties and practices and procedures of committees other than those required by subsection 14 (1), including
    - i. the number of members to be appointed to each committee,
    - ii. the terms of office of those members,
    - iii. the conditions disqualifying members of the College from sitting on those committees,
    - iv. the removal of disqualified committee members, and
    - v. the quorum for those committees;
9. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions du conseil, ainsi que des fonctions de ses membres;
  10. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des assemblées des membres de l'Ordre;
  11. traiter des règles applicables aux membres du conseil, aux membres des comités ainsi qu'aux dirigeants et employés de l'Ordre en ce qui concerne les conflits d'intérêts;
  12. prévoir la rémunération des membres du conseil et des comités, à l'exclusion des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi que le paiement des dépenses du conseil et des comités dans l'exercice de leurs activités;
  13. traiter de la façon de combler les vacances au sein du conseil ou des comités;
  14. traiter des règles qui régissent les membres et des règles de pratique et de procédure des comités qu'exige le paragraphe 14 (1), notamment :
    - i. le nombre de membres qui doivent être nommés au sein de chaque comité,
    - ii. le mandat de ces membres,
    - iii. les conditions qui rendent les membres de l'Ordre inaptes à siéger à ces comités,
    - iv. la destitution des membres d'un comité jugés inaptes,
    - v. le quorum de ces comités;
  15. traiter des règles qui régissent les membres, des pouvoirs, des fonctions et des règles de pratique et de procédure des comités autres que ceux qu'exige le paragraphe 14 (1), notamment :
    - i. le nombre de membres qui doivent être nommés au sein de chaque comité,
    - ii. le mandat de ces membres,
    - iii. les conditions qui rendent les membres de l'Ordre inaptes à siéger à ces comités,
    - iv. la destitution des membres d'un comité jugés inaptes,
    - v. le quorum de ces comités;

16. respecting the composition, practices and procedures of and quorum for panels of committees;
  17. delegating to the Executive Committee powers and duties of the Council, other than the power to make, amend or revoke regulations or by-laws;
  18. prescribing a code of ethics and standards of practice for members or classes of members of the College;
  19. providing for the appointment of investigators;
  20. respecting the keeping of a register of members of the College, including, but not limited to, prescribing the information that must be kept in the register and information that may be removed from the register;
  21. requiring members of the College to provide the College with information necessary for establishing and maintaining the register and for establishing and maintaining records necessary for the proper functioning of the College;
  22. respecting the duties and office of the Registrar and the powers and duties of deputy registrars;
  23. prescribing procedures for making, amending and revoking by-laws;
  24. prescribing forms and providing for their use;
  25. respecting the management of property of the College;
  26. respecting membership of the College in a national organization of bodies with similar functions, the payment of annual assessments and representation at meetings;
  27. authorizing the making of grants to advance knowledge or the education of persons wishing to practise social work or social service work, to maintain or improve the standards of practice of social work and social service work or to provide public information about, and encourage interest in, the past and present role of social work and social service work in society;
  28. requiring members of the College to pay annual fees, fees upon registration, fees for election recounts and continuing education programs and fees for
16. traiter de la composition, des règles de pratique et de procédure et du quorum des sous-comités des comités;
  17. déléguer au bureau les pouvoirs et fonctions du conseil, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger des règlements ou des règlements administratifs;
  18. prescrire un code de déontologie et des normes d'exercice de la profession pour les membres ou catégories de membres de l'Ordre;
  19. prévoir la nomination des enquêteurs;
  20. traiter de la tenue d'un tableau des membres de l'Ordre, notamment prescrire les renseignements qui doivent y figurer et ceux qui peuvent en être supprimés;
  21. exiger des membres de l'Ordre qu'ils lui fournissent les renseignements nécessaires pour dresser le tableau et le tenir à jour et pour constituer et tenir à jour les dossiers nécessaires à la bonne marche de l'Ordre;
  22. traiter des fonctions et du poste de registrateur et des pouvoirs et fonctions des registrateurs adjoints;
  23. prescrire la procédure pour prendre, modifier et abroger des règlements administratifs;
  24. prescrire des formules et en prévoir l'utilisation;
  25. traiter de la gestion des biens de l'Ordre;
  26. traiter de l'affiliation de l'Ordre à une association nationale regroupant des organismes chargés de fonctions analogues, du paiement des cotisations annuelles et de la représentation aux réunions;
  27. autoriser l'octroi de subventions en vue de faire avancer les connaissances ou de promouvoir l'éducation des personnes qui désirent exercer la profession de travailleur social ou de technicien en travail social, de maintenir ou de rehausser les normes d'exercice de ces professions, ou encore de renseigner le public sur le rôle présent et passé de ces professions au sein de la société et d'encourager le public à s'y intéresser;
  28. exiger des membres de l'Ordre qu'ils acquittent les cotisations annuelles, les droits d'inscription, les droits applicables aux nouveaux dépouillements et

anything the Registrar or a committee of the College is required or authorized to do with respect to members, requiring members to pay penalties for the late payment of any fee and specifying the amount of any such fee or penalty;

29. requiring persons to pay fees, set by the Registrar or by-law, for applying for a certificate and anything the Registrar is required or authorized to do with respect to persons who are not members;
30. authorizing the College to make arrangements for the indemnity of members of the College against professional liability and providing levies to be paid by members;
31. requiring members of the College to have professional liability insurance that satisfies the requirements specified in the by-laws or to belong to a specified association that provides protection against professional liability and requiring members to give proof of the insurance or membership to the Registrar in the manner set out in the by-laws;
32. respecting the designation of life or honorary members of the College and prescribing their rights and privileges;
33. exempting any member or class of member of the College from a by-law made under this section;
34. respecting indemnification by the College of members of the Council, of members of committees and of officers and employees of the College;
35. respecting service of documents and giving of documents.

Meetings by telecommunications, etc.

(2) A by-law made under paragraph 9 or 10 of subsection (1) may provide for the meetings to be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously.

Unanimous by-laws

(3) A by-law or resolution signed by all the members of the Council is as valid and effective as if passed at a meeting of the Council called, constituted and held for the purpose.

aux programmes d'éducation permanente et les droits relatifs à tout ce que le registrateur ou un comité de l'Ordre doit ou peut faire à l'égard des membres, exiger des membres qu'ils versent des amendes en cas d'acquiescement des droits en retard, et préciser le montant de ces droits ou amendes;

29. exiger l'acquiescement des droits que fixe le registrateur ou un règlement administratif à l'égard d'une demande de certificat et pour tout ce que le registrateur doit ou peut faire à l'égard des personnes qui ne sont pas membres;
30. autoriser l'Ordre à prendre des arrangements pour la protection de ses membres contre la responsabilité professionnelle et prévoir les contributions que ceux-ci doivent payer;
31. exiger des membres de l'Ordre qu'ils aient une assurance-responsabilité professionnelle qui satisfasse aux exigences précisées dans les règlements administratifs ou qu'ils adhèrent à une association précisée qui offre la protection contre la responsabilité professionnelle, et exiger des membres qu'ils fournissent au registrateur la preuve de leur assurance ou de leur adhésion de la manière prévue dans les règlements administratifs;
32. traiter de la désignation des membres à vie ou des membres honoraires de l'Ordre et prescrire leurs droits et privilèges;
33. exempter tout membre ou toute catégorie de membres de l'Ordre de l'application d'un règlement administratif pris en application du présent article;
34. traiter de l'indemnisation, par l'Ordre, des membres du conseil, des membres des comités ainsi que des dirigeants et employés de l'Ordre;
35. traiter de la signification et de la remise des documents.

(2) Les règlements administratifs pris en application de la disposition 9 ou 10 du paragraphe (1) peuvent prévoir que les réunions ou les assemblées soient tenues de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément.

Réunions ou assemblées à l'aide des télécommunications

(3) Les règlements administratifs ou les résolutions que signent tous les membres du conseil sont aussi valides et exécutoires que s'ils avaient été adoptés à une réunion du conseil convoquée, formée et tenue à cette fin.

Unanimité à l'égard des règlements administratifs



Copies of by-laws	(4) The Council shall ensure that a copy of each by-law is given to the Minister.	(4) Le conseil veille à ce qu'une copie des règlements administratifs soit remise au ministre.	Copies des règlements administratifs
Regulations by L G in C	<b>38.</b> (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations, (a) prescribing additional functions of the College for the purposes of paragraph 10 of subsection 3 (2); (b) respecting the appointment of persons to the Council under clause 4 (2) (c), including but not limited to regulations specifying how different interests are to be represented on the Council; (c) providing for any transitional matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the establishment of the College or the assumption of powers and duties by the College; (d) providing for any other matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the College.	<b>38.</b> (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement : a) prescrire les autres fonctions de l'Ordre pour l'application de la disposition 10 du paragraphe 3 (2); b) traiter de la nomination de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) c), notamment préciser la représentation des intérêts différents au conseil; c) traiter de toute question transitoire que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaire ou souhaitable en rapport avec la création de l'Ordre ou la prise en charge de pouvoirs et de fonctions par l'Ordre; d) traiter de toute autre question que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaire ou souhaitable en ce qui concerne l'Ordre.	Règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil
Conflict	(2) In the event of a conflict between a regulation made under clause (1) (c) and this Act, the regulation prevails.	(2) Les dispositions des règlements pris en application de l'alinéa (1) c) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi.	Incompatibilité
Regulations and by-laws: general or specific	<b>39.</b> (1) A regulation or by-law made under this Act may be general or specific.	<b>39.</b> (1) Les règlements et les règlements administratifs pris en application de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée des règlements et des règlements administratifs
Same	(2) Without limiting the generality of subsection (1), a regulation or by-law may be limited in its application to any class of members of the College, certificates or qualifications.	(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règlements et les règlements administratifs peuvent être restreints à une catégorie de membres de l'Ordre, de certificats ou de compétences.	Idem
Copies of regulations, by-laws	<b>40.</b> (1) The Council shall ensure that a copy of each regulation and by-law made under this Act is available for public inspection in the office of the College.	<b>40.</b> (1) Le conseil veille à ce qu'une copie des règlements et règlements administratifs pris en application de la présente loi soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.	Copies des règlements et des règlements administratifs
Same	(2) The Registrar shall provide to any person on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation or by-law made under this Act.	(2) Le registrateur fournit à quiconque acquitte des droits raisonnables une copie de tout règlement ou règlement administratif pris en application de la présente loi.	Idem

#### PART VIII REPORTS TO COLLEGE CONCERNING MEMBERS' CONDUCT

Employer's report, termination for misconduct, etc.	<b>41.</b> (1) A person who, for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity of a member of the College, terminates the employment of the member shall file with the Registrar within 30 days after the termination, a written report setting out the reasons.
---	---

#### PARTIE VIII RAPPORTS À L'ORDRE CONCERNANT LA CONDUITE DES MEMBRES

<b>41.</b> (1) Quiconque met fin à l'emploi d'un membre de l'Ordre pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant le congédiement, un rapport écrit énonçant les motifs de la décision.	Rapport de l'employeur : congédiement pour inconduite
--	---

Report to College, intention to terminate for misconduct, etc	(2) If a person intended to terminate the employment of a member for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity but the person did not do so because the member resigned, the person shall file with the Registrar within 30 days after the resignation a written report setting out the reasons upon which the person intended to act.	(2) Quiconque avait l'intention de mettre fin à l'emploi d'un membre pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, mais ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné, dépose auprès du registraire, dans les 30 jours suivant la démission, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.	Rapport à l'Ordre sur l'intention de congédier un membre pour inconduite
Employer's report, member convicted of offence	42. (1) A person shall promptly notify the College in writing if the person becomes aware that a member of the College who is or has been employed by the person has been convicted of an offence under the <i>Criminal Code</i> (Canada) involving sexual conduct.	42. (1) Avise l'Ordre promptement par écrit, la personne qui apprend qu'un membre de l'Ordre qui est ou a déjà été employé par elle a été déclaré coupable d'une infraction au <i>Code criminel</i> (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel.	Rapport de l'employeur : membre déclaré coupable d'une infraction
Member's report, member convicted of offence	(2) A member of the College shall promptly notify the College in writing if he or she is convicted of an offence under the <i>Criminal Code</i> (Canada) involving sexual conduct.	(2) Le membre de l'Ordre avise celui-ci promptement par écrit s'il est déclaré coupable d'une infraction au <i>Code criminel</i> (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel.	Rapport du membre déclaré coupable d'une infraction
Member's report, sexual abuse by another member	43. (1) A member of the College shall file a report to the College in accordance with section 44 if, in the course of his or her practice, the member obtains reasonable grounds to believe that another member has sexually abused a client.	43. (1) Le membre de l'Ordre dépose un rapport auprès de celui-ci conformément à l'article 44 si, dans l'exercice de sa profession, il lui est donné des motifs raisonnables de croire qu'un autre membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un client.	Rapport du membre : allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel par un autre membre
Exception	(2) A member is not required to file a report under subsection (1) if the member does not have information to identify the member who would be the subject of the report.	(2) Le membre n'est pas tenu de déposer un rapport aux termes du paragraphe (1) s'il n'a pas de renseignements permettant d'identifier le membre qui ferait l'objet du rapport.	Exception
Information from client	(3) If a member is required to file a report because of reasonable grounds obtained from one of the member's clients, the member shall use his or her best efforts to advise the client of the requirement to file the report before doing so.	(3) Le membre qui est tenu de déposer un rapport en raison de motifs raisonnables acquis auprès d'un de ses clients fait tout en son pouvoir pour informer le client de cette exigence avant de déposer le rapport.	Renseignements provenant d'un client
Definition	(4) In this section and section 44,  "sexual abuse", with respect to a client by a member of the College means,  (a) sexual intercourse or another form of physical sexual relations between the member and the client,  (b) touching, of a sexual nature, of the client by the member, or  (c) behaviour or remarks of a sexual nature by the member towards the client, other than behaviour or remarks of a clinical nature appropriate to the service provided.	(4) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 44.  «mauvais traitements d'ordre sexuel» Dans le cas de tels traitements infligés à un client par un membre de l'Ordre, s'entend, selon le cas :  a) des rapports sexuels ou de toute autre forme de rapports physiques d'ordre sexuel entre le membre et le client;  b) des attouchements d'ordre sexuel du client par le membre;  c) des comportements ou des remarques d'ordre sexuel du membre à l'endroit du client, à l'exception des comportements ou des remarques de nature clinique qui sont appropriés au service fourni.	Définition
Time for filing report	44. (1) A report under section 43 shall be filed,  (a) forthwith, if the person who is required to file the report has reasonable grounds to believe that the member will continue to sexually abuse the client or will sexually abuse other clients; or	44. (1) Le rapport visé à l'article 43 est déposé :  a) sans délai, si la personne qui est tenue de le déposer a des motifs raisonnables de croire que le membre continuera d'infliger des mauvais traitements d'or-	Délai de dépôt du rapport

		dre sexuel au client ou en infligera à d'autres clients;	
	(b) within 30 days after the obligation to report arose, otherwise.	b) dans les 30 jours qui suivent le jour où naît l'obligation de déposer un rapport, dans les autres cas.	
Contents of report	(2) The report shall include,	(2) Le rapport doit contenir :	Contenu du rapport
	(a) the name of the person filing the report;	a) le nom de la personne qui dépose le rapport;	
	(b) the name of the member who is the subject of the report;	b) le nom du membre qui fait l'objet du rapport;	
	(c) an explanation of the alleged sexual abuse;	c) une explication des mauvais traitements d'ordre sexuel faisant l'objet de l'allégation;	
	(d) if the grounds of the person filing the report are related to a particular client of the member who is the subject of the report, the name of that client, subject to subsection (3).	d) sous réserve du paragraphe (3), le nom du client du membre qui fait l'objet du rapport si les motifs de la personne qui dépose le rapport sont liés à ce client.	
Consent required re name	(3) The name of a client who may have been sexually abused shall not be included in a report unless the client, or if the client is incapable, the client's representative, consents in writing to the inclusion of the client's name.	(3) Le nom d'un client qui peut avoir été victime de mauvais traitements d'ordre sexuel ne doit pas figurer dans le rapport sans le consentement écrit du client ou, si celui-ci est incapable, de son représentant.	Consentement requis
No proceeding against person reporting	45. No proceeding shall be instituted against a person for filing a report in good faith under this Part.	45. Sont irrecevables les instances introduites contre une personne pour avoir déposé de bonne foi un rapport aux termes de la présente partie.	Immunité touchant les rapports
<b>PART IX</b>			
<b>MISCELLANEOUS</b>			
Use of title, social worker	46. (1) No person except a registered social worker shall use the English title "social worker" or "registered social worker" or the French title "travailleur social" or "travailleur social inscrit" or an abbreviation of any of those titles to represent expressly or by implication that he or she is a social worker or registered social worker.	46. (1) Quiconque n'est pas travailleur social inscrit ne doit employer le titre de «travailleur social» ou de «travailleur social inscrit» en français ou le titre de «social worker» ou de «registered social worker» en anglais ou une abréviation de l'un ou l'autre de ces titres pour se présenter expressément ou implicitement comme un travailleur social ou un travailleur social inscrit.	Emploi du titre de travailleur social
Same	(2) No person except a registered social worker shall represent or hold out expressly or by implication that he or she is a social worker or a registered social worker.	(2) Quiconque n'est pas travailleur social inscrit ne doit, expressément ou implicitement, se présenter comme un travailleur social ou un travailleur social inscrit, ni se faire passer pour l'un ou l'autre.	Idem
Use of title, social service worker	47. (1) No person except a registered social service worker shall use the English title "social service worker" or "registered social service worker" or the French title "technicien en travail social" or "technicien en travail social inscrit" or an abbreviation of any of those titles to represent expressly or by implication that he or she is a social service worker or registered social service worker.	47. (1) Quiconque n'est pas technicien en travail social inscrit ne doit employer le titre de «technicien en travail social» ou de «technicien en travail social inscrit» en français ou le titre de «social service worker» ou de «registered social service worker» en anglais ou une abréviation de l'un ou l'autre de ces titres pour se présenter expressément ou implicitement comme un technicien en travail social ou un technicien en travail social inscrit.	Emploi du titre de technicien en travail social
Same	(2) No person except a registered social service worker shall represent or hold out	(2) Quiconque n'est pas technicien en travail social inscrit ne doit, expressément ou	Idem



expressly or by implication that he or she is a social service worker or a registered social service worker.

Right to use French

**48. (1)** A person has the right to use French in all dealings with the College.

Same

(2) The Council shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that persons may use French in all dealings with the College.

Limitation

(3) The right to use French given by this section is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.

Definition

(4) In this section,

“dealings” means any practice or procedure available to the public or to members of the College and includes giving or receiving communications, information or notices, making applications, taking examinations or tests and participating in programs or in hearings or reviews.

Immunity of College

**49.** No proceeding for damages shall be instituted against the College, the Council, a committee of the College, a member of the Council or a committee of the College, or an officer, employee, agent or appointee of the College for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act, a regulation or a by-law, or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of the duty or power.

Confidentiality

**50. (1)** Every person engaged in the administration of this Act, including an investigator appointed under section 32, shall preserve secrecy with respect to all information that comes to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any of those matters to any other person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations and by-laws or any proceeding under this Act or the regulations or by-laws;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates;

implicite, se présenter comme un technicien en travail social ou un technicien en travail social inscrit, ni se faire passer pour l'un ou l'autre.

**48. (1)** Quiconque a le droit d'utiliser le français dans ses rapports avec l'Ordre.

(2) Le conseil prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte que quiconque puisse utiliser le français dans ses rapports avec l'Ordre.

(3) Le droit d'utilisation du français que confère le présent article est assujéti aux limites qui sont raisonnables dans les circonstances.

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

«rapports» S'entend de toute pratique ou procédure concernant le public ou les membres de l'Ordre. S'entend en outre du fait de donner ou de recevoir des communications, des renseignements ou des avis, de présenter des demandes, de passer des examens ou des tests et de prendre part à des programmes, à des audiences ou à des examens.

**49.** Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre l'Ordre, le conseil, un comité de l'Ordre, un membre du conseil ou d'un comité de l'Ordre, un dirigeant, un employé ou un mandataire de l'Ordre ou une personne nommée par l'Ordre pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribue la présente loi, un règlement ou un règlement administratif, ou pour une négligence ou un manquement dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

**50. (1)** Quiconque travaille à l'application de la présente loi, y compris un enquêteur nommé en vertu de l'article 32, est tenu au secret à l'égard de tous les renseignements venant à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf :

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs ou toute instance introduite sous leur régime;
- b) à son avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;

Droit d'utilisation du français

Idem

Restriction

Définition

Immunité de l'Ordre

Secret professionnel

	<p>(d) to a police officer to aid an investigation undertaken with a view to a law enforcement proceeding or from which a law enforcement proceeding is likely to result; or</p> <p>(e) to the extent that the information is available to the public under this Act.</p>	<p>d) à un agent de police afin de faciliter une enquête menée en vue d'une poursuite ou qui aboutira vraisemblablement à une poursuite;</p> <p>e) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi.</p>	
Definition	<p>(2) In clause (1) (d),</p> <p>“law enforcement proceeding” means a proceeding in a court or tribunal that could result in a penalty or sanction being imposed.</p>	<p>(2) La définition qui suit s'applique à l'alinéa (1) d).</p> <p>«poursuite» Instance devant un tribunal judiciaire ou administratif qui pourrait donner lieu à l'imposition d'une peine ou d'une sanction.</p>	Définition
Limitation	<p>(3) No person described in subsection (1) shall disclose, under clause (1) (d), any information with respect to a person other than a member.</p>	<p>(3) Aucune personne visée au paragraphe (1) ne doit divulguer, aux termes de l'alinéa (1) d), des renseignements relatifs à une personne autre qu'un membre.</p>	Restriction
No requirement	<p>(4) Nothing in clause (1) (d) shall require a person described in subsection (1) to disclose information to a police officer unless the information is required to be produced under a warrant.</p>	<p>(4) L'alinéa (1) d) n'a pas pour effet d'exiger d'une personne visée au paragraphe (1) qu'elle divulgue des renseignements à un agent de police à moins qu'ils ne doivent être produits aux termes d'un mandat.</p>	Aucune exigence
Persons not compellable	<p>(5) No person to whom subsection (1) applies shall be compelled to give testimony in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or a judicial review relating to a proceeding under this Act, with regard to information obtained in the course of his or her duties.</p>	<p>(5) Aucune personne visée au paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant, au sujet de renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions.</p>	Contraignabilité
Documents not admissible	<p>(6) No record of a proceeding under this Act and no document or thing prepared for or statement given at such a proceeding and no order or decision made in such a proceeding is admissible in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act.</p>	<p>(6) Le dossier d'une instance introduite en vertu de la présente loi, les documents ou choses préparés aux fins de celle-ci, les déclarations qui y sont faites ainsi que les ordonnances ou décisions qui y sont rendues ne sont pas admissibles en preuve dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant.</p>	Documents inadmissibles
Service of notice or document	<p><b>51.</b> (1) A notice or document to be given or served under this Act is sufficiently given or served if it is,</p> <p>(a) delivered personally;</p> <p>(b) sent by mail; or</p> <p>(c) given or served in accordance with by-laws respecting service.</p>	<p><b>51.</b> (1) L'avis ou le document qui doit être donné, remis ou signifié aux termes de la présente loi l'est suffisamment :</p> <p>a) s'il est remis à personne;</p> <p>b) s'il est envoyé par la poste;</p> <p>c) s'il est donné, remis ou signifié conformément aux règlements administratifs portant sur la signification.</p>	Signification
Same	<p>(2) If a notice or document is sent by mail addressed to a person at the last address of the person in the records of the College, there is a rebuttable presumption that the notice or document is delivered to the person on the fifth day after the day of mailing.</p>	<p>(2) Si un avis ou un document est envoyé par la poste à la dernière adresse connue du destinataire telle qu'elle figure dans les dossiers de l'Ordre, il existe une présomption rébutable selon laquelle cet avis ou ce document est livré au destinataire le cinquième jour qui suit sa mise à la poste.</p>	Idem
Registrar's certificate as evidence	<p><b>52.</b> A statement containing information from the records required to be kept by the</p>	<p><b>52.</b> La déclaration qui contient des renseignements provenant des dossiers que le regis-</p>	Preuve

Registrar under this Act, purporting to be certified by the Registrar under the seal of the College, is admissible in evidence in a court of law as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it, without proof of the appointment or signature of the Registrar and without proof of the seal.

trateur doit tenir aux termes de la présente loi et qui se présente comme étant certifiée conforme par le registrateur sous le sceau de l'Ordre est admissible en preuve devant une cour de justice comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la nomination ou de la signature du registrateur, ni celle du sceau de l'Ordre.

Statutory Powers Procedure Act

**53.** If there is a conflict between this Act, the regulations or the by-laws and the *Statutory Powers Procedure Act*, the provisions of this Act, the regulations and the by-laws prevail.

**53.** Les dispositions de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

*Loi sur l'exercice des compétences légales*

Compliance order

**54.** If it appears to the College that a person does not comply with this Act or the regulations or the by-laws, despite the imposition of a penalty in respect of that non-compliance and in addition to any other rights it may have, the College may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order directing the person to comply with the provision, and the judge may make the order or any other order the judge thinks fit.

**54.** S'il semble à l'Ordre qu'une personne ne se conforme pas à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs, il peut, malgré l'imposition d'une peine à cet égard et en plus de tout autre recours dont il dispose, demander par requête à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) qu'il rende une ordonnance enjoignant à la personne de se conformer à la disposition, auquel cas le juge peut rendre cette ordonnance ou toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

Ordonnance enjoignant de se conformer

Offence, use of title

**55.** (1) Every person who contravenes subsection 46 (1) or (2) or subsection 47 (1) or (2) (use of title) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

**55.** (1) Quiconque contrevient au paragraphe 46 (1) ou (2) ou au paragraphe 47 (1) ou (2) (emploi du titre) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ à l'égard d'une première infraction et d'une amende d'au plus 10 000 \$ à l'égard d'une infraction subséquente.

Infraction : emploi du titre

Offence, obstruct investigator

(2) Every person who contravenes subsection 32 (6) (obstruction of investigator) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

(2) Quiconque contrevient au paragraphe 32 (6) (entrave au travail de l'enquêteur) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction : entrave au travail de l'enquêteur

Offence, false representation

(3) Every person who makes a representation, knowing it to be false, for the purpose of having a certificate issued under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

(3) Quiconque fait une déclaration qu'il sait fausse en vue de se faire délivrer un certificat en vertu de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction fausses déclarations

Offence, assist in false representation

(4) Every person who knowingly assists a person in committing an offence under subsection (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

(4) Quiconque aide sciemment une personne à commettre l'infraction prévue au paragraphe (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction : aide dans la commission de l'infraction

Offence, reports by employers, members

(5) Every person who contravenes section 41 (Employer's report, termination for misconduct, etc.), section 42 (Employer's report, member convicted of offence) or section 43 (Member's Report, sexual abuse by another member) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

(5) Quiconque contrevient à l'article 41 (Rapport de l'employeur : congédiement pour inconduite), à l'article 42 (Rapport de l'employeur : membre déclaré coupable d'une infraction) ou à l'article 43 (Rapport du membre : allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel par un autre membre) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Infraction rapports par les employeurs ou les membres



Offence re  
preserving  
secrecy

(6) A person who contravenes subsection 50 (1) (Confidentiality) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Review by  
Minister

56. (1) The Minister shall conduct a review of this Act within five years after this section comes into force.

Same

(2) The Minister shall,

(a) inform the public when a review under this section begins; and

(b) prepare a written report respecting the review and make that report available to the public.

#### **PART X TRANSITIONAL PROVISIONS, COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Appointment  
of transi-  
tional  
Council

57. (1) Despite any other provision of this Act, the Minister shall, on the terms determined by the Minister, appoint a transitional Council of the College to act as a transitional Council of the College until the first meeting of the first duly elected and appointed Council.

Composition

(2) The transitional Council shall be composed of an equal number of social workers and social service workers and such other persons as the Minister considers appropriate.

Registrar

(3) The transitional Council shall appoint a Registrar who shall act for the period beginning on the day set out in his or her appointment and ending when the first duly elected and appointed Council appoints a Registrar.

Powers and  
duties of  
transitional  
Council

(4) During the period mentioned in subsection (1), this Act and the Regulations and by-laws apply with respect to the transitional Council as if it were the Council.

Committees  
of transi-  
tional  
Council

58. The transitional Council may establish any committees that it from time to time considers necessary.

Initial  
certificate

59. (1) The Registrar appointed by the transitional Council or the Registrar appointed under subsection 9 (2), as the case may be, shall issue a certificate of registration for social work to an applicant if,

(a) his or her application and the fees prescribed by the by-laws are received by the College before the day that is two years after the day subsection 57 (1) is proclaimed in force; and

(6) Quiconque contrevient au paragraphe 50 (1) (Secret professionnel) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Infraction :  
secret profes-  
sionnel

56. (1) Le ministre effectue un examen de la présente loi dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent article.

Examen par  
le ministre

(2) Le ministre :

Idem

a) d'une part, informe le public de la date où commence l'examen prévu au présent article;

b) d'autre part, prépare un rapport écrit sur l'examen et le met à la disposition du public.

#### **PARTIE X DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

57. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre nomme, aux conditions qu'il précise, un conseil transitoire de l'Ordre chargé d'agir en cette capacité jusqu'à la première réunion du premier conseil dûment élu et nommé.

Nomination  
d'un conseil  
transitoire

(2) Le conseil transitoire se compose d'un nombre égal de travailleurs sociaux et de techniciens en travail social et des autres personnes que le ministre juge appropriées.

Composition

(3) Le conseil transitoire nomme un registraire qui exerce ses fonctions pendant la période commençant le jour prévu dans l'acte de nomination de ce dernier et prenant fin lorsque le premier conseil dûment élu et nommé nomme un registraire.

Registraire

(4) Pendant la période mentionnée au paragraphe (1), la présente loi, les règlements et les règlements administratifs s'appliquent à l'égard du conseil transitoire comme s'il était le conseil.

Pouvoirs et  
fonctions du  
conseil transi-  
toire

58. Le conseil transitoire peut créer tout comité qu'il juge nécessaire.

Comités du  
conseil transi-  
toire

59. (1) Le registraire nommé par le conseil transitoire ou le registraire nommé aux termes du paragraphe 9 (2), selon le cas, délivre un certificat d'inscription de travailleur social à l'auteur d'une demande si les conditions suivantes sont réunies :

Certificat  
initial

a) l'Ordre reçoit la demande et les droits prescrits par les règlements administratifs avant le jour qui tombe deux ans après le jour où le paragraphe 57 (1) est proclamé en vigueur;

↓

(b) the applicant has obtained a degree in social work from a social work program accredited by the Canadian Association of Schools of Social Work, a degree from a social work program or an equivalent program approved by a body prescribed by the regulations or a degree from a social work program or an equivalent program prescribed by the regulations. ▲

↓

b) l'auteur de la demande a obtenu un diplôme en travail social dans le cadre d'un programme de travail social agréé par l'Association canadienne des écoles de service social, un diplôme dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent approuvé par un organisme que prescrivent les règlements ou un diplôme dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent que prescrivent les règlements. ▲

Same (2) The Registrar appointed by the transitional Council or the Registrar appointed under subsection 9 (2), shall issue a certificate of registration for social service work to an applicant if,

(2) Le registrateur nommé par le conseil transitoire ou le registrateur nommé aux termes du paragraphe 9 (2), selon le cas, délivre un certificat d'inscription de technicien en travail social à l'auteur d'une demande si les conditions suivantes sont réunies : Idem

- (a) his or her application and the fees prescribed by the by-laws are received by the College before the day that is two years after the day subsection 57 (1) is proclaimed in force; and
- (b) the applicant has obtained a diploma in social service work from a social service work program or an equivalent program, as prescribed by the regulations.

- a) l'Ordre reçoit la demande et les droits prescrits par les règlements administratifs avant le jour qui tombe deux ans après le jour où le paragraphe 57 (1) est proclamé en vigueur;
- b) l'auteur de la demande a obtenu un diplôme en techniques de travail social dans le cadre d'un programme de techniques de travail social ou d'un programme équivalent, selon ce que prescrivent les règlements.

Defer application (3) The Registrar appointed by the transitional Council may defer an application under this section for a certificate of registration until a Registrar is appointed under subsection 9 (2) if, based on the past conduct or actions of the applicant, the Registrar has reasonable grounds to believe that the applicant will not perform his or her duties as a social worker or a social service worker, as the case may be, in accordance with the law, including, but not limited to, this Act, the regulations and the by-laws.

(3) Le registrateur nommé par le conseil transitoire peut reporter une demande de certificat d'inscription visée au présent article jusqu'à ce qu'un registrateur soit nommé aux termes du paragraphe 9 (2) si, en se basant sur la conduite ou les actes antérieurs de l'auteur de la demande, il a des motifs raisonnables de croire que l'auteur de la demande ne s'acquittera pas de ses fonctions de travailleur social ou de technicien en travail social, selon le cas, conformément à la loi, notamment la présente loi, les règlements et les règlements administratifs. Demande reportée

Same (4) Before deferring an application under subsection (3), the Registrar shall give the applicant,

(4) Avant de renvoyer une demande en vertu du paragraphe (3), le registrateur donne à l'auteur de la demande : Idem

- (a) notice of his or her intention to defer the application; and
- (b) at least 14 days to make written submissions to the Registrar as to why that action should not be taken.

- a) d'une part, un avis de son intention de reporter la demande;
- b) d'autre part, au moins 14 jours pour qu'il lui présente des observations écrites indiquant pourquoi cette mesure ne devrait pas être prise.

Same (5) The Registrar need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions, other than as provided in this section, before deferring an application under this section.

(5) Le registrateur n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites, si ce n'est comme le prévoit le présent article, avant de reporter une demande en vertu du présent article. Idem

Revoke certificate	<b>60.</b> (1) The Registrar appointed by the transitional Council may revoke a certificate of registration issued under section 59 if he or she has reasonable grounds to believe that the past conduct or actions of the member in the course of his or her practice exposes or is likely to expose a person or persons to harm or injury.	<b>60.</b> (1) Le registrateur nommé par le conseil transitoire peut révoquer un certificat d'inscription délivré en vertu de l'article 59 s'il a des motifs raisonnables de croire que la conduite ou les actes antérieurs du membre dans l'exercice de sa profession expose ou exposera vraisemblablement une ou des personnes à un préjudice ou à des blessures.	Révocation du certificat
Same	(2) Before revoking a certificate under subsection (1), the Registrar shall give the member,  (a) notice of his or her intention to revoke the certificate; and  (b) at least 14 days to make written submissions to the Registrar as to why that action should not be taken.	(2) Avant de révoquer un certificat en vertu du paragraphe (1), le registrateur donne au membre :  a) d'une part, un avis de son intention de révoquer le certificat;  b) d'autre part, au moins 14 jours pour qu'il lui présente des observations écrites indiquant pourquoi cette mesure ne devrait pas être prise.	Idem
Same	(3) Clause (2) (b) does not apply with respect to the revocation of a certificate of registration if the Registrar believes that the delay would be inappropriate in view of the risk of harm or injury to a person or persons.	(3) L'alinéa (2) b) ne s'applique pas à l'égard de la révocation d'un certificat d'inscription si le registrateur croit que le retard ne serait pas approprié compte tenu du risque de préjudice ou de blessure à une ou à des personnes.	Idem
Same	(4) The Registrar need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions, other than as provided in this section, before revoking a certificate of registration under this section.	(4) Le registrateur n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites, si ce n'est comme le prévoit le présent article, avant de révoquer un certificat d'inscription en vertu du présent article.	Idem
First election of Council	<b>61.</b> The transitional Council shall hold the election for the elected members of the first duly elected and appointed Council within one year after the transitional Council is appointed.	<b>61.</b> Le conseil transitoire tient, dans l'année qui suit sa nomination, l'élection des membres à élire au premier conseil dûment élu et nommé.	Première élection du conseil
First annual meeting of members	<b>62.</b> The College shall hold the first annual meeting of the members of the College not more than 15 months after the first duly elected and appointed Council takes office.	<b>62.</b> L'Ordre tient la première assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après l'entrée en fonction du premier conseil dûment élu et nommé.	Première assemblée annuelle des membres
Certificate without academic credentials	<b>63.</b> (1) During the period of two years following the day the first duly elected and appointed Council takes office, the Registrar shall issue a certificate of registration for social work to an applicant under subsection 18 (1) who does not satisfy the requirements of clause 18 (1) (b) (academic qualifications) if the applicant satisfies the Registrar that he or she has experience in performing the role of a social worker and meets the conditions prescribed by the regulations.	<b>63.</b> (1) Pendant les deux années qui suivent le jour où le premier conseil dûment élu et nommé entre en fonction, le registrateur délivre un certificat d'inscription de travailleur social à l'auteur d'une demande visé au paragraphe 18 (1) qui ne satisfait pas aux exigences de l'alinéa 18 (1) b) (titres) si celui-ci le convainc qu'il possède une expérience de travail à titre de travailleur social et qu'il remplit les conditions que prescrivent les règlements.	Certificat sans titres
Same	(2) During the period of two years following the day the first duly elected and appointed Council takes office, the Registrar shall issue a certificate of registration for social service work to an applicant under subsection 18 (2) who does not satisfy the requirements of clause 18 (2) (b) (academic qualifications) if the applicant satisfies the	(2) Pendant les deux années qui suivent le jour où le premier conseil dûment élu et nommé entre en fonction, le registrateur délivre un certificat d'inscription de technicien en travail social à l'auteur d'une demande visé au paragraphe 18 (2) qui ne satisfait pas aux exigences de l'alinéa 18 (2) b) (titres) si celui-ci le convainc qu'il possède une expérience de	Idem



Registrar that he or she has experience in performing the role of a social service worker and meets the conditions prescribed by the regulations.

travail à titre de technicien en travail social et qu'il remplit les conditions que prescrivent les règlements.

Commence-  
ment

64. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

64. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en  
vigueur

Short title

65. The short title of this Act is the *Social Work and Social Service Work Act, 1998*.

65. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 sur le travail social et les techniques de travail social*.

Titre abrégé











2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 76

*(Chapter 31  
Statutes of Ontario, 1998)*

**An Act to Establish the Ontario  
College of Social Workers and Social  
Service Workers**

**The Hon. J. Ecker**  
Minister of Community and Social Services

## Projet de loi 76

*(Chapitre 31  
Lois de l'Ontario de 1998)*

**Loi créant l'Ordre des travailleurs  
sociaux et des techniciens en travail  
social de l'Ontario**

**L'honorable J. Ecker**  
Ministre des Services sociaux et communautaires

1st Reading	November 2, 1998
2nd Reading	December 10, 1998
3rd Reading	December 16, 1998
Royal Assent	December 18, 1998

1 <sup>re</sup> lecture	2 novembre 1998
2 <sup>e</sup> lecture	10 décembre 1998
3 <sup>e</sup> lecture	16 décembre 1998
Sanction royale	18 décembre 1998







**An Act to Establish the Ontario  
College of Social Workers and Social  
Service Workers**

**Loi créant l'Ordre des travailleurs  
sociaux et des techniciens en travail  
social de l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**CONTENTS**

1. Definitions

**PART I  
COLLEGE**

2. College established
3. Duty to protect public interest
4. Council
5. Term of office
6. Qualifications to vote
7. Quorum
8. Meetings open to public
9. Employees and officers
10. Annual report
11. Minister's powers and duties
12. Annual meeting of members
13. Membership in College
14. Committees of Council
15. Other committees
16. Vacancies in committees
17. Delegation of Council's powers

**PART II  
REGISTRATION**

18. Approval of application for registration
19. Disclosure of application file
20. Notice of proposal to refuse to issue, etc.
21. Duties of Registration Appeals Committee
22. Register
23. Suspension: failure to pay fees, provide information

**PART III  
COMPLAINTS COMMITTEE, DISCIPLINE  
COMMITTEE AND FITNESS TO PRACTISE  
COMMITTEE**

24. Duties of Complaints Committee
25. Reference by Council or Executive Committee
26. Duties of Discipline Committee
27. Duties of Fitness to Practise Committee
28. Procedure on hearings

**SOMMAIRE**

1. Définitions

**PARTIE I  
ORDRE**

2. Création de l'Ordre
3. Obligation de protéger l'intérêt public
4. Conseil
5. Mandat
6. Habilité à voter
7. Quorum
8. Caractère public des réunions
9. Employés et dirigeants
10. Rapport annuel
11. Pouvoirs et fonctions du ministre
12. Assemblée annuelle des membres
13. Qualité de membre de l'Ordre
14. Comités du conseil
15. Autres comités
16. Vacances au sein des comités
17. Délégation des pouvoirs du conseil

**PARTIE II  
INSCRIPTION**

18. Approbation d'une demande d'inscription
19. Communication des documents relatifs à la demande
20. Avis d'intention de refuser un certificat
21. Fonctions du comité d'appel des inscriptions
22. Tableau
23. Suspension : défaut de paiement de droits, défaut de fournir des renseignements

**PARTIE III  
COMITÉ DES PLAINTES, COMITÉ DE  
DISCIPLINE ET COMITÉ D'APTITUDE  
PROFESSIONNELLE**

24. Fonctions du comité des plaintes
25. Renvoi par le conseil ou le bureau
26. Fonctions du comité de discipline
27. Fonctions du comité d'aptitude professionnelle
28. Procédure

**PART IV  
REINSTATEMENT AND VARIATION**

- 29. Reinstatement after disciplinary proceedings
- 30. Reinstatement: no hearing

**PART V  
APPEALS TO COURT**

- 31. Appeal to court

**PART VI  
REGISTRAR'S POWERS OF  
INVESTIGATION**

- 32. Registrar's investigation
- 33. Entries and searches
- 34. Copying of documents and objects
- 35. Report of investigation

**PART VII  
REGULATIONS AND BY-LAWS**

- 36. Regulations of College, subject to approval
- 37. By-laws
- 38. Regulations by L. G. in C.
- 39. Regulations and by-laws: general or specific
- 40. Copies of regulations, by-laws

**PART VIII  
REPORTS TO COLLEGE CONCERNING  
MEMBERS' CONDUCT**

- 41. Employer's report, termination for misconduct, etc.
- 42. Employer's report, member convicted of offence
- 43. Member's report, sexual abuse by another member
- 44. Time for filing report
- 45. No proceeding against person reporting

**PART IX  
MISCELLANEOUS**

- 46. Use of title, social worker
- 47. Use of title, social service worker
- 48. Right to use French
- 49. Immunity of College
- 50. Confidentiality
- 51. Service of notice or document
- 52. Registrar's certificate as evidence
- 53. *Statutory Powers Procedure Act*
- 54. Compliance order
- 55. Offence, use of title
- 56. Review by Minister

**PARTIE IV  
REMISE EN VIGUEUR ET MODIFICATION**

- 29. Remise en vigueur après une instance disciplinaire
- 30. Remise en vigueur : aucune audience

**PARTIE V  
APPELS**

- 31. Appel

**PARTIE VI  
POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR**

- 32. Enquête du registrateur
- 33. Perquisitions
- 34. Reproduction de documents et d'objets
- 35. Rapport d'enquête

**PARTIE VII  
RÈGLEMENTS ET RÈGLEMENTS  
ADMINISTRATIFS**

- 36. Règlements de l'Ordre sous réserve d'approbation
- 37. Règlements administratifs
- 38. Règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil
- 39. Portée des règlements et des règlements administratifs
- 40. Copies des règlements et des règlements administratifs

**PARTIE VIII  
RAPPORTS À L'ORDRE CONCERNANT LA  
CONDUITE DES MEMBRES**

- 41. Rapport de l'employeur : congédiement pour inconduite
- 42. Rapport de l'employeur : membre déclaré coupable d'une infraction
- 43. Rapport du membre : allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel par un autre membre
- 44. Délai de dépôt du rapport
- 45. Immunité touchant les rapports

**PARTIE IX  
DISPOSITIONS DIVERSES**

- 46. Emploi du titre de travailleur social
- 47. Emploi du titre de technicien en travail social
- 48. Droit d'utilisation du français
- 49. Immunité de l'Ordre
- 50. Secret professionnel
- 51. Signification
- 52. Preuve
- 53. *Loi sur l'exercice des compétences légales*
- 54. Ordonnance enjoignant de se conformer
- 55. Infraction : emploi du titre
- 56. Examen par le ministre

**PART X  
TRANSITIONAL PROVISIONS,  
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

57. Appointment of transitional Council
58. Committees of transitional Council
59. Initial certificate
60. Revoke certificate
61. First election of Council
62. First annual meeting of members
63. Certificate without academic credentials
64. Commencement
65. Short title

Definitions

**1.** In this Act,

“by-laws” means the by-laws made under this Act; (“règlements administratifs”)

“College” means the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers; (“Ordre”)

“Council” means the Council of the College, elected and appointed under section 4; (“conseil”)

“Minister” means the Minister of Community and Social Services; (“ministre”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”)

**PART I  
COLLEGE**

College established

**2.** (1) The Ontario College of Social Workers and Social Service Workers is established.

Body corporate

(2) The College is a body corporate without share capital and with all the powers of a natural person.

Non-application of certain Acts

(3) The *Corporations Act* and *Corporations Information Act* do not apply to the College.

Duty to protect public interest

**3.** (1) In carrying out its objects, the College's primary duty is to serve and protect the public interest.

Objects

(2) The College has the following objects:

1. To regulate the practice of social work and the practice of social service work and to govern its members.
2. To develop, establish and maintain qualifications for membership in the College.
3. To approve professional education programs offered by educational institutions for the purpose of applications for membership in the College.

**PARTIE X  
DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE  
EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

57. Nomination d'un conseil transitoire
58. Comités du conseil transitoire
59. Certificat initial
60. Révocation du certificat
61. Première élection du conseil
62. Première assemblée annuelle des membres
63. Certificat sans titres
64. Entrée en vigueur
65. Titre abrégé

**1.** Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. Définitions

«conseil» Le conseil de l'Ordre, élu et nommé aux termes de l'article 4. («Council»)

«ministre» Le ministre des Services sociaux et communautaires. («Minister»)

«Ordre» L'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario. («College»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«règlements administratifs» Les règlements administratifs pris en application de la présente loi. («by-laws»)

**PARTIE I  
ORDRE**

**2.** (1) Est créé l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario. Création de l'Ordre

(2) L'Ordre est une personne morale sans capital-actions, dotée de tous les pouvoirs d'une personne physique. Personne morale

(3) La *Loi sur les personnes morales* et la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'appliquent pas à l'Ordre. Non-application de certaines lois

**3.** (1) Dans la poursuite de ses objets, l'Ordre est tenu avant tout de servir et de protéger l'intérêt public. Obligation de protéger l'intérêt public

(2) Les objets de l'Ordre sont les suivants : Objets

1. Réglementer l'exercice de la profession de travailleur social et l'exercice de la profession de technicien en travail social et régir l'activité des membres.
2. Élaborer, établir et maintenir des normes d'admissibilité à l'Ordre.
3. Approuver les programmes de formation professionnelle offerts par les établissements d'enseignement aux fins des demandes d'adhésion à l'Ordre.



4. To approve ongoing education programs for the purpose of continuing education for members of the College.
5. To provide for the ongoing education of members of the College.
6. To issue certificates of registration to members of the College and to renew, amend, suspend, cancel, revoke and reinstate those certificates.
7. To establish and enforce professional standards and ethical standards applicable to members of the College.
8. To receive and investigate complaints against members of the College and to deal with issues of discipline, professional misconduct, incompetency and incapacity.
9. To promote high standards and quality assurance with respect to social work and social service work and to communicate with the public on behalf of the members.

10. To perform the additional functions prescribed by the regulations.

Council

4. (1) The College shall have a Council that shall be its governing body and board of directors and that shall manage and administer its affairs.

Composition of Council

- (2) The Council shall be composed of,

- (a) seven social workers who are members of the College and who are elected by the members of the College in accordance with the by-laws;
- (b) seven social service workers who are members of the College and who are elected by the members of the College in accordance with the by-laws; and
- (c) seven persons who are appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Role of Registrar

(3) The Registrar shall serve as secretary to the Council and has all the rights of participation at meetings of the Council that a Council member has, other than the right to vote.

Expenses and remuneration

(4) The Minister shall pay to Council members appointed by the Lieutenant Governor in Council the expenses and remuneration determined by the Lieutenant Governor in Council.

Term of office

5. (1) No term of an elected Council member shall exceed three years.

Multiple terms

(2) A person may be a Council member for more than one term but no person may be a

4. Approuver les programmes de formation continue aux fins de l'éducation permanente des membres.

5. Prévoir la formation continue des membres.

6. Délivrer, renouveler, modifier, suspendre, annuler, révoquer et remettre en vigueur des certificats d'inscription.

7. Établir et faire respecter les normes professionnelles et les normes de déontologie applicables aux membres.

8. Recevoir les plaintes déposées contre ses membres, faire enquête sur ces plaintes et traiter des questions de discipline, de faute professionnelle, d'incompétence et d'incapacité.

9. Promouvoir des normes élevées et des programmes d'assurance de la qualité en ce qui concerne le travail social et les techniques de travail social et communiquer avec le public au nom des membres.

10. S'acquitter des autres fonctions que prescrivent les règlements.

4. (1) L'Ordre a un conseil qui est son corps dirigeant et son conseil d'administration et qui gère ses affaires.

Conseil

(2) Le conseil se compose des personnes suivantes :

Composition du conseil

- a) sept travailleurs sociaux qui sont membres de l'Ordre et qui sont élus par les membres conformément aux règlements administratifs;
- b) sept techniciens en travail social qui sont membres de l'Ordre et qui sont élus par les membres conformément aux règlements administratifs;
- c) sept personnes qui sont nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(3) Le registrateur fait office de secrétaire du conseil et a les mêmes droits de participation à ses réunions qu'un membre du conseil, à l'exclusion du droit de vote.

Rôle du registrateur

(4) Les membres du conseil nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil reçoivent du ministre la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Rémunération et indemnités

5. (1) Le mandat des membres élus du conseil ne doit pas dépasser trois ans.

Mandat

(2) Les membres du conseil peuvent siéger pendant plus d'un mandat. Ils ne peuvent tou-

Mandats successifs

	Council member for more than 10 consecutive years.	tefois siéger pendant plus de 10 années consécutives.	
Qualifications to vote	6. (1) Subject to the by-laws, every member of the College who is in good standing is entitled to vote at an election of members of the Council.	6. (1) Sous réserve des règlements administratifs, tout membre en règle de l'Ordre est habilité à voter à l'élection des membres du conseil.	Habileté à voter
Member in good standing	(2) A member of the College is in good standing for the purposes of this section if, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the member is not in default of payment of a membership fee prescribed by the by-laws; and</li> <li>(b) the member's certificate of registration is not suspended.</li> </ul>	(2) Pour l'application du présent article, un membre de l'Ordre est en règle s'il remplit les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) il n'est pas en défaut de paiement d'une cotisation prescrite par les règlements administratifs;</li> <li>b) son certificat d'inscription n'est pas suspendu.</li> </ul>	Membre en règle
Quorum	7. A majority of the members of Council constitute a quorum.	7. La majorité des membres du conseil constituent le quorum.	Quorum
Meetings open to public	8. (1) Subject to subsections (2) and (3), the meetings of the Council shall be open to the public and reasonable notice shall be given to the members of the College and to the public.	8. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), les réunions du conseil sont publiques et un préavis raisonnable en est donné aux membres de l'Ordre ainsi qu'au public.	Caractère public des réunions
Exceptions	(2) The Council may exclude the public, including members of the College, from a meeting or any part of a meeting if it is satisfied that, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that the meetings be open to the public;</li> <li>(b) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced;</li> <li>(c) the safety of a person may be jeopardized;</li> <li>(d) personnel matters or property transactions will be discussed; or</li> <li>(e) litigation affecting the College will be discussed or instructions will be given to or opinions received from solicitors for the College.</li> </ul>	(2) Le conseil peut exclure le public, y compris les membres de l'Ordre, d'une réunion ou d'une partie de réunion s'il est convaincu que, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les réunions doivent être publiques;</li> <li>b) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;</li> <li>c) la sécurité de quiconque risque d'être compromise;</li> <li>d) des questions de personnel ou des opérations portant sur des biens feront l'objet de discussions;</li> <li>e) des litiges impliquant l'Ordre feront l'objet de discussions, des instructions seront données aux procureurs représentant l'Ordre ou des avis seront reçus de ces derniers.</li> </ul>	Exceptions
Same	(3) The Council may also exclude the public, including members of the College, from a meeting or any part of a meeting in which it will deliberate whether to exclude the public from a meeting or part of a meeting.	(3) Le conseil peut aussi exclure le public, y compris les membres de l'Ordre, d'une réunion ou d'une partie de réunion au cours de laquelle il délibérera de la question de savoir s'il doit exclure le public d'une réunion ou d'une partie de réunion.	Idem
Employees and officers	9. (1) The Council may employ the persons it considers advisable and shall have the officers provided for by the by-laws.	9. (1) Le conseil peut engager le personnel qu'il juge souhaitable et doit avoir les dirigeants prévus par les règlements administratifs.	Employés et dirigeants

Registrar appointed	(2) The Council shall appoint one of its employees as the Registrar.	(2) Le conseil nomme un de ses employés registrateur.	Nomination du registra- teur
Deputy registrars	(3) The Council may appoint one or more deputy registrars who shall have the powers of the Registrar as set out in the by-laws.	(3) Le conseil peut nommer un ou plusieurs registrateurs adjoints qui exercent les pouvoirs du registrauteur qu'énoncent les règlements administratifs.	Registrateurs adjoints
Chief executive officer	(4) The Registrar shall be the chief executive officer of the College.	(4) Le registrauteur est le chef de la direction de l'Ordre.	Chef de la direction
Annual report	<b>10.</b> (1) The Council shall report annually to the Minister on the activities and financial affairs of the College.	<b>10.</b> (1) Le conseil présente chaque année au ministre un rapport sur les activités et la situation financière de l'Ordre.	Rapport annuel
Same	(2) The report shall include an audited financial statement.	(2) Le rapport comprend un état financier vérifié.	Idem
Minister's powers and duties	<b>11.</b> (1) The Minister may, (a) review the activities of the Council and require the Council to provide reports and information; (b) require the Council to do anything that the Minister believes is necessary or advisable to carry out the objects of the College; (c) require the Council to make, amend or revoke a regulation under section 36.	<b>11.</b> (1) Le ministre peut : (a) examiner les activités du conseil et exiger de ce dernier qu'il fournisse des rapports et des renseignements; (b) exiger du conseil qu'il fasse tout ce que le ministre croit nécessaire ou souhaitable pour réaliser les objets de l'Ordre; (c) exiger du conseil qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement en vertu de l'article 36.	Pouvoirs et fonctions du ministre
Council to comply	(2) If the Minister requires the Council to do anything under subsection (1), the Council shall, within the time and in the manner specified by the Minister, comply with the requirement and submit a report to the Minister respecting the compliance.	(2) Si le ministre exige du conseil qu'il prenne l'une ou l'autre des mesures prévues au paragraphe (1), le conseil doit, dans le délai et de la manière précisés par le ministre, satisfaire à l'exigence et présenter un rapport au ministre à cet effet.	Obligation du conseil
Regulations	(3) If the Minister requires the Council to make, amend or revoke a regulation under clause (1) (c) and the Council does not do so within 60 days, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, make, amend or revoke the regulation.	(3) Si le ministre exige du conseil, en vertu de l'alinéa (1) c), qu'il prenne, modifie ou abroge un règlement et que le conseil n'obtempère pas dans les 60 jours, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre, modifier ou abroger le règlement.	Règlements
Annual meeting of members	<b>12.</b> The College shall hold an annual meeting of the members of the College not more than 15 months after the holding of the last preceding annual meeting of members.	<b>12.</b> L'Ordre tient l'assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après sa plus récente assemblée annuelle.	Assemblée annuelle des membres
Membership in College	<b>13.</b> (1) Every person who holds a certificate of registration is a member of the College, subject to any term, condition or limitation to which the certificate is subject.	<b>13.</b> (1) Le titulaire d'un certificat d'inscription est membre de l'Ordre, sous réserve des conditions ou restrictions dont est assorti son certificat.	Qualité de membre de l'Ordre
Resignation of membership	(2) A member of the College may resign his or her membership by filing a resignation in writing with the Registrar and when the member does so, the certificate of registration is cancelled.	(2) Un membre peut démissionner de l'Ordre en déposant sa démission écrite auprès du registrauteur, auquel cas son certificat d'inscription est annulé.	Démission d'un membre
Continuing jurisdiction: revocation, cancellation	(3) A person whose certificate of registration is revoked or cancelled or expires continues to be subject to the jurisdiction of the College for professional misconduct, incompetence or incapacity referable to any time during which the person held a certificate of registration under this Act.	(3) La personne dont le certificat d'inscription est révoqué ou annulé ou arrive à expiration continue de relever de l'autorité de l'Ordre en cas de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité se rapportant à quelque moment que ce soit où elle était	Autorité continue : révocation, annulation



Committees of Council	<p><b>14. (1) The Council shall establish the following committees:</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Executive Committee.</li> <li>2. Registration Appeals Committee.</li> <li>3. Complaints Committee.</li> <li>4. Discipline Committee.</li> <li>5. Fitness to Practise Committee.</li> </ol>	<p>titulaire d'un certificat d'inscription délivré en vertu de la présente loi.</p> <p><b>14. (1) Le conseil crée les comités suivants :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le bureau.</li> <li>2. Le comité d'appel des inscriptions.</li> <li>3. Le comité des plaintes.</li> <li>4. Le comité de discipline.</li> <li>5. Le comité d'aptitude professionnelle.</li> </ol>	Comités du conseil
Same	<p>(2) In appointing persons to each committee, the Council shall ensure that,</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>(a) each committee has at least one member who was elected to the Council as a social worker, at least one member who was elected to the Council as a social service worker and at least one member who was appointed to the Council;</li> <li>(b) at least one-half of the members of each committee are persons elected to the Council;</li> <li>(c) at least one-third of the members of each committee are persons appointed to the Council;</li> <li>(d) no person who is a member of the Complaints Committee is also a member of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee; and</li> <li>(e) the appointments are made in accordance with the by-laws.</li> </ol>	<p>(2) Lorsqu'il nomme des personnes au sein de chaque comité, le conseil s'assure de ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) chaque comité comprend au moins un membre élu au conseil à titre de travailleur social, au moins un membre élu au conseil à titre de technicien en travail social et au moins un membre nommé au conseil;</li> <li>b) au moins la moitié des membres de chaque comité sont des personnes élues au conseil;</li> <li>c) au moins le tiers des membres de chaque comité sont des personnes nommées au conseil;</li> <li>d) quiconque est membre du comité des plaintes n'est aussi membre du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle;</li> <li>e) les nominations sont faites conformément aux règlements administratifs.</li> </ol>	Idem
Chair	<p>(3) The Council shall appoint one of the members of each committee referred to in subsection (1) as the Chair of that committee.</p>	<p>(3) Le conseil nomme un des membres de chaque comité visé au paragraphe (1) président de ce comité.</p>	Président
Panel appointed	<p>(4) The chair of a committee may appoint panels from among the committee's members and authorize them to conduct reviews, to consider and investigate written complaints and to hold hearings.</p>	<p>(4) Le président d'un comité peut constituer des sous-comités dont les membres sont choisis parmi les membres du comité et peut les autoriser à procéder à des examens, à étudier des plaintes écrites et à faire enquête sur elles et à tenir des audiences.</p>	Constitution de sous-comités
Same	<p>(5) Each panel appointed under subsection (4) shall be composed of at least three persons and at least one-third of the members of each panel shall be persons appointed to the Council.</p>	<p>(5) Chaque sous-comité constitué en vertu du paragraphe (4) se compose d'au moins trois personnes et au moins le tiers des membres de chaque sous-comité sont des personnes nommées au conseil.</p>	Idem
Same	<p>(6) A decision of a panel appointed under subsection (4) shall be deemed to be the decision of the committee from which it was appointed.</p>	<p>(6) La décision d'un sous-comité constitué en vertu du paragraphe (4) est réputée la décision du comité qui l'a constitué.</p>	Idem
Other committees	<p><b>15. The Council may establish other committees that the Council from time to time considers necessary.</b></p>	<p><b>15. Le conseil peut créer les autres comités qu'il juge nécessaires.</b></p>	Autres comités
Vacancies in committees	<p><b>16. If one or more vacancies occur in the membership of a committee of the Council,</b></p>	<p><b>16. Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein d'un comité du conseil, les mem-</b></p>	Vacances au sein des comités

the members remaining on the committee constitute the committee so long as their number is not fewer than the quorum established in the by-laws.

bres qui restent constituent le comité à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum que fixent les règlements administratifs.

Delegation  
of Council's  
powers

17. The Council may delegate to the Executive Committee the authority to exercise any power or perform any duty of the Council other than the power to make, amend or revoke a regulation or by-law.

17. Le conseil peut déléguer au bureau ses pouvoirs ou fonctions, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger un règlement ou un règlement administratif.

Délégation  
des pouvoirs  
du conseil

## PART II REGISTRATION

## PARTIE II INSCRIPTION

Approval of  
application  
for registra-  
tion

18. (1) The Registrar shall issue a certificate of registration for social work to an applicant if the applicant,

18. (1) Le registrateur délivre un certificat d'inscription de travailleur social à l'auteur d'une demande qui remplit les conditions suivantes :

Approbation  
d'une  
demande  
d'inscription

- (a) applies for it in accordance with the regulations and the by-laws;
- (b) produces documentation satisfactory to the Registrar that shows that the applicant,
  - (i) has obtained a degree in social work from a social work program accredited by the Canadian Association of Schools of Social Work, a degree from a social work program or an equivalent program approved by a body prescribed by the regulations or a degree from a social work program or an equivalent program prescribed by the regulations, or
  - (ii) has a combination of academic qualifications and practical experience that is substantially equivalent to the qualifications required for such a degree, as prescribed by the regulations;
- (c) has paid the fees prescribed by the by-laws; and
- (d) meets any other requirements prescribed by the regulations for registration.

- a) il présente sa demande conformément aux règlements et aux règlements administratifs;
- b) il présente les documents que le registrateur juge satisfaisants et qui attestent que, selon le cas :
  - (i) il a obtenu un diplôme en travail social dans le cadre d'un programme de travail social agréé par l'Association canadienne des écoles de service social, un diplôme dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent approuvé par un organisme que prescrivent les règlements ou un diplôme dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent que prescrivent les règlements,
  - (ii) il réunit les titres et une expérience pratique qui sont essentiellement équivalents aux qualités requises pour obtenir un tel diplôme, selon ce que prescrivent les règlements;
- c) il a acquitté les droits que prescrivent les règlements administratifs;
- d) il satisfait aux autres exigences que prescrivent les règlements aux fins de l'inscription.

Same

(2) The Registrar shall issue a certificate of registration for social service work to an applicant if the applicant,

(2) Le registrateur délivre un certificat d'inscription de technicien en travail social à l'auteur d'une demande qui remplit les conditions suivantes :

Idem

- (a) applies for it in accordance with the regulations and the by-laws;
- (b) produces documentation satisfactory to the Registrar that shows that the applicant,

- a) il présente sa demande conformément aux règlements et aux règlements administratifs;
- b) il présente les documents que le registrateur juge satisfaisants et qui attestent que, selon le cas :

	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) has obtained a diploma in social service work from a social service work program or an equivalent program, as prescribed by the regulations, or</li> <li>(ii) has a combination of academic qualifications and practical experience that is substantially equivalent to the qualifications required for such a diploma, as prescribed by the regulations;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) il a obtenu un diplôme en techniques de travail social dans le cadre d'un programme de techniques de travail social ou d'un programme équivalent, selon ce que prescrivent les règlements,</li> <li>(ii) il réunit les titres et une expérience pratique qui sont essentiellement équivalents aux qualités requises pour obtenir un tel diplôme, selon ce que prescrivent les règlements;</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>(c) has paid the fees prescribed by the by-laws; and</li> <li>(d) meets any other requirements prescribed by the regulations for registration.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>c) il a acquitté les droits que prescrivent les règlements administratifs;</li> <li>d) il satisfait aux autres exigences que prescrivent les règlements aux fins de l'inscription.</li> </ul>	
Grounds for refusal	<p>(3) The Registrar may refuse to issue a certificate of registration for social work or social service work if the Registrar has reasonable grounds to believe that,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) the past conduct or actions of the applicant afford grounds for belief that the applicant will not perform his or her duties as a social worker or social service worker, as the case may be, in accordance with the law, including but not limited to this Act, the regulations and the by-laws; or</li> <li>(b) the applicant does not fulfil the requirements under this Act for the issuance of the certificate.</li> </ul>	<p>(3) Le registrateur peut refuser de délivrer un certificat d'inscription de travailleur social ou de technicien en travail social s'il a des motifs raisonnables de croire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) soit que la conduite ou les actes antérieurs de l'auteur de la demande offrent des motifs de croire qu'il ne s'acquittera pas de ses fonctions de travailleur social ou de technicien en travail social, selon le cas, conformément à la loi, notamment la présente loi, les règlements et les règlements administratifs;</li> <li>b) soit que l'auteur de la demande ne satisfait pas aux exigences prévues par la présente loi pour la délivrance du certificat.</li> </ul>	Motifs de refus
Same	<p>(4) Except as otherwise directed under this Act, the Registrar shall refuse to issue a certificate of registration for social work or social service work to an applicant who previously held such a certificate of registration that was revoked as a result of a decision of the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee and that was not reinstated under section 29 or 30.</p>	<p>(4) Sauf disposition contraire de la présente loi, le registrateur refuse de délivrer un certificat d'inscription de travailleur social ou de technicien en travail social à l'auteur d'une demande qui était précédemment titulaire d'un tel certificat qui a été révoqué par suite d'une décision du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle et qui n'a pas été remis en vigueur aux termes de l'article 29 ou 30.</p>	Idem
Terms, etc.	<p>(5) If the Registrar believes that a certificate of registration should be issued to an applicant with terms, conditions or limitations, the Registrar may impose those terms, conditions or limitations.</p>	<p>(5) S'il croit que devrait être délivré à l'auteur d'une demande un certificat d'inscription assorti de conditions ou de restrictions, le registrateur peut imposer ces conditions ou restrictions.</p>	Conditions ou restrictions
Disclosure of application file	<p><b>19. (1)</b> The Registrar shall give an applicant for a certificate of registration, at the applicant's request, a copy of each document the College has that is relevant to the application.</p>	<p><b>19. (1)</b> Le registrateur remet sur demande à l'auteur d'une demande de certificat d'inscription une copie de chaque document se rapportant à celle-ci qui est en la possession de l'Ordre.</p>	Communication des documents relatifs à la demande
Exception	<p>(2) The Registrar may refuse to give an applicant anything that may, in the Registrar's opinion, jeopardize the safety of any person.</p>	<p>(2) Le registrateur peut refuser de remettre à l'auteur d'une demande tout ce qui pourrait, à son avis, compromettre la sécurité de quiconque.</p>	Exception



Notice of proposal to refuse to issue, etc.	<p><b>20. (1)</b> If the Registrar proposes to do one of the following, the Registrar shall first serve notice of the proposal, with written reasons for it, on the applicant:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Refuse to issue a certificate of registration.</li> <li>2. Impose terms, conditions or limitations to which the applicant has not consented on a certificate of registration to be issued.</li> </ol>	<p><b>20. (1)</b> Le registrateur signifie d'abord un avis de son intention, accompagné des motifs écrits, à l'auteur de la demande s'il a l'intention :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. soit de refuser de délivrer un certificat d'inscription;</li> <li>2. soit d'assortir de conditions ou de restrictions auxquelles n'a pas consenti l'auteur de la demande un certificat d'inscription qui doit être délivré.</li> </ol>	Avis d'intention de refuser un certificat
Exception	(2) Subsection (1) does not apply if the Registrar refuses to issue a certificate under subsection 18 (4).	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le registrateur refuse de délivrer un certificat aux termes du paragraphe 18 (4).	Exception
Contents of notice	(3) A notice under subsection (1) shall state that the applicant may request a review by the Registration Appeals Committee in accordance with subsection (4).	(3) L'avis prévu au paragraphe (1) indique que l'auteur de la demande peut solliciter un examen par le comité d'appel des inscriptions conformément au paragraphe (4).	Teneur de l'avis
Request for review	(4) The request for review shall be in writing and shall be served on the Registrar within 60 days after the notice under subsection (1) is served on the applicant.	(4) La demande d'examen est présentée par écrit et est signifiée au registrateur dans les 60 jours qui suivent la signification à l'auteur de la demande de l'avis prévu au paragraphe (1).	Demande d'examen
Submissions	(5) The request for review may be accompanied by written submissions.	(5) La demande d'examen peut être accompagnée d'observations écrites.	Observations
Power of Registrar if no request	(6) If an applicant does not request a review in accordance with subsection (4), the Registrar shall carry out the proposal stated in the notice under subsection (1).	(6) Si l'auteur de la demande ne sollicite pas d'examen conformément au paragraphe (4), le registrateur donne suite à l'intention indiquée dans l'avis prévu au paragraphe (1).	Pouvoir du registrateur en l'absence de demande d'examen
Duties of Registration Appeals Committee	<b>21. (1)</b> If an applicant requests a review in accordance with subsection 20 (4), the Registration Appeals Committee shall conduct the review.	<b>21. (1)</b> Si l'auteur d'une demande sollicite un examen conformément au paragraphe 20 (4), le comité d'appel des inscriptions effectue l'examen.	Fonctions du comité d'appel des inscriptions
Exception	(2) Despite subsection (1), the Committee shall refuse to conduct a review if, in its opinion, the request for review is frivolous, vexatious or an abuse of process.	(2) Malgré le paragraphe (1), le comité refuse d'effectuer un examen s'il est d'avis que la demande d'examen est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.	Exception
Extension of time for requesting review	(3) The Committee may extend the time for requesting a review under subsection 20 (4) if it is satisfied that there are apparent grounds for granting relief on the review and that there are reasonable grounds for applying for the extension.	(3) Le comité peut proroger le délai accordé pour solliciter un examen en vertu du paragraphe 20 (4) s'il est convaincu que la demande d'examen semble fondée à première vue et qu'il existe des motifs raisonnables pour demander la prorogation.	Prorogation du délai
Examination of documents, submissions	(4) The Committee shall ensure that the person requesting the review is given an opportunity to examine and make written submissions on any documents that the Committee intends to consider in making its decision on the review.	(4) Le comité veille à ce que la personne qui sollicite l'examen ait l'occasion d'examiner les documents que le comité a l'intention d'étudier pour rendre sa décision et de présenter des observations écrites à l'égard de ceux-ci.	Examen des documents, observations
No hearing	(5) Except as provided by section 20 and this section, the Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this part.	(5) Sous réserve de l'article 20 et du présent article, le comité n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu de la présente partie.	Aucune audience
Order	(6) After considering the request for review, the submissions and any document	(6) Après étude de la demande d'examen, des observations et de tout document qu'il	Ordonnance

that the Committee considers relevant, the Committee may make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to issue the appropriate certificate of registration.
2. Directing the Registrar to issue the appropriate certificate of registration and to make it subject to specified terms, conditions or limitations.
3. Directing the Registrar to vary specified terms, conditions or limitations in the Registrar's proposal.
4. Directing the Registrar to refuse to issue a certificate of registration.

Service of  
decision on  
parties

(7) The Committee shall give its decision under this section in writing to the Registrar, with reasons, within 60 days after considering the request for review and shall serve the person who requested the review with a copy.

Register

**22.** (1) The Registrar shall maintain a register.

Contents

(2) Subject to any by-law respecting the removal of information from the register, the register shall contain,

- (a) the name of each member of the College and the class of certificate of registration that the member holds;
- (b) any terms, conditions and limitations imposed on the member's certificate of registration;
- (c) a notation of every revocation, cancellation and suspension of a member's certificate of registration;
- (d) information that a committee required by subsection 14 (1) directs shall be included; and
- (e) information that the by-laws prescribe as information to be kept in the register.

Inspection

(3) Any person has the right, during normal business hours, to inspect the register.

Copies

(4) The Registrar shall provide to any person, on payment of a reasonable charge, a copy of any part of the register.

Suspension: failure to pay fees, provide information

**23.** (1) The Registrar may suspend the certificate of registration of a member of the College for,

- (a) failure to pay a fee or penalty prescribed by the by-laws; or
- (b) failure to provide information required by the by-laws.

estime pertinent, le comité peut, par ordonnance :

1. Enjoindre au registrateur de délivrer le certificat d'inscription approprié.
2. Enjoindre au registrateur de délivrer le certificat d'inscription approprié et de l'assortir des conditions ou des restrictions précisées.
3. Enjoindre au registrateur de modifier les conditions ou restrictions figurant dans son avis d'intention qui sont précisées.
4. Enjoindre au registrateur de refuser de délivrer un certificat d'inscription.

(7) Le comité remet par écrit au registrateur, dans les 60 jours qui suivent l'étude de la demande d'examen, la décision motivée qu'il rend aux termes du présent article, et en signifie une copie à la personne qui a sollicité l'examen.

Signification  
de la déci-  
sion

**22.** (1) Le registrateur tient un tableau.

Tableau

(2) Sous réserve de tout règlement administratif se rapportant à la suppression de renseignements, le tableau contient ce qui suit :

Contenu du  
tableau

- a) le nom de chaque membre de l'Ordre et la catégorie de certificat d'inscription dont il est titulaire;
- b) les conditions et les restrictions dont est assorti, le cas échéant, le certificat d'inscription du membre;
- c) l'indication de chaque révocation, annulation et suspension du certificat d'inscription d'un membre;
- d) les renseignements qu'ordonne d'y consigner un comité qu'exige le paragraphe 14 (1);
- e) les renseignements que les règlements administratifs prescrivent comme devant y figurer.

(3) Toute personne a le droit de consulter le tableau pendant les heures de bureau.

Consultation

(4) Le registrateur fournit à quiconque acquitte les droits raisonnables une copie de toute partie du tableau.

Copies

**23.** (1) Le registrateur peut suspendre le certificat d'inscription d'un membre de l'Ordre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

Suspension :  
défaut de  
paiement de  
droits, défaut  
de fournir  
des rensei-  
gnements

- a) défaut de paiement de droits ou de pénalités prescrits par les règlements administratifs;
- b) défaut de fournir des renseignements exigés par les règlements administratifs.

Same	(2) The Registrar shall not suspend a member's certificate of registration without first giving the member two-months notice of the default and intention to suspend.	(2) Le registrateur ne peut suspendre le certificat d'inscription d'un membre sans d'abord donner à celui-ci un avis de deux mois du défaut et de son intention.	Idem
Reinstate- ment	(3) A person whose certificate of registration has been suspended under subsection (1) is entitled to have the suspension removed on payment of the fees and penalties prescribed by the by-laws or on provision of the information required by the by-laws, as the case may be.	(3) La personne dont le certificat d'inscription a été suspendu en vertu du paragraphe (1) a le droit de faire annuler la suspension en acquittant les droits et pénalités prescrits par les règlements administratifs ou en fournissant les renseignements exigés par eux, selon le cas.	Remise en vigueur
<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="text-align: center;"> <b>PART III</b>  <b>COMPLAINTS COMMITTEE,</b>  <b>DISCIPLINE COMMITTEE AND FITNESS</b>  <b>TO PRACTISE COMMITTEE</b> </div> <div style="text-align: center;"> <b>PARTIE III</b>  <b>COMITÉ DES PLAINTES, COMITÉ DE</b>  <b>DISCIPLINE ET COMITÉ</b>  <b>D'APTITUDE PROFESSIONNELLE</b> </div> </div>			
Duties of Complaints Committee	24. (1) The Complaints Committee shall consider and investigate written complaints regarding the conduct or actions of members of the College.	24. (1) Le comité des plaintes étudie les plaintes écrites se rapportant à la conduite ou aux actes des membres de l'Ordre et fait enquête sur elles.	Fonctions du comité des plaintes
Same	(2) Despite subsection (1), the Complaints Committee shall refuse to consider and investigate a written complaint if, in its opinion,	(2) Malgré le paragraphe (1), le comité des plaintes refuse d'étudier une plainte écrite et de faire enquête sur elle s'il est d'avis que, selon le cas :	Idem
	(a) the complaint does not relate to professional misconduct, incompetence or incapacity on the part of a member of the College; or (b) the complaint is frivolous, vexatious or an abuse of process.	a) la plainte ne porte pas sur une faute professionnelle de la part d'un membre de l'Ordre ou sur l'incompétence ou l'incapacité d'un tel membre; b) la plainte est frivole ou vexatoire ou constitue un abus de procédure.	
Same	(3) No action shall be taken by the Complaints Committee under subsection (5) unless,	(3) Le comité des plaintes ne doit prendre aucune des mesures prévues au paragraphe (5) à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :	Idem
	(a) a complaint in a form prescribed by the by-laws has been filed with the Registrar; (b) the member of the College whose conduct or actions are being investigated has been notified of the complaint and given at least 30 days in which to submit in writing to the Committee any explanations or representations the member may wish to make concerning the matter; and (c) the Committee has examined all the information and documents that the College has that are relevant to the complaint.	a) une plainte a été déposée auprès du registrateur dans la forme prescrite par les règlements administratifs; b) le membre de l'Ordre dont la conduite ou les actes font l'objet de l'enquête a été avisé de la plainte et a bénéficié d'au moins 30 jours pour présenter par écrit au comité des explications ou des observations sur la question; c) le comité a examiné tous les renseignements et documents pertinents en la possession de l'Ordre.	
Same	(4) Notice of a complaint under clause 3 (b) shall include reasonable information about any allegations contained in the complaint.	(4) L'avis de plainte qui est donné aux termes de l'alinéa (3) b) comprend des renseignements raisonnables sur toute allégation que renferme la plainte.	Idem
Same	(5) The Complaints Committee in accordance with the information it receives shall,	(5) À la lumière des renseignements qu'il reçoit, le comité des plaintes, selon le cas :	Idem
	(a) direct that the matter be referred, in whole or in part, to the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee;	a) ordonne que la question soit renvoyée, en tout ou en partie, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle;	



	(b) direct that the matter not be referred under clause (a);	b) ordonne que la question ne soit pas renvoyée aux termes de l'alinéa a);	
	(c) require the person complained against to appear before the Complaints Committee to be cautioned;	c) exige de la personne qui fait l'objet de la plainte qu'elle se présente devant lui pour recevoir un avertissement;	
	(d) refer the matter for alternative dispute resolution if the Committee considers it appropriate to do so and the complainant and the member agree; or	d) renvoie la question aux fins de règlement extrajudiciaire des différends s'il estime que cela est approprié et que le plaignant et le membre sont d'accord;	
	(e) take any action it considers appropriate in the circumstances and that is not inconsistent with this Act, the regulations or the by-laws.	e) prend les mesures qu'il juge appropriées dans les circonstances et qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, les règlements ou les règlements administratifs.	
Decision and reasons	(6) The Complaints Committee shall give its decision in writing to the Registrar and, except in the case of a decision made under clause (5) (a), its reasons for the decision.	(6) Le comité des plaintes remet sa décision par écrit au registrateur et, à moins que celle-ci n'ait été rendue aux termes de l'alinéa (5) a), les motifs de sa décision.	Décision et motifs
Notice	(7) The Registrar shall provide the complainant and the person complained against with a copy of the written decision made by the Complaints Committee and its reasons for the decision, if any.	(7) Le registrateur donne au plaignant et à la personne qui fait l'objet de la plainte une copie de la décision écrite du comité des plaintes et, le cas échéant, des motifs de la décision.	Avis
No hearing	(8) Except as provided by this section, the Complaints Committee need not hold a hearing or afford to any person an opportunity for a hearing or an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(8) Sous réserve du présent article, le comité des plaintes n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion d'être entendu ou de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive aux termes du présent article.	Aucune audience
Timely disposal	(9) The Complaints Committee shall use its best efforts to dispose of a complaint within 120 days of its being filed with the Registrar.	(9) Le comité des plaintes fait tous les efforts possibles pour statuer sur une plainte dans les 120 jours qui suivent son dépôt auprès du registrateur.	Délai pour statuer sur la plainte
Reference by Council or Executive Committee	<b>25. (1)</b> The Council or the Executive Committee may direct the Discipline Committee to hold a hearing and determine any allegation of professional misconduct or incompetence on the part of a member of the College.	<b>25. (1)</b> Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité de discipline de tenir une audience et de statuer sur toute allégation de faute professionnelle ou d'incompétence à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Renvoi par le conseil ou le bureau
Same	(2) The Council or the Executive Committee may direct the Fitness to Practise Committee to hold a hearing and determine any allegation of incapacity on the part of a member of the College.	(2) Le conseil ou le bureau peut enjoindre au comité d'aptitude professionnelle de tenir une audience et de statuer sur toute allégation d'incapacité à l'endroit d'un membre de l'Ordre.	Idem
Interim suspension	(3) The Council or the Executive Committee may make an interim order directing the Registrar to suspend the certificate of registration of a member of the College or impose terms, conditions or limitations on a member's certificate of registration if,	(3) Le conseil ou le bureau peut rendre une ordonnance provisoire enjoignant au registrateur de suspendre le certificat d'inscription d'un membre de l'Ordre ou d'assortir son certificat de conditions ou de restrictions si :	Suspension provisoire
	(a) an allegation respecting the member has been referred to the Discipline Committee or to the Fitness to Practise Committee; and	a) d'une part, une allégation concernant le membre a été renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle;	
	(b) the Council or the Executive Committee believes that the actions or conduct of the member in the course of his or	b) d'autre part, le conseil ou le bureau croit que les actes ou la conduite du membre dans l'exercice de sa profes-	

	her practice exposes or is likely to expose a person or persons to harm or injury.	sion exposent ou exposeront vraisemblablement une ou des personnes à un préjudice ou à des blessures.	
Restriction	(4) No order shall be made under subsection (3) unless the member has been given,	(4) Aucune ordonnance ne peut être rendue en vertu du paragraphe (3) à moins que le membre :	Restriction
	(a) notice of the Council's or the Executive Committee's intention to make the order; and	a) d'une part, n'ait été avisé de l'intention du conseil ou du bureau de rendre l'ordonnance;	
	(b) at least 14 days to make written submissions to the Council or the Executive Committee.	b) d'autre part, n'ait bénéficié d'un délai d'au moins 14 jours pour présenter des observations par écrit au conseil ou au bureau.	
Same	(5) Clause (4) (b) does not apply if the Council or the Executive Committee believes that the delay would be inappropriate in view of the risk of harm or injury to a person or persons.	(5) L'alinéa (4) b) ne s'applique pas si le conseil ou le bureau croit que le délai ne serait pas approprié compte tenu du risque de préjudice ou de blessures auxquels sont exposées une ou des personnes.	Idem
No hearing	(6) Except as provided by this section, the Council or the Executive Committee need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions before making a decision or giving a direction under this section.	(6) Sous réserve du présent article, le conseil ou le bureau n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites avant de rendre une décision ou de donner une directive en vertu du présent article.	Aucune audience
Procedure following order	(7) If an order is made under subsection (3) in relation to a matter referred to the Discipline Committee or to the Fitness to Practise Committee,	(7) Si une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (3) à l'égard d'une question renvoyée au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle :	Procédure suivant l'ordonnance
	(a) the College shall prosecute the matter expeditiously; and	a) d'une part, l'Ordre traite la question avec célérité;	
	(b) the committee shall give precedence to the matter.	b) d'autre part, le comité donne priorité à la question.	
Duration of order	(8) An order under subsection (3) continues in force until the matter is disposed of by the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee.	(8) L'ordonnance prévue au paragraphe (3) demeure en vigueur jusqu'à ce que le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle ait statué sur la question.	Effet de l'ordonnance
Duties of Discipline Committee	<b>26.</b> (1) The Discipline Committee shall,	<b>26.</b> (1) Le comité de discipline fait ce qui suit :	Fonctions du comité de discipline
	(a) hear and determine matters directed or referred to it under sections 24, 25 and 29; and	a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes des articles 24, 25 et 29;	
	(b) perform any other duties assigned to it by the Council.	b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.	
Professional misconduct	(2) The Discipline Committee may find a member of the College guilty of professional misconduct if, after a hearing, the Committee believes that the member has engaged in conduct that,	(2) Le comité de discipline peut conclure qu'un membre de l'Ordre a commis une faute professionnelle si, à la suite d'une audience, le comité croit que le membre, de par sa conduite, a, selon le cas :	Faute professionnelle
	(a) contravenes this Act, the regulations or the by-laws;	a) contrevenu à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs;	

(b) contravenes an order of the Discipline Committee, the Complaints Committee, the Council or the Registrar; or

(c) is defined as being professional misconduct in the regulations.

Incompetence

(3) The Discipline Committee may, after a hearing, find a member of the College to be incompetent if, in its opinion, the member has displayed in his or her professional responsibilities a lack of knowledge, skill or judgment or disregard for the welfare of a person or persons of a nature or extent that demonstrates that the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities or that a certificate of registration held by the member under this Act should be made subject to terms, conditions or limitations.

Powers of Discipline Committee

(4) If the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct or to be incompetent, it shall make an order doing one or more of the following:

1. Directing the Registrar to revoke any certificate of registration held by the member under this Act.
2. Directing the Registrar to suspend any certificate of registration held by the member under this Act for a specified period, not exceeding 24 months.
3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on any certificate of registration held by the member under this Act.
4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.

Same

(5) If the Discipline Committee finds a member guilty of professional misconduct, it may, in addition to exercising its powers under subsection (4), make an order doing one or more of the following:

1. Requiring that the member be reprimanded, admonished or counselled by the Committee or its delegate and, if considered warranted, directing that the fact of the reprimand, admonishment or counselling be recorded on the register for a specified or an unlimited period.
2. Imposing a fine in an amount that the Committee considers appropriate, to a maximum of \$5,000, to be paid by the member to the Minister of Finance for

b) contrevenu à une ordonnance du comité de discipline, du comité des plaintes ou du conseil, ou à un ordre du registraire;

c) commis une faute professionnelle au sens des règlements.

Incompétence

(3) À la suite d'une audience, le comité de discipline peut conclure qu'un membre de l'Ordre est incompétent s'il est d'avis que ce dernier a fait preuve, dans l'exercice de ses fonctions, d'un manque de connaissances, de compétence ou de jugement ou encore d'indifférence pour le bien-être d'une ou de plusieurs personnes d'une nature ou d'un degré tels que le membre est manifestement inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles ou qu'un certificat d'inscription dont il est titulaire en vertu de la présente loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.

(4) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle ou est incompétent, il rend une ordonnance visant une ou plusieurs des fins suivantes :

Pouvoirs du comité de discipline

1. Enjoindre au registraire de révoquer tout certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
2. Enjoindre au registraire de suspendre, pendant une période précisée qui ne dépasse pas 24 mois, tout certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
3. Enjoindre au registraire d'assortir de conditions ou de restrictions précisées tout certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente loi.
4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période précisée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.

(5) Si le comité de discipline conclut qu'un membre a commis une faute professionnelle, outre qu'il exerce les pouvoirs que lui confère le paragraphe (4), il peut, par ordonnance :

Idem

1. Exiger que le membre reçoive une réprimande, un avertissement ou des conseils de la part du comité ou de son délégué et, si cela est nécessaire, ordonner que ce fait soit consigné au tableau pendant une période déterminée ou indéterminée.
2. Infliger une amende selon le montant que le comité juge approprié, lequel ne peut dépasser 5 000 \$, et que le mem-



	payment into the Consolidated Revenue Fund.		bre doit payer au ministre des Finances qui la verse au Trésor.	
	3. Directing that the finding and the order of the Committee be published, in detail or in summary, with or without the name of the member, in the official publication of the College and in any other manner or medium that the Committee considers appropriate in the particular case.		3. Ordonner que la conclusion et l'ordonnance du comité soient publiées de façon détaillée ou sommaire, avec ou sans indication du nom du membre, dans la publication officielle de l'Ordre et de toute autre manière ou par tout autre moyen que le comité juge approprié en l'occurrence.	
	4. Fixing costs to be paid by the member.		4. Fixer les frais que le membre doit payer.	
Same	(6) In making an order under paragraph 4 of subsection (4), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the successful completion by the member of specified courses of study.		(6) Lorsqu'il rend une ordonnance aux termes de la disposition 4 du paragraphe (4), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il termine avec succès des programmes d'études précisés.	Idem
Same	(7) In making an order revoking or suspending a certificate of registration or imposing terms, conditions or limitations on a certificate of registration, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 29.		(7) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat d'inscription ou à assortir un certificat d'inscription de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 29.	Idem
Publication on request	(8) The Discipline Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of professional misconduct or incompetence was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.		(8) Si le comité de discipline conclut qu'une allégation de faute professionnelle ou d'incompétence n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.	Publication sur demande
Costs	(9) If the Discipline Committee believes that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member of the College for his or her costs or the portion of them fixed by the Discipline Committee.		(9) Si le comité de discipline croit que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre de l'Ordre tout ou partie des frais que fixe le comité.	Frais
Duties of Fitness to Practise Committee	<b>27. (1)</b> The Fitness to Practise Committee shall, (a) hear and determine matters directed or referred to it under sections 24, 25 or 29; and (b) perform any other duties assigned to it by the Council.		<b>27. (1)</b> Le comité d'aptitude professionnelle fait ce qui suit : a) il entend et tranche les questions qui lui sont renvoyées aux termes des articles 24, 25 ou 29; b) il s'acquitte des autres fonctions que lui attribue le conseil.	Fonctions du comité d'aptitude professionnelle
Incapacity	(2) The Fitness to Practise Committee may, after a hearing, find a member of the College to be incapacitated if, in its opinion, the member is suffering from a physical or mental condition or disorder such that, (a) the member is unfit to continue to carry out his or her professional responsibilities; or (b) a certificate of registration held by the member under this Act should be made		(2) À la suite d'une audience, le comité d'aptitude professionnelle peut conclure qu'un membre de l'Ordre est frappé d'incapacité s'il est d'avis que ce dernier est atteint d'une affection physique ou mentale ou de troubles physiques ou mentaux qui sont tels que, selon le cas : a) le membre est inapte à s'acquitter de ses responsabilités professionnelles; b) le certificat d'inscription dont le membre est titulaire en vertu de la présente	Incapacité

subject to terms, conditions or limitations.

loi devrait être assorti de conditions ou de restrictions.

Powers of Fitness to Practise Committee	<p>(3) If the Fitness to Practise Committee finds a member to be incapacitated, it shall make an order doing one or more of the following:</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Directing the Registrar to revoke the member's certificate of registration.</li><li>2. Directing the Registrar to suspend the member's certificate of registration for a specified period, not exceeding 24 months.</li><li>3. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions or limitations on the member's certificate of registration.</li><li>4. Directing that the imposition of a penalty be postponed for a specified period and not be imposed if specified terms are met within that period.</li></ol>	<p>(3) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'un membre est frappé d'incapacité, il rend une ordonnance visant une ou plusieurs des fins suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Enjoindre au registrateur de révoquer le certificat d'inscription du membre.</li><li>2. Enjoindre au registrateur de suspendre, pendant une période précisée qui ne dépasse pas 24 mois, le certificat d'inscription du membre.</li><li>3. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions ou de restrictions précisées le certificat d'inscription du membre.</li><li>4. Ordonner que l'imposition d'une pénalité soit différée pendant une période précisée et que la pénalité ne soit pas imposée si les conditions précisées sont remplies au cours de cette période.</li></ol>	Pouvoirs du comité d'aptitude professionnelle
Same	<p>(4) In making an order under paragraph 4 of subsection (3), the Committee may specify the terms that it considers appropriate, including but not limited to terms requiring the production to the Committee of evidence satisfactory to it that any physical or mental condition or disorder in respect of which the penalty was imposed has been resolved.</p>	<p>(4) Lorsqu'il rend une ordonnance aux termes de la disposition 4 du paragraphe (3), le comité peut préciser les conditions qu'il juge appropriées, notamment des conditions qui exigent du membre qu'il produise au comité des preuves qui le convainquent que l'affection physique ou mentale ou les troubles physiques ou mentaux qui ont donné lieu à la pénalité ont été surmontés.</p>	Idem
Same	<p>(5) In making an order revoking or suspending a certificate of registration or imposing terms, conditions or limitations on a certificate of registration, the Committee may fix a period during which the member may not apply under section 29.</p>	<p>(5) Lorsqu'il rend une ordonnance visant à révoquer ou à suspendre un certificat d'inscription ou à assortir un tel certificat de conditions ou de restrictions, le comité peut fixer un délai dans lequel le membre ne peut présenter de demande en vertu de l'article 29.</p>	Idem
Publication on request	<p>(6) The Fitness to Practise Committee shall cause a determination by the Committee that an allegation of incapacity was unfounded to be published in the official publication of the College, on the request of the member against whom the allegation was made.</p>	<p>(6) Si le comité d'aptitude professionnelle conclut qu'une allégation d'incapacité n'était pas fondée, il fait publier cette conclusion dans la publication officielle de l'Ordre sur demande du membre en cause.</p>	Publication sur demande
Costs	<p>(7) If the Fitness to Practise Committee believes that the commencement of the proceeding was unwarranted, the Committee may order that the College reimburse the member for his or her costs or the portion of them fixed by the Committee.</p>	<p>(7) Si le comité d'aptitude professionnelle croit que l'introduction de l'instance était injustifiée, il peut ordonner à l'Ordre de rembourser au membre tout ou partie des frais que fixe le comité.</p>	Frais
Procedure on hearings	<p>28. (1) This section applies to hearings of the Discipline Committee under section 26 and to hearings of the Fitness to Practise Committee under section 27.</p>	<p>28. (1) Le présent article s'applique aux audiences que tient le comité de discipline aux termes de l'article 26 et à celles que tient le comité d'aptitude professionnelle aux termes de l'article 27.</p>	Procédure
Parties	<p>(2) The College and the member of the College whose conduct or actions are being investigated are parties to the hearing.</p>	<p>(2) L'Ordre et le membre de l'Ordre dont la conduite ou les actes font l'objet d'une enquête sont parties à l'audience.</p>	Parties

Examination  
of document-  
ary evidence

(3) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.

(3) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.

Examen de  
la preuve do-  
cumentaire

Members  
holding  
hearing not  
to have taken  
part in  
investigation

(4) Members of the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee holding a hearing shall not have taken part before the hearing in any investigation of the subject-matter of the hearing, other than as a member of the Council or Executive Committee considering the referral of the matter to the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee, and shall not communicate directly or indirectly about the subject-matter of the hearing with any person or with any party or representative of a party except on notice to and opportunity for all parties to participate.

(4) Les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle qui tiennent une audience ne doivent pas avoir pris part, avant l'audience, à une enquête portant sur l'objet de l'audience, si ce n'est à titre de membre du conseil ou du bureau qui examine le renvoi de la question au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle. Ils ne doivent pas non plus communiquer directement ou indirectement avec une personne, une partie ou un représentant de cette dernière au sujet de l'objet de l'audience sauf si toutes les parties en sont avisées et ont l'occasion de participer.

Restriction  
relative aux  
enquêtes

Same

(5) Despite subsection (4), the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee may seek legal advice from an adviser independent from the parties and, in that case, the nature of the advice shall be made known to the parties so that they may make submissions as to the law.

(5) Malgré le paragraphe (4), le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut demander des conseils juridiques à un conseiller indépendant des parties. Dans ce cas, la nature des conseils est communiquée aux parties pour qu'elles puissent présenter des observations quant au droit applicable.

Idem

Discipline  
Committee  
hearings to  
be public

(6) A hearing of the Discipline Committee shall, subject to subsections (7) and (8), be open to the public.

(6) Sous réserve des paragraphes (7) et (8), les audiences du comité de discipline sont publiques.

Caractère  
public des  
audiences

Exceptions

(7) The Discipline Committee may make an order that the public, including members of the College, be excluded from a hearing or any part of a hearing if the Committee is satisfied that,

(7) Le comité de discipline peut rendre une ordonnance excluant le public, y compris les membres de l'Ordre, d'une audience ou d'une partie d'audience s'il est convaincu que, selon le cas :

Exceptions

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that hearings be open to the public;
- (c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced; or
- (d) the safety of a person may be jeopardized.

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel les audiences doivent être publiques;
- c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;
- d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise.

Same

(8) The Discipline Committee may also make an order that the public, including members of the College, be excluded from any part of a hearing in which it will deliberate whether to exclude them from a hearing or a part of a hearing.

(8) Le comité de discipline peut aussi rendre une ordonnance excluant le public, y compris les membres de l'Ordre, de toute partie d'une audience au cours de laquelle il délibérera de la question de savoir s'il doit exclure le public d'une audience ou d'une partie d'audience.

Idem

Fitness to  
Practise  
Committee  
hearings to  
be closed

(9) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall, subject to subsection (10), be closed to the public, including members of the College.

(9) Sous réserve du paragraphe (10), le public, y compris les membres de l'Ordre, est exclu des audiences du comité d'aptitude professionnelle.

Huis clos



Open on request of member in some cases	<p>(10) A hearing of the Fitness to Practise Committee shall be open to the public, including members of the College, if the person who is alleged to be incapacitated requests it in a written notice received by the Registrar before the day the hearing commences, unless the Fitness to Practise Committee is satisfied that,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) matters involving public security may be disclosed;</li> <li>(b) financial or personal or other matters may be disclosed at the hearing of such a nature that the desirability of avoiding public disclosure of them in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of acceding to the request of the person who is alleged to be incapacitated;</li> <li>(c) a person involved in a civil or criminal proceeding may be prejudiced; or</li> <li>(d) the safety of a person may be jeopardized.</li> </ul>	<p>(10) Une audience du comité d'aptitude professionnelle est publique, et les membres de l'Ordre peuvent y assister, si la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité en fait la demande par avis écrit, lequel doit parvenir au registrateur avant le jour où débute l'audience, à moins que le comité ne soit convaincu que, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;</li> <li>b) risquent d'être divulguées lors de l'audience des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt de toute personne concernée ou dans l'intérêt public qu'accéder à la demande de la personne qui fait l'objet de l'allégation d'incapacité;</li> <li>c) une personne engagée dans une instance civile ou criminelle pourrait être lésée;</li> <li>d) la sécurité de quiconque risque d'être compromise.</li> </ul>	Audience publique sur demande du membre dans certains cas
Same	<p>(11) The Fitness to Practise Committee may also make an order that the public, including members of the College, be excluded from any part of a hearing in which it will deliberate whether to exclude them from a hearing or a part of a hearing.</p>	<p>(11) Le comité d'aptitude professionnelle peut aussi rendre une ordonnance excluant le public, y compris les membres de l'Ordre, de toute partie d'une audience au cours de laquelle il délibérera de la question de savoir s'il doit exclure le public d'une audience ou d'une partie d'audience.</p>	Idem
Recording of evidence	<p>(12) The oral evidence taken before the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.</p>	<p>(12) Les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle sont consignés et une copie de leur transcription est fournie à toute partie, à ses frais, sur demande.</p>	Consignation des témoignages
Only members at hearing to participate in decision	<p>(13) No member of the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee shall participate in a decision of the committee following a hearing unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and argument of the parties.</p>	<p>(13) Seuls les membres du comité de discipline ou du comité d'aptitude professionnelle qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité à l'issue d'une audience.</p>	Participation à la décision
Release of documentary evidence	<p>(14) Documents and things put in evidence at a hearing shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee or Fitness to Practise Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.</p>	<p>(14) Les documents et choses produits en preuve à une audience sont remis sur demande par le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.</p>	Remise de la preuve documentaire
Service of decision, reasons	<p>(15) Subject to subsection (16), the committee shall give its decision in writing with reasons and serve it,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) on the parties; and</li> <li>(b) if the matter was referred to the Discipline Committee as a result of a complaint under subsection 24 (1), on the complainant.</li> </ul>	<p>(15) Sous réserve du paragraphe (16), le comité rend sa décision par écrit, accompagnée des motifs, et la signifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) aux parties;</li> <li>b) au plaignant, si la question a été renvoyée au comité de discipline par suite d'une plainte déposée aux termes du paragraphe 24 (1).</li> </ul>	Signification de la décision et motifs
Same	<p>(16) If the hearing was closed, the Discipline Committee or Fitness to Practise Com-</p>	<p>(16) Si l'audience a été tenue à huis clos, le comité de discipline ou le comité d'aptitude</p>	Idem

mittee may, in its discretion, withhold reasons when it serves its decision on the complainant.

#### PART IV REINSTATEMENT AND VARIATION

Reinstatement after disciplinary proceedings

**29. (1)** A person who has had a certificate of registration revoked or suspended as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar to have a new certificate issued or the suspension removed.

Variation after disciplinary proceedings

**(2)** A person who has a certificate of registration that is subject to terms, conditions or limitations as a result of a proceeding before the Discipline Committee may apply in writing to the Registrar for the removal or modification of the terms, conditions or limitations.

Time of application

**(3)** An application under subsection (1) or (2) shall not be made before the expiry of the period fixed for the purpose by the Discipline Committee under subsection 26 (7) or under paragraph 6 of subsection (6), as the case may be.

Same

**(4)** If the Discipline Committee did not fix a period under subsection 26 (7) or under paragraph 6 of subsection (6), an application under subsection (1) or (2) shall not be made earlier than one year from the date of the order under section 26 or the date of the last order made under this section, as the case may be.

Referral to Discipline Committee

**(5)** The Registrar shall refer an application under subsection (1) or (2) to the Discipline Committee.

Order

**(6)** The Discipline Committee may, after a hearing, make an order doing one or more of the following:

1. Refusing the application.
2. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the applicant.
3. Directing the Registrar to remove the suspension of the applicant's certificate of registration.
4. Directing the Registrar to impose specified terms, conditions and limitations on the applicant's certificate of registration.
5. Directing the Registrar to remove any term, condition or limitation on the applicant's certificate of registration.
6. Fixing a period during which the applicant may not apply under this section.

professionnelle peut, à sa discrétion, signifier sa décision au plaignant sans les motifs.

#### PARTIE IV REMISE EN VIGUEUR ET MODIFICATION

**29. (1)** La personne dont le certificat d'inscription a été révoqué ou suspendu à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registrateur qu'un nouveau certificat lui soit délivré ou que la suspension soit annulée.

**(2)** La personne dont le certificat d'inscription est assorti de conditions ou de restrictions à la suite d'une instance devant le comité de discipline peut demander par écrit au registrateur que ces conditions ou restrictions soient supprimées ou modifiées.

**(3)** La demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée avant l'expiration du délai fixé à cette fin par le comité de discipline en vertu du paragraphe 26 (7) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), selon le cas.

**(4)** Si le comité de discipline n'a fixé aucun délai en vertu du paragraphe 26 (7) ou de la disposition 6 du paragraphe (6), la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) ne peut être présentée en-deçà d'un an à compter de la date de l'ordonnance rendue en vertu de l'article 26 ou de la date de la dernière ordonnance rendue en vertu du présent article, selon le cas.

**(5)** Le registrateur renvoie la demande prévue au paragraphe (1) ou (2) au comité de discipline.

**(6)** À la suite d'une audience, le comité de discipline peut, par ordonnance :

1. Refuser la demande.
2. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à l'auteur de la demande.
3. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
4. Enjoindre au registrateur d'assortir de conditions et de restrictions précisées le certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
5. Enjoindre au registrateur de supprimer toute condition ou restriction dont est assorti le certificat d'inscription de l'auteur de la demande.
6. Fixer un délai dans lequel l'auteur de la demande ne peut présenter de demande en vertu du présent article.

Remise en vigueur après une instance disciplinaire

Modification après une instance disciplinaire

Délai de présentation

Idem

Renvoi au comité de discipline

Ordonnance

Parties	(7) The College and the applicant are parties to the hearing under this section.	(7) L'Ordre et l'auteur de la demande sont parties à l'audience tenue aux termes du présent article.	Parties
Examination of documentary evidence	(8) A party to the hearing shall be given an opportunity to examine before the hearing any documents that will be given in evidence at the hearing.	(8) Une partie à l'audience a l'occasion, avant l'audience, d'examiner les documents qui y seront produits en preuve.	Examen de la preuve documentaire
Closed hearings	(9) Hearings of the Discipline Committee under this section shall be closed to the public, including members of the College.	(9) Est exclu des audiences que tient le comité de discipline aux termes du présent article le public, y compris les membres de l'Ordre.	Huis clos
Recording of evidence	(10) If requested by a party, the oral evidence taken before the Discipline Committee under this section shall be recorded and, if requested by a party, copies of a transcript shall be provided to the party at the party's expense.	(10) À la demande d'une partie, les témoignages oraux recueillis devant le comité de discipline aux termes du présent article sont consignés et, à la demande d'une partie, une copie de leur transcription est fournie à celle-ci, à ses frais.	Consignation des témoignages
Only members at hearing to participate in decision	(11) No member of the Discipline Committee shall participate in a decision of the Committee under this section unless he or she was present throughout the hearing and heard the evidence and the argument of the parties.	(11) Seuls les membres du comité de discipline qui ont assisté à toute l'audience et ont entendu les témoignages et les plaidoiries des parties peuvent participer à la décision que rend le comité aux termes du présent article.	Participation à la décision
Release of documentary evidence	(12) Documents and things put in evidence at a hearing under this section shall, on the request of the party who produced them, be returned by the Discipline Committee within a reasonable time after the matter in issue has been finally determined.	(12) Les documents et choses produits en preuve à une audience tenue aux termes du présent article sont remis sur demande par le comité de discipline à la partie qui les a produits, dans un délai raisonnable après qu'il a été statué sur la question en litige.	Remise de la preuve documentaire
Service of decision on parties	(13) The Discipline Committee shall give its decision under this section in writing, with reasons, and shall serve each party with a copy of the decision.	(13) Le comité de discipline rend aux termes du présent article sa décision par écrit, accompagnée des motifs, et en signifie une copie à chacune des parties.	Signification de la décision aux parties
Fitness to Practise Committee	(14) Subsections (1) to (13) apply with necessary modifications to the Fitness to Practise Committee and, for the purpose,  (a) a reference to the Discipline Committee shall be deemed to be a reference to the Fitness to Practise Committee; and  (b) a reference to subsection 26 (7) shall be deemed to be a reference to subsection 27 (5).	(14) Les paragraphes (1) à (13) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au comité d'aptitude professionnelle et, à cet égard :  a) la mention du comité de discipline est réputée une mention du comité d'aptitude professionnelle;  b) la mention du paragraphe 26 (7) est réputée une mention du paragraphe 27 (5).	Comité d'aptitude professionnelle
Reinstatement: no hearing	<b>30.</b> The Council or Executive Committee may, without a hearing, with respect to a person who has had a certificate suspended or revoked for any reason under this Act, make an order doing one or more of the following:  1. Directing the Registrar to issue a certificate of registration to the person.  2. Directing the Registrar to remove the suspension of the person's certificate of registration.	<b>30.</b> Dans le cas d'une personne dont le certificat d'inscription a été suspendu ou révoqué pour quelque motif que ce soit en vertu de la présente loi, le conseil ou le bureau peut, par ordonnance et sans tenir d'audience :  1. Enjoindre au registrateur de délivrer un certificat d'inscription à la personne.  2. Enjoindre au registrateur d'annuler la suspension du certificat d'inscription de la personne.	Remise en vigueur : aucune audience



## PART V APPEALS TO COURT

Appeal to court

**31. (1)** A party to a proceeding before the Registration Appeals Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practise Committee may appeal to the Divisional Court, in accordance with the rules of court, from the decision or order of the committee.

Same

**(2)** For purposes of this section, a person who requests a review under section 20 is a party to the review by the Registration Appeals Committee.

Certified copy of record

**(3)** On the request of a party desiring to appeal to the Divisional Court and on payment of the fee prescribed by the by-laws for the purpose, the Registrar shall give the party a certified copy of the record of the proceeding, including any documents received in evidence and the decision or order appealed from.

Powers of court on appeal

**(4)** An appeal under this section may be made on questions of law or fact or both and the court may affirm or may rescind the decision of the committee appealed from and may exercise all powers of the committee and may direct the committee to take any action which the committee may take and that the court considers appropriate and, for the purpose, the court may substitute its opinion for that of the committee or the court may refer the matter back to the committee for rehearing, in whole or in part, in accordance with any directions the court considers appropriate.

Effect of appeal

**(5)** An appeal from a decision or order of a committee mentioned in subsection (1) does not operate as a stay of that decision or order.

## PART VI REGISTRAR'S POWERS OF INVESTIGATION

Registrar's investigation

**32. (1)** If the Registrar believes on reasonable and probable grounds,

- (a) that a member of the College has committed an act of professional misconduct or is incompetent or incapacitated;
- (b) that there is cause to refuse to issue a certificate applied for under this Act;
- (c) that there is cause to suspend or revoke a certificate issued under this Act; or
- (d) that there is cause to impose terms, conditions or limitations on a certificate applied for or issued under this Act,

## PARTIE V APPELS

**31. (1)** Une partie à une instance devant le comité d'appel des inscriptions, le comité de discipline ou le comité d'aptitude professionnelle peut interjeter appel devant la Cour divisionnaire de la décision ou de l'ordonnance du comité conformément aux règles de pratique.

Appel

**(2)** Pour l'application du présent article, la personne qui sollicite un examen en vertu de l'article 20 est partie à l'examen qu'effectue le comité d'appel des inscriptions.

Idem

**(3)** À la demande d'une partie qui souhaite interjeter appel devant la Cour divisionnaire et sur acquittement des droits prescrits par les règlements administratifs à cet effet, le registraire remet à la partie une copie certifiée conforme du dossier de l'instance, y compris les documents reçus en preuve et la décision ou l'ordonnance portée en appel.

Copie conforme du dossier

**(4)** L'appel interjeté en vertu du présent article peut porter sur des questions de droit ou de fait, ou les deux. Le tribunal peut confirmer ou annuler la décision du comité portée en appel, exercer les pouvoirs du comité et enjoindre à celui-ci de prendre toute mesure qu'il est habilité à prendre et que le tribunal juge appropriée. À cette fin, le tribunal peut substituer son opinion à celle du comité ou lui renvoyer la question pour qu'il l'entende de nouveau, en totalité ou en partie, conformément aux directives que le tribunal juge appropriées.

Pouvoirs du tribunal saisi de l'appel

**(5)** L'appel d'une décision ou d'une ordonnance d'un comité visé au paragraphe (1) n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de cette décision ou de cette ordonnance.

Effet de l'appel

## PARTIE VI POUVOIRS D'ENQUÊTE DU REGISTRATEUR

**32. (1)** Le registraire peut nommer un ou plusieurs enquêteurs chargés d'établir le bien-fondé de ses prétentions s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables :

Enquête du registraire

- a) soit qu'un membre de l'Ordre a commis une faute professionnelle ou est incompetent ou frappé d'incapacité;
- b) soit qu'il y a lieu de refuser de délivrer un certificat demandé en vertu de la présente loi;
- c) soit qu'il y a lieu de suspendre ou de révoquer un certificat délivré en vertu de la présente loi;
- d) soit qu'il y a lieu d'assortir de conditions ou de restrictions un certificat demandé ou délivré en vertu de la présente loi.

the Registrar may appoint one or more investigators to investigate whether such act has occurred, such incompetence or incapacity exists or there is such cause.

Approval of Executive Committee

(2) The Registrar shall not make an appointment under subsection (1) without the approval of the Executive Committee.

(2) Le registrateur ne peut procéder à la nomination visée au paragraphe (1) sans l'approbation du bureau.

Approbation du bureau

Powers of investigator

(3) The investigator may inquire into and examine the conduct or actions of the member to be investigated as the conduct or actions relate to the matter the Registrar sought to be investigated in appointing the investigator.

(3) L'enquêteur peut examiner la conduite ou les actes du membre qui doit faire l'objet de l'enquête dans la mesure où cette conduite ou ces actes se rapportent à la question sur laquelle le registrateur, en nommant l'enquêteur, voulait faire porter l'enquête.

Pouvoirs de l'enquêteur

Same

(4) The investigator has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commission under Part II of the *Public Inquiries Act*.

(4) Pour les besoins de l'enquête, l'enquêteur est investi des pouvoirs conférés à une commission par la partie II de la *Loi sur les enquêtes publiques*.

Idem

Same

(5) The investigator may, on production of his or her appointment, enter at any reasonable time the place of work of the member or the premises of the member's employer and may examine anything found there that is relevant to the investigation.

(5) L'enquêteur peut, sur production de l'acte de sa nomination, pénétrer à toute heure raisonnable dans le lieu de travail du membre ou dans les locaux de son employeur et examiner tout ce qui est pertinent.

Idem

Obstruction of investigator

(6) No person shall obstruct an investigator in the course of his or her duties or withhold or conceal from him or her or destroy anything that is relevant to the investigation.

(6) Nul ne doit entraver le travail d'un enquêteur dans l'exercice de ses fonctions, ni garder par-devers soi, lui dissimuler ou détruire quoi que ce soit qui est pertinent.

Entrave au travail de l'enquêteur

Entries and searches

33. (1) A justice of the peace may, on the application of an investigator, issue a warrant authorizing the investigator to enter and search a place and examine anything that is relevant to the investigation if the justice of the peace is satisfied that the investigator has been properly appointed and that there are reasonable and probable grounds for believing that,

33. (1) Un juge de paix peut décerner à l'enquêteur qui en fait la demande un mandat l'autorisant à pénétrer dans un lieu et à y perquisitionner, ainsi qu'à examiner tout ce qui est pertinent, s'il est convaincu que l'enquêteur a été nommé de façon régulière et qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que :

Perquisitions

(a) the member being investigated has committed an act of professional misconduct or is incompetent or incapacitated; and

a) d'une part, le membre qui fait l'objet de l'enquête a commis une faute professionnelle ou est incompetent ou frappé d'incapacité;

(b) there is something relevant to the investigation at the place.

b) d'autre part, il se trouve quelque chose de pertinent dans ce lieu.

Searches by day unless stated

(2) A warrant issued under subsection (1) does not authorize an entry or search after sunset or before sunrise unless it is expressly stated in the warrant.

(2) Le mandat décerné aux termes du paragraphe (1) n'a pas pour effet d'autoriser une entrée ou une perquisition entre le coucher et le lever du soleil, sauf indication contraire expresse dans le mandat.

Perquisition de jour sauf indication contraire

Assistance and entry by force

(3) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) may be assisted by other persons and may enter a place by force.

(3) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) peut se faire aider par d'autres personnes et peut avoir recours à la force pour y pénétrer.

Aide et recours à la force

Investigator to show identification

(4) An investigator entering and searching a place under the authority of a warrant issued under subsection (1) shall produce his or her identification, on request, to any person at the place.

(4) L'enquêteur qui pénètre dans un lieu et y perquisitionne en vertu d'un mandat décerné aux termes du paragraphe (1) est tenu de présenter une pièce d'identité à toute personne

Obligation de l'enquêteur de présenter une pièce d'identité

Copying of documents and objects	<p><b>34.</b> (1) An investigator may copy, at the College's expense, a document or object that an investigator may examine under section 32 or under the authority of a warrant issued under section 33.</p>	<p><b>34.</b> (1) L'enquêteur peut, aux frais de l'Ordre, faire une copie des documents ou objets qu'il peut examiner en vertu de l'article 32 ou d'un mandat décerné aux termes de l'article 33.</p>	Reproduction de documents et d'objets
Removal of documents and objects	<p>(2) An investigator may remove a document or object described in subsection (1) if,</p> <p>(a) it is not practicable to copy it in the place where it is examined; or</p> <p>(b) a copy of it is not sufficient for the purposes of the investigation.</p>	<p>(2) L'enquêteur peut enlever les documents ou objets visés au paragraphe (1) si, selon le cas :</p> <p>a) il n'est pas possible d'en faire une copie sur les lieux mêmes;</p> <p>b) une copie ne suffit pas pour les besoins de l'enquête.</p>	Enlèvement de documents et d'objets
Return of documents and objects or copies	<p>(3) If it is practicable to copy a document or object removed under subsection (2), the investigator shall,</p> <p>(a) if it was removed under clause (2) (a), return the document or object within a reasonable time; or</p> <p>(b) if it was removed under clause (2) (b), provide the person who was in possession of the document or object with a copy of it within a reasonable time.</p>	<p>(3) S'il est possible de faire une copie des documents ou objets enlevés en vertu paragraphe (2), l'enquêteur :</p> <p>a) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) a), restitue les documents ou objets dans un délai raisonnable;</p> <p>b) s'ils ont été enlevés en vertu de l'alinéa (2) b), fournit à la personne qui était en possession des documents ou objets une copie de ceux-ci, dans un délai raisonnable.</p>	Restitution des documents et objets ou des copies
Copy as evidence	<p>(4) A copy of a document or object certified by an investigator to be a true copy shall be received in evidence in any proceeding to the same extent and shall have the same evidentiary value as the document or object itself.</p>	<p>(4) Les copies de documents ou d'objets qui sont certifiées conformes aux originaux par un enquêteur sont reçues en preuve dans toute instance dans la même mesure que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.</p>	Copies à titre de preuve
Report of investigation	<p><b>35.</b> The Registrar shall report the results of an investigation to one or more of the Executive Committee, the Registration Appeals Committee, the Complaints Committee, the Discipline Committee or the Fitness to Practice Committee, as the Registrar considers appropriate.</p>	<p><b>35.</b> Le registrateur présente un rapport faisant état du résultat de l'enquête au bureau, au comité d'appel des inscriptions, au comité des plaintes, au comité de discipline ou au comité d'aptitude professionnelle, ou à plusieurs d'entre eux, selon ce qu'il juge approprié.</p>	Rapport d'enquête

	<p><b>PART VII</b></p> <p><b>REGULATIONS AND BY-LAWS</b></p>	<p><b>PARTIE VII</b></p> <p><b>RÈGLEMENTS ET RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS</b></p>	
Regulations of College, subject to approval	<p><b>36.</b> (1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council and with prior review by the Minister, the Council may make regulations,</p> <p>1. prescribing classes of certificates of registration and imposing terms, conditions and limitations on the certificates of registration as a class;</p> <p>2. respecting applications for certificates of registration or classes of them and the issuing, suspension, revocation and expiration of the certificates or classes of them;</p>	<p><b>36.</b> (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après examen par le ministre, le conseil peut, par règlement :</p> <p>1. prescrire les catégories de certificats d'inscription et fixer les conditions et les restrictions dont sont assortis les certificats d'inscription d'une catégorie donnée;</p> <p>2. traiter des demandes de certificats d'inscription ou de catégories de ceux-ci et de la délivrance, de la suspension, de la révocation et de l'expiration des certificats ou des catégories de ceux-ci;</p>	Règlements de l'Ordre sous réserve d'approbation



3. prescribing social work programs and equivalent programs and social service work programs and equivalent programs for the purposes of section 18 (registration);
  4. prescribing standards, qualifications and other requirements for the issue of certificates of registration, including, without limiting the generality of the foregoing, prescribing combinations of academic qualifications and practical experience sufficient for membership;
  5. defining specialties in the professions, providing for certificates relating to those specialties and the qualifications for and suspension and revocation of those certificates and governing the use of prescribed terms, titles or designations by members of the College indicating a specialization in the professions;
  6. prescribing ongoing education requirements for members of the College;
  7. requiring and providing for the inspection and examination of premises used in connection with the practice of the profession and of equipment, books, accounts, reports and records of members of the College relating to their practices;
  8. prescribing what constitutes a conflict of interest in the practice of social work and regulating or prohibiting the practice of social work in cases where there is a conflict of interest;
  9. prescribing what constitutes a conflict of interest in the practice of social service work and regulating or prohibiting the practice of social service work in cases where there is a conflict of interest;
  10. defining professional misconduct for the purposes of clause 26 (2) (c);
  11. respecting the promotion or advertising of the practice of the professions;
  12. respecting the reporting and publication of decisions of committees;
  13. requiring members of the College to keep records in respect of their practice and prescribing the contents of those records;
  14. regulating or prohibiting the use of terms, titles and designations by mem-
3. prescrire les programmes de travail social et les programmes équivalents ainsi que les programmes de techniques de travail social et les programmes équivalents pour l'application de l'article 18 (inscription);
  4. prescrire les normes, les qualités requises et les autres conditions de délivrance des certificats d'inscription, notamment prescrire les combinaisons de titres et d'expérience pratique suffisantes pour devenir membre;
  5. définir les spécialités de chacune des professions, prévoir les certificats relatifs à ces spécialités et les qualités nécessaires à leur obtention, prévoir la suspension et la révocation de ces certificats, et régir l'emploi par les membres de l'Ordre des termes, désignations ou titres prescrits qui indiquent une spécialisation dans ces professions;
  6. prescrire des exigences en matière de formation continue des membres de l'Ordre;
  7. exiger et prévoir l'inspection des locaux servant à l'exercice de la profession de même que l'inspection de l'équipement et l'examen des livres, comptes, rapports et dossiers des membres de l'Ordre relatifs à l'exercice de leur profession;
  8. prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts dans l'exercice de la profession de travailleur social et réglementer ou interdire l'exercice de cette profession en cas de conflit d'intérêts;
  9. prescrire ce qui constitue un conflit d'intérêts dans l'exercice de la profession de technicien en travail social et réglementer ou interdire l'exercice de cette profession en cas de conflit d'intérêts;
  10. définir ce qui constitue une faute professionnelle pour l'application de l'alinéa 26 (2) c);
  11. traiter de la promotion de l'exercice de chacune des professions ou de la publicité à cet égard;
  12. traiter du compte rendu et de la publication des décisions des comités;
  13. exiger des membres de l'Ordre qu'ils tiennent des dossiers relativement à l'exercice de leur profession et prescrire le contenu de ces dossiers;
  14. réglementer ou interdire l'emploi par les membres de l'Ordre de certains

bers of the College in respect of their practices;

15. respecting the giving of notice of meetings and hearings that are to be open to the public;
16. providing for the exemption of any member or class of members of the College from any of the regulations made under this section;
17. prescribing conditions to be met before the Registrar issues certificates of registration under subsection 63 (1) or (2);
18. prescribing anything that is referred to in this Act as being prescribed by the regulations.

Examina-  
tions  
permitted

(2) A regulation made under paragraph 4 of subsection (1) may authorize the Registrar to assess the qualifications or competency of potential members by examinations or other means.

By-laws

37. (1) The Council may make by-laws relating to the administrative and domestic affairs of the College including, but not limited to, by-laws,

1. adopting a seal for the College;
2. providing for the execution of documents by the College;
3. respecting banking and finance;
4. fixing the financial year of the College and providing for the audit of the accounts and transactions of the College;
5. respecting the election of Council members, including the requirements for members of the College to be able to vote, electoral districts and election recounts;
6. respecting the qualification of Council members who are elected;
7. prescribing conditions disqualifying elected members of the Council from sitting on the Council and governing the removal of disqualified Council members;
8. prescribing positions of officers of the College, providing for the election or appointment of officers and prescribing the duties of officers;

termes, titres et désignations relativement à l'exercice de leur profession;

15. traiter de la remise des avis des réunions et audiences publiques;
16. prévoir l'exemption de tout membre ou toute catégorie de membres de l'Ordre de l'application de tout règlement pris en application du présent article;
17. prescrire les conditions à remplir avant que ne soient délivrés, par le registra-  
teur, des certificats d'inscription aux termes du paragraphe 63 (1) ou (2);
18. prescrire tout ce qui est indiqué dans la présente loi comme étant prescrit par les règlements.

Examens  
autorisés

(2) Tout règlement pris en application de la disposition 4 du paragraphe (1) peut autoriser le registra-  
teur à évaluer les qualités ou la compétence des membres éventuels en leur faisant passer des examens ou par d'autres moyens.

37. (1) Le conseil peut, par règlement administratif, traiter des affaires administratives et internes de l'Ordre, notamment :

Règlements  
administra-  
tifs

1. adopter le sceau de l'Ordre;
2. prévoir la passation des documents par l'Ordre;
3. traiter des affaires bancaires et financières de l'Ordre;
4. fixer l'exercice de l'Ordre et prévoir la vérification de ses comptes et de ses opérations;
5. traiter de l'élection des membres du conseil, notamment les exigences auxquelles les membres de l'Ordre doivent satisfaire pour pouvoir voter, les cir-  
conscriptions électorales et les nouveaux dépouillements;
6. traiter des qualités requises des mem-  
bres du conseil qui sont élus;
7. prescrire les conditions qui rendent les membres élus du conseil inaptes à y  
siéger et régir la destitution des mem-  
bres du conseil jugés inaptes;
8. prescrire les postes des dirigeants de  
l'Ordre, prévoir leur élection ou leur nomination, et prescrire leurs fonctions;

- |  |  |
|--|--|
| <p>9. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the Council and the duties of members of the Council;</p> <p>10. respecting the calling, holding and conducting of meetings of the members of the College;</p> <p>11. respecting conflict of interest rules for members of the Council, for members of committees and for officers and employees of the College;</p> <p>12. providing for the remuneration of members of the Council and committees, other than persons appointed by the Lieutenant Governor in Council, and for the payment of the expenses of the Council and committees in the conduct of their business;</p> <p>13. respecting the filling of vacancies on the Council or on committees;</p> <p>14. respecting the membership and practices and procedures of the committees required by subsection 14 (1), including</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. the number of members to be appointed to each committee,</li> <li>ii. the terms of office of those members,</li> <li>iii. the conditions disqualifying members of the College from sitting on those committees,</li> <li>iv. the removal of disqualified committee members, and</li> <li>v. the quorum of those committees;</li> </ul> <p>15. respecting the membership, powers, duties and practices and procedures of committees other than those required by subsection 14 (1), including</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. the number of members to be appointed to each committee,</li> <li>ii. the terms of office of those members,</li> <li>iii. the conditions disqualifying members of the College from sitting on those committees,</li> <li>iv. the removal of disqualified committee members, and</li> <li>v. the quorum for those committees;</li> </ul> | <p>9. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des réunions du conseil, ainsi que des fonctions de ses membres;</p> <p>10. traiter de la convocation, de la tenue et du déroulement des assemblées des membres de l'Ordre;</p> <p>11. traiter des règles applicables aux membres du conseil, aux membres des comités ainsi qu'aux dirigeants et employés de l'Ordre en ce qui concerne les conflits d'intérêts;</p> <p>12. prévoir la rémunération des membres du conseil et des comités, à l'exclusion des personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi que le paiement des dépenses du conseil et des comités dans l'exercice de leurs activités;</p> <p>13. traiter de la façon de combler les vacances au sein du conseil ou des comités;</p> <p>14. traiter des règles qui régissent les membres et des règles de pratique et de procédure des comités qu'exige le paragraphe 14 (1), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. le nombre de membres qui doivent être nommés au sein de chaque comité,</li> <li>ii. le mandat de ces membres,</li> <li>iii. les conditions qui rendent les membres de l'Ordre inaptes à siéger à ces comités,</li> <li>iv. la destitution des membres d'un comité jugés inaptes,</li> <li>v. le quorum de ces comités;</li> </ul> <p>15. traiter des règles qui régissent les membres, des pouvoirs, des fonctions et des règles de pratique et de procédure des comités autres que ceux qu'exige le paragraphe 14 (1), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. le nombre de membres qui doivent être nommés au sein de chaque comité,</li> <li>ii. le mandat de ces membres,</li> <li>iii. les conditions qui rendent les membres de l'Ordre inaptes à siéger à ces comités,</li> <li>iv. la destitution des membres d'un comité jugés inaptes,</li> <li>v. le quorum de ces comités;</li> </ul> |
|--|--|



- |   |  |
|---|--|
| <p>16. respecting the composition, practices and procedures of and quorum for panels of committees;</p> <p>17. delegating to the Executive Committee powers and duties of the Council, other than the power to make, amend or revoke regulations or by-laws;</p> <p>18. prescribing a code of ethics and standards of practice for members or classes of members of the College;</p> <p>19. providing for the appointment of investigators;</p> <p>20. respecting the keeping of a register of members of the College, including, but not limited to, prescribing the information that must be kept in the register and information that may be removed from the register;</p> <p>21. requiring members of the College to provide the College with information necessary for establishing and maintaining the register and for establishing and maintaining records necessary for the proper functioning of the College;</p> <p>22. respecting the duties and office of the Registrar and the powers and duties of deputy registrars;</p> <p>23. prescribing procedures for making, amending and revoking by-laws;</p> <p>24. prescribing forms and providing for their use;</p> <p>25. respecting the management of property of the College;</p> <p>26. respecting membership of the College in a national organization of bodies with similar functions, the payment of annual assessments and representation at meetings;</p> <p>27. authorizing the making of grants to advance knowledge or the education of persons wishing to practise social work or social service work, to maintain or improve the standards of practice of social work and social service work or to provide public information about, and encourage interest in, the past and present role of social work and social service work in society;</p> <p>28. requiring members of the College to pay annual fees, fees upon registration, fees for election recounts and continuing education programs and fees for</p> | <p>16. traiter de la composition, des règles de pratique et de procédure et du quorum des sous-comités des comités;</p> <p>17. déléguer au bureau les pouvoirs et fonctions du conseil, sauf le pouvoir de prendre, de modifier ou d'abroger des règlements ou des règlements administratifs;</p> <p>18. prescrire un code de déontologie et des normes d'exercice de la profession pour les membres ou catégories de membres de l'Ordre;</p> <p>19. prévoir la nomination des enquêteurs;</p> <p>20. traiter de la tenue d'un tableau des membres de l'Ordre, notamment prescrire les renseignements qui doivent y figurer et ceux qui peuvent en être supprimés;</p> <p>21. exiger des membres de l'Ordre qu'ils lui fournissent les renseignements nécessaires pour dresser le tableau et le tenir à jour et pour constituer et tenir à jour les dossiers nécessaires à la bonne marche de l'Ordre;</p> <p>22. traiter des fonctions et du poste de registrateur et des pouvoirs et fonctions des registrateurs adjoints;</p> <p>23. prescrire la procédure pour prendre, modifier et abroger des règlements administratifs;</p> <p>24. prescrire des formules et en prévoir l'utilisation;</p> <p>25. traiter de la gestion des biens de l'Ordre;</p> <p>26. traiter de l'affiliation de l'Ordre à une association nationale regroupant des organismes chargés de fonctions analogues, du paiement des cotisations annuelles et de la représentation aux réunions;</p> <p>27. autoriser l'octroi de subventions en vue de faire avancer les connaissances ou de promouvoir l'éducation des personnes qui désirent exercer la profession de travailleur social ou de technicien en travail social, de maintenir ou de relever les normes d'exercice de ces professions, ou encore de renseigner le public sur le rôle présent et passé de ces professions au sein de la société et d'encourager le public à s'y intéresser;</p> <p>28. exiger des membres de l'Ordre qu'ils acquittent les cotisations annuelles, les droits d'inscription, les droits applicables aux nouveaux dépouillements et</p> |
|---|--|

anything the Registrar or a committee of the College is required or authorized to do with respect to members, requiring members to pay penalties for the late payment of any fee and specifying the amount of any such fee or penalty;

29. requiring persons to pay fees, set by the Registrar or by-law, for applying for a certificate and anything the Registrar is required or authorized to do with respect to persons who are not members;
30. authorizing the College to make arrangements for the indemnity of members of the College against professional liability and providing levies to be paid by members;
31. requiring members of the College to have professional liability insurance that satisfies the requirements specified in the by-laws or to belong to a specified association that provides protection against professional liability and requiring members to give proof of the insurance or membership to the Registrar in the manner set out in the by-laws;
32. respecting the designation of life or honorary members of the College and prescribing their rights and privileges;
33. exempting any member or class of member of the College from a by-law made under this section;
34. respecting indemnification by the College of members of the Council, of members of committees and of officers and employees of the College;
35. respecting service of documents and giving of documents.

Meetings by telecommu-  
nications,  
etc.

(2) A by-law made under paragraph 9 or 10 of subsection (1) may provide for the meetings to be held in any manner that allows all the persons participating to communicate with each other simultaneously and instantaneously.

Unanimous  
by-laws

(3) A by-law or resolution signed by all the members of the Council is as valid and effective as if passed at a meeting of the Council called, constituted and held for the purpose.

aux programmes d'éducation permanente et les droits relatifs à tout ce que le registrateur ou un comité de l'Ordre doit ou peut faire à l'égard des membres, exiger des membres qu'ils versent des amendes en cas d'acquiescement des droits en retard, et préciser le montant de ces droits ou amendes;

29. exiger l'acquiescement des droits que fixe le registrateur ou un règlement administratif à l'égard d'une demande de certificat et pour tout ce que le registrateur doit ou peut faire à l'égard des personnes qui ne sont pas membres;
30. autoriser l'Ordre à prendre des arrangements pour la protection de ses membres contre la responsabilité professionnelle et prévoir les contributions que ceux-ci doivent payer;
31. exiger des membres de l'Ordre qu'ils aient une assurance-responsabilité professionnelle qui satisfasse aux exigences précisées dans les règlements administratifs ou qu'ils adhèrent à une association précisée qui offre la protection contre la responsabilité professionnelle, et exiger des membres qu'ils fournissent au registrateur la preuve de leur assurance ou de leur adhésion de la manière prévue dans les règlements administratifs;
32. traiter de la désignation des membres à vie ou des membres honoraires de l'Ordre et prescrire leurs droits et privilèges;
33. exempter tout membre ou toute catégorie de membres de l'Ordre de l'application d'un règlement administratif pris en application du présent article;
34. traiter de l'indemnisation, par l'Ordre, des membres du conseil, des membres des comités ainsi que des dirigeants et employés de l'Ordre;
35. traiter de la signification et de la remise des documents.

(2) Les règlements administratifs pris en application de la disposition 9 ou 10 du paragraphe (1) peuvent prévoir que les réunions ou les assemblées soient tenues de façon que tous les participants puissent communiquer les uns avec les autres simultanément et instantanément.

Réunions ou  
assemblées à  
l'aide des  
télécommu-  
nications

(3) Les règlements administratifs ou les résolutions que signent tous les membres du conseil sont aussi valides et exécutoires que s'ils avaient été adoptés à une réunion du conseil convoquée, formée et tenue à cette fin.

Unanimité à  
l'égard des  
règlements  
administra-  
tifs

Copies of by-laws	(4) The Council shall ensure that a copy of each by-law is given to the Minister.	(4) Le conseil veille à ce qu'une copie des règlements administratifs soit remise au ministre.	Copies des règlements administratifs
Regulations by L. G. in C.	<p><b>38. (1)</b> The Lieutenant Governor in Council may make regulations,</p> <p>(a) prescribing additional functions of the College for the purposes of paragraph 10 of subsection 3 (2);</p> <p>(b) respecting the appointment of persons to the Council under clause 4 (2) (c), including but not limited to regulations specifying how different interests are to be represented on the Council;</p> <p>(c) providing for any transitional matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the establishment of the College or the assumption of powers and duties by the College;</p> <p>(d) providing for any other matters the Lieutenant Governor in Council considers necessary or advisable in connection with the College.</p>	<p><b>38. (1)</b> Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) prescrire les autres fonctions de l'Ordre pour l'application de la disposition 10 du paragraphe 3 (2);</p> <p>b) traiter de la nomination de personnes au conseil aux termes de l'alinéa 4 (2) c), notamment préciser la représentation des intérêts différents au conseil;</p> <p>c) traiter de toute question transitoire que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaire ou souhaitable en rapport avec la création de l'Ordre ou la prise en charge de pouvoirs et de fonctions par l'Ordre;</p> <p>d) traiter de toute autre question que le lieutenant-gouverneur en conseil juge nécessaire ou souhaitable en ce qui concerne l'Ordre.</p>	Règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil
Conflict	(2) In the event of a conflict between a regulation made under clause (1) (c) and this Act, the regulation prevails.	(2) Les dispositions des règlements pris en application de l'alinéa (1) c) l'emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi.	Incompatibilité
Regulations and by-laws: general or specific	<b>39. (1)</b> A regulation or by-law made under this Act may be general or specific.	<b>39. (1)</b> Les règlements et les règlements administratifs pris en application de la présente loi peuvent avoir une portée générale ou particulière.	Portée des règlements et des règlements administratifs
Same	(2) Without limiting the generality of subsection (1), a regulation or by-law may be limited in its application to any class of members of the College, certificates or qualifications.	(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), les règlements et les règlements administratifs peuvent être restreints à une catégorie de membres de l'Ordre, de certificats ou de compétences.	Idem
Copies of regulations, by-laws	<b>40. (1)</b> The Council shall ensure that a copy of each regulation and by-law made under this Act is available for public inspection in the office of the College.	<b>40. (1)</b> Le conseil veille à ce qu'une copie des règlements et règlements administratifs pris en application de la présente loi soit mise à la disposition du public aux fins de consultation dans les bureaux de l'Ordre.	Copies des règlements et des règlements administratifs
Same	(2) The Registrar shall provide to any person on payment of a reasonable charge, a copy of any regulation or by-law made under this Act.	(2) Le registrateur fournit à quiconque acquitte des droits raisonnables une copie de tout règlement ou règlement administratif pris en application de la présente loi.	Idem

#### PART VIII REPORTS TO COLLEGE CONCERNING MEMBERS' CONDUCT

Employer's report, termination for misconduct, etc.	<b>41. (1)</b> A person who, for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity of a member of the College, terminates the employment of the member shall file with the Registrar within 30 days after the termination, a written report setting out the reasons.
---	---

#### PARTIE VIII RAPPORTS À L'ORDRE CONCERNANT LA CONDUITE DES MEMBRES

Rapport de l'employeur : congédiement pour inconduite	<b>41. (1)</b> Quiconque met fin à l'emploi d'un membre de l'Ordre pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité dépose auprès du registrateur, dans les 30 jours suivant le congédiement, un rapport écrit énonçant les motifs de la décision.
---	--



Report to College, intention to terminate for misconduct, etc.	(2) If a person intended to terminate the employment of a member for reasons of professional misconduct, incompetence or incapacity but the person did not do so because the member resigned, the person shall file with the Registrar within 30 days after the resignation a written report setting out the reasons upon which the person intended to act.	(2) Quiconque avait l'intention de mettre fin à l'emploi d'un membre pour des motifs de faute professionnelle, d'incompétence ou d'incapacité, mais ne l'a pas fait parce que le membre a démissionné, dépose auprès du registraire, dans les 30 jours suivant la démission, un rapport écrit énonçant les motifs justifiant son intention d'agir.	Rapport à l'Ordre sur l'intention de congédier un membre pour incompétence
Employer's report, member convicted of offence	42. (1) A person shall promptly notify the College in writing if the person becomes aware that a member of the College who is or has been employed by the person has been convicted of an offence under the <i>Criminal Code</i> (Canada) involving sexual conduct.	42. (1) Avise l'Ordre promptement par écrit, la personne qui apprend qu'un membre de l'Ordre qui est ou a déjà été employé par elle a été déclaré coupable d'une infraction au <i>Code criminel</i> (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel.	Rapport de l'employeur : membre déclaré coupable d'une infraction
Member's report, member convicted of offence	(2) A member of the College shall promptly notify the College in writing if he or she is convicted of an offence under the <i>Criminal Code</i> (Canada) involving sexual conduct.	(2) Le membre de l'Ordre avise celui-ci promptement par écrit s'il est déclaré coupable d'une infraction au <i>Code criminel</i> (Canada) liée à un comportement d'ordre sexuel.	Rapport du membre déclaré coupable d'une infraction
Member's report, sexual abuse by another member	43. (1) A member of the College shall file a report to the College in accordance with section 44 if, in the course of his or her practice, the member obtains reasonable grounds to believe that another member has sexually abused a client.	43. (1) Le membre de l'Ordre dépose un rapport auprès de celui-ci conformément à l'article 44 si, dans l'exercice de sa profession, il lui est donné des motifs raisonnables de croire qu'un autre membre a infligé des mauvais traitements d'ordre sexuel à un client.	Rapport du membre : allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel par un autre membre
Exception	(2) A member is not required to file a report under subsection (1) if the member does not have information to identify the member who would be the subject of the report.	(2) Le membre n'est pas tenu de déposer un rapport aux termes du paragraphe (1) s'il n'a pas de renseignements permettant d'identifier le membre qui ferait l'objet du rapport.	Exception
Information from client	(3) If a member is required to file a report because of reasonable grounds obtained from one of the member's clients, the member shall use his or her best efforts to advise the client of the requirement to file the report before doing so.	(3) Le membre qui est tenu de déposer un rapport en raison de motifs raisonnables acquis auprès d'un de ses clients fait tout en son pouvoir pour informer le client de cette exigence avant de déposer le rapport.	Renseignements provenant d'un client
Definition	(4) In this section and section 44, "sexual abuse", with respect to a client by a member of the College means, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) sexual intercourse or another form of physical sexual relations between the member and the client,</li> <li>(b) touching, of a sexual nature, of the client by the member, or</li> <li>(c) behaviour or remarks of a sexual nature by the member towards the client, other than behaviour or remarks of a clinical nature appropriate to the service provided.</li> </ul>	(4) La définition qui suit s'applique au présent article et à l'article 44. <p>«mauvais traitements d'ordre sexuel» Dans le cas de tels traitements infligés à un client par un membre de l'Ordre, s'entend, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) des rapports sexuels ou de toute autre forme de rapports physiques d'ordre sexuel entre le membre et le client;</li> <li>b) des attouchements d'ordre sexuel du client par le membre;</li> <li>c) des comportements ou des remarques d'ordre sexuel du membre à l'endroit du client, à l'exception des comportements ou des remarques de nature clinique qui sont appropriés au service fourni.</li> </ul>	Définition
Time for filing report	44. (1) A report under section 43 shall be filed, <ul style="list-style-type: none"> <li>(a) forthwith, if the person who is required to file the report has reasonable grounds to believe that the member will continue to sexually abuse the client or will sexually abuse other clients; or</li> </ul>	44. (1) Le rapport visé à l'article 43 est déposé : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) sans délai, si la personne qui est tenue de le déposer a des motifs raisonnables de croire que le membre continuera d'infliger des mauvais traitements d'or-</li> </ul>	Délai de dépôt du rapport

		dre sexuel au client ou en infligera à d'autres clients;	
	(b) within 30 days after the obligation to report arose, otherwise.	b) dans les 30 jours qui suivent le jour où naît l'obligation de déposer un rapport, dans les autres cas.	
Contents of report	(2) The report shall include,	(2) Le rapport doit contenir :	Contenu du rapport
	(a) the name of the person filing the report;	a) le nom de la personne qui dépose le rapport;	
	(b) the name of the member who is the subject of the report;	b) le nom du membre qui fait l'objet du rapport;	
	(c) an explanation of the alleged sexual abuse;	c) une explication des mauvais traitements d'ordre sexuel faisant l'objet de l'allégation;	
	(d) if the grounds of the person filing the report are related to a particular client of the member who is the subject of the report, the name of that client, subject to subsection (3).	d) sous réserve du paragraphe (3), le nom du client du membre qui fait l'objet du rapport si les motifs de la personne qui dépose le rapport sont liés à ce client.	
Consent required re name	(3) The name of a client who may have been sexually abused shall not be included in a report unless the client, or if the client is incapable, the client's representative, consents in writing to the inclusion of the client's name.	(3) Le nom d'un client qui peut avoir été victime de mauvais traitements d'ordre sexuel ne doit pas figurer dans le rapport sans le consentement écrit du client ou, si celui-ci est incapable, de son représentant.	Consentement requis
No proceeding against person reporting	45. No proceeding shall be instituted against a person for filing a report in good faith under this Part.	45. Sont irrecevables les instances introduites contre une personne pour avoir déposé de bonne foi un rapport aux termes de la présente partie.	Immunité touchant les rapports

## PART IX MISCELLANEOUS

Use of title, social worker 46. (1) No person except a registered social worker shall use the English title "social worker" or "registered social worker" or the French title "travailleur social" or "travailleur social inscrit" or an abbreviation of any of those titles to represent expressly or by implication that he or she is a social worker or registered social worker.

Same (2) No person except a registered social worker shall represent or hold out expressly or by implication that he or she is a social worker or a registered social worker.

Use of title, social service worker 47. (1) No person except a registered social service worker shall use the English title "social service worker" or "registered social service worker" or the French title "technicien en travail social" or "technicien en travail social inscrit" or an abbreviation of any of those titles to represent expressly or by implication that he or she is a social service worker or registered social service worker.

Same (2) No person except a registered social service worker shall represent or hold out

## PARTIE IX DISPOSITIONS DIVERSES

46. (1) Quiconque n'est pas travailleur social inscrit ne doit employer le titre de «travailleur social» ou de «travailleur social inscrit» en français ou le titre de «social worker» ou de «registered social worker» en anglais ou une abréviation de l'un ou l'autre de ces titres pour se présenter expressément ou implicitement comme un travailleur social ou un travailleur social inscrit.

(2) Quiconque n'est pas travailleur social inscrit ne doit, expressément ou implicitement, se présenter comme un travailleur social ou un travailleur social inscrit, ni se faire passer pour l'un ou l'autre.

47. (1) Quiconque n'est pas technicien en travail social inscrit ne doit employer le titre de «technicien en travail social» ou de «technicien en travail social inscrit» en français ou le titre de «social service worker» ou de «registered social service worker» en anglais ou une abréviation de l'un ou l'autre de ces titres pour se présenter expressément ou implicitement comme un technicien en travail social ou un technicien en travail social inscrit.

(2) Quiconque n'est pas technicien en travail social inscrit ne doit, expressément ou

Emploi du titre de travailleur social

Idem

Emploi du titre de technicien en travail social

Idem

expressly or by implication that he or she is a social service worker or a registered social service worker.

Right to use French

48. (1) A person has the right to use French in all dealings with the College.

Same

(2) The Council shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that persons may use French in all dealings with the College.

Limitation

(3) The right to use French given by this section is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.

Definition

(4) In this section,

“dealings” means any practice or procedure available to the public or to members of the College and includes giving or receiving communications, information or notices, making applications, taking examinations or tests and participating in programs or in hearings or reviews.

Immunity of College

49. No proceeding for damages shall be instituted against the College, the Council, a committee of the College, a member of the Council or a committee of the College, or an officer, employee, agent or appointee of the College for any act done in good faith in the performance or intended performance of a duty or in the exercise or the intended exercise of a power under this Act, a regulation or a by-law, or for any neglect or default in the performance or exercise in good faith of the duty or power.

Confidentiality

50. (1) Every person engaged in the administration of this Act, including an investigator appointed under section 32, shall preserve secrecy with respect to all information that comes to his or her knowledge in the course of his or her duties and shall not communicate any of those matters to any other person except,

- (a) as may be required in connection with the administration of this Act and the regulations and by-laws or any proceeding under this Act or the regulations or by-laws;
- (b) to his or her counsel;
- (c) with the consent of the person to whom the information relates;

implicite, se présenter comme un technicien en travail social ou un technicien en travail social inscrit, ni se faire passer pour l'un ou l'autre.

48. (1) Quiconque a le droit d'utiliser le français dans ses rapports avec l'Ordre.

Droit d'utilisation du français

(2) Le conseil prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte que quiconque puisse utiliser le français dans ses rapports avec l'Ordre.

Idem

(3) Le droit d'utilisation du français que confère le présent article est assujéti aux limites qui sont raisonnables dans les circonstances.

Restriction

(4) La définition qui suit s'applique au présent article.

Définition

«rapports» S'entend de toute pratique ou procédure concernant le public ou les membres de l'Ordre. S'entend en outre du fait de donner ou de recevoir des communications, des renseignements ou des avis, de présenter des demandes, de passer des examens ou des tests et de prendre part à des programmes, à des audiences ou à des examens.

49. Sont irrecevables les instances en dommages-intérêts introduites contre l'Ordre, le conseil, un comité de l'Ordre, un membre du conseil ou d'un comité de l'Ordre, un dirigeant, un employé ou un mandataire de l'Ordre ou une personne nommée par l'Ordre pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribue la présente loi, un règlement ou un règlement administratif, ou pour une négligence ou un manquement dans l'exercice de bonne foi de cette fonction ou de ce pouvoir.

Immunité de l'Ordre

50. (1) Quiconque travaille à l'application de la présente loi, y compris un enquêteur nommé en vertu de l'article 32, est tenu au secret à l'égard de tous les renseignements venant à sa connaissance dans l'exercice de ses fonctions et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf :

Secret professionnel

- a) dans la mesure où l'exige l'application de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs ou toute instance introduite sous leur régime;
- b) à son avocat;
- c) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements;



	<p>(d) to a police officer to aid an investigation undertaken with a view to a law enforcement proceeding or from which a law enforcement proceeding is likely to result; or</p> <p>(e) to the extent that the information is available to the public under this Act.</p>	<p>d) à un agent de police afin de faciliter une enquête menée en vue d'une poursuite ou qui aboutira vraisemblablement à une poursuite;</p> <p>e) dans la mesure où les renseignements sont accessibles au public en vertu de la présente loi.</p>	
Definition	<p>(2) In clause (1) (d),</p> <p>“law enforcement proceeding” means a proceeding in a court or tribunal that could result in a penalty or sanction being imposed.</p>	<p>(2) La définition qui suit s'applique à l'alinéa (1) d).</p> <p>«poursuite» Instance devant un tribunal judiciaire ou administratif qui pourrait donner lieu à l'imposition d'une peine ou d'une sanction.</p>	Définition
Limitation	<p>(3) No person described in subsection (1) shall disclose, under clause (1) (d), any information with respect to a person other than a member.</p>	<p>(3) Aucune personne visée au paragraphe (1) ne doit divulguer, aux termes de l'alinéa (1) d), des renseignements relatifs à une personne autre qu'un membre.</p>	Restriction
No requirement	<p>(4) Nothing in clause (1) (d) shall require a person described in subsection (1) to disclose information to a police officer unless the information is required to be produced under a warrant.</p>	<p>(4) L'alinéa (1) d) n'a pas pour effet d'exiger d'une personne visée au paragraphe (1) qu'elle divulgue des renseignements à un agent de police à moins qu'ils ne doivent être produits aux termes d'un mandat.</p>	Aucune exigence
Persons not compellable	<p>(5) No person to whom subsection (1) applies shall be compelled to give testimony in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or a judicial review relating to a proceeding under this Act, with regard to information obtained in the course of his or her duties.</p>	<p>(5) Aucune personne visée au paragraphe (1) ne doit être contrainte à témoigner dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant, au sujet de renseignements qu'elle a obtenus dans l'exercice de ses fonctions.</p>	Contraignabilité
Documents not admissible	<p>(6) No record of a proceeding under this Act and no document or thing prepared for or statement given at such a proceeding and no order or decision made in such a proceeding is admissible in any civil proceeding, other than a proceeding under this Act or an appeal or judicial review relating to a proceeding under this Act.</p>	<p>(6) Le dossier d'une instance introduite en vertu de la présente loi, les documents ou choses préparés aux fins de celle-ci, les déclarations qui y sont faites ainsi que les ordonnances ou décisions qui y sont rendues ne sont pas admissibles en preuve dans une instance civile, à l'exclusion d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un appel ou d'une révision judiciaire s'y rapportant.</p>	Documents inadmissibles
Service of notice or document	<p><b>51.</b> (1) A notice or document to be given or served under this Act is sufficiently given or served if it is,</p> <p>(a) delivered personally;</p> <p>(b) sent by mail; or</p> <p>(c) given or served in accordance with by-laws respecting service.</p>	<p><b>51.</b> (1) L'avis ou le document qui doit être donné, remis ou signifié aux termes de la présente loi l'est suffisamment :</p> <p>a) s'il est remis à personne;</p> <p>b) s'il est envoyé par la poste;</p> <p>c) s'il est donné, remis ou signifié conformément aux règlements administratifs portant sur la signification.</p>	Signification
Same	<p>(2) If a notice or document is sent by mail addressed to a person at the last address of the person in the records of the College, there is a rebuttable presumption that the notice or document is delivered to the person on the fifth day after the day of mailing.</p>	<p>(2) Si un avis ou un document est envoyé par la poste à la dernière adresse connue du destinataire telle qu'elle figure dans les dossiers de l'Ordre, il existe une présomption réfutable selon laquelle cet avis ou ce document est livré au destinataire le cinquième jour qui suit sa mise à la poste.</p>	Idem
Registrar's certificate as evidence	<p><b>52.</b> A statement containing information from the records required to be kept by the</p>	<p><b>52.</b> La déclaration qui contient des renseignements provenant des dossiers que le regis-</p>	Preuve

Registrar under this Act, purporting to be certified by the Registrar under the seal of the College, is admissible in evidence in a court of law as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it, without proof of the appointment or signature of the Registrar and without proof of the seal.

Statutory  
Powers  
Procedure  
Act

**53.** If there is a conflict between this Act, the regulations or the by-laws and the *Statutory Powers Procedure Act*, the provisions of this Act, the regulations and the by-laws prevail.

Compliance  
order

**54.** If it appears to the College that a person does not comply with this Act or the regulations or the by-laws, despite the imposition of a penalty in respect of that non-compliance and in addition to any other rights it may have, the College may apply to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order directing the person to comply with the provision, and the judge may make the order or any other order the judge thinks fit.

Offence, use  
of title

**55.** (1) Every person who contravenes subsection 46 (1) or (2) or subsection 47 (1) or (2) (use of title) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$5,000 for a first offence and not more than \$10,000 for a subsequent offence.

Offence,  
obstruct  
investigator

(2) Every person who contravenes subsection 32 (6) (obstruction of investigator) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Offence,  
false repre-  
sentation

(3) Every person who makes a representation, knowing it to be false, for the purpose of having a certificate issued under this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Offence,  
assist in false  
representa-  
tion

(4) Every person who knowingly assists a person in committing an offence under subsection (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Offence,  
reports by  
employers,  
members

(5) Every person who contravenes section 41 (Employer's report, termination for misconduct, etc.), section 42 (Employer's report, member convicted of offence) or section 43 (Member's Report, sexual abuse by another member) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

trateur doit tenir aux termes de la présente loi et qui se présente comme étant certifiée conforme par le registrateur sous le sceau de l'Ordre est admissible en preuve devant une cour de justice comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la nomination ou de la signature du registrateur, ni celle du sceau de l'Ordre.

**53.** Les dispositions de la présente loi, des règlements et des règlements administratifs l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

*Loi sur  
l'exercice  
des compé-  
tences  
légales*

**54.** S'il semble à l'Ordre qu'une personne ne se conforme pas à la présente loi, aux règlements ou aux règlements administratifs, il peut, malgré l'imposition d'une peine à cet égard et en plus de tout autre recours dont il dispose, demander par requête à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) qu'il rende une ordonnance enjoignant à la personne de se conformer à la disposition, auquel cas le juge peut rendre cette ordonnance ou toute autre ordonnance qu'il estime indiquée.

Ordonnance  
enjoignant  
de se  
conformer

**55.** (1) Quiconque contrevient au paragraphe 46 (1) ou (2) ou au paragraphe 47 (1) ou (2) (emploi du titre) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 5 000 \$ à l'égard d'une première infraction et d'une amende d'au plus 10 000 \$ à l'égard d'une infraction subséquente.

Infraction :  
emploi du  
titre

(2) Quiconque contrevient au paragraphe 32 (6) (entrave au travail de l'enquêteur) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction :  
entrave au  
travail de  
l'enquêteur

(3) Quiconque fait une déclaration qu'il sait fausse en vue de se faire délivrer un certificat en vertu de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction :  
fausses dé-  
clarations

(4) Quiconque aide sciemment une personne à commettre l'infraction prévue au paragraphe (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$.

Infraction :  
aide dans la  
commission  
de l'infraction

(5) Quiconque contrevient à l'article 41 (Rapport de l'employeur : congédiement pour inconduite), à l'article 42 (Rapport de l'employeur : membre déclaré coupable d'une infraction) ou à l'article 43 (Rapport du membre : allégation de mauvais traitements d'ordre sexuel par un autre membre) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Infraction :  
rapports  
par les em-  
ployeurs ou  
les membres

Offence re  
preserving  
secrecy

(6) A person who contravenes subsection 50 (1) (Confidentiality) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000.

Review by  
Minister

56. (1) The Minister shall conduct a review of this Act within five years after this section comes into force.

Same

(2) The Minister shall,

(a) inform the public when a review under this section begins; and

(b) prepare a written report respecting the review and make that report available to the public.

#### **PART X TRANSITIONAL PROVISIONS, COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

Appointment  
of transi-  
tional  
Council

57. (1) Despite any other provision of this Act, the Minister shall, on the terms determined by the Minister, appoint a transitional Council of the College to act as a transitional Council of the College until the first meeting of the first duly elected and appointed Council.

Composition

(2) The transitional Council shall be composed of an equal number of social workers and social service workers and such other persons as the Minister considers appropriate.

Registrar

(3) The transitional Council shall appoint a Registrar who shall act for the period beginning on the day set out in his or her appointment and ending when the first duly elected and appointed Council appoints a Registrar.

Powers and  
duties of  
transitional  
Council

(4) During the period mentioned in subsection (1), this Act and the Regulations and by-laws apply with respect to the transitional Council as if it were the Council.

Committees  
of transi-  
tional  
Council

58. The transitional Council may establish any committees that it from time to time considers necessary.

Initial  
certificate

59. (1) The Registrar appointed by the transitional Council or the Registrar appointed under subsection 9 (2), as the case may be, shall issue a certificate of registration for social work to an applicant if,

(a) his or her application and the fees prescribed by the by-laws are received by the College before the day that is two years after the day subsection 57 (1) is proclaimed in force; and

(6) Quiconque contrevient au paragraphe 50 (1) (Secret professionnel) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Infraction :  
secret profes-  
sionnel

56. (1) Le ministre effectue un examen de la présente loi dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent article.

Examen par  
le ministre

(2) Le ministre :

Idem

a) d'une part, informe le public de la date où commence l'examen prévu au présent article;

b) d'autre part, prépare un rapport écrit sur l'examen et le met à la disposition du public.

#### **PARTIE X DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

57. (1) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le ministre nomme, aux conditions qu'il précise, un conseil transitoire de l'Ordre chargé d'agir en cette capacité jusqu'à la première réunion du premier conseil dûment élu et nommé.

Nomination  
d'un conseil  
transitoire

(2) Le conseil transitoire se compose d'un nombre égal de travailleurs sociaux et de techniciens en travail social et des autres personnes que le ministre juge appropriées.

Composition

(3) Le conseil transitoire nomme un registrateur qui exerce ses fonctions pendant la période commençant le jour prévu dans l'acte de nomination de ce dernier et prenant fin lorsque le premier conseil dûment élu et nommé nomme un registrateur.

Registrateur

(4) Pendant la période mentionnée au paragraphe (1), la présente loi, les règlements et les règlements administratifs s'appliquent à l'égard du conseil transitoire comme s'il était le conseil.

Pouvoirs et  
fonctions du  
conseil tran-  
sitoire

58. Le conseil transitoire peut créer tout comité qu'il juge nécessaire.

Comités du  
conseil tran-  
sitoire

59. (1) Le registrateur nommé par le conseil transitoire ou le registrateur nommé aux termes du paragraphe 9 (2), selon le cas, délivre un certificat d'inscription de travailleur social à l'auteur d'une demande si les conditions suivantes sont réunies :

Certificat  
initial

a) l'Ordre reçoit la demande et les droits prescrits par les règlements administratifs avant le jour qui tombe deux ans après le jour où le paragraphe 57 (1) est proclamé en vigueur;



- (b) the applicant has obtained a degree in social work from a social work program accredited by the Canadian Association of Schools of Social Work, a degree from a social work program or an equivalent program approved by a body prescribed by the regulations or a degree from a social work program or an equivalent program prescribed by the regulations.

- b) l'auteur de la demande a obtenu un diplôme en travail social dans le cadre d'un programme de travail social agréé par l'Association canadienne des écoles de service social, un diplôme dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent approuvé par un organisme que prescrivent les règlements ou un diplôme dans le cadre d'un programme de travail social ou d'un programme équivalent que prescrivent les règlements.

Same

(2) The Registrar appointed by the transitional Council or the Registrar appointed under subsection 9 (2), shall issue a certificate of registration for social service work to an applicant if,

(2) Le registrateur nommé par le conseil transitoire ou le registrateur nommé aux termes du paragraphe 9 (2), selon le cas, délivre un certificat d'inscription de technicien en travail social à l'auteur d'une demande si les conditions suivantes sont réunies :

Idem

- (a) his or her application and the fees prescribed by the by-laws are received by the College before the day that is two years after the day subsection 57 (1) is proclaimed in force; and
- (b) the applicant has obtained a diploma in social service work from a social service work program or an equivalent program, as prescribed by the regulations.

- a) l'Ordre reçoit la demande et les droits prescrits par les règlements administratifs avant le jour qui tombe deux ans après le jour où le paragraphe 57 (1) est proclamé en vigueur;
- b) l'auteur de la demande a obtenu un diplôme en techniques de travail social dans le cadre d'un programme de techniques de travail social ou d'un programme équivalent, selon ce que prescrivent les règlements.

Defer application

(3) The Registrar appointed by the transitional Council may defer an application under this section for a certificate of registration until a Registrar is appointed under subsection 9 (2) if, based on the past conduct or actions of the applicant, the Registrar has reasonable grounds to believe that the applicant will not perform his or her duties as a social worker or a social service worker, as the case may be, in accordance with the law, including, but not limited to, this Act, the regulations and the by-laws.

(3) Le registrateur nommé par le conseil transitoire peut reporter une demande de certificat d'inscription visée au présent article jusqu'à ce qu'un registrateur soit nommé aux termes du paragraphe 9 (2) si, en se basant sur la conduite ou les actes antérieurs de l'auteur de la demande, il a des motifs raisonnables de croire que l'auteur de la demande ne s'acquittera pas de ses fonctions de travailleur social ou de technicien en travail social, selon le cas, conformément à la loi, notamment la présente loi, les règlements et les règlements administratifs.

Demande reportée

Same

(4) Before deferring an application under subsection (3), the Registrar shall give the applicant,

(4) Avant de renvoyer une demande en vertu du paragraphe (3), le registrateur donne à l'auteur de la demande :

Idem

- (a) notice of his or her intention to defer the application; and
- (b) at least 14 days to make written submissions to the Registrar as to why that action should not be taken.

- a) d'une part, un avis de son intention de reporter la demande;
- b) d'autre part, au moins 14 jours pour qu'il lui présente des observations écrites indiquant pourquoi cette mesure ne devrait pas être prise.

Same

(5) The Registrar need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions, other than as provided in this section, before deferring an application under this section.

(5) Le registrateur n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites, si ce n'est comme le prévoit le présent article, avant de reporter une demande en vertu du présent article.

Idem

Revoke  
certificate

**60.** (1) The Registrar appointed by the transitional Council may revoke a certificate of registration issued under section 59 if he or she has reasonable grounds to believe that the past conduct or actions of the member in the course of his or her practice exposes or is likely to expose a person or persons to harm or injury.

Same

(2) Before revoking a certificate under subsection (1), the Registrar shall give the member,

- (a) notice of his or her intention to revoke the certificate; and
- (b) at least 14 days to make written submissions to the Registrar as to why that action should not be taken.

Same

(3) Clause (2) (b) does not apply with respect to the revocation of a certificate of registration if the Registrar believes that the delay would be inappropriate in view of the risk of harm or injury to a person or persons.

Same

(4) The Registrar need not hold a hearing or afford any person an opportunity to make oral or written submissions, other than as provided in this section, before revoking a certificate of registration under this section.

First election  
of Council

**61.** The transitional Council shall hold the election for the elected members of the first duly elected and appointed Council within one year after the transitional Council is appointed.

First annual  
meeting of  
members

**62.** The College shall hold the first annual meeting of the members of the College not more than 15 months after the first duly elected and appointed Council takes office.

Certificate  
without  
academic  
credentials

**63.** (1) During the period of two years following the day the first duly elected and appointed Council takes office, the Registrar shall issue a certificate of registration for social work to an applicant under subsection 18 (1) who does not satisfy the requirements of clause 18 (1) (b) (academic qualifications) if the applicant satisfies the Registrar that he or she has experience in performing the role of a social worker and meets the conditions prescribed by the regulations.

Same

(2) During the period of two years following the day the first duly elected and appointed Council takes office, the Registrar shall issue a certificate of registration for social service work to an applicant under subsection 18 (2) who does not satisfy the requirements of clause 18 (2) (b) (academic qualifications) if the applicant satisfies the

**60.** (1) Le registrateur nommé par le conseil transitoire peut révoquer un certificat d'inscription délivré en vertu de l'article 59 s'il a des motifs raisonnables de croire que la conduite ou les actes antérieurs du membre dans l'exercice de sa profession expose ou exposera vraisemblablement une ou des personnes à un préjudice ou à des blessures.

Révocation  
du certificat

(2) Avant de révoquer un certificat en vertu du paragraphe (1), le registrateur donne au membre :

Idem

- a) d'une part, un avis de son intention de révoquer le certificat;
- b) d'autre part, au moins 14 jours pour qu'il lui présente des observations écrites indiquant pourquoi cette mesure ne devrait pas être prise.

(3) L'alinéa (2) b) ne s'applique pas à l'égard de la révocation d'un certificat d'inscription si le registrateur croit que le retard ne serait pas approprié compte tenu du risque de préjudice ou de blessure à une ou à des personnes.

Idem

(4) Le registrateur n'est pas obligé de tenir d'audience ni d'accorder à qui que ce soit l'occasion de présenter des observations orales ou écrites, si ce n'est comme le prévoit le présent article, avant de révoquer un certificat d'inscription en vertu du présent article.

Idem

**61.** Le conseil transitoire tient, dans l'année qui suit sa nomination, l'élection des membres à élire au premier conseil dûment élu et nommé.

Première  
élection du  
conseil

**62.** L'Ordre tient la première assemblée annuelle de ses membres au plus tard 15 mois après l'entrée en fonction du premier conseil dûment élu et nommé.

Première  
assemblée  
annuelle des  
membres

**63.** (1) Pendant les deux années qui suivent le jour où le premier conseil dûment élu et nommé entre en fonction, le registrateur délivre un certificat d'inscription de travailleur social à l'auteur d'une demande visé au paragraphe 18 (1) qui ne satisfait pas aux exigences de l'alinéa 18 (1) b) (titres) si celui-ci le convainc qu'il possède une expérience de travail à titre de travailleur social et qu'il remplit les conditions que prescrivent les règlements.

Certificat  
sans titres

(2) Pendant les deux années qui suivent le jour où le premier conseil dûment élu et nommé entre en fonction, le registrateur délivre un certificat d'inscription de technicien en travail social à l'auteur d'une demande visé au paragraphe 18 (2) qui ne satisfait pas aux exigences de l'alinéa 18 (2) b) (titres) si celui-ci le convainc qu'il possède une expérience de

Idem

Registrar that he or she has experience in performing the role of a social service worker and meets the conditions prescribed by the regulations.

travail à titre de technicien en travail social et qu'il remplit les conditions que prescrivent les règlements.

Commence-  
ment

64. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

64. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en  
vigueur

Short title

65. The short title of this Act is the *Social Work and Social Service Work Act, 1998*.

65. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 sur le travail social et les techniques de travail social*.

Titre abrégé











CA2011  
XB  
B56



2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 77

## Projet de loi 77

**An Act to endorse the proposed bid of  
the City of Toronto to host the XXIX  
Summer Olympic Games**

**Loi visant à appuyer la candidature  
que se propose de présenter la cité de  
Toronto pour accueillir les XXIX<sup>e</sup>  
Jeux olympiques d'été**

**Mr. Kells**

**M. Kells**

**Private Member's Bill**

**Projet de loi de député**

1st Reading      November 3, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

1<sup>re</sup> lecture      3 novembre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale



## EXPLANATORY NOTE

The Bill endorses the bid that the City of Toronto proposes to make to host the XXIX Summer Olympic Games in the year 2008. The Bill recognizes that Ontario's participation in the bid process is a necessity if it is to be successful. This involvement can only be sustained through mutually acceptable terms enshrined in an agreement between Ontario and the organizers of the Toronto proposal.

The Bill also asks all municipalities in Ontario and citizens of Ontario to support voluntarily the bid.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi appuie la candidature que la cité de Toronto se propose de présenter pour accueillir les XXIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été en 2008. Le projet de loi reconnaît la nécessité pour l'Ontario de participer au processus de candidature si cette dernière doit être retenue. Cette participation ne peut être soutenue qu'à des conditions mutuellement acceptables enchâssées dans une entente conclue entre l'Ontario et les organisateurs de la proposition de Toronto.

Le projet de loi demande également à toutes les municipalités et à tous les citoyens de l'Ontario d'appuyer volontairement la candidature.

**An Act to endorse the proposed bid of  
the City of Toronto to host the XXIX  
Summer Olympic Games**

**Loi visant à appuyer la candidature  
que se propose de présenter la cité de  
Toronto pour accueillir les XXIX<sup>e</sup>  
Jeux olympiques d'été**

## Preamble

The City of Toronto has expressed its intention to submit a bid to the International Olympic Committee (IOC) to host the XXIX Summer Olympic Games in the year 2008.

The ideals of the Olympic movement include promoting a peaceful environment for the education of youth through the practice of sport without discrimination and in a spirit of friendship, solidarity and fair play. Ontario supports those ideals.

Ontario recognizes that if the City of Toronto is successful in a bid to host the Games, the Games can constitute a lasting legacy for the Province in the form of enduring sporting facilities and increased cultural exchanges.

Ontario can enhance the world-wide legitimacy of a bid by the City of Toronto to host the Games by endorsing the bid and encouraging harmony, co-operation and co-ordination among the individuals, organizations, businesses and governments that are involved in the bid. Those actions will also improve the subsequent organization of the Games if the bid is successful.

Ontario supported the City of Toronto in its bid for the 1996 Summer Games. This support included a grant of \$3.102 million and a commitment of \$125 million from non-tax revenue sources to be used for capital facilities.

Ontario has an interest in assuring all Ontario taxpayers that the City of Toronto will provide a full financial accounting for its bid and the subsequent organization of the Games if the bid is successful.

It is therefore reasonable to endorse the bid that the City of Toronto proposes to make to host the XXIX Summer Olympic Games in the year 2008.

## Préambule

La cité de Toronto a exprimé son intention de présenter sa candidature au Comité international olympique (CIO) pour accueillir les XXIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été en 2008.

Les idéaux du mouvement olympique comprennent la promotion d'un environnement paisible favorisant l'éducation des jeunes par la pratique des sports sans discrimination et dans un esprit d'amitié, de solidarité et de franc-jeu. L'Ontario appuie ces idéaux.

L'Ontario reconnaît que si la candidature de la cité de Toronto est retenue et que celle-ci accueille les Jeux, ceux-ci peuvent constituer un héritage durable pour la province sous forme d'installations sportives stables et d'échanges culturels accrus.

L'Ontario peut promouvoir à l'échelon mondial la légitimité d'une candidature par la cité de Toronto pour accueillir les Jeux en appuyant cette candidature et en encourageant l'harmonie, la collaboration et la coordination entre les particuliers, les organismes, les entreprises et les gouvernements qui participent à la candidature. Ces mesures amélioreront également l'organisation subséquente des Jeux si la candidature est retenue.

L'Ontario a appuyé la cité de Toronto relativement à la candidature qu'elle a présentée pour accueillir les Jeux d'été en 1996. Cet appui s'est traduit notamment par une subvention de 3,102 millions de dollars et un engagement s'élevant à 125 millions de dollars provenant de sources de recettes non fiscales aux fins d'utilisation au titre des aménagements fixes.

Il est dans l'intérêt de l'Ontario d'assurer à tous les contribuables de la province que la cité de Toronto fournira une reddition de comptes générale et complète relativement à sa candidature et à l'organisation subséquente des Jeux si la candidature est retenue.

Il est par conséquent raisonnable d'appuyer la candidature que la cité de Toronto se propose de présenter pour accueillir les XXIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été en 2008.



Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Purposes

1. The purposes of this Act are,

- (a) to endorse the bid that the City of Toronto proposes to make to host the XXIX Summer Olympic Games in the year 2008 subject to the terms of the agreement to be finalized with the bid organizers; and
- (b) to encourage the municipalities and citizens of Ontario in all their diversity to unite in support of the bid as further evidence to the IOC of extensive provincial acclaim.

Spending and guarantees

2. (1) Nothing in this Act requires Ontario to spend public money within the meaning of the *Financial Administration Act* or to guarantee any payment of money.

Assurances

(2) Ontario, through the Office of the Ontario Olympics Commissioner, shall detail through a statement to the House, the prerequisite assurances required by the IOC to the Legislative Assembly prior to the final bid proposal meeting of the IOC that is scheduled for Moscow in the Autumn of 2001.

Provincial participation

(3) The May 1991 Report produced by the Ministry of Tourism and Recreation, Olympic Secretariat and entitled, "An Analysis and Report on the Toronto Ontario Bid for the 1996 Summer Olympic Games" was written to be used for a subsequent bid and calls for active participation by Ontario early in the bid process including all elements of management, fundraising, planning and guarantees that are key ingredients of the application and accordingly the Province, through the Office of the Commissioner, may participate in the bid process.

Declaration of support

3. (1) The desire to host a part of the Olympic Games is one of the ultimate forms of support; Ontario represented by the members of the elected Assembly confirms that all municipalities may offer their communities and facilities as potential sites for use as practice sites or venues during the Games.

Same

(2) Ontario requests that the elected councils of all municipalities show their unanimity for the world-wide endeavour that is reflected

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Les objets de la présente loi sont les suivants :

- a) appuyer la candidature que la cité de Toronto se propose de présenter pour accueillir les XXIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été en 2008, sous réserve des conditions de l'entente qui doit être mise au point avec les organisateurs de la candidature;
- b) encourager les municipalités et les citoyens de l'Ontario dans toute leur diversité à s'unir pour appuyer la candidature, prouvant ainsi davantage au CIO qu'elle jouit d'un appui généralisé à l'échelle de la province.

2. (1) La présente loi n'a pas pour effet d'exiger que l'Ontario dépense des deniers publics au sens de la *Loi sur l'administration financière* ou garantisse tout versement de sommes.

(2) L'Ontario, par l'entremise du bureau du commissaire ontarien à la candidature aux Jeux olympiques, donne en détail à l'Assemblée législative dans une déclaration faite devant la Chambre, les assurances préalables que le CIO exige avant la réunion de ce dernier sur la dernière proposition de candidature qui doit se tenir à Moscou à l'automne 2001.

(3) Le rapport qu'a présenté en mai 1991 le Secrétariat olympique du ministère du Tourisme et des Loisirs et intitulé «Analyse et rapport sur la candidature de Toronto et de l'Ontario pour la tenue des Jeux olympiques d'été de 1996» a été conçu de façon à servir à une candidature subséquente; il fait appel à la participation active de l'Ontario au début du processus de candidature, qui comprend notamment tous les éléments de la gestion, du financement, de la planification et de l'offre de garanties qui sont des facteurs-clés de la demande. En conséquence, la province, par l'entremise du bureau du commissaire, peut participer au processus de candidature.

3. (1) Le désir d'accueillir une partie des Jeux olympiques constitue l'une des formes d'appui les plus élevées. L'Ontario, représentée par les membres de l'Assemblée élue, confirme que toutes les municipalités peuvent offrir leurs localités et leurs installations comme emplacements éventuels pouvant être utilisés comme lieux de pratique ou de compétition pendant les Jeux.

(2) L'Ontario demande que les conseils élus de toutes les municipalités expriment leur unanimité à l'égard de cette entreprise d'enver-

Objets

Dépenses et garanties

Assurances

Participation provinciale

Déclaration d'appui

Idem

in the Olympic bid through the voluntary passing of a motion before the June 1999 meeting of the IOC that indicates their unqualified support.

gure mondiale qui se reflète dans la candidature olympique en adoptant volontairement, avant la réunion que doit tenir le CIO en juin 1999, une motion qui indique leur appui inconditionnel.

Agreement	(3) To promote a co-operative relationship between Ontario and TO-Bid, an agreement will be struck before the June 1999 meeting of the IOC which includes a management plan for the development of the bid and the organization of the Games should Toronto win the right to host the XXIX Summer Olympic Games.	(3) Afin de promouvoir une relation de collaboration entre l'Ontario et l'organisme TO-Bid, une entente sera conclue avant la réunion que doit tenir le CIO en juin 1999 qui comprend un plan de gestion pour l'élaboration de la candidature et l'organisation des Jeux si Toronto devait obtenir le droit d'accueillir les XXIX <sup>e</sup> Jeux olympiques d'été.	Entente
Commencement	4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	5. The short title of this Act is the <i>City of Toronto XXIX Summer Olympic Games Bid Endorsement Act, 1998</i> .	5. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1998 appuyant la candidature de la cité de Toronto concernant les XXIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été</i> .	Titre abrégé











2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 77

*(Chapter 32  
Statutes of Ontario, 1998)*

**An Act to endorse the proposed bid of  
the City of Toronto to host the XXIX  
Summer Olympic Games**

**Mr. Kells**

1st Reading	November 3, 1998
2nd Reading	December 3, 1998
3rd Reading	December 17, 1998
Royal Assent	December 18, 1998

## Projet de loi 77

*(Chapitre 32  
Lois de l'Ontario de 1998)*

**Loi visant à appuyer la candidature  
que se propose de présenter la cité de  
Toronto pour accueillir les XXIX<sup>e</sup>  
Jeux olympiques d'été**

**M. Kells**

1 <sup>re</sup> lecture	3 novembre 1998
2 <sup>e</sup> lecture	3 décembre 1998
3 <sup>e</sup> lecture	17 décembre 1998
Sanction royale	18 décembre 1998







**An Act to endorse the proposed bid of  
the City of Toronto to host the XXIX  
Summer Olympic Games**

**Loi visant à appuyer la candidature  
que se propose de présenter la cité de  
Toronto pour accueillir les XXIX<sup>e</sup>  
Jeux olympiques d'été**

## Preamble

The City of Toronto has expressed its intention to submit a bid to the International Olympic Committee (IOC) to host the XXIX Summer Olympic Games in the year 2008.

The ideals of the Olympic movement include promoting a peaceful environment for the education of youth through the practice of sport without discrimination and in a spirit of friendship, solidarity and fair play. Ontario supports those ideals.

Ontario recognizes that if the City of Toronto is successful in a bid to host the Games, the Games can constitute a lasting legacy for the Province in the form of enduring sporting facilities and increased cultural exchanges.

Ontario can enhance the world-wide legitimacy of a bid by the City of Toronto to host the Games by endorsing the bid and encouraging harmony, co-operation and co-ordination among the individuals, organizations, businesses and governments that are involved in the bid. Those actions will also improve the subsequent organization of the Games if the bid is successful.

Ontario supported the City of Toronto in its bid for the 1996 Summer Games. This support included a grant of \$3.102 million and a commitment of \$125 million from non-tax revenue sources to be used for capital facilities.

Ontario has an interest in assuring all Ontario taxpayers that the City of Toronto will provide a full financial accounting for its bid and the subsequent organization of the Games if the bid is successful.

It is therefore reasonable to endorse the bid that the City of Toronto proposes to make to host the XXIX Summer Olympic Games in the year 2008.

## Préambule

La cité de Toronto a exprimé son intention de présenter sa candidature au Comité international olympique (CIO) pour accueillir les XXIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été en 2008.

Les idéaux du mouvement olympique comprennent la promotion d'un environnement paisible favorisant l'éducation des jeunes par la pratique des sports sans discrimination et dans un esprit d'amitié, de solidarité et de franc-jeu. L'Ontario appuie ces idéaux.

L'Ontario reconnaît que si la candidature de la cité de Toronto est retenue et que celle-ci accueille les Jeux, ceux-ci peuvent constituer un héritage durable pour la province sous forme d'installations sportives stables et d'échanges culturels accrus.

L'Ontario peut promouvoir à l'échelon mondial la légitimité d'une candidature par la cité de Toronto pour accueillir les Jeux en appuyant cette candidature et en encourageant l'harmonie, la collaboration et la coordination entre les particuliers, les organismes, les entreprises et les gouvernements qui participent à la candidature. Ces mesures amélioreront également l'organisation subséquente des Jeux si la candidature est retenue.

L'Ontario a appuyé la cité de Toronto relativement à la candidature qu'elle a présentée pour accueillir les Jeux d'été en 1996. Cet appui s'est traduit notamment par une subvention de 3,102 millions de dollars et un engagement s'élevant à 125 millions de dollars provenant de sources de recettes non fiscales aux fins d'utilisation au titre des aménagements fixes.

Il est dans l'intérêt de l'Ontario d'assurer à tous les contribuables de la province que la cité de Toronto fournira une reddition de comptes générale et complète relativement à sa candidature et à l'organisation subséquente des Jeux si la candidature est retenue.

Il est par conséquent raisonnable d'appuyer la candidature que la cité de Toronto se propose de présenter pour accueillir les XXIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été en 2008.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

## Purposes

1. The purposes of this Act are,

- (a) to endorse the bid that the City of Toronto proposes to make to host the XXIX Summer Olympic Games in the year 2008 subject to the terms of the agreement to be finalized with the bid organizers; and
- (b) to encourage the municipalities and citizens of Ontario in all their diversity to unite in support of the bid as further evidence to the IOC of extensive provincial acclaim.

## Spending and guarantees

2. (1) Nothing in this Act requires Ontario to spend public money within the meaning of the *Financial Administration Act* or to guarantee any payment of money.

## Assurances

(2) Ontario, through the Office of the Ontario Olympics Commissioner, shall detail through a statement to the House, the prerequisite assurances required by the IOC to the Legislative Assembly prior to the final bid proposal meeting of the IOC that is scheduled for Moscow in the Autumn of 2001.

## Provincial participation

(3) The May 1991 Report produced by the Ministry of Tourism and Recreation, Olympic Secretariat and entitled, "An Analysis and Report on the Toronto Ontario Bid for the 1996 Summer Olympic Games" was written to be used for a subsequent bid and calls for active participation by Ontario early in the bid process including all elements of management, fundraising, planning and guarantees that are key ingredients of the application and accordingly the Province, through the Office of the Commissioner, may participate in the bid process.

## Declaration of support

3. (1) The desire to host a part of the Olympic Games is one of the ultimate forms of support; Ontario represented by the members of the elected Assembly confirms that all municipalities may offer their communities and facilities as potential sites for use as practice sites or venues during the Games.

## Same

(2) Ontario requests that the elected councils of all municipalities show their unanimity for the world-wide endeavour that is reflected

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Les objets de la présente loi sont les suivants :

- a) appuyer la candidature que la cité de Toronto se propose de présenter pour accueillir les XXIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été en 2008, sous réserve des conditions de l'entente qui doit être mise au point avec les organisateurs de la candidature;
- b) encourager les municipalités et les citoyens de l'Ontario dans toute leur diversité à s'unir pour appuyer la candidature, prouvant ainsi davantage au CIO qu'elle jouit d'un appui généralisé à l'échelle de la province.

2. (1) La présente loi n'a pas pour effet d'exiger que l'Ontario dépense des deniers publics au sens de la *Loi sur l'administration financière* ou garantisse tout versement de sommes.

(2) L'Ontario, par l'entremise du bureau du commissaire ontarien à la candidature aux Jeux olympiques, donne en détail à l'Assemblée législative dans une déclaration faite devant la Chambre, les assurances préalables que le CIO exige avant la réunion de ce dernier sur la dernière proposition de candidature qui doit se tenir à Moscou à l'automne 2001.

(3) Le rapport qu'a présenté en mai 1991 le Secrétariat olympique du ministère du Tourisme et des Loisirs et intitulé «Analyse et rapport sur la candidature de Toronto et de l'Ontario pour la tenue des Jeux olympiques d'été de 1996» a été conçu de façon à servir à une candidature subséquente; il fait appel à la participation active de l'Ontario au début du processus de candidature, qui comprend notamment tous les éléments de la gestion, du financement, de la planification et de l'offre de garanties qui sont des facteurs-clés de la demande. En conséquence, la province, par l'entremise du bureau du commissaire, peut participer au processus de candidature.

3. (1) Le désir d'accueillir une partie des Jeux olympiques constitue l'une des formes d'appui les plus élevées. L'Ontario, représentée par les membres de l'Assemblée élue, confirme que toutes les municipalités peuvent offrir leurs localités et leurs installations comme emplacements éventuels pouvant être utilisés comme lieux de pratique ou de compétition pendant les Jeux.

(2) L'Ontario demande que les conseils élus de toutes les municipalités expriment leur unanimité à l'égard de cette entreprise d'enver-

## Objets

## Dépenses et garanties

## Assurances

## Participation provinciale

## Déclaration d'appui

## Idem



in the Olympic bid through the voluntary passing of a motion before the June 1999 meeting of the IOC that indicates their unqualified support.

gure mondiale qui se reflète dans la candidature olympique en adoptant volontairement, avant la réunion que doit tenir le CIO en juin 1999, une motion qui indique leur appui inconditionnel.

Agreement	(3) To promote a co-operative relationship between Ontario and TO-Bid, an agreement will be struck before the June 1999 meeting of the IOC which includes a management plan for the development of the bid and the organization of the Games should Toronto win the right to host the XXIX Summer Olympic Games.	(3) Afin de promouvoir une relation de collaboration entre l'Ontario et l'organisme TO-Bid, une entente sera conclue avant la réunion que doit tenir le CIO en juin 1999 qui comprend un plan de gestion pour l'élaboration de la candidature et l'organisation des Jeux si Toronto devait obtenir le droit d'accueillir les XXIX <sup>e</sup> Jeux olympiques d'été.	Entente
Commencement	4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	5. The short title of this Act is the <i>City of Toronto XXIX Summer Olympic Games Bid Endorsement Act, 1998</i> .	5. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1998 appuyant la candidature de la cité de Toronto concernant les XXIX<sup>e</sup> Jeux olympiques d'été</i> .	Titre abrégé









CLON  
X B  
-B56



Government  
Publications

2ND SESSION, 36TH LEGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

2<sup>e</sup> SESSION, 36<sup>e</sup> LÉGISLATURE, ONTARIO  
47 ELIZABETH II, 1998

## Bill 78

**An Act to amend the  
Mental Health Act**

**Mr. Patten**

**Private Member's Bill**

1st Reading      November 4, 1998  
2nd Reading  
3rd Reading  
Royal Assent

## Projet de loi 78

**Loi modifiant la  
Loi sur la santé mentale**

**M. Patten**

**Projet de loi de député**

1<sup>re</sup> lecture      4 novembre 1998  
2<sup>e</sup> lecture  
3<sup>e</sup> lecture  
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly  
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative  
de l'Ontario



## EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to facilitate the admission of a person to a psychiatric facility where the person suffers from a mental disorder for which he or she has been previously treated and that has responded well to treatment in the past. A person who suffers from such a mental disorder may be admitted to a psychiatric facility on an involuntary basis if his or her substitute decision-maker consents to the admission. The Bill also provides for patients to be allowed to live outside of the psychiatric facility under a leave agreement. The bill outlines the circumstances under which a leave agreement may be made and the consequences of breaching the terms of the agreement.

## NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de faciliter l'admission à un établissement psychiatrique d'une personne qui souffre d'un trouble mental pour lequel elle a déjà été traitée et qui a bien réagi au traitement dans le passé. La personne qui souffre d'un tel trouble mental peut être admise dans un établissement psychiatrique à titre de malade en cure obligatoire si son mandataire spécial y consent. Le projet de loi prévoit également que les malades sont autorisés à vivre en dehors de l'établissement psychiatrique aux termes d'un accord de sortie. Le projet de loi énonce les circonstances dans lesquelles un tel accord peut être conclu et les conséquences d'une violation de ses conditions.



## An Act to amend the Mental Health Act

## Loi modifiant la Loi sur la santé mentale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Clause 15 (1) (f) of the *Mental Health Act* is amended by striking out “imminent and” at the beginning.

(2) Section 15 of the Act is amended by adding the following subsection:

(1.1) A physician who has examined a person may make application in the prescribed form for a psychiatric assessment of the person if,

- (a) the physician has reasonable cause to believe that the circumstances described in clause (1) (a), (b) or (c) exist;
- (b) the person has previously received medical treatment for a mental disorder and the person responded well to the treatment;
- (c) the physician is of the opinion that,
  - (i) the person is suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received medical treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one, and
  - (ii) the person is likely to suffer serious deterioration if he or she does not receive medical treatment; and
- (d) the physician believes, on reasonable grounds, that the person is incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her admission to a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained.

2. Clause 16 (1) (f) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) L’alinéa 15 (1) f) de la *Loi sur la santé mentale* est modifié par suppression de «imminent et» à la deuxième ligne.

(2) L’article 15 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le médecin qui a examiné une personne peut, sur la formule prescrite, présenter une demande d’évaluation psychiatrique de cette personne si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le médecin a des motifs valables de croire à l’existence des circonstances décrites à l’alinéa (1) a), b) ou c);
- b) la personne a déjà reçu un traitement médical pour un trouble mental auquel elle a bien réagi;
- c) le médecin est d’avis que :
  - (i) d’une part, la personne souffre du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà reçu un traitement médical ou d’un trouble mental semblable,
  - (ii) d’autre part, l’état de la personne risque vraisemblablement de s’aggraver sérieusement si elle ne reçoit pas de traitement médical;
- d) le médecin croit, en se fondant sur des motifs valables, que la personne est incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son admission dans un établissement psychiatrique et le consentement de son mandataire spécial a été obtenu.

2. L’alinéa 16 (1) f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et» à la deuxième ligne.

Same

Idem

**3. Clause 17 (f) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.**

**4. (1) Subclause 20 (1) (c) (iii) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.**

**(2) Section 20 of the Act is amended by adding the following subsection:**

(1.1) The attending physician, after observing and examining a person who is the subject of an application for assessment under section 15 or who is the subject of an order under section 32, shall admit the person as an involuntary patient by completing and filing with the officer in charge a certificate of involuntary admission if,

- (a) the person has previously received medical treatment for a mental disorder and the person responded well to the treatment;
- (b) the attending physician is of the opinion that,
  - (i) the person is suffering from the same mental disorder as the one for which he or she previously received medical treatment or from a mental disorder that is similar to the previous one,
  - (ii) the person is likely to suffer serious deterioration if he or she does not receive medical treatment, and
  - (iii) a psychiatric facility is the best place for treatment given the person's medical history and current medical condition; and
- (c) the person has been found incapable, within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, of consenting to his or her admission to a psychiatric facility and the consent of his or her substitute decision-maker has been obtained.

**(3) Subclause 20 (5) (a) (iii) of the Act is amended by striking out “imminent and” at the beginning.**

**5. The Act is amended by adding the following sections:**

**33.1 (1)** To provide a patient with psychiatric treatment that is less restrictive and less intrusive to the patient than being detained in a psychiatric facility, a physician and either the patient or his or her substitute decision-maker may, subject to subsection (2), enter into a leave agreement according to which the

Same,  
involuntary  
admission

Leave  
agreement

**3. L'alinéa 17 f) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et» à la deuxième ligne.**

**4. (1) Le sous-alinéa 20 (1) c) (iii) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et» à la deuxième ligne.**

**(2) L'article 20 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**

(1.1) Après avoir observé et examiné la personne qui fait l'objet d'une demande d'évaluation visée à l'article 15 ou d'un arrêté pris en vertu de l'article 32, le médecin traitant admet cette personne à titre de malade en cure obligatoire en remplissant et en déposant auprès du dirigeant responsable un certificat d'admission en cure obligatoire si les conditions suivantes sont réunies :

Idem :  
admission  
en cure  
obligatoire

- a) la personne a déjà reçu un traitement médical pour un trouble mental auquel elle a bien réagi;
- b) le médecin traitant est d'avis que :
  - (i) la personne souffre du même trouble mental que celui pour lequel elle a déjà reçu un traitement médical ou d'un trouble mental semblable,
  - (ii) l'état de la personne risque vraisemblablement de s'aggraver sérieusement si elle ne reçoit pas de traitement médical,
  - (iii) un établissement psychiatrique est le meilleur endroit où la personne peut se faire traiter étant donné ses antécédents médicaux et son état de santé actuel;
- c) la personne a été jugée incapable, au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de consentir à son admission dans un établissement psychiatrique et le consentement de son mandataire spécial a été obtenu.

**(3) Le sous-alinéa 20 (5) a) (iii) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et» à la deuxième ligne.**

**5. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :**

**33.1 (1)** Afin de fournir au malade un traitement psychiatrique qui soit moins contraignant et moins perturbateur que la détention dans un établissement psychiatrique, un médecin et le malade ou son mandataire spécial peuvent, sous réserve du paragraphe (2), conclure un accord de sortie selon lequel le ma-

Accord de  
sortie

patient is entitled to live outside the facility subject to such terms or conditions as may be set out in the agreement.

Criteria for entering into agreement

(2) A physician may enter into a leave agreement under this section with a patient or with his or her substitute decision-maker if,

- (a) during the previous two-year period, the patient,
  - (i) has been a patient in a psychiatric facility on three or more separate occasions, or
  - (ii) has entered into a previous leave agreement under this section;
- (b) the patient or his or her substitute decision-maker, the patient's attending physician in the psychiatric facility and any other health professional or person involved in the patient's care or treatment have developed a treatment plan for the patient; and
- (c) within the 72-hour period before entering into the agreement, the physician has examined the patient and is of the opinion, based on the examination and any other relevant facts communicated to the physician, that,
  - (i) the patient is suffering from a mental disorder for which he or she needs continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community,
  - (ii) if the patient does not receive continuing treatment or care and continuing supervision while living in the community, he or she is likely, because of the mental disorder, to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer serious deterioration or physical impairment,
  - (iii) the patient is able to comply with the treatment plan contained in the leave agreement, and
  - (iv) the treatment or care and the supervision required under the terms of the leave agreement are available in the community.

Content of agreement

(3) A leave agreement shall indicate,

- (a) the date of the examination referred to in clause (2) (c);
- (b) the facts on which the physician formed the opinion referred to in clause (2) (c);

lade a le droit de vivre en dehors de l'établissement, sous réserve des conditions qui y sont énoncées.

Critères

(2) Le médecin peut conclure un accord de sortie en vertu du présent article avec un malade ou avec son mandataire spécial si les conditions suivantes sont remplies :

- a) au cours de la période précédente de deux ans, le malade :
  - (i) soit a fait partie des malades d'un établissement psychiatrique à trois reprises au moins,
  - (ii) soit a déjà conclu un accord de sortie en vertu du présent article;
- b) le malade ou son mandataire spécial, son médecin traitant dans l'établissement psychiatrique et toute autre personne, y compris un professionnel de la santé, qui offre des soins ou un traitement au malade ont élaboré un plan de traitement pour celui-ci;
- c) dans les 72 heures précédant la conclusion de l'accord, le médecin a examiné le malade et est d'avis, d'après l'examen et les autres faits pertinents qui lui ont été communiqués, que les conditions suivantes sont réunies :
  - (i) le malade souffre d'un trouble mental nécessitant un traitement ou des soins continus et une surveillance continue pendant qu'il vit au sein de la collectivité,
  - (ii) en l'absence de traitement ou de soins continus et d'une surveillance continue pendant qu'il vit au sein de la collectivité, le malade risque vraisemblablement, en raison du trouble mental, de s'infliger ou d'infliger à autrui des lésions corporelles graves ou de connaître une grave détérioration ou un affaiblissement physique grave,
  - (iii) le malade est en mesure de se conformer au plan de traitement décrit dans l'accord de sortie,
  - (iv) le traitement ou les soins et la surveillance exigés aux termes de l'accord de sortie sont offerts dans la collectivité.

(3) L'accord de sortie fait état de ce qui suit :

Contenu de l'accord

- a) la date de l'examen visé à l'alinéa (2) c);
- b) les faits qui ont permis au médecin de formuler l'avis visé à l'alinéa (2) c);



	<p>(c) a description of the treatment plan referred to in clause (2) (b); and</p> <p>(d) an undertaking by the patient to comply with his or her obligations as set out in subsection (4) or an undertaking by the patient's substitute decision-maker to ensure that the patient complies with those obligations.</p>	<p>c) le plan de traitement visé à l'alinéa (2) b);</p> <p>d) l'engagement du malade à respecter les obligations énoncées au paragraphe (4) qui lui incombent ou celui de son mandataire spécial à veiller à ce qu'il les respecte.</p>	
Patient's obligations	<p>(4) If a patient or his or her substitute decision-maker enters into a leave agreement under this section, the patient shall,</p> <p>(a) attend appointments with the attending physician, or with any other health professional referred to in the agreement, at the times and places scheduled from time to time; and</p> <p>(b) comply with the treatment plan described in the agreement.</p>	<p>(4) Si un malade ou son mandataire spécial conclut un accord de sortie en vertu du présent article, le malade :</p> <p>a) d'une part, se présente à ses rendez-vous chez son médecin traitant ou chez tout autre professionnel de la santé mentionné dans l'accord, aux dates, heures et lieux prévus;</p> <p>b) d'autre part, se conforme au plan de traitement décrit dans l'accord.</p>	Obligations du malade
Copy to patient and others	<p>(5) If a leave agreement is made under this section, the physician who enters into the agreement shall give a copy of it to,</p> <p>(a) the patient;</p> <p>(b) the patient's substitute decision-maker, where applicable;</p> <p>(c) the officer in charge; and</p> <p>(d) any other health professional involved in the treatment plan.</p>	<p>(7) Si un accord de sortie est conclu en vertu du présent article, le médecin qui le conclut en remet une copie aux personnes suivantes :</p> <p>a) le malade;</p> <p>b) le mandataire spécial du malade, le cas échéant;</p> <p>c) le dirigeant responsable;</p> <p>d) tout autre professionnel de la santé que concerne le plan de traitement.</p>	Copie au malade et à d'autres personnes
Termination of agreement	<p>(6) A leave agreement is terminated six months after the day it is made, subject to an earlier termination in accordance with section 33.2.</p>	<p>(6) L'accord de sortie prend fin six mois après la date où il est conclu, sous réserve d'une résiliation faite à une date plus rapprochée conformément à l'article 33.2.</p>	Cessation de l'accord
Subsequent agreements	<p>(7) Upon termination of a leave agreement, the parties may enter into a subsequent leave agreement if the requirements of subsection (2) are met.</p>	<p>(7) Dès la cessation d'un accord de sortie, les parties peuvent conclure un accord de sortie subséquent si les conditions énoncées au paragraphe (2) sont remplies.</p>	Accords subséquents
Early termination of leave agreement	<p><b>33.2</b> (1) At the request of a patient who is subject to a leave agreement, of his or her substitute decision-maker or of a person involved in the patient's care or treatment, the attending physician shall review the patient's condition to determine if the patient is able to continue to live in the community without being subject to the leave agreement.</p>	<p><b>33.2</b> (1) Le médecin traitant examine l'état du malade qui est assujéti à un accord de sortie, à la demande de celui-ci, de son mandataire spécial ou d'une personne qui lui offre des soins ou un traitement, afin de déterminer si le malade est en mesure de continuer à vivre au sein de la collectivité sans être assujéti à l'accord de sortie.</p>	Résiliation anticipée de l'accord de sortie
Same	<p>(2) If the attending physician determines, upon reviewing a patient's condition, that the circumstances described in subclauses 33.1 (2) (i) and (ii) no longer exist,</p> <p>(a) the attending physician and the patient or his or her substitute decision-maker shall terminate the leave agreement;</p> <p>(b) the attending physician shall notify the patient that he or she may live in the community without being subject to the leave agreement; and</p>	<p>(2) Si le médecin traitant détermine, après avoir examiné l'état du malade, que les circonstances visées aux sous-alinéas 33.1 (2) c) (i) et (ii) n'existent plus :</p> <p>a) le médecin traitant et le malade ou son mandataire spécial résilient l'accord de sortie;</p> <p>b) le médecin traitant avise le malade qu'il peut vivre au sein de la collectivité sans être assujéti à l'accord de sortie;</p>	Idem

- (c) the attending physician shall inform the persons referred to in clauses 33.1 (7) (b), (c) and (d) that the leave agreement is cancelled.

Breach of  
leave  
agreement

**33.3** (1) Subject to subsection (2), a patient's attending physician may file a notice of breach of the terms of a leave agreement with the officer in charge if he or she believes on reasonable grounds that the patient has failed to comply with his or her obligations under subsection 33.1 (4).

Condition  
for filing of  
notice

(2) A physician shall not file a notice under subsection (1) unless,

- (a) he or she is of the opinion that, because of the patient's mental disorder, the patient is likely to cause serious bodily harm to himself or herself or to another person or to suffer serious deterioration or physical impairment; and
- (b) reasonable efforts have been made to,
  - (i) locate the patient,
  - (ii) inform the patient of the failure or, if the patient is incapable within the meaning of the *Health Care Consent Act, 1996*, inform the patient's substitute decision-maker of the failure,
  - (iii) inform the patient of the possibility that the attending physician will file a notice of breach of a term of a leave agreement, which would result in the patient's return to the psychiatric facility for assessment, and
  - (iv) provide assistance to the patient to comply with the terms of the leave agreement.

Return to  
facility

(3) A notice filed under subsection (1) is sufficient authority, for 30 days after it is filed, for a peace officer to take the patient named in it into custody and then promptly to the psychiatric facility where the physician who filed the notice attends.

Assessment  
on return

(4) Promptly on the patient's return to a psychiatric facility, the attending physician shall examine the patient to determine whether,

- (a) the patient should be admitted to the facility in accordance with section 20;

- c) le médecin traitant informe les personnes visées aux alinéas 33.1 (7) b), c) et d) que l'accord de sortie est annulé.

**33.3** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le médecin traitant du malade peut déposer un avis de violation des conditions d'un accord de sortie auprès du dirigeant responsable s'il croit, en se fondant sur des motifs valables, que le malade n'a pas respecté les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 33.1 (4).

Violation de  
l'accord de  
sortie

(2) Le médecin ne dépose l'avis visé au paragraphe (1) que si :

Condition de  
dépôt de  
l'avis

- a) d'une part, il est d'avis que le malade risque vraisemblablement, en raison du trouble mental dont il est atteint, de s'infliger ou d'infliger à autrui des lésions corporelles graves ou de connaître une grave détérioration ou un affaiblissement physique grave;
- b) d'autre part, des efforts raisonnables ont été faits pour :
  - (i) trouver le malade,
  - (ii) informer le malade de son défaut ou, si celui-ci est incapable au sens de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, en informer son mandataire spécial,
  - (iii) informer le malade de la possibilité que le médecin traitant dépose un avis de violation d'une condition de l'accord de sortie, qui entraînerait son retour à l'établissement psychiatrique à des fins d'évaluation,
  - (iv) fournir au malade l'aide voulue pour lui permettre de se conformer aux conditions de l'accord de sortie.

(3) Pendant la période de 30 jours suivant son dépôt, l'avis déposé en vertu du paragraphe (1) permet à un agent de la paix d'appréhender le malade qui y est nommé et de l'amener promptement à l'établissement psychiatrique où se trouve le médecin qui a déposé l'avis.

Retour à  
l'établisse-  
ment

(4) Le médecin traitant examine le malade promptement dès son retour à l'établissement psychiatrique afin de déterminer, selon le cas :

Évaluation  
dès le retour  
du malade

- a) si le malade devrait être admis dans l'établissement conformément à l'article 20;

- (b) the patient, or his or her substitute decision-maker, and the physician should enter into another leave agreement; or
- (c) the patient should be discharged from the facility.

6. Clause 39 (1) (c) of the Act is amended by striking out "imminent and" at the beginning.

Commence-  
ment

7. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

8. The short title of this Act is the *Mental Health Amendment Act, 1998*.

- b) si le malade, ou son mandataire spécial, et lui-même devraient conclure un nouvel accord de sortie;
- c) si le malade devrait obtenir son congé de l'établissement.

6. L'alinéa 39 (1) c) de la Loi est modifié par suppression de «imminent et» à la deuxième ligne.

7. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en  
vigueur

8. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1998 modifiant la Loi sur la santé mentale*.

Titre abrégé

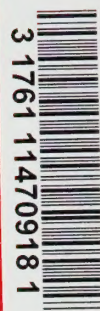












3 1761 11470918 1